JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTEGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

26, Rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15.

Téléphone

Renseignements : 579-01-95

Administration : 578-61-39

Le bureau de vente est ouvert tous les jours, sauf le dimanche et les jours fériés, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 17 h.

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

5^e Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

ET

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT

(Art. 133, 134, 135 et 137 du règlement.)

Politique agricole (organisation d'un débat parlementaire sur les mesures de sauvegarde).

17294. — 23 février 1975. — M. Rigout attire l'attention de M. le Premier ministre sur la gravité de la dégradation du revenu des agriculteurs. Si des mesures importantes ne sont pas prises rapidement pour remédier à cette situation, le potentiel productif agricole sera directement mis en cause. En 1974, le pouvoir d'achat agricole a baissé en moyenne de 15 p. 100. Compte tenu de

l'inflation, les prix fixés à Bruxelles pour la campagne 1975-1976 non seulement consacrent la dégradation intervenue en 1974, mais conduisent à une nouvelle aggravation pour 1975. Des mesures nationales complémentaires s'imposent donc pour compenser l'insuffisance des mesures communautaires. Dans ces conditions, il lui demande que l'Assemblée nationale, au cours d'un large débat, puisse délibérer et se prononcer dans les premiers jours de la session sur les mesures urgentes qui s'imposent et les conditions de leur application. Ces mesures soumises à la discussion et au vote de la représentation nationale devraient porter notamment sur trois objectifs essentiels : garantir une progression normale et suffisante du pouvoir d'achat des agriculteurs ; aboutir à une meilleure organisation des marchés ; permettre une augmentation du pouvoir d'achat intérieur et développer nos exportations de produits alimentaires.

QUESTIONS ÉCRITES

(Art. 139 et 133 du règlement.)

Article 139 du règlement :

« 1. Les questions écrites sont rédigées, notifiées et publiées dans les conditions fixées par l'article 133. En outre, elles ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ;

« 2. Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption ;

« 3. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois ;

« 4. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois ;

« 5. Dans le cas où la question écrite est transformée en question orale, celle-ci prend rang dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article 133 ;

« 6. Tout l'objet d'un rappel publié au Journal officiel les questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais prévus aux alinéas 2, 3 et 4 du présent article ;

« 7. Le texte des questions écrites est reproduit dans les rappels. Il est communiqué aux auteurs des questions en même temps que le rappel leur est notifié. »

QUESTIONS ÉCRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

PREMIER MINISTRE

Service national (mesures d'amnistie en faveur des objecteurs de conscience insoumis à l'office national des forêts).

17208. — 1^{er} mars 1975. — **M. Villon** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur la situation de plusieurs centaines d'objecteurs de conscience qui, ayant été reconnus comme tels par la commission juridictionnelle, avaient refusé d'accomplir le service civil dans le cadre de l'office national des forêts pour ne pas se soumettre au décret du 17 août 1972 qui leur supprime pendant les deux ans de service les droits civiques les plus élémentaires et qui ont donc été considérés comme insoumis, même lorsqu'ils ont accompli leur service pendant deux ans volontairement au sein d'associations civiles d'intérêt général agréées avant juin 1972 pour les recevoir. Bien que le délit d'insoumission ait été amnistié par la loi du 16 juillet 1974, leur situation reste incertaine en ce qui concerne leurs obligations de service. Aussi il lui demande de prendre des mesures : 1^o afin que la situation des jeunes gens insoumis à l'O.N.F. soit régularisée et qu'ils soient considérés comme ayant accompli leurs obligations ; 2^o afin que soient abrogés les articles R. 83, R. 84 et R. 85 du code du service national et remplacés par des dispositions respectant les droits de citoyen ; 3^o afin de rétablir la possibilité d'accomplir le service civil dans le cadre d'associations civiles créées selon la loi de 1901 et prêtes à recueillir les objecteurs de conscience pour accomplir des tâches d'intérêt public ou de solidarité humaine.

Radiodiffusion et télévision nationales (réglementation du droit de réponse à la radio et à la télévision).

17229. — 1^{er} mars 1975. — **M. Bculay** rappelle à **M. le Premier ministre** que, en vertu de l'article 8 de la loi n° 72-553 du 3 juillet 1972, maintenu en vigueur par l'article 34 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974, un décret en Conseil d'Etat doit déterminer les conditions dans lesquelles pourra s'exercer le droit de réponse à la radio et à la télévision. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître s'il envisage, après plus de trente-deux mois d'attente, de faire prochainement paraître le décret d'application précité ou s'il a définitivement renoncé à instituer un droit de réponse, contrairement au vote émis par le Parlement à ce sujet.

Transports aériens (usage exclusif de l'anglais comme langue de travail des navigants d'Air France).

17251. — 1^{er} mars 1975. — **M. Kalinsky** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur la question écrite n° 15449 adressée à **M. le secrétaire d'Etat** à la culture et publiée au *Journal officiel* du 11 décembre 1974 concernant la politique persévérante de la compagnie Air France tendant à imposer à ses navigants l'usage de l'anglais comme langue de travail exclusive. Plus de deux mois après sa publication, cette question écrite demeure sans réponse. Il lui demande comment il entend, conformément à ses déclarations du 7 février, « maintenir à la langue française sa place dans le monde de demain » et s'il ne pense pas que le transport aérien fait partie du monde de demain.

Urbanisme (révision du schéma directeur d'aménagement urbain de Melun-Sénart).

17271. — 1^{er} mars 1975. — **M. le Premier ministre** ayant exposé au cours de son allocution, lors de l'inauguration de l'hôtel de ville de Vélizy-Villacoublay, son intention de faire procéder à la révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de plusieurs villes importantes, **M. Alain Vivien** attire son attention sur la distorsion croissante entre les objectifs du S. D. A. U. de Melun-Sénart et les réalités de l'élaboration de cette ville nouvelle. Handicapée au départ, tant par la trop grande proximité de la ville nouvelle d'Evry (à cinq kilomètres) que par sa propre dispersion (trois secteurs isolés par un pré-carré réputé inconstructible), Melun-Sénart ne connaît guère, à l'heure actuelle qu'une poussée excessive d'urbanisation sans infrastructure (ni le lycée, ni le C.E.T., ni le C.H.U., ni l'hôpital de Combs-la-Ville n'ont été réalisés) et sans emploi (les zones industrielles prévues sont pratiquement vides ou, pire, non initiées). Alors qu'au cours des séances d'élaboration du S. D. A. U., il avait été entendu que, pour dix personnes d'âge actif nouvellement installées, on créerait de sept à huit emplois nouveaux, la proportion réelle s'établit aux environs de 0,1 emploi pour 10 nouveaux habitants en âge de travailler. Encore faut-il comprendre, pour atteindre ce taux, les emplois existant à Melun (hors ville nouvelle) qui se sont déconcentrés en ville nouvelle, notamment à Vert-Saint-Denis, et n'ont créé aucun débouché nouveau, mis à part quelques emplois de gardiennage ou de maintenance. Il attire d'autre part l'attention de **M. le Premier ministre** sur le fait que, sur les assurances de la mission d'aménagement et sous la pression de certaines personnalités politiques, la plupart des communes comprises dans le S. D. A. U. ont engagé des crédits importants. Lorsque les différés d'amortissement seront parvenus à leur terme, il y a tout lieu de penser que l'endettement des collectivités locales sera tel que les populations, récemment ou anciennement installées, supporteront un surcroît fiscal d'autant plus considérable que l'absence d'implantation industrielle ne permettra pas d'en minorer le poids. Compte tenu du fait que le S. D. A. U. de Melun-Sénart n'est pas approuvé, il lui demande : 1^o s'il ne lui paraîtrait pas opportun d'en décider la révision ; 2^o de minorer l'urbanisation envisagée et d'en lier strictement la réalisation au remplissage des zones industrielles prévues ; 3^o d'accorder, dans l'immédiat, une majoration sensible des crédits aux trois syndicats communautaires d'aménagement pour rattraper les retards observés en matière d'infrastructure, scolaire notamment.

Gouvernement (information des parlementaires sur les visites de membres du Gouvernement dans leurs circonscriptions).

17272. — 1^{er} mars 1974. — **M. Alain Vivien** expose à **M. le Premier ministre** que par question écrite en date du 10 janvier 1975 il s'élevait contre le manque de courtoisie de certains ministres à l'égard de parlementaires de l'opposition lorsque, venant en visite officielle dans leur circonscription, ils n'en informent point les députés ou sénateurs précités. Or **M. le ministre** de la qualité de la vie s'est rendu récemment à Melun pour y visiter une usine de chauffage d'H. L. M. utilisant l'énergie géothermique. Il s'est fait accompagner du préfet, conférant ainsi un caractère officiel à son séjour, et du maire de la ville, ancien député de Melun. Il lui demande s'il ne lui paraît pas regrettable que soient maintenues de telles pratiques, vestiges de périodes gouvernementales révolues, si elles ne lui paraissent pas en contradiction avec les intentions du Gouvernement et le souci de concertation qu'il manifeste en plusieurs occasions.

Incompatibilités parlementaires (député médecin-chef d'un hôpital départemental).

17274. — 1^{er} mars 1975. — **M. Jean-Pierre Cot** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur la contradiction existant entre la décision n° 66-11 du 8 juillet 1966 du Conseil constitutionnel (relative à l'examen de l'incompatibilité des fonctions de médecin-

chef dans un hôpital avec l'exercice d'un mandat parlementaire) et l'article 12-1 du décret n° 74-392 du 3 mai 1974 (relatif au recrutement, à la nomination et au statut des praticiens à temps partiel des établissements d'hospitalisation publics autres que les C. H. R. faisant partie de C. H. U. et les hôpitaux locaux). Le Conseil constitutionnel déclare en effet dans la décision précitée qu'« il n'existe aucune incompatibilité entre le mandat de sénateur et les fonctions qui pourraient être exercées dans les établissements publics n'ayant pas le caractère national », tandis que l'article 12-1 du décret susvisé établit que « le praticien à temps partiel appelé à exercer une fonction de membre du Gouvernement ou un mandat parlementaire est détaché d'office et de plein droit pour la durée de cette fonction ou de ce mandat ». En conséquence, il lui demande quel est le régime applicable à un député qui serait également médecin-chef d'un hôpital départemental, et si les dispositions de la dernière loi votée par le Parlement et relatives aux incompatibilités parlementaires infirment la décision antérieure au Conseil constitutionnel, et confirment donc par là même les règles plus restrictives en la matière établies par l'article 12-1 du décret du 3 mai 1974.

Education (raisons de l'absence d'une commission « éducation » et d'un intergroupe « formation, qualifications professionnelles » dans les instances de préparation du VII^e Plan).

17275. — 1^{er} mars 1975. — M. Mexandeau demande à M. le Premier ministre si l'absence d'une commission « éducation » et d'un intergroupe « formation, qualifications professionnelles » dans les instances de préparation du VII^e Plan signifie que le Plan ne comportera pas d'indications précises sur les objectifs à moyen terme du Gouvernement en matière d'éducation nationale et sur la programmation des investissements nécessaires. Il lui demande quelles sont les instructions données au commissariat au Plan en ce domaine.

Sang (propagande gratuite sur les antennes de la radio et de la télévision en faveur des associations de donneurs de sang).

17290. — 1^{er} mars 1975. — M. Legrand attire l'attention de M. le Premier ministre sur les problèmes de la transfusion sanguine et en particulier de la propagande en faveur du don bénévole du sang. Il s'agit en effet, non d'intérêts particuliers ni de commerce, mais de l'intérêt général et de la santé de milliers de malades et de blessés. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour accorder rapidement à la transfusion sanguine une propagande gratuite sur les antennes de la radio et de la télévision.

Questions écrites (réponse inexacte fournie par le ministre de l'intérieur à une question).

17301. — 1^{er} mars 1975. — M. Pierre Joxe attire l'attention de M. le Premier ministre sur les faits suivants: le 20 décembre 1974, M. Pierre Joxe a déposé une question écrite (n° 15738) auprès de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, dans les termes suivants: « M. Pierre Joxe demande à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, s'il peut exposer les raisons pour lesquelles, à la demande du maire d'Auxerre, les forces de police ont été envoyées pour occuper la maison de l'enfance de la ville et le logement de fonction de son directeur, M. Jacques Satre; de préciser par la même occasion si c'est en raison de l'appartenance de M. Satre à un parti de l'opposition que ces mesures extraordinaires ont été prises et, dans l'affirmative, d'indiquer, en vertu de quels textes des dispositions aussi exceptionnelles ont pu être appliquées ». Le 8 février 1975, le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, (*Journal officiel*, Débats parlementaires, du 8 février 1975) répondait en ces termes: « La municipalité d'Auxerre a fait construire une « maison de l'enfance » dont elle a confié la gestion à diverses organisations regroupées dans une association. Un conflit s'est élevé entre la municipalité et les œuvres gestionnaires au sujet des modalités de désignation du directeur telles qu'elles résultaient de la convention liant la « maison de l'enfance » à l'association chargée de la gérer. Le conseil d'administration de cette dernière s'était en effet prononcé, à la majorité des voix, en faveur d'un candidat alors que la désignation requiert l'unanimité des suffrages. Le 4 novembre dernier, le candidat présenté ayant fait connaître son intention de s'installer sans attendre la décision officielle de nomination, il a été jugé opportun, compte tenu du climat dans lequel se déroulait cette affaire, de prévenir une telle action. Deux fonctionnaires de police ont donc été placés en surveillance aux abords de l'immeuble de la « maison de l'enfance » qui, à aucun moment, n'a été occupée par des forces de police, pas plus d'ailleurs que le logement de fonction du directeur. Depuis lors, la

municipalité d'Auxerre a décidé de reprendre seule la gestion de la « maison de l'enfance ». Or, cette réponse comporte plusieurs inexactitudes manifestes: 1^{er} contrairement aux assertions de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, la désignation du directeur de la « maison de l'enfance » d'Auxerre s'est faite à l'unanimité des membres du conseil d'administration; 2^o le directeur en question n'a jamais manifesté l'intention de s'installer dans ses bureaux le 4 novembre de façon unilatérale avant sa nomination officielle, puisque celle-ci lui avait été signifiée par lettre du 4 octobre. M. Pierre Joxe demande à M. le Premier ministre de dire quelles instructions il compte donner au ministre de l'intérieur pour que dans l'avenir il ne soit pas répondu par des inexactitudes aux questions déposées par les parlementaires. Il lui demande aussi quelles mesures il compte prendre pour que la réalité des faits soit rétablie dans la réponse à sa question écrite n° 15738.

Entreprises (aide des banques populaires aux P. M. E.).

17324. — 1^{er} mars 1975. — M. Godon attire l'attention de M. le Premier ministre sur le rôle essentiel que le Crédit mutuel agricole a joué auprès des agriculteurs en matière de prêts de tout ordre et d'aides spécifiques. Il est hors de doute que cet instrument de crédit est parfaitement adapté à sa mission. Il est regrettable qu'il n'existe pas un organisme ayant une spécialisation analogue en ce qui concerne les aides dont ont besoin les petites et moyennes entreprises. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de faire étudier un projet tendant à confier aux banques populaires la mission d'aider les P. M. E., ces banques jouant à l'égard de ces entreprises le même rôle que le Crédit agricole vis-à-vis du monde de l'agriculture.

D. O. M. (application des mêmes majorations et abondements aux pensions de retraite qu'aux traitements d'activité des fonctionnaires).

17341. — 1^{er} mars 1975. — M. Ballanger attire l'attention de M. le Premier ministre sur la situation des retraités de l'Etat à la Réunion. Il lui demande s'il n'estime pas justifié que, à compter du 1^{er} janvier de cette année, les pensions civiles et militaires servies aux retraités de la Réunion, soient abondées des mêmes majorations et indemnités accordées aux fonctionnaires en activité dans le département, et les mesures qu'il compte prendre en ce sens.

Pensions de retraite civiles et militaires (majoration de pension et bonification d'ancienneté du fait d'un enfant recueilli par un parent).

17342. — 1^{er} mars 1975. — M. Marchais attire l'attention de M. le Premier ministre sur le fait que les agents féminins relevant des régimes de retraites des fonctionnaires de l'Etat, des ouvriers de l'Etat et des agents des collectivités locales bénéficient d'une bonification d'un an pour chacun de leurs enfants légitimes, naturels reconnus et, sous réserve qu'ils aient été élevés pendant neuf ans, avant l'âge de vingt et un ans, pour chacun de leurs enfants adoptifs ou issus d'un mariage précédent du mari ou ayant fait l'objet d'une délégation judiciaire des droits de l'autorité parentale. Or en l'état actuel des textes, les enfants recueillis par un parent n'ouvrent droit ni à majoration de pension ni à bonification d'années. Il y a là une injustice certaine. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour y mettre fin.

Postes et télécommunications (mensualisation des salaires des équipages des navires câbliers et océanographiques).

17371. — 1^{er} mars 1975. — M. Cermolacce expose à M. le Premier ministre qu'un projet de mensualisation des salaires des équipages des navires câbliers et océanographiques « Vercors », « Jean-Charcot » et « Noroit » a été élaboré entre la direction des Câbles sous-marins, d'une part, et les représentants des équipages et leur syndicat, d'autre part. Après avis favorable de la direction des Câbles sous-marins et du ministère des P. T. T., ce projet a été transmis pour avis au ministère de l'économie et des finances au mois d'avril 1974. Alors que la mesure ainsi arrêtée par la direction des Câbles sous-marins et le ministère de tutelle donne satisfaction aux intéressés, ceux-ci protestent avec juste raison contre la lenteur mise à l'approbation par le ministère de l'économie et des finances. Il souligne que cette carence est inadmissible, non seulement du point de vue des intérêts des équipages, mais aussi du bon fonctionnement du service des câbles sous-marins. Il lui demande en conséquence quelle mesure il entend prendre pour que ce projet, qui est en suspens depuis dix mois, soit enfin appliqué.

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17428. — 1^{er} mars 1975. — **M. Robert-André Vivien** demande à **M. le Premier ministre** de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affecté à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et éventuellement la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

Anciens combattants (reconnaissance de la qualité de combattant aux anciens d'Afrique du Nord).

17451. — 1^{er} mars 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur la vive irritation des anciens combattants d'Afrique du Nord face à la non-parution des textes d'application de la loi adoptée au cours de la dernière session parlementaire, loi leur donnant vocation à la qualité de combattant. Contrairement aux déclarations de **M. le secrétaire d'Etat** aux anciens combattants devant le congrès national de la F. N. A. C. A., le 27 octobre dernier, l'échéance du 31 décembre 1974 n'est pas encore à ce jour respectée. En insistant à nouveau pour la prise en compte d'actions de feu au niveau de l'unité combattante et non au niveau individuel comme critère d'attribution de la carte de combattant, il lui demande sous quel délai les promesses de publication rapide des textes d'application de la loi précitée seront effectivement tenus.

Redevance de télévision (relèvement du plafond de ressources offertes à l'exemption des personnes âgées).

17460. — 1^{er} mars 1975. — **M. Capdeville** expose à **M. le Premier ministre** que le décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960 modifié permet aux personnes âgées dont le montant annuel de leurs ressources n'excède pas un plafond de 7 700 francs d'être exemptées de la redevance de télévision. Il lui demande s'il ne pense pas devoir relever ce plafond et le porter à une somme qui pourrait tout au moins être égale à 90 p. 100 du S. M. I. G.

CONDITION FÉMININE

Femmes (discrimination de sexe pour l'accès aux services des œuvres universitaires).

17214. — 1^{er} mars 1975. — **M. Popere** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Condition féminine)** sur le *Bulletin officiel de l'éducation nationale* n° 2 bis (16 janvier 1975), pages 247 et suivantes : « vacances de postes » (administration et intendance universitaires). En effet, les déclarations de vacances de postes budgétaires situés dans les services des œuvres universitaires comportent des mentions qui excluent la candidature de fonctionnaires à raison de leur sexe, nonobstant les demandes réitérées à tous les niveaux des organisations syndicales représentatives et en particulier du syndicat national de l'administration universitaire F. E. N. Il lui demande quelles initiatives elle compte engager afin que soit respecté effectivement le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, repris par la Constitution de 1958 qui énonce en effet que : « La loi garantit à la femme des droits égaux à ceux des hommes » ; l'ordonnance du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires déclare dans son article 7 (reprenant l'article 7 de la loi du 19 octobre 1946 « statut de la fonction publique ») qu'il n'est fait aucune distinction entre les deux sexes, sous réserve des mesures exceptionnelles prévues par les statuts particuliers et justifiées par la nature des fonctions. Il est précisé que les statuts particuliers des corps de l'administration et de l'intendance universitaires, comme la loi et les décrets concernant les œuvres universitaires, ne comportent aucune clause discriminatoire fondée sur le sexe.

Education (administration et intendance universitaires : discrimination en fonction du sexe dans les vacances de poste).

17409. — 1^{er} mars 1975. — **M. Barberot** expose à **M. le Premier ministre (Condition féminine)** que dans le *Bulletin officiel de l'éducation* n° 2 bis, du 16 janvier 1975 (pages 247 et suivantes), sous le titre « vacances de postes » (administration et intendance universitaires), les déclarations de vacances de postes budgétaires situés dans les services des œuvres universitaires comportent des indications qui excluent la candidature de fonctionnaires en raison de leur sexe. Cette exclusion va à l'encontre des demandes faites à tous les niveaux par les organisations syndicales représentatives, tendant à supprimer toute discrimination entre les deux sexes. Elle est également en opposition avec le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, repris par la Constitution de 1958 qui dispose en effet que « la loi garantit aux femmes des droits égaux à ceux

des hommes ». Enfin, il convient de rappeler que l'ordonnance du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires prévoit dans son article 7 (reprenant l'article 7 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut de la fonction publique) qu'il n'est fait aucune distinction entre les deux sexes, sous réserve des mesures exceptionnelles prévues par les statuts particuliers. Or, les statuts particuliers des corps de l'administration et de l'intendance universitaires ne comportent aucune clause discriminatoire fondée sur le sexe. Il lui demande quelles mesures il a l'intention de prendre pour faire respecter dans toutes les administrations le principe de l'égalité des droits entre l'homme et la femme rappelé dans les textes ci-dessus.

FONCTION PUBLIQUE

Fonctionnaires (majorations d'ancienneté des victimes d'une incorporation de force dans l'armée allemande).

17237. — 1^{er} mars 1975. — **Mme Fritsch** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur la situation discriminatoire dans laquelle se trouvent les fonctionnaires et agents assimilés, qui ont été victimes d'une incorporation de force dans l'armée allemande, entre 1942 et 1945, lesquels ne sont pas admis au bénéfice de majorations d'ancienneté, valables pour l'avancement, et analogues à celles qui ont été prévues en faveur des fonctionnaires et assimilés, ayant fait campagne au cours des deux dernières guerres mondiales ou ayant participé aux opérations d'Indochine. Elle lui demande quelles mesures il envisage de prendre en vue de mettre fin à cette situation regrettable, qui cause un grave préjudice aux intéressés qui ont été les victimes d'une incorporation effectuée en violation du droit international et qui ont droit aux mêmes avantages que leurs collègues anciens combattants.

D. O. M. (extension des dispositions relatives au travail à mi-temps aux fonctionnaires en service outre-mer).

17250. — 1^{er} mars 1975. — **M. Villa** demande à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** pourquoi le bénéfice de la loi du 19 juin 1970 relative au travail à mi-temps des fonctionnaires n'a pas été étendu aux personnels en fonction dans les départements d'outre-mer. Ces personnels, en position d'activité, travaillant sur le territoire de la République ne devraient pas être exclus du champ d'application de cette mesure.

Pensions de retraite civiles et militaires (application rétroactive des dispositions sur la réversion des pensions des femmes fonctionnaires).

17252. — 1^{er} mars 1975. — **M. Kalinsky** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur les difficultés résultant de l'application du décret du 7 octobre 1974 réglant les modalités de réversion des pensions des femmes fonctionnaires décédées. Cette réversion est, en effet, exclue pour les femmes décédées avant le 21 décembre 1973. La simple équité exigerait pourtant que cette disposition s'applique à tous les ayants droit de femmes fonctionnaires sans prendre en considération la date du décès. Il lui demande, en conséquence, s'il n'entend pas prendre d'urgence les mesures qui s'imposent pour réparer cette injustice.

Fonctionnaires (personnels en fonctions dans les D. O. M. : bénéfice de la loi sur le travail à mi-temps).

17376. — 1^{er} mars 1975. — **M. Robert Fabre** demande à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** pourquoi le bénéfice de la loi du 19 juin 1970 relative au travail à mi-temps des fonctionnaires n'a pas été étendu aux personnels en fonctions dans les départements d'outre-mer. Ces personnels, en position d'activité, travaillant sur le territoire de la République ne devraient pas être exclus du champ d'application de cette mesure.

Accidents du travail (application des dispositions du code du travail aux fonctionnaires).

17469. — 1^{er} mars 1975. — **M. Housharr** expose à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** que les assouplissements apportés à l'article L. 415-1 du code de la sécurité sociale, par l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, ratifiée et modifiée par la loi n° 68-698 du 31 juillet 1968, en ce qui concerne la reconnaissance d'un accident du travail, n'ont pas, jusqu'à présent, été appliqués dans la fonction publique. La présomption, la preuve contraire à charge de l'employeur ainsi que les assouplissements apportés en cas d'accidents du trajet sont autant d'éléments nouveaux, qui devraient être pris en compte immédiatement, pour l'attribution de la gra-

tuité des soins dans tous les cas. Il lui demande quelles instructions il a l'intention de donner à l'administration afin que les dispositions du code de la sécurité sociale, notamment l'article L. 415-1, soient appliquées dans la fonction publique et s'il n'estime pas nécessaire d'établir une nouvelle circulaire prévoyant la présomption d'imputabilité simultanément à la gratuité des soins, au lieu et place de la circulaire commune F.P. n° 825 et F.1, du 8 avril 1966, à laquelle l'administration continue de se référer.

PORTE-PAROLE

Télévision (installation d'antennes réémettrices aux frais des promoteurs d'immeubles constituant des écrans).

17265. — 1^{er} mars 1975. — **M. Brun** rappelle à **M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement)** que l'article 23 de la loi du 7 août 1974 prévoit que : « Lorsque l'édification d'un immeuble de grande hauteur ou d'un groupe d'immeubles nuira à la réception des programmes de télévision par les locataires et copropriétaires du voisinage, les promoteurs devront faire installer à leurs frais une antenne réémettrice de télévision, ou assurer par tout autre moyen technique la réception normale des émissions de télévision aux habitants du voisinage. » Il lui demande si cet article est immédiatement applicable ou s'il faut attendre les textes d'application pour connaître les conditions dans lesquelles il pourra être appliqué. En ce dernier cas, il lui demande aussi quand paraîtront ces textes et quels sont actuellement les recours des personnes lésées.

AFFAIRES ETRANGERES

Chypre (aide française aux réfugiés et action de la France à l'O.N.U.).

17234. — 1^{er} mars 1975. — **M. Alain Vivien** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** que les combats survenus dans l'île de Chypre ont fait près de 5 000 morts et entraînent le déplacement de près de 200 000 personnes, pour l'essentiel d'ethnie hellénique, soit à peu près le tiers de la population totale de l'Etat. Or les résolutions 3212 et 365 de l'Assemblée générale du conseil de sécurité prévoyant le retrait de Chypre des forces armées étrangères et le retour chez eux de tous les réfugiés ne sont toujours pas appliquées. Il lui demande quelle aide la France s'est-elle accordée aux réfugiés et quelles initiatives compte-t-elle prendre pour contribuer à faire appliquer les décisions de l'O.N.U.

Ventes d'armes (offres françaises à la Turquie en relation avec le conflit cyprite).

17235. — 1^{er} mars 1975. — **M. Alain Vivien** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** que si l'on se réfère à la déclaration qu'il a faite au journal turc Milliyet le 3 février 1975 et dans laquelle il déclare « qu'il est bien évident que nous n'aurions aucune objection de principe à la cession de matériel militaire à un pays ami et allié comme la Turquie », il apparaît que cette offre publique de vente d'armes, proposée la veille même du jour où le congrès des Etats-Unis a décidé du suspendre son aide militaire à la Turquie, est de nature à relancer le conflit dans l'île de Chypre. Il lui demande si cette déclaration n'est pas en contradiction avec les positions précédentes prises par le Gouvernement français depuis le début de la crise cyprite.

Tunnel sous la Manche (relance du projet et financement à l'échelle européenne).

17262. — 1^{er} mars 1975. — **M. Pierre Weber** souligne à l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** la directive n° 349 (1975) « sur le réseau européen des grands axes de communication et le tunnel sous la Manche » adoptée le 25 janvier 1975 par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Il lui demande s'il n'estime pas opportun pour le Gouvernement français de s'inspirer de ce texte pour relancer la réalisation du tunnel sous la Manche dont la Grande-Bretagne a récemment décidé d'abandonner la construction, en considérant qu'il ne s'agit pas d'un problème purement franco-britannique, mais bien d'un moyen de communication et de relation devant intéresser toutes les nations européennes. Estimant que la réalisation de ce projet serait une preuve tangible de la volonté de faire l'Europe, il lui serait reconnaissant de lui préciser la position du Gouvernement français sur la proposition de la directive n° 349 tendant à envisager pour le tunnel sous la Manche un financement à l'échelle européenne.

Français à l'étranger

(aide aux divers établissements scolaires français de l'Inde).

17380. — 1^{er} mars 1975. — **M. Pierre Bas** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur la situation des établissements d'enseignement fonctionnant au profit des enfants français dans les anciens comptoirs français de l'Inde. 4 000 enfants d'âge scolaire fréquentent, soit des écoles gérées par le gouvernement indien à Pondichéry, Karikal et Mahé, soit le lycée français et l'école Saint-Joseph-de-Cluny, à Pondichéry. Il lui signale que chacun de ces établissements doit faire face à de graves problèmes qui doivent être appréhendés rapidement et recevoir les solutions qui s'imposent. Par le dévouement des maîtres et la bonne volonté des élèves, le niveau des écoles gérées par le gouvernement indien doit encore s'améliorer. Il pourrait y être contribué en grande partie par la dotation en nombre suffisant de manuels scolaires, mis gratuitement à la disposition des associations des parents d'élèves des écoles intéressées qui se chargeraient du service de prêt et de l'entretien des livres. L'école Saint-Joseph-de-Cluny, qui est un établissement privé, assure un enseignement satisfaisant mais souffre d'une crise de recrutement du personnel qui devient de plus en plus aiguë. Une réduction de l'effectif des élèves est à craindre pour cette raison. Il suffirait toutefois de pallier le manque de personnel par l'envoi d'enseignants au titre de la coopération. Le lycée français de Pondichéry est le seul établissement public français. Il dispense un enseignement comparable à celui des lycées de France. Malheureusement tous les élèves ayant effectué leur cycle primaire dans les diverses écoles françaises ne peuvent y être admis. Le grand obstacle que constituait le manque de locaux a été levé grâce à la générosité d'une personne appartenant à une vieille famille indienne amie de la France, qui a mis à la disposition du lycée un local pouvant servir d'annexe. Il n'en reste pas moins que cet établissement souffre d'une insuffisance de personnel et d'équipement ne permettant pas d'augmenter sa capacité d'accueil au niveau de l'enseignement secondaire et professionnel et rendant même difficile le maintien de ses activités dans leur forme actuelle. Le déblocage rapide de crédits s'avère nécessaire pour remédier à cette situation. Enfin, l'accession des enfants appartenant aux familles de condition modeste est particulièrement freinée par les restrictions apportées dans le domaine de l'attribution des bourses scolaires, lesquelles devraient être accordées de façon plus libérale et sur la base des barèmes de ressources appliqués en France. Il lui demande s'il compte prendre les mesures qui s'imposent afin d'apporter toute l'aide nécessaire aux divers établissements scolaires français de l'Inde et, par là même, de maintenir le rayonnement culturel français dans ce pays.

Français à l'étranger (taux des prestations familiales versées aux Français résidant dans les anciens établissements français de l'Inde).

17381. — 1^{er} mars 1975. — **M. Pierre Bas** rappelle à **M. le ministre des affaires étrangères** que les prestations familiales versées aux Français résidant dans les anciens établissements français de l'Inde font l'objet de taux différents selon qu'ils s'appliquent à l'ucra ou l'autre de quatre catégories d'ayants droit. Les personnes appartenant à la quatrième catégorie perçoivent actuellement des prestations familiales d'un montant mensuel de 4,50 francs par enfant à charge. Ce taux n'a jamais été révisé, et il est indéniable qu'il ne permet pas aux personnes concernées — actuellement plus de 250 pensionnés français dont la plupart sont des anciens combattants volontaires — de faire face aux charges familiales qui leur incombent, au regard du coût de la vie. Il lui demande si le taux en question ne pourrait pas être soit réévalué d'urgence et fixé à un montant qui tienne compte des conditions de vie dans ce territoire, marquées par la hausse des prix et la menace de famine qui en découle, sans qu'intervienne par ailleurs une discrimination entre catégories d'allocataires que rien ne peut justifier.

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17429. — 1^{er} mars 1975. — **M. Robert-André Vivien** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affecté à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et, éventuellement, la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

AGRICULTURE

Sucre (attribution de contingents de betteraves à sucre aux départements bretons).

17204. — 1^{er} mars 1975. — **M. Bécam** demande à **M. le ministre de l'agriculture** s'il ne lui paraît pas possible, pour tenir compte de la situation sucrière mondiale, d'accorder aux départements bretons qui seraient susceptibles de les solliciter, des contingents de betteraves à sucre. Il l'informe que de très nombreux essais avaient été entrepris dans cette région maritime, il y a une douzaine d'années, que les résultats de ces essais s'étaient avérés excellents, comme il l'ait prévisible, puisque le nom botanique de la betterave sucrière est *beta maritima* mais que les demandes de contingents avaient alors été repoussées, compte tenu d'une situation sucrière profondément différente. Il estime qu'un accord devrait pouvoir intervenir aujourd'hui, contribuant ainsi à réduire les déficits dans ce domaine.

Vin (aide aux viticulteurs du Sud-Ouest en difficulté).

17255. — 1^{er} mars 1975. — **M. Ruffe** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les difficultés que rencontrent les viticulteurs des départements du Sud-Ouest : Tarn-et-Garonne, Tarn, Haute-Garonne, Aude, Gers, Landes et Lot notamment, pour écouler leur production. L'excès des pluies d'automne, particulièrement à la période des vendanges, a nuí considérablement à la qualité de la récolte. Ces départements ont bien été déclarés sinistrés mais les conditions de mise à la distillation ont empêché cette mesure de jouer son rôle. Actuellement, d'importantes quantités de vins faibles se trouvent encore dans les caves. Dans un même temps, des vins de 7 degrés et 8 degrés 5 aptes à produire des vins de table mais d'un degré inférieur à celui des vins produits normalement dans ces régions encombrant le marché. Cela met les producteurs devant de sérieuses difficultés financières et entraîne pour eux une perte importante de revenus. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas urgent de prendre les mesures suivantes : 1^o arrêter les importations intra et extracommunautaires ; 2^o permettre la distillation à 9,20 francs le degré hecto des vins de 7 à 8,5 degrés afin de dégager le marché dans les départements précités ; 3^o réduire le taux de T. V. A. de 17,6 p. 100 à 7 p. 100 sur l'ensemble des vins ; 4^o attribuer des prêts pour sinistre aux viticulteurs concernés pour compenser la perte de revenu ; 5^o abaisser les prestations viniques de 0,90 à 0,50 litre d'alcool pur par hecto de vin déclaré pour tenir compte du faible degré de la récolte.

Durée du travail (non-application de la loi de quarante heures hebdomodaires dans l'agriculture).

17273. — 1^{er} mars 1975. — **M. Alain Vivien** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que la loi fixant à quarante heures la durée du travail dans l'agriculture n'est toujours pas applicable en raison de la non-parution des décrets d'application. Il lui demande : 1^o quelles sont les raisons de ce retard ; 2^o de bien vouloir faire en sorte que les décrets d'application soient publiés dans les meilleurs délais.

Zones de montagne (assouplissement de la réglementation applicable aux exploitants agricoles exerçant une activité de complément).

17307. — 1^{er} mars 1975. — **M. Besson** se permet d'attirer une nouvelle fois l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le problème de la double activité des petits exploitants agricoles, en particulier dans les départements de montagne. Considérant, d'une part, l'impérieuse nécessité pour ces départements de conserver la présence d'exploitants exerçant parallèlement une autre activité et, d'autre part, — en raison de la très faible rentabilité de l'agriculture dans ces zones — l'impossibilité dans laquelle se trouvent ceux qui exercent une activité complémentaire de retirer 50 p. 100 de leurs ressources de l'agriculture, même si leur emploi annexe est à temps partiel et peu rémunéré, il lui demande s'il ne convient pas : 1^o d'assouplir d'une manière générale la réglementation en vigueur ; 2^o de maintenir à ceux qui sont condamnés à prendre une seconde activité le bénéfice de certains avantages acquis, comme par exemple les bonifications d'intérêts de prêts spéciaux aux chefs d'exploitation visés au paragraphe 1^{er} de l'article 1106-1 du code rural ; 3^o d'assurer au minimum aux doubles actifs, ne pouvant pas justifier de 50 p. 100 de revenus agricoles, la possibilité de percevoir la moitié du montant des primes de type I. S. M. auxquelles ils pourraient prétendre s'ils exerçaient exclusivement la profession d'agriculteurs.

Communes (indemnisation du déficit des marchés aux bestiaux résultant de l'épizootie de fièvre aphteuse de 1974).

17344. — 1^{er} mars 1975. — **M. Hunault** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'important préjudice subi par les collectivités locales en raison de la fermeture des marchés aux bestiaux lors de l'épizootie de fièvre aphteuse de mars-avril 1974. Cette fermeture a entraîné un déséquilibre important dans les comptes d'exploitation des marchés au titre de l'année 1974, déficit qu'il paraît difficile de faire supporter par les populations citadines sur lesquelles pèsent déjà lourdement les conséquences de la situation économique actuelle. Compte tenu de ce qui précède, je vous demande de bien vouloir envisager un réexamen de la demande présentée par les municipalités propriétaires de marchés afin d'étendre à leur profit le bénéfice d'une indemnisation exceptionnelle accordée aux éleveurs lors de l'épizootie de fièvre aphteuse de mars-avril 1974.

Maladies du bétail (anomalies dans la réglementation sur l'abattage des bovins atteints de brucellose).

17374. — 1^{er} mars 1975. — **M. Jean-Claude Simon** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que lorsque les bovins sont reconnus atteints de brucellose latente ou clinique, l'abattage des bêtes contaminées est obligatoire dans les communes où la prophylaxie de cette maladie peut être entreprise, si le cheptel bovin d'un propriétaire présente un taux d'infection inférieur à 20 p. 100 ou a plus de deux animaux infectés pour un effectif égal ou inférieur à dix animaux. Il lui signale le cas d'un exploitant qui, sur les neuf bovins qu'il possédait, a dû en faire abattre deux atteints de brucellose alors qu'il aurait échappé à cette obligation si un troisième animal avait été contaminé ou si son cheptel avait compté une unité de plus. Il lui demande s'il n'estime pas que la législation en la matière devrait être modifiée à son initiative pour éviter de pareilles anomalies.

Exploitants agricoles

(aide financière aux métayers obtenant un bail à fermage).

17396. — 1^{er} mars 1975. — **M. Brun** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le changement radical mais onéreux des conditions d'exploitation qu'entraîne la conversion d'un bail à métayage en bail à fermage et sur l'opportunité d'aider financièrement les métayers qui obtiennent la conversion de leur bail, au même titre que les agriculteurs qui améliorent leur situation en changeant d'exploitation. Il lui demande s'il ne serait pas équitable que les métayers soient considérés en pareil cas comme « mutants d'exploitation » et bénéficient des avantages prévus à ce titre par le décret n^o 65-581 du 15 juillet 1965.

Zones de montagne (attribution de l'indemnité spéciale de montagne aux anciens combattants et prisonniers de guerre retraités par anticipation).

17402. — 1^{er} mars 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les conditions exigées par le décret du 20 février 1974 pour ouvrir droit à l'indemnité spéciale montagne, conditions qui paraissent exclure de cet avantage, outre tous les retraités de plus de soixante-cinq ans, notamment les agriculteurs anciens combattants et victimes de guerre, âgés de moins de soixante-cinq ans révolus ayant sollicité leur mise à la retraite par anticipation en application de la loi du 21 novembre 1973. Alors que légitimement les veuves, invalides de guerre ou déportés bénéficiaires d'une pension peuvent avoir droit à l'I. S. M., l'exclusion des anciens combattants et victimes de guerre, retraités par anticipation, paraît d'autant plus injustifiée que cela revient à leur enlever un avantage auquel ils auraient pu prétendre, s'ils n'avaient par ailleurs obtenu une compensation méritée pour les services rendus à la nation. Dans ces conditions, il lui demande s'il ne convient pas d'apporter les correctifs nécessaires aux textes parus à ce jour afin que les agriculteurs, anciens combattants, prisonniers de guerre, n'aient pas à choisir entre les mesures prises en leur faveur comme professionnels, d'une part, et à titre de services militaires, d'autre part.

Calamités agricoles (récoltes de maïs détruites dans la Somme par une tornade en novembre 1972).

17410. — 1^{er} mars 1975. — **M. Audinot** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le fait que bon nombre d'agriculteurs sinistrés lors du mois de novembre 1972, au cours de la tornade qui occasionna des dégâts considérables aux cultures de maïs, n'ont toujours pas, au début de cette année 1975, perçu les indemnités

auxquelles ils ont droit. Il lui demande quelles mesures li compte prendre pour remédier à cette situation qui pénalise lourdement les exploitants du département de la Somme, qui ont connu cette année une saison très difficile, tant sur le plan atmosphérique qu'économique.

Céréales (encouragements à la production et mise sur le marché de variétés de blé de bonne valeur boulangère).

17422. — 1^{er} mars 1975. — **M. Ballanger** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les conséquences que pourrait avoir la mise sur le marché des variétés de blé à haut rendement mais de valeur boulangère très médiocre. Lors de la réception des récoltes par les organismes stockeurs, le classement des blés par lots de qualité paraît difficile à effectuer. Le mélange de blé à plus ou moins bonne valeur boulangère risque de déprécier toute notre production et, à échéance, d'entraîner des difficultés sur le marché intérieur et surtout au niveau des exportations. En conséquence il lui demande s'il ne considère pas nécessaire : 1^o de prendre des mesures pour encourager la production de variétés de blé de bonne valeur boulangère ; 2^o d'inciter les organismes collecteurs à mettre en place les équipements nécessaires aux classements des lots à la réception ; 3^o de donner à la recherche agronomique tous les moyens nécessaires afin de favoriser l'obtention de variétés nouvelles de bonne valeur boulangère ayant également des rendements élevés.

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17430. — 1^{er} mars 1975. — **M. Robert-André Vivien** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affectés à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et, éventuellement, la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

Organisations agricoles (refus opposé aux adhérents du M. O. D. E. F. des Landes de tenir leur congrès au lycée agricole de Dax).

17475. — 1^{er} mars 1975. — **M. Lavielle** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le refus qu'il a opposé aux jeunes adhérents du M. O. D. E. F. du département des Landes de tenir leur congrès au lycée agricole de Dax. Or les réunions techniques et professionnelles organisées par des organismes professionnels (fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, du centre national des jeunes agriculteurs et de leurs fédérations ou centres départementaux, de la confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles) sont autorisées à avoir lieu dans les locaux des lycées agricoles. Il s'agit donc en l'espèce d'une discrimination opérée à l'encontre de l'une des organisations agricoles. Il lui demande quelles instructions il compte donner pour que les agriculteurs de tout obédience et appartenances puissent se réunir pour débattre de problèmes professionnels dans les établissements tels que les lycées agricoles.

Calamités agricoles (indemnisation des viticulteurs dont les récoltes ont été détruites à la suite de gelées en avril 1974 dans la Drôme)

17482. — 1^{er} mars 1975. — **M. Fillioud** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les conséquences des gelées des 19, 20 et 21 avril 1974 pour les viticulteurs des communes déclarées sinistrées : les communes de Mercuriol, Beaumont-Monteux, Chanos-Curon, canton de Tain-l'Hermitage, produisant du vin d'appellation contrôlée « Croze-Hermitage ». L'arrêté interministériel en date du 6 décembre 1974, paru au *Journal officiel* du 12 janvier 1975, sur les calamités agricoles ne prend pas en compte les pertes de récolte sur la vigne suite au gel des 19, 20 et 21 avril 1974. Certains des producteurs concernés ont cependant subi des pertes de récolte de 50 à 70 p. 100. Il lui demande s'il peut étudier la possibilité d'ajouter les vignes parmi les cultures pouvant bénéficier de l'indemnisation au titre de la loi sur les calamités agricoles.

ANCIENS COMBATTANTS

Carte du combattant (conditions d'attribution au titre de la Résistance).

17259. — 1^{er} mars 1975. — **Mme Constans** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur les conditions d'attribution de la carte de combattant au titre de la Résistance. Lorsque la demande d'attribution est appuyée par les attestations de deux personnalités notoirement connues dans la Résistance, contresignées par le liquidateur national du

mouvement auquel le demandeur a appartenu, l'avis de la commission départementale doit être corroboré par celui de la commission nationale. D'une part, cette procédure allonge considérablement la durée d'examen et d'attribution ; il apparaîtrait que certains dossiers sont bloqués depuis quatre ou cinq ans et plus. D'autre part, l'avis de la commission départementale n'est pas toujours suivi par la commission nationale. Or, il est certain que les membres de la commission départementale désignés par le ministère sont ceux qui connaissent le mieux la Résistance dans le département du demandeur et sont donc les mieux à même de juger du bien-fondé de la demande. Il semblerait donc équitable de donner le droit de statuer définitivement à la commission départementale. Une telle procédure aurait en même temps l'avantage de raccourcir les délais d'attribution. Elle lui demande donc s'il ne juge pas opportun d'adopter cette procédure, qui est d'ailleurs réclamée par les associations d'anciens combattants de la Résistance.

Retraite du combattant (tenant compte du temps passé dans la zone de combat).

17295. — 1^{er} mars 1975. — **M. Chinaud** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** qu'une retraite est accordée à tous ceux des anciens combattants qui justifient de quatre-vingt-dix jours au moins de présence dans la zone de combat. Il lui souligne que cette retraite est accordée à un taux uniforme, que la présence ait été de quatre-vingt-dix jours seulement ou de plusieurs années, voire de cinquante et un mois comme dans certains cas limites, et il lui demande s'il n'estime pas que toutes dispositions utiles devraient être prises à son initiative et en accord avec son collègue le ministre de l'économie et des finances pour que le montant de la retraite du combattant tienne compte du temps passé en zone de combat.

Commémorations (trentième anniversaire de la victoire de 1945).

17308. — 1^{er} mars 1975. — **M. Nilès** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur le fait que nous fêterons cette année le trentième anniversaire de la victoire du 8 mai 1945, tout en honorant ceux qui en furent les glorieux artisans, combattants français avec ou sans uniforme, soldats des armées alliées, combattants de tous les peuples opprimés par le nazisme. La victoire a été acquise au prix d'une lutte héroïque et d'immenses sacrifices. Au terme d'un affrontement gigantesque où se jouait le sort de la civilisation et de l'avenir de l'humanité, les forces de démocratie et de progrès l'ont emporté sur les forces barbares du nazisme qui prétendaient soumettre le monde à sa loi de fer et de sang. Une ère nouvelle s'ouvrait pour les peuples avides de liberté, de justice sociale et de paix. La signification historique de cet anniversaire ne saurait être sous-estimée. Ses riches enseignements doivent guider les générations d'aujourd'hui et l'ensemble de notre peuple dans leur action pour la démocratie, le progrès social, l'indépendance nationale et la paix. En conséquence, fidèle à l'idéal pour lequel tant des nôtres sont tombés, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour que : le 8 mai soit désormais décrété fête nationale fériée au même titre que le 11 novembre par le vote à la session parlementaire de printemps du rapport Garcin déjà adopté par la commission des lois de l'Assemblée nationale ; ce trentième anniversaire soit célébré avec le plus grand éclat.

Forclosures (publication du décret levant les forclosures).

17320. — 1^{er} mars 1973. — **M. Xavier Deniau** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** qu'il a été fait état à plusieurs reprises d'études entreprises par un groupe de travail créé en vue de trouver une solution au problème des forclosures. A l'occasion de la discussion du budget des anciens combattants, il avait été précisé qu'une solution avait été effectivement trouvée pour la levée des forclosures et qu'un décret devait intervenir qui serait mis en application d'ici à la fin de l'année 1974. Ce texte ne semblant pas avoir encore été publié, il lui demande s'il peut lui faire connaître les raisons qui motivent ce retard et dans quels délais les anciens combattants concernés, légitimement intéressés par ce problème, pourront à nouveau faire valoir leurs droits.

Anciens combattants (suppression de la déchéance du droit à retraite du combattant pour les militaires et marins ayant interrompu leur service pour absence illégale en 1914-1918).

17416. — 1^{er} mars 1975. — **M. Giovannini** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** si le moment n'est pas venu de supprimer l'alinéa 2 de l'article 60 du code des pensions militaires portant déchéance du droit à la retraite du combattant pour les « militaires et marins ayant été en état d'interruption de service pour absence illégale au cours de la guerre 1914-1918... ». En parti-

culier, il appelle son attention sur le cas suivant : un soldat de la classe 1913 a bénéficié en 1916, après quatorze mois de présence au front, d'une permission de vingt et un jours. Agé à l'époque de vingt ans et père de trois enfants en bas âge, l'intéressé n'a rejoint son unité qu'après une absence de 124 jours. Condamné pour ce fait à un an de prison avec sursis, la sanction a été effacée par voie d'amnistie mais la faute initiale, imputable à un défaut de jeunesse, exclut à vie cette personne du droit à la retraite d'ancien combattant. Or, pendant la dernière guerre et alors qu'il était libéré de toute obligation militaire, l'intéressé n'a pas hésité à s'engager dans la Résistance et il s'est vu attribuer à ce titre un certificat national et la carte de combattant volontaire de la Résistance. Ces pièces officielles, bien qu'attestant le caractère circonstanciel de l'irrégularité commise au cours de la guerre 1914-1918, ne suffisent pas à ouvrir droit à la retraite du combattant pourtant méritée en l'espèce à deux reprises. Cette situation est d'autant plus insupportable que les personnes convaincues d'indignité nationale pour avoir collaboré avec l'occupant ont pu continuer à percevoir la retraite du combattant après avoir été amnistiées. Le fait d'avoir apporté un concours actif à l'ennemi mérite ainsi l'indulgence alors que la faute vénielle d'un jeune homme rejoignant le front tardivement reste sanctionnée à vie, même si la conduite ultérieure a levé le moindre doute sur le patriotisme de l'intéressé. L'injustice de la situation appelle une mesure de clémence d'autant plus urgente que les derniers survivants de la guerre de 1914-1918, même s'ils ont commis une faute légère, ont bien droit, cinquante-sept ans plus tard, à la reconnaissance de la patrie.

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17431. — 1^{er} mars 1975. — **M. Robert-André Vivien** demande à **M. le secrétaire d'Etat** aux anciens combattants de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affectés à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et éventuellement la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

Retraite du combattant (uniformité du taux appliqué en France métropolitaine et outre-mer et à l'étranger).

17466. — 1^{er} mars 1975. — **M. Robert Fabre** expose à **M. le secrétaire d'Etat** aux anciens combattants que les anciens combattants résidant en France perçoivent la retraite du combattant à l'indice 9 à l'âge de soixante-cinq ans, alors qu'en application de l'article 99 (§ 1^{er}) de la loi n° 56-780 du 4 août 1956, confirmé par l'article 21 de l'ordonnance du 30 décembre 1958, les anciens combattants domiciliés à l'étranger bénéficient de la retraite du combattant à l'indice 33 à partir de l'âge de soixante-cinq ans et à soixante ans en Algérie, Maroc, Tunisie et dans les départements et pays d'outre-mer. Il lui demande en conséquence s'il n'envisage pas, afin que cesse cette discrimination choquante, de prendre toutes dispositions nécessaires pour que les anciens combattants résidant en France aient les mêmes avantages que ceux fixés à l'étranger et dans les départements et pays précités.

COMMERCE ET ARTISANAT

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17432. — 1^{er} mars 1975. — **M. Robert-André Vivien** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affectés à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et, éventuellement, la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

COMMERCE EXTERIEUR

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17433. — 1^{er} mars 1975. — **M. Robert-André Vivien** demande à **M. le ministre du commerce extérieur** de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affectés à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et éventuellement la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

COOPERATION

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17434. — 1^{er} mars 1975. — **M. Robert-André Vivien** demande à **M. le ministre de la coopération** de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affectés à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et, éventuellement, la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

CULTURE

Monuments historiques (sauvegarde du château de Bagnac à Saint-Bonnet-de-Bellac [Haute-Vienne]).

17354. — 1^{er} mars 1975. — **M. Rigout** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat à la culture** sur la nécessité de sauvegarder le château de Bagnac situé sur le territoire de la commune de Saint-Bonnet-de-Bellac (Haute-Vienne). Cet édifice représente un intérêt architectural historique et touristique évident et reconnu. Il est actuellement en péril. Le dossier est soumis à la commission supérieure des monuments historiques. Il lui demande quelles décisions il compte prendre pour répondre aux demandes formulées par les associations de sauvegarde : société nationale pour la protection des paysages, sites et monuments et ligue urbaine et rurale, qui ont réclamé que des mesures urgentes soient prises afin d'assurer la nécessaire sauvegarde de ce patrimoine culturel.

Architectes (compétences des architectes des bâtiments de France en matière de permis de construire).

17426. — 1^{er} mars 1975. — **M. de Poulpiquet** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat à la culture** que les architectes des bâtiments de France sont appelés à donner un avis sur la délivrance des permis de construire lorsqu'il s'agit de constructions à édifier dans un périmètre protégé. Il lui expose qu'une décision de refus a été prise par l'un d'eux qui a opposé au demandeur l'argument suivant : « rechercher un terrain dont la constructibilité n'aille pas à l'encontre de l'exploitation normale des fonds ruraux. A cet effet, la recherche se portera à proximité immédiate du bourg et des constructions existantes ». Les raisons invoquées dans ce refus ne relèvent manifestement pas des attributions d'un architecte des bâtiments de France. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir inviter les fonctionnaires en cause à donner leur avis uniquement en fonction des attributions qui sont les leurs et non à partir de considérations qui ne relèvent pas de leur compétence.

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17435. — 1^{er} mars 1975. — **M. Robert-André Vivien** demande à **M. le secrétaire d'Etat à la culture** de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affectés à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et, éventuellement, la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

DEFENSE

Médailles et décorations (attribution de la croix de chevalier de la Légion d'honneur à certains anciens combattants de la guerre 1939-1945).

17216. — 1^{er} mars 1975. — **M. Stehlin** demande à **M. le ministre de la défense** si le Gouvernement n'envisage pas de déposer un projet de loi en vue de l'attribution de la croix de chevalier de la Légion d'honneur, à l'occasion du trentième anniversaire de l'armistice du 8 mai 1945, au bénéfice des anciens combattants médaillés militaires et justifiant en outre de quatre titres de guerre : citations ou blessures acquises au cours de la guerre 1939-1945.

Service national (décès du soldat Serge Camier survenu au cours de manœuvres au camp de Sissonne [Aisne]).

17240. — 11 mars 1975. — **M. Le Meur** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur les circonstances tragiques de la mort d'un jeune soldat du contingent Serge Camier. Au cours des manœuvres de la 15^e brigade de Verdun, manœuvres qui ont actuellement lieu au camp national de Sissonne (02), ce soldat de 2^e classe, du 150^e R. I. de Verdun, âgé de vingt ans, a été écrasé par un AMX 30, du 2^e régiment de chasseurs portés. La mort a été

instantanée. Cet accident a provoqué une vive émotion dans le camp, qui a donné lieu à une manifestation publique. En conséquence, il lui demande : 1^o de déterminer les circonstances exactes de ce drame et de les rendre publiques ; 2^o quels sont les moyens de sécurité et de secours (hommes et matériels) mis en œuvre à l'occasion de tels exercices ; 3^o s'il n'estime pas que le moment est venu de réviser les méthodes d'instruction.

Armée (maintien à Bastia du siège du commandement militaire).

17261. — 1^{er} mars 1975. — **M. Zuccarelli** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur les informations qui circulent en Corse en ce qui concerne le siège du commandement militaire. Il lui fait observer que le secteur militaire de la Corse, aussi loin que l'on puisse remonter dans le temps, a été établi à Bastia. Le « gouverneur » militaire prenant, au moment de l'annexion de la Corse à la France, la suite du gouverneur génois. Le choix de ce lieu se justifiait, et se justifie toujours, par la facilité des communications entre la ville du Nord et les différents secteurs Est, Ouest, Sud et Centre de la Corse. On peut rappeler que Bastia a été la ville de garnison du 173^e régiment spécifiquement corse, dont on connaît la conduite héroïque pendant les deux guerres mondiales. La raison qui motiverait le transfert du commandement militaire à Ajaccio serait en principe, ce commandement doit être auprès du préfet de région. En plus des raisons invoquées plus haut, qui avaient milité en faveur de Bastia, il faut ajouter que le personnel de la subdivision de Bastia souhaite ne pas quitter cette ville, et surtout qu'un projet important d'installation militaire dans la plaine de Borgo, à une quinzaine de kilomètres de Bastia, est à la veille d'être exécuté et qu'il serait anormal d'éloigner le commandement militaire de ce centre d'action principal de l'armée. Le Gouvernement vient de saisir le Parlement d'un projet de bidépartementalisation de la Corse en raison de la sous-administration de la Corse Nord et du déséquilibre qui existe actuellement entre le Nord et le Sud ; la bidépartementalisation envisagée et souhaitée par la grande majorité de la population serait donc un leurre si elle devait aboutir à dégarnir Bastia d'une de ses activités traditionnelles. Dans ces conditions, et compte tenu des problèmes psychologiques, sentimentaux, matériels et administratifs que soulèverait le déplacement du commandement militaire de Bastia à Ajaccio, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelles sont ses intentions à ce sujet et s'il ne convient pas, en toute hypothèse, de renoncer à un projet qui va à l'encontre de tous les intérêts en jeu.

Armées (implantations d'unités en garnison à Nancy).

17263. — 1^{er} mars 1975. — **M. Pierre Weber**, se référant à des informations diverses, souvent fragmentaires et peu précises, au moment où Nancy, fière de son passé militaire et dont la population demeure fidèlement attachée à l'armée, au respect de l'ordre et de la discipline, souffre du malaise de l'armée et de ses exploitations politiques partisanses, demande à **M. le ministre de la défense** s'il peut lui préciser les projets en cours au terme desquels des modifications seraient apportées dans l'implantation des formations militaires actuellement en garnison à Nancy et dans ses environs.

*Objecteurs de conscience
(situation du jeune Chalonnais Michel Laffont).*

17302. — 1^{er} mars 1975. — **M. Pierre Joxe** demande à **M. le ministre de la défense** quelles mesures il compte prendre pour rompre le cercle vicieux de la répression dans lequel se trouve enfermé le jeune Chalonnais Michel Laffont qui, faute d'avoir obtenu jusqu'à présent le statut d'objecteur de conscience, a déjà accompli plus d'un an de prison.

Service national (sanctions prises à l'encontre de trois appelés du 26^e R. I. de Nancy (Meurthe-et-Moselle)).

17310. — 1^{er} mars 1975. — **M. Gilbert Schwartz** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur les mesures dont sont victimes le sergent Pascal Delmont et les soldats Vendel et Rosez du 26^e R. I. stationné à Nancy (Meurthe-et-Moselle). Ces jeunes gens ont participé le lundi 17 février à une manifestation publique puis à une conférence de presse où ils ont dénoncé publiquement leurs conditions d'existence. Ces initiatives se sont déroulées en dehors de leurs heures de service, dans le calme, les appelés étant vêtus en civil sans mettre en cause l'obligation militaire. En conséquence, il lui demande : 1^o la levée immédiate de toutes les sanctions ; 2^o de satisfaire aux légitimes revendications des soldats.

Officiers (application abusive du régime de la non-activité par retrait ou suppression d'emploi).

17346. — 1^{er} mars 1975. — **M. Mesmin** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur les dispositions des articles 7 et 8 de la loi n^o 55-761 du 3 juin 1955 relative aux droits et aux obligations des officiers de l'armée active en non-activité par suppression d'emploi ou licenciement de corps. Bien que, d'après l'intitulé de cette loi, ces dispositions ne devraient concerner que les officiers mis en non-activité par suppression d'emploi ou licenciement de corps, il a été introduit à l'article 7 une disposition prévoyant la possibilité pour les officiers en non-activité par suppression d'emploi ou licenciement de corps d'être soumis au régime de la non-activité par retrait ou suspension d'emploi, ce qui constitue une mesure disciplinaire au sens de la loi sur l'état des officiers du 19 mai 1834. Par ailleurs, dans le rapport établi par **M. Deboudt**, au nom de la commission des finances (rapport n^o 8281), sur le projet de loi qui est à l'origine de la loi du 3 juin 1955, il est précisé que « c'est bien la situation des officiers ayant fait l'objet d'une mesure disciplinaire alors qu'ils étaient déjà en non-activité par suppression d'emploi que l'article 8 entend régler ». C'est pourquoi le premier alinéa de cet article 8 exclut de son application les officiers ayant bénéficié des dispositions de l'article 12 de la loi n^o 46-607 du 5 avril 1946. L'article 3 de cette dernière loi ayant précisé que ses dispositions ne comportaient aucun caractère disciplinaire. En conséquence, l'application à certains officiers, non tributaires de l'article 7 de la loi du 3 juin 1955, des dispositions de l'article 8 de ladite loi revêt un caractère diffamatoire, en laissant supposer que ces officiers étaient l'objet d'une mesure disciplinaire. Il convient de noter que la loi n^o 72-662 du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires a abrogé la loi du 3 juin 1955 et ne comporte aucune disposition relative à la non-activité par suppression d'emploi. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que soient annulées les décisions prises à l'égard des officiers auxquels ont été appliqués indûment les dispositions de l'article 8 susvisé et réparer les préjudices d'honneur et de carrière qu'ils ont ainsi subis.

Service national (situation défavorisée de certains appelés en raison de leurs opinions politiques).

17373. — 1^{er} mars 1975. — **M. Duroméas** proteste auprès de **M. le ministre de la défense** contre les discriminations dont sont l'objet certains appelés du fait de leurs opinions politiques. Témoin le cas d'un appelé licencié en philosophie, ayant suivi des études de psychologie, exerçant la profession de journaliste, contre lequel les mesures discriminatoires suivantes ont été prises, apparemment sur rapport des renseignements généraux et des services de sécurité militaire : 1^o affectation au Havre, ce qui est inhabituel, étant donné qu'il dépend de la région militaire de Poitiers ; 2^o exclusion du peloton des élèves gradés ; 3^o changement de section. Ces brimades soulèvent une vive émotion parmi les officiers de cette unité. Elles semblent trouver leur origine dans le fait que l'intéressé est adhérent depuis 1970 au parti communiste français. Il lui demande quelles explications il est en mesure de lui fournir sur un tel cas.

Pensions de retraite civiles et militaires (réduction des pensions perçues par les retraités militaires proportionnels originaires de Pondichéry).

17382. — 1^{er} mars 1975. — **M. Pierre Bas** rappelle à **M. le ministre de la défense** qu'aux termes de l'article L. 15 du code des pensions civiles et militaires de retraite les émoluments de base sont constitués par les derniers émoluments soumis à retenue afférents à l'indice correspondant à l'emploi, grade, classe, échelle et échelon effectivement détenus depuis six mois par le fonctionnaire militaire au moment de la cessation des services. Il lui signale que son attention a été appelée sur la situation des retraités militaires proportionnels originaires de Pondichéry et ayant conservé la nationalité française par option ou par immatriculation qui percevaient pendant leur activité de services une solde spéciale progressive calculée à l'échelle n^o 2 et à l'échelon correspondant à douze ans de services. Le service des pensions des armées qui a effectué la liquidation des droits des intéressés à pension, a établi un titre d'avance sur-pension basée, pour certains d'entre eux, sur le grade de sergent à l'échelle n^o 1 et à l'échelon de dix ans de services ; pour d'autres, sur le grade de sergent à l'échelle n^o 1 et à l'échelon de douze ans de services. Or, lors du paiement de nouveaux arrérages, ces derniers auraient fait l'objet d'un titre définitif de pension ramenant le calcul de celle-ci à une retraite basée sur la solde spéciale progressive de sergent à l'échelle n^o 1 et à l'échelon de dix ans de services. Il lui demande quelles sont les raisons motivant cet alignement qui réduit de moitié la pension perçue par les retraités concernés, en contradiction semble-t-il avec les dispositions de l'article L. 15 rappelées ci-dessus.

Officiers (alignement des rémunérations des officiers d'administration de la délégation ministérielle pour l'armement sur celles des officiers techniciens).

17423. — 1^{er} mars 1975. — **M. Authier** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la situation des officiers d'administration en service à la délégation ministérielle pour l'armement. Ces officiers d'administration sont chargés dans les directions, établissements d'études et de recherches, laboratoires, établissements de fabrications, manufactures de la délégation ministérielle pour l'armement des fonctions d'administration et de gestion et y exercent les responsabilités ordinairement dévolues aux cadres supérieurs des services industriels publics et privés. En 1957, la délégation ministérielle pour l'armement a restructuré l'ensemble de ses cadres supérieurs à vocation technique à statut militaire et a apporté à cette occasion à ces personnels des avantages matériels substantiels. Or, sous le prétexte qu'il n'existait qu'en fait et non pas en droit un certain lien entre la situation des ingénieurs militaires et celle des officiers d'administration, ces derniers ont été exclus de cette réforme. Il lui signale que cette situation inéquitable engendre un malaise croissant parmi ces cadres qui ne peuvent comprendre qu'à responsabilités égales ne correspondent pas des rémunérations identiques. Il lui demande de bien vouloir prendre en considération leurs légitimes revendications en alignant les rémunérations des intéressés sur celles de leurs camarades des corps techniques, car les officiers d'administration concernés estiment concourir, comme ces derniers et dans les mêmes conditions, à l'expansion de l'industrie d'armement en France et à l'étranger.

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17436. — 1^{er} mars 1975. — **M. Robert-André Vivien** demande à **M. le ministre de la défense** de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affectés à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et, éventuellement, la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

Finances locales (exemption de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les propriétés de l'Etat ou des communes : compensation financière dans le cas des terrains militaires).

17473. — 1^{er} mars 1975. — **M. Scitlinger** expose à **M. le ministre de la défense** qu'aux termes de l'article 1400 du code général des impôts sont exemptées, à titre permanent de la taxe financière sur les propriétés non bâties, les propriétés de l'Etat, des départements et des communes affectées à un service public ou d'utilité générale non productives de revenus. Si dans son principe cette règle est parfaitement justifiée, elle n'en pose pas moins de graves difficultés aux communes dans certains cas particuliers, notamment lorsqu'elle s'applique à des propriétés de l'Etat d'une très grande étendue, tels par exemple les terrains militaires. La commune se voit alors privée d'une partie non négligeable de son territoire et subit une perte importante de revenus fiscaux. Il lui demande si, compte tenu du fait que cette charge exceptionnelle est supportée par les communes dans l'intérêt général, il ne pourrait être envisagé une indemnisation par l'Etat, qui pourrait par exemple prendre la forme d'un engagement contractuel par lequel l'Etat s'engagerait à verser à la commune pénalisée un capital représentant la perte de revenus fiscaux calculée sur dix ou vingt ans, une réévaluation intervenant à l'issue de cette période.

Service national (accident ayant coûté la vie au soldat Serge Camier).

17483. — 1^{er} mars 1975. — **M. Bernard**, ému au même titre que la population par le drame affreux qui a coûté la vie, lors de récentes manœuvres de la 15^e brigade au camp de Sissonne, au soldat Serge Camier du 150^e R. I., demande à **M. le ministre de la défense** si toute clarté sera faite sur les conditions dans lesquelles s'est produit l'accident et désire connaître quelles mesures il compte prendre pour en éviter le renouvellement.

Service national (décès du soldat Serge Camier survenu au cours de manœuvres au camp de Sissonne (Aisne)).

17489. — 1^{er} mars 1975. — **M. Popereon**, à la suite du terrible drame qui a coûté la vie, lors de récentes manœuvres de la 15^e brigade au camp de Sissonne, au soldat Serge Camier du 150^e R. I. et qui a plongé dans la douleur toute une famille et vivement ému la population de Meyzieu, demande à **M. le ministre de la défense** que toute la lumière soit faite sur les circonstances

qui ont entraîné la mort du jeune homme. Il désire savoir s'il est exact que la participation du jeune Camier à ces manœuvres était le résultat d'une sanction, et quelles mesures il compte prendre pour éviter le renouvellement de tels faits.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Territoires d'outre-mer (importations frauduleuses en Polynésie française d'agrumes en provenance des îles Cook).

17218. — 1^{er} mars 1975. — **M. René Ribière** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer** s'il a été informé d'importations d'agrumes en provenance des îles Cook, effectuées par un parlementaire de la Polynésie française; ceci en contravention du règlement phytosanitaire en vigueur dans le territoire, qui interdit de semblables importations qui risquent de contaminer les oranges et mandarinières de Tahiti. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour empêcher le renouvellement d'opérations du même ordre, quelle que soit la personnalité du pétitionnaire.

Territoires d'outre-mer (insuffisance de l'équipement médical de la Polynésie française).

17219. — 1^{er} mars 1975. — **M. René Ribière** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer** s'il est informé des conditions très particulières dans lesquelles la médecine est exercée en Polynésie française. Des exemples récents montrent qu'il est urgent de remédier aux insuffisances du service de santé dans son ensemble, insuffisances qui portent un grave préjudice au prestige de la médecine française. Dans le territoire et à l'extérieur de celui-ci, il est en effet de notoriété publique que les habitants de Tahiti, qui en ont les moyens, n'hésitent pas à se faire soigner ou opérer aux Etats-Unis ou en Nouvelle-Zélande. De nombreux exemples sur ce qui précède seront certainement portés à la connaissance du secrétaire d'Etat, lorsque lui seront remises les conclusions de l'enquête à laquelle il ne manquera pas de se livrer.

Territoires d'outre-mer (création d'une recette-perception autonome en Polynésie française).

17220. — 1^{er} mars 1975. — **M. René Ribière** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer**, s'il n'envisage pas, comme la règle en est établie dans la presque totalité des départements et territoires français, de doter la direction des douanes de la Polynésie française, d'une recette-perception autonome qui aurait pour effet de simplifier le fonctionnement administratif de ce service.

Territoires d'outre-mer (rachat de cotisations pour la retraite d'agents contractuels de l'Etat titularisés).

17221. — 1^{er} mars 1975. — **M. René Ribière** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer**, en vertu de quel texte réglementaire les agents contractuels des territoires d'outre-mer, intégrés par la suite dans le cadre d'Etat, seraient tenus de cotiser rétroactivement pour la retraite sur la base de traitements revalorisés après la date de leur intégration. Il signale, par exemple, qu'un agent du territoire de la Polynésie française, intégré dans le cadre d'Etat en 1969, se voit réclamer des cotisations de retraite pour ses années d'auxiliaire, sur le barème des traitements actuellement perçus et non sur celui en vigueur lorsque les services ont été rendus.

Territoires d'outre-mer (participation de l'Etat au budget de la Polynésie française).

17222. — 1^{er} mars 1975. — **M. René Ribière** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer** : 1^{er} s'il peut lui indiquer, de façon très précise, le montant des sommes prélevées sur le budget national au profit de la Polynésie française en 1973 et 1974, toutes dépenses confondues, à l'exception des soldes militaires et civiles des agents employés par le centre d'expérimentation du Pacifique; 2^o quelle est la part de l'Etat dans le budget du territoire de la Polynésie française et quelle est celle du territoire.

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17437. — 1^{er} mars 1975. — M. Robert-André Vivien demande à M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affecté à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et éventuellement la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

Coopération technique (envoi dans les D. O. M.-T. O. M. de jeunes gens effectuant leur service national après des études supérieures : effort pour les dissuader de partir avec leur famille).

17470. — 1^{er} mars 1975. — M. Mesmin expose à M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer que le service de l'aide technique se propose d'aider les départements d'outre-mer et territoires d'outre-mer à améliorer leurs niveaux techniques grâce à l'envoi de jeunes gens sursitaires, ayant terminé leurs études supérieures, qui effectuent là-bas leurs obligations de service national. Il est regrettable que cette mesure, en elle-même excellente, s'assortisse d'un certain nombre de décisions tendant à dissuader les jeunes gens mariés de partir avec leur famille. La note spéciale d'information destinée aux candidats à l'aide technique mariés, ou envisageant de se marier prochainement contient toutes sortes de considérations destinées à inciter les candidats mariés à laisser leur famille en France. Cette note comporte notamment un paragraphe rédigé comme suit : « ce n'est qu'à la condition expresse que votre famille réside en métropole, et sur production d'un certificat de présence du service actif, que votre épouse pourra bénéficier pour elle-même et vos enfants des prestations de la sécurité sociale prévues par la loi ». Il lui demande s'il estime que de telles dispositions sont compatibles avec les principes d'égalité entre les citoyens et de libre fixation de la résidence de la famille, qui constituent des principes traditionnels de notre droit, et si elles ne doivent pas être considérées comme une survivance d'idées périmées concernant le rôle de l'épouse au sein du foyer. Il lui demande enfin quelles mesures il compte prendre afin de permettre aux candidats à l'aide technique de partir avec leur famille s'ils le désirent, cela dans l'intérêt même des territoires d'outre-mer et départements d'outre-mer.

ECONOMIE ET FINANCES*Successions (délivrance des certificats d'hérédité.)*

17203. — 1^{er} mars 1975. — M. Muller rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il n'avait pas estimé devoir donner suite à sa proposition de remplacer le certificat d'hérédité délivré par les maires par une attestation sur l'honneur signée par l'héritier porte-fort (question n° 11130). Il lui demande, dans ces conditions, s'il ne lui semblerait pas opportun, compte tenu des difficultés rencontrées, de préciser certaines règles d'établissement des certificats d'hérédité. En particulier, les maires aimeraient savoir quels sont les héritiers à mentionner sur les certificats : doit-il s'agir de tous les héritiers connus ou simplement de celui qui se porte fort pour les autres. Il serait également intéressant de publier la liste des organismes qui sont en droit d'exiger la production du certificat d'hérédité délivré par le maire : les services municipaux sont en effet sollicités par des institutions à caractère purement privé (caisses de retraite, de prévoyance, sociétés mutuelles, d'assurances, etc.). La situation à leur égard est ambiguë, car certaines mairies donnent une suite favorable alors que d'autres refusent. Il lui demande, en conséquence, s'il n'envisage pas de publier, à l'intention des mairies, une instruction détaillée sur les certificats d'hérédité.

Impôts locaux

(taux moyen d'augmentation annuelle et résultats du VI^e Plan).

17230. — 1^{er} mars 1975. — M. Boulay demande à M. le ministre de l'économie et des finances de bien vouloir lui faire connaître : 1° quel était le taux moyen d'augmentation annuelle prévu par le VI^e Plan en ce qui concerne les impôts locaux directs (taxes directes, patente, taxes assimilées), en francs courants, en francs constants et par rapport à la P. I. B. ; 2° quel a été, dans ce domaine, le résultat du VI^e Plan en ce qui concerne chacune des années 1971, 1972, 1973 et 1974.

Hydrocarbures (régénération des huiles usagées et limitation du monopole de la S. R. R. H. U.).

17241. — 1^{er} mars 1975. — M. Porelli expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur l'activité des sociétés pétrolières fait état de la plainte déposée contre les agissements de la S. R. R. H. U. (société

de ramassage et de récupération des huiles usagées) auprès de la direction du commerce intérieur et des prix. « La commission des ententes fut saisie par le ministre le 24 juin 1970 : sur le rapport complémentaire de novembre 1972 de M. Rougevin-Baville, concluant à l'entente et à l'abus de position dominante de la part de la S. R. R. H. U., la commission des ententes, le 16 mai 1973, émit l'avis qu'il y avait lieu à poursuite judiciaire ». Or les conclusions du rapport de M. Rougevin-Baville sont d'autant plus importantes lorsque l'on sait : 1° que 90 p. 100 des huiles usées sont valorisables ; 2° que près de 50 p. 100 de ces huiles usées (130 000 tonnes en 1969 selon le rapport de M. Rougevin-Baville) sont jetées dans la nature entraînant un gaspillage et une source de pollution extrêmement graves ; 3° que la S. R. R. H. U., qui dispose du monopole de fait du ramassage, est contrôlée par les raffineurs et que le marché de la régénération des huiles entre en concurrence directe avec celui des huiles vierges. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme au monopole de cette société et assurer dans les meilleures conditions possibles la régénération des huiles usagées.

Hydrocarbures

(prix de reprise en raffinerie des produits pétroliers).

17242. — 1^{er} mars 1975. — M. Porelli demande à M. le ministre de l'économie et des finances comment est calculé, depuis 1973, le prix de reprise en raffinerie des produits pétroliers.

Sociétés pétrolières (détermination du cours moyen du pétrole servant au calcul de la provision pour fluctuation des cours).

17245. — 1^{er} mars 1975. — M. Duoméa rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que la plupart des sociétés pétrolières déduisent de leur bénéfice imposable une provision pour fluctuation des cours. Le calcul de cette provision nécessite, selon les dispositions de l'article 6 de l'annexe III du code général des impôts, la détermination d'un cours moyen du pétrole valable pour les six derniers mois de l'exercice écoulé. Il lui demande : 1° quels éléments les sociétés pétrolières retiennent pour calculer ce cours moyen ; 2° comment l'administration fiscale vérifie les déclarations des dites sociétés.

Pétrole (information de l'administration des douanes sur l'origine des importations de brut et le prix réel payé par les compagnies).

17247. — 1^{er} mars 1975. — M. Gosnat expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur l'activité des sociétés pétrolières a mis en lumière la gravité de la situation créée pour l'économie nationale par l'incapacité dans laquelle se trouve l'administration des douanes de connaître l'origine exacte des importations de pétrole brut et le prix réel d'accès à ce pétrole par les sociétés pétrolières « mères » et de pouvoir procéder aux vérifications nécessaires des déclarations de ces sociétés. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cet état de choses.

Sociétés pétrolières (montant des tantièmes et jetons de présence distribués aux administrateurs pour l'exercice 1973).

17248. — 1^{er} mars 1975. — M. Gosnat expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la Société nationale ELF-ERAP, ainsi que la compagnie française des pétroles ont chacune un nombre important de filiales à la tête desquelles se retrouvent souvent les mêmes administrateurs. Ceux-ci perçoivent des tantièmes ou des jetons de présence qui, lorsqu'ils sont cumulés, représentent des sommes considérables. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître le montant de ces tantièmes ou de ces jetons de présence, distribués pour l'exercice 1973 et leur détail par administrateur de ces sociétés nationales et de leurs filiales.

Impôt sur le revenu (déduction fiscale des dépenses engagées en 1973 pour économiser l'énergie).

17257. — 1^{er} mars 1975. — M. Jourdan fait souvenir à M. le ministre de l'économie et des finances des textes suivants : loi de finances 1975 (art. 8. II), décret n° 75-52 du 29 janvier 1975 (Journal officiel du 30), notice 2041 S prévoient une déduction fiscale pour dépenses effectuées en vue d'économiser l'énergie. Selon les textes ci-dessus, ces dépenses peuvent venir en déduction du revenu imposable lorsqu'elles auront été effectuées et payées à partir du 1^{er} janvier 1974. Or, dès 1973, sur invitation pressante du Gouvernement de cette époque, de nombreux citoyens ont immé-

diatement procédé à des dépenses de cet ordre. Ce sont, paradoxalement, ceux-là même qui sont les premiers ont répondu aux incitations du Gouvernement, qui sont aujourd'hui pénalisés du fait que dans la majorité des cas, ils ont réglé lesdites dépenses au cours du 4^e trimestre de 1973. Il demande, en conséquence, si le point de départ du bénéfice des textes précités pouvait se situer au moment des premiers appels du Gouvernement en 1973.

Pétrole (modalités de paiement du brut par les compagnies pétrolières aux producteurs).

17260. — 1^{er} mars 1975. — M. Duroméa rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que dans le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les sociétés pétrolières, il est signalé que les pays producteurs accordent aux compagnies pétrolières des délais de paiement en ce qui concerne le pétrole brut acheté dans ces pays, variant entre trente et quatre-vingt-dix jours. Le rapport de la commission d'enquête en fournit pas des précisions analogues quant au rythme du paiement par les compagnies aux pays producteurs des impôts et taxes qui sont dus à ces derniers au titre de ce qui demeurerait en 1974 du pétrole concession. Se basant sur les indications fournies par la commission d'enquête, de nombreux observateurs ont, cependant, comme cette dernière, considéré que toute hausse des prix accordée aux compagnies pétrolières dans les pays consommateurs, qui suivait immédiatement les hausses de prix appliquées dans les pays producteurs, permettait aux compagnies de faire un gain financier immédiat, au moins sur la valeur de leurs stocks en mer. Cependant, dans sa réponse au rapport de la commission d'enquête parlementaire, publié le 5 décembre 1974, l'union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole écrivait que « le pétrole brut étant facturé le jour du chargement, (il) devient dès ce moment propriété de l'acheteur, il n'existe par suite aucune différence entre les stocks en cours de route et ceux qui sont contenus dans les entrepôts terrestres ». La réponse de l'U. S. C. I. P. appelle deux considérations. La première est qu'il n'est pas du tout certain que la hausse des prix décidée par le pays producteur, par exemple le 1^{er} janvier, est appliquée immédiatement aux tonnages qui sont embarqués sur les bateaux dès cette date, dans la mesure où ces tonnages correspondent à des contrats conclus antérieurement à la hausse. D'autre part, il est effectivement possible que les filiales de raffinage paient à leur compagnie mère le pétrole brut du jour où ce pétrole est embarqué sur les bateaux ; mais il semble bien certain que des délais de paiement sont accordés par les Etats producteurs aux compagnies mères, comme il est indiqué ci-dessus. Dès lors, toutes les manipulations comptables sont possibles. Dans ces conditions, il est demandé au ministre de l'économie et des finances de faire le point, pour l'année 1974 et le début de l'année 1975, sur cette question et d'indiquer, en distinguant le cas où le pétrole est acheté par une filiale de raffinage à sa compagnie mère, et compte tenu du cocktail brut concession-brut de participation dévolu par cette compagnie mère, quelles sont les composantes réelles de la transaction qui intervient entre la compagnie mère et sa filiale. Par ailleurs, des précisions analogues sont demandées en ce qui concerne les cas où les compagnies de raffinage achètent leur pétrole brut directement à l'Etat producteur. Ainsi serait-il possible d'évaluer si les manipulations des prix décidées tant dans les pays producteurs que dans les pays consommateurs amènent ou non, selon les Etats qui sont choisis pour la répercussion des prix à la consommation, une valorisation du stock en mer.

Taux de change (orientation de la politique monétaire européenne).

17277. — 1^{er} mars 1975. — M. Cousté demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il considère que les conditions sont maintenant réunies pour le retour de la France dans les mécanismes du « serpent communautaire », ou s'il compte prendre des initiatives tendant à ce que l'ensemble des neuf Etats membres de la Communauté participent aux mêmes disciplines monétaires en ce qui concerne le taux de change, c'est-à-dire dans un nouveau « serpent communautaire » admettant des variations un peu plus grandes que celles que nous avons appliquées jusqu'au mois de janvier 1974. Considère-t-il en outre que la réduction de la valeur du dollar par rapport aux monnaies européennes n'est pas en fait l'occasion de réexaminer le comportement de l'ensemble des Etats de la Communauté en matière de change.

Entreprises (insuffisance des fonds propres aux P. M. E. industrielles).

17284. — 1^{er} mars 1975. — Tout en félicitant le Gouvernement d'avoir accru la dotation prévue au bénéfice des P. M. E. industrielles au titre du F. D. E. S. en vue de faciliter leur restructuration et leur développement, M. Cousté attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le problème fondamental que pose l'insuffisance des fonds propres des entreprises françaises en général, mais plus particulièrement des P. M. E. industrielles. Il lui demande si, ayant pris connaissance de l'importance de ce problème pour le développement économique des entreprises seines, mais

également pour la croissance de l'économie française, il entend proposer un certain nombre de mesures précises comme la réévaluation des bilans, un rôle plus actif des sociétés de développement régional ou de tout autre moyen approprié.

Construction (mention des taxes dans les devis d'entrepreneurs de travaux publics).

17299. — 1^{er} mars 1975. — M. Picquot expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'un particulier désirant entreprendre une opération de viabilité de terrain à construire a demandé un devis à un entrepreneur de travaux publics. Il lui précise que le bordereau de prix unitaires consentis qui lui a été remis ne mentionne pas si les prix considérés s'entendent « hors taxes » ou « toutes taxes comprises ». Il lui demande : 1^o si, dans le cas où un bordereau de prix consentis sert de pièce contractuelle, la mention : « ces prix s'entendent H. T. ou T. T. C. » doit obligatoirement y être mentionnée ; 2^o en cas de réponse affirmative à la question précédente, quels sont les lois, décrets, circulaires ou autres textes d'application qui portent cette mention.

Avantages sociaux (relèvement des plafonds de ressources imposés pour l'attribution de certains avantages sociaux).

17300. — 1^{er} mars 1975. — M. Durlieu expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas de deux ouvriers d'industrie, ayant la même qualification et travaillant dans la même entreprise, l'un effectuant un service continu, l'autre un service normal. Il lui précise que la vie familiale du premier est singulièrement perturbée par les horaires auxquels il est astreint et qu'il ne peut même pas faire partie d'une association sportive, les manifestations ayant lieu presque toujours le dimanche — jour de travail pour lui. Sans doute l'intéressé bénéficie-t-il, par rapport à son homologue, d'un salaire majoré de 13 p. 100 de prime spécifique, mais du coup ses ressources dépassant les plafonds fixés par la réglementation, il ne peut prétendre ni à l'allocation-loyer, ni à l'attribution de bourses d'études pour ses enfants, ni, d'une façon générale, aux avantages divers offerts par la législation — toutes aides que reçoit régulièrement son collègue. Il lui demande s'il n'estime pas que toutes dispositions utiles devraient être prises à son initiative pour relever les plafonds de ressources imposés pour l'attribution de certains avantages sociaux, afin que soit supprimée une anomalie, réglementairement justifiée en son principe sans doute, mais profondément injuste en fait.

Impôt sur le revenu (modification du coefficient familial des veufs et veuves ayant eu un enfant né viable).

17311. — 1^{er} mars 1975. — M. Aubert rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 193 du code général des impôts dispose que pour le calcul de l'impôt sur le revenu, le revenu imposable est divisé en un certain nombre de parts fixées conformément à l'article 194 d'après la situation et les charges du contribuable. L'article 194 C. G. I. précise que le nombre de parts à prendre en considération pour la division du revenu imposable prévue à l'article 193 est fixé à 1,5 pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs lorsque ceux-ci ont eu un ou plusieurs enfants qui sont morts à la condition que l'un d'eux au moins ait atteint l'âge de seize ans ou que l'un d'eux au moins soit décédé par suite de faits de guerre. Il lui demande, compte tenu de la politique sociale du Gouvernement qui s'attache à aider au maximum les personnes âgées, s'il n'estime pas souhaitable de modifier la disposition précitée de telle sorte que les veuves et veufs ayant eu un enfant né viable puissent bénéficier d'un coefficient familial de 1,5 pour le calcul de leur impôt sur le revenu.

Sociétés de construction (régime fiscal résultant de la loi du 23 décembre 1964).

17316. — 1^{er} mars 1975. — M. Blary expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'aux termes d'un acte notarié en date du 23 juin 1965, il a été constitué une société régie par la loi du 23 juin 1938 et ayant pour objet la construction d'un ensemble immobilier à usage principal d'habitation. L'article 28 de la loi de finances rectificative du 23 décembre 1964 a exclu du champ d'application de l'article 206 du code général des impôts certaines sociétés civiles de construction et prévu que ces sociétés seraient soumises au même régime que les sociétés en nom collectif effectuant les mêmes opérations (art. 239 ter C. G. I.). L'objet de cette disposition était d'inciter les promoteurs à constituer des sociétés civiles pratiquant la vente directe d'immeubles plutôt que des sociétés de copropriétaires dont ils cédaient les parts. La note du 11 octobre 1965 (référence B. O. C. D. 3099) a prévu que les sociétés transparentes pourraient se transformer sans changer de régime fiscal à la double condition : 1^o que ces sociétés n'aient procédé à aucune vente d'immeubles ou de fraction d'immeuble soit avant la date

d'entrée en vigueur de la loi du 23 décembre 1964, soit jusqu'à la date de leur transformation inclusivement ; 2° qu'aucune part ou action n'aura été cédée à titre onéreux à une personne autre qu'un associé initial jusqu'à la date de transformation inclusivement. Aux termes d'un acte notarié en date du 31 mars 1972, les associés ont refondu les statuts de la société en vue de la placer sous le régime de l'article 28 de la loi du 23 décembre 1964. Il est précisé dans l'acte, pour autant que de besoin, que jusqu'à cette transformation, la société n'avait effectué aucune vente d'immeuble et que les associés étaient tous les associés d'origine. Immédiatement après cette transformation, certains associés ont cédé leurs parts moyennant un prix égal à la valeur nominale des parts. L'inspecteur des impôts prétend opérer un redressement et imposer la société civile à l'impôt sur les sociétés au motif que l'article précise que pour bénéficier du régime prévu par la loi du 23 décembre 1964, ces sociétés ne doivent avoir procédé à aucune vente d'immeuble ou de fraction d'immeuble et à aucune cession de part ou d'action, jusqu'à la date de la transformation de la société inclusivement. Il semble que le mot « inclusivement » veuille signifier qu'il n'y a eu aucune cession jusqu'au moment de la transformation, ce qui a d'ailleurs été précisé dans l'acte de transformation sus-indiqué. En conséquence, il lui demande s'il peut confirmer cette interprétation.

Taxe d'habitation (distorsions résultant de la prise en compte de la nouvelle valeur locative pour les logements achevés après le 1^{er} janvier 1974).

17318. — 1^{er} mars 1975. — M. Crespin pose à M. le ministre de l'économie et des finances la question suivante : « Le régime des nouveaux impôts directs locaux dont la réforme a été posée par l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 a été mis en application — pour partie seulement d'ailleurs — à compter du 1^{er} janvier 1974. La loi n° 73-1229 du 31 décembre 1973 en a défini les modalités et c'est par la mise en recouvrement des premiers avertissements concernant la taxe d'habitation, qu'il est possible d'en mesurer les conséquences. L'article 12 (1^{er}) de la loi précitée a prévu un régime transitoire tendant à atténuer les effets de ces nouvelles dispositions. Celui-ci consiste à étaler sur cinq ans le passage des anciennes aux nouvelles bases d'imposition. Mais le texte législatif stipule que les constructions achevées après le 1^{er} janvier 1974 seront immédiatement imposées d'après leur valeur locative nouvelle. Cette mesure entraîne une distorsion importante — et jugée inadmissible pour les contribuables qui n'ont pu se procurer de logement avant le début de l'année écoulée. La différence dans le montant de l'imposition se traduit par un écart de 1 à 5 au détriment de nouveaux logements qui ont d'ailleurs souvent l'inconvénient de se trouver au milieu de chantiers non terminés, dans un environnement contrastant avec l'avantage estimé par la loi. Cette mesure est particulièrement choquante dans les quartiers comportant des constructions H. L. M. Ce sont les attributaires qui ont dû attendre le plus longtemps pour jouir d'un nouveau logement — rigoureusement conforme dans un grand nombre de cas à ceux affectés préalablement au 31 décembre 1973 — qui supportent injustement une charge paraissant disproportionnée par comparaison à la valeur locative du local dont ils ont la jouissance. Il apparaît à la lumière de l'expérience, qu'un nouveau texte devrait rapidement mettre fin à cette anomalie. C'est pourquoi M. Crespin demande à M. le ministre de l'économie et des finances de faire procéder à l'analyse de cette importante question et de lui faire connaître les solutions qui pourront y porter remède. »

Entreprises

(consolidation d'une part des décuverts bancaires des P. M. E.).

17323. — 1^{er} mars 1975. — M. Godon appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les difficultés souvent très graves que connaissent les petites et moyennes entreprises parfaitement saines en raison de la conjoncture économique. Il serait désastreux pour l'économie française qu'un nombre important de ces entreprises viennent à disparaître à cause de ces difficultés que l'on peut raisonnablement considérer comme provisoires. Il lui demande de bien vouloir faire mettre à l'étude un projet tendant à alder les entreprises en cause, projet qui pourrait consister à consolider auprès des banques la moitié du découvert que celles-ci peuvent avoir, consolidation qui pourrait être étalée sur un délai de cinq à sept ans à un taux modéré (par exemple actuellement de l'ordre de 10 p. 100).

Participation des travailleurs (application du rapport salaires-valeur ajoutée comme élément de calcul).

17325. — 1^{er} mars 1975. — M. Hardy rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que le calcul de la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises, tel qu'il est déterminé par l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967, prévoit l'application d'un rapport salaires/valeur ajoutée. La définition de la valeur ajoutée

est donnée par l'article 2 du décret n° 67-1112 du 19 décembre 1967 qui précise, en particulier, que les éléments à retenir sont différents postes du compte d'exploitation générale et le « bénéfice d'exploitation ». Par ailleurs, l'instruction de la D. G. I. du 30 mai 1968 délimitant les éléments du calcul ne donne aucun commentaire sur ce « bénéfice d'exploitation ». Il lui demande en conséquence si, dans le cas exceptionnel mais possible où une société dégage une perte d'exploitation mais un résultat fiscal bénéficiaire permettant une participation, il convient, dans le calcul de la « valeur ajoutée » : soit de se baser sur la notion de « bénéfice d'exploitation » et donc de retenir que les autres éléments (frais de personnel, etc.) et ne rien compter pour le poste « bénéfice d'exploitation », soit d'aller jusqu'à la notion de « résultat d'exploitation » et donc de retrancher des autres éléments la perte d'exploitation.

T. V. A. (denrées utilisées pour la nourriture de la famille et du personnel des restaurateurs).

17327. — 1^{er} mars 1975. — M. Jacques Legendre rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que, en matière de fiscalité concernant la nourriture rétrocédée au personnel des restaurateurs ainsi qu'à la famille des restaurateurs, la T. V. A. doit être acquittée au taux intermédiaire de 17,60 p. 100 alors que ce taux ne s'applique, dans le décompte normal, qu'aux denrées liquides et que les denrées solides ne sont par contre assujetties qu'au taux de 7 p. 100. L'administration fait état de l'impossibilité, pour le restaurateur, de déterminer les achats effectués en vue de nourrir sa famille et son personnel pour justifier la détermination du taux unique de la T. V. A. à appliquer. Compte tenu de ce que la T. V. A. doit s'appliquer seulement sur la différence entre le prix de vente et le prix de revient, c'est-à-dire sur le montant du bénéfice brut, il lui demande s'il n'estime pas équitable de reconsidérer les règles en vigueur pour le paiement de la T. V. A. sur les denrées utilisées pour la nourriture du personnel des restaurateurs en adoptant une des solutions préconisées ci-dessous : soit acquitter le prix de la taxe sur la valeur des repas comme il est procédé actuellement en matière de sécurité sociale, soit ne pas acquitter la T. V. A. mais procéder au reversement de la taxe précédemment déduite. La deuxième solution paraît être la plus rationnelle et le remboursement de la T. V. A. pourrait être appliqué selon les critères suivants : taux réduit de 7 p. 100 sur 80 p. 100 de la dépense engagée représentant forfaitairement la nourriture solide ; taux de 17,60 p. 100 sur les 20 p. 100 restant, représentant une estimation forfaitaire des boissons.

Commerçants et artisans

(décote de T. V. A. des artisans associés).

17328. — 1^{er} mars 1975. — M. Le Theule rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que sous réserve de remplir certaines conditions et notamment être redevables pour une année d'un montant net de T. V. A. inférieur à 5 400 francs ou 13 500 francs les artisans peuvent bénéficier de la décote, générale dans le premier cas, spéciale dans le second cas. Si deux artisans ou plus décident de travailler en commun soit en société de fait, soit en société en nom collectif, les plafonds ci-dessus s'appliquent alors à la personne morale de droit ou de fait et non plus à chacun d'eux. Il en résulte que les artisans qui, suivant la tendance actuelle qui les y encourage, s'organisent et se mettent à travailler en commun, peuvent se trouver lourdement pénalisés. Il lui expose à cet égard les deux exemples suivants :

1° Soit deux artisans indépendants :

Pour chacun d'eux T. V. A. due.....	10 000 F.
Net à payer après décote spéciale.....	7 119

Montant de la décote spéciale.....	2 881 F.
------------------------------------	----------

Si ces artisans exploitent en société de fait, T. V. A. due : 10 000 × 2 =	20 000 F.
T. V. A. nette à payer.....	20 000

Décote	néant.
--------------	--------

2° Soit deux artisans indépendants :

Pour chacun d'eux T. V. A. due.....	7 000 F.
Net à payer après décote spéciale.....	3 255

Montant de la décote spéciale.....	3 745 F.
------------------------------------	----------

Si ces artisans exploitent en société de fait T. V. A. due : 7 000 × 2 =	14 000 F.
T. V. A. nette à payer	14 000

Décote	néant.
--------------	--------

Pour tenir compte des situations de ce genre qui sont regrettables il lui demande, toutes autres données restant inchangées, que les chiffres limites soient appréciés en fonction du nombre des artisans associés.

Sociétés pétrolières (ententes illégales sur des quotas de distribution et validité du protocole d'accord de 1973).

17329. — 1^{er} mars 1975. — **M. Odru** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la commission d'enquête parlementaire sur l'activité des sociétés pétrolières a établi dans son rapport (p. 154) : « Les rapports de la brigade nationale des enquêtes font état de pratiques fort anciennes remontant à 1330. S'agissant d'une période plus récente, les documents saisis lors des enquêtes permettent d'affirmer qu'il a existé un système de quotas de distribution au cours de deux périodes : 1950-1962, 1968-1969, les tentatives de redressement des prix par actions concertées, restant plus diffusées dans le temps. Limitées dans le temps, ces ententes n'en revêtaient pas moins un caractère absolument général, puisqu'elles englobaient l'ensemble des sociétés et les divers types de marchés ». Or, il a fallu attendre la plainte déposée le 28 avril 1971 par un revendeur marseillais pour que la brigade nationale des enquêtes soit saisie par le ministre des finances de l'époque. Il a fallu attendre le 3 mars 1972, soit dix mois après la plainte du revendeur pour que le même ministre des finances saisisse la commission technique des ententes et des fonctions dominantes. Il a fallu attendre le 9 février 1973, soit onze mois, pour que cette commission donne un avis que le même ministre a approuvé le 19 mars 1973. Il a fallu attendre le 20 février 1974 pour apprendre, par le *Bulletin officiel des services des prix*, que le même ministre avait signé un protocole d'accord avec les sociétés pétrolières au cours de l'année 1973, bien qu'il se soit gardé d'en faire mention dans ses réponses aux questions posées à la tribune de l'Assemblée nationale, les 13 décembre 1973 et 23 janvier 1974 par **M. Georges Marchais**, député du Val-de-Marne. On sait que ce protocole a admis des circonstances atténuantes aux sociétés pétrolières bien que la commission technique ait jugé que les faits incriminés « étaient d'une nature et d'une gravité justifiant le renvoi au parquet ». Il est d'ailleurs nécessaire de rappeler à ce sujet l'opinion de **M. le rapporteur de la commission d'enquête parlementaire**, opinion partagée par la majorité des membres de cette commission : « Cependant, sans méconnaître cette spécificité, votre rapporteur ne cache pas son étonnement devant certaines dispositions du protocole, plus particulièrement celles relatives à la définition des circonstances justifiant le recours à la concertation. A ce titre, le protocole explicite particulièrement l'hypothèse d'une insuffisance de financement : certes, l'appréciation d'une telle situation semble se référer à des éléments objectifs, notamment l'évolution des coûts d'approvisionnement et plus précisément l'évolution des prix de cession du pétrole brut aux raffineurs. Mais l'appréciation de cette évolution par l'administration ne résulte, en l'espèce, que d'un examen des renseignements régulièrement fournis par les sociétés, dont nous avons vu le caractère contestable ». En allant plus loin, votre rapporteur est en fait choqué par l'existence même de ce protocole qui a permis, malgré quelques restrictions, de faire de la concertation un droit dans certaines circonstances. Ainsi la reconnaissance de la spécificité de l'industrie pétrolière a-t-elle pour conséquence directe une habilitation des pouvoirs publics à la « concertation des entreprises sur les mesures à mettre en œuvre », ces mesures n'excluant en aucune manière les redressements de prix (p. 149 du rapport). Il lui demande : 1° si aucun ministre des finances n'a été saisi par son administration, de 1958 à 1971, de rapports l'informant de l'existence de ces ententes ; 2° dans la mesure où de tels rapports ont pu exister, les raisons pour lesquelles aucune suite ne leur a été donnée ; 3° si des sanctions ont été décidées, après que la plainte du revendeur marseillais ait révélé l'existence de ces ententes, à l'encontre de ceux qui les avaient tolérées alors que leur devoir était d'en informer le ministre des finances ; 4° les raisons pour lesquelles la commission technique des ententes et des fonctions dominantes n'a été saisie que le 3 mars 1972 et non pas aussitôt, sinon rapidement après le dépôt de la plainte de ce revendeur ; 5° les raisons pour lesquelles il a fallu onze mois à cette commission pour qu'elle émette son avis ; 6° les raisons pour lesquelles le protocole signé entre le ministre des finances et les sociétés pétrolières au cours de l'année 1973 n'a été publié que le 20 février 1974 ; 7° s'il ne considère pas, en raison de l'opinion émise par la commission d'enquête parlementaire, que ce protocole devrait être désormais considéré comme nul et non avenue.

Taxe d'habitation (conditions de dégrèvement pour les contribuables âgés de plus de soixante-cinq ans).

17332. — 1^{er} mars 1975. — **M. Biary** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le cas des contribuables âgés de plus de soixante-cinq ans et de moins de soixante-quinze ans, qui, non titulaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, bénéficient sur le montant de la taxe d'habitation concernant leur logement principal d'un dégrèvement fixe si trois conditions sont remplies : 1° qu'ils occupent bien leur habitation ;

2° qu'ils ne soient pas redevables de l'impôt sur le revenu au titre de leurs revenus de l'année précédente ; 3° que la valeur locative de leur logement n'exécède pas la valeur locative moyenne des locaux d'habitation de la commune majorée de 20 p. 100. Le montant du dégrèvement est lui-même égal au tiers du produit de la valeur locative moyenne dans la commune, par le taux de la taxe d'habitation. Il lui demande, lorsque les conditions 1 et 3 sont remplies, et que ces contribuables ne paient qu'une somme modique au titre de l'impôt sur le revenu, si le montant de la taxe d'habitation émise à leur encontre ne pourrait pas être déductible des revenus à déclarer en début d'année, en fixant, évidemment, un plafond d'imposition à l'impôt sur le revenu à ne pas dépasser.

Successions (régime fiscal défavorable des testaments-partages en ligne directe).

17333. — 1^{er} mars 1975. — **M. Donnadieu** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'à la suite de la récente promulgation de la loi sur l'interruption volontaire de la grossesse, la mise en œuvre d'une véritable politique familiale est particulièrement nécessaire. Or, la réponse à la question écrite n° 13533 (*Journal officiel*, Débats A. N. du 31 octobre 1974, p. 5672) ne laisse aucun doute sur le caractère de certains principes fiscaux, qui peuvent pénaliser des familles les plus dignes d'intérêt. C'est ainsi, par exemple, que l'enregistrement d'un testament par lequel le testateur a disposé de ses biens en les divisant entre plusieurs personnes donne lieu à la perception d'un droit fixe de 60 francs, sauf si les bénéficiaires du testament sont les descendants du testateur. Dans ce cas, le droit fixe est remplacé par un droit proportionnel beaucoup plus élevé. Aussi surprenant que cela puisse paraître, la Cour de cassation a cru bon de déclarer qu'une telle façon de procéder correspond à une interprétation correcte de la législation en vigueur. L'administration se réfère à cette jurisprudence et refuse de modifier la réglementation actuelle. Or, il est paradoxal que la formalité de l'enregistrement soit rendue plus coûteuse quand le testateur laisse à sa mort plusieurs enfants légitimes au lieu d'un seul ou décède sans postérité. Il lui demande s'il voit un moyen de mettre fin à cette situation anormale.

Successions (régime fiscal défavorable des testaments-partages en ligne directe).

17334. — 1^{er} mars 1975. — **M. Kaspereit** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** les problèmes posés à l'occasion de l'enregistrement des testaments. Quand un testateur a disposé de ses biens en les divisant entre plusieurs personnes, un droit fixe de 60 francs est perçu si parmi les bénéficiaires du testament il n'y a pas de descendant du testateur ou s'il n'y en a qu'un seul. Par contre, si les bénéficiaires du testament sont tous descendants du testateur, le droit fixe est remplacé par un droit proportionnel beaucoup plus élevé, le testament n'étant alors pas considéré comme un testament ordinaire mais comme un testament-partage. C'est pourquoi il est demandé s'il est envisagé de remédier à une telle manière de faire qui crée une disparité de traitement anormale et va à l'encontre de la mise en œuvre d'une véritable politique familiale.

Electricité (contribution des communes de plus de 2 000 habitants au fonds d'amortissement des charges d'électrification).

17336. — 1^{er} mars 1975. — **M. Jacques Legendre** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'arrêté du 10 juillet 1954 oblige les régies électriques communales de plus de 2 000 habitants à verser au fonds d'amortissement des charges d'électrification une contribution de 3,80 p. 100 sur les recettes nettes alors que les communes rurales ne paient que 0,75 p. 100 de cotisation et peuvent bénéficier d'une dotation de la péréquation. Il comprend et partage le souci d'aider particulièrement les petites communes aux prises avec des difficultés. Néanmoins, une telle différence de traitement est vivement ressentie, surtout quand elle frappe des communes aux ressources modestes, dépassant à peine les 2 000 habitants. Il demande en conséquence si des études sont poursuivies pour mettre un terme à ce qui peut sembler une anomalie.

Taxe de publicité foncière (application du taux réduit sur une vente enregistrée par acte authentique).

17337. — 1^{er} mars 1975. — **M. Jacques Legendre** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'aux termes d'un acte reçu par un notaire le 26 décembre 1972, **M. X** a accordé en bail à ferme à **M. Y**, pour une durée de neuf années entières et consécutives commençant par la récolte de 1972 pour finir après l'achèvement de la récolte de 1981, une pièce de terre labourable

d'une contenance de 79 ares 28 centiares. Ce bail a été enregistré le 29 janvier 1973. Aux termes d'un acte reçu par le même notaire le 30 décembre 1974, M. X a vendu à M. Y, son locataire, cette pièce de terre moyennant un prix payé comptant. L'acte de vente contient la clause ci-après littéralement transcrite: « Déclaration pour l'enregistrement. — L'acquéreur déclare qu'il exploite effectivement par lui-même l'immeuble faisant l'objet de la présente vente depuis plus de deux ans, suivant bail dressé par le notaire soussigné, le 26 décembre 1972. Enregistré à Cambrai le 22 janvier 1973, F^o 18, n^o 43/1. Que l'immeuble présentement vendu constitue au point de vue fiscal, un immeuble rural comme étant affecté au jour du transfert de propriété à la production agricole. Qu'il n'est pas propriétaire d'une superficie totale de biens ruraux, égale ou supérieure au maximum de 35 hectares, fixé pour la région du Nord par arrêté de M. le préfet du Nord. Qu'il s'engage pour lui-même et pour ses ayants cause, à titre gratuit, à mettre personnellement en valeur l'immeuble, objet de la présente vente. En conséquence, ils requerront le bénéfice fiscal édicté par l'article 705 du code général des impôts. » Lors de la présentation de l'acte à la formalité unique, le conservateur du bureau des hypothèques refuse de faire bénéficier l'acquéreur du régime de faveur insauré par l'article 705 du code général des impôts, au motif que le bail n'a pas d'antériorité suffisante, c'est-à-dire qu'il n'y a pas deux ans qu'il a été enregistré: acte authentique en date du 26 décembre 1972, enregistré le 22 janvier 1973 et vente du 30 décembre 1974. La rédaction de l'article 705, paragraphe 1^{er}, est la suivante: « I. — Le taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement est réduit à 0,60 p. 100 pour les acquisitions d'immeubles ruraux à condition qu'au jour de l'acquisition les immeubles soient exploités en vertu d'un bail consenti à l'acquéreur, à son conjoint, à ses ascendants ou aux ascendants de son conjoint et enregistré ou déclaré depuis au moins deux ans. »

La condition prévue, bail enregistré, est exigée, à n'en pas douter, pour prouver la date certaine de l'acte constatant le bail quand il est sous seings privés (art. 1328 du code civil). Il n'en est pas de même pour un acte authentique qui acquiert date certaine du jour de la signature de toutes les parties et est porté le même jour au répertoire journalier tenu par le notaire. Dans ces conditions, s'agissant d'un acte authentique ayant une date certaine, bail du 26 décembre 1972 mais enregistré le 22 janvier 1973, il lui demande si l'acquéreur ne peut pas bénéficier du régime de faveur institué par l'article 705 du code général des impôts, bien que la vente ait été passée le 30 décembre 1974.

Laboratoires d'analyses (régime fiscal applicable à un laboratoire exploité par une société anonyme).

17338. — 1^{er} mars 1975. — M. Ribes signale à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il n'a pas obtenu de réponse à sa question écrite n^o 11247, parue au *Journal officiel* (Débats A. N.), n^o 26, du 6 juin 1974 (p. 2505). Comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui renouvelle les termes de cette question en lui demandant de bien vouloir lui fournir une réponse très prochaine. Il lui rappelle les conditions dans lesquelles, en vertu de la doctrine actuellement en vigueur, une société commerciale ayant pour objet d'exercer à la clientèle des services relevant, par nature, d'une activité libérale peut, à ce titre, être dispensée du paiement des taxes sur le chiffre d'affaires. S'agissant plus particulièrement des « travaux d'analyses effectués dans un laboratoire de biologie médicale exploité par une société anonyme dans laquelle la majorité des actions est détenue par des associés qui prennent une part active et continue à la marche de l'entreprise (ils) peuvent en principe être considérés comme relevant d'une activité libérale non passible de la T. V. A. dans la mesure où les associés qui détiennent 40 p. 100 au moins du capital social sont titulaires des diplômes nécessaires pour l'exploitation du laboratoire et prennent effectivement une part active et constante aux travaux d'analyses ». Réponse à M. Jacques Barrot, député, *Journal officiel* du 22 juin 1971, Débats A. N., p. 3208, n^o 17894.) Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître si cette doctrine se trouve remise en cause par la récente décision du Conseil d'Etat (arrêté n^o 89237 rendu le 29 février 1974 par les trois sous-sections fiscales réunies, Société Elsa) au terme de laquelle: «... quel que soit l'objet, les prestations de services qu'accomplit une société anonyme et qui sont pour elle générateurs de recettes d'exploitation relèvent d'une activité industrielle et commerciale » qui les rend passibles de la T. V. A. « même lorsqu'il s'agit de prestations qui, accomplies par une personne physique, relèveraient d'une activité non commerciale » et sans qu'il soit besoin de rechercher si les praticiens détiennent ou non la majorité du capital de la société ». En d'autres termes, il lui demande si les recettes réalisées par un laboratoire d'analyses exploité par une société anonyme devront désormais être soumises dans tous les cas à la T. V. A. et si le même statut fiscal est applicable à une S. A. R. L. exploitant un laboratoire d'analyses.

Comités d'entreprise (fiscalité applicable aux comités d'établissement).

17340. — 1^{er} mars 1975. — M. Houël appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la fiscalité applicable aux comités d'établissement. Le comité d'établissement a pour vocation de gérer des activités sociales au profit des travailleurs. Or, on peut constater: 1^o que pour les sommes versées en banque et mises en « compte bloqué » lorsque le fonds de roulement est suffisant, le comité d'établissement est soumis à l'impôt sur les sociétés au taux de 24 p. 100; 2^o que tous les investissements réalisés pour les travailleurs et leurs familles: colonies de vacances, centres familiaux de vacances, installation et matériel d'aménagement, etc., sont frappés de la taxe à la valeur ajoutée. Il estime que ces impositions qui ont pour conséquence de grever le budget des comités d'entreprise et ainsi de porter atteinte aux droits des travailleurs et à leurs besoins justifiés de loisirs et de culture, qu'il serait urgent de revoir cette politique si l'on veut réellement apporter des améliorations à la législation des droits des comités d'entreprise et d'établissement. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre en ce sens.

Impôt sur le revenu (statistique relative aux contribuables assujettis à la majoration spéciale au titre des revenus de 1973).

17345. — 1^{er} mars 1975. — M. Chandernagor demande à M. le ministre de l'économie et des finances de lui préciser le nombre de contribuables assujettis à l'I. R. P. P., tenus au versement de la majoration spéciale au titre des revenus de l'année 1973, pour chacun des taux d'imposition de 5, 10, 15 ou 20 p. 100.

Personnel de police (modalités de règlement des frais engagés par un accidenté).

17350. — 1^{er} mars 1975. — M. Barthe rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances la conclusion de sa réponse en date du 9 octobre 1974 aux questions écrites n^{os} 11471, 11893 et 13018 déposées par MM. Labbé, Hausherr et Del'is qui soulevaient, pour le personnel de police, le problème de la gestion des risques accidents du travail par les sociétés mutualistes. Cette conclusion faisait état d'« études actuellement en cours sur les modalités de règlement des frais engagés par l'accidenté dans le cas où ces frais dépasseraient les tarifs applicables par les caisses de sécurité sociale et lui avait toute consultation du comité médical ». Il lui demande si ces études ont abouti et quelles en ont été les conclusions.

Energie (taxe parafiscale au profit de la caisse nationale de l'énergie: utilisation de ces fonds).

17369. — 1^{er} mars 1975. — M. Odru demande à M. le ministre de l'économie et des finances: 1^o comment a été réparti en 1974 et selon quels critères entre les sociétés françaises et les filiales de sociétés étrangères le produit de la taxe parafiscale instituée au profit de la caisse nationale de l'énergie par le décret n^o 185 du 27 février 1974 et l'arrêté du 27 février 1974; 2^o pour quelles raisons le taux de cette taxe a été ramené de 3,90 francs à 3 francs par hectolitre à compter du 1^{er} janvier 1975; 3^o comment seront utilisés en 1975 les fonds provenant de la perception de cette taxe.

Impôt sur les sociétés (autoriser toutes les petites sociétés à déduire de l'impôt sur les sociétés le montant de la contribution exceptionnelle minimale)

17384. — 1^{er} mars 1975. — M. Blary appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur l'interprétation restrictive donnée par l'instruction administrative de la direction générale des impôts du 26 juillet 1974, n^o 4 L.-7-74, à l'article 1^{er} de la loi de finances rectificative de 1974, en ce qui concerne la contribution exceptionnelle à laquelle ont été soumises les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés. Il lui demande, au profit de toutes les sociétés de petite taille sans distinction, l'application du texte de loi susvisé qui précise que « pour les sociétés employant moins de dix salariés et dont le chiffre d'affaires est inférieur à 600 000 francs, la contribution minimale de 3 000 francs est admise en déduction de l'impôt sur les sociétés dû pendant les années 1975 à 1977 », étant souligné que cette mesure aurait l'avantage de ne pas pénaliser les entreprises qui, par une gestion saine, réalisent un bénéfice supérieur, et rétablirait une certaine égalité entre les contribuables redevables d'un même impôt.

Impôt sur le revenu (exonération des dépenses afférentes au remplacement de chaudières à gaz anciennes).

17385. — 1^{er} mars 1975. — **M. Krieg** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le décret n° 7352 du 29 janvier 1975 pris pour l'application des dispositions de l'article 8-2 de la loi n° 74-1129 du 30 décembre 1974 n'a prévu l'exonération de l'impôt sur le revenu des dépenses afférentes au remplacement de chaudières que s'il s'agit du remplacement d'une chaudière à fuel usagée par une chaudière neuve d'une puissance au plus égale fonctionnant exclusivement au fuel, ou au gaz, ou au charbon, ou au bois, ou au charbon et bois. Certains propriétaires ont fait récemment remplacer une chaudière à gaz de modèle ancien par une chaudière à gaz moderne. La chaudière supprimée en raison de son ancienneté entraînait une surconsommation du combustible. Une chaudière plus moderne permet d'économiser du gaz. Il est évident que les économies d'énergie sont intéressantes non seulement quand elles portent sur le fuel, mais également lorsqu'elles ont pour effet de réduire la consommation de gaz puisque notre pays est également importateur de cette forme d'énergie. Il lui demande, compte tenu des remarques qui précèdent, s'il n'estime pas judicieux de compléter le décret du 29 janvier 1975 de telle sorte que l'exonération des dépenses afférentes au remplacement de chaudières intervienne lorsque la chaudière remplacée était une chaudière à gaz.

Impôt sur les sociétés (droit au report déficitaire en cas de cession partielle d'activité).

17389. — 1^{er} mars 1975. — **M. Jacques Blan** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la difficulté d'interprétation du paragraphe 3 de l'article 209-1 du code général des impôts, qui prévoit la suppression, pour le calcul de l'impôt sur les sociétés, du droit au report déficitaire, sans faire apparaître la différence entre une cession totale d'activité et une cession partielle, lorsque l'opération s'analyse juridiquement en une vente de fonds de commerce, ce qui exclut l'application de la procédure d'agrément prévue par l'article 209 II dudit code, uniquement réservée aux fusions, scissions et apports partiels d'actifs de sociétés. En l'absence de jurisprudence du Conseil d'Etat qui n'a statué que sur des cas de cession totale d'activité et a supprimé, à juste titre, le droit au report déficitaire des sociétés cédantes, un problème se pose pour le cas d'une société qui, ayant exploité plusieurs activités bien distinctes, cède l'une d'elles mais conserve l'autre. La question qui se pose est de savoir s'il faut appliquer à la lettre le paragraphe 3 de l'article 209-1 du code général des impôts, lequel ne distingue pas entre la cession totale et la cession partielle d'activité; une cession partielle d'activité, dans une première interprétation, devrait conduire à la suppression totale du droit au report déficitaire de la société cédante, même en ce qui concerne les déficits correspondant aux activités conservées par elle; de même, le droit au report infini de la fraction des déficits correspondant aux amortissements relatifs aux immobilisations conservées par la société cédante devrait être supprimé. Si l'on appliquait ainsi à la lettre le paragraphe 3 de l'article 209-1 du code général des impôts, on risquerait d'aboutir à des conséquences véritablement catastrophiques pour certaines entreprises. En effet, en se séparant de celle de ses activités jugée non rentable, une société serait, par le jeu de ce texte, placée dans une situation financière susceptible de la conduire à la ruine. Il lui demande s'il convient d'interpréter autrement le paragraphe 3 de l'article 209-1 et décider, en cas de cession partielle d'activité, que la société cédante perdra son droit au report déficitaire, mais seulement pour la fraction des pertes qui correspondent aux activités cédées, gardant en revanche son droit au report déficitaire relatif aux activités conservées et son droit de report infini des pertes correspondant à des amortissements, lorsque, par exemple, un fonds de commerce, uniquement constitué par une clientèle, par définition inamortissable, a été cédé, l'entreprise cédante conservant ses immeubles et toutes ses machines indispensables à l'activité conservée. Il lui souligne qu'une telle interprétation paraîtrait raisonnable, d'autant que, dans une hypothèse voisine, celle de l'imposition immédiate des bénéfices industriels et commerciaux en cas de cession ou de cessation d'entreprise (article 201 du code général des impôts), il est admis, en cas de cession ou de cessation partielle, que l'imposition immédiate ne porte que sur les bénéfices réalisés dans l'établissement fermé ou cédé.

Successions (régime fiscal défavorable appliqué aux testaments-partages en ligne directe).

17391. — 1^{er} mars 1975. — **M. Bourgeois** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la réponse à la question écrite n° 13533 (*Journal officiel*, Débats A. N. du 31 octobre 1974, p. 5672) fait clairement apparaître le caractère injuste et antisocial des

principes appliqués pour l'enregistrement des testaments. En effet, quand un testateur a disposé de ses biens en les divisant entre plusieurs personnes, un simple droit fixe de 60 francs est seulement perçu si les bénéficiaires du testament ne sont pas des descendants du testateur. Par contre, si les bénéficiaires du testament sont tous des descendants du testateur, le droit fixe est remplacé par un droit proportionnel beaucoup plus élevé, sous prétexte que, dans ce cas, le testament n'est pas un testament ordinaire, mais un testament-partage. De toute évidence, une telle disparité de traitement est anormale et ne correspond pas à la mise en œuvre d'une véritable politique familiale particulièrement nécessaire dans les circonstances actuelles. Il lui demande s'il est disposé à modifier la réglementation en vigueur qui rend la formalité de l'enregistrement bien plus onéreuse pour les enfants légitimes que pour les autres héritiers du testateur ou pour de simples légataires.

Finances locales (compensation des pertes de ressources dues à l'exonération de la taxe foncière des outillages et moyens matériels d'exploitation des établissements industriels).

17392. — 1^{er} mars 1975. — **M. Bourgeois** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les répercussions qu'entraîne l'article 1382 du code général des impôts qui traite de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties des « outillages et autres installations et moyens matériels d'exploitation des établissements industriels ». En effet, l'attribution au prorata de l'impôt sur les ménages revenant aux collectivités locales dans le cadre des attributions représentatives de la taxe sur les salaires est calculée à partir d'une valeur du point appliquée à une base égale au montant des impôts perçus sur les ménages l'année précédente (soit la taxe foncière sur les propriétés bâties, la taxe foncière sur les propriétés non bâties et la taxe d'habitation). Or, comme à partir de l'exercice 1974 les outillages et moyens matériels d'exploitation des établissements industriels ont été exonérés de la taxe foncière bâtie, cette base de calcul a été diminuée du montant des exonérations, ce qui entraîne automatiquement une perte de ressources pour les collectivités locales sous l'article « attribution au prorata de l'impôt sur les ménages ». Il lui demande si un aménagement ne pouvait être envisagé permettant de compenser cette perte de ressources aux communes.

S. A. F. E. R. (agrément de la société constituée par les organisations professionnelles de Haute-Normandie).

17393. — 1^{er} mars 1975. — **M. Montagne** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la demande d'agrément comme S. A. F. E. R., pour la région Haute-Normandie, de la société constituée par les organisations professionnelles agricoles de la Seine-Maritime et de l'Eure. Il lui demande quels sont les motifs pour lesquels, malgré l'avis semble-t-il favorable des services du ministère de l'agriculture et du conseil supérieur de l'aménagement rural, l'agrément n'a pas encore été accordé à cette société, privant ainsi les agriculteurs de Haute-Normandie de la présence d'un organisme particulièrement utile, dans une région où l'exécution de grands travaux et une urbanisation importante mettent nombre d'agriculteurs dans une situation difficile. Il remarque qu'à l'exception de la Corse, des Alpes-Maritimes, de l'Eure et de la Seine-Maritime, tous les départements français peuvent bénéficier de l'action d'une S. A. F. E. R. et qu'il a toujours été satisfait aux demandes des organisations professionnelles agricoles demandant la constitution d'une S. A. F. E. R. L'urgence de l'agrément d'une S. A. F. E. R. en Haute-Normandie est-elle moins grande qu'ailleurs.

Impôt sur le revenu (changement des dates de déclarations de revenus).

17394. — 1^{er} mars 1975. — **M. Montagne**, constatant de plus en plus que les Français s'absentent de leur domicile au cours de la deuxième quinzaine de février, demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il ne serait pas possible de mettre à la disposition du public les imprimés nécessaires pour la déclaration de l'impôt sur le revenu dès le 1^{er} février ou alors de reporter de façon définitive au 15 mars la date limite du dépôt.

Bois et forêts (rétablissement de l'indice sciage chêne 3^e catégorie).

17397. — 1^{er} mars 1975. — **M. Brun** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** les difficultés rencontrées par les entrepreneurs de scierie du fait de la suppression, par une décision de la direction générale de la concurrence et des prix publiée au *Bulletin officiel des services des prix* du 14 décembre 1974, de

l'indice sciage chêne 3^e catégorie, créé pour suivre les variations de prix des débits chêne utilisés dans les fabrication de palettes de manutention, des fonds de wagons, des bois sous rail, en remplacement de l'ancien indice CH considéré comme inadapté. Ainsi les professionnels du bois se sont trouvés privés en fin d'année d'un indice d'autant plus indispensable qu'alors se négociaient de nombreux contrats publics et privés destinés au marché intérieur ou à l'exportation. Il lui demande s'il envisage de rétablir cet indice que les professionnels estiment suffisamment représentatif pour servir de référence indispensable aux contrats de fournitures de travaux, sinon quelles mesures il compte prendre pour normaliser la situation.

Taxe sur les salaires (assujettissement d'un membre d'une profession libérale ayant une employée de maison).

17399. — 1^{er} mars 1975. — M. Frédéric-Dupont demande à M. le ministre de l'économie et des finances si un membre d'une profession libérale doit verser la taxe des 4,5 p. 100 sur l'ensemble des salaires et avantages en nature de l'unique employée de maison qu'il occupe, ou sur la moitié dite « professionnelle » de ces salaires et avantages en nature. N'est-il pas, d'autre part, exonéré de tout versement.

Commerçants et artisans (imposition à la T. V. A. d'un commerçant retraité).

17400. — 1^{er} mars 1975. — M. Frédéric-Dupont signale à M. le ministre de l'économie et des finances qu'un commerçant retraité n'ayant pour vivre que 13,80 francs par jour et qui était exempté de la T. V. A. jusqu'en 1972, vient de recevoir une notification d'avoir à payer une somme importante pour les années 1973, 1974 et 1975. Il lui demande quel est le plancher au-dessus duquel la T. V. A. est appliquée et à quelle date ce plancher a été fixé. Il lui rappelle que ce plancher a été fixé en 1968 et il lui demande s'il n'estime pas nécessaire d'adapter ce plancher à la situation actuelle.

Impôt sur le revenu (gratuité des certificats de non-imposition).

17403. — 1^{er} mars 1975. — M. Haesebroeck rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que la délivrance d'un certificat de non-imposition est, aux termes de l'article 171 de l'annexe IV du code général des impôts, subordonnée au paiement d'une somme de 25 centimes. La gratuité prévue à l'article 172 A de cette même annexe est, en effet, réservée aux titulaires de pensions civiles et militaires et uniquement en rapport avec la constatation ou le contrôle d'un droit à pension. Compte tenu de la faiblesse de la somme exigée et des frais supportés en définitive par le contribuable pour sa perception, il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun d'envisager la suppression pure et simple de cette rétribution.

Impôt sur le revenu (déductibilité des pensions alimentaires versées pour des enfants de plus de dix-huit ans).

17406. — 1^{er} mars 1975. — M. Alain Vivien expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixe à dix-huit ans l'âge de la majorité. L'article 24 précise cependant que la loi ne porte pas atteinte aux actes juridiques antérieurement passés ni aux décisions judiciaires entièrement rendues sur un intérêt civil lorsque la durée de leurs effets avait été déterminée en considération de la date à laquelle une personne devait accéder à la majorité de vingt et un ans. Cette disposition concerne notamment les jugements rendus en matière de divorce lorsque la garde des enfants a été confiée à la mère et qu'une part contributive à leur entretien a été mise à la charge du père jusqu'à ce que les bénéficiaires aient atteint l'âge de vingt et un ans. Ces pensions étaient normalement déductibles des revenus du débiteur. Or, la loi de finances du 30 décembre 1974 prévoit expressément que, compte tenu de l'accession à la majorité à l'âge de dix-huit ans, les pensions susceptibles d'être servies aux enfants à charge ayant dépassé cet âge ne pourront plus être déduites. Il semble qu'il s'agisse là d'une anomalie qui pourrait être corrigée. Il peut en effet paraître anormal que, d'une part, certains parents soient soumis à une obligation légale relevant de décisions judiciaires prorogeant leurs effets au-delà de la majorité de dix-huit ans et que, d'autre part, ces mêmes parents perdent le bénéfice d'une déduction des rentes qu'ils servent ainsi, alors qu'ils pouvaient auparavant le faire. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun d'examiner ce problème et de proposer une révision de l'année en cours de la décision prise dans la loi de finances précitée.

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17438. — 1^{er} mars 1975. — M. Robert-André Vivien demande à M. le ministre de l'économie et des finances de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affecté à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et, éventuellement, la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

Vignette automobile (exonération en faveur des vieux travailleurs aux ressources modestes).

17461. — 1^{er} mars 1975. — M. Spénale appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur l'aide à apporter aux vieux travailleurs les plus déshérités. Ne serait-il pas possible de faire bénéficier ceux d'entre eux, disposant d'une petite voiture, d'une exonération de la vignette auto, les conditions à remplir pouvant s'inspirer de celles retenues pour l'exonération de la redevance pour la télévision. Cette mesure apparaît comme la suite logique des intentions du législateur quand fut instaurée la perception de la vignette au profit des vieux travailleurs. Il lui demande s'il partage ce point de vue et, dans l'affirmative, quelles mesures compte-t-il prescrire et dans quels délais.

Finances locales (exemption de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les propriétés de l'Etat ou des communes : compensation financière dans le cas de terrains militaires).

17474. — 1^{er} mars 1975. — M. Seiflinger expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'aux termes de l'article 1400 du code général des impôts sont exemptées à titre permanent de la taxe financière sur les propriétés non bâties, les propriétés de l'Etat des départements et des communes affectées à un service public ou d'utilité générale non productives de revenus. Si dans son principe cette règle est parfaitement justifiée elle n'en pose pas moins de graves difficultés aux communes dans certains cas de taxe financière sur les propriétés non bâties les propriétés de l'Etat d'une très grande étendue, tels par exemple les terrains militaires. La commune se voit alors privée d'une partie non négligeable de son territoire et subit une perte importante de revenus fiscaux. Il lui demande si, compte tenu du fait que cette charge exceptionnelle est supportée par les communes dans l'intérêt général, il ne pourrait être envisagé une indemnisation par l'Etat, qui pourrait par exemple prendre la forme d'un engagement contractuel par lequel l'Etat s'engagerait à verser à la commune pénalisée un capital représentant la perte de revenus fiscaux calculée sur dix ou vingt ans, une réévaluation intervenant à l'issue de cette période.

Impôts locaux (diminution des charges fiscales de certaines entreprises au détriment de petits contribuables).

17476. — 1^{er} mars 1975. — M. Gilbert Faure expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'à la suite de la mise en vigueur des nouvelles bases contributives des impôts locaux, certaines entreprises ont vu leurs charges fiscales, notamment celles résultant de la propriété bâtie, sensiblement diminuer. C'est le cas d'entreprises privées mais c'est aussi celui de sociétés nationalisées comme E. D. F. En contrepartie, pour remplacer les ressources ainsi disparues, les contribuables des communes intéressées ont vu s'accroître, quelquefois considérablement, l'impôt de leur propriété bâtie. S'il est à noter que les maires n'ont jamais été prévenus de la situation difficile qui allait être ainsi créée, il est encore plus regrettable de constater, qu'en diminuant sensiblement la participation financière des entreprises précitées au paiement des impôts locaux, le transfert de charges réalisé s'opère surtout dans des régions où il est difficile, sinon impossible d'exiger un effort aussi considérable de petits contribuables. En conséquence, il lui demande quelles mesures pourraient être prises pour corriger une telle injustice.

E. D. F. (économies réalisées par E. D. F. dans l'Ariège à la suite de la modification des bases contributives des impôts locaux).

17477. — 1^{er} mars 1975. — M. Gilbert Faure expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'à la suite de l'entrée en vigueur des nouvelles bases contributives des impôts locaux, E. D. F. vient de réallouer d'importantes « économies » dont les contribuables des communes lésées font les frais. Il lui demande s'il peut lui faire connaître : 1° le total des « économies » ainsi réalisées dans le département de l'Ariège ; 2° si le montant de ces économies sera investi dans ce même département et, dans la négative, à quelles fins il sera utilisé.

*Contrôle des changes
(restrictions aux transferts de fonds privés d'Algérie en France).*

17484. — 1^{er} mars 1975. — M. Krieg attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les difficultés qu'éprouvent les citoyens français à transférer d'Algérie en France l'argent, qu'ils peuvent avoir en leur possession ou qui leur est dû, alors que les transferts de fonds s'effectuent de façon illimitée en sens inverse. A titre d'exemple, il lui signale le cas d'un Français qui a prêté à un citoyen algérien résidant en France et y travaillant une petite somme d'argent afin de le dépanner momentanément. Il avait été entendu que ce prêt serait remboursé par les parents de l'emprunteur qui, eux, habitent Alger. Or ceux-ci ne peuvent effectuer le petit transfert qui leur est demandé par leur fils qui, de son côté, ne dispose pas d'assez d'argent pour rembourser en France ce qu'il y a emprunté. Au moment où les relations se normalisent entre la France et l'Algérie et où l'on parle d'un prochain voyage de M. le Président de la République française en Algérie, ce genre de petits litiges crée une atmosphère déplaisante et qu'il y aurait le plus grand intérêt à voir disparaître.

EDUCATION

*Inspecteurs départementaux (généralisation
de l'indice fonctionnel prévu par le projet « Blanchard »)*

17200. — 1^{er} mars 1975. — M. Brun appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le mécontentement provoqué parmi les inspecteurs départementaux de l'éducation par le retard mis à l'application du projet « Blanchard », qui prévoyait la création d'un huitième échelon (substitué à l'échelon « fonctionnel », indice nouveau majoré 698). Il lui demande s'il entre dans ses vues de faire aboutir le projet « Blanchard », et plus particulièrement si la généralisation de l'indice fonctionnel est envisagée. Dans l'affirmative, à quelle date? Sinon quelles mesures il compte prendre pour améliorer la situation de cette catégorie de fonctionnaires.

*Diplômes (reconnaissance de l'équivalence de diplôme
d'enseignement délivré au Canada).*

17217. — 1^{er} mars 1975. — M. Barberot expose à M. le ministre de l'éducation le cas d'une personne de nationalité canadienne titulaire d'un brevet d'enseignement délivré au Canada, qui ne peut exercer en France dans un établissement d'enseignement qu'après avoir obtenu le baccalauréat. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait opportun de prévoir une équivalence entre un diplôme d'enseignement délivré au Canada et un diplôme français afin que ne soit pas exigé pour les titulaires du diplôme canadien la possession du baccalauréat.

*Bourses et allocations d'études
(élargissement du nombre de bénéficiaires).*

17223. — 1^{er} mars 1975. — M. Briane attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur l'insuffisance actuelle du montant des bourses scolaires allouées aux familles et sur l'inadéquation du barème utilisé pour le calcul de ces bourses, lequel a, en fait, pour conséquence, d'exclure du bénéfice des bourses de très nombreuses familles ayant des revenus modestes qui ne peuvent supporter les frais de scolarité de leurs enfants en faisant appel à leurs seuls ressources. Il lui demande quelles mesures le gouvernement envisage de prendre afin que les bourses scolaires puissent effectivement remplir leur rôle en donnant à tous les enfants les mêmes chances quel que soit le revenu de leurs parents.

*Etablissements scolaires (aménagement du statut des agents
auxiliaires chargés de fonctions de conseiller d'éducation).*

17225. — 1^{er} mars 1975. — M. Barberot attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation défavorisée dans laquelle sont maintenus les agents auxiliaires chargés de fonctions de conseiller et conseiller principal d'éducation. A la suite de la réunion d'un groupe de travail et des consultations auxquelles ce groupe a procédé, un certain nombre de mesures ont été envisagées. Les intéressés souhaitent que des décisions soient prises notamment en ce qui concerne les points suivants : passage transitoire à compter du 1^{er} janvier 1975 dans la catégorie des MA II et III ; heures supplémentaires pour tous y compris pour ceux qui n'occupent pas un poste vacant ; organisation avant juin 1975 d'un concours spécial en vue de titulariser comme conseiller d'éducation ou conseiller principal d'éducation, selon les diplômes et l'ancienneté, l'ensemble des auxiliaires, ce concours pouvant être renouvelé pendant plusieurs années ; titularisation directe selon les services, les

titres, les charges familiales, des plus anciens chargés de fonction ; stage de formation pour les nouveaux auxiliaires, dès septembre 1975. Il lui demande de vouloir préciser ses intentions en ce qui concerne ces différentes requêtes.

*Constructions scolaires
(réalisation et financement d'un C. E. S. à Saint-Loubès [Gironde]).*

17236. — 1^{er} mars 1975. — M. Madrell rappelle à M. le ministre de l'éducation sa question écrite n° 14799 du 9 novembre 1974 pour laquelle il lui a répondu en date du 8 février 1975 d'une manière très incomplète. En effet il n'a pas fait la moindre allusion au problème grave posé par la construction d'un C. E. S. à Saint-Loubès (Gironde) dont le financement nous avait été assuré pour 1975 (lettre du préfet de région en date du 27 mars 1974). Il lui demande donc de lui indiquer ce qu'il compte entreprendre pour faire en sorte que le C. E. S. de Saint-Loubès ouvre ses portes le plus rapidement possible, ce qui s'avère non seulement indispensable mais nécessaire pour l'ensemble du secteur scolaire concerné.

*Constructions scolaires
(revalorisation des subventions de l'Etat aux communes).*

17238. — 1^{er} mars 1975. — Mme Fritsch expose à M. le ministre de l'éducation que les subventions, allouées par l'Etat aux communes pour les constructions scolaires, n'ont pas été revalorisées depuis de nombreuses années alors que le coût de la construction a subi des hausses considérables. La subvention fixée à 74 600 francs par classe, en 1962, n'a plus été revalorisée depuis cette date. D'autre part, des normes de sécurité, d'isolation et l'adjonction de salles polyvalentes ont été imposées ces derniers temps, renchérissant encore sensiblement le prix de ces constructions. Elle lui demande s'il n'a pas l'intention de prendre toutes décisions utiles en vue d'une adaptation du montant de ces subventions à l'augmentation du coût de la vie.

*Orientation scolaire et professionnelle (reprise des travaux du
groupe de travail ministériel sur la formation des conseillers
d'orientation).*

17256. — 1^{er} mars 1975. — M. Dupuy demande à M. le ministre de l'éducation de lui indiquer pour quels motifs le groupe de travail ministériel sur la formation des conseillers d'orientation, envisagé pour le premier trimestre de l'année scolaire, n'a pas encore repris ses travaux. L'ouverture des ces discussions avait été annoncée au S. N. E. S. le 8 octobre, puis confirmée par M. le ministre de l'éducation à cette organisation le 23 décembre. Un vif mécontentement est créé par les carences de la formation des élèves-conseillers d'orientation qui n'est pas sanctionnée par un titre universitaire, et par les aspects inadmissibles du concours de recrutement et de l'année de stage des conseillers d'orientation. Il lui demande de lui préciser la date, sans doute prochaine, à laquelle ces discussions commenceront.

*Commémoration (information des jeunes Français sur la Résistance
à l'occasion du trentième anniversaire de la libération).*

17264. — 21 mars 1975. — M. Pierre Weber, évoquant le souvenir des épisodes douloureux et glorieux de la Résistance qui par son action a contribué à la capitulation des forces adverses, capitulation dont 1975 marque le trentième anniversaire, demande à M. le ministre de l'éducation s'il n'estime pas opportun de faire consacrer, à tous les niveaux de l'enseignement, plusieurs heures de cours pour mieux faire connaître aux jeunes Français et aux jeunes Françaises le mérite des résistants et leur inculquer le respect et la pratique des vertus civiques et morales qui les ont unis dans leur amour de la patrie, de la liberté et dans le respect de la personne humaine. Il lui demande également si, à l'occasion de ce trentième anniversaire, il n'envisagerait pas de faire éditer et distribuer à tous les enfants en scolarité un document objectif, clair et précis, relatant ce qu'a été la Résistance et pourquoi son esprit mérite toujours reconnaissance, respect et application.

*Presse et syndicats (expression des points de vue de l'opposition
et des syndicats représentatifs dans « Le Courrier de l'édu-
cation »).*

17278. — 1^{er} mars 1975. — M. Mexandreu demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir lui indiquer si bien dans les missions de l'Ofralem d'assurer le secrétariat de rédaction d'un bulletin de propagande politique d'inspiration gouvernementale : « Le Courrier de l'éducation ». Constatant que sont pris à partie, par avance, ceux qui exprimeraient des désaccords avec le projet

de réforme dont il est l'auteur, il lui demande de bien vouloir lui indiquer si les élus de l'opposition et les responsables des syndicats représentatifs pourraient apporter leur point de vue dans un prochain numéro du « Courrier de l'éducation ».

Bourses d'enseignement (accélération du versement aux familles).

17313. — 1^{er} mars 1975. — **M. Charles Bignon** demande à **M. le ministre de l'éducation** s'il envisage dans les circonstances économiques actuelles de donner des instructions aux services pour que les bourses nationales soient remises aux familles dès la rentrée. Il lui rappelle qu'à la mi-février de nombreuses familles n'ont même pas reçu le premier trimestre scolaire alors qu'elles ont déjà dû payer les frais de rentrée et du deuxième trimestre. Au moment où de nombreuses paies subissent des réductions sensibles par chômage total ou partiel, une mesure d'accélération du versement des bourses lui apparaît indispensable.

B. E. P. C. (épreuve à option remplaçant l'éducation physique pour les enfants handicapés physiquement).

17314. — 1^{er} mars 1975. — **M. Charles Bignon** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le fait que les candidats au B. E. P. C. qui, en raison d'un handicap physique ne peuvent prendre part à l'épreuve sportive, n'ont pas la possibilité de bénéficier de points supplémentaires. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de les autoriser à se présenter à une épreuve équivalente (musique par exemple) qui leur permettrait de passer cet examen dans des conditions d'égalité avec les candidats en bonne santé.

Instituteurs et institutrices (insuffisance du nombre des instituteurs suppléants).

17347. — 1^{er} mars 1975. — **M. Canacos** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la fréquence des non-remplacements d'instituteurs malades. A Sarcelles un CM 2 du groupe Marcel-Lelong s'est trouvé sans maître pendant un mois, un CE 1 au groupe P. Kergomard pendant trois semaines. Ces exemples, loin d'être isolés, montrent à quel point les effectifs des instituteurs supplémentaires sont insuffisants, créant une situation gravement dommageable pour la scolarité des enfants. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour augmenter le nombre des instituteurs suppléants.

Etablissements scolaires (construction du C. E. S. d'Oignies [Pas-de-Calais] et création d'une S. E. S.).

17352. — 1^{er} mars 1975. — **M. Legrand** rappelle à **M. le ministre de l'éducation** qu'en réponse à sa question du 12 janvier 1974, n° 7331, *Journal officiel* du 13 avril 1974, il lui avait indiqué que la construction d'un C. E. S. à Oignies (Pas-de-Calais) était envisagée dans le programme pluriannuel 1975-1977. Il l'informe que les travaux de cet établissement, prévu pour la rentrée scolaire 1975-1976 par le préfet de région et l'inspection académique, ne sont pas encore commencés, ce qui risque d'entraîner des charges plus lourdes pour la commune et pour l'Etat, et retarder l'amélioration des conditions d'études des élèves et des enseignants. D'autre part, l'inspection académique considérant indispensable d'ouvrir à Oignies une S. E. S. à la rentrée prochaine, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire de prendre toutes dispositions pour que : 1° les travaux de construction du C. E. S. soient effectivement terminés pour la rentrée 1975-1976 ; 2° le principe de la création de deux postes de professeurs et d'un poste de directeur pédagogique de S. E. S. soit retenu pour la rentrée 1975-1976.

Enseignants (frais de déplacement des formateurs des centres de formation des maîtres).

17353. — 1^{er} mars 1975. — **M. Pranchère** expose à **M. le ministre de l'éducation** que les fonctions de formateur des centres de formation des maîtres annexés aux écoles normales d'instituteurs, présentent, par plusieurs de leurs aspects, des analogies avec celles des maîtres itinérants d'école d'application. En particulier, ces maîtres sont amenés à effectuer fréquemment des visites dans les classes des stagiaires et à participer aux jurys d'examen des C. A. E. T. et C. A. E. P. Or, contrairement aux maîtres itinérants d'école d'application, ces formateurs ne bénéficient pas de l'autorisation d'utiliser leur voiture personnelle, ce qui les oblige à solliciter du chef d'établissement, pour chaque déplacement, un ordre de mission. Cette situation surcharge l'administration et entrave l'exercice des fonctions de formateurs. Il lui demande en conséquence s'il n'envisage

pas d'accorder l'autorisation d'utiliser leur voiture personnelle aux formateurs des centres de formation des maîtres, avec l'attribution d'un lot kilométrique annuel, comme aux maîtres itinérants d'école d'application.

Enfance inadaptée (situation des élèves moniteurs éducateurs du centre de formation C. E. M. E. A. de Vicq-le-Comte).

17357. — 1^{er} mars 1975. — **M. Vilon** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des élèves moniteurs éducateurs du centre de formation C. E. M. E. A. de Vicq-le-Comte. Ces élèves devraient bénéficier de l'allocation de formation fixée à 850 francs par mois par le protocole d'accord du 19 septembre 1974 entre organisations d'employeurs du secteur sanitaire et social et organisations syndicales de salariés. Or, dix-sept de ces élèves n'ont pas reçu l'allocation promise. En outre, il est foncièrement injuste que les élèves moniteurs éducateurs ne puissent bénéficier de l'assurance maladie accordée aux étudiants et soient obligés de contracter une assurance maladie volontaire dont la charge varie suivant l'âge de 204 francs à 409 francs par trimestre. Cela crée une situation désastreuse pour les élèves sans fortune et notamment pour ceux qui viennent d'accomplir leur service militaire. Aussi il lui demande d'une part, s'il ne croit pas devoir intervenir auprès de l'AGFIS chargé de la distribution des fonds versés par les établissements de l'enfance inadaptée afin que cet organisme applique le protocole ci-dessus cité et en faisant bénéficier tous les élèves de l'allocation prévue sans en éliminer certains par l'application de critères d'attributions qui écartent une partie des élèves du droit à l'allocation. Il lui demande d'autre part, quelles mesures il compte prendre pour que les élèves moniteurs éducateurs bénéficient de la prestation sociale du régime étudiant.

Etablissements scolaires (maintien des sections chaudronnerie et mécanicien d'usinage à l'école technique de la S. N. E. C. M. A. à Corbeil-Essonnes).

17364. — 1^{er} mars 1975. — **M. Combrisson** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le projet de suppression des sections chaudronnerie et mécanicien d'usinage de l'école technique de la S. N. E. C. M. A. à Corbeil-Essonnes. Ce projet, s'il était mis en application comme prévu à la rentrée 1975, aurait comme conséquences : 1° dans l'immédiat, la suppression d'emplois pour le personnel enseignant de l'école ; 2° la diminution des possibilités de formation technique dans le département, qui se trouve déjà dans ce domaine en état de sous-développement, le nombre de C. E. T. étant très insuffisant, alors que : de nombreux jeunes se présentent sur le marché du travail sans aucune formation et deviennent ainsi chômeurs avant d'avoir même occupé un emploi ; la S. N. E. C. M. A. rencontre des difficultés pour recruter sur place le personnel qualifié nécessaire. Il lui demande, en conséquence, quelles dispositions il compte prendre pour assurer le maintien de toutes les sections de formation technique de l'école en question.

Instituteurs (situation défavorisée d'une institutrice du Cher en matière de retraite).

17372. — 1^{er} mars 1975. — **M. Dupuy** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation d'une institutrice du Cher qui, par suite d'une interprétation excessivement rigoureuse des articles du code des pensions, risque de voir le montant de sa pension de retraite calculée sur des bases défavorables. Cette personne a été directrice d'une école élémentaire à quatre classes à Saint-Amand (Cher) pendant trois ans, de septembre 1970 à septembre 1973. Le jour de la rentrée scolaire 1973, une cinquième classe est ouverte dans l'école qu'elle dirige, suite à une augmentation de l'effectif des élèves. Cette personne qui n'est pas inscrite sur la liste d'aptitude aux fonctions de direction d'une école élémentaire comptant au moins 5 classes, reste directrice de son école, mais à titre provisoire ; remplissant les conditions nécessaires pour faire valoir ses droits à la retraite, elle demande à cesser son activité à partir de la rentrée 1974. Les services ministériels compétents, ne tenant aucun compte des fonctions occupées par l'intéressée au cours de l'année scolaire 1973-1974, ni même de celles occupées au cours des trois années scolaires précédentes, liquident son dossier de pension sur la base d'un indice de rémunération d'institutrice adjointe au dernier échelon, et cela pour deux raisons : l'article L. 26 du code des pensions, qui prévoit que le calcul des pensions est basé sur l'indice perçu au cours des six derniers mois d'activité, ne peut être appliqué, étant donné qu'aucune nomination à titre provisoire ne peut entrer en ligne de compte pour ce calcul ; l'article 70 du même code, qui stipule que la pension peut être calculée sur la base

de l'indice le plus favorable à partir duquel le traitement a été mandaté pendant au moins quatre ans au cours des quinze dernières années d'exercice, ne peut lui non plus être appliqué, l'intéressée n'ayant été directrice à titre définitif d'une école à quatre classes que pendant trois ans. En vertu de l'application de ces deux articles, elle ne peut donc percevoir ni une pension de retraite correspondant à l'indice de directrice à cinq classes ni une pension de retraite correspondant à l'indice de directrice à quatre classes! Il est à noter toutefois que, pendant sa dernière année d'activité, bien que nommée à titre provisoire elle a perçu le traitement correspondant à l'indice de directrice à cinq classes et qu'elle a cotisé pour sa retraite sur cette base. Il est un autre point qui, bien que découlant de l'application des textes réglementaires déjà cités, semble défier toute logique: pourquoi trois ans de direction (à titre définitif) d'une école à quatre classes et un an de direction (à titre provisoire), de la même école dont le nombre de classes a été augmenté en septembre d'une unité ne pourraient-ils équivoir à quatre ans de direction d'école à quatre classes. Il semble qu'une telle interprétation serait de nature à satisfaire à la fois le bon sens et les intérêts de cette personne. C'est pourquoi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le règlement des dossiers de cette personne se fasse de façon équitable.

Conseillers d'orientation

(travaux du groupe de travail ministériel sur leur formation).

17378. — 1^{er} mars 1975. — **M. Robert Fabre** demande à **M. le ministre de l'éducation** pour quels motifs le groupe de travail ministériel sur la formation des conseillers d'orientation, envisagé pour le premier trimestre de l'année scolaire, n'a pas encore repris ses travaux. L'ouverture de ces discussions avait été annoncée au S. N. E. S. le 8 octobre, puis confirmée par le ministre de l'éducation à cette organisation le 23 décembre. Un vif mécontentement est créé par les carences de la formation des élèves conseillers d'orientation, qui n'est pas sanctionnée par un titre universitaire, et par les aspects inadmissibles du concours de recrutement et de l'année de stage des conseillers d'orientation. Il lui demande s'il peut lui préciser la date, sans doute prochaine, à laquelle ces discussions commenceront.

Bibliothèque nationale

(redevance due par les photographes de l'extérieur).

17401. — 1^{er} mars 1975. — **M. Frédéric Dupont** signale à **M. le ministre de l'éducation** que la Bibliothèque nationale étant un service à la disposition du public, les photographes de l'extérieur, éventuellement agréés par l'administration de la Bibliothèque nationale, devraient pouvoir travailler à égalité avec le service photographique de ladite bibliothèque. Il lui rappelle qu'à l'heure actuelle ces photographes doivent payer des sommes qui, depuis le 18 novembre 1974, ont été considérablement augmentées et qu'il en résulte que le service photographique de la Bibliothèque nationale, qui ne comptabilise pas la T. V. A. sur ses factures, se trouve avantagé par rapport aux photographes de l'extérieur. Le parlementaire susvisé demande au ministre de l'éducation les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation.

Diplôme (reconnaissance de la valeur du B. E. P.).

17417. — 1^{er} mars 1975. — **M. Villon** signale à **M. le ministre de l'éducation** que les conventions collectives reconnaissent le C. A. P. mais non pas le brevet d'enseignement professionnel; qu'il est donc nécessaire que l'interdiction de se présenter au C. A. P. soit annulée et que les candidats au B. E. P. soient autorisés à se présenter au C. A. P., sinon les titulaires du B. E. P. se trouveront devant des obstacles encore plus graves pour trouver un emploi correspondant à leurs connaissances. Il lui demande, en conséquence, s'il compte prendre des mesures pour reconduire cette autorisation en vigueur depuis la parution des textes relatifs au B. E. P. et prendre des dispositions pour donner à ce B. E. P. sa place dans la hiérarchie des diplômes techniques et pour obtenir des milieux professionnels la reconnaissance de sa valeur.

Pharmacie (préparation exigée des candidats au C. A. P. de préparateur en pharmacie).

17427. — 1^{er} mars 1975. — **M. de Pouliquet** rappelle à **M. le ministre de l'éducation** que les candidats au C. A. P. de préparateur en pharmacie sont tenus de justifier d'une préparation s'étalant sur trois années pour se présenter à cet examen. Il lui signale que, parmi ces candidats, figurent des jeunes gens qui possèdent un bagage de connaissances supérieur à celui communément relevé chez ceux se présentant à cette épreuve. Il lui demande s'il n'estime pas que les intéressés subissent de ce fait la perte d'une année et s'il ne lui semble pas équitable, en conséquence,

de réduire d'une année la durée des cours de préparation au C. A. P. de préparateur en pharmacie et donc de fixer celle-ci à deux ans pour les candidats déjà titulaires du baccalauréat et ayant suivi l'enseignement d'un L.U.T.

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17439. — 1^{er} mars 1975. — **M. Robert-André Vivien** demande à **M. le ministre de l'éducation** de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affecté à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et, éventuellement, la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

Transports scolaires (subventions aux services hebdomadaires organisés à l'initiative d'associations de parents d'élèves).

17450. — 1^{er} mars 1975. — **M. Boyer** expose à **M. le ministre de l'éducation** que l'association des parents d'élèves de Péage-de-Roussillon a organisé un service de car pour transporter à Grenoble le lundi matin et aller rechercher le samedi après-midi les élèves qui poursuivent des études d'électronique et d'industrie du bâtiment, l'enseignement de ces disciplines n'étant pas dispensé sur place. Il lui souligne que le service départemental des transports scolaires a rejeté la demande de subvention présentée par cette association, motif pris que seuls sont subventionnables les transports journaliers. Il lui demande s'il n'estime pas que toutes dispositions utiles devraient être prises à son initiative pour modifier la réglementation en la matière afin de supprimer une pareille anomalie.

Enseignants (titularisation des maîtres auxiliaires du second degré).

17452. — 1^{er} mars 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les difficultés que rencontrent les maîtres auxiliaires des établissements de second degré (premier et deuxième cycle), ceux ayant acquis une certaine ancienneté supportant mal, à juste titre, l'instabilité de leur emploi. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour résorber l'effectif de ces personnels auxiliaires en leur proposant des possibilités de rapide titularisation, au besoin par voie de concours interne, afin de leur réserver un pourcentage des postes à pourvoir tout en ayant des garanties quant à leurs compétences.

Enseignants (reclassement indiciaire des professeurs techniques adjoints de lycées techniques).

17462. — 1^{er} mars 1975. — **M. Spéna** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des professeurs techniques adjoints de lycées. Cette catégorie d'enseignants n'a pas encore bénéficié des mesures de revalorisation prises en faveur de l'ensemble du personnel de l'enseignement technologique alors que la revalorisation est effective pour les professeurs techniques adjoints de C. E. T. Il résulte de ce retard que le P. T. A. de C. E. T. reçu au concours de P. T. A. de lycée se retrouve dans la plupart des cas, compte tenu de la réduction prévue de son ancienneté, avec un salaire inférieur à celui qu'il percevait précédemment. L'enseignement donné est pourtant d'un niveau plus élevé puisque le P. T. A. de C. E. T. enseigne en vue du C. A. P., tandis que le P. T. A. de lycée enseigne en vue du baccalauréat de technicien. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour activer ce reclassement et dans quels délais.

Constructions scolaires (réalisation « en dur » du C. E. G. de Guémené-Penfao [Loire-Atlantique]).

17467. — 1^{er} mars 1975. — **M. Hunsault** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des élèves du collège d'enseignement général de Guémené-Penfao (Loire-Atlantique) dont l'établissement est constitué exclusivement de locaux précaires dont l'état de vétusté de certains semble non conforme aux règles élémentaires de la sécurité. Il lui demande: 1^o de faire procéder par ses services compétents à la visite de l'établissement, de façon à rassurer les parents d'élèves sur la sécurité de leurs enfants; 2^o de lui faire connaître la date à laquelle il compte débloquer les crédits pour la construction d'un nouvel établissement.

Handicapés (contingent spécial de postes de titulaires au C. N. T. E.).

17480. — 1^{er} mars 1975. — **M. Blary** demande à **M. le ministre de l'éducation** de bien vouloir faire réserver pour les handicapés physiques un contingent spécial de postes permettant leur titularisation au C. N. T. E. sans qu'ils aient déjà titulaires dans un établissement d'enseignement oral.

*Enseignement privé
(rétablissement et amélioration des aides de l'Etat).*

17487. — 1^{er} mars 1975. — **M. Peyret** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation de l'enseignement privé dans la conjoncture économique actuelle. Il lui demande que les mesures suivantes soient mises en œuvre afin que ne soient pas pénalisées les familles qui ont choisi cet enseignement au nom du principe de la liberté scolaire garantie par la Constitution : rétablissement de l'allocation scolaire en faveur des écoles sous contrat simple et réévaluation du forfait d'externat versé aux établissements sous contrat d'association ; prise en compte des revendications légitimes concernant la situation et la promotion des enseignants, directeurs d'écoles, instructeurs, maîtres auxiliaires ; participation de l'Etat au financement de la formation permanente des maîtres contractuels, conformément à la loi du 16 juillet 1971.

EQUIPEMENT

*Parkings (parking de Champigny inutilisé
depuis sa construction en 1966).*

17253. — 1^{er} mars 1975. — **M. Kalinsky** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur le fait que l'office de la ville de Paris a construit à Champigny, en 1966, un parking comprenant 1 500 places de stationnement qui n'est pas encore occupé ce jour. Les conséquences de cette situation, pour ne pas parler du gaspillage que représentent ces dizaines de millions de francs dépensés sans résultat, sont graves. D'une part, les habitants des immeubles construits sur la dalle (square Lullu, square Rameau, rue J.-Goujon, tour Rodin, square Charles-d'Orléans) éprouvent de grandes difficultés à garer leurs véhicules. D'autre part, le stationnement le long des voies, et bien souvent sur les trottoirs, empêche dans certains cas l'accès des services de sécurité, et en particulier des pompiers. Il y a là une grave menace pour la sécurité des habitants du quartier. L'occupation systématique de tous les espaces libres par les automobiles qui ne peuvent stationner empêche en outre les enfants de disposer des aires de jeux et des espaces indispensables. Il est urgent de mettre ce parking gratuitement à la disposition de la population afin de régler le problème de stationnement et de garantir la sécurité de la population. La situation présente, avec les dégradations d'un ouvrage abandonné et les interventions nécessaires périodiquement pour faire face aux incidents est finalement plus onéreuse que le gardiennage normal d'un parking ouvert au public. Il lui demande en conséquence : 1^o combien a coûté le parking et par quels moyens il a été financé ; 2^o s'il est exact que le parking doit être concédé à une société à but lucratif ; 3^o s'il est exact que de nombreuses aires de stationnement prévues au permis de construire n'ont pas été réalisées pour contraindre les locataires à louer une place dans le parking souterrain ; 4^o quelles dispositions il entend prendre pour mettre fin à ce gaspillage caractérisé.

*Logements sociaux (allègement des charges imposées aux locataires
et aux organismes gestionnaires).*

17306. — 1^{er} mars 1975. — **M. Gau** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur les difficultés de plus en plus grandes avec lesquelles les familles de condition modeste supportent les augmentations des charges et des loyers des logements dits sociaux, en particulier des H.L.M. Ces difficultés se trouvent aggravées du fait que de nombreux travailleurs occupant ces logements voient actuellement leur pouvoir d'achat réévalué par le chômage partiel, quand ils ne se trouvent pas privés de leur emploi. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour alléger les charges des intéressés ainsi que celles des organismes qui sont constitués pour la plus large part par le remboursement des prêts que leur consent la caisse des prêts des H.L.M., à des taux fixés par le Gouvernement.

*H. L. M. (octroi d'une subvention d'équilibre
à l'office d'H. L. M. d'Ivry).*

17356. — 1^{er} mars 1975. — **M. Gosnat** expose à **M. le ministre de l'équipement** que l'office d'H. L. M. d'Ivry rencontre d'énormes difficultés pour assurer l'équilibre budgétaire 1975, difficultés qui sont dues notamment aux mauvaises conditions de financement pour les H. L. M. et leurs équipements, aux incidences désastreuses de la T. V. A. sur le fonctionnement de l'office, à la dégradation du patrimoine en raison de l'impossibilité d'entreprendre les travaux nécessaires, à la majoration des charges financières, aux mauvaises conditions de travail du personnel et à l'insatisfaction des revendications posées, etc. Il lui rappelle que la population d'Ivry est une des plus pauvres de la région parisienne et que 75 p. 100 des locataires de l'office d'H. L. M. sont des ouvriers

ou employés, reflétant par là même la composition sociale de la ville. En outre, la majoration des loyers a atteint 217 p. 100 durant ces dix dernières années, entraînant des loyers beaucoup trop élevés par rapport aux ressources des locataires de l'office, ces derniers n'étant en aucun cas responsables de la politique d'inflation. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin qu'une subvention d'équilibre soit attribuée dans les plus brefs délais à l'office d'H. L. M. d'Ivry.

*Routes (remise en état de la route nationale 122
entre Aurillac et Sansac-de-Marmiesse).*

17359. — 1^{er} mars 1975. — **M. Pranchère** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur l'état de la route nationale 122, entre Aurillac et Sansac-de-Marmiesse (Cantal), état qui a été à l'origine de nombreux accidents au cours de cet hiver. En effet, en plusieurs endroits, la chaussée est déformée avec de nombreux nids de poule. Les bas-côtés sont défectueux. De plus, les eaux pluviales qui ruissellent des différents chemins riverains de la route nationale 122 inondent la chaussée. En période de gel, des plaques de glace ou de verglas se forment et rendent cette route très dangereuse. Dans la traversée de Sansac-de-Marmiesse, cette route est également en mauvais état. Il lui demande en conséquence quelles dispositions il compte arrêter pour faire entreprendre d'urgence les travaux qui s'imposent sur ce tronçon de la route nationale 122.

Automobiles

(réglementation et contrôle de la vente de voitures d'occasion).

17383. — 1^{er} mars 1975. — **M. Pierre Las** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur l'absence d'une législation permettant de donner les garanties nécessaires aux acheteurs de voitures d'occasion. La connaissance qu'il a eu d'un récent accident mortel, dont l'expertise dans ce qu'il restait du véhicule a permis de déceler une usure des freins à disques, l'autorise à souligner l'urgence et l'absolue nécessité d'un contrôle efficace des voitures achetées d'occasion. Il ne mésestime pas les difficultés relevées par **M. le secrétaire d'Etat** auprès du ministre de l'équipement lors de la discussion d'une question orale sur le contrôle des véhicules automobiles lors de la séance du 4 avril 1972 au Sénat, lorsque ce contrôle concerne les véhicules d'occasion et les véhicules accidentés. Toutefois, compte tenu des conséquences dramatiques qui peuvent découler des accidents de la route comme des incidences morales et matérielles qui en sont souvent le prolongement, il lui demande s'il peut envisager et mettre en œuvre sans tarder les dispositions permettant d'apporter aux acheteurs de voitures d'occasion le maximum de garantie que ceux-ci sont en droit d'attendre.

*Routes (tracé de l'autoroute A 71 après Bourges
et aménagement du réseau routier en Auvergne-Limousin).*

17415. — 1^{er} mars 1975. — **M. Vilion** signale à **M. le ministre de l'équipement** que le manque de décision en ce qui concerne le tracé de l'autoroute A 71, après Bourges, rend impossibles des décisions urgentes relatives au réseau routier de la région d'Auvergne, de la région Limousin et, en général, du Sud-Ouest. Il lui signale notamment que si le prolongement de l'autoroute A 71 allait en direction de Moulins, il faudrait très rapidement refaire la route nationale 144 qui se trouve dans un état lamentable alors qu'elle est actuellement la plus courte liaison avec Bourges et Paris. Il faudrait également refaire la route nationale 143 entre Montluçon et Clermont-Ferrand en la détournant, sur une partie de son parcours, du tracé actuel. Pour toutes ces raisons et aussi parce qu'elle désenclaverait la Creuse et le Limousin, le passage de l'autoroute A 71 près de Montluçon semble plus rationnel et aussi plus économique que sa prolongation vers Moulins et Vichy. En effet, dans ce dernier cas, il faudrait tout de même faire les dépenses sur la route nationale 144 et sur la route nationale 143, sinon Montluçon et Commentry seraient condamnés à une mort lente. Il lui demande, si une décision a été prise, de la faire connaître le plus rapidement possible.

*Autoroutes (accident survenu sur l'autoroute du Nord
le 24 février 1975 : mise en place d'un système de prévention).*

17419. — 1^{er} mars 1975. — **M. Legrand** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur l'accident de l'autoroute du Nord entre Bapaume et Hénin-Beaumont, survenu le 24 février 1975, qui a fait trois morts et dix-neuf blessés. La cause principale de cette nouvelle tragédie sur l'autoroute du Nord est due au brouillard et à l'insuffisance de signalisation et de moyens de prévention.

Il semble qu'en cas de brouillard ne permettant pas une circulation assurant la sécurité pourrait être prise une décision de fermeture de certains tronçons de l'autoroute. Cette prévention a été mise au point avec efficacité dans plusieurs pays. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire de prendre de toute urgence des mesures pour assurer plus de sécurité aux usagers de l'autoroute du Nord.

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17440. — 1^{er} mars 1975. — **M. Robert-André Vivien** demande à **M. le ministre de l'équipement** de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affecté à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et, éventuellement, la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

INDUSTRIE

Sociétés pétrolières (implication du Gouvernement dans des compagnies de presse mettant en cause la commission d'enquête parlementaire).

17243. — 1^{er} mars 1975. — **M. L'Huillier** rappelle à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** que, selon les déclarations de **M. le rapporteur** de la commission d'enquête parlementaire sur les activités pétrolières à la tribune de l'Assemblée nationale, le 18 décembre 1974, « une campagne d'insinuations et de ragots débutant dans une lettre confidentielle et étalée dans le *Journal du Dimanche*, reprise ensuite par quelques vecteurs de presse de droite, et aussi, à sa grande stupéfaction, par le magazine *l'Economie* a été menée, mettant en cause la sérieux des travaux de la commission, les fonctionnaires de l'Assemblée nationale, les règles de fonctionnement des commissions d'enquête, l'observation du secret et accusant en bref la commission d'avoir été manipulée de A à Z par un parti d'opposition, selon certains, par les Arabes ou Michel Jobert, selon les autres » (*Journal officiel*, Débats parlementaires n° 105, du 19 décembre 1974, p. 8049). Que (même *Journal officiel*, même page), l'article paru dans le *Journal du Dimanche* du 10 novembre 1974 commençait par ces termes : « Selon les milieux gouvernementaux... » Que **M. le rapporteur** a considéré à juste titre comme peu satisfaisante la réponse suivante qui a été faite à une question écrite posée par un membre de l'Assemblée nationale : « un rapport a été déposé par une commission parlementaire d'enquête. Il s'agit là d'une prérogative parlementaire à propos de laquelle le Gouvernement n'a aucun commentaire à formuler » (même *Journal officiel*, même page). Qu'il a dû ensuite déplorer le silence opposé par le Gouvernement (même *Journal officiel*, p. 8074) à la question précise qu'il lui avait posée en ces termes : « Je voudrais que vous me répondiez sur ce point, et, si votre réponse est négative, comme je l'espère, je voudrais que vous me disiez qu'elles sont les mesures que vous comptez prendre à l'encontre du *Journal du Dimanche* qui aurait dans ce cas publié une information dont il aurait abusivement attribué la paternité au Gouvernement » (même *Journal officiel*, p. 8049). Il lui demande : 1° si le Gouvernement a fait procéder à une enquête sur l'affirmation selon laquelle les insinuations et les ragots contenus dans la presse mentionnée par **M. le rapporteur** étaient d'origine gouvernementale ; 2° si le Gouvernement a pu déceler ou non que ces journaux avaient été inspirés par une source gouvernementale ; 3° dans l'affirmative, quelles sanctions a-t-il prises ; 4° dans la négative, les raisons qui l'ont amené à ne pas faire connaître publiquement sa protestation contre les journaux ayant abusivement attribué la paternité de ces insinuations et de ces ragots au Gouvernement.

Hydrocarbures (protection des gérants libres contre les agissements des compagnies pétrolières).

17244. — 1^{er} mars 1975. — **M. L'Huillier** expose à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** que, selon **M. le rapporteur** de la commission d'enquête parlementaire sur les activités pétrolières, « il est clair que les compagnies pétrolières ont abusé de leur situation de position dominante pour imposer aux gérants libres une série d'obligations illégales et que sanctionnées par les tribunaux, elles refusent d'en tirer les conséquences ». En effet, les compagnies pétrolières n'ont jamais reconnu l'applicabilité de la loi du 21 mars 1941 dont les dispositions devraient s'appliquer aux gérants libres mais ont fait approuver un protocole d'accord qui reste insuffisant sur de nombreux points. En ce qui concerne la répartition de la marge de distribution, et malgré un accord de l'union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole, les gérants libres n'ont pu obtenir la totalité de l'augmentation de la marge de distribution intervenue en 1968. Pour ce qui est de

l'affaire dite « des bons grands routiers », il est à noter que certaines compagnies et notamment Elf et Total, amputaient, jusqu'au protocole d'accord interprofessionnel intervenu le 27 avril 1973, une partie de marge de distribution alors que le gérant libre aurait dû en percevoir la totalité. Une dernière mesure prise par les sociétés pétrolières en septembre 1974 est venue aggraver encore la situation des gérants libres. Depuis cette date, ceux-ci ne se voient plus accorder les délais habituels de règlements, mais doivent, à la livraison, remettre un chèque certifié ce qui peut s'apparenter dans certains cas à un véritable refus de fourniture. Il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour que la proposition de loi déposée par le groupe communiste tendant à instituer un statut des gérants libres soit examinée par l'Assemblée nationale ; 2° pour que les décisions des tribunaux, des cours d'appel et de cassation, tant en ce qui concerne la loi du 21 mars 1941 que les marges de distribution, soient enfin appliquées par les sociétés pétrolières.

Pétrole (statistiques depuis le 1^{er} janvier 1974 sur le coût d'accès au brut des compagnies).

17246. — 1^{er} mars 1975. — **M. Duroméa** rappelle à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** que dans la réponse rédigée par l'union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole, publiée le 5 décembre 1974, au rapport de la commission parlementaire d'enquête sur les sociétés pétrolières, il est indiqué que les compagnies pétrolières « ont toujours tenu au courant leur administration de tutelle des détails des différents accords définissant contractuellement avec chaque Etat producteur les quantités des différents types de brut (concession et participation) enlevées ». Il lui demande de bien vouloir publier les indications qui lui ont été fournies par les compagnies pétrolières opérant en France sur leur coût d'accès au brut ou le coût d'accès au brut de leur maison mère, ces renseignements devant être ventilés compagnie par compagnie, pays par pays, selon les qualités d'huiles, et trimestre par trimestre depuis le 1^{er} janvier 1974.

Imprimerie (licenciement collectif des employés de l'imprimerie Chaufour de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne)).

17286. — 1^{er} mars 1975. — **M. Franceschi** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur la situation des 235 employés de l'imprimerie Chaufour à Vitry-sur-Seine qui viennent de faire l'objet d'une mesure de licenciement collectif. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour permettre la remise en route rapide de cette entreprise avec son personnel compte tenu que celle-ci, de par son matériel et la qualification professionnelle de l'ensemble de ses employés, répond parfaitement aux besoins du marché.

Industrie du bâtiment (difficultés résultant pour les petites entreprises de la hausse des prix des produits de base et des taux des prêts bancaires).

17291. — 1^{er} mars 1975. — **M. Houël** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur la situation d'un groupement d'intérêt économique du bâtiment auquel les hausses des produits de base du bâtiment et l'augmentation du taux des prêts bancaires posent des problèmes particuliers comme à la plupart des petites et moyennes entreprises du bâtiment. Pour assurer la survie de ces entreprises, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour assurer l'arrêt des hausses des produits de base du bâtiment et l'obligation pour les banques d'assurer le financement des prêts sociaux et le déblocage de sommes dans des délais normaux. Il lui demande également comment il entend mettre fin aux tracasseries et discriminations à l'encontre des petites entreprises, et notamment en ce qui concerne celles comme le groupement cité plus haut et pour que leur dossier relatif à la caution bancaire soit étudié sérieusement en non repoussé systématiquement.

Emploi (maintien de l'activité d'une entreprise de Bourg-en-Bresse (Ain) occupée par les travailleurs).

17292. — 1^{er} mars 1975. — **M. Houël** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur la situation d'une entreprise sise à Bourg-en-Bresse (Ain). Depuis le début de l'année, les cinquante travailleurs de l'entreprise occupent l'usine pour s'opposer à sa fermeture consécutive au dépôt du bilan. Une solution paraît actuellement possible, qui assurerait l'emploi des travailleurs et la poursuite de l'activité de l'entreprise sous la forme d'une coopérative ouvrière, si des mesures sont prises pour aider à l'épouement du passif et au redémarrage de l'usine. Il lui demande ce qu'il compte faire en ce sens.

Electricité (relèvement du plafond de puissance brute soumise à la simple autorisation préfectorale).

17298. — 1^{er} mars 1975. — **M. Cobanel** rappelle à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche**, que, par application du décret n° 60-619 du 20 juin 1960 modifiant une série de textes antérieurs, le captage des forces hydrauliques a lieu sous le simple régime de l'autorisation préfectorale pour des puissances brutes ne dépassant pas 500 kW et sous le régime de la concession pour les puissances supérieures à ce chiffre. Il lui souligne que si l'autorisation préfectorale s'obtient rapidement, deux à trois mois ordinairement après le dépôt de la demande, par contre le régime de la concession ne peut être accordé qu'au terme d'une enquête qui dépasse généralement deux ans et peut atteindre huit années. Il attire son attention sur le fait que si la loi fondamentale de 1919 avait très justement fixé le régime de l'autorisation préfectorale à 500 kW maximum en raison de la faible consommation d'électricité à l'époque, ce texte est aujourd'hui totalement anachronique, la puissance installée d'un foyer représentant facilement 15 à 20 kW, soit l'éclairage total au lendemain de la première guerre mondiale d'un petit village de montagne. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable que ce plafond de 500 kW de puissance brute (qui correspond en fait à une puissance effective de 350 kW) soit relevé à 2 000 kW, ce qui permettrait d'équiper rapidement plusieurs centaines de sites qui ont besoin d'une puissance électrique comprise entre 500 et 2 000 kW.

Pétrole (prix moyens du brut et effets des fluctuations sur les prix des produits raffinés).

17331. — 1^{er} mars 1975. — **M. Charles Bignon** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** de bien vouloir lui faire connaître le prix moyen du pétrole brut en dollars et en francs en janvier 1973, 1974 et 1975. Il aimerait savoir quel a été l'effet de la baisse du cours du dollar sur le prix de nos approvisionnements. Enfin, il demande aussi à savoir si la baisse du fret et de certains prix de production à la sortie des puits a une incidence sur le prix du produit raffiné en France. Il demande enfin pourquoi des hausses ont été accordées sur les produits noirs alors que les effets indiqués ci-dessus se cumulent dans le sens de la baisse.

Etablissements scolaires (maintien des sections chaudronnerie et mécanicien d'usinage à l'école technique de la S.N.E.C.M.A. à Corbeil-Essonnes).

17366. — 1^{er} mars 1975. — **M. Combrisson** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur le projet de suppression des sections chaudronnerie et mécanicien d'usinage de l'école technique de la S.N.E.C.M.A. à Corbeil-Essonnes. Ce projet, s'il était mis en application comme prévu à la rentrée 1975, aurait comme conséquence : 1° dans l'immédiat, la suppression d'emplois pour le personnel enseignant de l'école ; 2° la diminution des possibilités de formation technique dans le département, qui se trouve déjà dans ce domaine en état de sous-développement, le nombre de C.E.T. étant très insuffisant, alors que de nombreux jeunes se présentent sur le marché du travail sans aucune formation et deviennent ainsi chômeurs avant d'avoir même occupé un emploi ; la S.N.E.C.M.A. rencontre des difficultés pour recruter sur place le personnel qualifié nécessaire. Il lui demande, en conséquence, quelles dispositions il compte prendre pour assurer le maintien de toutes les sections de formation technique de l'école en question.

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17441. — 1^{er} mars 1975. — **M. Robert-André Vivien** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel, que ses services ont affecté à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et, éventuellement, la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

Aménagement du territoire (conclusions de la commission chargée d'étudier l'implantation d'unités industrielles en milieu rural).

17453. — 1^{er} mars 1975. — Après la présentation à la presse le 6 janvier dernier du rapport de la commission créée en novembre 1973 pour étudier les problèmes posés par l'implantation d'unités industrielles en milieu rural, **M. Besson** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** : 1° dans quelles conditions les parlementaires peuvent se procurer ce document ; 2° quelles conclusions il retient de ce rapport ; 3° quelles mesures il compte prendre pour faciliter l'implantation et le développement de petites et moyennes entreprises rurales.

INTERIEUR

Personnel de police (prise en charge des frais consécutifs aux accidents du travail).

17213. — 1^{er} mars 1975. — **M. Haesebroeck** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la situation des personnels de la police nationale. Ces personnels souhaitent en effet que certaines décisions favorables soient prises à leur égard en ce qui concerne la charge qu'ils doivent supporter lorsqu'ils sont victimes d'accidents du travail. De plus, il apparaît qu'ils doivent faire en ces circonstances l'avance de frais importants. Il lui demande s'il n'estime pas devoir intervenir auprès de son collègue, **M. le ministre de l'économie et des finances**, pour qu'une solution favorable intervienne en leur faveur.

Personnel de police (conditions de recrutement et formation professionnelle des gardiens de la paix).

17226. — 1^{er} mars 1975. — **M. Barberot** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que, conformément au vœu exprimé par certaines organisations professionnelles de la police nationale, il semble souhaitable de prendre un certain nombre de mesures afin de revaloriser la fonction des membres de la police, en renforçant notamment les conditions à remplir pour l'entrée dans cette profession et en améliorant la formation professionnelle. Dans la plupart des professions, il est exigé un certificat d'aptitudes professionnelles obtenu au bout de trois ans de formation. Il ne semble pas normal qu'un gardien de la paix, étant donné ses responsabilités et le rôle qu'il joue dans la vie publique, ne reçoive pas une formation au moins équivalente à celle qui est donnée dans la plupart des professions techniques. Si l'on veut créer des vocations parmi les jeunes, si l'on veut s'assurer de leur moralité et d'un niveau intellectuel suffisant, il convient de remplacer la formation accélérée qui est donnée actuellement par une véritable formation professionnelle et d'envisager notamment la création d'une école des cadets de la police. Il lui demande de bien vouloir préciser ses intentions dans ce domaine.

Finances locales (évolution défavorable des soldes financiers des collectivités locales par rapport à ceux de l'Etat).

17231. — 1^{er} mars 1975. — **M. Boulay** indique à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que selon le tableau figurant à la page 25 du document annexé au rapport économique et financier afférent au projet de loi de finances pour 1975 (pages jaunes du document parlementaire n° 1180), le solde financier des administrations a atteint 11 418 millions de francs en 1974, soit 5 394 millions de francs de plus qu'en 1973. Selon le tableau, le solde de l'Etat reste largement positif, passant de 7 709 millions de francs en 1973 à 13 284 millions de francs en 1974. Celui de la sécurité sociale est également positif et s'est accru en 1973. En revanche, le solde des collectivités locales est négatif et il s'est accru en 1974, passant de - 5 883 millions de francs à - 7 716 millions de francs. Cette évolution défavorable du solde financier des collectivités locales traduit les difficultés croissantes des collectivités pour financer leurs dépenses de fonctionnement et d'investissement. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître : 1° quelles sont les causes de cette situation et de cette évolution défavorable du solde financier des collectivités locales et quelles sont les causes de la situation et de l'évolution favorable du solde financier de l'Etat ; 2° s'il n'estime pas qu'en accordant dès 1974 le supplément de V.R.T.S. devant revenir aux collectivités au titre de l'exercice 1974 — et qu'on peut évaluer à 1,8 milliard de francs —, qu'en majorant les subventions de l'Etat à hauteur de l'inflation constatée en 1974, soit une majoration de 1 milliard de francs, et en remboursant la T.V.A. perçue sur les collectivités locales, soit 5 milliards de francs, le solde financier des collectivités locales aurait pu être équilibré sans rendre pour autant négatif celui de l'Etat ; 3° quelles mesures il compte prendre pour que le solde financier des collectivités locales en 1975 soit positif ou, au minimum, équilibré.

Régions (extension de leurs attributions et transfert de ressources fiscales).

17232. — 1^{er} mars 1975. — **M. Boulay** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, qu'en vertu de l'article 4-III (1°) de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972, l'établissement public régional exerce « les attributions intéressant le développement régional que l'Etat lui confie dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat ». Le même article 4-III et l'article 19 de ladite loi prévoient que ce transfert d'attributions entraîne le transfert des ressources correspondantes. Or, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 5 juillet 1972 soit le 1^{er} octobre 1973, aucun transfert de cette nature n'est encore intervenu, de sorte que les pouvoirs des conseils régionaux sont

très largement illusoire tandis que leurs rares actions nécessitent le vote d'impositions supplémentaires. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître s'il envisage de demander à chacune des commissions spécialisées du VII^e Plan d'élaborer une liste de propositions relatives aux attributions actuellement exercées par l'Etat et qui pourraient être exercées par les conseils régionaux, cette liste pouvant comporter une partie commune à l'ensemble des régions et des variantes propres à chacune des régions et fonction de leurs caractéristiques et des préoccupations exprimées par les assemblées locales et régionales.

Sapeurs-pompiers

(gratuité du logement pour les officiers de sapeurs-pompiers).

17258. — 1^{er} mars 1975. — **M. Jourdan** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que l'article 104 du décret n° 53-170 du 7 mars 1953 prévoit pour les sapeurs-pompiers le logement en caserne, ainsi que le chauffage et l'éclairage, dans la limite des locaux disponibles. Le manque d'officiers professionnels et l'avantage en nature attribué par la commune ou le département à ceux bénéficiant du logement aggrave les difficultés de recrutement pour les collectivités n'offrant pas les mêmes avantages. Il lui demande si, pour permettre un recrutement judicieux, il n'envisage pas d'accorder aux officiers (particulièrement les chefs de corps), le bénéfice du logement gratuit.

Contribution mobilière (exonération au profit des rapatriés bénéficiaires de l'allocation viagère par référence aux allocataires du F. N. S.)

17269. — 1^{er} mars 1975. — **M. Médecin** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur les avantages accessoires qui s'attachent à la perception de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, créée par la loi n° 56-639 du 30 juin 1956. La loi de finances pour 1968, n° 67-114, du 21 décembre 1967, stipule notamment, dans son article 17-I, que les bénéficiaires de l'allocation supplémentaire sont dégrevés d'office de la contribution mobilière afférente à leur habitation principale, lorsqu'ils occupent cette habitation dans les conditions prévues aux articles 1431 à 1446 inclus du code général des impôts. Par contre, les rapatriés qui perçoivent l'allocation viagère prévue par la loi de finances n° 63-628 du 2 juillet 1963 rectificative pour 1963, portant maintien de la stabilité économique et financière, se voient exclus de la liste des bénéficiaires des exonérations totales de la contribution mobilière, alors même que cette allocation viagère est accordée par référence aux taux et aux critères retenus pour l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. Il lui demande donc quelles dispositions il envisage de prendre pour que les mêmes avantages puissent être accordés à toutes les personnes disposant d'un montant identique de revenus, conformément aux principes de solidarité nationale et d'égalité des citoyens devant la loi.

Personnel de police (insuffisance

d'emplois nouveaux de cadres administratifs et techniques).

17289. — 1^{er} mars 1975. — **M. Garcin** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur la situation des cadres administratifs et techniques de la police nationale. Le budget pour 1975 ne comporte pour ces fonctions qu'un renforcement de l'ordre de 230 emplois nouveaux alors que le plan adopté en 1972 impliquait la nécessité de créer 1 000 postes annuellement durant les quatre prochaines années. Ce n'est pas par le recrutement de vacataires qu'une solution équitable sera apportée à ce problème d'effectifs. C'est pourquoi il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que les engagements du Gouvernement en ce domaine soient respectés et pour que dans l'immédiat il engage des négociations qui permettraient de donner aux personnels administratifs et techniques la place qui leur revient dans la police nationale.

Electricité (contribution des communes de plus de 2 000 habitants au fonds d'amortissement des charges d'électrification).

17335. — 1^{er} mars 1975. — **M. Jacques Legendre** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que l'arrêté du 10 juillet 1954 oblige les régies électriques communales de plus de 2 000 habitants à verser au fonds d'amortissement des charges d'électrification une contribution de 3,80 p. 100 sur les recettes nettes, alors que les communes rurales ne paient que 0,75 p. 100 de cotisation et peuvent bénéficier d'une dotation de la péréquation. Il comprend et partage le souci d'aider particulièrement les petites communes aux prises avec des difficultés. Néanmoins, une telle différence de traitement est vivement ressentie surtout quand elle frappe des communes aux ressources modestes, dépassant à peine les 2 000 habitants. Il demande, en conséquence, si des études sont poursuivies pour mettre un terme à ce qui peut sembler une anomalie.

Police (insuffisance des effectifs pour assurer la surveillance aux entrées des écoles à Corbeil-Essonnes).

17365. — 1^{er} mars 1975. — **M. Combrisson** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur un tragique accident qui s'est produit à la sortie d'une école maternelle à Corbeil-Essonnes, à la suite duquel un enfant de quatre ans a trouvé la mort. La municipalité de Corbeil-Essonnes ne cesse de réclamer l'augmentation des effectifs de police pour assurer la sécurité aux entrées et sorties des écoles de la ville. En effet, le district de police, notamment depuis son installation à Evry, n'est pas pourvu d'effectifs suffisants. Cette situation est intolérable et risque de s'aggraver encore en raison des besoins que crée l'urbanisation de la région. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre afin que toutes les écoles de Corbeil-Essonnes puissent bénéficier d'un service normal de surveillance d'entrée et de sortie des élèves, afin que de tels drames ne se reproduisent plus.

Police (amélioration de la protection sociale des fonctionnaires des services actifs victimes d'accidents du travail ou placés en position de congé maladie).

17377. — 1^{er} mars 1975. — **M. Abadie** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur les difficultés rencontrées par certains fonctionnaires des services actifs de la police nationale, victimes d'accidents du travail ou placés dans une situation pécuniaire désavantageuse pendant leurs congés de maladie. Le code de la sécurité sociale, dans son article 415, précise : « Est considéré comme accident du travail, quelle qu'en soit la cause, l'accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail à toute personne salariée ou travaillant à quelque titre que ce soit ou en quelque lieu pour un ou plusieurs employeurs ou chefs d'entreprise ». Or, en province, un grand nombre d'accidentés sont obligés de faire l'avance des frais médicaux et ce n'est que de nombreux mois après qu'ils obtiennent le remboursement. Pour d'autres, la gratuité des soins n'est pas attribuée alors qu'elle aurait dû l'être, toutes les conditions de l'article précité étant remplies. Afin d'apporter une solution rapide, il serait souhaitable que la gestion des accidents du travail et de leurs séquelles soit confiée aux sociétés mutualistes des fonctionnaires des centres de sécurité sociale, conformément aux positions des codes de la mutualité et de la sécurité sociale, ce qui à notre avis allégerait les tâches des secrétaires généraux pour l'administration de la police. Sur propositions du Gouvernement, les assemblées parlementaires se sont récemment prononcées pour l'extension de la sécurité sociale à tous les Français. Malheureusement, les disparités existent encore chez certaines catégories de fonctionnaires : commandants de groupement par exemple, qui ne bénéficient pas des avantages prévus par l'article 23 du décret n° 68-70 du 24 janvier 1968. Etant en position de congé de maladie, ils passent en demi-traitement au-delà du troisième mois. Il résulte de l'application des textes en vigueur que la protection sociale est inégale et mérite à nouveau d'être examinée.

Garages (suppression d'un garage, rue de Chaillot, à Paris (16^e)).

17398. — 1^{er} mars 1975. — **M. Stehlin** attire, une fois de plus, l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur la question cruciale des garages dans le 16^e arrondissement de Paris, en particulier, et dans la capitale en général. Après la disparition de plusieurs garages ces dernières années, qui a eu pour conséquence de faire stationner des milliers de voitures de plus dans la rue, voilà que, de nouveau, un important garage, rue de Chaillot, disposant de 300 places, va être supprimé. Il lui demande si l'octroi d'un permis de construire un immeuble à usage hospitalier, de bureaux, d'habitation ou autre, au lieu et place d'un garage, ne devrait pas être subordonné à l'obligation préalable d'une solution de remplacement du remisage des voitures. Il est reconnu que le stationnement des voitures dans la rue est une des causes principales des difficultés de la circulation. Ne conviendrait-il pas que les pouvoirs publics portent remède à ce mal plutôt que d'autoriser son extension, faute, selon l'expression d'un ancien préfet de police de Paris, d'une « politique hardie des garages ».

Tourisme (Corse : communes bénéficiaires des allocations instituées au profit des communes touristiques, thermales et des stations nouvelles).

17407. — 1^{er} mars 1975. — **M. Zuccarelli** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur la situation des communes de Corse au regard des allocations instituées au profit des communes touristiques et thermales et des stations nouvelles par l'article 43 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966. Il lui fait observer qu'en 1974 les attributions effectuées en Corse n'ont inté-

ressé que 11 communes sur un total de 797 communes classées dans l'ensemble des départements métropolitains. Aucune commune corse n'a été classée « station nouvelle ». Enfin, sur un montant total d'allocations supérieur à 167 millions de francs, les communes corses n'ont reçu que 836 825 francs. Ceci paraît d'autant plus anormal que non seulement la vocation touristique de la Corse n'est pas contestée, mais encore une partie de l'action des pouvoirs publics vise à organiser le tourisme en Corse. En outre, les départements voisins paraissent infiniment mieux traités : dix-neuf communes sont classées dans les Alpes-de-Haute-Provence, qui comptent également trois stations nouvelles, trente-sept communes et un groupement bénéficient du classement dans les Hautes-Alpes, qui comptent également dix communes et un groupement en stations nouvelles, trente-trois communes enfin sont classées dans les Alpes-Maritimes où les seules villes de Cannes, Antibes, Menton et Nice reçoivent plus de 7 100 000 francs. Dans ces conditions, il lui demande : 1^{er} pour quels motifs la Corse ne bénéficie pas d'une plus large application de l'article 43 précité, tant en ce qui concerne le nombre des communes classées que le montant des allocations versées ; 2^o dans l'hypothèse où aucune autre commune que celles qui sont déjà classées ne répondrait aux critères réglementaires retenus pour le classement, quelles mesures il compte prendre pour les modifier afin de les appliquer à la situation de la Corse qui, bien qu'étant une région très touristique, ne semble pas être considérée à ce titre pour l'application de l'article 43 de la loi du 6 janvier 1965.

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17442. — 1^{er} mars 1975. — M. Robert-André Vivien demande à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affecté à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et, éventuellement, la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

Aménagement du territoire (versement de la subvention de 1974 au comité régional d'expansion économique Languedoc-Roussillon-Cévennes).

17454. — 1^{er} mars 1975. — M. Sénès appelle l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, exerçant les attributions relatives à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, sur le versement de la subvention au titre de l'année 1974 aux comités régionaux d'expansion économique et, en particulier, au comité régional d'expansion économique Languedoc-Roussillon-Cévennes. Il rappelle la promesse de M. le ministre Alain Peyrefitte et de M. le délégué Jérôme Monod lors du congrès du C. N. E. R. P. à Viehy, en octobre 1973, sur le maintien intégral des subventions en 1974. Il ajoute que, par dépêche ministérielle n° 735 du 15 mars 1974, le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme précisait au préfet de région, dans des termes identiques à ceux des années antérieures, que la subvention pour l'année 1974 serait reconduite à son montant de l'année précédente. Il précise que le dossier demandé a été fourni dès le 4 avril 1974 et que c'est seulement six mois après que, malgré les instructions du ministre, une subvention amputée de plus de 60 p. 100 a été mandatée au profit du comité régional d'expansion (10 000 francs au lieu de 26 200 francs). Le 20 décembre 1974, il a saisi par lettre le préfet de région afin qu'il fasse procéder au versement du reliquat ; cette lettre est restée sans réponse. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer les instructions qu'il compte donner afin que soient respectées les décisions de ses prédécesseurs en vue du versement au comité régional d'expansion économique Languedoc-Roussillon-Cévennes de la totalité de la subvention qui lui a été attribuée pour son fonctionnement.

Travailleurs immigrés (amélioration de la législation applicable aux travailleurs originaires des Etats d'Afrique noire).

17457. — 1^{er} mars 1975. — M. Poperen appelle l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, sur la circulaire du 30 novembre 1974 qui a modifié la réglementation concernant les travailleurs originaires des Etats d'Afrique noire anciennement sous administration française. A côté d'un certain nombre de points positifs, certaines lacunes subsistent dans cette législation, et notamment : l'attribution à ces travailleurs d'une simple carte de résident « ordinaire » limite leur droit de circulation à un département ou à une région, ce qui peut être considéré comme une atteinte aux droits acquis, cette carte de résident « ordinaire » n'autorise qu'une absence maximum de trois mois du territoire français, ce qui pose un problème évident lorsque ces travailleurs veulent rentrer dans leur pays après avoir économisé depuis plusieurs années le prix élevé du billet. Les délais de mise en application

de cette circulaire de trois mois seulement paraissent trop brefs pour que les travailleurs concernés puissent en connaître les termes. De plus, un certain nombre de travailleurs en congé dans leur pays ne rentreront pas avant le 31 mars et la question se pose de savoir s'ils seront refoulés à leur retour en France. Comme la précédente circulaire Fonlanet, la circulaire de novembre 1974 impose aux travailleurs d'Afrique noire le pointage au commissariat de police qui n'est pas un endroit particulièrement équipé pour l'accueil des immigrés. Enfin, la possibilité de faire venir leur famille n'est toujours pas aussi largement ouverte qu'il le faudrait aux travailleurs immigrés essentiellement pour des problèmes de logement. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour améliorer la législation sur les points évoqués ci-dessus et pour permettre que ces travailleurs étrangers qui concourent pour une large part à la croissance économique française, ne soient pas accueillis dans des conditions dont notre pays n'aurait pas à se vanter.

Maisons des jeunes et de la culture (sort réservé à celle de Paris (8^e), 53, rue de Courcelles).

17465. — 1^{er} mars 1975. — Dans une précédente question portant le numéro 15161 en date du 28 novembre 1974, M. Frédéric-Dupont a demandé à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, s'il comptait maintenir la maison de jeunes et de la culture du 8^e arrondissement se trouvant 53, rue de Courcelles. Dans sa réponse publiée au *Journal officiel* du 15 février 1975, M. le ministre de l'intérieur semble avoir confondu cette maison de jeunes et de la culture et l'ancien stade autrefois réservé à la police et aujourd'hui supprimé. En conséquence, le parlementaire susvisé demande à M. le ministre de l'intérieur s'il compte bien maintenir la maison de jeunes et de la culture du 8^e arrondissement, 53, rue de Courcelles, et si, dans un arrondissement qui est le plus pauvre de Paris en équipements sportifs, il ne prévoit pas d'en augmenter la superficie. Les jeunes du 8^e arrondissement sont très attachés à cette maison de jeunes et de la culture.

Finances locales (octroi d'une subvention aux communes de l'Ariège gravement lésées par les dégrèvements d'impôts locaux accordés à certaines entreprises).

17478. — 1^{er} mars 1975. — M. Gilbert Faure expose à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, la situation difficile dans laquelle se trouvent certaines communes qui, par suite du « dégrèvement » d'impôt accordé à certaines entreprises, privées ou nationalisées, ont vu sérieusement augmenter l'effort exigé de leurs contribuables. Dans le département de l'Ariège, notamment en montagne, non seulement l'augmentation ainsi demandée est trop importante pour être supportée par ces contribuables dont les ressources sont très modestes mais elle rend très difficile, sinon impossible, la confection du budget pour cette année et celles à venir, surtout si les communes doivent faire face au remboursement de nouvelles annuités d'emprunt. De plus, à un moment où le chômage sévit chaque jour davantage, tous les investissements prévus sont dangereusement menacés et risquent fort d'être arrêtés. Une telle situation nouvellement créée étant incompatible avec la politique d'aide à la montagne que le Gouvernement prétend mener par ailleurs, il lui demande si une subvention ne pourrait pas être accordée par l'Etat à chacune des communes ainsi placées dans ce cas qu'elle n'a ni voulu ni souhaité mais qu'elle est obligée de subir.

Communes (revendications formulées à la commission nationale paritaire du personnel communal).

17481. — 1^{er} mars 1975. — M. Nolebart indique à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, que selon les informations qui lui ont été communiquées les représentants du syndicat Force ouvrière à la commission nationale paritaire du personnel communal auraient demandé le 13 novembre 1974 l'intervention des mesures suivantes : 1^o suppression des auxiliaires par leur titularisation ; 2^o création du comité national des œuvres sociales ; 3^o attribution au personnel communal de la prime de service ; 4^o création d'emplois nouveaux permettant aux communes de faire face à leurs activités actuelles ; 5^o reclassement des contremaîtres ; 6^o reclassement des emplois qu'elle avait demandé lorsqu'elle a examiné la réforme des catégories C et D ; 7^o examen rapide de tous les textes relatifs au personnel communal ; 8^o prise en considération des avis de la C. N. P. ; 9^o application dans des délais très brefs des dispositions prises en faveur des agents homologués de l'Etat ; 10^o octroi aux responsables syndicaux des facilités nécessaires à l'exercice de leur mandat. Selon les informations d'origine syndicale, le représentant du ministère de l'intérieur à cette commission aurait donné son accord à cette liste de revendications. Il lui demande s'il n'estime pas devoir lui confirmer cet accord.

JUSTICE

Etat civil (réduction des extraits de naissance des personnes remariées après divorce).

17198. — 1^{er} mars 1975. — M. Muller attire l'attention de M. le ministre de la justice sur le problème posé par la délivrance d'extraits de naissance aux personnes mariées et divorcées plusieurs fois dans leur existence. Leur extrait de naissance comporte en effet toutes les mentions de mariage et de divorce (art. 198 nouveau, art. 430 nouveau de l'instruction générale relative à l'état civil). Dans certains cas les intéressés souhaitent, pour des raisons bien compréhensibles, que seul le dernier mariage avec la mention du divorce figure sur l'extrait. Il lui demande si cette dérogation aux instructions lui paraît possible et dans quelles conditions.

Etat civil (établissement des fiches d'état civil des étrangers).

17199. — 1^{er} mars 1975. — M. Muller attire l'attention de M. le ministre de la justice sur les difficultés que continue de soulever l'établissement des fiches d'état civil. Ses services constatent journalièrement que la réglementation sur les fiches d'état civil, après plus de vingt années d'existence, est encore loin d'avoir atteint ses objectifs de « simplification administrative ». La fiche d'état civil aurait même tendance, dans certains cas, à devenir source de « complications administratives ». Il en est ainsi pour les étrangers, presque tous démunis des documents indispensables pour la certification des fiches d'état civil. Que se passe-t-il dans ce cas. Les services des mairies constatent tout d'abord que les autres administrations ont tendance, dès que des difficultés se présentent, à envoyer les intéressés en mairie. Le fonctionnaire chargé de la certification de la fiche peut, comme c'est son devoir, appliquer strictement la réglementation. Il demande alors à l'étranger de produire son extrait de naissance traduit par un traducteur juré ou son livret de famille également traduit dans les mêmes formes et en plus accompagné du certificat de coutume prévu par l'article 623 nouveau de l'instruction générale relative à l'état civil. Par contre, le fonctionnaire refusera toute autre pièce telle que : carte de séjour, carte d'identité étrangère, passeport, livret de famille ou extrait non traduit, fiche d'état civil établie en Algérie ou par une autre mairie. Dans la très grande majorité des cas, ce fonctionnaire refusera donc de certifier les fiches d'état civil et laissera le ressortissant étranger en butte à de multiples tracasseries administratives. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en vue de remédier aux difficultés de plus en plus importantes rencontrées par les travailleurs immigrés dans ce domaine, afin de faire appliquer dans la pratique les intentions généreuses de M. le Président de la République à leur égard.

Etat civil (déclarations d'enfants présentement sans vie).

17202. — 1^{er} mars 1975. — M. Muller attire l'attention de M. le ministre de la justice sur les conséquences nées de l'application des dispositions du code civil concernant les enfants présentement sans vie au moment de la déclaration à l'état civil. Il rappelle que ce problème a déjà été soulevé à plusieurs reprises et que, dans la réponse à la question n° 12821 (*Journal officiel* du 18 juillet 1970), il avait pris l'engagement de mettre à l'étude une réforme du décret de 1906. Il lui demande si cette étude a abouti et, dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions.

Logement (amélioration du statut de la copropriété des immeubles).

17210. — 1^{er} mars 1975. — M. Lafay rappelle à M. le ministre de la justice qu'en répondant les 4 et 11 mai 1974 aux questions écrites n° 8549 et 9330 des 16 février et 9 mars 1974 son prédécesseur lui donnait acte de ce que le statut de la copropriété des immeubles bâtis, tel que le définit la loi n° 65-537 du 10 juillet 1965, ne permettait pas de résoudre de manière satisfaisante différents problèmes touchant notamment à la répartition des charges, opérée en vertu de règlements antérieurs à la promulgation de la loi précitée et à l'atteinte de certains des quorums conditionnant la validité des décisions prises par les assemblées générales de copropriétaire. Les réponses susvisées précisaient qu'un groupe de travail, constitué à l'initiative de la chancellerie, avait entrepris des études portant sur l'amélioration de ce statut et sur le régime applicable à la gestion des grands ensembles immobiliers. Les travaux en cause devant conduire à l'élaboration d'un projet de loi, il désire savoir à quel stade est parvenue la préparation du texte et connaître la date à laquelle le Parlement sera appelé à délibérer sur ces dispositions nouvelles.

Pornographie

(nécessité de nouvelles mesures pour la combattre).

17211. — 1^{er} mars 1975. — M. Lafay ne doute pas que M. le ministre de la justice partage les vives préoccupations que lui inspire l'extension de plus en plus envahissante que donnent à la pornographie certains affichages qui s'étalent dans les villes en bordure de la voie publique, sur les murs ou sur les kiosques et dont les thèmes et les graphismes rivalisent d'indécence et même d'obscénité. Sans doute, cette forme particulièrement insidieuse d'exhibitionnisme ne date-t-elle pas d'aujourd'hui. Voici près de vingt ans déjà que le législateur, devant les prémices de ces déshonorantes manifestations, avait voulu renforcer un dispositif de lutte fondé jusque-là pour l'essentiel sur l'article L. 288 du code pénal qui, réprimant le délit d'outrage aux bonnes mœurs perpétré notamment par affiches, ne donnait pas lieu en de telles circonstances à une application très soutenue en raison, d'une part, du caractère aussi subjectif que fluctuant de la notion de bonnes mœurs et, d'autre part, de la gravité des pénalités encourues. La loi du 6 août 1955 entendait donc créer un moyen de répression moins sévère mais plus maniable, en constituant en contravention de quatrième classe le fait d'exposer sur la voie publique des affiches contraires à la décence. Ce texte n'a pas été sans soulever également des difficultés d'application, la frontière s'avérant dans bien des cas malaisée à déterminer entre les domaines respectifs de l'indécence et de l'outrage aux bonnes mœurs. Le spectacle qui s'offre actuellement prouve que l'objectif visé par les dispositions de ladite loi, devenues l'article R. 38-9° du code pénal, n'a pas été atteint. L'affligeante dégradation de la situation ne milite-t-elle pas, par conséquent, en faveur de l'adoption de nouvelles mesures ? Certes, le respect des libertés fondamentales commande de faire montre de prudence et de pondération en ce qui regarde la portée de la réforme qui pourrait intervenir. Par ailleurs, la transformation de notre société et l'évolution des idées ne peuvent pas davantage être négligées mais ces considérations, quelles qu'en soient l'importance et le poids, ne peuvent pas annihiler la nécessité qui s'impose de maintenir un ordre public auquel attendent d'évidence les affiches incriminées. Comme l'a excellemment souligné la cour d'appel de Paris dans un arrêt rendu le 12 mars 1958, le but de la loi est de protéger la pudeur publique non seulement contre l'étalement effronté de la débauche sexuelle, mais encore contre l'expression de la pensée, quelle que soit la forme qu'elle revêt, lorsque s'arrogeant toute licence elle en arrive à enfreindre les règles de la décence et de convenance communément reçues et dont la violation provoque l'indignation collective et la réprobation publique. Ces limites sont dépassées. Cette réprobation se manifeste. La protection, inexistante ainsi que le prouvent les faits, doit donc être assurée. Il lui demande de bien vouloir lui faire savoir s'il compte y pourvoir en prenant à brève échéance les initiatives appropriées.

Ordre public (émotion de l'opinion et problèmes posés par le déroulement de l'affaire Portal).

17239. — 1^{er} mars 1975. — M. Chaumont appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur l'émotion et l'intérêt qui se sont emparés de l'opinion publique devant le déroulement de l'affaire Portal. En fait, cette affaire comporte plusieurs éléments distincts bien que complémentaires. A l'origine, il s'agit d'un problème de succession à la suite duquel la vente des biens de cette famille (la propriété de La Fumade) a été effectuée dans des conditions qui, compte tenu des éléments d'information dont dispose l'opinion publique, apparaissent comme anormales puisqu'une centaine d'hectares de bonnes terres situées à faible distance de Montauban, qui est une ville importante, ont été vendus pour une somme qui serait de 400 000 francs. La presse a fait état, à l'occasion des jugements intervenus et de la vente qui s'est ensuivie, de l'implication d'un certain nombre d'officiers ministériels qui auraient d'ailleurs fait l'objet de sanctions disciplinaires ou même judiciaires. A la suite de cette première affaire et pour faire évacuer les lieux, l'autorité publique, en janvier dernier, a voulu faire procéder à l'expulsion de la famille Portal. Dans des conditions qui apparaissent comme insuffisamment définies, le jeune de Portal a été abattu. Après ce drame, Mme et Mlle de Portal ont été transférées dans un hôpital et soumises à un examen psychiatrique. Les premiers experts commis pour les examiner auraient conclu à leur irresponsabilité pour aliénation mentale. S'agissant des conditions dans lesquelles est intervenue la vente de la propriété de La Fumade, il lui demande quelles sont les décisions judiciaires successives qui sont intervenues. Il souhaiterait savoir si tous les moyens de droit ont été épuisés et, dans l'affirmative, quelle action il peut envisager pour informer clairement l'opinion publique de tous les aspects d'un problème qui n'a peut-être pas été mis suffisamment en lumière, malgré les actions judiciaires successives. Il apparaît également souhaitable que soient connues les instructions données à la

force publique pour procéder à l'expulsion de la famille de Portal de la propriété de La Fumade. Il conviendrait également de faire connaître les conclusions des rapports qui ont dû être établis sur le déroulement exact des faits qui ont entraîné la mort du jeune de Portal. Compte tenu des drames antérieurs qu'a connus la famille de Portal, il lui demande que toutes mesures soient prises pour que Mme et Mlle de Portal puissent bénéficier de toutes les garanties juridiques auxquelles elles ont droit ainsi que de l'assistance morale et médicale nécessitées par leur condition.

Télévision (installation d'antennes réémettrices aux frais des promoteurs d'immeubles constituant des écrans).

17266. — 1^{er} mars 1975. — **M. Brun** rappelle à **M. le ministre de la justice** que l'article 23 de la loi du 7 août 1974 prévoit que : « Lorsque l'édification d'un immeuble de grande hauteur ou d'un groupe d'immeubles nuira à la réception des programmes de télévision par les locataires et copropriétaires du voisinage, les promoteurs devront faire installer à leurs frais une antenne réémettrice de télévision ou assurer par tout autre moyen technique la réception normale des émissions de télévision aux habitants du voisinage. » Il lui demande si cet article est immédiatement applicable ou s'il faut attendre les textes d'application pour connaître les conditions dans lesquelles il pourra être appliqué. En ce dernier cas, il lui demande aussi quand paraîtront ces textes et quels sont actuellement les recours des personnes lésées.

Conseils juridiques (extension des dispositions transitoires appliquées dans le cadre de la loi du 31 décembre 1971).

17267. — 1^{er} mars 1975. — **M. Max Lejeune** expose à **M. le ministre de la justice** que la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques a prévu en son article 50 des dispositions transitoires aux termes desquelles les clercs d'avoué, les secrétaires d'agrée et les secrétaires d'avocat titulaires de la capacité en droit ou d'une équivalence et de huit années de pratique professionnelle peuvent accéder à la nouvelle profession et être dispensés du certificat d'aptitude et du stage. Or les bénéficiaires de ce texte, soumis par un lien de dépendance à leur employeur, n'ont jamais eu les responsabilités incombant à un conseil juridique, qui se voit refuser le bénéfice de la présente loi à égalité d'exercice et de diplôme. Il lui demande si cette discrimination ne met pas d'urgence en échec l'article 78 de la même loi aux termes duquel les mesures propres à l'unification des professions d'avocat et de conseil juridique doivent intervenir dans un certain délai et s'il n'y aurait pas lieu d'étendre les dispositions du paragraphe IV de l'article 50 de la loi aux conseils juridiques dans l'attente des conclusions de la commission, ce qui serait un premier pas vers l'unification projetée.

Conseils juridiques (interdiction de la publicité par voie de presse à profit de sociétés de contentieux).

17268. — 1^{er} mars 1975. — **M. Martin** expose à **M. le ministre de la justice** que le décret n° 72-785 du 25 août 1972 relatif au démarchage et à la publicité en matière de consultations et de rédaction d'actes juridiques stipule dans son article 1^{er} les dispositions constituant un acte de démarchage au sens de l'article 75 de la loi du 31 décembre 1971 et dans son article 2 les formes sous lesquelles la publicité en vue de donner des consultations ou de rédiger des actes est interdite. Or cette liste étant énonciative est nécessairement limitative et on constate que la publicité par voie de presse en est exclue. Il en résulte qu'actuellement des sociétés de contentieux, non inscrites sur les listes de conseils juridiques, font paraître des encarts dans la presse indiquant qu'elles se chargent de recouvrer des créances et qu'elles disposent de services de constitution de sociétés. Cette pratique semblant toutefois contraire à l'article 75 de la loi susvisée, il lui demande s'il n'y aurait pas lieu d'étendre en premier lieu à la presse les interdictions prévues par le décret dont il s'agit.

Education surveillée (inquiétude des personnels au sujet du projet de réforme de l'administration centrale).

17270. — 1^{er} mars 1975. — **M. Sainte-Marie** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les inquiétudes légitimes qui se manifestent au sein des personnels de l'éducation surveillée à l'annonce du projet de l'administration centrale qui, s'il était appliqué, risquerait de détourner complètement l'éducation surveillée de sa mission éducative naturelle. En effet, ce projet prévoit, sur le plan civil, la prise en charge des jeunes adultes au-delà de dix-huit ans et jusqu'à vingt-trois ou vingt-cinq ans, sur le plan pénal une modification de l'ordonnance de 1945 qui prolongerait la mesure

au-delà de la majorité jusqu'à vingt-trois ou vingt-cinq ans. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour apporter des apaisements aux personnels concernés, pour opérer une consultation préalable des représentants des personnels de l'éducation surveillée des services de probation et des magistrats dans une perspective de mise en place d'une structure intermédiaire spécifique aux jeunes adultes et en dehors du cadre strict de l'éducation surveillée.

Huissiers de justice (réajustement du tarif réglementaire).

17290. — 1^{er} mars 1975. — **M. Commenay** expose à **M. le ministre de la justice** que les salaires des six premières classifications d'emploi sur les quatorze existantes définies dans la convention collective des clercs et employés des études d'huissier de justice se trouvent, du fait de l'augmentation du S.M.I.C., uniformisés au taux de celui-ci, si bien qu'actuellement la hiérarchie est complètement désorganisée dans cette profession et que les employés qualifiés ne reçoivent pas le salaire qu'ils méritent. La chambre nationale des huissiers de justice a bien conclu avec les syndicats un accord général en vue de remédier à cette situation, mais l'avenant qui a été signé subordonne sa mise en application à la sortie d'un décret portant réajustement du tarif des huissiers de justice, ce qui est tout à fait logique car il faut bien des ressources nouvelles pour faire face à une nouvelle dépense. Il demande en conséquence à **M. le ministre de la justice** s'il espère faire paraître bientôt ce décret afin de mettre fin à cette situation déplorable.

Huissiers de justice (réajustement du tarif réglementaire).

17281. — 1^{er} mars 1975. — **M. Coulais** expose à **M. le ministre de la justice** que les salaires des six premières classifications d'emploi sur les quatorze existantes définies dans la convention collective des clercs et employés des études d'huissier de justice se trouvent, du fait de l'augmentation du S.M.I.C., uniformisés au taux de celui-ci, si bien qu'actuellement la hiérarchie est complètement désorganisée dans cette profession et que les employés qualifiés ne reçoivent pas le salaire qu'ils méritent. La chambre nationale des huissiers de justice a bien conclu avec les syndicats un accord général en vue de remédier à cette situation, mais l'avenant qui a été signé subordonne sa mise en application à la sortie d'un décret portant réajustement du tarif des huissiers de justice, ce qui est tout à fait logique car il faut bien des ressources nouvelles pour faire face à une nouvelle dépense. Il demande en conséquence à **M. le ministre de la justice** s'il espère faire paraître bientôt ce décret afin de mettre fin à cette situation déplorable.

Huissiers de justice (réajustement du tarif réglementaire).

17293. — 1^{er} mars 1975. — **M. Palowski** expose à **M. le ministre de la justice** que les salaires des six premières classifications d'emploi sur les quatorze existantes définies dans la convention collective des clercs et employés des études d'huissier de justice se trouvent, du fait de l'augmentation du S.M.I.C., uniformisés au taux de celui-ci, si bien qu'actuellement la hiérarchie est complètement désorganisée dans cette profession et que les employés qualifiés ne reçoivent pas le salaire qu'ils méritent. La chambre nationale des huissiers de justice a bien conclu avec les syndicats un accord général en vue de remédier à cette situation, mais l'avenant qui a été signé subordonne sa mise en application à la sortie d'un décret portant réajustement du tarif des huissiers de justice, ce qui est tout à fait logique car il faut bien des ressources nouvelles pour faire face à une nouvelle dépense. Il demande en conséquence à **M. le ministre de la justice** s'il espère faire paraître bientôt ce décret afin de mettre fin à cette situation déplorable.

Notaires (habilitation pour des ventes à date régulière d'objets mobiliers et règles de forme).

17312. — 1^{er} mars 1975. — **M. Mario Bénard** rappelle à **M. le ministre de la justice** qu'en réponse à la question écrite n° 9681 (*Journal officiel*, Sénat du 26 novembre 1970, p. 2218/2219) un de ses prédécesseurs disait : « La compétence exclusive accordée aux commissaires priseurs pour procéder dans la commune de leur résidence aux prises et aux ventes publiques de meubles corporels ne s'étend pas aux autres officiers ministériels vendeurs de meubles : notaires, huissiers de justice et greffiers du tribunal d'instance titulaires de charge. Ceux-ci ont le droit d'effectuer concurremment les prises et les ventes publiques mobilières, dans les limites de leur compétence territoriale respective, dès lors qu'un commissaire priseur n'est pas établi dans la commune ou à lieu la vente ». Il lui demande si un notaire peut procéder dans une salle

des ventes aménagées à cet effet à des ventes faites à des dates régulières d'objets mobiliers qui lui sont confiés par des particuliers ou des antiquaires. Il lui demande si ces ventes sont soumises aux mêmes règles de forme que celles auxquelles procèdent les commissaires priseurs.

Expulsions (procédures d'expulsion contre des locataires qui, depuis le jugement, ont apuré les arriérés de loyer).

17368. — 1^{er} mars 1975. — M. Kalinsky attire l'attention de M. le ministre de la justice sur la pratique de certains propriétaires qui poursuivent des procédures d'expulsions engagées à l'encontre de locataires en se fondant sur des jugements d'expulsion prononcés au vu d'arriérés de loyers qui ont été complètement apurés depuis la date du jugement, qui remonte dans certains cas à plusieurs années. Cette pratique serait justifiée par le fait que le jugement revêtu de la force des choses jugées n'est périmé qu'à l'expiration du délai de trente ans indépendamment du règlement de ses causes. Ainsi de nombreux locataires qui ont fait l'objet d'un jugement d'expulsion mais ont réussi au prix d'efforts persévérants à se mettre à jour de leur arriéré de loyers, se trouvent aujourd'hui menacés d'expulsion. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour faire cesser cette pratique et pour protéger les locataires de bonne foi contre l'arbitraire du propriétaire.

Huissiers de justice (clercs et employés des études d'huissier de justice: recolorisation de leurs salaires).

17375. — 1^{er} mars 1975. — M. Massot expose à M. le ministre de la justice que les salaires des six premières classifications d'emploi sur les quatorze existantes définies dans la convention collective des clercs et employés des études d'huissier de justice se trouvent, du fait de l'augmentation du S. M. I. C., uniformisés au taux de celui-ci, si bien qu'actuellement la hiérarchie est complètement désorganisée dans cette profession et que les employés qualifiés ne reçoivent pas le salaire qu'ils méritent. La chambre nationale des huissiers de justice a bien conclu avec les syndicats un accord général en vue de remédier à cette situation, mais l'avenant qui a été signé subordonne sa mise en application à la sortie d'un décret portant réajustement du tarif des huissiers de justice, ce qui est tout à fait logique car il faut bien des ressources nouvelles pour faire face à une nouvelle dépense. Il lui demande, en conséquence, s'il espère faire paraître bientôt ce décret afin de mettre fin à cette situation déplorable.

Huissiers de justice (clercs et employés des études d'huissier de justice: recolorisation de leurs salaires).

17379. — 1^{er} mars 1975. — M. Robert Fabre expose à M. le ministre de la justice que les salaires des six premières classifications d'emploi sur les quatorze existantes définies dans la convention collective des clercs et employés des études d'huissier de justice se trouvent, du fait de l'augmentation du S. M. I. C., uniformisés au taux de celui-ci, si bien qu'actuellement la hiérarchie est complètement désorganisée dans cette profession et que les employés qualifiés ne reçoivent pas le salaire qu'ils méritent. La chambre nationale des huissiers de justice a bien conclu avec les syndicats un accord général en vue de remédier à cette situation, mais l'avenant qui a été signé subordonne sa mise en application à la sortie d'un décret portant réajustement du tarif des huissiers de justice, ce qui est tout à fait logique car il faut bien des ressources nouvelles pour faire face à une nouvelle dépense. Il lui demande, en conséquence, s'il espère faire paraître bientôt ce décret afin de mettre fin à cette situation déplorable.

Salaires (indexation de la partie insaisissable).

17390. — 1^{er} mars 1975. — M. Jacques Blanc rappelle à M. le ministre de la justice qu'en matière de saisie-arrêt, le barème de la partie insaisissable du salaire est fixé par le décret n° 70-861 du 11 septembre 1970. Il lui souligne que depuis cette date le coût de la vie a considérablement augmenté et que le S. M. I. C. lui-même a été très sensiblement majoré alors que la partie insaisissable de la rémunération d'un salarié est demeurée inchangée. Il attire son attention sur le fait que la partie disponible du salaire d'un père de famille de cinq enfants est, indépendamment des allocations familiales, égale à celle d'un célibataire et lui demande s'il n'estime pas que, sans porter atteinte aux droits légitimes des créanciers, la partie insaisissable des salaires devrait être fixée en fonction de l'augmentation du coût de la vie.

Crimes et délits (imputation au casier routier de l'employeur des infractions commises par un chauffeur d'entreprise).

17425. — 1^{er} mars 1975. — M. de Gastines demande à M. le ministre de la justice s'il est exact que les infractions commises par un chauffeur d'un véhicule d'une entreprise dans la conduite dudit véhicule figurent au casier routier personnel du directeur de cette entreprise. Il lui souligne l'anomalie que constituerait, dans l'affirmative, l'inscription d'infractions au casier d'un employeur qui n'en est pas l'auteur, même si dans certains cas le paiement des amendes de police est mis en totalité ou en partie à sa charge.

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17443. — 1^{er} mars 1975. — M. Robert-André Vivien demande à M. le ministre de la justice de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affectés à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et, éventuellement, la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

Huissiers de justice (réajustement du tarif réglementaire).

17456. — 1^{er} mars 1975. — M. Aumont expose à M. le ministre de la justice que les salaires des six premières classifications d'emploi sur les quatorze existantes définies dans la convention collective des clercs et employés des études d'huissier de justice se trouvent, du fait de l'augmentation du S. M. I. C., uniformisés au taux de celui-ci, si bien qu'actuellement la hiérarchie est complètement désorganisée dans cette profession et que les employés qualifiés ne reçoivent pas le salaire qu'ils méritent. La chambre nationale des huissiers de justice a bien conclu avec les syndicats un accord général en vue de remédier à cette situation, mais l'avenant qui a été signé subordonne sa mise en application à la sortie d'un décret portant réajustement du tarif des huissiers de justice, ce qui est tout à fait logique car il faut bien des ressources nouvelles pour faire face à une nouvelle dépense. Il lui demande, en conséquence, s'il compte faire paraître bientôt ce décret afin de mettre fin à cette situation déplorable.

Ordre public (information de l'opinion sur le déroulement de l'affaire de Portal)

17463. — 1^{er} mars 1975. — M. Andrieu demande à M. le ministre de la justice s'il n'estime pas devoir rendre publique l'enquête ouverte sur le dossier de Portal, afin que l'opinion puisse connaître les conditions dans lesquelles s'est effectuée la vente du domaine de la Fumade, les instructions qui ont été données à la force publique pour procéder à l'expulsion de la famille de Portal, les circonstances exactes de la mort de Jean-Louis de Portal, selon les comptes rendus de la police, enfin la publication du rapport des médecins psychiatres. Une telle décision permettrait en effet de dégager les responsabilités à tous les échelons et de faire la lumière sur cette lamentable affaire qui passionne à juste titre tous les citoyens épris d'une véritable justice: celle qui, dans l'application des lois, garderait le sens de l'humain.

Baux commerciaux (possibilités de majoration à double détente des loyers par application des textes en vigueur).

17464. — 1^{er} mars 1975. — M. Lafay appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur le fait qu'il peut advenir qu'un bail commercial arrivant normalement à expiration avant le 1^{er} janvier 1975 ne fasse pas l'objet de la diligence du bailleur d'un congé et se poursuive, en conséquence, par tacite reconduction conformément à l'article 5 (2^e alinéa) du décret modifié n° 53-960 du 30 septembre 1953. Lorsque, consécutivement à cette prorogation, plus de trois années se sont écoulées depuis la date de la dernière augmentation du loyer, le propriétaire intéressé est en droit de demander et d'obtenir, au titre de la révision triennale prévue par les articles 26 et 27 du décret précité, un relèvement du montant du loyer qui, compte tenu de l'évolution des indices du coût de la construction, auxquels il convient en l'espèce de se reporter, sera de l'ordre de 20 p. 100. Cette majoration étant acquise, le propriétaire en cause peut donner le congé dont il avait différé la délivrance, ce qui lui permet d'exiger, cette fois dans le cadre de la procédure de renouvellement du bail, une seconde augmentation du loyer en vertu des nouveaux articles 23 à 23-6 introduits dans le texte déjà cité par le décret n° 72-561 du 3 juillet 1972. Les dispositions de ce dernier décret se trouvent être alors détournées de leur objet en tant qu'elles visent à moduler les hausses des loyers des baux commerciaux à renouveler, en restaurant, par le jeu d'un coeffi-

cient publié chaque année au *Journal officiel*, un plafonnement, mesure mise en échec par la majoration à double détente qui, dans les circonstances susévoquées, est susceptible de se produire en un laps de temps très court. Afin que le décret du 3 juillet 1972 ne soit pas en de tels cas vidé de sa substance, il importerait de ne pas se référer systématiquement au dernier loyer payé pour le calcul de la majoration applicable lors du renouvellement de baux expirant avant le 1^{er} janvier 1975 mais tacitement prorogés et de distinguer selon que la dernière augmentation remonte à trois ans — ou plus — ou se situe à une date plus rapprochée, comme dans l'exemple que donne la présente question. En fonction de cette dualité de régimes des indices différents ne devraient-ils pas être définis. Il lui demande s'il compte retenir cette suggestion lors de la publication du prochain coefficient à paraître en exécution de l'article 23-6 du décret du 30 septembre 1953, ce qui corrigerait les errements susévoqués auxquels la réglementation, dans sa teneur actuelle, laisse pleine et entière possibilité de développement.

Copropriété (décision votée par l'assemblée générale en infraction à un texte légal).

17471. — 1^{er} mars 1975. — M. Mesmin attire l'attention de M. le ministre de la justice sur les dispositions de l'article 42 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis et lui demande si la constatation d'une décision votée par l'assemblée générale des copropriétaires, en infraction à un texte légal ou réglementaire, est bien soumise au seul délai de deux mois à compter de la notification de ladite décision prévue au deuxième alinéa dudit article. Dans l'affirmative, il lui demande si, dans le cas où aucune action judiciaire n'a été intentée dans ce délai, la décision en cause devient opposable à quiconque.

Huissiers de justice (réajustement du tarif réglementaire).

17488. — 1^{er} mars 1975. — M. Ribadeau-Dumas expose à M. le ministre de la justice : que les salaires des six premières classifications d'emploi sur les quatorze existantes définies dans la convention collective des clercs et employés des études d'huissier de justice se trouvent, du fait de l'augmentation du S. M. I. C., uniformisés au taux de celui-ci, si bien qu'actuellement, la hiérarchie est complètement désorganisée dans cette profession et que les employés qualifiés ne reçoivent pas le salaire qu'ils méritent. La chambre nationale des huissiers de justice a bien conclu avec les syndicats un accord général en vue de remédier à cette situation, mais l'avenant qui a été signé subordonne sa mise en application à la sortie d'un décret portant réajustement du tarif des huissiers de justice, ce qui est tout à fait logique car il faut bien des ressources nouvelles pour faire face à une nouvelle dépense. Il demande en conséquence à M. le ministre de la justice s'il espère faire paraître bientôt ce décret afin de mettre fin à cette situation déplorable.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Téléphone (application de l'ancien taux de la taxe de raccordement à l'opération groupée rurale d'installation souscrite en décembre 1974).

17227. — 1^{er} mars 1975. — M. Barberot expose à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications les faits suivants : une opération groupée rurale d'installations téléphoniques a été souscrite en décembre 1974 au profit des communes de Beny-Treffort, Saint-Etienne-du-Bois, auprès de la direction régionale des télécommunications de Lyon. La convention a été signée et le montant de l'avance remboursable réglée le 27 décembre 1974. Etant donné que ces formalités ont été accomplies avant le 31 décembre 1974, il lui demande de bien vouloir confirmer que le montant de la taxe de raccordement des installations téléphoniques concernées par cette opération groupée est maintenue à 500 francs et non pas égale au nouveau chiffre en vigueur au 1^{er} janvier 1975.

Centre de tri de Lille-Lesquin (prise en compte dans le temps de travail des temps de déplacement du personnel).

17351. — 1^{er} mars 1975. — M. Lucas demande à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications si, lors de la mise en service du nouveau centre de tri de Lille-Lesquin, il est prévu, comme cela se fait actuellement au centre de tri d'Orly, le déplacement du personnel, de Lille-Gare-tri au centre de tri Lille-Lesquin, pendant le temps de travail.

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17444. — 1^{er} mars 1975. — M. Robert-André Vivien demande à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affecté à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et, éventuellement, la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

Auxiliaires licenciés (indemnités de compensation pour perte d'emploi non versées dans l'Hérault).

17455. — 1^{er} mars 1975. — M. Sènès appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur la situation d'auxiliaires licenciés au mois d'octobre dernier dans le département de l'Hérault, et qui ne perçoivent pas encore les indemnités de compensation pour perte d'emploi. Il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il envisage de prendre, afin que ces salariés en chômage soient traités comme les salariés en chômage du secteur privé.

Téléphone (application de l'ancien taux de la taxe de raccordement aux demandeurs ayant versé une avance remboursable avant le 1^{er} janvier 1975).

17486. — 1^{er} mars 1975. — M. Jacques Legendre attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur la situation des demandeurs d'installations téléphoniques qui ont consenti, en 1974, une avance remboursable afin de hâter l'installation de leur poste et qui, obtenant satisfaction en 1975, se voient réclamer une taxe de raccordement portée à 1 100 francs. M. le secrétaire d'Etat ayant justifié la forte hausse de la taxe de raccordement par son désir de supprimer les avances remboursables, il apparaît illogique de frapper ainsi deux fois certains usagers amenés à consentir l'avance tout en subissant la hausse. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'exonérer de la hausse les personnes ayant accepté, avant le 1^{er} janvier 1975, d'accorder une avance remboursable.

QUALITE DE LA VIE

Espaces verts (bois de Vincennes : projet de complexe immobilier comprenant un centre commercial).

17287. — 1^{er} mars 1975. — M. Franceschi s'étonne auprès de M. le ministre de la qualité de la vie de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 14349. Quatre mois s'étant écoulés depuis la seconde publication de cette question écrite a déjà fait l'objet d'une première publication au *Journal officiel*, n° 18, du 13 avril 1974, p. 1576) de cette question au *Journal officiel* (Débats, Assemblée nationale, n° 91, du 23 novembre 1974, p. 6952), il lui en renouvelle les termes en lui demandant s'il peut lui adresser une réponse rapide. Il lui signale les légitimes inquiétudes qui se sont emparées des populations riveraines devant l'annonce d'un projet sacrifiant plus de 3 hectares du bois de Vincennes pour y installer un complexe comprenant entre autres un centre commercial. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour décourager un tel projet qui, s'il était mené à son terme, porterait singulièrement atteinte à l'environnement de la région parisienne déjà suffisamment sacrifiée.

Chasse (relèvement de la part revenant aux fédérations départementales sur le prix des permis).

17303. — 1^{er} mars 1975. — M. Josselin appelle l'attention de M. le ministre de la qualité de la vie sur la situation des fédérations départementales de chasseurs. Il lui fait observer que les fédérations reçoivent 24 francs par permis de chasse et que cette somme n'a pas été augmentée depuis 1969 malgré l'augmentation générale des charges des fédérations notamment en ce qui concerne les salaires des personnels. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelles mesures il compte prendre pour adapter les ressources des fédérations à l'évolution du coût de la vie et à la réalité de leurs charges.

Chasse (protection de l'ibis rouge en voie de disparition en Guyane).

17404. — 1^{er} mars 1975. — M. Jean-Pierre Cot attire l'attention de M. le ministre de la qualité de la vie sur le sort de l'ibis rouge en Guyane. Cet oiseau exceptionnel est en voie de disparition dans le département faute de mesures de protection adéquates. Le nombre d'ibis rouges était estimé à trois mille en 1971, chiffre très certainement inférieur aujourd'hui du fait d'une chasse intensive pratiquée du 1^{er} octobre au 15 avril, l'ibis étant considéré comme un gibier savoureux et son plumage écarlate étant particulièrement

recherché. Il demande quelles mesures de protection sont envisagées pour sauver cette race d'oiseaux et s'il n'y a pas lieu en particulier de fermer la chasse à l'ibis fin mars et de créer une réserve naturelle pour assurer la pérennité de cette espèce.

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17445. — 1^{er} mars 1975. — **M. Robert-André Vivien** demande à **M. le ministre de la qualité de la vie** de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affecté à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et, éventuellement, la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

R. A. T. P. (prolongement de la ligne n° 13 bis à Clichy).

17479. — 1^{er} mars 1975. — **M. Alain Vivien** appelle l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie** sur les problèmes posés par le prolongement de la ligne de métro n° 13 bis. Le conseil municipal de Clichy a fait effectuer un sondage d'opinion d'où il ressort que la population de la commune souhaite être desservie par deux stations, Clichy-Centre et Pont de Clichy. Elle demande que la traversée soit effectuée par un passage sous la Seine. Or, le plus récent projet de la R. A. T. P. aurait conduit à faire une seule station à Clichy. De plus, le métro au lieu de passer au-dessous de la Seine, circulerait sur un pont aérien qui dénaturerait l'environnement. Ce projet se heurte à l'hostilité de la population et de ses élus. Il lui demande s'il n'estime pas devoir décider la création de deux stations à Clichy et la mise en place d'un tracé entièrement souterrain.

JEUNESSE ET SPORTS

*Education physique et sportive
(déficit de postes d'enseignants dans les Bouches-du-Rhône).*

17279. — 1^{er} mars 1975. — **M. Philibert** appelle l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports)** sur la situation catastrophique de l'enseignement physique et sportif dans les Bouches-du-Rhône, suite à la suppression de nombreux postes dans des établissements scolaires du département. L'annonce du transfert de vingt-trois postes a soulevé l'indignation générale puisque cette mesure n'apportera même pas le minimum horaire acceptable aux autres établissements. En conséquence il lui demande de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour que cet enseignement encore obligatoire puisse être assuré dans des conditions décentes, notamment en annulant le transfert de postes et en annonçant rapidement la création à la rentrée prochaine d'au moins trente postes supplémentaires.

SANTÉ

*Maisons de retraite
(domiciliation des pensionnaires au regard de l'aide sociale).*

17205. — 1^{er} mars 1975. — **M. Maujôan du Gasset** expose à **Mme le ministre de la santé** que les personnes âgées résidant dans une commune doivent être prises en charge, au point de vue aide sociale, par la commune où elles résident, dès lors qu'elles ont quitté leur commune d'origine depuis plus de trois mois. Cette disposition pose un problème pour les communes où existe une maison de retraite ou hospice. Il y a un risque de voir s'accroître le nombre des personnes ainsi à la charge de ces communes : le pensionnaire payant sa pension durant quelques mois et, ensuite, sollicitant l'aide sociale de la commune d'accueil. Il lui demande ce qu'elle compte faire pour parer à cette anomalie.

Médecins des hôpitaux (projet de statut).

17209. — 1^{er} mars 1975. — **M. Cousté** demande à **Mme le ministre de la santé**, comme suite à la réponse donnée à la question écrite n° 9618 (*Journal officiel*, Débats, Assemblée nationale, du 28 décembre 1974), de bien vouloir lui indiquer si un texte réglementaire spécifique pour les praticiens hospitaliers est à l'étude, au même titre que pour les autres catégories de personnel hospitalier.

Jardinières d'enfants (accès aux emplois relevant de l'éducation des titulaires de diplômes délivrés par le ministère de la santé).

17224. — 1^{er} mars 1975. — **M. Jean Briane** expose à **Mme le ministre de la santé** que les personnes titulaires d'un diplôme de jardinière d'enfants délivré par le ministère de la santé et qui, sans être nécessairement titulaires du baccalauréat, ont pu obtenir le diplôme et ont la qualification et les aptitudes requises pour exercer cette profession, rencontrent un certain nombre de difficultés administratives pour obtenir un emploi dans les établissements d'enseignement relevant du ministère de l'éducation. Il lui demande si elle n'estime pas opportun que soit prévue une équivalence entre le

diplôme délivré par son administration et celui délivré par le ministère de l'éducation et s'il ne serait pas encore plus souhaitable d'envisager la création d'un diplôme commun.

Incompatibilités parlementaires (député médecin chef d'un hôpital départemental).

17276. — 1^{er} mars 1975. — **M. Jean-Pierre Cot** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la contradiction existant entre la décision n° 66-11 du 8 juillet 1966 du Conseil constitutionnel (relative à l'examen de l'incompatibilité des fonctions de médecin chef dans un hôpital avec l'exercice d'un mandat parlementaire) et l'article 12-1 du décret n° 74-393 du 3 mai 1974 (relatif au recrutement, à la nomination et au statut des praticiens à temps partiel des établissements d'hospitalisation publics autres que les C. H. R. faisant partie de C. H. U. et les hôpitaux locaux). Le Conseil constitutionnel déclare en effet, dans la décision précitée, qu'il n'existe aucune incompatibilité entre le mandat de sénateur et les fonctions qui pourraient être exercées dans les établissements publics n'ayant pas le caractère national, tandis que l'article 12-1 du décret susvisé établit que « le praticien à temps partiel appelé à exercer une fonction de membre du Gouvernement ou un mandat parlementaire est détaché d'office et de plein droit pour la durée de cette fonction ou de ce mandat ». En conséquence, il lui demande quel est le régime applicable à un député qui serait également médecin-chef d'un hôpital départemental, et si les dispositions de la dernière loi votée par le Parlement et relatives aux incompatibilités parlementaires infirment la décision antérieure au Conseil constitutionnel, et confirment donc par là même les règles plus restrictives en la matière établies par l'article 12-1 du décret du 3 mai 1974.

Personnel des hôpitaux (reclassement indiciaire des surveillants-chefs des hôpitaux publics).

17309. — 1^{er} mars 1975. — **M. Sénès** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la situation des surveillants-chefs des hôpitaux publics. A la suite du reclassement de la catégorie B à laquelle appartient ce personnel, il a été institué un sixième échelon, échelon auquel les agents ayant pris leur retraite peu après leur nomination ne peuvent accéder. Antérieurement il était procédé à la reconstitution de leur carrière administrative, ce qui avait pour effet de supprimer « l'ancienneté supprimée » lors du passage au 5^e échelon. Il y a lieu de tenir compte que, pour compenser dans une certaine mesure l'inflation qui a atteint plus de 14 p. 100 au cours de l'année 1974, une prime a été accordée, dont bénéficieront les actifs, mais dont les retraités seraient exclus. Ces derniers, en partant à la retraite, permettent un avancement de grade et pour l'administration une économie, leurs remplaçants ayant un indice inférieur. Il lui demande les mesures qu'elle envisage de prendre afin que les surveillants chefs des hôpitaux publics retraités puissent bénéficier du reclassement considéré.

Auxiliaires médicaux (reconnaissance par le ministre de la santé du B. E. P. des carrières sanitaires et sociales).

17317. — 1^{er} mars 1975. — **M. Bolo** expose à **Mme le ministre de la santé** que trois établissements d'enseignement privé de Loire-Atlantique font préparer actuellement à certaines de leurs élèves du second cycle court un « brevet d'études professionnelles des carrières sanitaires et sociales ». Ce B. E. P. a été créé par arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du 24 février 1969 (*Bulletin officiel de l'éducation nationale* n° 14, p. 1317). Le ministre de l'éducation nationale avait déclaré le 6 février 1971 à propos de ce diplôme que : « un arrêté du 5 juin 1970 du secrétaire d'Etat à l'action sociale et à la réadaptation prévoit l'admission directe des titulaires du B. E. P. dans les écoles d'auxiliaires de puériculture. Les titulaires du B. E. P. aux carrières sanitaires et sociales peuvent être recrutés dans les services hospitaliers comme aides-soignants. » Or, on constate actuellement que les études en cause ne donnent pas accès à des carrières hospitalières, si bien qu'on a l'impression que le ministère de l'éducation a créé un diplôme qui n'est pas reconnu par le ministère de la santé. Il lui demande si telle est bien la situation et souhaiterait que des mesures soient prises afin que les titulaires du B. E. P. d'études professionnelles des carrières sanitaires et sociales puissent être admises dans les écoles d'auxiliaires de puériculture et puissent être recrutées dans les services hospitaliers comme aides-soignants.

D. O. M. (difficultés de recrutement des médecins et chirurgiens des hôpitaux à La Réunion).

17319. — 1^{er} mars 1975. — **M. Debré** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur les difficultés essentiellement d'ordre financier qui rendent difficile le recrutement puis le maintien à leur poste des médecins et chirurgiens à temps plein dans les hôpitaux de La Réunion, qu'il s'agisse du centre hospitalier départemental ou des autres hôpitaux, notamment psychiatriques, et lui demande quelles mesures le gouvernement envisage pour remédier à une situation à tous égards déplorable et qui s'aggrave.

Hôpitaux (insuffisance des effectifs des personnels dans les hôpitaux de Marseille).

17370. — 1^{er} mars 1975. — **M. François Billoux** expose à **Mme le ministre de la santé** que **M. le préfet des Bouches-du-Rhône** a répondu à une question de **Mme Jeanine Porte**, conseiller général, par une lettre du 24 octobre 1974, qu'il avait remarqué que les effectifs réels en fonctions à l'administration de l'assistance publique à Marseille sont excédentaires par rapport à ceux autorisés. Il lui demande sur quels faits est fondée cette appréciation alors qu'il est de notoriété publique que les hôpitaux de Marseille manquent de personnels, et notamment d'infirmières.

Allocation pour frais de garde (versement de l'allocation au titre des congés payés de la gardienne agréée).

17408. — 1^{er} mars 1975. — **M. Crépeau** expose à **Mme le ministre de la santé** que l'article 4 du décret du 29 juin 1972 précise que donnent lieu à versement de l'allocation pour frais de garde les frais exposés, soit auprès des nourrices et gardiennes d'enfants visés à l'article L. 169 du code de la santé publique et remplissant les conditions fixées par l'article 11 du décret n° 62-840 du 19 juillet 1962 et les textes le modifiant, soit auprès des crèches familiales, soit auprès des crèches collectives, soit auprès des jardins d'enfants fonctionnant conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, 2^e alinéa, du décret n° 52-968 du 12 août 1952. Une lettre circulaire du 20 septembre 1972 de Monsieur le ministre chargé des affaires sociales a précisé que seuls les modes de garde prévus par la réglementation en vigueur relative à la protection infantile peuvent être pris en considération à savoir : la garde assurée dans les crèches ; la garde assurée dans les jardins d'enfants ; la garde assurée par les nourrices et gardiennes agréées. Or, les nourrices ou gardiennes agréées ont droit à un mois de congés payés, mais le salaire versé par l'employeur à titre de congés payés n'ouvre pas droit à l'allocation pour frais de garde. De plus, si les parents de l'enfant font appel à une gardienne remplaçante non agréée, ils ne peuvent prétendre à l'allocation pour frais de garde. Ils doivent alors payer deux salaires, celui de la gardienne agréée et celui de sa remplaçante non agréée, alors que le bénéfice de l'allocation leur est refusé. Il lui demande si une application plus libérale de la réglementation ne pourrait être faite qui autoriserait le paiement de l'allocation pour frais de garde lorsque les parents doivent payer à la fois les congés de la gardienne agréée et le salaire d'une remplaçante non agréée.

Auxiliaires médicaux (manipulateurs de radiologie médicale : droit à une indemnité pour les examens réalisés à titre externe).

17412. — 1^{er} mars 1975. — **M. Marchais** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la situation de plus en plus difficile des manipulateurs de radiologie médicale et, plus particulièrement, sur la disparité qui existe entre les traitements des personnels de laboratoire et ceux des services de radiologie. Les personnels de radiologie médicale des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics effectuent de nombreux examens à titre « externe » sans qu'ils aient droit à une indemnité. Par contre, le personnel affecté aux laboratoires bénéficie de primes limitées pour chacun à 15 p. 100 du traitement budgétaire moyen de son grade. En conséquence, il lui demande quelles mesures elle entend prendre pour créer une clause particulière donnant droit à une indemnité équivalente pour les travaux de radiologie effectués pour le compte d'autres collectivités ou de particuliers non traités à l'établissement.

Psychologues (situation des psychologues attachés hospitaliers).

17413. — 1^{er} mars 1975. — **M. Balmigère** expose à **Mme le ministre de la santé** que les arrêtés de nomination des psychologues attachés hospitaliers font référence au décret n° 61-592 du 9 juin 1961 et que, d'autre part, le décret n° 74-445 du 13 mai 1974 (chapitre IV, article 24) relatif aux dispositions transitoires et diverses stipule que : « Les attachés et les résidents étrangers désignés en application du décret n° 61-592 du 9 juin 1961 ou du décret n° 63-800 du 2 août 1963 en fonctions lors de la publication du présent décret sont assujettis au régime défini par le présent décret. En ce qui concerne les attachés de nationalité française, il leur sera tenu compte de l'ancienneté qu'ils ont acquise depuis leur date d'entrée effective en fonctions en qualité d'attaché, notamment en ce qui concerne la possibilité d'accéder d'emblée : au titre d'attaché, à la prorogation par période de trois ans, au titre d'attaché en premier ou à celui de consultant attaché ». Il lui demande : 1° si l'article 24 s'applique aux psychologues attachés hospitaliers nommés en fonction du décret de juin 1961 ; 2° à l'initiative de quelle autorité (chef des services médicaux ou administrateur du C.H.R.) un psychologue attaché hospitalier en fonctions à la date de ce décret

peut être licencié ; 3° si les psychologues attachés hospitaliers qui vont être payés à l'heure selon un nouveau régime le seront selon l'article 7 du décret du 2 août 1963, c'est-à-dire à 30 p. 100 du taux forfaitaire de la vacatlon.

Maison de retraite (personnel d'une maison de retraite de la région parisienne : suppression d'une indemnité forfaitaire).

17414. — 1^{er} mars 1975. — **Mme Chonavel** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur un fait qui vient de lui être signalé par le président de la commission administrative d'une maison de retraite de la région parisienne. Une décision du préfet de la Seine-Saint-Denis du 28 mai 1974 étendait aux personnels des maisons de retraite communale et intercommunale une indemnité forfaitaire mensuelle égale à treize heures de travail, mettant ainsi ces personnels à parité avec ceux des établissements de l'assistance publique ainsi qu'avec ceux du département du Val-de-Marne. L'indemnité s'appliquait, et fut appliquée, à compter du 1^{er} janvier 1974. Or, sur information du trésorier-payeur général du 93, le trésorier principal de la ville concernée refuse le paiement de l'indemnité forfaitaire. Une vive émotion s'est emparée du personnel concerné d'autant que la suppression de cette indemnité se traduit par une perte de salaire de : 194,22 francs pour une infirmière ; 168,22 francs pour un ouvrier professionnel ; 122,20 francs pour un agent hospitalier. En conséquence, elle lui demande : 1° les raisons pour lesquelles cet avantage acquis a été retiré ; 2° quelles mesures elle compte prendre pour obtenir le rétablissement, dans les meilleurs délais, de cette indemnité forfaitaire.

Alcoolisme (remboursement à 100 p. 100 des cures de désintoxication).

17418. — 1^{er} mars 1975. — **M. Canacos** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la réduction du pourcentage de prise en charge par la sécurité sociale des cures de désintoxication éthylique. Jusqu'à l'an dernier, les malades alcooliques qui souhaitaient se désintoxiquer étaient pris en charge couramment à 100 p. 100 par la sécurité sociale. Mais, à la suite d'une circulaire interne, les médecins inspecteurs de la sécurité sociale n'accordent plus ce taux de remboursement qu'en cas de troubles psychiques graves ; cela interdit aux malades de suivre ces cures longues et onéreuses contribuant ainsi à aggraver les effets de l'alcoolisme dans notre pays. En conséquence, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour rétablir la pratique du remboursement à 100 p. 100 des cures de désintoxication.

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17446. — 1^{er} mars 1975. — **M. Robert-André Vivlen** demande à **Mme le ministre de la santé** de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affectés à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et, éventuellement, la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

TRANSPORTS

S.N.C.F. (conclusions de l'enquête sur l'accident de l'express Caen—Rennes de juillet 1974).

17201. — 1^{er} mars 1975. — **M. Mesmin** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat aux transports** les circonstances de l'accident survenu en juillet 1974 à l'express Caen—Rennes, qui a déraillé peu avant l'entrée en gare de Dol, en raison d'une vitesse excessive, causant la mort de neuf voyageurs et du mécanicien. Il lui demande s'il peut lui indiquer les conclusions de la commission d'enquête chargée d'élucider les causes de cette catastrophe, datant maintenant de plus de sept mois.

Cheminsots (cheminots retraités de Tunisie et du Maroc : octroi d'un permis de circulation gratuite sur le réseau S.N.C.F.).

17228. — 1^{er} mars 1975. — **M. Franceschi** a noté avec intérêt les dispositions qui ont été prises par **M. le secrétaire d'Etat** aux transports dans la réponse à sa question écrite n° 10351 en date du 5 avril 1974, parue au *Journal officiel*, Débats parlementaires, du 7 septembre 1974, page 4390, et concernant l'octroi de deux bons à 50 p. 100 de réduction par an, valables sur les lignes de la S.N.C.F. aux anciens agents ferroviaires des chemins de fer du Maroc et de Tunisie admis à la retraite avant l'indépendance de ces pays, ainsi qu'à leur famille. Il lui demande cependant s'il ne peut lui offrir l'opportunité de procéder, à présent, à une nouvelle étude bienveillante du problème tendant à faire bénéficier les intéressés, compte tenu de leur âge et de leur faible nombre, du transport gratuit sur le réseau S.N.C.F.

Transports en commun (carte unique d'abonnement et aire d'application dans la région parisienne).

17233. — 1^{er} mars 1975. — **M. Alain Vivien** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux transports** que **M. Jacques Chirac**, Premier ministre, déclarait le 18 septembre dernier lors de l'inauguration de l'hôtel de ville de Vélizy-Villacoublay qu'il avait demandé « que soit mise en œuvre, dès 1975, une réforme profonde de la tarification. Les habitants de la région parisienne pourront circuler sur l'ensemble du réseau du métro, des autobus et des trains de banlieue de la S. N. C. F. avec une carte unique d'abonnement qui permettra pendant sa durée de validité un nombre illimité de voyages. La tarification ne dépendra plus de la fréquence des déplacements ou de la nature des moyens utilisés, mais uniquement de la zone à l'intérieur de laquelle ces déplacements s'effectueront ». Il lui demande : 1^o la date à partir de laquelle la carte unique de transport sera instaurée; 2^o s'il ne lui paraît pas équitable d'étendre la zone dite de raccord créée en 1941 jusqu'aux communes de Meaux, Tourna-en-Brie et Melun, prenant ainsi en compte les deux villes nouvelles de Marne-la-Vallée et de Melun-Sénart, ainsi que la zone interstitielle, espace qui connaît actuellement une poussée d'urbanisation considérable et un retard non moins important dans l'implantation des zones industrielles, obligeant des dizaines de milliers de nouveaux résidents à se rendre à Paris et dans la petite banlieue pour y trouver du travail.

Hydrocarbures (remboursement par les sociétés pétrolières des trop-perçus sur la société Air France et poursuites judiciaires).

17249. — 1^{er} mars 1975. — **M. Coisnet** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux transports** que **M. le directeur général adjoint de la Société nationale Air France** a déclaré devant la commission parlementaire d'enquête sur l'activité des sociétés pétrolières que cette société nationale avait été contrainte, de par l'entente et les agissements des sociétés pétrolières, de payer le carburant au prix de 53 francs l'hectolitre alors qu'il estimait qu'elle n'aurait pas dû le payer plus de 40 francs. Dans ces conditions, Air France a été littéralement pillée de plusieurs centaines de millions de francs en 1974, ce qui explique pour la plus grande part le déficit de son exercice. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour obtenir le remboursement du trop-perçu par les sociétés pétrolières et pour inciter la direction d'Air France à engager des poursuites à l'encontre de ces sociétés.

S. N. C. F.

(urgente nécessité de réaliser la gare souterraine de Paris-Lyon).

17254. — 1^{er} mars 1975. — **M. Kalinsky** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux transports** sur l'urgente nécessité de réaliser la gare souterraine de Paris-Lyon destinée à la correspondance avec la station du R. E. R. actuellement en construction. La saturation de la gare actuelle est, en effet, la source de nombreuses difficultés à la fois pour le personnel et pour les usagers qui ne disposent pas des installations fonctionnelles indispensables. Cette situation va encore être aggravée par la mise en service à pleine cadence de l'antenne ferroviaire desservant la ville nouvelle d'Evry. Or, la direction générale de la S. N. C. F. vient d'écrire à l'auteur de la question que « si les crédits correspondants sont inscrits au budget de 1976, la mise en service de la gare de banlieue pourra être effectuée en 1980 ». Cela signifie que dans l'hypothèse la meilleure, la mise en service de cette gare n'interviendrait pas avant cinq ans, soit trois ans après la mise en service de la gare du R. E. R. qui perdrait de ce fait une grande partie de sa raison d'être durant toute cette période. Une telle situation ne peut manquer d'aggraver d'année en année les difficultés actuelles et il lui demande, en conséquence, quelles mesures il entend prendre : 1^o pour débloquer les crédits indispensables dès 1975 de manière à permettre de coordonner les travaux avec ceux de la gare du R. E. R.; 2^o pour que les travaux soient conduits de manière à permettre la mise en service de la gare S. N. C. F. sans un retard exagéré par rapport à la gare du R. E. R.

Cheminots (refus de mutation pour manque d'effectifs).

17255. — 1^{er} mars 1975. — **M. Rigout** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux transports** sur les difficultés que rencontrent les agents S. N. C. F. de certaines régions pour obtenir une mutation. Les motifs du refus de mutation avancés sont toujours : « manque d'effectifs ». Or, dans une circulaire signée par le directeur de la S. N. C. F., n^o 183 du 15 novembre 1974, il est précisé « que les difficultés d'embauchage sont en voie de complète disparition et que le programme de recrutement, portant cette année sur 15 000 emplois, sera entièrement réalisé ». Dans ce cas, il lui

demande pourquoi le refus de mutation est maintenu s'il est possible de remplacer le muté accepté par la division du personnel de la région d'accueil, par l'embauche d'un nouvel agent.

S. N. C. F. (attribution de billets de congés payés aux pré-retraités).

17360. — 1^{er} mars 1975. — **M. Claude Weber** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux transports** sur l'attribution des billets de congés payés aux pré-retraités. En effet, les travailleurs en activité bénéficient d'un billet de réduction S. N. C. F. de congés payés. Les retraités, eux aussi, une fois par an, peuvent bénéficier d'une réduction de 30 p. 100. Par contre, le problème est différent pour les pré-retraités. Ceux-ci ne sont plus en activité, mais non complètement en chômage, puisqu'ils perçoivent une partie de leur ancien salaire, plus une allocation chômage. Ils ne sont considérés ni comme salariés ni comme retraités. Il leur est donc impossible de profiter de cette réduction, l'ancienne entreprise déclarant être incompétente puisque le pré-retraité ne fait plus partie de ses effectifs. D'autre part, les Assedic et les services de l'aide publique ne veulent pas assumer cette responsabilité. Il lui demande quels motifs interdisent l'attribution d'un billet S. N. C. F. de réduction aux pré-retraités et quels mesures il compte prendre pour faire cesser une discrimination injustifiée.

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17447. — 1^{er} mars 1975. — **M. Robert-André Vivien** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux transports** de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affecté à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et, éventuellement, la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

R. A. T. P. (prolongement de la ligne n^o 3 bis à Clichy).

17490. — 1^{er} mars 1975. — **M. Alain Vivien** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux transports** sur les problèmes posés par le prolongement de la ligne de métro n^o 13 bis. Le conseil municipal de Clichy a fait effectuer un sondage d'opinion d'où il ressort que la population de la commune souhaite être desservie par deux stations, Clichy-Centre et Pont-de-Clichy. Elle demande que la traversée soit effectuée par un passage sous la Seine. Or, le plus récent projet de la R. A. T. P. aurait conduit à faire une seule station, à Clichy. De plus, le métro, au lieu de passer au-dessous de la Seine, circulerait sur un pont aérien qui dénaturerait l'environnement. Ce projet se heurte à l'hostilité de la population et de ses élus. Il lui demande s'il n'estime pas devoir décider la création de deux stations à Clichy et la mise en place d'un tracé entièrement souterrain.

TRAVAIL

Commerçants et artisans (modification du barème des cotisations d'assurance maladie en faveur des petits commerçants et artisans).

17207. — 1^{er} mars 1975. — **M. Durand** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur une circulaire récente de la C. A. N. A. M. précisant que la cotisation annuelle due par les commerçants, artisans et membres des professions libérales représente 6,25 p. 100 de l'ensemble des revenus professionnels nets de l'année précédente dans la limite du plafond retenu par la sécurité sociale, soit 27 840 francs et 2,50 p. 100 desdits revenus dans la limite de quatre fois le plafond, soit 111 360 francs. Il lui précise que ce calcul des cotisations dues pénalise lourdement les petits commerçants et artisans dont les revenus sont inférieurs à 27 840 francs (commerçants âgés ou saisonniers ainsi que ceux dont un des époux est affilié à un autre régime de protection sociale) puisqu'ils sont taxés à 8,75 p. 100, alors que les assujettis dont les revenus professionnels dépassent 111 360 francs ne sont astreints à aucune cotisation pour les sommes qui excèdent quatre fois le plafond de la sécurité sociale, et il lui demande s'il n'estime pas souhaitable qu'en accord avec le ministre du commerce et de l'artisanat toutes dispositions utiles soient prises à son initiative pour modifier un tel barème dans le sens d'une diminution des cotisations imposées aux petits commerçants et artisans.

Femmes (discrimination en matière salariale).

17212. — 1^{er} mars 1975. — **M. Lafay** expose à **M. le ministre du travail** que la réponse du 13 avril 1974 à la question écrite n^o 7263 posée par ses soins le 5 janvier précédent, indiquait qu'il y avait lieu de penser que la loi n^o 72-1143 du 22 décembre 1972 qui fait obligation à tout employeur d'assurer pour un même travail ou pour un travail de valeur égale l'égalité de rémunération

entre les hommes et les femmes, était très généralement appliquée. Au soutien de ce point de vue la réponse précisait, statistiques à l'appui, que l'écart moyen du taux de salaire horaire des femmes par rapport à celui des hommes était allé en s'amenuisant pendant la période du 1^{er} octobre 1972 au 1^{er} juillet 1973. Il désirerait savoir si cette tendance s'est trouvée stoppée depuis lors, ou s'est même renversée, puisque le conseil des ministres réuni le 5 février dernier a, pour doter les pouvoirs publics de moyens d'action plus énergiques auprès des entreprises, décidé, sur proposition de Mme le secrétaire d'Etat à la condition féminine, de demander au comité du travail féminin d'effectuer une étude sur la discrimination dont les femmes font l'objet en ce qui regarde les rémunérations particulièrement dans le secteur privé.

Assurance vieillesse (cumul des avantages vieillesse des conjoints d'artisans retraités).

17215. — 1^{er} mars 1975. — **M. Zeller** rappelle à **M. le ministre du travail** que, dans le régime d'assurance vieillesse des professions artisanales, le conjoint à charge d'un assuré bénéficiaire d'une pension de vieillesse a droit à partir de l'âge de soixante-cinq ans ou de soixante ans en cas d'invalidité au travail, à une pension de vieillesse égale à la moitié de celle attribuée à l'assuré. Cet avantage est cumulable en totalité avec un avantage d'un régime artisanal. Mais il n'est que partiellement cumulable avec un autre avantage d'un régime de sécurité sociale, l'intéressé n'ayant alors droit qu'à un complément différentiel égal à la partie du droit dérivé supérieure audit avantage. C'est ainsi que, lorsque la conjointe d'un retraité du régime artisanal exerce une activité salariée, la pension à laquelle elle a droit lorsqu'elle est âgée de plus de soixante-cinq ans se trouve diminuée du montant de l'avantage personnel acquis par le versement des cotisations. Les conjointes d'artisans ayant exercé une activité salariée se trouvent ainsi gravement lésées puisqu'elles ne perçoivent aucun avantage en contrepartie de leurs cotisations. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait opportun d'inviter l'organisation autonome des professions artisanales à modifier cette réglementation qui cause un grave préjudice à certains ménages de retraités.

Associations de travailleuses familiales (contribution des caisses d'allocations familiales à leur fonctionnement).

17232. — 1^{er} mars 1975. — **M. Coulais** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les difficultés croissantes que rencontrent les associations de travailleuses familiales pour remplir leur mission, faute d'une aide publique organisée et suffisante pour couvrir le financement de leurs services, souligne le très grand intérêt social de l'action de ces associations de travailleuses familiales dont le développement était recommandé par la commission d'aide sociale du VI^e Plan et demande à **M. le ministre** les mesures financières qu'il compte prendre en accord avec les caisses d'allocation familiales pour permettre à ces associations de poursuivre et de développer leur action. Il demande plus particulièrement si le Gouvernement a l'intention de déposer un projet de loi pour organiser la contribution des caisses d'allocation familiales au fonctionnement des associations de travailleuses familiales.

Assurance vieillesse (versement aux enfants même non à charge des arrérages échus au décès d'un retraité).

17283. — 1^{er} mars 1975. — **M. Ballanger** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur le fait qu'en cas de décès d'un retraité aux termes des dispositions de l'article 7, paragraphe II, du décret n° 66-248 du 31 mars 1966, seul le conjoint survivant ou, à défaut, les enfants à charge sont en droit de percevoir l'intégralité des arrérages qui étaient en cours au moment du décès. Or, rien n'est prévu en faveur des enfants qui ne sont pas à charge et peuvent être eux-mêmes en activité ou retraités. Il lui semble qu'il y a là une injustice à laquelle il faudrait porter remède. C'est pourquoi il lui demande les dispositions qu'il entend prendre pour que dans tous les cas les enfants d'un retraité décédé puissent percevoir les arrérages en cours au moment du décès.

Capital-décès (versement basé au moins sur le remboursement intégral des frais d'obsèques).

17285. — 1^{er} mars 1975. — **M. Berthelot** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur le problème du capital-décès versé par la sécurité sociale aux ayants droit d'un salarié en activité venant à décéder. Ces ayants droit peuvent percevoir l'équivalent de quatre-vingt-dix jours de salaire avec toutefois un plafond de 1 800 francs (180 000 anciens francs) par mois, ce qui au total fait 5 400 francs (540 000 anciens francs). Or, pour les retraités ayant cessé toute activité depuis plus de trois mois, les ayants droit sont écartés de ce capital-décès. En l'occurrence, ils n'ont droit à rien,

alors que dans un ménage de retraités dont les ressources sont modestes la totalité des frais d'obsèques est à la charge du conjoint survivant ou des ayants droit, en l'occurrence les enfants s'il y en a. Il y a là une injustice flagrante, c'est pourquoi il lui demande s'il n'estime pas équitable que, pour le moins, le versement du capital décès soit basé sur le remboursement intégral des frais d'obsèques.

Imprimerie (licenciement collectif des employés de l'imprimerie Chaufour de Vitry-sur-Seine [Val-de-Marne]).

17238. — 1^{er} mars 1975. — **M. Franceschi** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des 235 employés de l'imprimerie Chaufour à Vitry-sur-Seine qui viennent de faire l'objet d'une mesure de licenciement collectif. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour permettre la remise en route rapide de cette entreprise, avec son personnel, compte tenu de celle-ci de par son matériel et la qualification professionnelle de l'ensemble de ses employés répond parfaitement aux besoins du marché.

Inspection du travail (modalités de transmission aux parquets des procès-verbaux d'infraction).

17296. — 1^{er} mars 1975. — **M. Chnaud** expose à **M. le ministre du travail** que le pouvoir de relever par procès-verbaux les infractions que constatent les inspecteurs du travail en matière de législation du travail résulte des articles L. 611-10 (alinéa 1) et L. 611-1 (alinéas 1, 2 et 3) lesquels sont ainsi rédigés, pour le premier: « Les inspecteurs du travail et de la main-d'œuvre et les ingénieurs des mines constatent les infractions par des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire ». Pour le second: « Les inspecteurs du travail et de la main-d'œuvre sont chargés de veiller à l'application des dispositions du code du travail et des lois et règlements non codifiés relatifs au régime du travail. Ils sont également chargés, concurremment avec les agents et officiers de police judiciaire, de constater, s'il y échet, les infractions à ces dispositions. Ils constatent en outre les infractions aux dispositions des articles L. 472 (alinéa 2) et L. 473 (alinéa 1) du code de la sécurité sociale. Dans les deux cas expressément prévus par la loi ou le règlement, ces attributions peuvent être exercées par des fonctionnaires de contrôle assimilés ». Il lui demande de bien vouloir lui préciser si les procès-verbaux établis par ces inspecteurs doivent suivre la voie hiérarchique avant d'être transmis aux procureurs de la République ou si les intéressés disposent de la saisine directe des parquets.

Anciens combattants et prisonniers de guerre (majorations des retraites des anciens combattants de 1914-1918).

17297. — 1^{er} mars 1975. — **M. Chnaud** expose à **M. le ministre du travail** que les décrets n° 74-1194, 74-1196, 74-1197 du 31 décembre 1974 permettent aux anciens combattants de 1939-1945, d'Indochine, de Corée et d'Algérie ainsi qu'aux anciens prisonniers de ces guerres de bénéficier, par le jeu de bonifications d'annuités, d'une retraite anticipée au taux plein. Il attire son attention sur le fait que la plus grande partie des anciens combattants de la guerre 1914-1918 qui ont cessé leurs activités professionnelles à l'âge de soixante-cinq ans n'ont pu réunir les 120 trimestres d'affiliation alors nécessaires pour obtenir leur retraite au taux plein. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable qu'en accord avec son collègue le ministre de l'économie et des finances toutes dispositions utiles soient prises à son initiative pour que les intéressés, dont le nombre décroît rapidement, puissent obtenir eux aussi une majoration de retraite tenant compte du temps qu'ils ont passé sous les drapeaux.

Aide sociale (révision du coût des cotisations payées par les services de l'aide sociale pour les cotisations volontaires des pensionnaires d'hôpitaux psychiatriques).

17304. — 1^{er} mars 1975. — **M. Josselin** indique à **M. le ministre du travail** qu'au cours de sa séance du 14 novembre 1974, le bureau d'aide sociale de la commune de Perros-Guirec (Côtes-du-Nord) a adopté la délibération suivante: « Le bureau d'aide sociale de Perros-Guirec réuni le 14 novembre 1974 à la mairie de Perros-Guirec, après: avoir examiné les dossiers de demande d'admission à l'assurance volontaire présentée par quatre personnes hospitalisées dans les hôpitaux psychiatriques du département; pris connaissance du décret n° 74-559 du 17 mai 1974 précisant que le coût de la cotisation volontaire maladie est porté à 28 000 francs pour l'année 1974 (hospitalisés de plus de trois ans); s'étonne du montant exorbitant de ces cotisations qui oblige les demandeurs à solliciter la prise en charge des cotisations auprès des services de l'aide sociale, décide d'intervenir auprès des parlementaires du département afin que soit révisé le coût des cotisations payées par les services de l'aide sociale et que ces sommes soient récupérées sur les pensions,

retraites ou allocations des intéressés ainsi que sur leurs biens présents et à venir. » Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quel est son sentiment sur cette délibération et quelles mesures il compte prendre pour répondre aux souhaits exprimés par la commission administrative du bureau d'aide sociale.

Assurance vieillesse (modalités d'application des bonifications accordées aux mères de famille).

17305. — 1^{er} mars 1975. — Après promulgation de la loi n° 75-3 du 3 janvier 1975 portant amélioration des pensions des mères de famille et plus particulièrement son article 9 modifiant l'article L. 342-1 du code de la sécurité sociale, M. Besson demande à M. le ministre du travail de bien vouloir lui confirmer que les textes d'application de cet article seront fidèles aux intentions du législateur et que les deux années d'assurance par enfant accordées aux mères de famille pourront dans tous les cas s'ajouter à leurs droits acquis et que, par exemple, lorsqu'une femme aura cotisé au moins neuf années à un régime d'assurance vieillesse et qu'elle aura ensuite élevé trois enfants elle pourra bien bénéficier des droits ouverts après quinze ans d'activité.

Assurance vieillesse (amélioration des pensions des assurés ayant pris leur retraite avant le 1^{er} janvier 1972).

17315. — 1^{er} mars 1975. — M. Charles Bignon rappelle à M. le ministre du travail que les assurés du régime général de sécurité sociale qui ont demandé la liquidation de leur retraite avant le 1^{er} janvier 1972 ont obtenu une pension égale à 40 p. 100 du salaire de base dans la mesure où ils avaient cotisé pendant au moins 120 trimestres. En raison des mesures prévues par la loi précitée, ce taux de pension a été progressivement porté de 40 à 50 p. 100, à condition que les intéressés aient cotisé pendant au moins 150 trimestres. C'est depuis le 1^{er} janvier 1975 que ce taux de 50 p. 100 a été atteint après une période transitoire qui a duré trois années. Par ailleurs, avant l'intervention du décret n° 72-1229 du 29 décembre 1972 la retraite de sécurité sociale était calculée sur le salaire de base tenant compte des dix dernières années d'activité. Depuis la publication du décret en cause la pension est liquidée en tenant compte des dix meilleures années d'activité. Les assurés du régime général de sécurité sociale qui ont pris leur retraite avant le 1^{er} janvier 1972 peuvent donc être doublement pénalisés : d'une part en raison du taux réduit des pensions qui leur ont été accordées, d'autre part, compte tenu du fait que pour certains de ces retraités le calcul à partir des dix meilleures années d'activité aurait été beaucoup plus intéressant pour eux que celui effectué à partir des dix dernières années d'activité. Les majorations des pensions qui interviennent chaque année ont pour effet de creuser de plus en plus l'écart entre les bénéficiaires des dispositions de la loi du 31 décembre 1971 et du décret du 29 décembre 1972 et les assurés dont la pension a été liquidée suivant les anciennes règles. Seul, un relèvement forfaitaire de 5 p. 100 de leur pension a été accordé aux assurés ayant pris leur retraite avant le 1^{er} janvier 1972. Cette majoration apparaît comme nettement insuffisante, c'est pourquoi il lui demande de bien vouloir envisager de nouvelles mesures en faveur de ceux qui ont été pénalisés par la non-rétroactivité des deux textes qu'il vient de lui rappeler. Il lui rappelle également que les conditions exigées pour reconnaître l'inaptitude au travail étaient autrefois draconiennes. Actuellement cette inaptitude est reconnue en cas d'incapacité estimée à 50 p. 100. Les salariés qui n'ont pu bénéficier des nouvelles dispositions ont souvent été obligés de prendre leur retraite à soixante ans avec un taux de pension de 20 p. 100 bien qu'étant réellement inaptes au travail. Il lui demande également d'envisager des mesures en faveur de cette catégorie de pensionnés.

Retraites complémentaires (retraite anticipée des agents d'assurance anciens combattants et prisonniers de guerre).

17321. — 1^{er} mars 1975. — M. Xavier Deniau rappelle à M. le ministre du travail que les dispositions de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 permettant aux anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier, entre soixante et soixante-cinq ans, d'une pension de retraite calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans sont parallèlement appliquées par certains régimes de retraite complémentaire. Il lui expose à cette occasion que les agents d'assurance dépendent, en matière de retraite, de deux organismes : une caisse de retraite obligatoire, la Camac et une caisse de retraite complémentaire, la Cavamac. Cette dernière a donné son accord pour faire bénéficier ses ressortissants des mesures prévues à l'égard des anciens combattants et anciens prisonniers de guerre. Toutefois, cette décision serait subordonnée à la parution d'un décret. Il lui demande quand celui-ci sera publié en appelant son attention sur les conséquences d'un retard qui porte préjudice aux professionnels concernés.

Retraites complémentaires (généralisation du bénéfice de la retraite anticipée des anciens combattants et prisonniers de guerre).

17322. — 1^{er} mars 1975. — M. Xavier Deniau rappelle à M. le ministre du travail que le décret n° 74-1194 du 31 décembre 1974 a modifié un texte précédent fixant les conditions d'application de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 accordant aux anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre la possibilité de prétendre, à compter de soixante ans, à une pension de retraite au taux plein. Ces dispositions, qui ont été prises à l'origine à l'égard des salariés du régime général, ont été étendues aux travailleurs non salariés. Certains régimes de retraite complémentaire ont également prévu l'attribution des retraites complémentaires anticipées à taux plein aux anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre remplissant les conditions prévues. C'est ainsi que, notamment, les régimes de retraites complémentaires des salariés non cadres (Arcco) et des cadres (Agirc) ont rendu cette mesure applicable, en ce qui les concerne, à compter du 1^{er} janvier 1974. Par contre, d'autres régimes de retraites complémentaires ne paraissent pas avoir adopté des dispositions semblables. Parmi ceux-ci, figure en particulier l'institution générale interprofessionnelle de retraite des salariés (Girs). Il lui demande à cette occasion si une action ne peut être entreprise en vue d'inciter les régimes ne s'étant pas encore alignés sur ces nouvelles dispositions sociales à accorder les mêmes possibilités à leurs adhérents anciens combattants et anciens prisonniers de guerre, afin que ne s'établisse pas une disparité que les intéressés comprendraient difficilement.

Allocation de chômage (attribution à une salariée quittant son emploi pour suivre en province son mari retraité).

17326. — 1^{er} mars 1975. — M. Laurin soumet à M. le ministre du travail le cas suivant. Un retraité de soixante-huit ans décide de revenir dans sa province d'origine où il a sa maison et sa famille. Sa décision contraint pratiquement son épouse, âgée de cinquante-quatre ans, à quitter l'emploi qu'elle occupait dans la région parisienne pour venir en province maintenir sa vie familiale. Elle doit donc donner sa démission, et, en arrivant dans son foyer, s'inscrit comme demandeur d'emploi. Or, dans un arrêté du 24 mai 1966, la Cour de cassation a refusé le maintien du droit aux prestations lorsque le caractère involontaire du chômage ne peut être raisonnablement invoqué. Il lui demande si, dans le cas particulier qu'il vient de lui exposer on ne peut considérer comme raisonnable le fait, pour cette femme, de venir rejoindre son mari, une démission donnée dans ces conditions devant alors ouvrir aux allocations de chômage.

Assurance vieillesse (autorisation de cumul pour une veuve de sa pension directe constituée par des versements volontaires et d'une pension de réversion).

17330. — 1^{er} mars 1975. — M. Belcour appelle l'attention de M. le ministre du travail sur la pénalisation dont fait l'objet une personne ayant effectué des versements volontaires au titre du régime général de la sécurité sociale lorsque cette retraite ne lui est pas intégralement versée par application de la règle ne permettant pas le cumul de la pension personnelle avec celle de réversion. Il lui expose à ce sujet la situation d'une femme dont la retraite de sécurité sociale, constituée en partie à l'aide de cotisations volontaires, est déduite de la pension de réversion qu'elle perçoit du chef de son conjoint décédé. Ce dernier, qui était assujéti au régime des artisans, n'avait pas cotisé quinze années au minimum à titre obligatoire et n'avait pas acquis par ces cotisations 240 points de retraite au moins. Or, aux termes de l'article 32-3 du décret du 17 septembre 1964 modifié, les avantages alloués au conjoint survivant sont diminués dans ce cas de tous autres avantages de sécurité sociale dont l'intéressé serait bénéficiaire. Il lui demande s'il n'estime pas qu'une différence devrait apparaître, dans le cadre du problème du cumul de la pension personnelle avec la pension de réversion, lorsque l'avantage personnel a été acquis du fait de versements obligatoires ou de versements facultatifs. Dans cette dernière hypothèse, il paraîtrait équitable que soit écartée de la règle du non-cumul la retraite personnelle constituée par des cotisations volontaires afin que celle-ci ne vienne pas, en totalité ou en partie, en déduction de la pension de réversion. Il souhaite savoir les dispositions qui peuvent être envisagées pour remédier aux situations de cet ordre.

Coristes (validité au plan national des autorisations de conduite délivrées sous l'égide d'un organisme agréé).

17339. — 1^{er} mars 1975. — M. Renard attire l'attention de M. le ministre du travail sur les dispositions de l'arrêté du 30 juillet 1974 (*Journal officiel* du 11 août 1974) relatif aux mesures de sécurité applicables aux chariots automoteurs de manutention à conducteurs

portés. L'article 12 des dispositions générales annexées à cet arrêté prévoit que les caristes doivent avoir subi un examen organisé par l'employeur prouvant qu'ils sont capables de s'acquitter de leur fonction en toute sécurité : cet examen doit comporter deux parties : 1^{er} un examen par le médecin du travail comportant un examen psychotechnique ; 2^o un examen de conduite des véhicules. Sur le vu des résultats de l'examen, l'employeur doit établir et délivrer « une autorisation de conduite » que tout cariste doit pouvoir produire lors de tout contrôle. Dans la quasi totalité des cas, cet examen s'effectue sous le contrôle d'un organisme spécialisé, tel l'institut de formation aux techniques d'implantation et de manutention (I. F. T. I. M.) Or, si les « autorisations de conduite » délivrées par celui-ci sont en général reconnues valables au plan national, il n'en va pas de même de celles délivrées par d'autres organismes tel que l'A. P. A. V. E., pourtant agréé pour les délivrer. Les titulaires de ces autorisations se voient donc contraints, lorsqu'ils changent d'employeur, de repasser un examen de conduite, le plus souvent sous l'égide du même organisme. Il lui demande s'il n'entend pas mettre un terme à cette situation absurde, et préjudiciable aux travailleurs contraints de changer d'entreprise, en apportant aux dispositions générales annexées à l'arrêté du 30 juillet 1974 la précision que « l'autorisation de conduite » délivrée sous l'égide d'un organisme agréé est valable au plan national, au même titre qu'un permis de conduire.

Enseignement libre (amputation indiciaire au 1^{er} janvier 1975 des traitements de certaines catégories de personnel).

17343. — 1^{er} mars 1975. — **M. Lafay** expose à **M. le ministre du travail** que les diverses catégories de personnel en fonctions dans les établissements de l'enseignement libre et dont les traitements ne sont pas à la charge de l'Etat ont, en vertu d'une décision prise le 17 mai 1974 par la commission paritaire nationale compétente à leur égard, été assujetties aux indices de rémunération de la fonction publique pour le calcul de leurs salaires à compter du 1^{er} septembre 1974. Les échelles indiciaires dans lesquelles ont été reclassés les intéressés se réfèrent normalement aux indices majorés du 1^{er} octobre 1972 puisque ceux-ci étaient effectivement en vigueur à la date d'intervention de la décision susmentionnée. Depuis lors, conformément aux décrets n^{os} 74-581 du 10 juin 1974, n^o 74-652 du 19 juillet 1974 et n^o 74-1075 du 19 décembre 1974, ces indices ont été uniformément et successivement accrus de 5 points au 1^{er} juin 1974, 2 points au 1^{er} juillet 1974 et 3 points au 1^{er} janvier 1975. Si les deux premières augmentations ont été intégralement répercutées sur l'ensemble des emplois concernés des établissements en cause, la dernière en date n'a eu un plein effet que pour certaines catégories de personnel, les autres, à l'instar des surveillants d'enseignement, ne se voyant accorder au 1^{er} janvier 1975 qu'une majoration indiciaire réduite, puisque ramenée de 3 à 2 points. L'inégalité de cette mesure semble être d'autant plus manifeste que la minoration observée vise les agents qui perçoivent les plus bas salaires, alors qu'en ce qui regarde la fonction publique — base de comparaison irréfutable en la circonstance puisque résultant de la décision précitée du 17 mai 1974 — un effort particulier s'exerce en faveur des traitements de personnels des catégories les plus modestes. Il lui demande si l'amputation indiciaire effectuée le 1^{er} janvier 1975 lui paraît cadrer non seulement avec la position initialement adoptée par la commission nationale paritaire, mais aussi avec les dispositions du code du travail fixant les principes et les modalités de détermination et de revalorisation des salaires.

Droits syndicaux (violation de la législation du travail aux établissements Dufour de Montrouil [Seine-Saint-Denis]).

17348. — 1^{er} mars 1975. — **M. Odru** attire à nouveau l'attention de **M. le ministre du travail** sur les violations répétées de la législation du travail dont se rend coupable la direction des établissements Dufour à Montrouil (Seine-Saint-Denis). Systématiquement cette direction s'en prend aux élus du personnel et aux responsables syndicaux soit pour les muter de service en les déclassant progressivement (d'où perte de salaire), soit en les sanctionnant par des mises à pied ou des licenciements. C'est le cas présentement d'un jeune élu du personnel qui, par deux fois, se retrouve mis à pied avec demande de licenciement malgré un premier refus de l'inspecteur du travail. Les travailleurs des établissements Dufour, confrontés régulièrement à de telles pratiques, en arrivent à se demander de quelles protections la direction patronale peut bien bénéficier pour pouvoir ainsi persévérer dans l'illégalité sans jamais être sanctionnée. Partageant le mécontentement légitime des travailleurs des établissements Dufour, il lui demande d'intervenir sans délai pour faire cesser les brimades dont est victime ce salarié et pour imposer, plus généralement, le respect de la législation du travail par la direction des établissements Dufour.

Sécurité sociale minière (maintien de l'affiliation des mineurs reconvertis avant le 30 juin 1971).

17349. — 1^{er} mars 1975. — **M. Roucaute** expose à **M. le ministre du travail** que le décret n^o 75-8 du 6 janvier 1975 portant application de la loi de finances rectificative pour 1973 (n^o 73-1128 du 21 décembre 1973) prévoyant la possibilité pour d'anciens agents des houillères de bassin ayant fait l'objet d'une mesure de conversion de rester affiliés au régime spécial de la sécurité sociale dans les mines, limite au 30 juin 1971 la date possible de rétroactivité. Or, d'une part, les offres de conversion adressées aux mineurs du bassin des Cévennes datent de 1968, où a été annoncée officiellement la fermeture définitive du bassin houiller pour 1975-1977, d'autre part, les premières conversions ont eu lieu en 1962 dans le bassin de Decazeville. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre en faveur des agents des houillères convertis avant le 30 juin 1971, afin qu'ils puissent rester affiliés au régime spécial de sécurité sociale dans les mines.

Enfance inadaptée (situation des élèves moniteurs-éducateurs du centre de formation C.E.M.E.A. de Vicq-le-Comte).

17358. — 1^{er} mars 1975. — **M. Villon** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des élèves moniteurs-éducateurs du centre de formation C.E.M.E.A. de Vicq-le-Comte. Ces élèves devraient bénéficier de l'allocation de formation fixée à 850 francs par mois par le protocole d'accord du 19 septembre 1974 entre organisations d'employeurs du secteur sanitaire et social et organisations syndicales de salariés. Or, dix-sept de ces élèves n'ont pas reçu d'allocation promise. En outre, il est foncièrement injuste que les élèves moniteurs-éducateurs ne peuvent bénéficier de l'assurance maladie accordée aux étudiants et sont obligés de contracter une assurance maladie volontaire dont la charge varie suivant l'âge de 204 francs à 409 francs par trimestre. Cela crée une situation désastreuse pour les élèves sans fortune et notamment pour ceux qui viennent d'accomplir leur service militaire. Aussi il lui demande, d'une part, s'il ne croit pas devoir intervenir auprès de l'A. G. F. I. S. chargé de la distribution des fonds versés par les établissements de l'enfance inadaptée afin que cet organisme applique le protocole cidessus cité et en faisant bénéficier tous les élèves de l'allocation prévue sans en éliminer certains par l'application de critères d'attributions qui écartent une partie des élèves du droit à l'allocation. Il lui demande, d'autre part, quelles mesures il compte prendre pour que les élèves moniteurs-éducateurs bénéficient de la prestation sociale du régime étudiant.

Prestations familiales (injustices entraînées par l'évolution de l'âge des enfants dans leur attribution).

17361. — 1^{er} mars 1975. — **M. Claude Weber** expose à **M. le ministre du travail** que l'évolution de l'âge des enfants entraîne, pour les familles, des différences considérables et injustifiées dans le montant des prestations familiales auxquelles elles peuvent prétendre. Ainsi, une famille ayant trois enfants, de dix-neuf ans et demi, quinze ans et demi et dix ans, perçoit 577,90 francs, le plus âgé entraînant une majoration, car aîné de trois enfants. Six mois plus tard, le coût de la vie et les charges familiales n'ayant cessé de s'accroître, les enfants ont respectivement vingt ans, seize ans, dix ans et demi. L'aîné, quoique toujours à charge, ne joue plus dans le calcul des prestations. Le cadet, bien qu'âge de plus de seize ans, n'entraîne pas une majoration, car il n'est l'aîné que de deux enfants. Et la même famille ayant toujours, dans les faits, trois enfants à charge, ne perçoit plus que 181,47 francs, soit une diminution de ressources de près de 400 francs, très préjudiciable à ses conditions de vie. Il lui demande en conséquence s'il n'estime pas nécessaire de revoir, dans un sens favorable, un certain nombre de règles d'attribution des prestations familiales.

S. N. C. F. (attribution de billets de congés payés aux pré-retraités).

17362. — 1^{er} mars 1975. — **M. Claude Weber** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur l'attribution des billets de congés payés aux pré-retraités. En effet, les travailleurs en activité bénéficient d'un billet de réduction S. N. C. F. de congés payés. Les retraités, eux aussi, une fois par an, peuvent bénéficier d'une réduction de 30 p. 100. Par contre, le problème est différent pour les pré-retraités. Ceux-ci ne sont plus en activité, mais non complètement en chômage, puisqu'ils perçoivent une partie de leur ancien salaire, plus une allocation chômage. Ils ne sont considérés ni comme salariés ni comme retraités. Il leur est donc impossible de profiter de cette réduction, l'ancienne entreprise déclarant être incompétente puisque le pré-retraité ne fait plus partie de ses effectifs. D'autre part, les Assedic et les services de l'aide publique ne peuvent attribuer cette responsabilité. Il lui demande quels moyens il compte prendre pour l'attribution d'un billet S. N. C. F. de réduction de congés payés et quelles mesures il compte prendre pour faire cesser cette situation injustifiée.

Emploi (chômage partiel et menaces de licenciement aux Etablissements Gambin de Viuz-en-Sallaz).

17363. — 1^{er} mars 1975. — **M. Maisonnat** expose à **M. le ministre du travail** que suite à la prise de contrôle par le groupe Bulukian des Etablissements Gambin de Viuz-en-Sallaz, la direction de cette entreprise de 600 salariés a mis le personnel en chômage partiel une semaine sur sept, ce qui ramène la durée hebdomadaire de travail de 42 heures à 35 heures. De plus, des menaces sérieuses de licenciement pèsent sur ces travailleurs dont un certain nombre ont déjà été transférés dans une autre entreprise que le groupe vient d'acheter (il s'agit de l'entreprise Joly-Poloz), le transfert de ces trente-deux salariés s'accompagnant d'un déclassé systématique, avec diminution importante du salaire. Dans ces conditions, la situation de ces salariés est particulièrement difficile et ce, alors même qu'ils n'ont aucune part de responsabilité dans la dégradation de la situation économique actuelle. Aussi, il lui demande quelle mesure il compte prendre pour éviter une nouvelle atteinte à l'emploi et pour garantir le droit au travail de ces salariés en leur assurant le plein emploi.

Etablissements scolaires (maintien des sections Chaudronnerie et Mécanicien d'usinage à l'école technique de la S.N.E.C.M.A. à Corbeil-Essonnes).

17367. — 1^{er} mars 1975. — **M. Combrisson** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le projet de suppression des sections Chaudronnerie et Mécanicien d'usinage de l'école technique de la S.N.E.C.M.A. à Corbeil-Essonnes. Ce projet, s'il était mis en application comme prévu à la rentrée 1975, aurait comme conséquences : 1^o dans l'immédiat, la suppression d'emplois pour le personnel enseignant de l'école ; 2^o la diminution des possibilités de formation technique dans le département, qui se trouve déjà dans ce domaine en état de sous-développement, le nombre de C.E.T. étant très insuffisant, alors que de nombreux jeunes se présentent sur le marché du travail sans aucune formation et deviennent ainsi chômeurs avant d'avoir même occupé un emploi ; la S.N.E.C.M.A. rencontre des difficultés pour recruter sur place le personnel qualifié nécessaire. Il lui demande, en conséquence, quelles dispositions il compte prendre pour assurer le maintien de toutes les sections de formation technique de l'école en question.

S.I.C.A. (exonération de la contribution sociale de solidarité).

17386. — 1^{er} mars 1975. — **M. de Poulpique** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur l'article 33 de l'ordonnance n^o 67-828 du 23 septembre 1967 qui a été modifié par la loi n^o 70-13 du 3 janvier 1970 portant création d'une contribution sociale de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés. L'article 33 en cause prévoit que certains organismes, dont les coopératives, sont exonérés de cette contribution sociale de solidarité. Il lui expose que les S.I.C.A. ne peuvent bénéficier de cette exonération. Ainsi, une S.I.C.A., société ayant la forme anonyme et réalisant un chiffre d'affaires apparent assez élevé, se voit réclamer la contribution sociale de solidarité par la caisse de compensation de l'organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce (Organic). Cette réclamation apparaît comme regrettable eu égard à l'activité non lucrative de cet organisme professionnel dont l'activité se borne, dans le cas particulier, à organiser et à discipliner la production porcine du Finistère et la mise en marché de cette dernière. Il apparaît d'ailleurs que la base (le chiffre d'affaires) retenue pour l'assiette de la contribution provoque une charge disproportionnée pour les entreprises travaillant avec des marges réduites et surtout pour celles — comme dans le cas de la S.I.C.A. évoqué — qui servent de simples intermédiaires prestataires de services. Il apparaît souhaitable de compléter la loi n^o 70-13 du 3 janvier 1970 par une disposition exonérant les S.I.C.A. du versement de la contribution sociale de solidarité. Il lui demande s'il compte prendre l'initiative d'un projet de loi dans ce sens.

Prestations familiales (majoration des allocations familiales : assouplissement des règles d'attribution dans les familles comptant plus de deux enfants).

17387. — 1^{er} mars 1975. — **M. Ribes** rappelle à **M. le ministre du travail** que les majorations des allocations familiales, lorsque les enfants atteignent l'âge de dix ans puis de quinze ans, ne s'appliquent pas à l'égard de l'aîné des familles n'ayant que deux enfants à charge. L'application des dispositions en cause fait que sont mises sur le même pied d'égalité les familles composées de deux enfants et celles qui n'ont plus que deux enfants à charge alors qu'elles en ont élevé trois ou plus. Cette situation pénalise les familles nombreuses qui ont souvent consenti de gros sacrifices pour permettre à leurs enfants de poursuivre leurs études et qui, lorsque les aînés ne sont plus considérés comme étant à charge alors que la réalité

est tout autre quand ils sont étudiants, subissent une diminution spectaculaire des allocations familiales lorsque la majoration de celle-ci ne peut plus s'appliquer qu'à un seul enfant. Il lui demande s'il n'estime pas opportun, dans le cadre d'une politique familiale dont chacun s'accorde à reconnaître la nécessité, d'apporter un assouplissement aux règles d'attribution de la majoration des allocations familiales lorsque celles-ci sont destinées à des familles ayant au moins trois enfants.

Gardiennes d'enfants de l'assistance publique (droit aux allocations d'aide publique au chômage).

17388. — 1^{er} mars 1975. — **M. Peyret** expose à **M. le ministre du travail** que les gardiennes d'enfants de l'assistance publique rencontrent des difficultés certaines lorsqu'elles sont privées d'emploi et qu'elles demandent, à ce titre, à bénéficier des allocations d'aide publique au chômage. Il lui demande s'il peut lui préciser que cette catégorie de travailleurs peut légitimement prétendre à ces prestations et de prévoir à cet effet toutes dispositions permettant à leur égard et dans les délais normaux l'application des textes en vigueur.

Comités d'entreprise (possibilité de constituer deux collèges distincts de cadres pour les élections).

17395. — 1^{er} mars 1975. — **M. Le Douarac** demande à **M. le ministre du travail** si la direction d'une entreprise comportant plus de vingt-cinq cadres peut les répartir en vue des élections du comité d'entreprise entre deux collèges distincts : l'un réservé aux cadres exerçant une fonction hiérarchique ; l'autre regroupant les cadres techniques, administratifs ou commerciaux dont les travaux, recherches et missions impliquent une formation supérieure identique, alors que l'article L. 433-2 (§ 3) du code du travail ne prévoit expressément pour lesdites catégories que la constitution d'un seul collège spécial dont l'existence ne saurait, au demeurant, être mise en cause, aux termes mêmes du paragraphe 3 de l'article précité, par voie d'accord conclu entre la direction et les organisations syndicales.

Industrie alimentaire (annonce de la fermeture de la brasserie de Colmar).

17411. — 1^{er} mars 1975. — **M. Hage**, après **M. Gilbert Schwartz**, attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la fermeture de la brasserie de Colmar, groupe Albraheinecken, à la fin de la saison brassicole. Ce groupe multinational, par ailleurs très prospère, applique ainsi odieusement la loi du profit maximum au dépend du droit au travail des salariés de cette brasserie et de la sécurité de la vie de leur famille. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le sort de ces travailleurs, la prospérité de la région alsacienne et le maintien de cette industrie traditionnelle ne se décident pas à l'étranger.

Travail à temps partiel (privation du plein usage des droits sociaux de ces travailleurs).

17420. — 1^{er} mars 1975. — **M. Canaco** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les conséquences pour les salariés de la généralisation des emplois à temps partiel. Nombre d'entreprises privées ou publiques (grands magasins, S.N.C.F., etc.) emploient de plus en plus de personnel à temps partiel, alors que dans bien des cas ces employés demandent, en vain, à obtenir un poste complet. Cette pratique conduit à priver certains salariés du plein usage de leurs droits sociaux, en leur interdisant d'atteindre le nombre d'heures de travail exigé pour donner droit par exemple aux allocations de chômage ou à la retraite. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que cette injustice soit réparée et pour que les droits de ces travailleurs soient préservés.

Travailleurs étrangers (travailleurs immigrés algériens titulaires d'une pension d'invalidité : droit aux allocations du F. N. S.).

17421. — 1^{er} mars 1975. — **M. Odru** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des travailleurs immigrés algériens titulaires d'une pension d'invalidité. Très souvent le montant de cette pension est inférieure au plafond de ressources requis pour pouvoir bénéficier du fonds national de solidarité. Le bénéfice de celui-ci leur est cependant refusé au motif que la France et l'Algérie n'ont pas conclu d'accord de réciprocité. Il lui demande s'il peut lui indiquer : 1^o les raisons de cette absence d'accord de réciprocité et les initiatives qu'entend prendre le Gouvernement français pour aboutir à sa conclusion ; 2^o si le Gouvernement n'entend pas, compte tenu de la situation souvent dramatique des intéressés, décider unilatéralement de les admettre au bénéfice du F. N. S. sans attendre la conclusion de cet accord.

V. R. P. (contrats et conditions d'activités de vendeurs d'encyclopédies non conformes au code du travail).

17424. — 1^{er} mars 1975. — **M. Plantier** rappelle à **M. le ministre du travail** que l'article L. 751-1 du code du travail a défini les conditions dans lesquelles les voyageurs, représentants et placiers exercent leurs activités. Il lui signale qu'une société assurant la vente d'encyclopédies utilise les services de « vendeurs » lesquels sous couvert d'un contrat de V. R. P. sont astreints à un rendement maximum. Les intéressés qui ne peuvent exercer leur métier dans les conditions habituellement applicables aux V. R. P. sont soumis à une surveillance constante dans l'exercice de leurs fonctions. Les commissions, dont le montant est déterminé en fonction du nombre d'encyclopédies vendues, représentent par ailleurs un salaire nettement inférieur au S. M. I. C. Il lui demande si les pratiques mises en œuvre dans l'élaboration de tels contrats et les conditions dans lesquelles cette profession de « vendeurs » est exercée sont conformes aux règles appliquées à l'égard des V. R. P. et dans la négative ; de prendre les mesures propres à remédier à la situation qu'il vient de lui exposer.

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17448. — 1^{er} mars 1975. — **M. Robert-André Vivien** demande à **M. le ministre du travail** de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affecté à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et, éventuellement, la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

Assurance vieillesse (faculté de rachat de cotisations à compter du 1^{er} juillet 1930 ouverte à tous les assujettis).

17458. — 1^{er} mars 1975. — **M. Pierre Joxe** demande à **M. le ministre du travail** s'il envisage à l'occasion du débat sur le projet de loi généralisant la sécurité sociale, adopté en conseil des ministres du 19 décembre 1974, d'accorder aux salariés dont les employeurs ne se sont pas acquittés de leur obligation de cotiser dès la mise en œuvre du régime de sécurité sociale à compter du 1^{er} juillet 1930, ou qui sont dans l'incapacité d'apporter la preuve que des cotisations ont bien été versées pour la période suivant immédiatement cette date, la possibilité de procéder au rachat des cotisations leur permettant de valider ces périodes pour le calcul de leur pension de vieillesse.

Assurance vieillesse (rachat des cotisations d'un salarié pour une période de non-affiliation).

17459. — 1^{er} mars 1975. — **M. Pierre Joxe** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation d'un ancien salarié qui a demandé la liquidation de sa pension de retraite. Il lui fait observer que l'intéressé, bien qu'ayant été ouvrier boulanger pendant huit ans entre 1925 et 1932 n'a été ni immatriculé, ni cotisant au régime général des assurances sociales de l'époque par suite de la carence de son employeur. Cette période de travail ne peut donc pas être prise en compte pour le calcul de sa retraite. Or, il se trouve qu'une possibilité de rachat a été ouverte en faveur des travailleurs dont le salaire excédait le chiffre limite fixé pour l'assujettissement aux assurances sociales entre le 1^{er} juillet 1930 et le 1^{er} janvier 1947 ou dont l'affiliation au régime général des assurances sociales n'a été rendu obligatoire qu'à une date postérieure au 1^{er} juillet 1930. Il lui demande si une possibilité de rachat analogue ne pourrait pas être étendue en faveur des personnes qui n'ont pas versé de cotisations par ignorance des textes en vigueur ou par carence de leur employeur afin que celles-ci ne subissent aucun préjudice au moment où elles demandent la liquidation de leur retraite.

Emploi (garanties d'emploi pour les salariés de l'usine Atlas à Issé (Loire-Atlantique)).

17468. — 1^{er} mars 1975. — **M. Hunsult** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation de l'usine de la Société Atlas, à Issé (Loire-Atlantique), et lui demande si la situation de cette entreprise est susceptible, à plus ou moins brève échéance, d'entraîner le licenciement d'une partie importante de son personnel. Dans l'affirmative, il lui demande de lui faire connaître les mesures envisagées par ses services pour pallier les conséquences d'une telle décision.

Médecine du travail (amélioration de son rôle de prévention et d'éducation).

17472. — 1^{er} mars 1975. — **M. Donnez** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le rôle relativement limité que remplit actuel-

lement la médecine du travail. Celle-ci s'efforce de maintenir un bon état sanitaire dans l'ensemble de l'entreprise en dépistant éventuellement des maladies professionnelles et celles qui sont susceptibles de se propager et d'affecter la santé de l'ensemble des travailleurs. Mais elle n'a, ni la compétence, ni les moyens nécessaires pour exercer un rôle de prévention et d'éducation en ce qui concerne les affections graves qui peuvent atteindre certains travailleurs. Or, bien souvent, ces affections sont découvertes alors qu'il est trop tard pour les soigner efficacement et permettre une guérison. Il apparaît ainsi profondément souhaitable d'élargir le rôle de prévention du médecin du travail en lui confiant le soin de dépister les maladies graves, notamment lorsqu'il s'agit de l'une des affections figurant sur la liste fixée par le décret n° 74-362 du 2 mai 1974. Ce dépistage pourrait se faire à l'occasion des examens d'embauche et examens périodiques, à la condition bien entendu que le service médical soit doté de l'équipement indispensable. En outre, le médecin du travail pourrait très utilement organiser à l'intérieur de l'entreprise une large information sur les symptômes de ces maladies et sur les graves conséquences qui peuvent découler d'une négligence apportée par le malade à se faire soigner. Une telle mission ne porterait pas atteinte au caractère « préventif » qui doit conserver la médecine du travail, les soins étant ensuite donnés, soit en milieu hospitalier, soit par le médecin traitant. Il lui demande s'il n'estime pas opportun de mettre à l'étude ce problème et de prendre toutes décisions utiles afin de donner à la médecine du travail la possibilité de jouer ce rôle élargi.

UNIVERSITES

Enseignants

(reclassement des auxiliaires ou contractuels des I. U. T.).

17206. — 1^{er} mars 1975. — **M. Pierre Weber** souligne à l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux universités** la situation actuelle de certains enseignants auxiliaires ou contractuels de l'enseignement supérieur, en poste dans les I. U. T. Il lui précise que ces enseignants se sont souvent vu confier, sans rémunération supplémentaire, des tâches administratives (collecte de stages, recherche d'emplois, démarches auprès des entreprises) ou pédagogiques (mise en place de filières de formation permanente) dont le bon accomplissement a fait le succès de certains I. U. T. Considérant que le renvoi pur et simple de ces enseignants, dont la valeur et l'expérience seraient vite reconnues ailleurs, équivaudrait à un gaspillage certain de l'argent public et à la remise en cause rapide d'une des réformes de l'enseignement supérieur les plus réalistes et les plus efficaces, il lui demande s'il n'estime pas opportun de proposer et faire prendre toutes mesures telles que l'expérience de ces enseignants soit effectivement prise en compte dans la suite de leur carrière.

Etablissements universitaires (création de postes d'agents techniques de bureau à l'université des sciences techniques du Languedoc).

17405. — 1^{er} mars 1975. — **M. Frêche** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux universités** le problème des carrières bloquées de plusieurs dizaines d'agents de service de l'université des sciences techniques du Languedoc. Il ressort d'un tour d'horizon des travaux effectués dans cet établissement par les agents de services, qu'environ 20 p. 100 font un travail correspondant réellement à cette qualification, alors que 80 p. 100 effectuent un service relevant normalement des agents techniques de bureau ; qui plus est un grand nombre de ces agents de service ont passé le concours de recrutement des agents techniques de bureau, selon l'arrêté du 29 novembre 1971 qui au terme de l'article 10 leur permet de figurer sur la liste d'aptitude aux fonctions d'agents techniques de bureau pendant un délai de trois ans. Faute de postes, cette liste s'avère sans efficacité aucune. La disparité est d'autant plus flagrante que des personnels contractuels engagés dans l'université pour des fonctions du même ordre touchent des salaires supérieurs à ces agents de services surclassés et sous-payés. Il lui demande en conséquence s'il entend prévoir, dans le cadre du prochain budget, la création à l'université des sciences techniques du Languedoc, d'un nombre de postes d'agents techniques de bureau suffisant pour assurer la promotion normale des personnels et la qualité du service universitaire.

Information et publicité (crédits affectés en 1974).

17449. — 1^{er} mars 1975. — **M. Robert-André Vivien** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux universités** de lui indiquer quels sont les moyens en crédits et en personnel que ses services ont affecté à des tâches d'information en 1974, en précisant la répartition entre l'information interne, l'information externe et, éventuellement, la publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

Armée (création d'un poste de « médiateur militaire »).

13796. — 3 octobre 1974. — **M. Longueue** demande à **M. le Premier ministre** s'il est favorable à l'institution d'un médiateur chargé de recevoir les réclamations des personnels militaires. (Il lui rappelle que le médiateur actuellement en fonctions, dans une déclaration récente, a estimé souhaitable l'institution d'un « médiateur militaire ».)

Réponse. — Comme le sait l'honorable parlementaire, la loi du 3 janvier 1973 instituant un médiateur a, dans son article 8, exclu explicitement les différends pouvant s'élever entre les administrations et leurs agents, qu'ils soient civils ou militaires. Pour régler de tels différends, des procédures particulières existent déjà au sein de l'administration comme auprès des différentes juridictions. Il n'appartient pas au Gouvernement de se prononcer sur l'interprétation des propos prêtés au médiateur que le législateur a voulu indépendant. On peut simplement noter que l'examen des réclamations des personnels militaires pourrait, à n'en pas douter, conduire, par leur ampleur, à changer très profondément l'équilibre voulu par le législateur de 1973.

Fonction publique.

*Travailleurs étrangers
(action de langue portugaise entreprise en Limousin).*

15765. — 20 décembre 1974. — **M. Pranchère** expose à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** que l'action de langue portugaise entreprise depuis déjà deux ans avec succès devrait se poursuivre et se développer en Limousin conjointement aux actions d'alphabetisation de travailleurs migrants organisés par le D. A. F. C. O. qui vont débiter dès janvier 1975 dans le cadre du G. R. E. T. A. à Ambazac, Saint-Junien, Larche, Egletons ainsi que celles déjà entreprises depuis plusieurs années déjà dans les foyers Sonacotra de la ville de Limoges. Il pense qu'avec l'effort pour développer la connaissance du français chez les travailleurs migrants, il serait nécessaire parallèlement que soit poursuivi et développé l'enseignement du portugais aux travailleurs français tout particulièrement aux employés des hôpitaux, des services sociaux, des préfectures, du ministère de l'intérieur, des mairies, des postes et télécommunications, de la sécurité sociale et des allocations familiales. En fait de quoi il lui demande quelles mesures il entend prendre en la matière pour la région du Limousin.

Réponse. — La présence en France de nombreux travailleurs étrangers et en particulier de Portugais, oblige les administrations en contact avec le public à une attention toute particulière d'autant qu'il s'agit de personnes dont les besoins administratifs s'avèrent importants et complexes. Un certain nombre d'actions ont été entreprises, tant dans les services dont le personnel est constitué de fonctionnaires titulaires et contractuels que dans ceux qui n'emploient que des personnels contractuels de droit privé. C'est ainsi que les services de police et les préfectures organisent des cours de langue en dehors des heures de service à destination de leur personnel en contact avec le public ; le ministère des postes et télécommunications prévoit des rémunérations accessoires au bénéfice d'agents qui font preuve d'une relative maîtrise d'un certain nombre de langues vivantes et notamment du portugais ; le ministère de la santé veille à ce que les organismes de sécurité sociale dont il a la tutelle soient en mesure d'aider les travailleurs immigrés qui ont des difficultés à connaître la législation française ; l'Agence nationale pour l'emploi édite des imprimés dans les principales langues des travailleurs migrants en France (arabe, portugais, espagnol, turc, etc.). Pour ce qui le concerne, le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique s'efforcera d'encourager ces initiatives ; d'une part en appelant expressément l'attention des administrations sur la nécessité de développer leurs actions spécifiques dans ce domaine ; d'autre part en les incitant à tenir compte de ce besoin particulier dans l'organisation de la formation professionnelle de leurs agents.

Pensions de retraite civiles et militaires

(annuités de pension : chômage forcé pour faits de guerre).

16135. — 19 janvier 1975. — **M. Duvillard** expose à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** le cas d'une ancienne employée de bureau ayant travaillé comme fonctionnaire de 1937 à 1940 à l'école centrale de pyrotechnie de Bourges, relevant du ministère de la défense. Cet établissement a cessé son activité lors de l'invasion allemande et la majeure partie du personnel s'est trouvée

licenciée à partir du 16 juin 1940. La personne ayant ainsi perdu son emploi a perçu l'allocation de chômage jusqu'au 31 octobre 1941 mais n'a pu retrouver son travail qu'à partir de février 1942, date de son entrée dans les services de la préfecture du Loiret où elle n'a cessé de faire carrière depuis lors. Devant atteindre la limite d'âge en septembre 1975, cette employée risque de ne pas atteindre le plafond des annuités liquidables si le temps pendant lequel elle a été mise au chômage forcé pour faits de guerre n'est pas validé. Ce cas paraissant très digne d'intérêt et assez exceptionnel, il lui demande s'il n'estime pas que la plus élémentaire équité postule le prix à compter de toute cette période d'inactivité forcée pour les droits à la retraite et le calcul des annuités liquidables.

Réponse. — La situation particulière décrite par l'honorable parlementaire ne peut être appréciée qu'au regard du code des pensions civiles et militaires de retraite ou des textes relatifs aux limites d'âge. Or l'article L. 12 qui prévoit les bonifications s'ajoutant dans les conditions déterminées aux articles R. 10 à R. 25 dudit code, aux services effectifs, ne vise pas cette éventualité de même qu'aucun texte de loi n'ouvre dans ce cas de possibilités de recul de la limite d'âge. La période d'inactivité allant du 16 juin 1940 à la fin du mois de janvier 1942 ne peut donc être prise en compte pour le calcul de la pension dont bénéficiera l'intéressée ni ouvrir droit à une prorogation d'activité.

*Ingénieurs des travaux publics de l'Etat (T. P. E.)
(aménagement de leur carrière).*

16299. — 25 janvier 1975. — **M. Denvers** demande à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** quelles mesures il compte prendre pour assurer aux ingénieurs des T. P. E. le déroulement d'une carrière, définie sur plusieurs niveaux comme les autres fonctionnaires de catégorie A. Il lui demande les raisons qui s'opposent à ce que les ingénieurs des T. P. E. puissent être assurés d'un ajustement de leurs traitements et d'un aménagement de leur carrière indiciaire.

Réponse. — Plusieurs mesures viennent d'être arrêtées qui amélioreront les perspectives et le déroulement de la carrière des ingénieurs des travaux publics de l'Etat. Les conditions d'accès à la classe exceptionnelle du grade d'ingénieur ont été aménagées de manière à améliorer les perspectives de fin de carrière des intéressés. Au niveau des ingénieurs divisionnaires, c'est une augmentation sensible de l'effectif du grade qui a été décidée. La mise en oeuvre de cette mesure a débuté cette année. Enfin, à partir du 1^{er} janvier 1976, des emplois de chefs d'arrondissement, dotés de l'indice net 575, seront créés et occupés par des ingénieurs divisionnaires. La carrière des ingénieurs des travaux publics de l'Etat apparaît ainsi comparable à celles des corps de fonctionnaires qui, recrutés au même niveau, exercent, dans des emplois semblables, des responsabilités équivalentes.

*Services extérieurs du Trésor (accidents survenant
lors de déplacements liés à l'exercice des droits syndicaux).*

16375. — 25 janvier 1975. — **M. André Billoux** expose à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** qu'aux termes de l'instruction en date du 14 septembre 1970 relative à l'exercice des droits syndicaux dans la fonction publique, il est notamment précisé en matière de dispenses de service : « ... il est nécessaire de mettre en place dans tous les départements ministériels un régime qui permette à des fonctionnaires ayant la qualité de représentant syndical, de se consacrer pendant leurs heures de service à leur activité syndicale, comme le prévoit d'ailleurs pour les entreprises privées la loi du 27 décembre 1963 sur l'exercice du droit syndical ». ... Les dispenses de service peuvent être totales ou partielles. Les dispenses ne modifient pas la situation statutaire des fonctionnaires ; ceux-ci demeurent en position d'activité dans leurs corps et bénéficient de toutes les dispositions concernant cette position ». Ces dispositions viennent de recevoir, quatre ans après, leur application dans les services extérieurs du Trésor (ministère des finances). Ainsi, les bénéficiaires peuvent être appelés à se déplacer sur l'ensemble du territoire du département à concurrence du temps de dispense dont ils bénéficient, mais ces déplacements peuvent de ce fait se prolonger au-delà des heures normales de service. Si l'instruction en cause prévoit que les dispenses ne modifient pas la situation statutaire des fonctionnaires, aucun texte légal ou réglementaire n'a pourtant réglé la situation de bénéficiaires de ces dispenses au regard de la législation sur les accidents du travail à l'occasion de leurs déplacements éventuels, pendant et en dehors des heures de service. Il lui demande s'il n'estime pas devoir exprimer clairement la doctrine en la matière, afin que l'affirmation du droit ne puisse être implicitement remise en cause par l'absence de garanties fondamentales au regard des accidents du travail.

Réponse. — La mission des représentants syndicaux qui jouissent d'une dispense de service peut les amener à se déplacer dans des conditions de temps et de lieu qui excèdent l'exercice normal du service. Se pose alors effectivement le problème de la couverture des

risques exposés par ces agents dans de telles circonstances. Ce problème a donc d'ores et déjà fait l'objet d'études et de discussions d'une part avec le ministère des finances, d'autre part avec les organisations syndicales dans le cadre du groupe de travail sur la réforme des organismes consultatifs de la fonction publique. Une solution est actuellement en cours d'élaboration qui assurera un régime de garantie équitable à ces agents.

Fonctionnaires (épreuves de sélection pour l'accès au principalat des attachés d'administration centrale).

16517. — 1^{er} février 1975. — **M. Grussenmeyer** demande à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** s'il est exact que les épreuves de sélection pour l'accès des attachés d'administration centrale au principalat au titre des années 1971, 1972, 1973 et 1974 qui aux termes de la loi n° 73-1231 du 31 décembre 1973, devaient être organisées par l'administration en 1974, sont reportées dans la plupart des administrations concernées, à l'année 1975. Il lui demande si, dans ces conditions, des mesures sont prévues pour pallier le préjudice une nouvelle fois encouru par les attachés d'administration centrale du fait de la carence administrative, étant rappelé, en particulier, que les attachés d'administration centrale inscrits sur une liste d'aptitude au titre des années 1969-1970 et non admis sur le tableau d'avancement établi au titre de ces deux années, ne verront pas leur nomination éventuelle intervenir avant de nombreux mois, ce qui aura pour effet d'empêcher ceux d'entre eux qui seraient nommés attachés principaux au titre de 1971 de se prévaloir en 1975 des quatre années d'ancienneté exigées dans le grade d'attaché principal pour postuler leur intégration dans le corps des administrateurs civils au titre de l'année 1975. Il souhaiterait savoir si la reconstitution de carrière des attachés qui auront satisfait aux épreuves de sélection et qui seront nommés avec une rétroactivité de une à cinq années environ, en période d'effritement accéléré de la monnaie, sera accompagnée d'avantages accessoires, tel qu'une indemnité compensatrice destinée à pallier la dépréciation des rémunérations qui ne seront servies qu'avec retard aux intéressés. Enfin, il souhaite savoir si l'épreuve de sélection statutairement prévue au titre de l'année 1975, sera organisée en 1975, de façon que les attachés non retenus sur les tableaux d'avancement des années 1971, 1972 et 1973 et ayant par là même perdu le bénéfice de l'inscription sur les listes d'aptitude établies au titre des années 1969 à 1971, puissent se représenter sans désespérer à l'épreuve organisée au titre de 1975, étant observé que le groupement en une session unique des épreuves prévues par la loi du 31 décembre 1973 pour les années 1971 à 1974 prive ces mêmes attachés de toute possibilité de concourir au titre de l'année 1974 ou 1973.

Réponse. — Il est précisé que la commission de sélection instituée auprès de chaque département ministériel comprend trois membres permanents habilités à siéger dans l'ensemble des commissions ministérielles, ce qui explique que les travaux de sélection n'ont pu avoir lieu simultanément dans plusieurs administrations. En outre, le nombre des candidats à cette session spéciale qui regroupait ceux remplissant les conditions au titre des années 1971, 1972, 1973 et 1974 était relativement élevé. C'est pourquoi les épreuves de sélection organisées au titre de l'année 1974 ne s'achèveront que fin mai 1975. En tout état de cause les intéressés inscrits sur la liste d'aptitude seront promus à la date à laquelle ils auraient été nommés si les épreuves avaient eu lieu normalement. Ceux qui seront promus au titre de l'année 1971 pourront demander à figurer sur la liste d'aptitude pour l'accès au grade d'administrateur civil qui sera établi au titre de l'année 1975. Enfin, des instructions ont déjà été données afin que soit mise en œuvre le plus rapidement possible la sélection au titre de l'année 1975 en vue de l'accès au grade d'attaché principal d'administration centrale.

Fonctionnaires (possibilités de mutation et modalités d'intégration dans le nouveau corps).

16627. — 1^{er} février 1975. — **M. Berger** rappelle à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** que les fonctionnaires de l'Etat appartenant à une administration peuvent demander leur détachement dans une autre administration. Cependant une circulaire commune « fonction publique-budget » en date du 12 mai 1967 recommande de recourir à la procédure des mutations de préférence à celle des détachements. Il lui demande, s'agissant d'un fonctionnaire des cadres d'exécution appartenant au ministère de l'économie et des finances, quelle procédure doit suivre l'intéressé pour être intégré dans un autre département ministériel. Il souhaiterait savoir, si cette mutation est demandée pour un corps de même niveau, si dans ses nouvelles fonctions il percevra un traitement de départ équivalent à celui qu'il percevait actuellement ou si, au contraire, il peut lui être attribué un traitement inférieur correspondant à l'échelon de base de son nouvel emploi.

Réponse. — La circulaire commune fonction publique FP n° 701, budget F 1 n° 29, du 12 mai 1964, citée par l'honorable parlementaire a eu notamment pour objet d'appeler l'attention des administrations sur les décrets n° 60-289 et 60-290 du 18 mars 1960 modifiant les décrets n° 58-651 et 58-652 du 30 juillet 1958, dont les dispositions permettent de prononcer la mutation, dans un corps classé dans la même échelle indiciaire que leur corps d'origine, des fonctionnaires des cadres d'exécution et de service des administrations centrales et des services extérieurs de l'Etat sans qu'il soit nécessaire de recourir au détachement. Dans le souci d'alléger aussi bien la tâche de l'administration que de réduire les délais nécessités par les transferts de personnels, cette circulaire a effectivement recommandé aux administrations de recourir à la procédure de l'intégration immédiate de préférence à celle du détachement chaque fois qu'elles étaient saisies par ces fonctionnaires de demandes tendant à leur permettre d'exercer leurs fonctions dans un corps homologue d'une autre administration. Comme le précise le décret n° 60-289 du 18 mars 1960 pour les agents d'exécution et désormais l'article 17 du décret n° 71-989 du 13 décembre 1971 pour les agents de service et huissiers, ces intégrations sont prononcées avec effet immédiat sur demande des fonctionnaires et après accord du ou des ministres intéressés. Les bénéficiaires sont nommés dans leur nouveau corps à l'échelle et à l'échelon qu'ils avaient atteints dans le précédent, en conservant leur ancienneté de grade et d'échelon dans cette échelle. Lorsque le corps d'accueil est classé dans une échelle indiciaire différente de celle dont est assorti le corps d'origine, la situation du fonctionnaire concerné ne peut être réglée que par la voie du détachement. Dans ce cas, le détachement est prononcé à l'échelon du nouveau corps comportant un indice égal ou à défaut immédiatement supérieur à celui détenu par l'intéressé dans son ancien corps. L'intégration dans le corps de détachement ne peut alors intervenir que conformément aux règles statutaires qui le régissent.

Fonctionnaires (prise en compte pour l'avancement des temps d'auxiliaire antérieurs à la titularisation).

16658. — 8 février 1975. — **M. Fournyron** demande à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** s'il ne pourrait être envisagé, dans le cadre d'une solution globale du problème des auxiliaires, que le temps d'auxiliaire effectué avant la titularisation puisse être pris en compte pour l'avancement comme il l'est déjà pour le calcul de la retraite.

Réponse. — La situation des agents non titulaires employés par l'Etat se trouve au premier plan des préoccupations du Gouvernement. Cette situation fait actuellement l'objet d'une étude d'ensemble tant avec les organisations syndicales qu'avec les administrations. Le problème de la prise en compte, en cas de titularisation, des services accomplis en qualité d'agent non titulaire constitue l'un des aspects de cette étude.

Formation professionnelle.

Formation professionnelle (insuffisance du remboursement des frais d'hébergement des stagiaires).

16610. — 1^{er} février 1975. — **M. Naveau** expose à **M. le Premier ministre (formation professionnelle)** que dans le cadre de la formation professionnelle continue les frais d'hébergement du personnel acceptant de poursuivre une formation sont de plus en plus élevés. Le remboursement de ces frais, établi d'après le barème de 1974 n'a plus aucune mesure avec le coût réel des hébergements. Les industries établies en milieu rural sont pénalisées par le fait que plus de 75 p. 100 de cette formation se fait hors de la région et parfois à plus de 200 kilomètres du lieu de l'établissement. Considérant qu'il y a lieu d'aider ces industries et notamment sur le plan de la formation de leurs collaborateurs et de leurs ingénieurs si on veut lutter contre la migration des jeunes dans ce domaine, il lui demande s'il n'estime pas devoir relever les taux du barème 1974 et d'admettre que les remboursements se feront d'après les frais réels d'hébergement.

Réponse. — L'honorable parlementaire pose le problème de la prise en compte des frais d'hébergement des stagiaires de formation professionnelle continue. Il est à noter que si la législation en vigueur ne prévoit pas le remboursement des frais d'hébergement proprement dits par l'Etat, en revanche le décret n° 71-980 du 10 décembre 1971 prévoit que les stagiaires qui bénéficient d'une rémunération de la part de l'Etat ont droit au remboursement de la totalité des frais de transports exposés à l'occasion des déplacements effectués en fonction des nécessités du stage ainsi qu'au début et à la fin du stage pour rejoindre leur centre de formation et en revenir; en outre, ils peuvent, sous certaines conditions de distance et de durée du stage, bénéficier du remboursement des trois quarts des frais de transports exposés pour se rendre dans leur famille. Il convient également de signaler, bien qu'il ne s'agisse pas d'un remboursement, qu'en ce qui concerne la participation des em-

ployeurs au financement de la formation professionnelle continue, la circulaire du 4 septembre 1972 admet que les entreprises peuvent imputer sur ladite participation, dans la mesure où il apparaît nécessaire de regrouper des stagiaires venus de localités différentes, les frais de transport effectivement exposés et les dépenses d'hébergement, dans la limite journalière de trois fois le minimum garanti prévu à l'article 31 x e du livre 1^{er} du code du travail. Il en résulte donc que le barème plafond des frais d'hébergement évolue automatiquement en fonction de l'augmentation de ce minimum garanti.

Porte parole.

Radiodiffusion et télévision nationales
(publication du décret sur le droit de réponse).

16606. — 1^{er} février 1975. — M. Robert-André Vivian rappelle à M. le Premier ministre que le Gouvernement s'était engagé à publier le décret sur le droit de réponse à la radiodiffusion-télévision française avant la mise en place des nouveaux organismes de la R. T. F. Il souhaite connaître les raisons pour lesquelles ce texte n'a pas encore été arrêté et la date à laquelle il envisage sa publication au *Journal officiel*.

Réponse. — Le projet de décret sur le droit de réponse à la radiodiffusion télévision française, après mise au point entre les ministères intéressés, est actuellement soumis à l'avis du Conseil d'Etat et devrait pouvoir faire l'objet d'une publication au *Journal officiel* dans un délai très rapproché.

AFFAIRES ETRANGERES

Traités et conventions (statistiques sur les accords internationaux conclus par la France de 1970 à 1974).

16317. — 25 janvier 1975. — M. Longuevaux rappelle à M. le ministre des affaires étrangères que, dans un article publié dans l'annuaire français du droit international (1957), M. Claude Chayet avait estimé que la France, en comptant les jours ouvrables, conclut un accord international tous les deux jours. Il lui demande de lui faire connaître, en prenant comme référence les années 1970-1974, et à partir de chiffres précis, si ce rythme s'est accéléré ou ralenti.

Réponse. — La statistique utilisée dans l'article cité par l'honorable parlementaire se présente comme suit pour les dernières années: 1970: 134; 1971: 132; 1972: 135; 1973: 178; 1974 (dix premiers mois): 132. Ainsi pour 1970, 1971 et 1972, les chiffres sont du même ordre que ceux de référence (un tous les deux jours ouvrables). Ils sont plus élevés ensuite.

AGRICULTURE

Guyane (subvention à l'habitat rural).

15844. — 28 décembre 1974. — M. Rivierex appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les subventions à l'habitat rural réservées à l'habitation dans le département de la Guyane; il lui demande, pour tenir compte de l'augmentation importante du coût de la construction et des besoins des cultivateurs, s'il compte prévoir pour l'exercice 1975 une somme supérieure à celle de 200 000 francs attribuée à ce titre en 1974.

Réponse. — La dotation pour 1975 a été notifiée au préfet de la Guyane après avoir été fixée à 130 000 francs en fonction des besoins qui nous étaient signalés. Toute demande justifiée de crédits complémentaires sera en cours d'année étudiée avec compréhension.

ANCIENS COMBATTANTS

Anciens combattants
(échange des cartes délivrées par le secrétariat d'Etat).

16596. — 1^{er} février 1975. — M. Antoine Celli expose à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que de nombreuses cartes délivrées par ses services (carte du combattant, du combattant volontaire de la Résistance, du déporté, interné et des réfractaires, des personnes soumises au service du travail obligatoire) sont actuellement en mauvais état car cette délivrance est parfois ancienne. Il lui demande si, comme il l'avait d'ailleurs semble-t-il envisagé, il compte procéder à l'échange de ces documents.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que par arrêté du 8 janvier 1975 publié au *Journal officiel* du 31 janvier, la durée de validité des cartes de combattant ayant plus de cinq ans de date a été prorogée jusqu'au 31 décembre 1979. En ce qui concerne les cartes de déportés et d'internés résistants et politiques, leur validité est prorogée jusqu'au 1^{er} janvier 1979 (arrêté du 14 mars 1974, publié au *Journal officiel* du 26 mars 1974).

Enfin, les cartes de réfractaires sont délivrées d'une manière définitive. En tout état de cause, il est toujours possible d'obtenir auprès du service qualifié un duplicatum d'une carte détériorée ou perdue.

COOPERATION

Société minière (nationalisation de la Société Miferma par le Gouvernement mauritanien).

15877. — 28 décembre 1974. — M. Mesmin demande à M. le ministre de la coopération quelles mesures il envisage de prendre à la suite de la nationalisation par le Gouvernement mauritanien de la Société Miferma, dans laquelle les intérêts français sont largement majoritaires. Il lui demande, en particulier, si les intérêts propres de l'Etat français, qui est actionnaire à 24 p. 100 par l'intermédiaire du B. R. G. M., seront sauvegardés et quelles mesures sont envisagées pour protéger les ressortissants français et leurs familles, qui, de ce fait, se trouvent être maintenant les employés du Gouvernement mauritanien.

Réponse. — La loi mauritanienne du 28 novembre 1974 portant nationalisation de Miferma stipule dans son article 3 que le transfert de propriété ouvre droit à une indemnisation des actionnaires. Le Chef de l'Etat mauritanien a confirmé, à plusieurs reprises, ce droit à indemnisation. Les actionnaires de la société ont défini de leur côté les principes à suivre pour l'estimation de la valeur de l'action, et ont procédé à cette estimation. Une note à ce sujet a été remise aux autorités mauritaniennes au début février. Le Gouvernement de Nouakchott a donc maintenant tous les éléments pour entamer la négociation proprement dite. Celle-ci devrait se dérouler dans les semaines à venir. Il va sans dire que le Gouvernement français la suivra avec la plus grande attention, ainsi que le règlement des contentieux en cours concernant le paiement des livraisons de la Miferma avant la nationalisation. En ce qui concerne les ressortissants français et leurs familles, aucun problème sérieux ne s'est posé à leur sujet. Les 700 techniciens français sont maintenant employés par la Société nationale mauritanienne (Cominor) qui a succédé à la Miferma. Après avoir éprouvé quelques inquiétudes dans les premiers jours de la nationalisation, nos ressortissants travaillent dans des conditions normales. Des tonnages record à l'embarquement ont même été obtenus en décembre, et la radio mauritanienne a parlé de « véritable communion fraternelle » entre expatriés et Mauritaniens. Pour que notre assistance technique se poursuive dans de bonnes conditions, il est important qu'elle se fasse dans un cadre adéquat. La création d'une Société française d'assistance technique à l'exploitation minière est actuellement étudiée en relation avec le Gouvernement mauritanien.

CULTURE

Théâtre (maintien du Festival mondial du théâtre de Nancy).

15903. — 4 janvier 1975. — M. Chambaz expose à M. le secrétaire d'Etat à la culture qu'il s'inquiète des menaces qui pèsent sur le Festival mondial du théâtre de Nancy. Le 17 juillet dernier, il déclarait que les moyens du Festival de Nancy seraient considérablement accrus. Quelques jours après, le directeur de cabinet du secrétariat d'Etat confirmait cet engagement, annonçant que la subvention du Festival serait portée à 1,5 million de francs. Jusqu'ici, ces déclarations n'ont été suivies d'aucune mesure concrète. Au contraire, selon une dépêche de l'A. F. P., la subvention prévue pour le Festival serait non seulement en retrait par rapport aux engagements officiels de juillet, mais elle concernerait les seuls spectacles que le secrétariat d'Etat jugerait susceptibles d'être présentés à Paris. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin d'assurer l'existence et l'essor du Festival mondial du théâtre de Nancy qui compte parmi les manifestations théâtrales les plus importantes de notre pays.

Réponse. — Le ministre des affaires culturelles d'abord, le secrétariat d'Etat à la culture ensuite, ont toujours manifesté un vif intérêt pour les activités très diversifiées du Festival mondial du théâtre de Nancy. Cette année encore cet intérêt se traduit par le maintien de la subvention accordée régulièrement à cette manifestation. En outre, le secrétariat d'Etat à la culture est prêt à envisager la possibilité de porter cette subvention à un taux supérieur lorsqu'il connaîtra les intentions réelles, en matière d'aide financière, de la ville et du département. Des pourparlers ont été engagés à ce sujet. Par ailleurs, il est d'ores et déjà prévu que l'Office de diffusion culturelle, qui vient d'être créé, consacrerait un crédit de 500 000 francs à la présentation à Paris et dans toute la France de spectacles créés à Nancy. Le choix de ces spectacles sera effectué non pas par les services du secrétariat d'Etat à la culture, mais par la commission consultative d'aide aux compagnies dramatiques qui siège auprès de la direction du théâtre, des maisons de la culture et des lettres.

Théâtres (subventions allouées en 1974 à différentes compagnies).

16106. — 18 janvier 1975. — M. Pierre Bas demande à M. le secrétaire d'Etat à la culture quel montant total de subventions a été accordé en 1974 au théâtre du Soleil, au théâtre de la Tempête et au théâtre de l'Aquarium et quelles pièces ont été montées avec ces subventions.

Réponse. — a) Le théâtre du Soleil a bénéficié en 1974 d'une subvention de fonctionnement de 500 000 francs qui a permis à cette compagnie (quarante personnes) de travailler à la création de son nouveau spectacle : *L'Age d'or*. Cette création du théâtre du Soleil sera présentée au public à partir du 5 mars 1975 ; b) le théâtre de la Tempête a bénéficié en 1974 d'une subvention de fonctionnement de 300 000 francs. En outre, deux subventions, d'un montant global de 40 000 francs lui ont été accordées au titre de l'aide à la création dramatique. Après avoir accueilli le Bread and Ruppel Theater, le théâtre de la Tempête a présenté en 1974 : *Khoma*, d'après Henri Michaux, d'Irène Lambelet et Jean-Philippe Guerlais ; *Fils Carlos décédé*, de Michel Raffaelli, et *Le Côté interrompu*, de Daniel Laloux et Jean-Pierre Sentier ; c) le théâtre de l'Aquarium a reçu en 1974

une subvention de fonctionnement de 220 000 francs et une subvention attribuée au titre de l'aide à la création dramatique de 60 000 francs. Ce théâtre a présenté en 1974 : *Gob* ou *Le Journal d'un homme normal*, création collective, et *Tu ne voleras point*, création collective.

Musique (ventilation du budget 1975 consacré à la musique).

16438. — 1^{er} février 1975. — M. Legrand demande à M. le secrétaire d'Etat à la culture de bien vouloir lui indiquer, par chapitre et par article, la part de ses crédits 1975 consacrée à la musique.

Réponse. — Les dépenses ordinaires consacrées aux activités d'enseignement, de diffusion, de création et d'assistance pour la musique, l'art lyrique et de la danse figurent dans le document (jaune), annexé au projet de loi de finances pour 1975, donnant la répartition des crédits par chapitre et par article. Les dépenses en capital se retrouvent dans l'annexe (bleue), services votés, mesures nouvelles, du même projet de loi, notamment aux pages 119 et 127. L'honorable parlementaire voudra bien trouver ci-dessous un état récapitulatif de ces crédits.

A. — Dépenses ordinaires.

CHAPITRE ET ARTICLE	DÉSIGNATION	CRÉDITS VOTÉS
TITRE III		
31-22-31	Conservatoire national supérieur de musique : rémunérations principales.....	8 022 848
31-22-32	Enseignement de la musique. — Services extérieurs. — Animation culturelle. — Délégations musicales régionales : rémunérations principales.....	674 524
31-27-61	Conservatoire national supérieur de musique : indemnités et allocations diverses : indemnités pour travaux supplémentaires, pour sujétions spéciales, pour enseignement, jurys et recherche.....	3 613 270
31-27-62	Rétributions d'inspections spécialisées et de travaux de préparation et de rédaction des diplômes d'honneur des sociétés musicales et chorales.....	11 696
31-91-51	Conservatoire national supérieur de musique : indemnités résidentielles.....	(1) 1 235 374
31-91-52	Enseignement de la musique. — Services extérieurs. — Animation culturelle. — Délégations musicales régionales : indemnités résidentielles.....	(1) 80 947
33-90-51	Conservatoire national supérieur de musique : cotisations sociales, part de l'Etat.....	(1) 461 768
33-90-52	Enseignement de la musique. — Services extérieurs. — Animation culturelle. — Délégations musicales régionales : cotisations sociales, part de l'Etat.....	(1) 99 454
33-91-51	Conservatoire national supérieur de musique : prestations sociales versées par l'Etat.....	(1) 343 566
33-91-52	Enseignement de la musique. — Services extérieurs. — Animation culturelle. — Délégations musicales régionales : prestations sociales versées par l'Etat.....	(1) 101 179
34-21-40	Frais de déplacement.....	182 271
34-22-31	Conservatoire national supérieur de la musique : matériel.....	1 046
34-22-32	Enseignement de la musique. — Services extérieurs. — Animation culturelle. — Délégations musicales régionales : matériel.....	4 500
36-23-10	Conservatoire national supérieur de musique. — Subventions de fonctionnement : subventions pour le cycle d'études de perfectionnement.....	2 208 101
36-23-20	Conservatoires nationaux de région et écoles nationales de musique : subventions.....	11 170 635
36-23-40	Actions diverses en faveur de la musique. — Subventions : à différents groupements et associations agissant en faveur de la musique, pour organisation d'examens pour l'obtention de certificats d'aptitude professionnelle ; participation de l'Etat à l'achat d'ouvrages, de méthodes, médailles et instruments pour les écoles de musique.....	986 450
36-24-40	Réunion des théâtres lyriques nationaux : Subvention de fonctionnement..... 74 090 500 Caisses de retraites..... 15 702 350	89 792 850
Total titre III.....		118 090 479
TITRE IV		
43-01-40	Grand prix national de la musique.....	20 000
43-21-50	Bourses d'études pour les élèves du Conservatoire national supérieur de musique et des conservatoires nationaux de région et écoles nationales de musique.....	3 163 860
43-22-50	Commandes d'œuvres musicales lyriques et chorégraphiques.....	550 000
43-25-11	Activités musicales : subventions de fonctionnement.....	39 094 420
43-25-12	Activités lyriques : subventions de fonctionnement.....	14 325 000
43-25-13	Activités chorégraphiques : subventions de fonctionnement.....	5 743 600
43-25-14	Fonds de diffusion et de mobilité : subventions.....	5 475 300
43-25-15	Festival d'automne de Paris d'art contemporain. — Subventions de fonctionnement.....	800 000
43-25-17	Associations régionales et départementales d'animation musicale.....	600 000
46-91-40	Assistance culturelle. — Encouragements et secours à des artistes, à leurs veuves et à leurs familles.....	120 000
Total titre IV.....		69 891 980
TITRE III.....		118 990 479
TITRE IV.....		69 891 980
Total pour dépenses ordinaires (titres III et IV).....		188 882 459

(1) Les différences entre les montants indiqués ci-dessus et ceux qui figurent au « jaune » proviennent de transferts entre les articles 51 et 52 qui n'affectent pas le total des trois chapitres concernés et qui doivent apparaître au budget voté.

B. — Dépenses en capital.

CHAPITRE ET ARTICLE	DÉSIGNATION	AUTORISATION de programme.	CRÉDITS de paiements.
TITRE V			
56-32	Bâtiments civils et constructions publiques.....		
56-32-81	Théâtres lyriques nationaux.....	4 800 000	4 800 000
56-32-82	Conservatoire national supérieur de musique.....	500 000	500 000
56-32-83	Animation musicale lyrique et chorégraphique. — Fonds d'équipement musical...	400 000	400 000
56-32-84	Restauration des orgues non classés.....	300 000	300 000
	Total titre V.....	6 000 000	6 000 000
TITRE VI			
66-20	Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement artistique, aux salles de spectacle et aux activités culturelles.....		
66-20-22	Auditoriums et studios de musique et de danse.....	11 250 000	12 000 000
66-20-32	Conservatoire national supérieur de musique.....	350 000	350 000
66-20-33	Conservatoires régionaux de musique.....	12 400 000	10 575 000
	Total titre VI.....	24 000 000	22 925 000
	Total pour dépenses en capital.....	30 000 000	28 925 000
RECAPITULATION			
	A. — Dépenses ordinaires.....	188 882 459	188 882 459
	B. — Dépenses en capital.....	30 000 000	28 925 000
		218 882 459	217 807 459

DEFENSE

Anciens combattants (titre de combattant volontaire : engagés volontaires ayant combattu dans les T. O. E.).

15047. — 22 novembre 1974. — M. Bouverd demande à M. le ministre de la défense s'il n'estime pas qu'il serait équitable d'accorder le titre de « combattant volontaire » à ceux qui se sont engagés volontairement, avant l'âge de vingt ans, pour combattre dans les T. O. E.

Réponse. — Le décret n° 55-1515 du 19 novembre 1955 (Journal officiel du 25 novembre 1955) fixant les conditions d'attribution de la croix du combattant volontaire de la guerre 1939-1945 prévoit que cette décoration n'est décernée qu'aux combattants volontaires de ce conflit. Aucune disposition ne permet d'en étendre le bénéfice aux combattants des théâtres d'opérations extérieurs. Les unités ayant fait campagne en Indochine et sur les T. O. E. étaient composées de militaires de carrière désignés d'office par le commandement pour y servir. Ces militaires ont vocation à recevoir d'autres décorations telles que la Légion d'honneur, la médaille militaire et la croix de guerre des T. O. E.

Service national (accident ayant entraîné la mort d'un militaire de la base d'Elain-Rouvres).

15624. — 17 décembre 1974. — M. Gilbert Schwartz attire l'attention de M. le ministre de la défense sur les circonstances d'un accident au cours duquel un jeune militaire du contingent de la base d'Elain-Rouvres (Meuse), a trouvé la mort le jeudi 5 décembre 1974. En effet, la porte du camion dans lequel se trouvait le jeune militaire s'étant ouverte, ce jeune homme est tombé sur le sol et les roues arrière l'ont écrasé. Il lui demande : 1° s'il est exact que le fonctionnement des portières de certains camions Simca est défectueux ; 2° s'il est exact que la vétusté du matériel est à l'origine de cet accident mortel ; 3° s'il compte intervenir pour que la lumière soit faite sur cette douloureuse affaire ; 4° quelles mesures il compte prendre pour que, si vieux matériel il y a, il soit réformé, afin que pareil accident ne se reproduise plus.

Réponse. — Dès que l'accident dont fait état l'honorable parlementaire s'est produit, il a été procédé à l'enquête habituelle de commandement. Celle-ci qui comporte notamment une enquête de gendarmerie, a montré que le matériel n'était pas en cause. Elle n'a pas permis de déterminer avec certitude les circonstances exactes de l'accident.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Transports aériens (situation préjudiciable aux communications entre la métropole et Tahiti).

15294. — 4 décembre 1974. — M. René Ribière demande à M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour mettre un terme à la situation préjudiciable aux communications entre la métropole et Tahiti, qu'il lui expose ci-après : la comparaison entre les tarifs aériens en vigueur sous le régime A. T. A. F. entre Paris et les Antilles, d'une part, et Paris-Papeete, d'autre part, font apparaître, compte tenu du nombre d'heures de vol dans les deux cas, une différence sensible au préjudice de la relation avec nos deux territoires du Pacifique Sud spécialement pour les billets dits touristiques vingt-deux à quarante-cinq jours et quinze à cinquante-cinq jours. En outre, la compagnie aérienne française, seule habilitée à exploiter la ligne directe Paris-Papeete à l'intérieur du régime A. T. A. F. pratique au départ de Los Angeles une politique de réservations dictée par son souci de satisfaire en priorité les besoins de la clientèle se rendant dans les complexes hôteliers polynésiens qu'elle possède en tout ou en partie par l'intermédiaire de ses filiales. Cette attitude a pour effet de rendre quasi impossible pendant la période des fêtes de fin d'année et du 14 juillet, le retour dans leurs foyers des Tahitiens résidant une partie de l'année en métropole, les places étant bloquées sur les avions plus de trois mois à l'avance, sans possibilité d'admission sur une liste d'attente. Le secrétaire d'Etat aux D. O. M.-T. O. M. qui vient de réaffirmer solennellement sa volonté d'améliorer les échanges nécessaires à une meilleure compréhension entre citoyens de la République, quel que soit leur lieu de résidence, ne saurait rester indifférent aux préoccupations qui viennent de lui être soumises, et aura sans nul doute à cœur d'y répondre sans attendre.

Réponse. — La comparaison des tarifs aériens en vigueur sur les relations Paris - Antilles et Paris - Papeete doit être faite non pas en fonction du nombre d'heures de vol effectuées, qui n'est pas un critère significatif, mais en fonction de la distance parcourue. Une telle comparaison situe les tarifs des deux lignes à un niveau équivalent ou peu différent, tant pour les tarifs normaux « économique » que pour les tarifs excursion. Pour la période d'été 1974 le tarif kilométrique en classe économique pratiqué sur le trajet Paris - Papeete (0,277 franc) était même inférieur au tarif kilométrique de la ligne Paris - Antilles (0,300 franc). Il en allait de même des tarifs touristiques excursion dont les niveaux respectifs étaient de 0,203 franc et de 0,204 franc. En ce qui concerne les réservations entre Los Angeles et Papeete durant les périodes de pointe de milieu et de fin d'année, celles-ci sont effectivement effectuées très tôt par les passa-

gers. Toutefois une analyse des réservations effectuées en 1974 révèle que, globalement pendant ces périodes de pointe, la capacité offerte a toujours été excédentaire par rapport à la demande. Les incidents dont il est fait état n'ont donc pu se produire que sur quelques vols précis, particulièrement recherchés par la clientèle et, pour cette raison, retenus plusieurs mois à l'avance. Le caractère très marginal de ces incidents ne justifiait pas la mise en place de capacités supplémentaires qui auraient été disproportionnées par rapport à la réalité du phénomène.

ECONOMIE ET FINANCES

Finances locales (T. V. A. sur les taxes et redevances perçues sur les consommations d'eau).

11492. — 15 juin 1974. — **M. Richard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les termes d'une instruction administrative du 8 avril 1974 publiée au *Bulletin officiel* de la direction générale des impôts sous la référence 3 B 274, instruction relative à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée aux redevances perçues par les entreprises privées chargées de la gestion des services des eaux et d'assainissement des collectivités locales. Jusqu'à présent, les surtaxes communales ou syndicales perçues par les concessionnaires ou fermiers de services publics de distribution d'eau au profit exclusif de l'autorité concédante n'étaient pas considérées comme représentant une fraction du prix de l'eau et échappaient, de ce fait, aux taxes sur le chiffre d'affaires (cf. circulaire interministérielle LC 135 du 7 mai 1968). Aux termes de l'instruction du 8 avril, l'administration fiscale paraît vouloir mettre fin à la situation qui résultait de sa doctrine antérieure en décidant que les surtaxes ou redevances communales ou syndicales devaient, à partir du 1^{er} mai 1974, être comprises dans les bases imposables à la taxe sur la valeur ajoutée. Devant certaines ambiguïtés de cette instruction et l'impossibilité matérielle d'appliquer une telle mesure à compter du 1^{er} mai 1974, des instructions complémentaires ont été demandées au ministère de l'économie et des finances. En tout état de cause, le taux de taxe sur la valeur ajoutée applicable serait le taux réduit (actuellement 7 p. 100), mais les modalités retenues pour le calcul de la taxe sur la valeur ajoutée entraîneraient des conséquences différentes pour la collectivité et pour les usagers du service; 1^o si la taxe sur la valeur ajoutée est calculée en sur de la surtaxe actuelle, ce qui conduit à maintenir inchangé, pour la collectivité, le produit de la surtaxe et à majorer de 7 p. 100 la somme payée par l'usager au titre de cette surtaxe; 2^o ou si la taxe sur la valeur ajoutée est prélevée sur la surtaxe actuelle, ce qui conduit à maintenir inchangée la somme payée par l'usager au titre de la surtaxe et à réduire de 7/107, soit 6,54 p. 100, la part revenant à la collectivité. En dehors de ces problèmes pratiques, il lui demande les raisons pour lesquelles la position de la direction générale des impôts en cette matière a été modifiée. Il souhaiterait que l'instruction du 8 avril 1974 soit annulée afin qu'à nouveau les surtaxes communales ou syndicales perçues par les concessionnaires ou fermiers des services publics de distribution d'eau au profit de l'autorité concédante ne soient pas considérées comme représentant une fraction du prix de l'eau et échappent de ce fait à la taxe sur la valeur ajoutée.

Finances locales (T. V. A. sur les taxes et redevances perçues sur les consommations d'eau).

12447. — 20 juillet 1974. — **M. Hamel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les conséquences de l'instruction administrative du 8 avril 1974 publiée au *Bulletin officiel* de la direction générale des impôts sous la référence 3 B 274, stipulant que les surtaxes communales, perçues par les concessionnaires de services publics de distribution d'eau au profit exclusif de l'autorité concédante, seraient comprises dans les bases imposables à la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} mai 1974. Cette surtaxe communale représente un impôt sur le prix de l'eau et de nombreux maires s'étonnent qu'elle soit assujettie à la taxe sur la valeur ajoutée et déplorent, vu l'importance souvent considérable des impôts locaux, devoir majorer la surtaxe à payer par les usagers du service de distribution d'eau. Il lui demande s'il n'estime pas devoir rétablir le régime antérieur aux dispositions de l'instruction précitée.

Finances locales (T. V. A. sur les taxes et redevances perçues sur les consommations d'eau).

12471. — 20 juillet 1974. — **M. Alduy** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les termes de l'instruction administrative du 8 avril 1974 publiée au *Bulletin officiel* de la direction générale des impôts sous le numéro 3 B 274 qui paraît mettre fin à la situation qui résultait de sa doctrine antérieure en décidant que les surtaxes ainsi que les redevances communales et syndicales devaient être comprises dans les bases imposables

à la taxe sur la valeur ajoutée. Dans de telles conditions, le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable serait le taux réduit, actuellement fixé à 7 p. 100. Les collectivités locales seront donc appelées à définir les modalités de calcul de cette taxe sur la valeur ajoutée qui auront des conséquences différentes pour les communes et pour les usagers du service, suivant les options prises. En effet : 1^o le calcul de la taxe sur la valeur ajoutée en sus de la surtaxe actuelle pourra conduire à maintenir inchangé, pour la collectivité, le produit de la surtaxe; 2^o par contre, le prélèvement de la taxe sur la valeur ajoutée sur la taxe actuelle pourra conduire à maintenir inchangé la somme payée par l'usager au titre de la surtaxe, ce qui entraînera une perte de recette d'environ 6,54 p. 100 sur la part revenant à la collectivité. Il lui demande s'il n'estime pas devoir annuler une décision qui n'aurait d'autre conséquence que de pénaliser les collectivités locales au moment où le Gouvernement se plaît à définir une nouvelle politique fiscale et une aide financière accrue en leur faveur.

Finances locales (T. V. A. sur les taxes et redevances perçues sur les consommations d'eau).

12862. — 3 août 1974. — **M. Barberot** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les dispositions de la circulaire n° 3 B 274, parue au *Bulletin officiel* de la direction générale des impôts, précisant qu'à partir du 1^{er} mai les taxes ou redevances syndicales devaient être comprises dans les bases imposables à la taxe sur la valeur ajoutée alors que jusqu'à présent elles n'étaient pas considérées comme représentant une fraction du prix de l'eau et échappaient, de ce fait, aux taxes sur le chiffre d'affaires. Il lui signale le caractère paradoxal d'une mesure conduisant à appliquer la taxe sur la valeur ajoutée sur un impôt communal et risquant ainsi dans l'hypothèse où, pour maintenir le prix de l'eau au même niveau, les collectivités ne voudraient pas élargir la charge de la surtaxe, d'entraîner une diminution sensible de leurs ressources. Il lui demande quelles mesures il entend prendre en la matière.

Finances locales (T. V. A. sur les taxes et redevances perçues sur les consommations d'eau).

13497. — 14 septembre 1974. — **M. Vizet** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les vives protestations que soulève la décision rendue publique par l'instruction administrative n° 3 B 274 du 8 avril 1974, parue au *Bulletin officiel* de la direction générale des impôts qui impose à dater du 1^{er} mai 1974 la taxe sur la valeur ajoutée sur les taxes et redevances prélevées par les communes ou les syndicats intercommunaux sur les consommations d'eau potable. Il lui demande s'il n'entend pas annuler cette décision qui aggrave les charges pesant sur les communes et entraînera l'augmentation du prix de l'eau payé par les consommateurs.

Finances locales (T. V. A. sur les taxes et redevances perçues sur les consommations d'eau).

13503. — 14 septembre 1974. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'instruction administrative du 8 avril 1974 parue au *Bulletin officiel* de la direction générale des impôts, sous la référence 3 B 274. Celle-ci vise à imposer, à compter du 1^{er} mai 1974, la T. V. A. sur les taxes et redevances prélevées par les communes ou les syndicats intercommunaux sur les consommations d'eau potable. Cette nouvelle taxe constitue une cause supplémentaire de vie chère pour les consommateurs. Il lui demande s'il s'engage à annuler cette instruction.

Finances locales (T. V. A. sur les taxes et redevances perçues sur les consommations d'eau).

13514. — 21 septembre 1974. — **M. Durand** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'instruction administrative du 8 avril 1974 publiée au *Bulletin officiel* de la direction générale des impôts sous la référence 3 B 274. Il lui souligne que ce texte, en décidant que les surtaxes ou redevances communales ou syndicales devaient dorénavant être comprises dans des bases imposables à la T. V. A. paraît vouloir mettre fin à la situation qui résultait de la réglementation antérieure. Il lui demande s'il n'estime pas que ces instructions devraient être complétées par l'attribution de subventions d'Etat aux collectivités intéressées afin d'éviter que, suivant le mode de calcul de la T. V. A., ces dernières n'aient à supporter une diminution de 6,54 p. 100 de leurs ressources ou ne soient contraintes, pour maintenir intacte la part de recettes qui leur revient, de majorer de 7 p. 100 le montant de la redevance due par les usagers.

Réponse. — L'article 267 du code général des impôts prévoit que le chiffre d'affaires imposable à la taxe sur la valeur ajoutée s'entend tous frais et taxes compris. S'agissant de la vente de l'eau par les concessionnaires des services publics de distribution d'eau, les sommes que doit verser l'usager pour obtenir la livraison d'un certain volume d'eau sont donc imposables dans leur totalité, sans que puisse être exclue la surtaxe des biens à être reversée à la collectivité concédante pour couvrir ses dépenses d'investissement, et qui, du reste, malgré sa dénomination, n'a aucun caractère fiscal. Ainsi, le régime défini à l'instruction du 8 avril 1974 est conforme aux règles légales concernant l'assiette de la taxe sur la valeur ajoutée. De plus, il décule directement des principes généraux qui régissent cette taxe. L'un des fondements de la taxe sur la valeur ajoutée est, en effet, d'éviter que les éléments du prix ne soient taxés deux fois. Au cas particulier, le prix de l'eau comprend schématiquement, deux éléments : les sommes destinées à couvrir le coût de fonctionnement du service de distribution de l'eau (y compris, le cas échéant, la rémunération du concessionnaire) ; les sommes improprement appelées surtaxe communale, calculées, de manière à couvrir, sur une certaine période, le coût des investissements. Ceux-ci ont été taxés lors de leur acquisition par la collectivité locale, il est clair qu'ils seront à nouveau l'objet d'une taxation dès lors que la fraction du prix correspondant à leur amortissement est imposée entre les mains du concessionnaire. Il y aurait ainsi double imposition si la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé les équipements n'était pas effacée par la procédure de « transfert », organisée par le décret du 7 octobre 1968, qui autorise le concessionnaire à opérer la déduction de cette taxe d'amont au lieu et place de la commune. Par le jeu de ce mécanisme, les composantes du prix ne sont taxées qu'une fois, conformément à l'économie de la taxe sur la valeur ajoutée. Mais si la taxe était ainsi déduite par le concessionnaire, les investissements étant dès lors détaxés, sans que la fraction du prix destinée à les financer soit comprise dans la base imposable, l'objet du mécanisme serait dépassé et on aboutirait à un dégrèvement partiel non prévu par le législateur. Autrement dit, le transfert et la déduction corrélative ne sont fondés que si l'ensemble du prix de vente de l'eau est soumis à l'impôt. Cela dit, il est exact que l'instruction du 8 avril 1974 met fin à la doctrine administrative en vigueur et aux termes de laquelle la surtaxe était exclue de la base imposable, mais cette doctrine avait été élaborée dans le cadre d'un système d'imposition tout différent puisque, jusqu'en 1968, les ventes d'eau effectuées par les concessionnaires des services publics de distribution de l'eau étaient soumises à la taxe locale sur le chiffre d'affaires qui, contrairement à la taxe sur la valeur ajoutée, avait le caractère d'un impôt cumulatif. La circulaire LC 135 du 7 mai 1968 relative à la fixation du prix de l'eau, dont l'objet n'était donc pas fiscal et qui émanait de la direction générale du commerce intérieur et des prix, de la direction de la comptabilité publique et de la direction générale des collectivités locales s'était implicitement référée à cette doctrine ancienne. Aussi, comme il est de règle en pareille circonstance, et conformément aux dispositions de l'article 1649 quinquies E du code général des impôts, l'instruction de la direction générale des impôts en date du 8 avril 1974 a fixé à une date postérieure à sa publication l'effet du changement de doctrine résultant de l'assujettissement des ventes d'eau à la taxe sur la valeur ajoutée. En outre, il convient d'observer que cette instruction ne remet pas en cause les déductions opérées par les concessionnaires antérieurement à l'imposition effective des surtaxes communales ou syndicales. En ce qui concerne l'incidence, sur le prix de l'eau, de la taxe sur la valeur ajoutée exigible sur le montant des surtaxes, observation faite que le redevable légal de la taxe sur la valeur ajoutée est, en vertu de l'article 283-1 du code déjà cité, la personne qui réalise l'opération imposable, c'est-à-dire, en l'espèce, l'entreprise concessionnaire, la question de savoir qui, de l'usager, du concessionnaire ou de la collectivité concédante, en supportera la charge effective, ne relève pas du droit fiscal mais des relations contractuelles entre les collectivités locales et les entreprises concessionnaires. Dans ces conditions, il n'est pas possible, comme l'auraient souhaité les honorables parlementaires, d'envisager en la matière des mesures particulières qui dérogeraient aux règles fiscales et créeraient un précédent susceptible d'être invoqué dans d'autres secteurs, portant ainsi atteinte à la législation relative à l'assiette de la T. V. A. Néanmoins, pour tenir compte des difficultés qui ont pu surgir entre les communes et les concessionnaires au sujet de la fixation du prix de l'eau, la date d'effet de cette instruction a été reportée du 1^{er} mai 1974 au 1^{er} janvier 1975.

Déportés et internés (liquidation des dossiers de pension en attente).

11739. — 26 juin 1974. — **M. Velenet** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, d'après certains renseignements qui lui ont été fournis, 2 000 dossiers concernant les déportés et internés seraient actuellement en cours de liquidation au ministère de l'économie et des finances, cependant que 400 autres seraient

également en instance au service des pensions des armées à La Rochelle. Il lui demande à quelle date pourront, à son avis, être liquidés les dossiers en cause.

Déportés et internés (retard dans la liquidation des pensions d'invalidité d'anciens militaires de carrière).

11748. — 26 juin 1974. — **M. Begault** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les difficultés éprouvées par un certain nombre d'anciens militaires de carrière titulaires de pensions militaires d'invalidité en raison du blocage de leurs dossiers dans les services de la direction de la dette publique. En effet, ces services refusent d'approuver des projets de liquidation de dossiers, à établir au profit de déportés et d'internés résistants, qui comportent des infirmités nouvelles dont l'imputabilité à la déportation ou à l'internement serait discutable. Il s'agit surtout de dossiers concernant des pensionnés qui ont demandé une aggravation ou ont fait valoir des infirmités nouvelles en présentant des certificats médicaux à l'appui. Certains de ces pensionnés n'ont sans doute pu fournir des certificats médicaux, étant donné que les praticiens les ayant soignés sont décédés. Ces dossiers ont cependant été expertisés et reconnus valables. D'autre part, des difficultés surgissent au sujet des dossiers de pensions pour certains anciens militaires de carrière qui, après la guerre, sont restés dans l'armée jusqu'à l'obtention d'une retraite proportionnelle. Leurs dossiers acceptés et expertisés dans les centres de réforme sont retenus au service des pensions des armées, sur refus des services du ministère de l'économie et des finances d'approuver les projets de liquidation de pension en discutant l'imputabilité d'infirmités nouvelles à la déportation et à l'internement. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de prendre rapidement toutes décisions utiles en vue de mettre fin à cette situation regrettable.

Déportés et internés (liquidation des dossiers de pension en instance au ministère de l'économie et des finances)

13599. — 21 septembre 1974. — **M. Frêche** soumet à **M. le ministre de l'économie et des finances** le problème de l'application des lois d'août 1948 et septembre 1948 en ce qui concerne les déportés résistants et politiques au sujet des pensions d'invalidité. Cette législation, comme le souligne l'ouvrage fondamental sur le problème du professeur Charles Richet et du docteur Antonin Mans (*Pathologie de la déportation*, Monaco 1958, page 152 et suivantes), comporte à titre exceptionnel la notion de la présomption d'origine sans condition de délais, qui s'applique lorsqu'il s'agit d'examiner les droits à pension des déportés. Notion exceptionnelle en effet car la présomption d'origine s'applique tant aux déportés résistants qu'aux déportés politiques, mais à eux seuls. Les modalités d'application de cette disposition législative ont été précisées sans ambiguïté par plusieurs circulaires ministérielles et plus particulièrement par celle du 19 janvier 1952. Le bénéfice de la présomption de l'imputabilité de l'affection à la déportation leur est acquis chaque fois qu'il n'existe pas de preuve contraire et ceci dès que la maladie a été constatée. La preuve contraire est à la charge de l'Etat. Or la situation actuelle est extrêmement grave car de fait les dispositions des lois précitées ne sont pas appliquées. Dans une circulaire ronéotypée (réf. n° 523.262/MA/SPA) à en-tête du ministère des armées, encore expédiée pour chaque cas particulier à la mi-année 1974, il est indiqué sous la signature de **M. le ministre des armées** et par délégation ce qui suit : « J'ai l'honneur de vous faire connaître que votre dossier de pension militaire d'invalidité est archivé provisoirement dans mes services jusqu'à la parution de nouvelles directives. En effet les services du ministère de l'économie et des finances refusent d'approuver actuellement les projets de liquidation établis au profit de déportés et d'internés résistants qui comportent des infirmités nouvelles dont l'imputabilité à la déportation ou à l'internement serait discutable. » Il y a là un blocage systématique au plan administratif de dispositions législatives. La commission consultative médicale du secrétariat d'Etat aux anciens combattants est seule habilitée par les textes à recevoir ou à rejeter la preuve contraire éventuelle à la charge de l'Etat. Après que cette commission a statué, aucun service du ministère de l'économie et des finances n'est donc habilité par la loi à remettre en cause l'imputabilité ou non de l'affection à la déportation. Devant le blocage dans les conditions précitées de très nombreux dossiers en instance au ministère de l'économie et des finances, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire appliquer la législation et liquider dans les meilleurs délais les dossiers homologués et transmis par le secrétariat d'Etat aux anciens combattants.

Déportés et internés (demandes de révision de pensions d'invalidité à la suite d'infirmités nouvelles).

14174. — 11 octobre 1974. — **M. Allainmat** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que depuis le mois de juin 1973 plus de 5 000 dossiers de déportés et internés ayant sollicité la révision de leur pension d'invalidité sont maintenus en instance

dans les services de la direction des pensions, au secrétariat d'Etat aux anciens combattants : « en attente d'un accord avec les services compétents du ministère de l'économie et des finances concernant les conditions d'indemnisation des infirmes nouvelles dont certains déportés résistants et déportés politiques sont atteints ». Il lui demande s'il n'y a pas là une remise en cause de la présomption d'origine, sans condition de délai, inscrite dans la loi en faveur des déportés et si les milliers d'entre eux qui attendent la liquidation de leur pension peuvent penser avoir prochainement satisfaction.

Déportés et internés

(dossiers de réforme en instance au ministère de la défense).

16133. — 18 janvier 1975. — **M. Duvallard** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il est exact que les dossiers de réformés et des anciens déportés et internés résistants réformés par présomption d'origine, conformément à la loi n° 53-355 du 3 avril 1955 (art. 13), sont archivés provisoirement au ministère de la défense sur instruction du service du contrôle de liquidation du ministère des finances. Cette situation entraînerait paraît-il de grandes difficultés de trésorerie pour plusieurs milliers d'anciens déportés et leurs familles dont les ressources sont très modestes. Il lui demande dans quelles mesures les indications ci-dessus correspondent à la réalité. Au cas où elles se confirmeraient, n'est-il pas possible et urgent de remédier à cette situation.

Réponse. — La situation à laquelle se réfèrent les honorables parlementaires vient de faire l'objet d'un règlement en accord avec le secrétariat d'Etat aux anciens combattants. Les droits à pension des intéressés vont en conséquence être liquidés dans les plus brefs délais.

Médecins (incompatibilité entre le règlement de la caisse autonome de retraite des médecins et l'obligation faite aux médecins experts de plus de soixante-cinq ans d'être patentés).

12089. — 4 juillet 1974. — **M. Alduy** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'arrêt du Conseil d'Etat du 6 juin 1955 dans une affaire Poiteau contre tribunal administratif du Pas-de-Calais, enregistré dans le répertoire sous le n° 32368 qui précise que : « les experts faisant habituellement des expertises doivent être patentés ». Par ailleurs, les règlements de la caisse autonome de retraites des médecins français (C. A. R. M. F.) spécifient que les médecins âgés de plus de soixante-cinq ans et ayant acquis le nombre de points nécessaire pour bénéficier de la retraite ne peuvent profiter que celle-ci s'ils sont patentés. Or, les experts près les cours d'appel sont admis à l'honorariat à l'âge de soixante-dix ans et il est spécifié que les tribunaux qui désirent les désigner sont habilités à le faire dans les cas où leur compétence paraît nécessaire. L'application stricte du règlement pose aux experts honoraires un dilemme : ou bien refuser en toutes circonstances aux tribunaux d'accepter une mission d'expertise, même si leur compétence est considérée comme nécessaire ; ou bien perdre le bénéfice de la retraite de la caisse autonome de retraite des médecins français et continuer à faire de temps à autres les quelques expertises qui peuvent être encore confiées à un expert honoraire. Il lui demande s'il faut considérer que l'arrêt du Conseil d'Etat du 6 juin 1955 s'applique sans discrimination à tous les praticiens désignés pour faire une expertise, même s'ils sont experts honoraires.

Réponse. — Les statuts de la caisse autonome de retraite des médecins français précisent que le droit aux prestations est ouvert au médecin âgé de plus de soixante-cinq ans ou qui cesse ses activités dans certaines conditions. Toute modification des statuts, dans le sens souhaité par l'honorable parlementaire, relève de l'initiative propre de la caisse, en tant qu'organisme gestionnaire d'un régime autonome, après consultation de la caisse nationale des professions libérales. En ce qui concerne la patente, il est admis que les experts honoraires ne doivent pas être assujettis à cette contribution lorsque, n'exerçant pas d'autre activité professionnelle, ils effectuent des expertises d'une manière occasionnelle, sans que ces opérations, en égard à leur nombre et à leur importance, correspondent à l'exercice d'une profession à titre habituel. Par conséquent, les experts honoraires peuvent généralement accepter des missions d'expertise sans pour autant perdre le bénéfice de la retraite de la caisse autonome de retraite des médecins français.

Impôts (inconvenients de la suppression de la recette locale d'Epfig (Bas-Rhin)).

12772. — 3 août 1974. — **M. Caro** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il a pris les mesures nécessaires pour mettre en application l'engagement pris par le Premier ministre qui, lors de sa déclaration de politique générale du Gouvernement du 5 juin 1974, a notamment affirmé : « Le Gouvernement agira pour enrayer la dévitalisation qui frappe nos campagnes. Il mettra notam-

ment un terme au processus de fermetures ou de transferts excessifs des services publics indispensables à la vie de nos bourgs et de nos villages. » Il lui demande s'il est en conséquence raisonnable de compter sur une décision rapide mettant un terme aux inconvenients que présente la suppression de la recette locale des impôts d'Epfig (Bas-Rhin). Cette commune, étant donné sa situation centrale dans le canton et en raison des facilités de communication, est la mieux placée géographiquement pour l'implantation d'une recette des impôts. De plus, Epfig est la plus importante commune viticole d'Alsace (plus de 550 hectares en délimitation A. O. C.), elle est aussi la plus importante en transactions, arrachages et replantations. Or, pour faire une déclaration d'arrachage ou de replantation, il faut se déplacer deux fois : avant le début et à la fin des travaux. Il lui cite, à titre d'exemple, les difficultés rencontrées par un négociant en vins qui, acheteur le même jour de vins dans la commune de Reichsfeld rattachée à la recette de Dambach-la-Ville, et dans celle de Bernardvillé distante à peine de deux kilomètres et rattachée à la recette de Baar, a dû effectuer un déplacement supplémentaire de trente-cinq kilomètres pour se munir d'un acquit-à-caution dans les différentes recettes, gaspillant ainsi du temps et de l'énergie. Il lui demande si, pour répondre aux vœux exprimés par les maires des communes avoisinantes, notamment Ittersviller, Reichsfeld, Bernardvillé, Nothalten, il ne serait pas possible, sans remettre en cause le principe de la réorganisation des services fiscaux, de créer à Epfig une permanence dépendant de la recette du chef-lieu de canton, les communes de Reichsfeld, Bernardvillé, Nothalten et Ittersviller étant rattachées à cette permanence, était fait observer que les viticulteurs de ces communes cultivent une partie importante du territoire d'Epfig.

Réponse. — La suppression de la recette auxiliaire des impôts d'Epfig est intervenue dans le cadre initial de la politique de réorganisation du réseau comptable de base de la direction générale des impôts. Il n'est pas possible d'envisager la réouverture de ce poste comptable. En revanche, conformément aux engagements pris par le Premier ministre et rappelés par l'honorable parlementaire, il a été prescrit à tous les chefs des services fiscaux départementaux de sursoir à toute nouvelle fermeture de recettes et de bureaux auxiliaires, sauf en cas de coexistence, dans la même localité, avec une cellule du nouveau dispositif comptable primaire. D'autre part, un aménagement du plan de réforme est en cours d'élaboration qui tiendra compte des particularités des circonstances territoriales. Il est envisagé, notamment, de compléter le réseau de recettes locales à compétence élargie par la création de recettes locales spécialisées dans les attributions viti-vinicoles et par la désignation de « correspondants des impôts » pour faciliter l'accomplissement des diverses obligations fiscales exigées des usagers. Un nouveau plan va donc être organisé sur ces bases dans le département du Bas-Rhin et, à cette occasion, la situation de la commune d'Epfig sera examinée avec la plus grande attention. Le plan sera soumis à l'avis du préfet du département.

Marnichers (cuisson et conditionnement des betteraves rouges : détaxation du gaz propane utilisé).

13242. — 31 août 1974. — **M. Falala** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation des maraichers spécialisés dans la cuisson et le conditionnement des betteraves rouges. Les intéressés, qui sont au nombre d'une dizaine sur l'ensemble du territoire national, sont particulièrement touchés depuis la crise pétrolière, par l'augmentation du coût de l'énergie et la majoration des prix d'achat des plastiques et cartons d'emballage. Il lui demande s'il n'eslime pas opportun d'apporter aux spécialistes en cause une aide semblable à celle dont bénéficient les producteurs horticoles et les maraichers de culture sous serres, éventuellement en leur concédant une détaxation du gaz propane utilisé.

Réponse. — Le Gouvernement est parfaitement conscient de ce que, par suite de l'augmentation du coût de l'énergie, des plastiques et du carton d'emballage, les maraichers spécialisés dans la cuisson et le conditionnement des betteraves rouges ont subi une hausse importante de leurs prix de revient. La solution de ce problème ne se trouve pas cependant dans l'octroi, par l'Etat, d'une subvention. L'augmentation du prix des produits pétroliers peut être en effet considérée désormais comme une donnée constante de la situation économique qui exige, dès à présent, de la part de tous les consommateurs d'énergie un effort profond d'adaptation. C'est avant tout dans la mise en œuvre de toutes les mesures permettant de réduire la consommation d'énergie et de matières premières que doit être recherchée une solution aux problèmes actuels. Une subvention de l'Etat repoussant à plus tard les difficultés inéluctables résultant des hausses subies ne pourrait que retarder les adaptations indispensables. Il convient de remarquer par ailleurs que l'aide aux maraichers-serristes à laquelle fait allusion l'honorable parlementaire n'a été accordée qu'à titre temporaire aux intéressés afin de leur per-

mettre de maintenir pendant une certaine période une activité qu'ils auraient été contraints d'abandonner pour des raisons qui n'étaient pas dues uniquement à l'accroissement du prix des matières premières. La situation des deux professions n'est, en tout état de cause, pas comparable car, contrairement aux maraîchers-serristes qui utilisent le fuel, les maraîchers spécialisés dans la cuisson et le conditionnement des betteraves rouges, qui utilisent le gaz propane, peuvent récupérer la taxe sur la valeur ajoutée dans les conditions de droit commun. De plus, les gaz de pétrole propane et butane bénéficient à titre général d'une exemption de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers.

Impôt sur le revenu (femmes divorcées ayant un enfant à charge et poursuivant des études : quotient familial).

14027. — 9 octobre 1974. — M. Simon-Lorière appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les conditions dans lesquelles est calculé l'impôt sur le revenu dont sont redevables certaines femmes divorcées. Lorsque celles-ci, bien qu'elles soient dépourvues de pension alimentaire, ont un enfant à charge poursuivant ses études, l'impôt est calculé sur la base d'une part et demie, alors qu'une femme veuve se trouvant dans la même situation bénéficie de deux parts et demie. Il lui demande, dans un but de stricte équité, s'il n'estime pas opportun que le mode de calcul s'appliquant à des situations identiques soit uniformisé et que les femmes divorcées devant subvenir aux besoins d'un enfant poursuivant ses études puissent, elles aussi, bénéficier d'un quotient familial de deux parts et demie.

Réponse. — La mesure suggérée conduirait à accorder, à charges de familles égales, le même nombre de parts aux mères de famille divorcées qu'aux contribuables mariés. Elle entraînerait dès lors, de proche en proche, une remise en cause du système du quotient familial, ce qui ne permet pas de l'envisager. Sans doute, la loi accorde-t-elle deux parts et demie à la veuve ayant un enfant à charge, alors que la femme divorcée ou célibataire n'a droit qu'à deux parts en pareil cas. Mais il s'agit là d'une solution exceptionnelle, répondant au souci du législateur d'éviter que le décès de l'un des époux ne se traduise par une modification du statut fiscal de la famille. Cela dit, les dispositions de la loi de finances pour 1975 (loi n° 74-1129 du 30 décembre 1974) vont dans le sens des préoccupations de l'honorable parlementaire. En effet, les femmes divorcées bénéficient d'une demi-part supplémentaire de quotient familial, soit deux parts pour un enfant étudiant majeur âgé de moins de vingt-cinq ans, si ce dernier demande son rattachement au foyer fiscal de sa mère.

Cadastre (Alsace-Lorraine).

14152. — 11 octobre 1974. — M. Radius expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, par la circulaire série 11, cadastre n° 8 en date du 15 mai 1974, la direction générale des impôts spécifie pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle les modalités de réédition des feuilles du plan cadastral initialement éditées par l'atelier spécial de reproduction installé à Strasbourg entre 1884 et 1953. Ces prescriptions, dans un souci d'homogénéité et d'uniformisation de la documentation planimétrique cadastrale, prévoient la représentation du dessin au format A1 sur support transparent, après élimination de l'essentiel des variations dimensionnelles et transposition du système de projection local en système de projection Lambert. Il demande s'il n'y aurait pas lieu de préférer la cartographie directe à une échelle adaptée au parcellaire aux procédés archaïques de dessin envisagés : calquage, calage « au mieux », piquage par transparence qui risquent de fournir des documents de moindre valeur. De même s'il ne devrait pas être conservé la différenciation de l'épaisseur du trait représentant les limites, par rapport à celui figurant les bâtiments, afin de ne pas rendre difficilement lisibles les plans, spécialement dans les zones agglomérées. Il demande si ces prescriptions ainsi que le système de numérotage des sections et des parcelles et le principe de l'élimination des parcelles du domaine public, introduits en vue de l'informatisation du cadastre, ne sont pas contraires à la réglementation découlant de la loi organique locale du 31 mars 1884. Il souhaiterait savoir comment il justifie d'entreprendre dans de telles conditions ce travail qui porterait sur environ 33 000 cartes cadastrales, systématiquement et par communes entières, alors qu'une moindre partie de ces cartes nécessitent une réfection à cause de leur usure ou de leur surcharge. Etant donné les délais, estimés au minimum à vingt ans, et les coûts élevés de cette opération, comparés à la valeur relative des documents qui en résulteraient, il demande s'il ne serait pas plus intéressant de consacrer immédiatement une partie de ces moyens à des tâches plus urgentes. En effet, des millions de bâtiments sont à relever de façon précise selon les prescriptions de la loi locale du 31 mars 1884, les réseaux de

triangulation cadastrale et de polygonation sont à revoir en très grande étendue, le contrôle technique des documents d'arpentage est à renforcer, la numérisation par calcul à partir des croquis de levé reste à entreprendre. Toutes ces mesures préalables, complétées ensuite par le report automatique, permettraient bien plus aisément de créer de nouvelles cartes répondant aux besoins du public, des techniciens et des administrations, et avec toutes les garanties auxquelles ils sont habitués, que le recours au copiage servile d'anciens plans. Il lui rappelle que le cadastre d'Alsace-Lorraine, régi selon la loi locale du 31 mars 1884, en relation avec le livre foncier, est un outil particulièrement précieux et unique en France par sa précision et sa fiabilité, et lui demande s'il n'estime pas que devraient être proscrits tous procédés provisoires ou approximatifs qui auraient pour conséquence de déprécier, voire de détruire un tel document par des préoccupations purement centralisatrices, et qu'il serait souhaitable que l'administration consulte préalablement les collectivités locales avant de décréter des transformations aussi lourdes de conséquences pour les communes qui possèdent le cadastre selon la loi de 1884.

Réponse. — Le cadastre d'Alsace-Lorraine, comme le rappelle à juste titre l'honorable parlementaire, est un outil particulièrement précieux et unique en France par sa précision et sa fiabilité. Il est néanmoins susceptible d'améliorations sans que, pour autant, ses qualités unanimement reconnues en souffrent. Au premier rang de ces améliorations, parce que la plus urgente et relativement la moins coûteuse dans sa réalisation, figure la réédition des feuilles de plan initialement éditées par l'atelier spécial de reproduction installé à Strasbourg (note du 15 mai 1974, publiée au Bulletin officiel de la direction générale des impôts sous le numéro 11 C-10-74). Cette amélioration intéresse au premier chef les usagers du cadastre, dont les collectivités locales, puisqu'elle permettra tout d'abord la délivrance impossible jusqu'alors, de reproductions des feuilles parcellaires à partir d'un calque cliché, dans des conditions de coût et d'exécution particulièrement avantageuses (soit sous la forme traditionnelle, soit sous celle du plan cadastral normalisé). Cette réédition rendra également possible une tenue à jour annuelle des collections du plan cadastral déposées aux bureaux du cadastre et dans les mairies selon de nouvelles procédures inspirées par un souci de plus grande clarté et, partant, de fiabilité accrue de cette documentation. L'opération en cause devrait être entreprise d'urgence, car les usagers sollicitent avec une insistance de plus en plus grande la délivrance de reproductions et cette inadaptation manifeste de la documentation actuelle aux besoins exprimés pourrait, s'il n'y était porté remède sans tarder, devenir irréversible. De surcroît, la réédition est la solution la moins onéreuse car elle ne nécessite pas la reprise des opérations de levé sur le terrain, mais fait appel à la mise en œuvre de procédés cartographiques très simples; la charge financière en sera relativement peu importante, compte tenu, notamment, de l'utilisation du parc des matériels déjà en service à la direction générale des impôts, tant pour les moyens informatiques (nécessaires à la transformation automatique des coordonnées rectangulaires des points de canevas) que pour les appareils de reprographie (utilisés essentiellement en vue de la mise à l'échelle du plan cadastral à rééditer); la tâche incombant aux services locaux chargés du cadastre n'excèdera pas, tout compte fait, celle qui est normalement supportée par l'ensemble des départements où la réédition est une tâche traditionnelle. Certes, au cours de la période initiale, le volume des travaux, à l'échelon local, sera sensiblement supérieur à celui qui incombe aux autres départements en régime de croisière; c'est pourquoi, pour l'Alsace-Lorraine, il est prévu que certains de ces travaux pourront être confiés à des expéditionnaires et à des cabinets de géomètres privés, pour un montant annuel d'environ 450 000 francs, sur une période approximative de douze ans. Les procédés utilisés ne détruisent nullement la précision d'origine du levé tout en corrigeant, au contraire, certaines déformations graphiques du plan (des expériences préalables ont démontré le bien-fondé de l'opération); ils sont au demeurant mis en œuvre avec un soin tout particulier aux différents stades de l'exécution des travaux. Par ailleurs, cette opération de réédition ainsi que les nouvelles dispositions retenues en matière de numérotage des sections, des parcelles et du domaine public, ne sont pas en contradiction avec la loi locale du 31 mars 1884; elle n'a d'autre but que de parfaire la valeur de la documentation cadastrale sans pour autant nuire au rôle que doit tenir le plan cadastral au regard, notamment, du livre foncier. L'action entreprise doit porter sur l'ensemble des feuilles visées plus haut pour répondre aux objectifs ainsi définis et permettre la constitution de nouvelles collections homogènes du plan cadastral; elle sera conduite de pair avec le rattrapage intensif dans la mise à jour du plan en ce qui concerne les constructions nouvelles. Enfin, la réédition ne saurait faire double emploi avec l'action, à entreprendre à plus long terme, visant à une reprise intégrale des opérations de levé et de cartographie en vue de l'établissement d'un plan cadastral remanié, lorsque l'état actuel de ce document l'exige; l'intervention de ce remanement, en vertu de l'article 6 de la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974, sera facilitée par les travaux antérieurs de réédition.

Le remaniement, au demeurant, ne sera mis en œuvre que dans les zones où le plan cadastral rénové présente des insuffisances qui ne permettent plus d'assurer sa conservation annuelle de manière satisfaisante; il fera appel, le cas échéant, aux moyens informatiques et au report automatique. Néanmoins, sans remettre en cause le principe même de la réédition des plans cadastraux du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, dont l'urgence est incontestable, il va de soi que, dans un souci de bonne administration, les observations qui pourraient être formulées par les représentants qualifiés des collectivités locales intéressées dans les trois départements en cause seront étudiées avec une particulière attention et donneront lieu, le cas échéant, aux solutions techniques appropriées. Une réunion, qui se tiendra prochainement à Strasbourg, permettra aux représentants de ces services techniques de procéder à un échange de vues avec des fonctionnaires spécialisés des services centraux et locaux chargés du cadastre.

Crédit (déseuagement du crédit pour les entreprises dont les exportations ont augmenté de 25 p. 100 environ)

14331. — 18 octobre 1974. — **M. Pujol** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le Gouvernement a fixé comme objectif aux entreprises de développer au maximum leurs exportations. Un certain nombre de mesures ont été prises pour désencadrer les crédits de préfinancement spécialisés. D'autre part, un ballon d'oxygène a été accordé concernant les crédits de mobilisation des créances nées à court terme sur l'étranger en portant, pour les banques, de 13 à 19 p. 100 puis récemment à 22 p. 100 le plafond des concours de crédit concernant les affaires à l'exportation. C'est un fait positif mais les mesures prises s'avèrent néanmoins insuffisantes en raison du développement qu'ont connu les exportations pendant la période de référence. La réglementation actuelle constitue toujours un frein très important pour les exportations, notamment pour les entreprises fabriquant des biens de consommation. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable afin d'encourager les exportations de désencadrer les crédits pour toutes les entreprises dont les exportations ont augmenté de 25 p. 100 d'une année sur l'autre.

Réponse. — Comme le rappelle l'honorable parlementaire d'importantes mesures ont été déjà prises pour faciliter le financement des exportations : les crédits à moyen et long terme sur l'étranger ont été entièrement exclus du champ d'application des réserves obligatoires ainsi que les crédits de préfinancement spécialisés à l'exportation et les crédits-relais de crédits-acheteurs. En outre, il a été décidé de demander aux établissements de crédit de respecter pour la progression des crédits de mobilisation des créances nées à court terme sur l'étranger une norme particulière de progression d'encours plus large que la norme applicable à l'ensemble de leurs concours. Cette norme spécifique a été fixée à l'indice 106 à fin mars 1975 et à l'indice 112 à fin juin, par référence à un indice 100 déterminé pour chaque établissement de crédit qui y est soumis, par rapport au montant des crédits de cette nature qu'il était autorisé à consentir au 2 janvier 1975. L'ensemble de ces dispositions témoigne de la volonté du Gouvernement de favoriser le développement de cette catégorie de concours. Il convient par ailleurs d'observer que toutes les entreprises exportatrices n'ont pas connu la même progression de leurs ventes à l'étranger; de ce fait celles dont les exportations ont progressé plus que la moyenne peuvent bénéficier, au sein de la norme globale fixée pour la progression de l'ensemble des crédits à court terme à l'exportation, d'un montant de crédits plus important. Enfin, pour éviter de faire bénéficier des exportateurs occasionnels des mesures dérogatoires prises dans le but de donner un encouragement aux entreprises accomplissant un effort durable de vente à l'étranger, des recommandations ont été adressées aux banques, par l'intermédiaire de l'Association professionnelle des banques, leur demandant de réserver par priorité le bénéfice de la mesure d'assouplissement des normes aux entreprises qui entretiennent un courant régulier et substantiel d'exportation représentant, en principe, un cinquième de leur chiffre d'affaires global.

Vieillesse (remboursement de la T. V. A. sur l'énergie aux allocataires du F. N. S.).

14381. — 19 octobre 1974. — **M. Cousté** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il n'envisage pas, afin de soulager, au cours de l'hiver 1974-1975, la situation difficile des personnes âgées, de proposer au Parlement le vote des dispositions permettant de rembourser aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité, le montant de la taxe à la valeur ajoutée frappant leurs consommations d'électricité, de gaz et de tous autres produits énergétiques utilisés pour le chauffage des habitations.

Réponse. — Le Gouvernement entend poursuivre, dès que les contraintes budgétaires le permettront, l'effort déjà entrepris de réduction de la part de la fiscalité indirecte dans les ressources de l'Etat, par un abaissement des taux de la taxe sur la valeur ajoutée. Mais, comme tout impôt indirect, la taxe sur la valeur ajoutée s'applique aux produits et services imposables sans que puisse être prise en considération la qualité ou la situation pécuniaire des personnes qui en font l'acquisition. La mesure préconisée par l'honorable parlementaire, qui consisterait à rembourser cette taxe à certaines catégories de consommateurs, méconnaîtrait donc ce principe et, à la limite, aurait pour effet de remettre en cause l'existence même de la matière imposable. Elle présenterait au surplus des risques d'évasion fiscale et serait d'un coût administratif hors de proportion avec les avantages qu'en retireraient les bénéficiaires. Aussi, le Gouvernement estime-t-il préférable d'agir différemment pour améliorer la situation des personnes âgées de condition modeste. En premier lieu, les contribuables âgés bénéficient de mesures particulières en matière d'impôt sur le revenu et d'impôts locaux. Les contribuables âgés de plus de soixante-cinq ans, dont le revenu net global n'excède pas 14 000 francs, peuvent déduire 2 300 francs de la base de leur impôt sur le revenu tandis que ceux dont la base est comprise entre 14 000 francs et 23 000 francs bénéficient d'un abattement de 1 150 francs. Ces déductions sont doublées si les deux conjoints sont âgés de plus de soixante-cinq ans. Les contribuables titulaires du fonds national de solidarité ou âgés de plus de soixante-quinze ans qui ne sont pas imposables à l'impôt sur le revenu sont dégrévés d'office de la taxe d'habitation et de la taxe foncière afférente à leur habitation principale. En second lieu, le Gouvernement estime que le moyen le plus adéquat pour améliorer le sort des intéressés est d'assurer, comme il vient d'y procéder récemment, un relèvement substantiel des diverses allocations vieillesse, de manière à aboutir à une augmentation du minimum de ressources excédant nettement celle du coût de la vie. Outre qu'elle leur garantit une progression régulière de leur pouvoir d'achat, ce type de mesure respecte, mieux que toute forme d'aide à la consommation, les sentiments de dignité auxquels les personnes âgées sont légitimement attachées.

Heure légale (alignement sur le temps solaire pour économiser l'énergie).

14420. — 23 octobre 1974. — **M. Médecin** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il ne serait pas possible de procéder, comme cela se fait dans d'autres pays européens, à un alignement du temps légal sur le temps solaire qui permettrait de réaliser de substantielles économies d'énergie.

Réponse. — Le problème évoqué par l'honorable parlementaire a fait l'objet d'un premier examen, d'où il ressort qu'une modification de l'heure légale entraînant un décalage des horaires de travail pourrait permettre une économie de l'ordre de 0,30 à 0,75 p. 100 des consommations d'électricité. Mais ce décalage risque de se traduire en période d'hiver par une augmentation de la puissance nécessaire en heure de pointe, rendant nécessaire l'utilisation de centrales anciennes ayant un mauvais rendement. Il peut aussi modifier les possibilités d'échange de courant avec l'étranger. Le caractère complexe de la question a paru mériter une étude plus approfondie, qui doit être effectuée par l'Agence pour les économies d'énergie créée par le décret du 29 novembre 1974.

Finances locales (procédure comptable : exonération de patente des nouvelles industries).

15034. — 22 novembre 1974. — **M. Le Theule** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les conseils municipaux ne votent plus, à compter du budget primitif de 1974, un nombre de centimes mais un chiffre de recette à percevoir au titre des quatre impôts locaux. Il lui signale à ce propos que, suivant ces instructions le conseil municipal d'une commune de la Sarthe a voté une recette de 3 400 000 francs sur laquelle l'administration fiscale a apporté une réduction de 70 000 francs, réduction qui correspond à l'exonération de patente des nouvelles industries. Une circulaire préfectorale en date du 29 janvier 1970 avait certes, envisagé cette disposition mais la commune concernée — comme d'ailleurs l'ensemble des communes du département — pensait que l'observation valait pour la seule administration des services fiscaux chargés d'établir les impositions du fait que, seuls, les services fiscaux ont la responsabilité d'établir l'assiette de l'impôt et que, dans l'hypothèse où le conseil municipal aurait voté une recette tenant compte de l'abattement ultérieur de 70 000 francs. Il lui eût fallu inscrire une dépense en contrepartie. Or, cet artifice comptable est impossible. Il lui demande en conséquence s'il juge équitable l'amputation subie par les budgets communaux du fait de cette mesure et souhaite connaître les dispositions qu'il envisage de prendre pour remédier à cette situation.

Réponse. — Sous réserve de la substitution de la notion de « produit » à celle de « nombre de centimes », le nouveau régime édicté par l'article 11 de la loi du 31 décembre 1973 sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale n'a pas modifié les règles d'établissement des budgets communaux. Par suite, le produit attendu des impositions directes locales a dû être déterminé, comme pour les années antérieures, en tenant compte de l'ensemble des charges supportées par les communes, et notamment des réductions de patente qu'elles ont consenties dans le cadre du développement régional. Pour 1974, l'administration a néanmoins examiné avec bienveillance le cas des communes qui ont éprouvé des difficultés à cet égard, et toutes dispositions ont été prises lorsque cette situation entraînait pour elles des pertes de recettes importantes. Pour 1975, il appartiendra aux communes d'inscrire, en dépense dans leur budget, les réductions de patente en cause qui se trouveront ainsi automatiquement couvertes par une recette correspondante.

Assurance-invalidité (information des assurés sur le détail des sommes payées avec leur pension de retraite).

15349. — 7 décembre 1974. — **M. Alain Bonnet** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le problème du paiement des rentes d'invalidité accordées aux fonctionnaires victimes d'un accident en service, en application des articles L. 28 et suivants du code des pensions. Ces rentes sont payées à terme échu en même temps que la pension de retraite proprement dite, mais les avis de crédit envoyés alors aux bénéficiaires ne comportent pas le détail de la somme globale payée et qui est le total : pension plus rente d'invalidité. Or, cette dernière n'est pas soumise à l'impôt sur le revenu et l'intéressé ne peut donc connaître les sommes qu'il aura à déclarer au titre dudit impôt. Certes, il reçoit le relevé des dites sommes déclarées par l'organisme payeur à la direction des impôts compétente mais ce document lui parvient le plus souvent dans les 3 ou 4 derniers jours de février de l'année suivante, si ce n'est début mars. Dans ce cas, il ne peut faire sa déclaration de revenus dans les délais normaux où il ne dispose que de quelques heures pour rédiger celle-ci, ce qui est fort regrettable pour une personne âgée qui peut être souffrante à ce moment-là. En outre, jusqu'à la réception de ce document, il ne peut connaître le montant exact de ce qu'il perçoit au titre de la seule pension, renseignement dont il aurait quelquefois besoin pour des raisons diverses. Il lui demande donc de donner toutes instructions utiles aux services payeurs des pensions, en l'occurrence les trésoreries générales pour que : 1° les avis de crédit trimestriels comportent le détail des sommes payées, à savoir : pension, rente, rappels, retenues, etc. ; 2° que le relevé annuel soit établi et adressé aux intéressés dans les premiers jours du mois de janvier, chose facilement réalisable puisque les derniers paiements figurant sur ce relevé concernent le plus souvent l'échéance d'octobre de l'année précédente.

Réponse. — Pour faciliter aux pensionnés de l'Etat le contrôle des sommes qui leur sont versées, il est envisagé de les mettre en possession, à chaque échéance de leur pension, d'un bulletin de paiement analogue au bulletin de paie délivré aux salariés et sur lequel figureront des indications suffisantes pour exercer ce contrôle. Mais cette mesure, qui concerne plus de deux millions de pensionnés, ne peut être réalisée que dans le cadre d'une automatisation poussée des procédures de paiement à laquelle les services spécialisés du département de l'économie et des finances consacrent une part importante de leur activité. Cette automatisation n'est pas actuellement achevée. Aussi bien, la date de mise en service du bulletin de paiement ne peut-elle encore être indiquée. Elle coïncidera avec celle de l'application progressive aux pensions de l'Etat du système mensuel institué par la loi de finances pour 1975. En réponse au deuxième point de la question, il est précisé que le relevé annuel des arrérages de pensions à déclarer à l'administration fiscale, adressé aux pensionnés par les services du Trésor, concerne, outre les titulaires de pensions civiles de retraite (échéances du mois d'octobre), les titulaires de pensions militaires de retraite (échéances du mois de novembre) et les titulaires de pensions civiles des postes et télécommunications (échéances du mois de décembre). Les services des pensions ne sont pas en mesure de préparer ce document suffisamment tôt pour qu'il puisse parvenir aux intéressés dès les premiers jours du mois de janvier suivant, comme le souhaite l'honorable parlementaire. Il ne peut être généralement transmis aux pensionnés qu'au début du mois de février. En tout état de cause, les notifications des arrérages de pensions payées au cours de l'année, adressées annuellement par les comptables supérieurs du Trésor assignataires de pensions aux services fiscaux, ne font état que des seuls arrérages ayant le caractère d'un revenu imposable. Sont donc exclus de ces notifications, notamment, les arrérages de pensions ou rentes d'invalidité non soumises à l'impôt sur le revenu.

Economies d'énergie (dégrèvements pour travaux d'isolation thermique en faveur des collectivités locales ou associations d'utilité publique).

15368. — 7 décembre 1974. — **M. Bernard** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il n'envisage pas d'étendre les mesures de dégrèvements prises en faveur des particuliers qui procèdent à des travaux d'isolation thermique dans leurs locaux d'habitation aux collectivités locales et aux associations qui entreprendraient des travaux de même nature dans les équipements collectifs à caractère scolaire, social, culturel ou sportif qu'ils ont à gérer. Ce dégrèvement pourrait se traduire par un remboursement ou exonération de taxe sur la valeur ajoutée ou par tout autre moyen qui pourrait être jugé utile.

Réponse. — L'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée demandée en faveur de collectivités locales ou des associations entreprenant des travaux d'isolation dans les équipements à caractère scolaire, social, culturel ou sportif, dont ils assurent la gestion, dérogerait aux principes fondamentaux qui régissent cet impôt. En effet, la taxe sur la valeur ajoutée est un impôt général sur la dépense, qui frappe toutes les formes de consommation se rattachant à des affaires de nature industrielle ou commerciale réalisées en France, indépendamment des buts poursuivis ou des résultats obtenus. Il n'est pas possible, de ce fait, de prendre en considération la qualité des personnes morales ou physiques pour lesquelles une affaire est réalisée. S'il en était autrement et, notamment, si la mesure proposée par l'honorable parlementaire était adoptée, les entreprises industrielles et commerciales seraient privées du droit de déduire, à concurrence des ventes exonérées, la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé leurs acquisitions de biens constituant des investissements ou leurs frais généraux. Corrélativement, elles pourraient se trouver dans l'obligation d'acquitter la taxe sur les salaires dont l'assiette est déterminée en appliquant à l'ensemble des rémunérations visées le rapport existant entre le chiffre d'affaires exonéré et le chiffre d'affaires total. De plus, l'extension d'une telle dérogation, qu'elle prenne la forme d'une exonération ou d'un remboursement au bénéfice de l'utilisateur, ne manquerait pas d'être sollicitée pour de nombreuses autres opérations. Il en résulterait d'importantes pertes de recettes budgétaires qu'il n'est pas possible d'envisager dans la conjoncture actuelle. Les mesures de dégrèvement évoquées par l'honorable parlementaire ont été prises, pour les particuliers, dans le cadre de la fiscalité directe précisément, afin de ne pas perturber l'équilibre de l'économie générale de la taxe sur la valeur ajoutée.

Rentes viagères (réforme de l'imposition).

15555. — 14 décembre 1974. — **M. Lamps** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que, en vertu de l'article 158-6 du code général des impôts, les rentes viagères sont considérées comme un revenu pour l'application de l'impôt sur le revenu dû par le créancier pour 80 p. 100 du montant brut annuel des rentes viagères qui excèdent un plafond actuellement fixé à 15 000 francs. Compte tenu des difficultés que connaissent les rentiers viagers pour lesquels la revalorisation des rentes reste inférieure à l'évolution des prix, il lui demande s'il n'entend pas réviser prochainement le plafond en vigueur.

Rentes viagères (réforme de l'imposition).

15651. — 18 décembre 1974. — **M. Cornut-Gentile** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les rentes viagères sont considérées comme un revenu pour l'application de l'impôt sur le revenu dû par le créancier pour 80 p. 100 du montant brut annuel des rentes viagères qui excèdent un plafond actuellement fixé à 15 000 francs. Ce plafond n'ayant pas été modifié depuis 1970, il lui demande s'il n'envisage pas de le réviser, compte tenu du fait que la revalorisation des rentes viagères en cours d'examen devant le Parlement est insuffisante pour effacer les effets de l'inflation actuelle.

Réponse. — Le plafond au-delà duquel les rentes viagères constituées à titre onéreux sont soumises à l'impôt sur le revenu à raison de 80 p. 100 de leur montant brut annuel, quel que soit l'âge du créancier, a été porté de 15 000 francs à 20 000 francs par un arrêté du 16 janvier 1975, pris conformément à l'article 57 de la loi de finances pour 1975. Cette limite, qui s'applique au montant brut annuel des rentes perçues par chaque bénéficiaire, concerne les revenus de l'année 1974 et des années ultérieures.

Publicité foncière (donation d'un immeuble rural par le nu-propriétaire).

15562. — 14 décembre 1974. — **M. Bolo** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'une personne usufruitière d'un immeuble rural, dont son fils est nu-propriétaire, a l'intention de consentir à ce dernier un bail à long terme. Il lui demande si, au cas où le fils preneur ferait donation à ses enfants de la nue-propriété avant l'extinction de l'usufruit, l'exonération prévue par l'article 793-2 (3^e) C. G. I. serait applicable.

Réponse. — L'exonération de droits de mutation à titre gratuit édictée par l'article 793-2 (3^e) du code général des impôts en faveur des biens donnés à bail à long terme est la contrepartie des sujétions que ce type de bail impose au bailleur. Les transmissions qu'elle concerne sont donc les transmissions faites par ce bailleur. Au surplus, du point de vue du nu-propriétaire cité par l'honorable parlementaire, l'immeuble rural n'est pas un immeuble « donné à bail » mais un immeuble pris à bail. L'exonération ne pourrait donc s'appliquer aux transmissions faites par ce nu-propriétaire.

Police (indemnité de sujétions allouée à certains personnels : offrandissement de l'impôt).

15585. — 17 décembre 1974. — **M. Flornoy** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si l'indemnité de sujétions spéciales (prime de risque) allouée à certains fonctionnaires de la police peut être considérée comme bénéficiant de l'affranchissement de l'impôt au titre de l'article 81 du C. G. I.

Réponse. — L'article 81 (1^{er}) du code général des impôts affranchit de l'impôt sur le revenu les allocations spéciales destinées à couvrir les frais inhérents à la fonction ou à l'emploi et effectivement utilisées conformément à leur objet. L'indemnité dite de sujétions spéciales de police n'a pas pour objet de couvrir des dépenses professionnelles et ne peut bénéficier des dispositions précitées. Elle s'analyse, selon la terminologie applicable aux rémunérations publiques, en une « indemnité justifiée par des sujétions ou des risques inhérents à l'emploi ». Comme toutes les indemnités de cette nature et tous les avantages divers accordés en raison des conditions particulières d'emploi, elle doit être soumise à l'impôt sur le revenu.

Crédit (procédés contestables d'une société de crédit aux particuliers).

15617. — 17 décembre 1974. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur certains procédés de crédit employés principalement à l'encontre de fonctionnaires. La publicité d'une société de crédit, dont le siège est à Monaco, indique que ses organismes courtiers ont placé des contrats à plus de 50 000 fonctionnaires. Cette société a mis au point un véritable mécanisme de prêt forcé. Au départ, des prêts d'un faible montant et aux taux de 16,20 p. 100 et 17,25 p. 100 sont offerts. Comme garantie, le bénéficiaire signe une cession de salaire. Avant même que le prêt soit remboursé, la société de crédit en propose un autre d'un montant supérieur au premier. Elle vante auprès des souscripteurs un « crédit rapide avec la discrétion qui s'impose » et de « l'argent utilisable comme bon vous semble ». Le plus souvent, à la suite de difficultés du débiteur, elle utilise la cession de salaire qu'elle détient, afin d'imposer ce deuxième contrat, dont le montant la rembourse du précédent. Le supplément est versé à l'emprunteur. Ce deuxième prêt fait alors l'objet de nouvelles mensualités plus élevées sans qu'il y ait eu liquidation du premier prêt. Par exemple, une personne a reçu un premier prêt de 4 000 francs. Les mensualités sur vingt-quatre mois sont de 198,25 francs. Au bout de huit mensualités, l'emprunteur se trouve en difficulté. La société consent aussitôt un deuxième prêt de 6 000 francs, dont 4 000 francs servent au remboursement du précédent et 2 000 francs sont versés à l'emprunteur. Les mensualités se montent alors à 297,37 francs, sans qu'il soit tenu compte des mensualités versées pour le premier prêt. Les difficultés du demandeur s'aggravent, il est l'objet de prêts successifs selon la même procédure. Certains prêts, modestes au départ, atteignent 25 000 à 30 000 francs. Pour un prêt total de 15 000 francs représenté par plusieurs contrats successifs, l'emprunteur verse à la société une somme d'environ 30 000 francs sur deux ans. L'intérêt pour cette société se monte alors à plus de 50 p. 100 et atteint même 100 p. 100 dans le cas cité. Lorsque le demandeur ne peut plus faire face, la totalité de son salaire est saisie, ce qui l'empêche, par exemple, de payer le loyer afférant à son habitation. C'est ainsi que, dans deux greffes de tribunaux de la région parisienne, les saisies et expulsions dont cette société est

responsable, atteignent 75 p. 100 et 90 p. 100 du total des procédures inscrites. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour mettre fin à l'activité de cette société et pour faire bénéficier ses victimes de mesures d'indulgence.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que la protection des emprunteurs est actuellement assurée par quatre séries de dispositions : celles qui visent le taux effectif global maximum des prêts. Au cas de prêts dont le taux d'intérêt serait supérieur à ce plafond, les perceptions abusives doivent être restituées aux emprunteurs, le prêteur lui-même étant passible de lourdes condamnations pénales ; les dispositions plaçant la proportion cessible et saisissable des salaires à un pourcentage de ceux-ci d'autant plus faible que la rémunération des salariés est moins élevée ; les règles générales du droit civil, qui permettent à un emprunteur d'invoquer la nullité de contrats de prêts conclus à la suite de pressions ou de manœuvres dolosives ; enfin, les dispositions tendant à réglementer la propagande et la publicité des établissements offrant des prêts d'argent, ainsi que l'activité des démarcheurs agissant pour leur compte. C'est aux tribunaux, saisis par les emprunteurs s'estimant lésés, qu'il appartient de faire, le cas échéant, application de ces diverses dispositions. Les pouvoirs des tribunaux sont très larges en la matière, la loi du 28 décembre 1986 leur conférant même le pouvoir d'ordonner la fermeture des établissements dont les responsables auraient été condamnés pour usure. L'autorité administrative, pour sa part, ne manque pas de saisir les parquets des infractions qu'elle aurait pu constater au cours de ses contrôles et vérifications. Une telle vérification sur place avait été récemment effectuée sur la banque monégasque visée par la question de l'honorable parlementaire. La commission de contrôle des banques n'a pas relevé, à cette occasion, d'infractions à la réglementation bancaire. Il demeure que, d'une part, les procédures contentieuses de recouvrement sont conduites non par la banque elle-même, mais par la société d'assurances qui couvre ses risques d'impayés ; et que, d'autre part, cette banque a recours, pour le démarchage de sa clientèle, à des courtiers apporteurs d'affaires rémunérés à la commission. Afin qu'une lumière complète soit faite sur la question, le ministère de l'économie et des finances a saisi le parquet, dès qu'il en a eu lui-même connaissance, des indications rapportées par l'honorable parlementaire. Il ne manquera pas de lui faire connaître les suites de cette information.

Publicité foncière (exonération de droits pour les panneaux des lotissements communaux à usage industriel).

15643. — 18 décembre 1974. — **M. Ligot** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la législation prévoit l'exonération des panneaux publicitaires des lotissements communaux à usage d'habitation de toute imposition pour des raisons sociales évidentes. Il demande que la même exonération soit accordée en faveur des communes qui font des efforts de développements industriels et de recherche d'emplois nouveaux pour tous les lotissements communaux à usage de zone industrielle.

Réponse. — Il a paru possible d'étendre aux portatifs spéciaux apposés par les communes pour signaler l'existence de zones industrielles l'exonération accordée aux affiches annonçant des lotissements réalisés sur des terrains communaux en vue de la construction d'immeubles d'habitation. L'exonération est limitée à deux panneaux d'une face ou à un panneau à double face par zone industrielle, la superficie de chaque face ne devant pas excéder un mètre carré et demi. En outre, l'affiche ne doit comporter aucune mention commerciale.

Bois (indice mensuel des sciages de chêne).

15957. — 4 janvier 1975. — **M. Belcour** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quelles dispositions la direction générale de la concurrence et des prix envisage de prendre pour pallier d'urgence la suppression de l'indice Sciages de chêne, 3^e choix, ainsi que l'annonce le *Bulletin officiel des services des prix* du 14 décembre 1974. Il tient à rappeler que cet indice mensuel a été créé en octobre 1973 pour suivre les variations de prix des débits de chêne utilisés dans les fabrications de palettes de manutention, fonds de wagons et bois sous rails et qu'il s'est substitué à l'ancien indice CH jugé inadapté par cette administration. Il s'étonne que cette suspension intervienne précisément au moment où se concluent les contrats annuels ou pluriannuels de livraison de traverses à la S. N. C. F. qui, obligatoirement, font référence à cet indice pour la fixation et la révision semestrielle des prix de ces fournitures. Cette décision, prise sans aucun préavis, provoque de graves perturbations dans les relations contractuelles entre les fournisseurs et cette compagnie. Il souligne les conséquences préjudiciables pour l'approvisionnement en traverses en bois de la

S.N.C.F., qui portent sur une quantité de près de deux millions d'unités, ce qui représente 55 p. 100 du marché de ces produits en France. Il tient enfin à attirer l'attention des pouvoirs publics sur le fait que la S.N.C.F. ne manquerait pas, faute de conditions contractuelles nouvelles, de se tourner encore davantage vers des achats de traverses en produits de substitution dont la fabrication exige une part d'énergie incomparablement supérieure à celle qui entre dans la production des traverses en bois. Il demande, en conséquence, la création d'un indice mensuel des sciages de chêne suffisamment représentatif pour servir de référence indispensable aux contrats de fournitures de traverses.

Bois (indice mensuel des sciages de chêne).

15987. — 11 janvier 1975. — **M. Volsin** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quelles dispositions la direction générale de la concurrence et des prix envisage de prendre pour pallier d'urgence la suppression de l'indice Sciages de chêne 3^e choix, ainsi que l'annonce le *Bulletin officiel des services des prix* du 14 décembre 1974. Il tient à rappeler que cet indice mensuel a été créé en octobre 1973 pour suivre les variations de prix des débits de chêne utilisés dans les fabrications de palettes de manutention, fonds de wagons et bois sous rails et qu'il s'est substitué à l'ancien indice CH jugé inadéquat par cette administration. Il s'étonne que cette suspension intervienne précisément au moment où se concluent les contrats annuels ou pluriannuels de livraison de traverses à la Société nationale des chemins de fer français qui, obligatoirement, font référence à cet indice pour la fixation et la révision semestrielle des prix de ces fournitures. Cette décision, prise sans aucun préavis, provoque de graves perturbations dans les relations contractuelles entre les fournisseurs et cette compagnie. Il souligne que les conséquences préjudiciables pour l'approvisionnement en traverses en bois par la Société nationale des chemins de fer français qui portent sur une quantité de près de deux millions d'unités, ce qui représente 55 p. 100 du marché de ces produits en France. Il tient enfin à attirer l'attention des pouvoirs publics sur le fait que la Société nationale des chemins de fer français ne manquerait pas, faute de conditions contractuelles nouvelles, de se tourner encore davantage vers des achats de traverses en produits de substitution dont la fabrication exige une part d'énergie incomparablement supérieure à celle qui entre dans la production des traverses en bois. Il demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour la création d'un indice mensuel des sciages de chêne suffisamment représentatif pour servir de référence indispensable aux contrats de fournitures de traverses.

Bois (indices mensuels des sciages de chêne).

16094. — 11 janvier 1975. — **M. Chandernagor** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** les difficultés rencontrées par les entrepreneurs de scierie du fait de la suppression de l'indice Sciages de chêne 3^e choix par une décision de la direction générale de la concurrence et des prix publiée au B.O.S.P. du 14 décembre 1974. Cet indice mensuel avait été créé en octobre 1973 pour suivre les variations de prix des débits de chêne utilisés dans les fabrications de palettes de manutention, fonds de wagons et bois sous rails, se substituant à l'ancien indice CH jugé inadéquat. Sa suppression intervient au moment précis où se concluent les contrats annuels ou pluriannuels de livraison de traverses à la S.N.C.F. qui, obligatoirement, font référence à cet indice pour la fixation et la révision semestrielle des prix de ces fournitures. Prise sans aucun préavis, elle provoque de graves perturbations dans les relations contractuelles entre les fournisseurs et la compagnie nationale. Elle ne manquera pas d'influer défavorablement sur l'approvisionnement en traverses de bois de la S.N.C.F., qui porte sur une quantité de près de deux millions d'unités, soit 55 p. 100 du marché. La S.N.C.F., dès lors, pourrait se voir placée dans l'obligation, faute de conditions contractuelles nouvelles, d'accroître ses achats de traverses en produits de substitution dont la fabrication exige une part d'énergie incomparablement supérieure à celle qui entre dans la production des traverses en bois. Il lui demande, en conséquence, d'envisager le rétablissement de l'indice mensuel des sciages de chêne qui apparaît comme suffisamment représentatif pour servir de référence indispensable aux contrats de fournitures de traverses.

Bois (indices mensuels des sciages de chêne).

16263. — 25 janvier 1975. — **M. Voilquin** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quelles dispositions il envisage de prendre pour pallier, dans les meilleurs délais, la suppression de l'indice Sciages de chêne 3^e choix, comme l'annonce le B. O. S. P. du 14 décembre 1974. Cet indice mensuel a été créé en octobre 1973 pour suivre les variations de prix des débits de chêne utilisés dans les fabrications de palettes de manutention, fonds de wagons et bois sous rails pour se substituer à l'ancien indice CH jugé inadéquat par cette administration. Aussi est-il surprenant que cette mesure intervienne

précisément au moment où se concluent les contrats annuels ou pluriannuels de livraison de traverses à la S. N. C. F. qui, obligatoirement, font référence à cet indice pour la fixation et la révision semestrielle des prix de ces fournitures. Cette décision prise sans aucun préavis et unilatéralement provoque de graves perturbations dans les relations contractuelles entre les fournisseurs et cette compagnie. Aussi convient-il de souligner les conséquences préjudiciables pour l'approvisionnement en traverses en bois de la S.N.C.F., qui portent sur une quantité de près de deux millions d'unités (55 p. 100 du marché de ces produits en France). Il ne faudrait pas non plus perdre de vue le fait que la S. N. C. F. ne manquerait pas, faute de conditions contractuelles nouvelles, de se tourner encore davantage vers des achats de traverses en produits de substitution dont la fabrication exige une part d'énergie incomparablement supérieure à celle qui entre dans la production des traverses en bois. Il semble donc qu'il faille, en conséquence, créer un indice mensuel des sciages de chêne suffisamment représentatif pour servir de référence indispensable aux contrats de fournitures de traverses.

Bois (indice mensuel des sciages de chêne).

16284. — 25 janvier 1975. — **M. Beck** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quelles dispositions la direction générale de la concurrence et des prix envisage de prendre pour pallier d'urgence la suppression de l'indice sciages de chêne, 3^e choix, ainsi que l'annonce le *Bulletin officiel des services des prix* du 14 décembre 1974. Il tient à rappeler que cet indice mensuel a été créé en octobre 1973 pour suivre les variations de prix des débits de chêne utilisés dans les fabrications de palettes de manutention, fonds de wagons et bois sous rails et qu'il s'est substitué à l'ancien indice CH jugé inadéquat par cette administration. Il s'étonne que cette suspension intervienne précisément au moment où se concluent les contrats annuels ou pluriannuels de livraison de traverses à la S. N. C. F. qui, obligatoirement, font référence à cet indice pour la fixation et la révision semestrielle des prix de ces fournitures. Cette décision, prise sans aucun préavis, provoque de graves perturbations dans les relations contractuelles entre les fournisseurs et cette compagnie. Il souligne les conséquences préjudiciables pour l'approvisionnement en traverses en bois de la S. N. C. F., qui portent sur une quantité de près de deux millions d'unités, ce qui représente 55 p. 100 du marché de ces produits en France. Il tient enfin à attirer l'attention des pouvoirs publics sur le fait que la S. N. C. F. ne manquerait pas, faute de conditions contractuelles nouvelles, de se tourner encore davantage vers des achats de traverses en produits de substitution dont la fabrication exige une part d'énergie incomparablement supérieure à celle qui entre dans la production des traverses en bois. Il demande, en conséquence, la création d'un indice mensuel des sciages de chêne suffisamment représentatif pour servir de référence indispensable aux contrats de fournitures de traverses.

Réponse. — Publié depuis octobre 1973, l'indice sciages de chêne, 3^e choix, était établi sur la base d'informations communiquées par un certain nombre d'entreprises choisies dans des régions forestières réputées productrices de grumes de chêne de qualités secondaires. Il est apparu, à l'expérience, que le caractère incomplet et insuffisamment précis des renseignements obtenus auprès d'une gamme restreinte d'entreprises témoins ne permettait pas de considérer ceux-ci comme représentatifs, au plan national, de l'évolution réelle du marché de cette catégorie de sciages de chêne. Après consultation de la commission consultative des indices de prix et compte tenu de l'avis favorable exprimé en l'espèce, la direction générale de la concurrence et des prix a estimé préférable, bien qu'à regret, d'interrompre la publication de cet indice mensuel. Un communiqué publié au *Bulletin officiel des services des prix* du 14 décembre 1974 a précisé que pour la révision des prix des contrats relatifs à la fourniture de bois de cette nature les entreprises productrices et les services acheteurs pourraient se référer à l'indice élémentaire « sciages chêne » publié trimestriellement par ce même bulletin. Toutefois, dans la mesure où les producteurs et utilisateurs s'accorderaient à trouver de l'intérêt à la poursuite de la publication d'un indice « sciages de chêne, 3^e choix », le ministre de l'économie et des finances ne serait pas opposé à l'étude de la définition d'un nouvel indice sous la condition cependant que sa périodicité et les modalités de son calcul soient établies sur des bases différentes et qu'en particulier les assises de l'indice soient sensiblement élargies afin de lui assurer une meilleure représentativité.

Fonds de commerce (abaissement des droits d'enregistrement perçus lors de leur cession).

15961. — 4 janvier 1975. — **M. de Kerveguen** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si les droits d'enregistrement perçus à l'occasion de cessions de fonds de commerce ne pourraient pas être alignés sur ceux qui sont perçus lors des cessions de droits sociaux, c'est-à-dire au taux actuel de 4,80 p. 100.

En effet, considérant les difficultés actuelles des petites et moyennes industries, des petits et moyens commerces, dues à la situation économique, un effort particulier doit être fait pour faciliter les cessions de fonds de commerce dont les droits d'enregistrement sont actuellement très lourds et rendent très onéreuses les transactions.

Réponse. — Outre le droit de 4,80 p. 100 en cas de cession, les personnes qui constituent une société doivent acquitter divers autres impôts auxquels échappent les propriétaires de fonds de commerce (droit d'apport lors de la constitution de la société, impôt sur les bénéfices des sociétés perçu à un taux de 50 p. 100, imposition de la plus-value réalisée par le cédant des droits sociaux dans certaines conditions et, éventuellement, taxe sur les véhicules des sociétés). Néanmoins, diverses mesures ont récemment été prises pour alléger les droits sur les cessions de fonds de commerce. C'est ainsi que l'article 4-IV de la loi n° 72-650 du 11 juillet 1972 a réduit de 17,20 p. 100 à 13,80 p. 100 le droit revenant à l'Etat; l'imposition globale (taxes locales incluses) a été ainsi ramenée de 20 p. 100 à 16,60 p. 100. Le même texte a, pour le calcul du droit perçu pour l'Etat, institué un abattement de 10 000 francs lorsque l'assiette de l'impôt n'excède pas 30 000 francs. L'article 21 de la loi de finances pour 1974 a porté cet abattement de 10 000 francs à 20 000 francs et relevé de 30 000 francs à 50 000 francs la valeur maximale des biens auxquels cet abattement s'applique. Les impératifs budgétaires ainsi que la nécessité de maintenir une certaine harmonie entre l'imposition des cessions de fonds de commerce et celle des mutations d'immeubles à usage commercial ou industriel taxées à 13,80 p. 100 ne permettent pas d'aller actuellement au-delà de ces mesures libérales.

Vieillesse (exonération de l'impôt sur le revenu des salaires des femmes de ménage employées par des salariés retraités).

16044. — 11 janvier 1975. — **M. Paul Duraffour** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation inéquitable qui est faite aux salariés retraités qui, pour des raisons tenant à l'âge ou à la maladie, sont obligés de recourir aux services d'une femme de ménage. Il lui rappelle, en effet, que les retraités ne bénéficient pas d'abattement pour frais professionnels comme les salariés en activité. Il lui demande, en conséquence, s'il n'envisage pas d'accorder aux salariés retraités la possibilité de déduire de leur revenu imposable, dans une limite et dans les conditions qu'il lui appartiendra de fixer, les salaires qu'ils versent pour l'emploi d'une femme de ménage.

Réponse. — La déduction souhaitée par l'honorable parlementaire serait contraire aux principes qui régissent l'impôt sur le revenu dès lors qu'elle concernerait des dépenses qui ne sont pas liées à l'acquisition d'un revenu. Elle présenterait ainsi un risque important d'extension à d'autres catégories de frais de caractère personnel supportés de manière plus courante. Cette mesure ne serait pas, au surplus, satisfaisante sur le plan de l'équité fiscale elle procurerait aux bénéficiaires, du fait de la progressivité de l'impôt, un avantage d'autant plus grand que leurs revenus seraient plus élevés. Dans ces conditions, il n'est pas possible d'envisager l'adoption de la mesure évoquée dans la question posée. Les pouvoirs publics ne sont pas restés insensibles pour autant aux difficultés que peuvent rencontrer les personnes âgées. Mais ils ont préféré instituer un régime applicable, en priorité, aux retraités de condition modeste. Ainsi, la loi de finances pour 1975 prévoit que les contribuables âgés de plus de soixante-cinq ans dont le revenu, après tous abattements, n'excèdera pas 14 000 francs (au lieu de 12 000 francs actuellement) pourront déduire 2 300 francs de la base de leur impôt sur le revenu (au lieu de 2 000 francs). De même une déduction de 1 150 francs est prévue en faveur des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans dont le revenu est compris entre 14 000 francs et 23 000 francs (au lieu de 20 000 francs). Ces déductions sont doublées si le conjoint est également âgé de plus de soixante-cinq ans. Compte tenu du barème applicable en 1975, ces dispositions auront pour conséquence d'exonérer d'impôt les ménages de retraités de plus de soixante-cinq ans dont les ressources annuelles sont inférieures à 17 500 francs.

Fiscalité immobilière (plus-values foncières: modification de la législation fiscale tenant compte de la dépréciation monétaire).

16045. — 11 janvier 1975. — **M. Brocard** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la fiscalité relative aux plus-values réalisées à l'occasion de ventes de terrains. Il lui souligne qu'un terrain, acheté sur la base 100 en 1964 et qui après avoir acquitté 25 p. 100 de sa valeur de droit de mutation est revendu en 1974 au prix de 250 est taxé sur une plus-value de 87,5 correspondant à la différence entre le prix de vente et le prix d'achat augmenté des droits de mutation et de la capitalisation des intérêts calculés au taux de 3 p. 100 l'an. Il lui demande s'il n'estime pas

qu'il serait indispensable, en raison de la diminution du pouvoir d'achat du franc enregistrée par notre pays depuis si longtemps, que la réglementation en la matière soit modifiée afin que la plus-value soit calculée sur le prix d'achat des terrains revalorisés en fonction de la dépréciation monétaire depuis la date de l'acquisition.

Réponse. — Le problème évoqué par l'honorable parlementaire ne manquera pas de faire l'objet d'études attentives dans le cadre de la préparation du projet de loi de taxation généralisée des plus-values dont le Gouvernement va entreprendre l'élaboration.

Baux ruraux (mention du rendement moyen des terres dans l'état des lieux).

16161. — 18 janvier 1975. — **M. Bolo** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 870-24 du code rural — dont les dispositions sont d'ordre public — prescrit l'établissement d'un état des lieux lors de la conclusion d'un bail à long terme, dans les conditions prévues à l'article 809 du code rural. Or l'article 809 du code rural indique que l'état des lieux doit mentionner le rendement moyen des terres au cours des cinq dernières années. En pratique, cette disposition d'une application pratique délicate, voire impossible, n'est pas toujours respectée. Il lui demande si l'absence de cette mention dans l'état des lieux est susceptible de faire perdre aux ayants cause du bailleur le bénéfice de l'exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit et, dans l'affirmative, si lui demande comment, cette omission pourrait être réparée lorsque les baux ont déjà été conclus et les états des lieux établis.

Réponse. — L'exonération de droits de mutation à titre gratuit édictée par l'article 793-2 (3^e) du code général des impôts en faveur des biens ruraux loués par bail à long terme est subordonnée à la condition que le bail soit consenti conformément aux articles 870-24 à 870-29 du code rural. Il résulte, en particulier, des dispositions de l'article 870-24 réputées d'ordre public par l'article 870-29, que le bail à long terme doit être suivi d'un état des lieux établi selon les dispositions de l'article 809 de ce code. L'état des lieux doit donc contenir toutes les précisions exigées par ce dernier texte et notamment l'indication du rendement moyen des terres au cours des cinq dernières années. Dans le cas contraire, pour pouvoir bénéficier, le moment venu, de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit, les parties doivent, si l'entrée en jouissance remonte à moins de trois mois, établir contradictoirement un nouvel état des lieux remplissant toutes les conditions prévues à l'article 809 du code rural. Si l'entrée en jouissance date de plus de trois mois, l'état des lieux doit être établi par un expert désigné par le président du tribunal paritaire des baux ruraux. S'agissant de garanties prévues par le législateur au profit du preneur, il n'est pas possible de déroger à ces dispositions.

Patente (mesure d'allègement fiscal en faveur d'un professeur d'enseignement technique exerçant la profession d'expert comptable à titre accessoire).

16184. — 18 janvier 1975. — **M. Commenay** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la situation suivante: un professeur certifié de l'enseignement technique exerce à titre accessoire la profession d'expert comptable, sans en faire l'objet principal de son activité. Ce professeur a un emploi du temps complet au lycée où il travaille et accomplit en outre des heures supplémentaires dans le cadre du lycée. Il est bien évident que, lorsque ce professeur prépare ses cours, corrige les copies, enseigne au lycée, il ne peut exercer la profession d'expert comptable, en sorte que cette dernière activité représente au grand maximum un cinquième de son temps de travail annuel. Il ajoute qu'il exerce seul cette profession libérale (aucune personne à son service), à une seule pièce à sa disposition et un matériel réduit (quatre machines de bureau). Le caractère accessoire de cette profession a été admis dans une précédente réponse ministérielle (*Journal officiel*, 1^{er} février 1969, débats A. N., p. 257, n° 2537): « Après l'entrée en vigueur de la loi du 31 octobre 1968, un professeur de l'enseignement public pourra n'exercer les fonctions de membre de l'ordre qu'à titre accessoire sans en faire l'objet principal de son activité. Il est, en effet, apparu souhaitable de permettre à des professeurs de l'enseignement public, en particulier à ceux chargés officiellement de dispenser l'enseignement de la comptabilité, de pouvoir participer personnellement à des tâches relevant de l'expertise comptable et de pouvoir ainsi suivre dans la pratique, dans l'intérêt même de leur enseignement, l'évolution de l'application de cette discipline ». L'intéressé est assujéti à la contribution de la patente qui a subi une augmentation de 120 p. 100 en 1974 par rapport à l'année précédente. L'administration fiscale impose ce contribuable comme s'il consacrait toute son activité à cette profession et lui applique une patente d'expert comptable à plein temps, alors qu'il semble qu'il ne devrait être imposé que pour un cinquième de la patente d'un expert comptable qui consacre tout son temps de travail à cette

profession. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui indiquer : 1° si l'intéressé (qui ne peut pas être considéré comme exerçant une activité saisonnière puisque son activité réduite s'exerce sur l'année) peut bénéficier d'une mesure d'allègement (ce qui est le cas des détaillants ou artisans n'occupant pas plus de deux salariés) et quelle est la nature et l'importance de la réduction dont il peut bénéficier ; 2° au cas où il ne pourrait bénéficier d'aucune réduction ou allègement de patente, quelles mesures il compte prendre à l'avenir pour remédier à une imposition aussi injuste qu'intolérable.

Réponse. — 1° et 2° aucune disposition ne permet à l'administration fiscale de réduire les droits de patente dus par une personne qui exerce une profession libérale à titre habituel et pour son propre compte, alors même qu'il s'agit d'une activité accessoire. Cette anomalie liée au caractère judiciaire de la contribution des patentes devrait disparaître avec l'institution de la taxe professionnelle. Le projet de loi relatif à cette dernière prévoit en effet que la base d'imposition sera calculée en fonction des bénéfices, des salaires et des valeurs locatives, c'est-à-dire d'éléments propres à chaque redevable.

*Taxe sur les voitures particulières des sociétés
(exonération pour les véhicules utilisés par les auto-écoles).*

16252. — 18 janvier 1975. — **Mme Fritsch** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en vertu de l'article 5-11 de la loi de finances pour 1975 les taux de la taxe sur les véhicules des sociétés, prévue à l'article 1010 du code général des impôts, ont été portés à 1 600 francs pour les véhicules d'une puissance fiscale au plus égale à 7 CV et à 2 300 francs pour les véhicules d'une puissance fiscale supérieure à 7 CV à compter de la période d'imposition s'ouvrant le 1^{er} octobre 1974. D'autre part, le nouveau texte de loi soumet en principe à la taxe « toutes les voitures particulières possédées ou utilisées par les sociétés ». Cependant, il est prévu que la taxe n'est pas applicable aux véhicules destinés exclusivement à certains usages lorsqu'il s'agit d'opérations correspondant à l'activité normale de la société propriétaire. Elle lui rappelle que, dans le régime antérieur, les véhicules utilisés par les auto-écoles étaient exonérés du versement de ladite taxe. Elle lui demande si cette exonération est maintenue dans le nouveau régime dès lors que les véhicules en cause ne servent pas à d'autres usages qu'à celui de l'enseignement de la conduite automobile.

Réponse. — Il est admis que les voitures affectées exclusivement à l'enseignement de la conduite automobile continuent à être dispensées du paiement de la taxe annuelle sur les véhicules des sociétés sous le régime institué par l'article 5-11 de la loi de finances pour 1975.

*Travaux publics (ingénieurs des travaux publics de l'Etat :
aménagement de leur carrière).*

16300. — 25 janvier 1975. — **M. Denvers** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour assurer aux ingénieurs des T. P. E. le déroulement d'une carrière, définie sur plusieurs niveaux comme les autres fonctionnaires de catégorie A. Il lui demande les raisons qui s'opposent à ce que les ingénieurs des T. P. E. puissent être assurés d'un ajustement de leurs traitements et d'un aménagement de leur carrière judiciaire.

Réponse. — La situation administrative des ingénieurs des travaux publics de l'Etat (service de l'équipement) vient de faire l'objet d'un examen approfondi. Les caractéristiques de ce corps, les sujétions particulières auxquelles ses membres sont astreints, ainsi que l'organisation des services au sein desquels ils exercent leurs fonctions, ont permis de prendre en considération, pour l'essentiel, le projet de réforme établi par le ministre de l'équipement. C'est ainsi qu'un emploi fonctionnel de chef d'arrondissement culminant à l'indice net 575 sera créé à compter du 1^{er} janvier 1976, que l'effectif des ingénieurs divisionnaires sera augmenté à compter du 1^{er} janvier 1975 de cent unités par an pendant trois ans, qu'enfin l'accès à la classe exceptionnelle du premier niveau de grade sera normalisée afin qu'aucun ingénieur des travaux ne termine sa carrière à un indice inférieur à l'indice 500. Les procédures nécessaires à la mise en œuvre de ces aménagements vont être entreprises prochainement.

*Service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité
(augmentation des effectifs et des moyens d'action).*

16324. — 25 janvier 1975. — **M. Jean Favre** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la modicité des moyens mis en œuvre pour la protection du consommateur, en particulier en ce qui concerne la qualité des produits qui lui sont proposés. En effet, alors que chacun en général et le Gouvernement

en particulier se soucient de ce que l'on appelle communément la qualité de la vie, il est souhaitable de prévoir les moyens suffisants propres à assurer toute garantie au consommateur. Il importe donc que le corps de contrôle déjà existant ait réellement la possibilité de faire face à la tâche qui lui est proposée et d'être réellement efficace. Le budget de 1974 du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité s'élève à 49 500 000 francs dont 10 500 000 francs proviennent de fonds de concours. Cette somme s'applique aux dépenses de rémunérations et de déplacements du personnel ainsi qu'à celles relatives aux frais de contrôles, d'analyses, d'investissements et de charges. La dépense par Français représente un timbre-poste soit 0,80 franc. Il paraît donc souhaitable de prévoir dans l'immédiat le doublement des effectifs actuels : 621 titulaires et 196 contractuels, puis dans un deuxième temps le quadruplement, de prévoir en outre les mesures de nature à rendre la profession plus attrayante grâce à des actions sur les points suivants : statuts, rémunérations et primes des fonctionnaires et agents de ce service. Il ajoute que de tels moyens, s'ils étaient accordés, auraient pour résultat de montrer que les pouvoirs publics ne se contentent pas de quelques actions d'éclat dans des secteurs bien particuliers mais choisissent une action soutenue et durable propre à la rendre crédible aux yeux du public.

Réponse. — Il est indiqué à l'honorable parlementaire que le budget de 1974 du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité qui s'élevait à 49,3 millions de francs, dont 11,2 millions de francs provenant de fonds de concours, est passé en 1975 à 59,1 millions de francs, dont 11,3 millions de francs provenant de fonds de concours, soit un accroissement substantiel de près de 20 p. 100, supérieur à l'augmentation de 13,8 p. 100 constatée pour l'ensemble du budget de l'Etat. Il convient par ailleurs de souligner, en ce qui concerne l'importance des effectifs, qu'un effort particulier vient d'être accompli, puisque la loi de finances pour 1975 a permis la création de cinquante-cinq emplois budgétaires au titre de ce service. Enfin, s'agissant de la revalorisation de la condition matérielle des personnels en cause, la situation des inspecteurs a fait l'objet d'améliorations récentes. Indépendamment des avantages indiciaires et de carrière consentis à ces agents par les décrets n° 72-498 et n° 72-378 des 22 juin et 2 mai 1972, il a été procédé, du fait de la nouvelle structure du corps retenue, à des transformations d'emplois au niveau des anciens grades d'inspecteur et d'inspecteur principal, grâce auxquelles de nombreux reclassements et promotions ont pu être opérés. De plus, et à la suite d'une décision du Premier ministre, le nombre de postes de 1^{re} classe dans le grade d'inspecteur divisionnaire est passé de douze à trente. Par ailleurs, le décret n° 70-823 du 11 septembre 1970 a créé dans le corps de catégorie B les grades de contrôleur principal et de contrôleur divisionnaire, apportant ainsi à ces personnels une sensible amélioration dans leurs perspectives de carrière. De même, un arrêté récent en date du 24 mai 1974 et publié au *Journal officiel* de la République française le 28 mai 1974 a revalorisé de 20 p. 100 à compter du 1^{er} janvier 1974 les taux de l'indemnité forfaitaire de sujétions spéciales dont bénéficient les agents du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité. Ainsi, à cette date, et depuis sa création, le montant de l'indemnité en cause a évolué dans des proportions analogues à celles des traitements de la fonction publique.

EDUCATION

*Enseignants (statistiques des notes administratives
pour chaque échelon).*

14374. — 19 octobre 1974. — **M. Mexandeau** demande à **M. le ministre de l'éducation** de bien vouloir indiquer les moyennes des notes administratives, pour chaque échelon, telles qu'elles figurent au tableau des promotions 1973-1974, discipline par discipline et pour chacune des catégories suivantes : Agrégés, Certifiés, P. T. A. des lycées techniques, Chargés d'enseignement. Il lui demande, en outre, de bien vouloir indiquer quelle était la moyenne arithmétique pour chacune des catégories ci-dessus.

Réponse. — Le document comportant l'indication détaillée des renseignements demandés par l'honorable parlementaire est trop volumineux pour pouvoir être intégré dans la présente réponse. Il lui en sera fait un envoi personnel.

Enseignants (statistiques sur les notes administratives en 1973-1974).

14775. — 8 novembre 1974. — **M. Jans** demande à **M. le ministre de l'éducation** quelles étaient les moyennes des notes administratives pour chaque échelon telles qu'elles ressortent des tableaux des promotions au titre de 1973-1974 pour chaque discipline et pour chacune des catégories suivantes : Agrégés ; Certifiés ; P. T. A. de lycées techniques ; Chargés d'enseignement. Il lui demande, d'autre part, quelle était la moyenne arithmétique pour chacune des catégories ci-dessus.

Réponse. — Le document comportant l'indication détaillée des renseignements demandés par l'honorable parlementaire est trop volumineux pour pouvoir être intégré dans la présente réponse. Il lui en sera fait un envoi personnel.

Orientation scolaire (Questionnaire d'orientation distribué aux élèves de troisième).

15795. — 21 décembre 1974. — **M. Radius** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur un questionnaire présenté aux élèves d'une classe de troisième d'un établissement public d'enseignement de la région de Mulhouse. Ce document lui paraît exposer très imparfaitement les formations technologiques possibles à l'issue de la classe de troisième. Ainsi, il est anormal que dans une question le terme « apprentissage » figure sous la rubrique « vie active ». En effet, dans la terminologie de l'emploi, cette dernière expression a un sens précis : elle s'applique aux activités professionnelles exercées à l'issue des premières formations dispensées non seulement à temps plein en milieu scolaire, mais également dans l'apprentissage en entreprise en alternance avec les centres de formation d'apprentis. Ainsi l'élève qui opterait pour la « vie active » dès la sortie de la classe de troisième, choisirait en fait d'abandonner toute formation pour entrer immédiatement, et sans qualification, dans la condition de travailleur salarié. Par ailleurs, séparer l'apprentissage de la formation en C. A. P. en deux ans ne se justifie pas. L'article 13 de la loi n° 71-576 du 16 juillet 1971 introduit dans le livre I^{er} du code du travail, sous l'article C 117-3, stipule que « les jeunes âgés d'au moins quinze ans peuvent souscrire un contrat d'apprentissage s'ils justifient avoir effectué la scolarité du premier cycle de l'enseignement secondaire ». Or, dans les hypothèses d'orientation d'une question posée, le choix entre l'apprentissage et la formation au C. A. P., selon la formule « troisième plus deux ans », est proposé à des jeunes qui relèvent précisément de la catégorie visée par le texte rappelé ci-dessus. De ces constatations se dégage l'impression que la présentation sur des lignes différentes des deux filières de formation débouchant l'une et l'autre sur la qualification professionnelle, de même que l'absence d'indication de durée d'études en ce qui concerne l'apprentissage, ont pour objectif de fixer d'emblée l'attention des élèves sur les formations exclusivement scolarisées au détriment des autres modes d'acquisition des métiers. Ce point de vue est renforcé à la lecture de la liste des professions établie, semble-t-il, par le conservatoire des arts et métiers, jointe au questionnaire relatif aux projets d'orientation. En effet, l'état des métiers proposés aux jeunes en vue d'un classement préférentiel ne comporte pas, exception faite de l'exploitant agricole, les professions les plus évidemment indispensables à un fonctionnement normal de l'économie. Cette énumération retient essentiellement des activités du secteur tertiaire à la portée d'une clientèle généralement limitée et minoritaire dans les statistiques des travailleurs. La question de l'utilité de ce document peut donc être posée. En effet, les activités qui y figurent, indépendamment du fait qu'elles ne sont pas toutes effectivement des professions (homme politique, par exemple) sont de celles dont révent un grand nombre de jeunes, influencés par les media audio-visuels qui mettent en relief plus volontiers des occupations où l'argent se gagne vite et apparemment sans grand effort, que les métiers de l'artisanat et de l'industrie. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que se développe chez les adolescents la tendance, souvent soulignée en d'autres occasions, de considérer les métiers manuels comme de « seconde zone » et réservés aux élèves de faible niveau d'instruction ou vers lesquels se tournent ceux dont les tentatives d'insertions dans les cycles secondaires longs, voire dans les études universitaires ont échoué. Il lui demande, pour ces raisons, s'il compte mettre en usage un questionnaire d'orientation scolaire : 1° qui, sans privilégier aucune des filières de formation scolaire et professionnelle prévues par les textes, présente néanmoins objectivement l'ensemble des possibilités offertes à cet égard aux jeunes sortant notamment des classes de troisième ; 2° dont le contenu soit réaliste et réponde aux besoins effectifs du marché de l'emploi dans les différents secteurs de l'économie.

Réponse. — La spécificité de l'apprentissage en tant que voie de formation initiale est nettement précisée dans les documents d'information établis au plan national par l'office national d'information sur les enseignements et les professions. Le document utilisé occasionnellement par un établissement public d'enseignement de la région de Mulhouse pour un sondage des intentions d'orientation des élèves pouvait laisser croire en effet que l'apprentissage s'identifiait avec l'entrée dans la vie active alors qu'il constitue un mode de formation initiale. Les instructions nécessaires viennent d'être rappelées par le recteur de l'académie de Strasbourg afin que les différentes voies de formation soient bien identifiées. Le deuxième document a été conçu par le service de recherches de l'Institut national d'étude du travail et d'orientation professionnelle pour être utilisé par des conseillers d'orientation dans le cadre de leurs investigations et n'est pas destiné à déterminer le choix effectif d'un

métier par les élèves. Il s'agit d'un questionnaire d'intérêt pratique qui invite, ainsi que le précise la note de présentation, à se prononcer sur diverses activités en fonction de l'intérêt qu'on leur porte, sans pour autant envisager de les exercer. Le regroupement des réponses permet de dégager des types d'intérêts dominants qui servent ensuite à guider l'entretien du conseiller d'orientation avec l'élève. C'est seulement au cours de cet entretien qu'est abordé le choix du métier.

Ecoles maternelles (contenu du projet de réforme de l'enseignement préscolaire).

15843. — 28 décembre 1974. — **Mme Missoffe** rappelle à **M. le ministre de l'éducation** qu'en réponse à une question au Gouvernement portant sur l'enseignement préscolaire, il déclarait à l'Assemblée nationale le 5 décembre dernier que le projet de réforme auquel a fait allusion Mme le secrétaire d'Etat à l'éducation dans la discussion budgétaire, faisait partie de l'étude d'ensemble qu'il a entreprise pour améliorer le système éducatif français. Il précisait qu'au cours de la semaine suivante (c'est-à-dire entre le 9 et le 14 décembre) il devait engager une discussion avec les syndicats d'enseignants et les associations concernées. Il ajoutait que de ce fait il ne pouvait donner d'informations détaillées sur les améliorations à envisager dans les classes maternelles. Elle lui demande s'il peut lui faire connaître dès maintenant la date à partir de laquelle il pense que ce projet de réforme sera au point et pourra être soumis au Parlement après accord du Gouvernement. Elle souhaiterait, avant même que l'ensemble du projet de réforme soit prêt, que des indications les plus complètes possibles puissent être données sur les grandes orientations envisagées et plus spécialement en ce qui concerne les écoles maternelles. S'agissant de ces dernières elles voudraient savoir dès que possible, si, comme elle le pense, les améliorations envisagées ne porteront pas atteinte à l'unité de l'enseignement de ces établissements, enseignement dispensé par un corps d'institutrices qui met en œuvre avec compétence un système pédagogique qui donne à l'enseignement maternel français une réputation exceptionnelle.

Réponse. — Le projet de loi concernant la modernisation du système éducatif français sera déposé, lors de la session parlementaire de printemps de la présente année. Des propositions sur le contenu de ce projet sont exposées dans une publication en cours de diffusion. Ce document décrit notamment les grandes orientations concernant l'enseignement préscolaire. Les mesures qui découleront de ces orientations ne porteront aucunement atteinte à l'unité de l'enseignement dans les écoles maternelles : cet enseignement continuera d'être dispensé par un corps d'institutrices et d'instituteurs qualifiés.

Vacances scolaires (modification des vacances de février).

15860. — 28 décembre 1974. — **M. Massot** rappelle à **M. le ministre de l'éducation** que, pour les vacances de février, la France est divisée en trois zones ayant chacune une semaine de congé ; en fait chacune de ces semaines comporte deux week-ends puisque les vacances commencent le vendredi soir ; les habitants de la zone A (zone de Paris) à laquelle échoit toujours la deuxième semaine se trouvent défavorisés ; leur premier week-end de congé coïncide avec le dernier week-end de la zone B, leur deuxième week-end coïncide avec le premier week-end de la zone C ; ce chevauchement rend très difficiles pour eux les locations ou les réservations en hôtel ; par ailleurs, il entraîne un afflux de voyageurs dans les chemins de fer et sur les routes au cours des deuxième et troisième week-ends ; ainsi l'étalement des vacances recherché par le Gouvernement ne produit son plein effet ni pour les hôteliers, ni pour les stations de sports d'hiver, ni pour les voyageurs. Il lui demande si une meilleure organisation des vacances de février ne pourrait pas être envisagée ; si, par exemple, les points de départ du commencement et de la fin des vacances ne pourraient être fixés en milieu de semaine, ce qui donnerait à chaque zone un seul week-end, mais permettrait d'éviter le chevauchement dont il est fait état ci-dessus.

Réponse. — Il est signalé que les académies de Paris, Créteil et Versailles appartiennent non pas à la zone A, mais à la zone B : les élèves habitant dans cette zone sont effectivement en vacances du 8 au 15 février 1975, soit durant la décade intermédiaire. La répartition des académies en trois zones pour la fixation des vacances de février a été établie en fonction de certains critères essentiels ; les données numériques relatives à la population, le volume du trafic des voyageurs sur les lignes S.N.C.F. et enfin la situation géographique de chaque académie par rapport aux stations de sports d'hiver les plus accessibles. La situation actuelle semble donner largement satisfaction aux usagers et il n'apparaît pas opportun dans l'immédiat de remettre en cause le système adopté. Par ailleurs, le calendrier scolaire annuel est arrêté en fonction d'impératifs péda-

gologiques. Les décisions prises répondent en particulier au souci d'améliorer le rythme de l'année et l'équilibre des différents trimestres. C'est pourquoi les dates des vacances de février ont été fixées de façon que les premiers départs et les derniers retours soient respectivement à égale distance des vacances de Noël et de printemps. Le moindre décalage des dates risquerait de rompre cet équilibre difficilement atteint. Enfin, les départs et retours de vacances situés au cours des week-ends et qui, selon l'honorable parlementaire, ne conduisent pas à un étalement suffisant, présentent l'avantage de permettre aux parents d'accompagner leurs enfants dans leurs déplacements ou leurs séjours de vacances alors que, situés en milieu de semaine comme il est arrivé précédemment, ils posaient de gros problèmes à la plupart des familles.

*Etablissements scolaires
(mode de perception des frais de repas scolaire).*

15996. — 11 janvier 1975. — M. Blary rappelle à M. le ministre de l'éducation que par circulaire n° 72-379 du 12 octobre 1972, il a autorisé les établissements d'enseignement du second degré à mettre en place un mode de perception des repas à l'unité, après accord du conseil d'administration de l'établissement. Ce régime ticket-vignette présente l'avantage de ne faire payer que le repas effectivement consommé. Or, il s'avère que la mise en place de ce recouvrement des frais scolaires présente des difficultés matérielles et de comptabilisation insurmontables, sans compter la perte de tickets par les jeunes élèves. En conséquence, il lui demande s'il n'est pas possible d'aménager l'instruction du 29 juin 1961 et d'accorder la remise d'ordre de plein droit aux élèves absents pour maladie, ou activités extra-scolaires autorisées par l'établissement et ramener la durée d'absence, de deux semaines à une semaine.

Réponse. — Le régime de perception des frais scolaires de démission par tickets a été institué pour tenir compte de l'organisation pédagogique de certains établissements et pour permettre aux familles de ne payer que les repas effectivement consommés par les enfants. La collecte des tickets et leur comptabilisation ne soulèvent guère de difficultés. Dans chaque établissement scolaire, il appartient au conseil d'administration de décider de l'opportunité de la mise en place d'un tel système, en considération des avantages et des inconvénients qu'il peut présenter par rapport au système de forfait. Un choix étant ainsi possible, il n'y a pas lieu d'envisager une modification du régime des remises d'ordre.

Carte scolaire (non-respect de la carte scolaire dans la région de Saint-Amand-Mont-Rond).

16347. — 25 janvier 1975. — M. Villon signale à M. le ministre de l'éducation qu'en violation de la carte scolaire, les élèves d'Ainay-le-Château au C. E. G. de Cérilly dont les dossiers sont en possession de ce C. E. G. ont été admis au C. E. S. Jean-Valette de Saint-Amand-Mont-Rond. Il attire son attention sur le fait que le non-respect du secteur scolaire, en diminuant le nombre des élèves, risque de compromettre le bon fonctionnement de ce C. E. G. et que l'absence de participation financière de la commune d'Ainay-le-Château aboutirait à aggraver les charges pesant sur les petites communes du syndicat intercommunal. Il lui demande par suite de quelle intervention les élèves d'Ainay-le-Château ont été admis au C. E. S. de Saint-Amand. Il lui demande, en outre, quelles mesures il compte prendre pour que la réglementation relative au secteur scolaire soit appliquée.

Réponse. — La commune d'Ainay-le-Château fait partie du secteur scolaire de Cérilly. Conformément au décret n° 71-449 du 11 juin 1971, les enfants domiciliés dans un secteur scolaire sont scolarisés dans l'établissement de premier cycle implanté au chef-lieu du secteur, sauf dérogations prévues par ce texte. Après enquête, il apparaît que dix enfants domiciliés à Ainay-le-Château fréquentent le collège d'enseignement secondaire de Saint-Amand-Mont-Rond, parmi lesquels trois enfants bénéficient d'une dérogation. Des instructions ont été données afin qu'à l'avenir la règle de fréquentation de l'établissement situé au chef-lieu du secteur scolaire de domiciliation soit respectée, c'est-à-dire que les enfants de la commune d'Ainay-le-Château soient, sauf cas de dérogation, accueillis au collège de Cérilly.

*Prestations familiales
(lycéens de dix-huit ans assumant eux-mêmes leurs frais de scolarité).*

16506. — 1^{er} février 1975. — M. Moxandeu appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les problèmes que pose dans les lycées l'abaissement de la majorité à dix-huit ans. Il lui demande en particulier comment sera assuré le règlement des allocations familiales dans le cas où l'élève à dix-huit ans demande sa majorité et s'engage à régler les frais scolaires sans le secours de ses parents.

Réponse. — La réponse à la question posée par l'honorable parlementaire relève au premier chef du ministre du travail ; en tout état de cause, il s'agit là d'un aspect partiel du problème général que pose le statut matériel des lycéens majeurs, problème dont l'étude sera abordée au cours des prochains mois dans le cadre d'une concertation interministérielle.

EQUIPEMENT

Logement (mise à la disposition des mal-logés des logements vacants).

5972. — 12 novembre 1974. — M. Kallinsky attire l'attention de M. le ministre de l'équipement sur les difficultés que connaissent les mal-logés pour obtenir un logement décent à un prix correspondant à leurs ressources. La part des logements sociaux diminue dans les programmes de construction, mais les loyers et les charges connaissent des augmentations telles qu'ils ne correspondent plus à leur vocation initiale. Les milliers de mal-logés ne trouvent pas à se loger, alors que des milliers de logements restent inoccupés des mois, voire des années. Ainsi, dans l'ensemble urbain du Bois-Abbé, à Champigny, et Chennevières, plus de 200 logements sont vides. Il lui demande quelles mesures il se propose de prendre pour que les logements vacants soient mis à la disposition des mal-logés, pour que cessent les saisies et les expulsions qui ne règlent aucun des problèmes posés et pour obtenir une réduction effective des loyers et des charges. (Question orale renvoyée au rôle. Questions écrites le 2 octobre 1974.)

Réponse. — Les renseignements recueillis sur l'ensemble immobilier dont la situation particulière a provoqué la présente question écrite permettent de donner les précisions suivantes : 1° logements inoccupés, de type I. L. N. : ils sont au nombre de 107, soit : logements de deux pièces : 24 ; logements de trois pièces : 3 ; logements de quatre pièces : 34, logements de cinq pièces : 46. L'office se préoccupe de trouver une solution à cette inadéquation avec la demande locale. 2° Saisies et expulsions : une commission spéciale a été créée pour examiner cas par cas tous les dossiers d'expulsion. Cette commission réunit le directeur de l'office d'H. L. M. de la ville de Paris, et plusieurs de ses collaborateurs, le vice-président du conseil d'administration de cet office, le maire de Champigny-sur-Marne, le commissaire de police, un représentant de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, un responsable du service de la tutelle à l'union départementale des associations familiales du Val-de-Marne, des représentants de la caisse d'allocations familiales, des représentants des associations de locataires. Elle se réunit périodiquement sous la présidence du sous-préfet de Nogent-sur-Marne et propose pour chacun des cas étudiés la solution la plus apte à aider la famille à sortir de ses difficultés. Depuis sa création le 10 juillet 1974, treize familles ont été relogées par les soins de l'office d'H. L. M. de la ville de Paris, une famille a été relogée par la mairie de Champigny, seize familles ont obtenu des délais de paiement, huit expulsions ont été prononcées à l'encontre de familles dont la situation ne pouvait être considérée comme présentant un cas social. Jusqu'à présent cette commission s'est surtout intéressée aux familles faisant déjà l'objet d'une procédure au contentieux ou menacées de saisie. Cependant, son objectif premier est essentiellement de caractère préventif, par l'étude des cas de familles présentant un retard dans le paiement des loyers de l'ordre de trois mensualités environ, afin d'intervenir et d'aider ces familles à surmonter leurs difficultés avant même que soient entamées des poursuites administratives ou judiciaires.

Construction (réglementation protégeant les accédants à la propriété contre les promoteurs immobiliers et les entrepreneurs).

13774. — 28 septembre 1974. — M. Guermeur rapporte à M. le ministre de l'équipement les faits suivants : un ménage des environs de Quimper décide d'accéder à la propriété d'une maison et en confie la construction à une société de promotion immobilière implantée en Bretagne. Celle-ci contacte à son tour un entrepreneur pour la construction de la maison. Saisi d'une plainte en malfaçon, le tribunal, puis la cour d'appel condamnent, sous astreinte, l'entrepreneur et la société de promotion à la mise en conformité de l'immeuble avec les termes du contrat. Invité à quitter les lieux pour permettre la réalisation des travaux, le propriétaire s'exécute et attend que parviennent à s'entendre l'entrepreneur, l'assureur et le promoteur depuis lors en faillite. Fin septembre, les travaux ne sont pas commencés ; l'immeuble vide continue de se dégrader et la famille du candidat à la construction vit dans une caravane. Préoccupé des menaces qui pèsent sur les familles candidates à la construction de maisons individuelles du fait des difficultés rencontrées par certaines entreprises du bâtiment, il lui demande s'il compte renforcer la réglementation protégeant les accédants à la propriété et donner des instructions aux chefs de cour pour que les justiciables modestes n'aient pas à souffrir des conséquences de procédures dilatoires offertes par la loi aux promoteurs et à leurs sous-traitants.

Construction (réglementation protégeant les accédants à la propriété contre les promoteurs immobiliers et les entrepreneurs).

13775. — 28 septembre 1974. — **M. Bécam** rapporte à **M. le ministre de l'équipement** les faits suivants : un ménage des environs de Quimper décide d'accéder à la propriété d'une maison et en confie la construction à une société de promotion immobilière implantée en Bretagne. Celle-ci contacte à son tour un entrepreneur pour la construction de la maison. Saisi d'une plainte en malfaçon, le tribunal puis la cour d'appel condamnent, sous astreinte, l'entrepreneur et la société de promotion à la mise en conformité de l'immeuble avec les termes du contrat. Invité à quitter les lieux pour permettre la réalisation des travaux, le propriétaire s'exécute et attend que parviennent à s'entendre l'entrepreneur, l'assureur et le promoteur depuis lors en faillite. Fin septembre, les travaux ne sont pas commencés ; l'immeuble vide continue de se dégrader et la famille du candidat à la construction vit dans une caravane. Préoccupé des menaces qui pèsent sur les familles candidates à la construction de maison, individuelles du fait des difficultés rencontrées par certaines entreprises du bâtiment, il lui demande s'il compte renforcer la réglementation protégeant les accédants à la propriété et donner des instructions aux chefs de cœur pour que les justiciables modestes n'aient pas à souffrir des conséquences de procédures dilatoires offertes par la loi aux promoteurs et à leurs sous-traitants.

Réponse. — Les renseignements recueillis sur les circonstances du cas particulier à l'origine des deux questions écrites conduisent, en premier lieu, à préciser que la décision de la cour d'appel ne concernait que le promoteur. L'exécution en a été rendue difficile à la suite du dépôt de bilan auquel il a été contraint. Il convient, en outre, de noter que, dans cette affaire, l'entrepreneur avait accepté d'exécuter, à la place du promoteur, les travaux de réfection qu'exige l'état du pavillon, mais que cette solution n'a pas été agréée par le propriétaire. Malgré ces difficultés, il semble que l'affaire pourrait être prochainement réglée par un accord entre les intéressés. Par ailleurs, en l'espèce, les premiers engagements contractuels remontent à mars 1968. Ils sont donc antérieurs à l'entrée en vigueur des dispositions actuelles régissant le droit à l'accession à la propriété. En réglementant avec précision les droits et obligations des parties, le régime juridique nouveau (loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction et décret n° 72-1239 du 29 décembre 1972) a voulu assurer la protection de celui qui accède à la propriété d'un logement neuf, en obligeant notamment le constructeur à fournir des garanties pour la bonne fin des travaux (art. 8 du décret susvisé). Il n'en demeure pas moins que, quelle que soit la formule juridique retenue, les difficultés nées d'engagements contractuels de droit privé, qui ne trouvent pas de solution amiable, ne peuvent être tranchées que par les juridictions compétentes.

Autoroutes (parcours sacrifiés dans le nouveau programme autoroutier).

15873. — 28 décembre 1974. — **M. Brun** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur les informations publiées dans la presse (*Le Figaro* du 26 octobre 1974) concernant l'étalement du programme autoroutier et les précisions données sur les parcours sacrifiés (avec carte à l'appui). Il lui demande s'il est vrai que des modifications ont été apportées ou vont être apportées aux délais d'exécution prévus pour les tronçons Orléans—Bourges et Bourges—Clermont-Ferrand de l'autoroute A 71 Paris—Clermont-Ferrand, et dans l'affirmative lesquelles.

Réponse. — A l'occasion des débats budgétaires, tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat, le ministre de l'équipement a répondu très précisément aux informations parues dans la presse (*Le Figaro* du 26 octobre 1974) au sujet d'un étalement du programme autoroutier initial et de l'abandon de certaines liaisons de ce programme. C'est ainsi qu'il a déclaré que l'objectif des 6 000 kilomètres à l'horizon 1978 ne serait sans doute pas atteint, du fait des récents développements du contexte économique, mais que l'écart par rapport aux prévisions ne devrait pas excéder 10 p. 100. En outre, aucune des liaisons prévues à moyen terme n'est abandonnée et le Gouvernement étudie les dispositions à prendre pour maintenir la réalisation d'autoroutes nécessaires au développement du pays. Enfin, s'il n'est pas encore possible de fixer avec précision les échéances des tronçons Orléans—Bourges et Bourges—Clermont-Ferrand de l'autoroute A 71, il n'en demeure pas moins que cet axe sera réalisé dans un assez proche avenir.

Loyers (discrimination faite par la Société centrale immobilière de la caisse des dépôts entre locataires d'un même immeuble).

15930. — 4 janvier 1975. — **M. Canacos** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur la situation réservée aux logements de la Société centrale immobilière de la caisse des dépôts (S. C. I. C.) destinés aux rapatriés. En effet, ces logements ont des loyers bruts plus élevés de 5 p. 100, à prestations identiques, que ceux des autres locataires et il semble paradoxal que la S. C. I. C. puisse faire, en quelque sorte, une ségrégation entre les locataires d'un même immeuble, locataires qui sont tous de simples employés et ouvriers ayant les mêmes problèmes et difficultés. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de fait et égaliser les loyers entre locataires d'un même immeuble.

Réponse. — Les renseignements recueillis par l'honorable parlementaire confirment qu'à prestations identiques les loyers principaux réclamés, dans certains programmes de la Société centrale immobilière de la caisse des dépôts (S. C. I. C.) aux Français rapatriés d'Afrique du Nord, peuvent être supérieurs à ceux exigés d'autres locataires. Cet état de choses résulte de modalités de financements différentes des opérations. En effet, les logements construits à l'intention de ces Français n'ont, notamment, pas bénéficié d'apports financiers au titre de la contribution des employeurs à l'effort de construction. Les différents prêts accordés ont été les suivants : prêt spécial du Crédit foncier de France (trente ans, 4,25 p. 100) ; concours propre de l'Etat (art. 2 de l'arrêté du 11 septembre 1962) sous forme d'un prêt spécial Rapatriés du Crédit foncier de France, remboursable en trente ans au taux de 3 p. 100 ; prêt complémentaire de la Caisse des dépôts, consenti pour trente ans à 5,25 p. 100. Deux mille logements environ ont été construits par la S. C. I. C. suivant ces modalités. Par la suite, la politique de la S. C. I. C. a été, à l'occasion des révisions de loyers, d'atténuer progressivement les disparités existantes, de telle sorte que, pour des logements de même type, les rapatriés paient des loyers très proches, sinon identiques à ceux des autres locataires dans un groupe immobilier donné. C'est ainsi que, lorsque cette société a procédé en 1971-1972 à une réévaluation des loyers à l'occasion du renouvellement d'un certain nombre de baux, les logements à financement Rapatriés ont été placés hors du champ d'application de la mesure. La révision annuelle des loyers devant intervenir à l'échéance du 1^{er} août prochain par le jeu des clauses d'indexation sera, de la même manière, mise à profit pour poursuivre et, dans certains cas, achever l'alignement à prestations identiques, des loyers Rapatriés sur ceux des logements à financement normal. Il est précisé enfin que, dans le domaine des charges locales, les locataires Rapatriés ont été dès l'origine traités comme les locataires occupant des logements à financement normal dans les mêmes groupes immobiliers.

Allocation de logement (octroi aux personnes âgées dont la demande de relogement n'a pas été satisfaite).

15938. — 4 janvier 1975. — **M. Chinaud** expose à **M. le ministre de l'équipement** le cas d'une personne âgée qui, ne pouvant plus payer le loyer d'un logement devenu trop grand pour elle, a présenté depuis l'année 1972 une demande de foyer-logement à laquelle aucune réponse affirmative n'a encore été donnée par l'administration. Il lui précise que les maigres ressources de ce locataire sont presque entièrement absorbées par le montant du loyer. Il lui demande s'il n'estime pas que l'article 18 du décret n° 72-526 du 29 juin 1972 devrait être modifié afin que l'allocation de logement soit également accordée aux personnes âgées dont les demandes de logement n'ont pas été satisfaites et doivent cependant continuer de payer un loyer trop onéreux pour elles.

Réponse. — Dans sa rédaction initiale, l'article 18 du décret n° 72-526 du 29 juin 1972 pris pour l'application de la loi n° 71-582 du 16 juillet 1971 relative à l'allocation de logement prévoyait que l'allocation était accordée si le local occupé par le bénéficiaire comportait deux pièces au maximum pour une personne vivant seule et une pièce supplémentaire par personne en plus. Cette règle faisait, en effet, obstacle à l'octroi de l'allocation lorsque le local comportait un nombre de pièces supérieur à ce maximum, ce qui semble être le cas de la situation qui est à l'origine de la question posée par l'honorable parlementaire. Mais cette règle a été modifiée, avec effet du 1^{er} juillet 1974, par le décret n° 74-466 du 17 mai 1974 : désormais, et sous réserve, bien entendu, du respect des autres conditions d'octroi de l'allocation tenant, notamment, aux ressources du demandeur, l'allocation de logement est accordée si le local occupé par le demandeur est d'une superficie habitable d'au moins 9 mètres carrés pour une personne seule et de 7 mètres carrés par personne en plus.

Bourse d'échange de logements (reclassement du personnel).

16645. — 8 février 1975. — **M. Villa** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur la situation du personnel employé à la bourse d'échange de logements. La loi de finances pour 1975 votée à l'Assemblée nationale supprime l'activité de la bourse d'échange de logements. Cette décision, brutale, met fin au contrat de travail de trente personnes, cadres et employés. Si des vagues promesses ont été faites au personnel en vue de son reclassement, il est certain qu'à ce jour il n'y a aucune proposition concrète. La date de fermeture définitive de la bourse d'échange de logements étant proche, il lui demande de prendre les mesures qui s'imposent pour qu'aucun cadre et employé ne soit licencié et que des propositions de reclassement soient dans les plus brefs délais soumises à l'ensemble du personnel.

Réponse. — Le ministre de l'équipement, conscient des problèmes que pose au personnel de la bourse d'échange de logements la cessation d'activité de cet organisme, a décidé d'accorder aux personnels concernés une priorité de recrutement chaque fois qu'un poste d'agent non titulaire correspondant à leur formation devient disponible dans un des services ou organismes dépendant de son département. C'est ainsi qu'il a déjà été procédé à trois recrutements et que sept autres sont actuellement en cours.

INDUSTRIE ET RECHERCHE

*Energie hydro-électrique
(équipement du potentiel hydraulique restant).*

12303. — 11 juillet 1974. — **M. Baillot** expose à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** que la production d'énergie électrique dans notre pays, par E.D.F., risque dans les toutes prochaines années de se montrer insuffisante si le rythme de croissance de la consommation se maintient. En effet, le faible programme de construction des centrales nucléaires depuis 1969, l'impossibilité par les centrales nucléaires actuellement en construction de produire rapidement de l'électricité amènent aujourd'hui à concevoir les plus grandes inquiétudes pour la production d'électricité des années 1978, 1979 et peut-être au-delà. Il y aurait donc lieu de concevoir et de réaliser rapidement des centrales électriques fiables, capables de satisfaire la consommation dans le proche avenir. En outre, il convient de savoir que les centrales nucléaires de type américain massivement programmées par E.D.F. et sur décision du Gouvernement peuvent présenter comme aux U.S.A. des retards importants dans leur mise en service. Cette situation pleine de risques et de dommages pour notre économie le conduit à demander au Gouvernement quelles mesures il compte prendre pour la pallier. S'il compte mettre en valeur le potentiel hydraulique encore non utilisé qui permettrait de répondre avantageusement aux préoccupations qu'il manifeste ici, **M. le Président de la République** avait d'ailleurs évoqué au cours de la campagne électorale récente son intérêt pour l'énergie marémotrice. En outre, nos montagnes recèlent encore une énergie disponible évaluée par les experts les plus prudents à 18 milliards de kilowattheures par an, dans les Alpes essentiellement. Or, E.D.F. a décidé de fermer les régions d'équipement hydraulique de Marseille et de Chambéry, ce qui est contraire à l'intérêt national le plus évident. Il serait très utile de savoir si le Gouvernement envisage de décider l'équipement hydraulique restant, si le Gouvernement entend demander à E.D.F. de surseoir à toute disparition des régions d'équipement hydraulique existant encore.

Réponse. — Le Gouvernement a la volonté de tirer le meilleur parti de nos ressources hydrauliques pour accroître la production d'électricité. Dès le début de la crise du pétrole des études ont été entreprises pour réexaminer toutes les possibilités d'équipement envisageables dans des conditions économiques satisfaisantes. Un important travail a déjà été fait et il se poursuit activement. La commission d'étude de la production hydroélectrique, dont la création a été annoncée à l'Assemblée nationale le 4 octobre, lors du débat sur le projet de loi relatif aux économies d'énergie, doit procéder à un examen d'ensemble de ces possibilités. Les programmes d'équipement de production hydrauliques, thermiques et nucléaires sont déterminés chaque année de façon à couvrir de manière satisfaisante les besoins d'électricité. L'accélération du programme nucléaire qui a été décidée en mars 1974 vise à diminuer nos besoins de pétrole et à faire face à une consommation accrue d'électricité au cours de la décennie 1980-1990. Pour les années Intermédiaires, l'équilibre des moyens de production et de la demande devrait être assuré, compte tenu d'un certain ralentissement dans le développement des ventes d'électricité, conforme à l'objectif retenu par le Gouvernement d'obtenir une stabilisation des consommations énergétiques en 1974 et 1975 et une croissance ralentie

ensuite. Il faut d'ailleurs noter que l'achèvement des centrales dont la réalisation a été engagée précédemment conduira à de nombreuses mises en service d'ici 1980 : en hydraulique, les équipements de Sainte-Croix, de Gamsheim, de Sisteron, du Mont-Cenis, de La Coche, de Salignac, d'Arc-Isère, d'Iffezheim et ceux de la Compagnie nationale du Rhône, parmi lesquels Péage du Roussillon et Vaugris ont fait l'objet de décisions récentes ; en nucléaire, les tranches de Fessenheim 1 et 2, de Bugey 2, 3, 4, 5 ; en thermique classique, les tranches de Porcheville B 4, de Boucbain, de Lucciana 3, 4, de Cordemais 2 et 3, d'Aramon 1 et 2, soit au total plus de 10000 MW de puissance nette. La rentabilité des projets hydro-électriques est appréciée par comparaison avec les autres moyens de production possibles, nucléaire, thermique classique, turbines à gaz (utilisant les gaz de combustion du fuel), en tenant compte de l'évolution prévisible des consommations et de celle de notre parc de production, notamment du développement prévu du nucléaire. Le terme de comparaison varie selon les caractéristiques énergétiques du projet. Les centrales au fil de l'eau sont très comparables au nucléaire, les centrales de lacs fournissent une énergie de qualité plus analogue au thermique. Les équipements de pompage turbinage constituent la voie la plus prometteuse pour l'avenir de l'équipement hydraulique ; ils permettront d'améliorer notre bilan énergétique lorsque le nucléaire aura atteint un stade de développement suffisamment avancé. L'évolution des structures des services d'équipement d'électricité de France consiste à atténuer progressivement les spécialisations des divers services régionaux, hydrauliques, thermiques et nucléaires, au profit d'organisations pluridisciplinaires qui peuvent ainsi bénéficier d'un volume d'activités plus régulier. Elle permet de maintenir les compétences des techniciens de l'hydraulique, et ne compromet en rien les développements de l'énergie hydro-électrique qui pourront être jugés intéressants.

Energie hydro-électrique (équipement des cours d'eau).

14077. — 9 octobre 1974. — **M. Notebard** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur l'intérêt et les avantages de l'énergie hydro-électrique produite par des centrales dont la durée de fonctionnement est particulièrement longue et donc appréciable. Il lui demande quelles dispositions ont été prises en vue de l'équipement des cours d'eau susceptibles de produire une énergie que la pénurie de pétrole ne saurait perturber.

Réponse. — Le Gouvernement se préoccupe de la mise en valeur de toutes les ressources énergétiques nationales économiquement intéressantes et tout spécialement de l'hydraulique. C'est dans ce but que la création d'une commission d'étude de la production hydro-électrique a été décidée, comme cela a été indiqué à l'Assemblée nationale le 4 octobre, lors du débat sur le projet de loi relatif aux économies d'énergie. En 1973, les aménagements hydro-électriques ont assuré 27 p. 100 de la production totale d'électricité. Le productible des installations en service est de 56 TWh ; avec les ouvrages actuellement en construction il dépassera 60 TWh. Parmi les équipements en cours, on peut citer Sainte-Croix, Gamsheim, Iffezheim, Sisteron, le Mont-Cenis (complément), La Coche, Salignac, Arc-Isère et ceux de la Compagnie nationale du Rhône ; Caderousse, Péage-de-Roussillon ainsi que l'aménagement de Vaugris prévu initialement pour la navigation et qu'il a été décidé récemment de compléter par une usine électrique. Les études se poursuivent pour apprécier l'intérêt d'autres projets susceptibles d'être engagés au cours des prochaines années. Ces études tiennent compte de la durée de vie relativement longue des ouvrages hydro-électriques. Elles consistent à comparer les coûts des différents projets et les services qu'ils peuvent rendre à ceux des autres moyens de production possibles : nucléaires, thermiques classiques, turbines à gaz (utilisant les gaz de combustion du fuel). Le terme de comparaison varie selon les caractéristiques du projet ; celles-ci sont, en effet, très différentes selon qu'il s'agit d'aménagement de lacs, d'éclusées ou au fil de l'eau. A titre d'exemple, pour le fil de l'eau, le terme de comparaison est pratiquement le nucléaire : la valeur économique de ces équipements ne dépend donc pas du prix du fuel. Par contre, les équipements de lacs ont pour caractéristique essentielle de fournir de la puissance et de l'énergie pendant les heures de forte charge des consommations, leur production annuelle d'énergie étant relativement faible par rapport à leur puissance. Ce type d'installation fournit donc une énergie de qualité plus directement comparable à celle produite par les centrales thermiques classiques qui sont fortement sollicitées pendant l'hiver. La hausse du prix du fuel améliore donc la rentabilité des projets d'équipements de lacs. Les équipements permettant de faire des éclusées se trouvent dans une situation intermédiaire entre les équipements de lacs et les équipements au fil de l'eau. La commission d'étude de la production hydro-électrique sera amenée à procéder à un nouvel examen de l'ensemble du problème de façon à tirer parti de tous les sites qui se révéleront intéressants.

Gaz et électricité (modification du système de prix pour encourager les économies d'énergie).

15874. — 28 décembre 1974. — **M. Montagne** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie et de la recherche** sur le fait que les barèmes des prix pratiqués pour la vente de l'électricité sont dégressifs conformément à l'usage commercial. Ainsi les kilowatts-heure de la tranche de base coûtent 70 p. 100 du prix de ceux de la deuxième tranche. Il lui demande s'il n'y aurait pas intérêt, au contraire, pour le bilan énergétique national, à réduire le prix de la première tranche de la consommation des ménages, cependant qu'une progressivité calculée inciterait les consommateurs à limiter leur consommation au nécessaire. Par ailleurs, le système du forfait appliqué au gaz ne pousse-t-il pas le consommateur à utiliser totalement la tranche forfaitaire. Ne serait-il pas souhaitable également en ce domaine d'établir un prix de base relativement plus bas et un barème progressif sans forfait.

Réponse. — Les tarifs d'électricité en basse tension comportent un abonnement fonction de la puissance souscrite et des prix de kilowatts-heure décroissants de la première tranche, qui correspond à un certain nombre de kilowatts-heure par mois, à la seconde tranche qui concerne l'essentiel de la consommation; pour la majorité des utilisateurs, le tarif donne donc lieu à une dépense fixe (prime et première tranche) à laquelle s'ajoutent des dépenses proportionnelles aux kilowatts-heure de seconde tranche consommés. Par ailleurs, moyennant un abonnement plus coûteux, les abonnés peuvent faire décompter séparément leur consommation d'heures creuses et bénéficient pour celle-ci d'un prix de kilowatt-heure plus faible. La hausse de tarifs basse tension qui est intervenue le 1^{er} janvier 1975 s'élève à 1,96 centime par kilowatt-heure. Elle s'applique à tous les kilowatts-heure. Exprimée en pourcentage, elle est donc sensiblement plus importante sur les prix de kilowatts-heure les moins chers : 15,2 p. 100 pour les heures creuses et environ 7,5 p. 100 pour les prix de deuxième tranche alors que pour la moyenne des ventes en basse tension la hausse ne s'élève qu'à 4,3 p. 100. Cette modulation va donc dans le sens d'une moindre dégressivité et incite par conséquent les abonnés à modérer leur consommation d'électricité. En ce qui concerne le gaz, les tarifs 3 G, proposés pour le chauffage individuel d'appartements et de pavillons, sont constitués d'un prix à la thermie et d'une partie fixe qui inclut actuellement un forfait de consommation. La structure de ces tarifs apparaît peu incitatrice aux économies d'énergie en raison de ce forfait et d'un prix à la thermie relativement bas. Afin de remédier à cette situation et d'encourager les usagers domestiques à réaliser des économies d'énergie, une étude dans le sens des observations de l'honorable parlementaire a été effectuée par le département de l'Industrie et de la recherche en liaison avec les services du ministère de l'économie et des finances. Il en résulte que les inconvénients découlant de l'introduction d'une progressivité dans les tarifs 3 G, notamment les très fortes hausses qui en résulteraient pour certains usagers, ont paru supérieurs aux avantages d'économies d'énergie susceptibles d'être réalisées et qu'en conséquence cette solution ne saurait être retenue. En revanche, une série de mesures tendant à supprimer, dans les limites permises par la lutte contre l'inflation et sans accroître le déficit du Gaz de France, les forfaits de consommation que comporte ce type de tarifs est en cours d'examen; ces mesures n'entraîneraient pas de gêne pour les abonnés dont l'abonnement est bien adapté à la consommation.

Emballages (recyclage des emballages perdus en bois).

16201. — 18 janvier 1975. — **M. Brun** demande à **M. le ministre de l'Industrie et de la recherche** si le recyclage des emballages en bois actuellement perdus ne pourrait pas être un moyen de pallier en partie au déficit de la papeterie française. Et, dans l'affirmative, s'il ne lui paraît pas opportun de promouvoir des actions à cette fin.

Réponse. — Les problèmes posés par le recyclage des emballages en bois revêtent une importance particulière dans la conjoncture actuelle et ont retenu l'attention du ministre de l'Industrie et de la recherche. L'utilisation des déchets de bois par les industries de la pâte à papier et des panneaux a été largement développée depuis un certain nombre d'années, puisqu'en 1974, sur les 17,5 millions de stères de bois utilisés, 4,2 millions représentent des déchets récupérés, principalement des débris de scieries. Cependant, beaucoup de matières échappent au recyclage, en raison de leur dispersion ou de difficultés techniques diverses. Il en est ainsi notamment des résidus de coupes de bois et des déchets produits par certaines industries transformatrices ou utilisatrices, par le bâtiment et par la distribution. En ce qui concerne les emballages

(caisses, palettes, emballages légers, etc.), qui consomment un volume important de bois d'œuvre, leur récupération pose des problèmes d'ordre technique et économique qui n'ont pu jusqu'ici être résolus. La qualité et le coût de l'équipement nécessaire au broyage des emballages et de leur transformation en copeaux, en éliminant notamment les parties métalliques, supposent un débit élevé, qui n'est actuellement possible que dans certains cas. Des études sur le volume et la localisation des déchets de bois sont en cours au centre technique du bois. Elles permettront de déterminer les possibilités de récupération à un coût acceptable pour les industries utilisatrices et serviront de base aux programmes d'action qui seront mis en œuvre dans ce domaine. Par ailleurs, les recherches en vue de la mise au point de broyeurs plus légers pour les emballages seront accélérées.

INTERIEUR

Communes (difficultés budgétaires d'Hérouville-Saint-Clair).

12640. — 25 juillet 1974. — **M. Mexandeau** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur**, que le budget primitif 1974 de la commune d'Hérouville-Saint-Clair est actuellement soumis à la procédure budgétaire des articles 177 et 178 du code d'administration communale. La commission chargée d'examiner les mesures propres à rétablir l'équilibre du budget de la commune se réunit une seconde fois le 25 juillet après le refus opposé par le conseil municipal à ses premières propositions. L'aide du budget de l'Etat en l'occurrence est parfaitement justifiée, d'abord en raison de l'absence de véritable politique d'urbanisme du Gouvernement qui a gravement pénalisé la commune d'Hérouville dans son potentiel fiscal. La commune d'Hérouville, semi-rurale, a vu se créer sur son territoire une zone à urbaniser en priorité de 9 100 logements. Cette opération, une des plus importantes alors lancées en France, nécessitait pour réussir que soient tenus un certain nombre d'engagements pris par l'Etat, l'initiateur de l'opération : limitation très stricte des opérations hors Z. U. P.; priorité de financement pour les logements et les équipements collectifs; priorité pour la localisation d'activités tertiaires, administratives ou privées; subvention d'équilibre à la commune pour les premières années. Cependant, l'Etat, par l'intermédiaire de ses services déconcentrés, n'a pas respecté en totalité ses engagements. En effet, très vite d'importants programmes de logements furent autorisés hors Z. U. P., de nombreuses implantations tertiaires et commerciales furent réalisées cette année hors Z. U. P., et, plus grave encore, tous les nouveaux services administratifs se sont implantés à l'extérieur du centre d'Hérouville, alors même qu'une Z. A. C. de bureaux était autorisée à proximité immédiate du centre. C'est dans ces conditions, révélatrices d'un laxisme coupable en matière d'urbanisme, qu'Hérouville a été rapidement privé du potentiel fiscal qui lui serait nécessaire pour faire face aux charges qui lui sont imposées. De plus, l'inadéquation des méthodes de calcul du V. R. T. S. pose un grave problème à une commune à croissance rapide comme Hérouville qui est passée en dix ans de 1 500 habitants à 23 000 habitants. En effet, et malgré un effort fiscal important puisque l'augmentation du nombre des centimes a été de 29 p. 100 chaque année en moyenne pour les trois dernières années, une part importante du V. R. T. S. (l'attribution de garantie) reste calculée sur la base du minimum garanti, compte tenu de l'absence quasi totale d'activités commerciales à Hérouville à l'origine de l'opération. Il est évident que de ce fait Hérouville perd annuellement une recette importante, qui, si elle était portée à la moyenne des villes de même importance, lui permettrait d'équilibrer son budget de fonctionnement. Ces deux séries de considérations qui expliquent le déséquilibre inéluctable du budget de fonctionnement d'Hérouville font qu'elles soumettent cette commune à une tutelle renforcée qui ne peut qu'être gravement préjudiciable à l'exercice des libertés communales. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour : 1° réexaminer la position prise par le représentant du ministre des finances au sein de la commission budgétaire dans un sens plus favorable permettant une augmentation des impôts locaux dans des limites raisonnables; 2° définir une politique d'aide dans un cadre pluriannuel afin de permettre à la commune d'Hérouville d'aborder les exercices budgétaires sans être soumise annuellement à la tutelle renforcée que constitue l'examen de son budget en juin de chaque année par ladite commission; 3° adopter un certain nombre de dispositions tendant à faire en sorte que la zone d'implantations tertiaires prévue au centre d'Hérouville soit réalisée dans les meilleurs délais.

Réponse. — 1° Il convient de préciser que la commission prévue à l'article 178 du code de l'administration communale légalement constituée s'est réunie dans les conditions fixées par ce texte en vue d'arrêter les mesures susceptibles d'assurer l'équilibre rigoureux du budget en voie de règlement et de résorber les déficits ultérieurs. En conséquence, les décisions prises par elle, à la

suite de sa deuxième réunion, ne sauraient être révisées; 2° la commission spéciale réunie le 26 juin 1974 avait constaté que le budget supplémentaire de 1973 accusait un déficit de 487 000 francs qui a pu être résorbé, d'une part, grâce à l'attribution d'une subvention d'équilibre de 250 000 francs au titre de l'exercice 1973 et, d'autre part, au report du reliquat (237 000 francs) au budget primitif 1974 dont le déficit prévisionnel passait, de ce fait, de 2 614 000 francs à 2 851 000 francs. Ce dernier chiffre, après examen des différents chapitres et articles, a été réduit à 1 070 000 francs, découvert qui sera pris en charge par l'Etat, au titre de l'année 1974, à concurrence du montant du déficit constaté à la clôture de l'exercice. Les propositions, formulées à cette occasion, par la commission spéciale en vue de redresser la situation financière de la collectivité concernée, n'ayant pas été adoptées par le conseil municipal, le budget primitif 1974 de la commune d'Hérouville-Saint-Clair a dû être réglé par l'autorité supérieure, après une seconde réunion de ladite commission en date du 24 juillet 1974, conformément aux dispositions de l'article 178 du code de l'administration communale. S'agissant de l'aide financière apportée par l'Etat, au titre des dépenses de fonctionnement, à la fois dans le cadre de l'article 248 du code de l'administration communale et en application de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, la commune d'Hérouville-Saint-Clair aura perçu, toutes recettes confondues, 3 178 294 francs en 1972, 4 430 802 francs en 1973 et 5 121 922 francs en 1974. En ce qui concerne plus particulièrement le versement représentatif de la taxe sur les salaires, il faut souligner que, contrairement à l'opinion émise, le système actuel de dévolution du V. R. T. S. est parfaitement adapté aux besoins des communes en expansion démographique rapide et cela, notamment : par la progressivité de la fraction de ce versement qui est répartie au prorata des impositions mises à la charge des ménages, d'une part; par le mécanisme d'actualisation des attributions de garantie prévu, en cas de l'accroissement de la population, par l'article 40 (5°) de la loi du 6 janvier 1965 susvisé, d'autre part. La preuve en est que le versement représentatif en question a, toutes attributions confondues, procuré, à la commune d'Hérouville-Saint-Clair, des recettes qui, par rapport à l'année précédente, ont progressé de 22,30 p. 100 en 1971, de 25,85 p. 100 en 1972, de 34,54 p. 100 en 1973 et de 38,25 p. 100 en 1974, alors que, pour chacune des années considérées, étaient observés, en moyenne nationale, des taux de croissance respectifs de 15 p. 100, 14,24 p. 100, 14,09 p. 100 et 22,09 p. 100. Il serait, de toute évidence, bien difficile d'imaginer un dispositif de répartition qui lui fût plus favorable; 3° le bilan de la Z. U. P. d'Hérouville-Saint-Clair approuvé en 1964, a été révisé en 1972. Pour tenir compte des difficultés rencontrées pour la réalisation de cette Z. U. P., et dans le but, notamment, de faciliter la commercialisation des terrains réservés aux implantations tertiaires, leur prix de cession, primitivement fixé à un niveau élevé pour rentabiliser l'opération, a été abaissé et les conditions d'utilisation du sol ont été assouplies. Corrélativement, la densification du projet a permis de prévoir la construction de 40 000 mètres carrés de planchers de bureaux et de 300 logements qui doivent s'imbriquer dans le complexe tertiaire, au centre de la Z. U. P. Dans le même temps, pour favoriser la commercialisation de cette zone d'activité, le bénéfice de la prime de localisation des activités tertiaires était étendu à la zone de peuplement industriel et urbain de Caen. De plus, la desserte de la Z. U. P. par le boulevard périphérique de Caen et sa liaison prochaine à Paris par l'autoroute A13 devrait permettre d'attirer des industriels de la région parisienne. Il convient de souligner également que la réduction de la surface de planchers de bureaux de la Z. A. C. de Caen dite « Porte de Nacre » et l'amélioration des liaisons routières entre cette partie de l'agglomération caennaise et le centre ville doit profiter à la ville d'Hérouville. Enfin, l'ouverture en 1973 d'un hypercentre commercial, dans un secteur déjà équipé, devrait faciliter les implantations nouvelles en leur assurant une véritable autonomie urbaine.

Stationnement (installation d'un parking pour les travailleurs de la S. A. C. M. à Mulhouse).

13493. — 14 septembre 1974. — M. Hage expose à M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, que la Société alsacienne de constructions mécaniques de Mulhouse est une entreprise qui emploie près de 5 000 travailleurs. Nombre d'entre eux doivent, pour se rendre à leur travail, utiliser leur voiture personnelle. Les rues adjacentes à l'entreprise sont jalonnées de panneaux de stationnement interdit. Chaque mois, les travailleurs obligés de stationner en infraction se voient sanctionnés par procès-verbal; quotidiennement, ont lieu des déprédations et des vols sur les véhicules en stationnement. Les services de police présents, puisqu'ils dressent quotidiennement des procès-verbaux pour stationnement interdit, ne protègent pas les voitures des travailleurs. La direction de l'entreprise rejette la responsabilité sur la commune et la préfecture. Ces derniers indiquent ne pas être concernés par ce problème. L'installation d'un parking protégé serait possible, soit en couvrant une partie du

canal de décharge, soit en utilisant un grand terrain vague situé derrière l'usine. En conséquence, il lui demande quelles mesures compte prendre son ministère pour que les travailleurs de la S. A. C. M. de Mulhouse puissent stationner sans risques de vols ou de déprédations et sans encourir de sanctions de la part de la police.

Réponse. — Les usines de la S. A. C. M., à Mulhouse, sont situées en bordure de voies particulièrement étroites sur lesquelles ont été édictées des interdictions de stationner en vue de faciliter la circulation et de permettre la venue de véhicules de secours en cas d'accident ou de sinistre. Il existe dans l'enceinte de l'usine un parc de stationnement de 437 places. D'autres possibilités sont également offertes à moins de 300 mètres de l'usine : à la porte de l'Il (parc de la porte de l'Il, parc du chantier à bois et quai des Pêcheurs), à la porte du Canal (quai de l'Isly et quai d'Oran), à la porte principale (rue de la Fonderie, rue de la Locomotive et rue des Monteurs) et à la porte de Zillisheim (rue de Zillisheim et rue Saint-Michel). A ces emplacements, s'ajoutent les nombreuses places de stationnement du champ de foire de Dornach et du parc de stationnement de l'avenue d'Altkirch. De ce fait, il apparaît que les aires de stationnement aménagées à proximité de la S. A. C. M. ont une capacité importante comparée au nombre de véhicules utilisés quotidiennement dans ce secteur. Les services techniques de la ville ont cependant entrepris, en liaison avec la S. A. C. M., une étude en vue d'améliorer les possibilités de stationnement. Il est à noter toutefois que certains automobilistes désireux de réduire au minimum la distance à parcourir à pied pour accéder à l'usine, n'hésitent pas à faire stationner leur véhicule le long des voies publiques, en infraction aux dispositions réglementaires prises par le maire dans le cadre de ses pouvoirs de police. Ils s'exposent donc, de ce fait, aux sanctions prévues par les règlements municipaux. Pour ce qui concerne les vols et actes de vandalisme commis sur les véhicules garés dans ce secteur, les services de police ont été alertés. Ils effectuent déjà régulièrement un certain nombre de contrôle en bordure des installations de la S. A. C. M. Des instructions ont été données afin d'en intensifier la fréquence, notamment dans les parcs de stationnement proches.

Police (mesures financières et sociales en faveur des personnels de la police parisienne).

14963. — 16 novembre 1974. — M. Pierre Bas appelle l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, sur les conséquences regrettables, qui apparaissent avec le temps, de l'unification des polices. La police, à Paris, comporte des servitudes spéciales, celles inhérentes à la vie dans une grande agglomération où la vie est relativement chère, où le prix des loyers est très élevé par rapport à la province, et où, surtout, les conditions de travail sont particulièrement plus complexes, plus difficiles et même plus dangereuses que dans une préfecture ordinaire. Les avantages spécifiques qui compensaient autrefois, pour les personnels de la police parisienne, ces inconvénients graves, ont été supprimés. Le résultat en est une émigration lente mais sûre des meilleurs éléments de la police parisienne vers la province, généralement la province d'origine, et une malaise diffus dans les corps de police de la région parisienne. Sans revenir sur les principes mêmes qui ont guidé l'action des gouvernements précédents, peut-être pourrait-on encourager ces personnels; par exemple, serait-il inconcevable de faire l'effort décisif qui s'impose dans le domaine du logement pour loger les fonctionnaires de police à des taux raisonnables, en des lieux proches de leur domicile. Ne pourrait-on tenir compte des exceptionnelles sujétions de la police en région parisienne. L'égalité est le respect égal de droits en eux-mêmes inégaux; il faut donc tendre à une égalité vraie en rémunérant chacun en fonction des services rendus. M. Pierre Bas demande au ministre de l'Intérieur ses intentions en ce domaine.

Réponse. — Dès mon arrivée au ministère de l'Intérieur, je me suis préoccupé du logement des fonctionnaires de police, qui se pose avec une particulière acuité à Paris, comme le souligne l'honorable parlementaire. Un service, placé auprès du directeur du personnel, a été chargé d'animer et de coordonner les actions en vue d'améliorer la situation en ce domaine. Des résultats tangibles ont été obtenus, puisque, au 15 décembre 1974, 1 200 demandes ont été déposées et 1 088 logements affectés cette année à des personnels de la préfecture de police. Sur ces 1 088 logements, 334 ont été libérés et attribués à d'autres policiers dans les ensembles immobiliers de 2 010 logements réalisés sur les crédits votés par le conseil municipal de Paris en 1958. Par ailleurs, 362 logements ont été réservés grâce à un crédit de cinq millions de francs du chapitre 65-55 du budget de l'Etat. D'autre part, le ministre des finances a donné son accord pour augmenter la participation financière de l'Etat pour les logements destinés aux fonctionnaires en allouant cette aide sur le 1 p. 100 que les entreprises privées apportent aux promoteurs immobiliers. L'entrée en vigueur de cette mesure doit, dès l'année prochaine, avoir pour effet de trouver

des logements moins onéreux, compte tenu de la participation accrue de l'Etat et situés plus près des lieux de travail des fonctionnaires bénéficiaires. L'ensemble de ces dispositions a déjà sensiblement amélioré la situation du logement qui n'est cependant pas encore entièrement satisfaisante tant du point de vue quantitatif que qualitatif. Il faut maintenant rapprocher le fonctionnaire de son lieu de travail, ce qui fait l'objet de concertations avec les organisations syndicales. Une commission spéciale sera prochainement créée à la préfecture de police qui réunira les fonctionnaires qualifiés et les représentants du personnel pour mettre sur pied des solutions à ce problème difficile. J'attache, moi-même, une importance tout particulière à ce problème dont je fais étudier tous les aspects au sein du comité technique paritaire où siègent les organisations syndicales les plus représentatives.

Communes (revalorisation de la situation administrative des cadres communaux).

15389. — 11 décembre 1974. — **M. Partrat** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, s'il ne lui paraît pas souhaitable de prolonger les mesures déjà prises en faveur des secrétaires généraux adjoints de mairies, en mettant en œuvre un plan d'ensemble de revalorisation de la situation administrative des cadres communaux, qui tienne compte de la multiplication de leurs tâches et de leurs responsabilités.

Réponse. — La revalorisation indiciaire accordée aux secrétaires généraux et secrétaires généraux adjoints visait certes à prendre en compte la multiplication des tâches et des responsabilités de ces personnels, mais elle se fondait surtout sur le caractère spécifique des emplois concernés. Or, si les fonctions de secrétaire général sont sans véritable équivalence dans les services de l'Etat, il n'en est pas de même pour d'autres emplois supérieurs administratifs ou techniques des communes. L'appréciation de la situation de ces agents ne saurait donc être effectuée dans le seul cadre de la carrière communale et conduire à une réforme d'ensemble des emplois de conception et de direction. C'est ainsi qu'une parité a été traditionnellement établie entre certains emplois de directeurs de services administratifs et les fonctions de chef de division de préfecture. De même, la situation des ingénieurs subdivisionnaires municipaux est alignée sur celle des ingénieurs des travaux publics de l'Etat. Le classement indiciaire de ces personnels ne peut donc être modifié unilatéralement sans enfreindre les dispositions de l'article 514 du code de l'administration communale qui interdit aux collectivités locales d'accorder à ses agents des rémunérations supérieures à celles des personnels homologues de l'Etat. Il est à noter toutefois que les problèmes posés par l'accroissement des tâches dans certains services municipaux ont été pris en considération. La création d'un emploi d'attaché communal actuellement en projet devrait permettre d'aboutir à une meilleure répartition des responsabilités entre les cadres administratifs communaux.

Instituteurs et institutrices (autorisation aux municipalités de leur verser l'indemnité de résidence).

15602. — 17 décembre 1974. — **M. Popere**n appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur les difficultés que rencontrent les instituteurs pour obtenir des municipalités le versement de leur indemnité de résidence. En effet, dans de nombreux départements, et notamment dans le Rhône, le percepteur a refusé les propositions que lui faisaient les municipalités sous prétexte que le préfet avait refusé de couvrir ces autorisations de dépenses et avait seulement accepté de donner un accord de principe. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre notamment pour intervenir auprès de son collègue, des finances afin que les instructions nécessaires soient données aux préfets et aux percepteurs pour que les municipalités puissent verser leur indemnité de résidence aux instituteurs.

Réponse. — L'indemnité de résidence est un élément dont le montant s'ajoute à la valeur du traitement principal des fonctionnaires. En ce qui concerne les instituteurs cette indemnité qui était payée par les communes a été mise à la charge de l'Etat, à compter du 1^{er} avril 1931, par la loi du 31 mars 1931 portant fixation du budget général pour l'exercice 1931-1932. Si par indemnité de résidence l'honorable parlementaire vise l'indemnité représentative de logement que les communes sont également tenues d'accorder aux instituteurs qu'elles n'ont pu loger il est indiqué que le versement des indemnités de l'espèce s'effectue suivant diverses modalités prévues par le décret du 21 mars 1922. Or la question posée apparaît trop imprécise à cet égard et nécessite des indications complémentaires pour permettre au ministère de l'intérieur de lui apporter une réponse en toute connaissance de cause.

Algérie (biens spoliés et sort des disparus civils et militaires).

15750. — 20 décembre 1974. — **M. Houteer** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, si les récentes conversations franco-algériennes ont abouti au règlement du contentieux, en suspens depuis douze ans, concernant les biens spoliés et nationalisés des Français d'origine habitant l'Algérie avant 1962 et si le sort des disparus civils et militaires (2 000 environ) a été évoqué.

Réponse. — Le voyage du ministre d'Etat n'avait pas pour objet de régler tous les problèmes en suspens mais de faire l'inventaire de ceux-ci et de préparer le voyage officiel que fera **M. le Président de la République**. L'ensemble des problèmes intéressant la France et l'Algérie a donc été évoqué et les solutions concrètes sont actuellement à l'étude entre les représentants des deux pays. Par ailleurs, l'honorable parlementaire n'ignore pas qu'en ce qui concerne plus spécialement l'indemnisation, l'article 24 de la loi n° 74-1114 du 27 décembre 1974 (loi de finances rectificative pour 1974) a apporté de substantielles améliorations aux dispositions de la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970 et que la loi n° 74-1129 du 30 décembre 1974 (loi de finances pour 1975) a doublé les crédits affectés à l'indemnisation.

Maires (maintien de leurs prérogatives concernant l'établissement des programmes de travaux communs).

15834. — 21 décembre 1974. — **M. Alain Bonnet** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que la loi du 5 avril 1884 puis celle du 2 avril 1946 stipulent que le maire est « chargé de diriger les travaux communaux ». Cette responsabilité risque de lui échapper à partir du 1^{er} janvier 1975 : l'application à cette date du décret du 28 février 1973 rendra l'administration départementale maîtresse des opérations. En effet, les nouvelles dispositions réglementant les missions d'ingénierie et d'architecture, telles qu'elles résultent du décret n° 73-207 du 28 février 1973 et de nombreuses circulaires successives, vont priver le maire de ses prérogatives concernant l'établissement du programme des travaux. Il ressort des derniers textes parus que seul est considéré comme apte à établir le programme de travaux, le conducteur d'opération, c'est-à-dire le ou les services techniques de l'Etat dans le département (D.D.E. ou D.D.A.). Ces dispositions allant à l'encontre de la politique gouvernementale, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour y remédier.

Réponse. — Le décret du 28 février 1973 relatif aux conditions de rémunération des missions d'ingénierie et d'architecture remplies pour le compte des collectivités publiques par des prestataires de droit privé et son arrêté d'application du 29 juin 1973 ne contiennent aucune disposition de nature à restreindre les prérogatives des maires. Il en est de même de la directive interministérielle du 8 octobre 1973 où s'agissant du programme des travaux à réaliser, il est indiqué, au chapitre C, paragraphes C1-1 et C2-1, que c'est le directeur d'investissement, c'est-à-dire le maire dans le cas d'une commune, qui en est responsable. Au chapitre B, paragraphe C3-3-4, il est également précisé : « Ainsi se trouvent consacrés les principes qui veulent que le maître d'ouvrage et lui seul assume la responsabilité des études de définition et du dossier d'études qui en résulte, le « programme » d'une opération d'investissement... ». Il est aussi indiqué au chapitre C, paragraphe C1, que le maire peut se faire assister, pour l'établissement du programme soit par le conducteur d'opération, soit par un concepteur privé. Pour ce qui est de la conduite d'opération, la directive précise dans son avant-propos, qu'elle peut être confiée, « en tant que de besoin », à un service technique public. Les collectivités locales ne sont donc, dans ce domaine, soumises à aucune obligation et c'est à elles qu'il appartient de décider dans le sens le plus favorable à leurs intérêts. Il y a lieu cependant de signaler que dans le cadre de la réglementation antérieure cette mission existait déjà et s'appelait assistance technique et administrative. De ce qui précède, il apparaît donc, sans ambiguïté, que les assemblées élues et les magistrats municipaux conservent l'intégralité de leurs prérogatives. Le ministère de l'intérieur n'avait pas manqué de le signaler puisque dans sa circulaire n° 74-66 du 6 janvier 1974 relative à la mise en place de la réforme il a souligné que « la mise en application de la nouvelle réglementation concernant les conditions de rémunération des missions d'ingénierie et d'architecture ne modifie en rien les prérogatives des collectivités locales, notamment dans le choix des maîtres d'œuvre appelés à concevoir les études et à diriger les travaux des opérations qu'elles entreprennent ».

*Sapeurs-pompiers
(utilisation comme supports de publicités commerciales).*

15901. — 4 janvier 1975. — **M. René Feit** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur**, que des dessins ou des photographies représentant des sapeurs-pompiers servent très souvent de supports à des publicités commerciales dont certaines des plus contestables, sans qu'aucune autorisation de reproduction n'ait été demandée aux autorités compétentes de ce corps particulièrement bien vu de la population. Il lui signale d'autre part que le public est souvent sollicité d'acheter des revues diffusées au bénéfice prétendu des « soldats du feu » alors qu'il s'agit uniquement d'opérations commerciales. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait désirable que toutes dispositions utiles soient prises à son initiative pour que ces genres de publicité soient strictement contrôlés par ses services.

Réponse. — Les textes sur la propriété littéraire et artistique semblent effectivement subordonner la reproduction, notamment de dessins et, dans certains cas, de photographies, à l'autorisation préalable de leur auteur. L'utilisation de tels documents, sans qu'ait été remplie cette formalité, pourrait donc constituer le délit de contrefaçon puni d'une amende de 360 francs à 12 000 francs par l'article 425 du code pénal. En outre, si cette reproduction était de nature à porter préjudice à la profession ou aux personnes publiques ayant autorité sur les corps de sapeurs-pompiers, une action civile aux fins de réparation pourrait alors être intentée. L'honorable parlementaire fait allusion, d'autre part, à certaines pratiques tendant à solliciter le public d'acheter des revues ou des publications, en alléguant faussement qu'elles sont vendues au profit des sapeurs-pompiers. Il s'agit là, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, de manœuvres frauduleuses paraissant justiciables, sur plainte des victimes, de poursuites pour escroquerie et donc passibles des peines prévues dans ce cas, par l'article 405 du code pénal : emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus et amende de 3 600 francs au moins et de 36 000 francs au plus. A maintes reprises, le ministre de l'intérieur a, d'ailleurs rappelé aux préfets, la vigilance qui s'imposait aux autorités, en pareil cas, et il s'apprête à renouveler ces mises en garde.

Finances locales (comptabilisation de la T.V.A. récupérable et de la T.V.A. due à l'Etat).

16079. — 11 janvier 1975. — **M. Lebon** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur**, si le remboursement de la T.V.A. résultant des dispositions de sa lettre du 10 décembre 1974 donnera lieu à un versement effectif des services fiscaux et si la comptabilité de la collectivité retracera au moyen d'écritures dont le mécanisme n'est pas encore fixé la T.V.A. récupérable et la T.V.A. due à l'Etat.

Réponse. — L'article 14 de la loi de finances pour 1975, n° 74-1129 du 30 décembre 1974, concrétise les indications fournies par la lettre diffusée le 10 décembre 1974 par le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur. Ce texte dispose, qu'à compter du 1^{er} novembre 1975, les collectivités locales, leurs groupements et leurs établissements publics peuvent, sur leur demande, être assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée au titre des opérations relatives aux services suivants : fourniture de l'eau, assainissement, abattoirs publics, marchés d'intérêt national, enlèvement et traitement des ordures, déchets et résidus lorsque ce service donne lieu au paiement d'une redevance. En la plaçant ainsi dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée, les collectivités locales et les établissements publics qui en dépendent soumettent la régie en cause au régime fiscal de droit commun. Comme n'importe quel assujetti, cette régie pourra réclamer le bénéfice des dispositions du décret du 4 février 1972 qui détermine les modalités selon lesquelles la taxe sur la valeur ajoutée déductible dont l'imputation n'a pu être opérée, peut faire l'objet de remboursement. Cela revient à dire que, si les conditions exigées d'un quelconque redevable, pour obtenir un remboursement des taxes payées en amont, se trouvent réunies pour la régie considérée, elle pourra réclamer à l'Etat ledit remboursement. L'article 14 prévoit, cependant, qu'un décret en Conseil d'Etat fixera les conditions dans lesquelles les collectivités et autres établissements publics pourront exercer cette option, et la durée pour laquelle cette option sera faite. Ce décret est en cours d'élaboration, et devrait être publié dans un délai assez court. Il sera commenté par des circulaires très précises qui régleront tous les problèmes de détail et notamment ceux afférents à la tenue d'une comptabilité adaptée aux nouvelles exigences fiscales. Ainsi les maires pourront prendre toutes dispositions administratives et comptables en temps opportun, puisque l'option ne pourra être exercée qu'à partir du 1^{er} novembre 1975.

Fonctionnaires (remboursement des frais médicaux engagés à la suite d'accidents de service).

16137. — 18 janvier 1975. — **M. Alain Bonnet** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur**, sa réponse à la question écrite n° 13892 du 3 octobre 1974 (Débats Assemblée nationale, n° 95, du 4 décembre 1974, p. 7363), et relative aux remboursements de frais médicaux engagés à la suite d'accidents en service. La dernière phrase de cette réponse est ainsi libellée : « Des instructions ont été également diffusées pour que les notes de frais des médecins, pharmaciens, etc., soient désormais exigées en un seul exemplaire ». Il lui demande de préciser la date et les modalités de cette diffusion car, au 24 décembre 1974, les services de police de province et les intéressés n'ont pas été encore avisés de cette décision.

Réponse. — Il est signalé à l'honorable parlementaire que, conformément aux indications données dans la réponse à la question écrite posée le 3 octobre 1974, publiée au *Journal officiel* (Débats) du 3 décembre 1974, des instructions ont été données aux services effectuant le paiement des frais médicaux et pharmaceutiques entraînés par des accidents ou maladies reconnus imputables au service de l'exiger qu'un original des pièces justificatives. Ces instructions ont fait l'objet de la circulaire n° 8917 du 23 octobre 1974.

Communes (maintien des licences de mathématiques et de physique sur la liste des diplômés pour l'accès aux emplois d'ingénieur subdivisionnaire).

16549. — 1^{er} février 1975. — **M. Canacus** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur**, sur la suppression de la licence de mathématiques et de la licence de physique de la liste des diplômés pour recruter les ingénieurs subdivisionnaires dans le personnel des collectivités locales. Cette modification si elle était maintenue, ne manquerait pas d'aggraver les difficultés des communes qui assument actuellement des responsabilités de plus en plus importantes dans le domaine de la gestion. D'autre part, à l'heure où les débouchés pour les licenciés de faculté sont de plus en plus difficiles, à l'heure où l'on parle de démocratisation pourquoi favorise-t-on le recrutement des grandes écoles au détriment des facultés. En conséquence, il lui demande s'il ne pense dans un avenir proche réparer cette regrettable erreur.

Réponse. — La suppression de la licence de mathématiques et de la licence de physique de la liste des diplômés pour l'accès aux emplois d'ingénieur subdivisionnaire communal a été décidée à la suite d'une étude approfondie menée de concert avec un groupe de travail de la commission paritaire nationale du personnel communal composé d'ingénieurs. La commission paritaire nationale a approuvé les conclusions de cette étude. La décision ainsi prise ne comporte aucun jugement défavorable sur les deux titres universitaires en cause ; elle a été fondée sur un examen minutieux des programmes et du caractère de l'enseignement dispensé. La liste des diplômés a été, en effet, établie en fonction des exigences spécifiques de l'emploi d'ingénieur subdivisionnaire communal et notamment de la nécessité de recruter des éléments ayant suivi une solide préparation pratique. Au demeurant, cette mesure n'aura pas l'effet d'aggraver les difficultés des communes, puisqu'il apparaît que le nombre de candidats réunissant les conditions de diplômés prévues par l'arrêté du 26 septembre 1973 est tout à fait suffisant pour assurer une bonne sélection.

Conseils généraux (obligation des employeurs de rémunérer ceux de leurs salariés qui y siègent).

16748. — 8 février 1975. — **M. Labarrère** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur**, de bien vouloir lui faire connaître si les employeurs sont tenus de rémunérer ceux de leurs salariés qui siègent dans les conseils généraux, pendant les sessions de ces assemblées.

Réponse. — L'article 19 de la loi du 10 août 1871, modifié par la loi n° 49-1101 du 2 août 1949, stipule : « Les employeurs sont tenus de laisser aux salariés de leur entreprise, membres d'un conseil général, le temps nécessaire pour participer aux séances plénières de ce conseil ou des commissions qui en dépendent. Le temps passé par les salariés aux différentes séances du conseil et des commissions en dépendant ne leur sera pas payé comme temps de travail. Ce temps pourra être remplacé. La suspension du travail prévue au présent article ne peut être une cause de rupture par l'employeur du contrat de louage de services et ce, à peine de dommages et intérêts au profit du salarié. » Dans ces conditions,

la question posée par l'honorable parlementaire comporte une réponse négative : si les employeurs sont tenus d'accorder à leurs salariés des autorisations d'absence pour leur permettre de participer aux travaux des assemblées départementales, ils n'ont pas à les rémunérer pendant leurs absences de ce chef.

JUSTICE

Sociétés commerciales (représentation aux assemblées générales des copropriétaires d'actions indivises).

16196. — 18 janvier 1975. — **M. Valbrun** demande à **M. le ministre de la justice** si pour le calcul du quorum d'une assemblée d'actionnaires doivent être exclues les actions appartenant à deux ex-époux divorcés dont le partage n'est pas intervenu, dans le cas où aucun d'entre eux n'a expressément manifesté son accord pour désigner l'autre et en l'absence de mandataire prévu par l'article 163 (alinéa 2) de la loi du 24 juillet 1966, remarque étant faite que parmi les résolutions soumises au vote de l'assemblée, il en est une pour l'approbation d'une convention à laquelle est intéressé l'un des époux (A) et si la solution serait différente dans le cas où les deux époux auraient désigné A pour représenter l'indivision.

Réponse. — Le droit de vote attaché à l'action étant indivisible, il appartient aux actionnaires indivis, conformément aux dispositions de l'article 163 (alinéa 2) de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, de se faire représenter par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En l'absence de désignation expresse d'un représentant unique, que ce soit du fait de la carence des indivisaires ou de leur désaccord, les actions indivises ne peuvent, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, être prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité à l'assemblée générale. Quel que soit le représentant désigné par les actionnaires indivis, le droit de vote attaché à des actions indivises n'a pas pouvoir être exercé si l'un des indivisaires se trouve dans l'un des cas où l'actionnaire est expressément privé de son droit de vote par la loi du 24 juillet 1966 en raison de l'intérêt personnel qu'il a à l'adoption de la résolution (avantages particuliers, convention passée entre la société et un dirigeant, etc.).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Postes et télécommunications (nomination de directeurs de services non fonctionnaires).

14585. — 30 octobre 1974. — **M. Lucas** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur les mesures récentes qui viennent d'intervenir concernant la direction des P. T. T., mesures qui inquiètent à juste titre l'opinion et le personnel du ministère. La nomination à la tête de deux services importants de l'administration (direction des affaires industrielles, des télécommunications et du service des informations et des relations publiques) de personnes non fonctionnaires étrangères à l'administration d'une part, le risque de démantèlement du C. N. E. T. en confiant notamment la gestion des affaires industrielles des télécommunications à un non-fonctionnaire d'autre part, sont des mesures susceptibles de mettre en cause le statut de la fonction publique. Il lui demande si ces questions viendront en discussion à l'Assemblée nationale et s'il peut donner des assurances aux personnels des P. T. T. quant à la garantie de leur fonction.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que les questions soulevées sont venues en discussion à l'Assemblée nationale au cours de la deuxième séance du 20 novembre 1974, et qu'il a été répondu directement à son intervention sur les points évoqués dans sa question écrite.

Postes (bureaux de poste : création et agrandissement des équipements de Sucy-en-Brie [Val-de-Marne]).

16349. — 25 janvier 1975. — **M. Kalinsky** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** la réponse donnée à sa question écrite n° 1730 du 30 mai 1973 relative aux travaux d'agrandissement indispensables du bureau de poste de Sucy-en-Brie. Cette réponse indiquait, en effet, que ces travaux interviendraient en 1974 et qu'un guichet annexe devait remplacer la recette auxiliaire de la gare. Rien n'est commencé à ce jour. Or, les conditions de travail du personnel et les temps d'attente du public aux guichets se sont aggravés en raison de l'importante augmentation de la population intervenue depuis 1973, croissance démographique qui doit se poursuivre à un rythme soutenu en 1975 et 1976. Il lui demande, en conséquence : 1° s'il peut lui donner l'assurance

que les travaux indispensables seront réalisés en 1975 afin de revenir à des conditions de travail acceptables pour le personnel et de garantir la qualité du service public pour les usagers ; 2° quelle suite a été donnée au projet de transformation en guichet annexe de la recette auxiliaire de la gare, dont le coût de fonctionnement est supporté indûment depuis des années par la municipalité de Sucy-en-Brie ; 3° s'il est prévu de créer un bureau de poste annexe dans la Z. A. C. du fort de Sucy-en-Brie, dont les premiers logements commencent à être occupés, et, dans l'affirmative, quel est l'échéancier prévu pour le financement et pour la réalisation des travaux.

Réponse. — La situation du bureau de poste de Sucy-en-Brie retient l'attention de l'administration des postes et télécommunications. Il s'est avéré, depuis la précédente question posée par l'honorable parlementaire, que la solution prévue, une simple extension au moyen d'une construction dans la cour attenante, soulevait des difficultés d'ordre technique et ne serait qu'un palliatif très onéreux en raison du peu de surface disponible. Ainsi, une autre solution d'extension sur place devra être mise en œuvre. La plus valable et la plus durable, compte tenu du refus de la municipalité de céder une parcelle complémentaire qui eût permis une extension latérale de l'immeuble, apparaît être une surélévation de l'actuel bureau principal, dont l'emplacement géographique est convenable. Ce projet est actuellement en préparation. En ce qui concerne l'agence postale de la gare, elle écoule un faible trafic. Sa transformation en guichet annexe ne peut donc être envisagée dans l'immédiat. S'agissant de la création d'un établissement postal dans la Z. A. C. du fort, elle sera prévue dès que l'évolution démographique et économique de ce secteur le justifiera.

Chèques postaux (réduction des horaires de travail pour le personnel du centre de contrôle des mandats de Limoges non soumis à une norme journalière).

16443. — 1^{er} février 1975. — **Mme Constans** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur les conditions de travail des personnels du centre de contrôle des mandats de Limoges : 1° depuis le 1^{er} janvier 1975, le personnel des services soumis à une norme journalière de travail bénéficie d'une réduction du temps de travail d'une heure hebdomadaire, ce qui porte la semaine à quarante heures quinze minutes. Cependant, les personnels des services non soumis à une norme journalière n'ont pas bénéficié de cette mesure et continuent à effectuer un horaire de quarante et une heure quinze minutes. Or, ces personnels, qui sont répartis dans les services de contentieux, comptabilité, office des changes et assurent l'encadrement, sont soumis, eux aussi, à des normes, sinon journalières, du moins globales, puisqu'ils ont à respecter des impératifs de planning, d'envois à dates fixes, d'opérations urgentes diverses. La pénibilité de leur travail n'est pas de même nature que celle des personnels soumis à une norme journalière, mais elle est aussi grande. La discrimination de traitement qui a été établie par la réduction de l'horaire hebdomadaire pour le seul personnel soumis à une norme journalière crée donc une inégalité injustifiée. Elle lui demande, par conséquent, s'il ne lui apparaît pas équitable d'étendre le bénéfice de la réduction d'horaire d'une heure hebdomadaire à l'ensemble des personnels du centre de contrôle des mandats. Elle précise qu'une telle mesure impliquerait seulement la création de quatre postes supplémentaires. Cette réduction est d'autant plus justifiée que la majorité de ce personnel est composée de femmes à qui leur double responsabilité, professionnelle et familiale, et les tâches qui en découlent rendent plus nécessaire la diminution de la durée du travail ; 2° les normes dans les services soumis à tâches journalières fixes restent inchangées après la réduction de la durée hebdomadaire du travail. Ces normes sont trop élevées et la réduction de la durée du travail laisse entier le problème de sa pénibilité. La solution réside dans un abaissement du rendement horaire pour les personnels soumis à une tâche quotidienne. Elle lui demande donc s'il n'envisage pas de prendre cette mesure.

Réponse. — C'est en considération des travaux exécutés par les agents du centre de contrôle des mandats de Limoges soumis à des normes journalières de travail qu'une réduction d'une heure par semaine du temps de travail a été accordée à ces personnels. La mesure est entrée en application le 1^{er} janvier 1975. Si les agents non soumis à des normes doivent posséder une bonne qualification professionnelle, ils ne subissent pas les sujétions que l'exécution des tâches quotidiennes impose aux autres agents. Il paraît donc raisonnable de maintenir un écart d'une heure dans la durée hebdomadaire du travail de ces deux catégories de personnels. Parallèlement à la réduction du temps de travail, les normes ont été sensiblement abaissées afin d'alléger les conditions de travail du personnel en cause.

Postes (nécessité d'une augmentation des effectifs des services postaux parisiens).

16560. — 1^{er} février 1975. — **M. Fizblin** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur la situation que connaissent actuellement les services postaux parisiens. Dans les bureaux de la capitale, des milliers de sacs de courrier parviennent des centres de tri installés pendant la grève. Ils créent ainsi localement les conditions pour imposer des chantiers spéciaux sans effectifs nouveaux, des modifications dans les brigades, des changements de service, des tournées spéciales. Simultanément des tournées sont supprimées et les préposés affectés plus longtemps au tri, ce qui a pour conséquence des surcharges de travail. En outre, ces mesures mettent en cause le fonctionnement normal et la qualité du service public. Déjà la situation antérieure à la grève des travailleurs des P.T.T. nécessitait une augmentation des effectifs. Aussi, dans ces circonstances nouvelles, il lui demande quelles dispositions il compte prendre rapidement pour satisfaire aux revendications de ces personnels et pour assurer en permanence une amélioration du service rendu aux usagers parisiens.

Réponse. — A la suite de la grève du personnel des services postaux une quantité très importante de courrier était en instance d'acheminement lors de la reprise du travail, en particulier un volumineux trafic en provenance de l'étranger, des publications périodiques et des envois de prospection commerciale représentant environ un million de sacs, à laquelle est venu s'ajouter l'afflux des correspondances de toute nature déposées immédiatement après la fin de la grève. Le trafic en instance a atteint sa pointe maximale à la mi-décembre. Cependant les dispositions prises ont permis de rétablir la situation relativement rapidement et dès la mi-janvier, elle pouvait être considérée comme normale au niveau des services d'acheminement parisiens. En ce qui concerne le service de la distribution, il a parfois été nécessaire, pour résorber des reliquats assez importants dans certains bureaux, de supprimer provisoirement les tournées vespérales. Cette mesure permet aux préposés de consacrer l'après-midi au tri afin de mettre le maximum de courrier en distribution le lendemain matin. Ces dispositions réglementaires appliquées à chaque fin d'année, lorsque le niveau du trafic l'exige, ont été instituées pour améliorer la qualité du service offerte aux usagers. Elles ont d'ailleurs contribué au rétablissement rapide de la situation qui est redevenue normale depuis plusieurs semaines. Il est par ailleurs précisé que les effectifs des bureaux distributeurs de Paris sont suffisants pour assurer le service en période normale, et que le problème crucial est celui de la grande mobilité des agents, qui désirent pour la plupart retourner le plus rapidement possible dans leur département d'origine.

Téléphone (demandes d'installation : priorité aux personnes âgées et aux handicapés physiques).

16607. — 1^{er} février 1975. — **M. Gagnaire** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur le fait que fréquemment les pouvoirs publics indiquent que priorité est accordée aux personnes âgées et aux handicapés physiques pour les demandes d'installation téléphonique. Or, il constate que lors de chaque intervention effectuée par ses soins auprès des services des télécommunications et concernant les cas visés ci-dessus, il lui est répondu que compte tenu des disponibilités existantes il n'est pas possible d'indiquer le délai dans lequel telle installation sera réalisée. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre en vue d'harmoniser les déclarations officielles et la réalité.

Réponse. — Sur un plan général, l'administration a recours à la notion de priorité qui régit les règles normales de classement et de traitement des candidatures lorsque dans un secteur téléphonique donné, le nombre des demandes de raccordement dépasse celui des équipements techniques utilisables pour les satisfaire. Jusqu'à une date récente, les demandes déposées par des personnes âgées et des handicapés physiques bénéficiaient d'une priorité de niveau C et étaient traitées avant les demandes à tour normal mais après celles intéressant la sauvegarde collective de la vie humaine ou celles présentant un intérêt économique évident. Une circulaire du 30 janvier 1974 a mis en place un nouveau système de priorité qui vise à traduire concrètement certaines grandes options nationales, en particulier en matière sociale. Dorénavant les demandes de raccordement au réseau téléphonique déposées par les handicapés physiques ou les personnes âgées pouvant présenter les justifications nécessaires, bénéficient d'une priorité de niveau B qui permet de leur donner satisfaction tout de suite après les demandes intéressant la sauvegarde des personnes et des biens. Au cas particulier évoqué par l'honorable

parlementaire il est précisé, en confirmation des indications qui lui ont été données personnellement par la direction régionale des télécommunications, que jusqu'à une date récente les contraintes imposées par la perspective de la construction du métro de Lyon n'ont pas toujours permis d'effectuer dans les délais souhaités tous les travaux d'extension du réseau de distribution, notamment à Villeurbanne. De ce fait, la satisfaction de certaines demandes sur lesquelles il avait appelé l'attention des services régionaux a été parfois retardée. En toute hypothèse, les dispositions de la circulaire du 30 janvier 1975 prévoient que les demandes bénéficiant d'une priorité sociale doivent être satisfaites rapidement dans la majorité des cas, tant qu'il existera une possibilité matérielle de raccordement normal.

Téléphone (application abusive dans certains cas de la hausse de la taxe de raccordement).

16993. — 15 février 1975. — **M. Pujol** soumet à **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** le cas suivant : en avril 1973, un usager avait demandé une installation téléphonique pour son domicile. En décembre 1974, l'agence commerciale des télécommunications concernée lui fait savoir que satisfaction est donnée à sa demande, et que le montant des frais forfaitaires s'élève à 500 francs. Mais, quelques jours après, il reçoit de la même agence commerciale une lettre recommandée avec accusé de réception qui lui indique qu'en application des dispositions du décret n° 74-1134 du 30 décembre 1974, publié au *Journal officiel* du 31 décembre 1974, le montant de la taxe de raccordement au réseau téléphonique est porté de 500 à 1 100 francs. Il lui est spécifié dans cette correspondance que cette taxe est applicable à toute installation réalisée à partir du 6 janvier 1975, quelle que soit la date de dépôt de la demande correspondante ou de notification de l'avis de mise en exécution. Son installation est effectuée le 24 janvier. L'intéressé doit donc acquitter la taxe de raccordement au nouveau montant. Cette affaire soulève deux problèmes : d'abord, l'augmentation spectaculaire et soudaine du tarif, qui rend les conditions de l'installation tout à fait différentes de celles dont l'usager avait convenu au moment de sa demande ; ensuite, le fait que cet usager soit pénalisé par la grève des services des postes et télécommunications. En effet, si celle-ci n'avait pas eu lieu, l'installation aurait été effectuée avant la mise en place du nouveau tarif. Il lui demande s'il peut examiner ce cas et faire connaître ses conclusions.

Réponse. — Compte tenu de l'ancienneté de certaines demandes, la lettre adressée aux candidats abonnés concernés par une opération d'extension du réseau téléphonique permet de vérifier d'une part, qu'ils habitent toujours à l'adresse indiquée, d'autre part, qu'ils confirment leur intention. Les tarifs dont peut faire état cette demande de confirmation sont ceux en vigueur à la date de son envoi. Le décret n° 74-1134 du 30 décembre 1974, qui s'applique de plein droit aux prestations fournies à partir de la date de sa mise en application ayant porté la taxe de raccordement à 1 100 francs, il a été procédé à une consultation des candidats abonnés ayant donné leur accord de principe à l'exécution des travaux les concernant en vue de s'assurer que leurs intentions n'étaient pas modifiées. D'une manière générale, en effet, l'engagement liant le client et le service des télécommunications ne prenant effet que le jour de la mise en service du poste d'abonné, c'est la taxe en vigueur à cette date qui est normalement perçue. Cette règle s'applique lors de chaque changement de tarif et il en a été notamment ainsi en 1972, lorsque le montant de la taxe de raccordement a été ramené de 600 francs à 500 francs. Toutefois, lorsque l'administration procède à des extensions importantes des centraux, elle est parfois conduite, pour des raisons pratiques, à installer les postes téléphoniques par avance chez les futurs abonnés, la mise en service de la ligne intervenant ultérieurement. Dans ce cas là, et à titre exceptionnel, il a été décidé de considérer comme date de raccordement celle de la mise en place du poste et de l'essai de la ligne, lorsque ces opérations ont été réalisées avant le 31 décembre 1974 : la taxe s'élèvera donc à 500 francs pour toutes ces lignes, même si la mise en service en est différée pour des raisons techniques. Il est à rappeler, d'une part, que l'augmentation de la taxe de raccordement s'accompagne de la suppression tant des avances remboursables demandées aux particuliers, que des parts contributives en milieu rural, d'autre part, que les modalités de son recouvrement (500 francs à la souscription et dix versements bimestriels de 60 francs) permettent de la rendre plus aisément supportable par les nouveaux abonnés. Il ne peut être envisagé d'aller plus loin dans le sens proposé par l'honorable parlementaire d'autant qu'il n'y a pas de corrélation entre les demandes satisfaites au cours du mois qui a suivi l'augmentation de la taxe de raccordement, les dates de dépôt de ces demandes et les perturbations plus ou moins importantes, selon les localités, subies par les programmes de travaux d'installation du téléphone du fait des événements auxquels il fait allusion.

Téléphone (augmentation de la taxe de raccordement : demandes déposées avant le 31 décembre 1974).

16945. — 15 février 1975. — **M. Gagnaire** indique à **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** qu'il serait équitable de prévoir des mesures particulières en faveur des personnes qui ont déposé une demande d'installation téléphonique avant le 31 décembre 1974 et qui, à cette date, n'avaient pas reçu satisfaction. L'augmentation de leur taxe de raccordement appliquée à compter du janvier 1975 pénalise ces personnes qui n'ont pu obtenir leur installation téléphonique par suite des retards de l'administration et qui n'ont aucune responsabilité dans ces retards. Il lui demande quelles décisions il a l'intention de prendre pour atténuer tout au moins le préjudice dont elles sont victimes en prévoyant une réduction du taux de la taxe de raccordement qui leur est réclamée.

Réponse. — L'inscription d'une demande formulée par un candidat abonné au téléphone n'entraîne aucun engagement pour l'intéressé auquel, contrairement à la pratique générale en matière de commande de biens non immédiatement disponibles, il n'est demandé aucun acompte et qui peut ainsi se raviser à son gré. L'engagement liant le client et le service des télécommunications ne prenant effet que le jour de la mise en service du poste d'abonné, c'est la taxe en vigueur à cette date qui est normalement perçue. Cette règle s'applique du reste lors de chaque changement de tarif et il en a été notamment ainsi en 1972, lorsque le montant de la taxe de raccordement a été ramené de 600 francs à 500 francs. Toutefois, lorsque l'administration procède à des extensions importantes des centraux, elle est conduite, pour des raisons pratiques, à installer les postes téléphoniques par avance chez les futurs abonnés, la mise en service de la ligne intervenant ultérieurement. Dans ce cas-là, et à titre exceptionnel, il a été décidé de considérer comme date de raccordement celle de la mise en place du poste et de l'essai de la ligne, lorsque ces opérations ont été réalisées avant le 31 décembre 1974 : la taxe s'élèvera donc à 500 francs pour toutes ces lignes, même si la mise en service en est différée pour des raisons techniques. Il est à rappeler, d'une part, que l'augmentation de la taxe de raccordement s'accompagne de la suppression tant des avances remboursables demandées aux particuliers, que des parts contributives en milieu rural, d'autre part, que les modalités de son recouvrement (500 francs à la souscription et 10 versements bimestriels de 60 francs) permettant de la rendre plus aisément supportable par les nouveaux abonnés.

QUALITE DE LA VIE

Pollution (suppression des nuisances imputables à l'entreprise Comptoir Lyon-Allemand de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis)).

12298. — 11 juillet 1974. — **M. Gouhier** attire l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie** sur les conséquences que peuvent avoir sur les habitants des H. L. M. qui se trouvent à proximité, les vapeurs toxiques produites par le service affinage de métaux précieux de l'entreprise Comptoir Lyon-Allemand, 45, rue de Paris, à Noisy-le-Sec, signale que les délégués syndicaux, les représentants ouvriers du C. E., les locataires de 400 appartements qui occupent les logements construits par la société « La Sablière », 140, rue de Paris, sont déjà intervenus de nombreuses fois, soit en direction de l'entreprise soit en direction des divers services officiels, affirme qu'il existe des moyens techniques qui permettraient de supprimer les nuisances sans réduire l'activité de l'entreprise, demande à **M. le ministre** d'agir auprès de l'entreprise pour que cette usine cesse de polluer ce quartier.

Réponse. — Dans le cadre des dispositions de la loi du 19 décembre 1917 sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, le fonctionnement de l'atelier d'affinage de métaux précieux de la société Comptoir Lyon-Allemand doit fait état l'honorable parlementaire est l'objet d'inspections et de contrôles de la part du service chargé, dans le département de la Seine-Saint-Denis, de l'inspection des établissements classés. Depuis plusieurs années, de nombreuses interventions de ce service ont eu lieu et c'est ainsi que les procédés utilisant primitivement les mélanges d'acide chlorhydrique et d'acide nitrique ont été remplacés par des procédés permettant l'utilisation de mélanges d'acides chlorhydrique, d'eau oxygénée, de chlore et d'hypochlorite moins polluants. Seule la fabrication du nitrate d'argent continue à se faire par attaque nitrique. Au début du mois d'avril 1974, l'usure prématurée de vannes d'appareils de neutralisation de vapeurs nitreuses ayant entraîné les mauvais fonctionnements des tours de lavage des gaz installées dans l'établissement, il s'en est suivi, au cours des mois d'avril, mai et juin, des émissions de vapeurs gênantes pour le voisinage de l'usine. Trois mois furent nécessaires pour rééquiper l'installation défectueuse. Dans le courant du mois de juin, les phénomènes qui semblent avoir provoqué l'émotion du voisinage avaient disparu et

l'inspecteur des établissements classés n'a plus observé d'émissions de vapeurs nitreuses. Il a pu, par ailleurs, constater, au cours de récentes visites, que des essais portant sur l'utilisation de nouveaux laveurs de gaz ont été satisfaisants. Il va être procédé à l'installation de ces derniers dans le début de l'année 1975 qui devrait voir également se réaliser la mise en place de nouveaux condenseurs de vapeurs, afin qu'aucun nuage de buées ne puisse être émis dans l'atmosphère. En tout état de cause une surveillance attentive du fonctionnement de cette entreprise continue à être assurée et, en particulier, il sera procédé à des analyses « en continu » après la mise en place des nouvelles installations prévues. Enfin, dans la perspective de l'extension des activités de l'entreprise, impossible sur l'emplacement actuel, un transfert à moyen terme en province est envisagé par la direction.

Elections (promesses de subventions des équipements collectifs faites par les ministres à la veille des campagnes électorales).

13418. — 14 septembre 1974. — **M. Jean-Pierre Cot** attire l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie** sur certaines pratiques gouvernementales consistant à faire promettre des subventions par des ministres : la veille de l'ouverture de campagnes électorales comme cela semble avoir été le cas le 3 septembre 1974 dans la seconde circonscription de la Savoie par **M. le secrétaire d'Etat** à la jeunesse et aux sports. Sans avoir la certitude que de telles promesses peuvent être tenues et sans nier la nécessité de concours financiers accrus de l'Etat, tant sont en général insuffisantes les dotations et importants les retards pris par les équipements collectifs, il lui demande si les pratiques ministérielles en question sont : 1° régulières au regard du décret de janvier 1970 donnant aux conseils généraux un rôle précis en matière de programmation des équipements de catégorie III ; 2° compatibles avec la dignité des électeurs des circonscriptions bénéficiaires ; 3° et, d'une manière générale, respectueuses des contribuables dont l'argent se trouve sans pudeur utilisé à des fins politiques et électorales.

Réponse. — Il n'apparaît pas qu'il soit porté atteinte aux compétences des conseils généraux, consultés sur les priorités à fixer entre les investissements publics pour lesquels des programmes sont établis au niveau du département, par l'attribution exceptionnelle au préfet d'un département d'une subvention supplémentaire de construction d'un gymnase de type simplifié, et qu'ainsi les craintes exprimées par l'honorable parlementaire soient fondées. En l'espèce, seul l'intérêt des habitants d'une commune de la Savoie dont la population scolaire est particulièrement nombreuse et notoirement démunie des équipements sportifs indispensables, a été pris en considération. Sur les deux autres points de la question écrite, on ne peut que s'étonner de l'argumentation développée par l'honorable parlementaire qui, ignorant l'avantage ainsi apporté aux enfants scolarisés, semble regretter la réponse faite par le Gouvernement à l'attente de la jeunesse et de la population sportive de la Savoie.

Elections (promesses de subventions des équipements collectifs faites à la veille des campagnes électorales).

13465. — 14 septembre 1974. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie** sur certaines pratiques gouvernementales consistant à faire promettre des subventions par des ministres à la veille de l'ouverture de campagnes électorales comme cela semble avoir été le cas le 3 septembre 1974 dans la seconde circonscription de la Savoie par **M. le secrétaire d'Etat** à la jeunesse et aux sports. Sans avoir la certitude que de telles promesses peuvent être tenues et sans nier la nécessité de concours financiers accrus de l'Etat, tant sont en général insuffisantes les dotations et importants les retards pris par les équipements collectifs, il lui demande si les pratiques ministérielles en question sont : régulières au regard du décret de janvier 1970 donnant aux conseils généraux un rôle précis en matière de programmation des équipements de catégorie III ; compatibles avec la dignité des électeurs des circonscriptions bénéficiaires ; et, d'une manière générale, respectueuses des contribuables dont l'argent se trouve sans pudeur utilisé à des fins politiques et électorales.

Réponse. — Il n'apparaît pas qu'il soit porté atteinte aux compétences des conseils généraux, consultés sur les priorités à fixer entre les investissements publics pour lesquels des programmes sont établis au niveau du département, par l'attribution exceptionnelle au préfet d'un département d'une subvention supplémentaire de construction d'un gymnase de type simplifié, et qu'ainsi les craintes exprimées par l'honorable parlementaire soient fondées. En l'espèce, seul l'intérêt des habitants d'une commune de la Savoie dont la population scolaire est particulièrement nombreuse et notoirement démunie des équipements sportifs indispensables, a été pris en considération. Sur les deux points de la question écrite, on ne

peut que s'étonner de l'argumentation développée par l'honorable parlementaire qui, ignorant l'avantage ainsi apporté aux enfants scolarisés, semble regretter la réponse faite par le Gouvernement à l'attente de la jeunesse et de la population sportive de la Savoie.

Pollution (vidange des soutes à mazout d'un navire au large de Nice le 12 septembre 1974).

13577. — 21 septembre 1974. — **M. Barel** signale à **M. le ministre de la qualité de la vie** que le 12 septembre 1974 un navire a vidangé ses soutes au large de la Côte d'Azur provoquant sur la plage de Nice une minimarée noire salissant de goudron de nombreux baigneurs. Il lui demande si le bateau pollueur a été repéré, son identité établie et si des sanctions ont été prises contre le propriétaire et les responsables de cette grave infraction aux lois contre le délestage des hydrocarbures.

Réponse. — La pollution par hydrocarbures qui a atteint la plage de Nice le 12 septembre 1974, dont fait état l'honorable parlementaire, a donné lieu à une enquête administrative effectuée par les services des affaires maritimes. Il ressort de cette enquête qu'aucun procès-verbal n'a pu être dressé à l'encontre de l'auteur de cette pollution dont l'origine ne peut être établie. Toutefois, une procédure judiciaire est actuellement en cours, la ville de Nice ayant déposé plainte contre inconnu.

Pollution (bruit et pollutions causés par les installations de chauffage de la caisse des dépôts et consignations).

13936. — 4 octobre 1974. — **M. Frédéric-Dupont** signale à **M. le ministre de la qualité de la vie** que les nouvelles installations de chauffage de la caisse des dépôts et consignations apportent un trouble considérable aux riverains, notamment à ceux de la rue de Verneuil. D'une part, les ventilations provoquent, de façon permanente, un bruit analogue à celui d'un moteur d'avion et, d'autre part, des gaines métalliques sort un flot de fumée noire polluant les immeubles voisins. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que cette installation soit révisée de toute urgence afin de supprimer le trouble que subissent les riverains dont le sommeil et la santé se trouvent incontestablement compromis.

Réponse. — Ainsi que l'a fait connaître à l'honorable parlementaire **M. le préfet de police** « Une enquête a été effectuée par un contrôleur de sécurité qui a permis de constater que la gêne signalée est provoquée non par les installations de chauffage central mais par le nouveau groupe électrogène de secours récemment installé. L'attention du responsable de ces appareils a été appelée et des aménagements doivent être réalisés afin de supprimer les inconforts. Un contrôle sera effectué prochainement pour s'assurer de leur efficacité. Le ministre de la qualité de la vie ne manquera pas de suivre cette affaire avec la plus grande vigilance.

Chasse (gibier d'eau: report de la fermeture au 30 mars 1975).

15461. — 11 décembre 1974. — **M. Barberot**, se référant à la réponse faite par **M. le ministre de la qualité de la vie** à la question écrite n° 11749 (*Journal officiel*, Débats A. N., du 31 août 1974), lui fait observer que, tout en reconnaissant le bien-fondé des divers arguments mis en avant pour justifier une prolongation de l'expérience faite lors de la campagne 1973-1974, réduisant la période de chasse au gibier d'eau, les intéressés font observer qu'il semblerait possible de prolonger quelque peu la durée de cette chasse pour la campagne 1974-1975, étant donné que, d'après les constatations faites, il ne semble pas que le gibier migrateur soit en diminution. Il lui demande si la date de fermeture ne pourrait être reportée au 30 mars 1975.

Réponse. — Les diverses raisons qui ont motivé la décision de reconduire pour la campagne de chasse 1974-1975 les mesures arrêtées en 1973 demeurent toutes d'actualité. Il convient en particulier de rappeler la pression cynégétique considérable exercée en France sur le gibier migrateur en raison du nombre très élevé des chasseurs pratiquant ce sport et les lourds prélèvements faits sur une avifaune représentant un capital international et qui nous sont vivement reprochés à l'étranger. Il serait tout à fait inopportun et très mal compris hors de nos frontières que, au moment où un nombre de plus en plus important de pays s'orientent vers des mesures conservatoires en ce qui concerne la faune sauvage en général et le gibier d'eau en particulier, la décision arrêtée cette année en France soit rapportée pour des raisons de caractère essentiellement psychologique. La Belgique vient d'en donner un exemple récent d'une part en limitant le nombre des espèces de migrateurs qui peuvent être tirées, d'autre part en fixant la date de fermeture au 31 janvier. En outre les restrictions imposées ont favorisé sur notre territoire le repeuplement d'oiseaux qui ne pouvaient y nicher

jusqu'ici puisqu'ils étaient chassés plus tard dans la saison et exterminés en grande partie. En tout état de cause l'attention de l'honorable parlementaire est appelée sur le fait que cette décision a été prise avec l'avis favorable du conseil national de la chasse et de la faune sauvage, au sein duquel siègent ensemble des écologistes et des représentants des chasseurs dont la compétence en matière de chasse et de protection de la faune ne saurait être mise en doute. L'annulation d'une mesure prise sur l'avis de ce conseil ne pourrait que fâcheusement compromettre le rôle d'un organisme dont les travaux ont une importance capitale dans la gestion de notre patrimoine cynégétique.

Animaux (réglementation de l'importation et du commerce des animaux sauvages et exotiques).

15750. — 20 décembre 1974. — **M. Kalinsky** attire l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie** sur les abus de toutes sortes qui caractérisent l'importation et le commerce des animaux sauvages et exotiques en France. Des quantités considérables d'animaux sauvages ou exotiques — mammifères, oiseaux, reptiles — sont en effet importés chaque année dans notre pays à destination de parcs zoologiques ou pour satisfaire la demande des particuliers. Ce commerce est placé sous la seule règle du profit, au mépris des précautions sanitaires élémentaires et du respect des lois écologiques. Il en résulte un véritable massacre, puisqu'on estime qu'au moins deux animaux sur trois périssent à l'occasion du transport. De nombreux parcs zoologiques ne présentent pas des conditions minimales d'hygiène et nombre d'animaux qui ont survécu au transport dépérissent faute de trouver en France des conditions d'habitat tenant compte de leurs besoins. Cette situation a pour résultat d'augmenter considérablement les prélèvements effectués dans le milieu d'origine. Le caractère massif de la capture de certaines espèces crée dès aujourd'hui un risque sérieux de disparition de ces espèces. Elle ne va pas sans risque pour l'homme lui-même compte tenu des virus qui peuvent être transportés par des animaux en mauvaise santé et transmis directement ou indirectement à l'homme. C'est donc une mesure de prudence en même temps qu'un devoir de conscience que de mettre fin à ces trafics qui déshonorent notre pays. Il lui demande en conséquence quelles mesures il entend prendre : 1° pour limiter l'importation d'animaux sauvages et exotiques; 2° pour en réglementer les conditions de transport et de commerce afin de mettre fin aux abus signalés et assurer la protection sanitaire des animaux concernés; 3° pour contraindre les parcs zoologiques à respecter les conditions d'habitat nécessaires à la vie des animaux qu'ils hébergent. Il lui demande en outre s'il peut lui faire connaître le nombre d'animaux exotiques et sauvages importés chaque année depuis 1970 en distinguant les catégories principales (reptiles, oiseaux, mammifères...) et en précisant la destination de ces achats.

Réponse. — L'importation des animaux sauvages vivants est actuellement réglementée du point de vue sanitaire tandis que des textes plus généraux de protection des espèces non représentées en France à l'état sauvage sont à l'étude. La réglementation sanitaire est très stricte puisque les importations d'animaux vivants ne sont permises que par dérogation et pour un nombre très limité d'espèces. L'arrêté du 13 décembre 1974 et les avis aux importateurs publiés au *Journal officiel* du 2 octobre 1974 constituent à cet égard les textes essentiels de référence. Une réglementation plus poussée vise à normaliser les conditions de transport et d'entretien des animaux sauvages dans les établissements spécialisés. Ainsi le décret du 29 juillet 1974 assure la protection des animaux en transport international tandis que l'arrêté du 13 décembre 1974 reprend pour l'essentiel les mêmes dispositions pour les appliquer au territoire national. Tous ces textes, signés notamment par le ministre de l'Agriculture qui dispose d'une base législative pour les édicter, correspondent exactement aux soucis du ministre de la qualité de la vie et ont été élaborés en concertation avec ses services. Dans le même esprit, divers projets de loi sont actuellement à l'étude, qui devraient être soumis prochainement au Parlement. Un projet de loi sur la protection des animaux sauvages détenus en captivité permettra d'exercer le contrôle et la surveillance de tous les établissements spécialisés, notamment en ce qui concerne les conditions sanitaires et d'entretien des animaux et la sécurité du public. D'une façon plus générale, un projet de loi sur la protection de la nature disposera que ces établissements seront soumis à un contrôle et qu'ils ne devront pas présenter des animaux d'espèces menacées et protégées, sauf si ce peut être une contribution utile à la sauvegarde de l'espèce. Il faut rappeler enfin la réglementation relative aux établissements classés qui, du point de vue de la prévention des nuisances à l'homme et à l'environnement, soumet à autorisation toute ouverture de parc zoologique ou similaire. Enfin, la ratification de la convention sur le commerce international des espèces menacées de la flore et de la faune sauvage est souhaitable et le ministre de la qualité de la vie œuvre pour

qu'elle intervienne le plus rapidement possible. Elle permettra de limiter non seulement le commerce des animaux sauvages vivants des espèces menacées, mais aussi de leurs produits. En effet, bien qu'on ne possède pas de données statistiques précises, il semble que les échanges d'animaux sauvages vivants portent sur un volume relativement faible en comparaison du commerce des peaux, fourrures et autres produits animaux. Sur la base de ces différents textes, l'administration disposera d'un arsenal réglementaire complet.

*Parcs naturels régionaux
(maintien de l'aide de l'Etat au-delà de la troisième année).*

15928. — 4 janvier 1975. — **M. Kalinsky** attire l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie** sur la grave menace qui pèse sur le développement des parcs naturels régionaux en raison de la suppression de toute subvention de fonctionnement par l'Etat au-delà de la troisième année. L'application stricte d'un tel principe aura pour premier résultat de décourager la création de nouveaux parcs, les collectivités locales hésitant à s'engager dans des opérations dont les conséquences financières peuvent être très lourdes. Pour les parcs existants, c'est le niveau même de leurs activités, voire de leur existence, qui risque d'être mis en cause. Le désengagement de l'Etat aboutit en effet à doubler puis tripler la charge financière pour les collectivités locales, à niveau d'activité et prix égaux, pour ne pas parler de l'important développement des activités qui serait souhaitable compte tenu des besoins en ce domaine. Au moment où les collectivités locales doivent faire face à des charges croissantes, notamment en raison des transferts décidés par l'Etat, sans que les ressources augmentent dans les mêmes proportions, il est clair qu'elles ne pourront, dans la plupart des cas, augmenter leur contribution à la hauteur des besoins. Le maintien d'une politique de désengagement de l'Etat ne peut, en conséquence, que traduire l'acceptation d'un freinage, voire d'une remise en cause, d'une expérience qui devrait au contraire être développée. La création et le développement de parcs naturels, à tous les niveaux, constituent en effet une tâche d'intérêt national au même titre que certaines dépenses de santé ou d'éducation, par exemple, et justifient, de ce fait, un soutien financier de l'Etat, même si leur mise en œuvre a lieu au niveau local. Il lui demande en conséquence quelles mesures il entend prendre pour maintenir l'aide de l'Etat aux parcs régionaux qui en ont besoin.

Réponse. — Le ministre de la qualité de la vie fait connaître à l'honorable parlementaire que la suppression de la subvention spéciale accordée aux parcs naturels régionaux au-delà de la troisième année de leur existence, ne correspond pas à un désengagement de l'Etat. En effet, celui-ci a toujours fait connaître aux collectivités locales que cette subvention était une aide à la mise en place du parc naturel régional et que, par conséquent, elle avait un caractère provisoire. En outre l'Etat continuera d'apporter sa participation au financement des programmes d'équipement des parcs naturels régionaux. Toutefois, le Gouvernement s'efforce d'assurer le développement de la politique des parcs naturels régionaux, envisage d'attribuer aux régions une partie des compétences qu'il détient dans ce domaine. Ce transfert ne pouvant produire ses effets qu'à partir de l'année 1976, le ministre de la qualité de la vie, ainsi qu'il l'a déclaré devant le Sénat, proposera à titre exceptionnel au comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement de maintenir en 1975 l'aide que l'Etat a, jusqu'à maintenant, apporté aux parcs naturels régionaux créés depuis plus de trois ans pour leur fonctionnement.

Emballages (récupération de divers emballages, notamment en bois).

15966. — 4 janvier 1975. — **M. Briane** expose à **M. le ministre de la qualité de la vie** que, dans le cadre de la campagne dont son ministère a pris récemment l'initiative, en vue d'assurer la récupération de certaines matières premières et compte tenu du coût en devises que représente pour notre économie l'approvisionnement en pâte à papier, il apparaît souhaitable d'organiser la récupération et le recyclage des emballages en bois actuellement perdus ou gaspillés. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre en vue de cette récupération et pour assurer également la récupération des emballages en verre, en matière plastique et en alliages divers.

Réponse. — Le développement de la récupération des déchets contribue à la fois à l'approvisionnement de notre industrie en matières premières disponibles sur le territoire national et à la réduction des atteintes à l'environnement imputables à l'élimination des déchets et à l'exploitation des matières vierges. Il constitue un objectif important de la politique du Gouvernement, qui déposera à bref délai devant le parlement un projet de loi relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, qui lui donnera de nouveaux moyens pour agir dans ce domaine. Sans

attendre l'aboutissement de ce projet, le ministre de la qualité de la vie se préoccupe avec le ministre de l'industrie et de la recherche de l'organisation de nouveaux circuits de récupération des déchets provenant des ménages et du développement des déchoués industriels correspondants. A cet égard, des expériences de collecte sélective vont notamment être menées avec l'aide du F. I. A. N. E. en vue de préciser les éléments techniques et économiques des systèmes envisageables, qui viseront particulièrement la récupération des papiers et cartons, des emballages en verre et en plastique. Le cas des emballages en bois (cageots, caisses, palettes, etc.) doit être dissocié, car ils apparaissent davantage comme des déchets industriels et commerciaux. Le ministre de la qualité de la vie vient de confier au centre technique du bois l'exécution d'un inventaire des déchets de bois depuis la production jusqu'à la consommation, ainsi que l'analyse des divers moyens de valorisation de ces déchets. Ce travail permettra de définir le cas échéant un programme d'actions visant plus spécialement la récupération des emballages en bois.

Equipements sportifs (conventions d'utilisation des équipements communaux par les établissements scolaires de l'Etat).

16046. — 11 janvier 1975. — **M. Jans**, après avoir reçu, en date du 14 novembre 1974, la réponse à sa question écrite n° 13112, a pris contact en tant que maire de la ville de Levallois-Perret avec la direction départementale de la jeunesse et des sports pour signer les conventions relatives à l'utilisation des installations municipales par les établissements secondaires nationalisés et d'Etat. En date du 13 décembre 1974, le maire de la localité mentionnée ci-dessus recevait une réponse négative, pour l'utilisation des stades et gymnases, basée sur les arguments suivants : « En effet, à l'heure actuelle, n'ont pas été précisées certaines modalités techniques concernant les établissements nationalisés, et de plus, le volume même des crédits mis à ma disposition au titre des locations d'installations sportives m'interdit pratiquement de prendre en charge les locations de stades ou de gymnases ». D'autre part, les contrats d'utilisation pour les piscines sont limités à quatre heures hebdomadaires sur la base de trente-deux semaines par année, alors que ces établissements utilisent la piscine jusqu'à sept heures par semaine. Etant donné que l'Etat n'a pas participé au financement de ces équipements, il demande à **M. le ministre de la qualité de la vie** de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour que les conventions d'utilisation des équipements sportifs municipaux soient honorées dans leur ensemble.

Réponse. — En raison des charges multiples qu'implique l'enseignement de l'éducation physique et sportive (transport des élèves, achat de matériel, frais de locations, exécution de travaux) les directeurs départementaux de la jeunesse et des sports sont tenus, pour rester dans la limite des dotations qui leur sont attribuées, de veiller attentivement aux dépenses de chaque secteur d'activités sportives : le nombre d'heures de piscine est donc déterminé en fonction des divers besoins à prendre en considération et des possibilités budgétaires. Dans la situation évoquée par l'honorable parlementaire, il a pu se faire, en effet, que la nationalisation de l'établissement n'entraîne pas immédiatement l'amélioration des conditions d'exécution du sport. D'une manière générale, la nationalisation d'un établissement à la rentrée scolaire constitue un surcroît de charges auxquelles il est difficile de faire face durant le dernier trimestre de la gestion en cours. L'augmentation continue de la dotation du chapitre 34-55 du budget du ministre de la qualité de la vie (jeunesse et sports) est la garantie d'une contribution substantielle de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des installations sportives municipales.

Sports (tarifs postaux préférentiels pour les convocations des clubs sportifs).

16258. — 18 janvier 1975. — Les clubs sportifs qui jouent un grand rôle dans le développement du sport dans notre pays éprouvent de plus en plus de difficultés à assurer la gestion démocratique et la participation des sportifs à la vie des clubs. Les frais d'administration augmentent sans cesse et les dernières augmentations des tarifs postaux viennent de rendre quasiment impossible la vie intérieure des clubs. Aussi **M. Jans** demande à **M. le ministre de la qualité de la vie** les mesures qu'il compte prendre pour établir, en accord avec son collègue, ministre des P.T.T., un tarif préférentiel pour les convocations nécessaires à la bonne activité des clubs.

Réponse. — Le service du courrier, assuré par le secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications, est assorti du paiement de taxes dont le montant est déterminé conformément au projet de budget approuvé par le Parlement pour ce département ministériel. Il est exact que l'augmentation sensible de ces tarifs au cours des derniers mois a lourdement pesé sur les finances des

clubs sportifs, obligés d'adresser de nombreuses correspondances dans le cadre de leur fonctionnement normal. C'est pourquoi des contacts vont être établis avec le secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications pour déterminer si des tarifs préférentiels ne peuvent être accordés à une partie du courrier émanant d'associations sportives agréées par les services de la jeunesse et des sports, et notamment pour toutes les convocations aux assemblées et comités de ces associations.

JEUNESSE ET SPORTS

*Jeunesse et sports
(statut d'emploi des inspecteurs et directeurs).*

15366. — 7 décembre 1974. — **M. Haesebroeck** attire l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports)** sur la promulgation du statut du corps de l'inspection de la jeunesse, des sports et des loisirs. En effet, cette promulgation ne s'accompagne pas, contre tous les engagements pris, des aménagements de carrière. En particulier, le classement judiciaire des inspecteurs chargés de fonction de directeur régional ou de directeur départemental, s'il semble acquis dans son principe, comme l'a affirmé M. le secrétaire d'Etat au mois de juillet 1974, ne trouve pas sa traduction dans le budget du ministère. D'autre part, un projet d'accélération de carrière avait été proposé au nom de M. le ministre de l'éducation nationale, le 8 novembre 1973. Les inspecteurs de l'éducation nationale, de l'enseignement technique et de la jeunesse et des sports attendent toujours la mise en œuvre. Il lui demande s'il n'envisage pas d'inscrire au budget du secrétariat d'Etat, de la jeunesse et des sports, des crédits supplémentaires nécessaires à la réalisation des réformes prévues et promises par le Gouvernement.

Réponse. — Le projet de décret portant statut d'emploi de directeur régional et de directeur départemental de la jeunesse et des sports doit faire l'objet d'une nouvelle consultation interministérielle. Le décret portant échelonnement indiciaire des emplois concernés ne pourra intervenir qu'en même temps que le statut d'emploi. Il est permis de penser que l'ensemble de ces textes pourrait être publié dans des délais relativement faibles et en tout cas avant le 15 septembre 1975. Les crédits de l'exercice en cours devraient permettre de prendre en compte les bonifications qui seront accordées aux intéressés. Si besoin était, il serait procédé à de nouvelles demandes de crédits budgétaires lors de la première loi de finances rectificative de 1975. De toute façon les crédits nécessaires seront inscrits au budget de 1976. En aucun cas les fonctionnaires intéressés ne pourront être privés du bénéfice de ces mesures en raison du manque de crédit. Pour ce qui est du projet d'accélération de carrière des trois branches d'inspection de l'éducation, de l'enseignement technique et de la jeunesse et des sports, son étude est activement poursuivie. Le projet ne pourra cependant aboutir que pour l'ensemble de ces corps, et une action particulière en ce domaine ne peut être envisagée.

Jeunesse et sports (poste de surveillance téléphonique installé à la direction départementale du Rhône).

15487. — 12 décembre 1974. — **M. Poperen** appelle l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports)** sur le fait qu'à la direction départementale de la jeunesse et des sports du Rhône un poste de surveillance téléphonique a été installé afin de contrôler les communications reçues ou adressées par le personnel enseignant et par les inspecteurs travaillant dans ces locaux. Il est choquant, qu'au moment où des membres du Gouvernement font à la tribune de l'Assemblée nationale de longues déclarations sur la nécessaire protection des libertés individuelles et parlent d'élargir les droits du citoyen, une direction départementale d'un de ses services se rende coupable d'un acte qui tend à un retour à une époque que l'on disait portant révolue: celle des écoutes téléphoniques. Il lui demande quelles décisions il compte prendre pour faire cesser cette condamnable pratique à la direction de la jeunesse et des sports du Rhône.

Réponse. — Les services de la jeunesse et des sports du département du Rhône ont été, en 1974, transférés dans des locaux neufs bénéficiant d'une installation téléphonique particulièrement étudiée. Pour des raisons techniques et en particulier pour faire l'économie d'un poste de standardiste, chaque poste secondaire permet à son utilisateur d'obtenir directement les communications avec l'extérieur; par ailleurs, comme dans la plupart des installations téléphoniques modernes, le poste principal, celui du directeur départemental, permet d'entrer en communication avec chaque poste intérieur, et par le moyen d'une touche spéciale d'entrer en conversation, suivant le principe de la conférence, avec un ou plusieurs collaborateurs. Cette touche pourrait aussi, en effet, servir à contrôler le bon usage des lignes et déceler des communications exagérément longues qui occuperaient les réseaux et nuiraient aux autres usagers du service. Quoique cette possibilité

n'ait pas été utilisée à la direction départementale du Rhône, il est fait remarquer qu'il est de la responsabilité de l'autorité administrative de veiller à ce que les lignes téléphoniques soient exclusivement utilisées pour les besoins du service et non pour un usage privé; et que le seul fait d'évoquer « la protection des libertés individuelles et l'élargissement des droits du citoyen » à propos de communications téléphoniques, par définition à usage purement technique et dont il ne viendrait à l'idée de quiconque qu'elles puissent avoir un caractère personnel, pourrait laisser croire à l'opinion publique que dans le cas des services de la jeunesse et des sports de Lyon, la bonne règle aurait été effectivement transgressée; et qu'ainsi les dépenses afférentes à l'usage du téléphone sur le budget de la direction départementale ne seraient pas toutes justifiées par des impératifs de service.

Education physique et sportive (conditions d'accès à la maîtrise d'E.P.S.).

15568. — 14 décembre 1974. — **M. Macquet** rappelle à **M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports)** que lors de la précédente législature un de ses prédécesseurs, par lettre n° P3/4561 du 17 novembre 1972 adressée à un parlementaire, disait qu'à partir de 1974 le baccalauréat serait exigé pour préparer la maîtrise d'E.P.S. Il ajoutait que pour les candidats non titulaires du baccalauréat des épreuves destinées à juger de leur aptitude à préparer cette maîtrise seraient organisées. En 1973, l'examen M.1 a eu lieu comme auparavant, les épreuves du concours M.0 ont été modifiées, le baccalauréat n'étant pas exigé. En 1974, le baccalauréat n'était pas encore exigé, l'examen M.1 étant modifié. Il lui demande si, pour 1975, il y a ou non obligation d'être bachelier pour passer les examens M.0 et M.1. Si ce diplôme est exigé, il souhaiterait connaître la nature des épreuves préliminaires exigées des candidats à M.0, non titulaires du baccalauréat.

Réponse. — Le décret n° 75-36 du 21 janvier 1975 portant statut des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive vient d'être publié au *Journal officiel* de la République française du 22 janvier 1975. Aux termes de ce texte réglementaire, les candidats au concours d'entrée dans un C.R.E.P.S. chargés d'assurer la formation de ce personnel (PAO) devront être titulaires du baccalauréat ou à défaut, avoir satisfait aux épreuves d'un examen de contrôle des aptitudes intellectuelles (C.A.I.). Le concours PAO se substituera donc à l'ancien concours Mo, pour lequel le seul B.E.P.C. était exigé, dès la session de 1975. Des textes sont actuellement en préparation pour définir notamment le contenu du C.A.I. qui sera subi avant le concours PAO. Pour des raisons diverses, ces épreuves n'auront pas lieu au printemps 1975, mais en septembre après les vacances scolaires. En 1976, la première partie sera organisée selon les nouveaux critères (PA 1). Pour la session de 1975, l'examen M1 subsiste selon l'ancienne formule et des candidats pourvus du seul B.E.P.C. peuvent encore s'y inscrire.

Equipe sportive (réalisation d'un gymnase Cosc à Massiac (Cantal)).

15667. — 19 décembre 1974. — **M. Pranchère** demande à **M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports)** où en est le projet d'implantation d'un gymnase « Cosc » qui devait être construit à Massiac (Cantal) en 1974 et les dispositions qu'il compte prendre pour accélérer la réalisation de ce projet. En effet, bien que les écoles primaires publiques comptent plus de 130 élèves et le C.E.G.N. plus de 200, ce chef-lieu de canton ne dispose encore d'aucune installation sportive couverte.

Réponse. — L'honorable parlementaire peut être assuré que les autorités départementales étudieront avec la plus grande attention la possibilité de subventionner la halle de sports de Massiac au titre de l'un des prochains exercices budgétaires. Il convient de rappeler, à cet égard, que les préfets de département qui prennent les décisions, après consultation du conseil général, agissent dans le cadre des dotations limitatives qui les obligent à procéder à des choix et à étaler dans le temps les interventions financières de l'Etat.

SANTE

Hôpitaux

(délivrance de médicaments par la pharmacie de l'établissement).

14577. — 30 octobre 1974. — **M. Renard** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la délivrance de médicaments par la pharmacie de l'établissement. En effet, l'article 862 (2^e alinéa) de code de la santé publique précise que les agents en activité bénéficient en outre de la gratuité des soins médicaux qui leur sont dispensés dans l'établissement où ils exercent ainsi que de la gratuité des produits pharmaceutiques qui leur sont délivrés pour

leur usage personnel par la pharmacie de l'établissement, sur prescription d'un médecin de l'établissement. L'établissement est subrogé dans les droits qu'ouvre en faveur de l'agent de régime de sécurité sociale auquel il est soumis. Il résulte de cette disposition (prescription d'un médecin de l'établissement) que peu d'agents hospitaliers peuvent se faire délivrer leurs médicaments par leur établissement principalement pour les raisons suivantes : les agents hospitaliers peuvent comme tout malade avoir le droit de se faire soigner par un médecin de leur choix qui n'appartient pas forcément à l'établissement ; les agents hospitaliers ne pouvant se rendre à leur travail étant brusquement malades doivent appeler à leur chevet un médecin pratiquant la médecine de ville ; les agents hospitaliers qui, sur leur lieu de travail éprouvent certains jours le besoin, pour cause de maladie, de consulter un médecin n'ont pas tous les jours à leur disposition dans l'établissement un médecin adapté à leur cas donnant une consultation externe. Il est à noter que les étudiants et les internes en médecine ne peuvent faire de prescriptions au personnel. Ces prescriptions ne seraient de toute façon pas remboursées par la sécurité sociale. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour autoriser la délivrance de médicaments au personnel en activité, sur présentation d'une ordonnance par un médecin de leur choix.

Réponse. — Les modalités de délivrance des médicaments aux agents hospitaliers par la pharmacie de l'établissement dans lequel ils sont employés sont bien celles que nous retrouvons décrites par l'honorable parlementaire. Elles correspondent à la volonté du législateur exprimée à l'article L. 862 (2^e alinéa) du code de la santé publique. La dérogation à la règle de la participation aux frais médico-pharmaceutiques instaurée au profit de cette catégorie de personnel, avait paru, en effet, devoir être soumise à un contrôle. Dès lors, si l'agent revendique le libéralisme prévu par les règlements de la sécurité sociale en matière de choix du prescripteur, il doit se conformer au droit commun en matière de délivrance des médicaments aux assurés sociaux par une pharmacie ouverte au public.

Allocation spéciale aux handicapés adultes (accélération des procédures de paiement dans les Alpes-Maritimes).

15070. — 23 novembre 1974. — M. Bareil l'honneur d'exposer à Mme le ministre de la santé ce qui suit : la loi n° 71-563 du 13 juillet 1971 a créé une allocation spéciale pour les handicapés adultes atteints d'une infirmité supérieure à 80 p. 100. Cette allocation ne se cumule pas avec l'allocation aux grands infirmes. Or, de nombreux handicapés adultes, qui ne bénéficient pas de l'allocation aux grands infirmes et qui ont reçu une notification en 1972 et en 1973 qu'ils étaient admis au bénéfice de cette allocation à compter du 1^{er} février 1972, n'ont encore rien perçu. La direction départementale de l'action sociale, aux réclamations de familles, répond que ce retard anormal incombe à la caisse d'allocations familiales. La caisse d'allocations familiales répond à ces mêmes familles qu'elle est à jour et que le retard incombe à la D. A. S. qui ne lui envoie pas les bordereaux mentionnant les sommes versées. Evidemment la D. A. S. ne peut le faire ; elle n'a rien versé. Il apparaît qu'il y a là un manque de coordination évident dont souffre une catégorie particulièrement démunie. Aussi, je vous demande de prendre des mesures pour faire régler rapidement les sommes dues et obtenir une meilleure coordination entre vos services et ceux de la caisse d'allocations familiales.

Réponse. — Le paiement des allocations aux handicapés ne bénéficiant pas de l'aide sociale est assuré par les caisses d'allocations familiales. L'attribution d'une nouvelle prestation qui a apporté un surcroît de travail à ces organismes est la cause du retard constaté, au départ, dans le mandatement des dites allocations. Pour ceux bénéficiant de l'aide sociale, les directions départementales de l'action sanitaire et sociale font l'avance des prestations, mais s'assurent auparavant, auprès des caisses d'allocations familiales qu'elles n'ont pas déjà procédé à un versement, d'où le délai apporté dans les paiements. Ces difficultés n'avaient pas échappé au Gouvernement. C'est pourquoi, dans un souci de simplification et pour éviter tout retard dans l'avenir, le projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapées substitue une prestation unique aux diverses allocations qui leur sont servies actuellement. Ce projet de texte voté le 17 décembre 1974 par l'Assemblée nationale sera soumis à l'examen du Sénat au début de la session de printemps afin d'en permettre le vote définitif par l'Assemblée nationale et la promulgation avant la fin du premier semestre 1975.

Enfance (abandon d'enfant : garanties de discrétion au profit des femmes enceintes).

15283. — 4 décembre 1974. — M. Durieux demande à Mme le ministre de la santé si elle n'estime pas nécessaire de donner toutes instructions utiles pour que, dans l'esprit de l'article 55-1 du code de la famille et de l'aide sociale qui stipule que l'abandon se fait : « sans autre témoin que la femme préposée aux admissions », la

femme se préserve, à tout moment de sa grossesse, un droit à discrétion et qu'un abandon puisse s'opérer sans que soient informées l'aide sociale à l'enfance (service dépositaire), la caisse d'allocations familiales (qui délivre les prestations sociales) et la sécurité sociale (qui a délivré le carnet de maternité).

Réponse. — L'honorable parlementaire souhaite que des garanties de discrétion soient assurées aux femmes enceintes aux fins d'un éventuel abandon de l'enfant lors de sa naissance. A cet effet, il émet le vœu que ne soient pas informés les différents services qui habituellement ont à connaître les futures mères en vue de la protection de leur maternité. Dans la mesure où les intéressées désirent recevoir les prestations et avantages dont elles peuvent bénéficier au titre de leur maternité, celle-ci est obligatoirement connue des organismes qui ont compétence pour les octroyer tels que caisse d'allocations familiales, caisse de sécurité sociale. En revanche, lorsqu'une femme est décidée à abandonner son enfant, il lui est toujours loisible de ne pas déclarer sa grossesse dès lors qu'elle renonce à toucher les prestations auxquelles elle aurait droit. Il convient toutefois de souligner que dans un souci de protection de la santé de la mère et de l'enfant qu'elle attend, il est préférable que la grossesse ne soit pas tenue secrète et que la femme se soumette aux consultations prénatales où elle n'est jamais contrainte de révéler son identité, étant observé au surplus que les personnels des différents services concernés sont tenus au secret professionnel. Par ailleurs, les dispositions des articles 41 et 42 du code de la famille et de l'aide sociale concernent les femmes enceintes désirant le secret et qui peuvent être admises dans les maisons maternelles et accoucher dans les établissements hospitaliers publics. Les frais de séjour et d'accouchement sont pris en charge par le service d'aide sociale à l'enfance du département siège de l'établissement ou par celui du département qui a provoqué l'admission de l'intéressée. Dans ce cas, « aucune pièce d'identité n'est exigée et il n'est procédé à aucune enquête ». Enfin, l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale précise que « l'article 378 du code pénal relatif au secret professionnel est applicable à toute personne engagée dans le service de l'aide sociale à l'enfance ». Il semble bien, en conséquence, que l'ensemble de ces dispositions réponde au souci exprimé. En revanche, on ne voit pas comment les responsables de l'aide sociale à l'enfance pourraient ne pas être informés de l'abandon d'un enfant dans leur service, car il convient de conserver certains documents propres à protéger les droits éventuels de la mère dans le cas, ou dans le délai prévu par la loi, elle déciderait de reprendre son enfant.

Hôpitaux (situation des aides d'électroradiologie du centre hospitalier de Charleville-Mézières).

15328. 5 décembre 1974. — M. Lebon attire l'attention de Mme le ministre de la santé sur la situation du personnel qualifié en électroradiologie du centre hospitalier de Charleville-Mézières. Dix des douze postes de manipulateurs de radiologie restent vacants depuis plusieurs années. Pour remédier à cette absence de personnel diplômé, il a été fait appel aux aides d'électroradiologie ayant acquis avec leur ancienneté une compétence technique réelle, ce qui permet ainsi un fonctionnement presque normal du service, la fermeture de celui-ci ne pouvant être envisagée bien entendu que comme solution extrême. Or, ces aides d'électroradiologie se voient refuser toute promotion professionnelle, sur place, n'ayant pas été autorisés à se présenter, d'une part, au concours prévu par le décret du 10 janvier 1968, modifié le 29 novembre 1973, portant statut du personnel d'électroradiologie des hôpitaux publics, d'autre part, à l'examen professionnel institué par le décret du 4 août 1973. Ces agents n'ont même pas la possibilité de prétendre à un avancement dans l'emploi d'aide technique, celui-ci étant constitué en cadre d'extinction. Il lui demande s'il envisage une application plus libérale du décret du 4 août 1973, alors que les dispositions très restrictives fixées par la circulaire ministérielle du 11 décembre 1973 en ont considérablement réduit la portée.

Réponse. — Il convient de préciser que les dispositions du décret n° 73-809 du 14 novembre 1973 portant attribution par équivalence du diplôme d'Etat de manipulateur d'électroradiologie s'appliquent aux seuls manipulateurs d'électroradiologie recrutés en tant que tels par les établissements hospitaliers publics. Etendre ces dispositions à des agents qui n'auraient pas cette qualité, et auxquels auraient été confiées temporairement des fonctions de manipulateur, risquerait d'avoir pour effet de maintenir dans des tâches techniques, dont la bonne exécution est indispensable à la sécurité des malades comme à celle des personnels hospitaliers, des agents dont la qualification n'a pas été consacrée par les instances compétentes. En ce qui concerne les aides d'électroradiologie auxquels fait allusion l'honorable parlementaire, il conviendrait que l'administration hospitalière en cause leur fasse préparer le diplôme d'Etat de manipulateur d'électroradiologie dans les conditions fixées par le décret n° 70-1013 du 3 novembre 1970 relatif à la promotion professionnelle de certains personnels titulaires des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics.

Hôpitaux (classement indiciaire des contremaîtres et chefs d'équipe, ouvriers professionnels du personnel hospitalier).

15939. — 4 janvier 1975. — M. Bécam attire l'attention de Mme le ministre de la santé sur le classement indiciaire des contremaîtres et chefs d'équipe, ouvriers professionnels du personnel hospitalier. Il lui expose la situation de M. X., chef d'équipe, ouvrier professionnel de deuxième catégorie depuis douze ans et actuellement classé sur la liste d'aptitude de contremaître. Cette promotion, accompagnée de responsabilités plus larges, se traduirait par un classement indiciaire inférieur à celui qu'il obtiendrait en passant à l'échelon exceptionnel ES 4 de chef d'équipe. Il assure que ce classement indiciaire plus défavorable se retrouverait jusqu'à la fin de sa carrière et lui demande donc les mesures qu'elle compte prendre pour modifier des dispositions aussi anormales.

Réponse. — La situation décrite par M. Bécam provient de ce que lors de la réforme des emplois de catégorie C et D appliquée dans l'ensemble de la fonction publique à compter du 1^{er} janvier 1970, le nombre des types de rémunérations applicables à ces emplois a été réduit et que les contremaîtres et les chefs d'équipe ont été classés dans le même groupe de rémunérations (groupe de rémunération VI). Il s'agit ainsi de l'extension automatique aux agents hospitaliers de mesures, par ailleurs très favorables, intervenues pour les fonctionnaires de l'Etat. Aussi bien l'accèsion à l'emploi de contremaître présente-t-elle cependant un intérêt puisque, dans les établissements hospitaliers publics, les contremaîtres peuvent accéder à l'emploi de contremaître principal, ce qui n'est pas le cas pour les chefs d'équipe. Au surplus, le décret n° 74-484 du 13 mars 1974 a offert aux contremaîtres principaux et aux contremaîtres, pendant une période transitoire de trois ans, d'importantes possibilités d'accès à l'emploi d'agent technique, qui relève de la catégorie B.

Hôpitaux (octroi de la prime spéciale uniforme mensuelle de transport aux agents de province).

15951. — 4 janvier 1975. — M. Dubedout attire l'attention de Mme le ministre de la santé sur la situation des agents hospitaliers de province qui ne résident pas à proximité de leur lieu de travail et qui doivent faire face à des frais de transport en augmentation constante. Il lui demande si la prime spéciale uniforme mensuelle de transport attribuée aux fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat exerçant leur fonction dans la première zone de la région parisienne par décret n° 67-699 du 17 août 1967 (*Journal officiel* du 20 août 1967, page 8363) ne pourrait pas être étendue à tous les agents de l'Etat en province.

Réponse. — La prime spéciale de transport à laquelle fait allusion l'honorable parlementaire est accordée aux agents hospitaliers dans l'aire géographique où elle est accordée aux agents des administrations de l'Etat. Il n'en peut être autrement étant donné les dispositions de l'article 78 de la loi de finances pour 1938 qui a posé le principe que les agents des collectivités locales ne pouvaient bénéficier d'avantages supérieurs aux avantages attribués aux fonctionnaires de l'Etat. La question de savoir si le bénéfice de cette prime ne pourrait être étendu à l'ensemble de ces derniers relève des attributions de M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique).

Masseurs-kinésithérapeutes (équivalence du diplôme belge).

16019. — 11 janvier 1975. — M. Dugoujon expose à Mme le ministre de la santé qu'il n'existe actuellement aucun accord permettant de reconnaître l'équivalence du diplôme belge de kinésithérapeute avec le diplôme français alors que des accords de ce genre ont été passés avec d'autres pays de la Communauté économique européenne, notamment avec l'Allemagne et la Hollande. Il lui demande si elle n'estime pas anormal que le diplôme belge, obtenu à la suite d'études analogues à celles qui sont poursuivies en France par les kinésithérapeutes, ne soit pas reconnu dans notre pays et quelles mesures elle compte prendre pour faire cesser cet état de choses regrettable.

Réponse. — Le ministre de la santé tient à préciser à l'honorable parlementaire qu'il n'existe avec aucun pays de la Communauté économique européenne d'accords établissant des équivalences de diplômes de masseur-kinésithérapeute. Toutefois, le conseil supérieur des professions paramédicales peut être amené à donner un avis favorable pour une dispense totale de scolarité et de stages permettant aux titulaires de certains diplômes belges de subir directement les épreuves du diplôme d'Etat français. Il s'agit là d'une possibilité dont certains ressortissants belges ont déjà bénéficié

mais qui n'a jamais fait l'objet de dispositions de réciprocité de la part de la Belgique. En tout état de cause, ces questions font l'objet d'études approfondies de la part des experts de la Communauté économique européenne et devront trouver une solution dans le cadre européen.

Hôpitaux (reclassement indiciaire des préparateurs en pharmacie et des techniciens de laboratoire).

16055. — 11 janvier 1975. — M. Houël appelle l'attention de Mme le ministre de la santé sur la disparité créée dans le cadre des personnels des laboratoires hospitaliers et des pharmacies, par l'application des arrêtés du 26 novembre 1973 et du 16 mai 1974 concernant leur reclassement catégorie B. Les personnels des laboratoires hospitaliers se trouvent dans une situation indiciaire tout à fait anormale puisque les techniciens, personnel le plus qualifié, perçoivent une rémunération inférieure du début de carrière, au maximum de promotion, à celle des laborantins et leurs promotions internes et par ancienneté de surveillant et surveillant chef (au 1^{er} juillet 1976). Les laborantins qui après cinq années d'ancienneté, s'ils ne possèdent pas le niveau requis pour concourir directement, sont reçus au concours sur épreuve de technicien hospitalier se trouvent défavorisés par rapport à leur grade antérieur. Il lui rappelle qu'il a déjà écrit à ce sujet (*Débats* du 14 septembre 1974, page 4474) qu'il a semblé opportun, compte tenu de leur qualification, de leurs responsabilités et de leur sujétion d'emploi de reclasser les personnels de laboratoire dans la catégorie B type de telle sorte que l'indice 455 après avoir été porté au deuxième niveau de la catégorie B type (500) soit transformé en 533 et que l'indice 500 après avoir été porté au troisième niveau (545) soit transformé en 579. Ce reclassement est identique à celui du personnel soignant. Les techniciens de laboratoire hospitalier ne pouvaient, ainsi que l'ensemble des personnels de laboratoire hospitalier, et contrairement à ceux exerçant dans les laboratoires de l'Etat, atteindre et l'indice 500 en 533 suivant les techniciens des laboratoires de l'Etat avec lesquels ils n'ont ni le même mode de recrutement ni le même rôle ; ce dernier se rapprochant de celui des laborantins. Cependant, les techniciens de laboratoire hospitalier font partie du personnel de laboratoire hospitalier, leur rôle est déterminé par rapport à ce personnel (décret du 10 janvier 1968), leur recrutement est propre à ce personnel (décret du 29 novembre 1973). Leur qualification est supérieure à l'ensemble de ce personnel (cadre B), leurs responsabilités ne sont pas moindres et leurs sujétions d'emploi sont celles du personnel de laboratoire hospitalier. En conséquence, il lui demande si elle peut lui assurer que le reclassement des préparateurs en pharmacie et des techniciens de laboratoires hospitaliers sera rectifié dans le cadre des dispositions prises pour les personnels de laboratoire hospitalier (cadre B) indice 455 transformé en 533 et indice 500 en 579, ce dernier indice étant accessible à tous tenant compte de la sélection sévère dont ces personnels font l'objet par rapport à celle des surveillants chefs de laboratoire et de leurs attributions.

Réponse. — Les inconvénients signalés par M. Houël sont inhérents à la réforme d'ensemble des emplois de catégorie B qui a affecté l'ensemble de la fonction publique et qui a été, dans le secteur hospitalier public, l'occasion d'une remise en ordre du classement des personnels soignants ainsi que des personnels des services de pharmacie, de laboratoire et d'électroradiologie. Pour les raisons mêmes exposées dans la réponse à une question écrite à laquelle fait allusion l'honorable parlementaire, il ne peut être envisagé de revenir sur les mesures qui ont été prises. Cependant, le ministre de la santé peut confirmer que la création d'emplois de technicien de laboratoire principal et de préparateur en pharmacie principal est actuellement étudiée en liaison avec les ministres intéressés. Cette création permettrait aux agents concernés, compte tenu des solutions qui ont été adoptées pour les personnels homologues des administrations de l'Etat, de bénéficier d'un déroulement complet de carrière sur les trois niveaux de la catégorie B type et d'atteindre ainsi l'indice brut 579.

Sang (accès gratuit à la publicité radio-télévisée des organismes collecteurs).

16092. — 11 janvier 1975. — M. Eloy attire l'attention de Mme le ministre de la santé sur l'importance du déficit croissant qui existe entre les besoins en sang humain et les dons, déficit qui va en s'aggravant malgré l'activité des centres de transfusion sanguine fonctionnant sous le contrôle de l'Etat. Les amicales de donneurs de sang bénévoles jouent, dans cette bataille, un rôle extrêmement important : par l'organisation de collectes régulières et massives et par la publicité qu'elles font en faveur du don bénévole de sang. Leurs activités à but non lucratif, elles les mènent à force d'abnégation et de dévouement. Cependant leur rôle et leur activité ne

parviennent pas à contrarier la tendance ci-dessus décrite. Une très large propagande doit donc être faite en faveur du don bénévole du sang (radio, télévision...). Il n'y a enfin ni intérêts particuliers ni opération commerciale. Il s'agit au contraire de l'intérêt général, de la vie et de la santé de milliers de malades et de blessés. En conséquence, il lui demande de faire en sorte que les centres de transfusion sanguine ainsi que la fédération française des donneurs de sang bénévoles (reconnue d'utilité publique) bénéficient régulièrement et gratuitement de spots publicitaires sur toutes les chaînes de radio et de télévision d'Etat pour encourager le don bénévole de sang humain.

Réponse. — Il y a lieu de remarquer que malgré leur augmentation très importante de 1950 à 1972, les besoins en sang ont toujours été couverts. Depuis trois ans, la courbe ascendante des demandes de sang s'infléchit, ceci en raison d'une utilisation rationnelle des dérivés sanguins plus bénéfique pour les malades que la transfusion de sang total. La quantité de sang collecté est donc suffisante; toutefois la préparation de certains dérivés nécessite du sang riche en anticorps et c'est pourquoi les centres de transfusion sanguine sont amenés à étendre leur appel à de nouveaux donneurs, augmentant ainsi la possibilité de trouver du sang ayant des caractéristiques particulières. En outre, il est souhaitable que le plus grand nombre possible de personnes soient sollicitées, le don du sang devant être considéré comme un devoir civique à remplir par tout individu bien portant. Compte tenu de ces considérations, il est à craindre que des appels souvent répétés sur les chaînes de radio et de télévision d'Etat laissent penser qu'il y a un manque de sang et provoquent un afflux momentané de donneurs occasionnels. Afin d'éviter cet écueil, il apparaît nécessaire d'envisager une information plus complète du public sur le rôle et les besoins de l'organisation transfusionnelle. Une étude est entreprise en liaison avec la commission consultative de la transfusion sanguine et la fédération nationale des donneurs de sang bénévoles en vue d'établir le schéma d'une émission télévisée consacrée à la transfusion sanguine; dès l'achèvement de ce travail, des contacts seront pris avec les directeurs des trois chaînes nationales.

Médecins (assistants à temps partiel nommés au concours sur épreuves: possibilité d'opter pour le plein temps hospitalier).

16754. — 8 février 1975. — M. Beck demande à Mme le ministre de la santé, compte tenu de sa réponse à la question écrite, n° 13268, du 31 août 1974 (J. O., A. N. du 30 octobre 1974) quelle mesure elle compte prendre pour permettre aux assistants à temps partiel, nommés au concours sur épreuves, avant le décret n° 74-793, du 3 mai 1974, d'opter pour l'exercice de fonctions hospitalières à temps plein puisque le délai de trois ans qui leur était accordé par l'article 56-5, du décret n° 70-198, du 11 mars 1970 est expiré. Or, un certain nombre d'assistants ont été recrutés après cette date de forclusion et avant l'intervention du décret précité portant statut des médecins hospitaliers à temps partiel pris en application de la loi du 31 décembre 1970. Tandis que de nombreuses dispositions transitoires ont été prises ou sont envisagées, à juste titre, en faveur de différentes catégories de médecins hospitaliers susceptibles d'être intégrés à plein temps, il semble indiqué de remédier, dans les meilleurs délais, à une situation réglementaire qui prive les seuls assistants nommés au concours à temps partiel d'opter pour le plein temps hospitalier, alors que de nombreux postes demeurent vacants.

Réponse. — Il est confirmé à l'honorable parlementaire qu'un assouplissement des conditions de candidature aux postes de chef de service à plein temps est envisagé en faveur des assistants à temps partiel, qui pourraient demander leur inscription sur les listes d'aptitude régionales sans être tenus d'avoir été, au préalable, nommés chefs de service à temps partiel, dès lors qu'ils justifieraient de l'équivalent de quatre années de fonctions à temps plein en qualité d'assistant ou d'adjoint. Il est exclu en revanche de n'accorder le bénéfice de cette mesure qu'aux seuls assistants à temps partiel nommés au concours sur épreuves avant l'intervention du décret du 3 mai 1974 relatif au statut des praticiens à temps partiel. La disposition envisagée aura en effet un caractère permanent et ne peut être réservée à certaines catégories de praticiens. Il est cependant évident que, compte tenu de l'ancienneté de services demandée, cette mesure bénéficiera, en premier lieu, aux assistants recrutés avant la publication du décret du 3 mai 1974. Il est enfin précisé à l'honorable parlementaire que la disposition transitoire prévue par l'article 56-5 du décret du 24 août 1961 modifié par le décret du 11 mars 1970 relatif au statut des praticiens à plein temps n'accordait aux intéressés aucune promotion de grade mais uniquement la prise en compte dans des conditions plus avantageuses des services accomplis à temps partiel pour la détermination de leur rémunération en cas d'option pour le plein temps.

TRANSPORTS

Transports en commun (dépassement des prévisions de coût des travaux de métro de Lyon).

14682. — 5 novembre 1974. — Certaines rumeurs relatives au métro de Lyon font état que les travaux coûteraient finalement trois fois plus cher que les 653 millions de francs initialement prévus. M. Coulié demande à M. le secrétaire d'Etat aux transports si ces rumeurs sont véritablement fondées et, dans l'affirmative, en dehors de la variation des coûts due à l'inflation, quelles sont les raisons de ce dépassement. Pourrait-il en outre faire savoir comment sera assumé ce dépassement et quelle sera la participation de l'Etat.

Réponse. — La construction du métro de Lyon s'effectue sous la responsabilité du syndicat des transports en commun de la région lyonnaise, maître d'ouvrage. Conformément aux dispositions de l'article 212 (7^e) du code des marchés publics, le secrétaire d'Etat aux transports a toutefois soumis à l'avis de la commission spécialisée des marchés de génie civil le contrat global et le principal marché de génie civil passé avec le groupement d'entreprises constructeur et suit attentivement le déroulement de cette opération qu'il subventionne. Il peut ainsi être indiqué à l'honorable parlementaire que les rumeurs qui ont motivé son intervention, et selon lesquelles le coût de construction du métro de Lyon serait trois fois plus élevé que le coût initialement annoncé de 653 millions de francs traduisent, de manière très amplifiée, une évolution effective du coût de l'opération dont la nature et le niveau exact s'établissent comme suit: le montant du projet de la première ligne de métro à Lyon, retenu par le maître d'ouvrage, avait été estimé en 1973 à 653 millions de francs hors taxes, toutes dépenses incluses (y compris sommes à valoir, frais de maîtrise d'œuvre, etc.), aux conditions économiques de janvier 1972. Calculé dans les mêmes conditions économiques, le montant du projet s'établit actuellement à 817,7 millions de francs soit une augmentation de 142 millions de francs. Ce dépassement résulte d'une augmentation du volume prévisible des déplacements de réseaux et de certaines modifications du projet initial (allongement des quais notamment). En francs constants, l'augmentation du coût de cet ouvrage est donc très inférieure au coefficient cité par l'honorable parlementaire. Sur la base de ce montant de 817,7 millions de francs hors taxes et aux conditions de 1972 a été établi un échéancier prévisionnel des paiements comportant certaines hypothèses en matière d'évolution des prix jusqu'en 1978. On arrive ainsi à un total de paiements en francs courants de 1335 millions de francs hors taxes en 1978, ce qui représente une somme double de celle primitivement évaluée en francs 1^{er} 2. D'autre part, le montant de la subvention de l'Etat, fixé à partir de la définition d'un projet de base évalué à 454 millions de francs 1972 hors taxes et constituant la dépense subventionnable, a été arrêté forfaitairement à 200 millions de francs. Mais, pour tenir compte de l'évolution de la conjoncture, le Gouvernement a donné son accord à une réévaluation de ce montant, en tenant compte toutefois d'un abattement de 5,5 p. 100 par an, correspondant à une évolution des prix considérée comme normale (2,5 p. 100) et aux gains de productivité (3 p. 100). Cette disposition devrait conduire à une augmentation du montant de la participation de l'Etat. Le Gouvernement, conscient de l'accroissement des charges incombant aux collectivités locales dans la conjoncture actuelle, examine de façon très attentive les problèmes que rencontrent la communauté urbaine de Lyon et le département du Rhône pour le financement de cet ouvrage.

Energie nucléaire (transport des combustibles irradiés du site des centrales nucléaires jusqu'à l'usine de traitement).

14875. — 14 novembre 1974. — M. Denvers demande à M. le secrétaire d'Etat aux transports quelles sont les dispositions et les réglementations prévues pour le transport des combustibles irradiés depuis le site des centrales nucléaires jusqu'à l'usine de traitement et quelles en seront l'organisation et les servitudes lorsque cinquante unités de 1 000 MWe seront en fonctionnement, en France, vers 1985.

Réponse. — Le transport des matières radioactives fait l'objet d'une réglementation particulière édictée dans le cadre général du « règlement pour le transport par chemin de fer, par voies de terre et par voies de navigation intérieure des matières dangereuses » approuvé par l'arrêté ministériel du 15 avril 1945. Les matières radioactives constituent la classe IV b de ce règlement. La sécurité de ces transports est une des préoccupations essentielles de la commission interministérielle du transport des matières dangereuses qui, sous l'autorité du secrétaire d'Etat aux transports, est chargée d'élaborer cette réglementation, dont les prescriptions sont établies à partir de travaux d'un groupe d'experts internatio-

naux réunis par l'Agence internationale de l'énergie atomique elle-même placée sous l'autorité de l'Organisation des Nations Unies (O.N.U.). Cette agence formule des recommandations, qui sont reprises, d'une part par les différents Etats membres, dont la France, dans leur règlement national et, d'autre part, sur le plan international, par les organismes responsables qui ont publié les règles du transport des matières dangereuses suivant le mode de transport emprunté. Ces divers règlements prévoient des modalités de transport extrêmement strictes portant surtout sur l'emballage mais évidemment modulées suivant les caractéristiques de la matière transportée. Pour la catégorie la plus restrictive, qui groupe notamment tous les transports de combustibles irradiés, il est prévu que les emballages doivent être capables de résister à une série d'épreuves très sévères, représentant des contraintes bien supérieures à celles auxquelles ils pourraient être soumis en cas d'accident survenant au cours du transport; l'emballage utilisé, par exemple, par le commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) pour le transport des combustibles irradiés est constitué par une caisse en plomb de 20 millimètres d'épaisseur, un revêtement externe en acier inoxydable de 30 millimètres d'épaisseur et une tôle interne, également en acier inoxydable de 12 millimètres d'épaisseur. Par surcroît, un système d'alerte et d'intervention a été mis au point sous l'égide du service national de la protection civile entre le service central de la protection contre les rayonnements ionisants et le commissariat à l'énergie atomique, qui permettrait, dans le cas d'un accident mettant en cause la sécurité radiologique, d'intervenir dans des délais extrêmement courts. C'est ainsi que, depuis dix ans, cinq cents transports de combustibles irradiés ont été dénombrés, dont 50 p. 100 par route, sans qu'aucun accident de cette nature ait été signalé. Il n'en reste pas moins qu'il n'est pas souhaitable de laisser circuler sur les routes des convois transportant des produits radioactifs, notamment ceux qui seront acheminés du site des centrales nucléaires jusqu'à l'usine de traitement. Le secrétaire d'Etat aux transports et le ministre de l'Industrie et de la recherche prévoient que le transport de matières nucléaires se fera systématiquement par voie ferrée et que le recours aux transports routiers sera aussi réduit que possible et limité, sauf difficulté exceptionnelle tenant au site, aux courtes distances.

Transports maritimes (compensation par la défense nationale des pertes subies par les Messageries maritimes en 1973 et 1974 sur les lignes du Pacifique).

15632. — 16 décembre 1974. — M. Devers demande à M. le secrétaire d'Etat aux transports s'il est exact que le ministère de la défense a compensé les pertes subies par la Compagnie aérienne U.T.A. sur les lignes reliant la France à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande pour les années 1973 et 1974. Dans l'affirmative, quelle démarche il compte entreprendre pour obtenir un régime identique de la part du ministère de la défense nationale en faveur des Messageries maritimes dont les pertes, durant les mêmes années et pour les mêmes raisons se sont élevées à 12 millions de francs.

Réponse. — Le secrétaire d'Etat aux transports informe l'honorable parlementaire qu'il a saisi le ministre de la défense du problème soulevé. Celui-ci procède actuellement à un examen d'ensemble des questions, au demeurant fort complexes, posées par le boycott des intérêts français dans le Pacifique à la suite des expérimentations nucléaires effectuées dans cette région. Lorsque cet examen sera terminé, le secrétaire d'Etat aux transports ne manquera pas d'informer l'honorable parlementaire des conclusions qui en auront été tirées pour le cas particulier de la Compagnie des Messageries maritimes.

S.N.C.F. (relations ferroviaires entre le sud du département du Nord et son chef-lieu).

16016. — 11 janvier 1975. — M. Naveau signale à M. le secrétaire d'Etat aux transports les relations ferroviaires déficientes entre le sud du département du Nord et son chef-lieu, Lille, et en particulier, pour y accéder dans la matinée: deux heures étant nécessaires pour relier Anor à Lille. Il lui demande s'il n'estime pas que le train 398-399 qui relie Charleville à Valenciennes sans arrêt devrait s'arrêter au passage à Avesnes-sur-Helpe, à huit heures, pour prendre les voyageurs à destination de Lille.

Réponse. — Le train rapide 398-399, de la relation Calais-Bâle, assure en fait une desserte entre l'Italie, la Suisse et la Grande-Bretagne. Son horaire est donc tributaire des courants de trafic internationaux, en particulier du trafic Trans-Manche, et il est fixé au cours de la conférence internationale des horaires, par accord entre les différents réseaux ferroviaires. La S.N.C.F. ne peut donc le modifier à son gré. La marche de ce train rapide a été tracée à la suite d'études de marché concluant à la nécessité d'une accélération des relations ferroviaires entre centres importants, ce qui est particulièrement apprécié par la majorité de la

clientèle. Donner satisfaction à la demande d'arrêt du rapide 398-399 vers huit heures du matin à Avesnes-sur-Helpe ralentirait la marche de ce train et irait à l'encontre des besoins de ses usagers. Au surplus, d'autres localités situées sur le parcours et d'importance égale ou supérieure à celle d'Avesnes (notamment Fourmies) ne manqueraient pas de revendiquer les mêmes conditions d'arrêt. Par ailleurs, les usagers d'Avesnes désireux de se rendre à Lille le matin par le chemin de fer disposent d'une desserte convenable; ils peuvent emprunter, les jours ouvrables, l'omnibus 8106 à 6 h 53, jusqu'à Aulnoye (7 h 13) où ils reprennent le semi-direct 7110 à 7 h 18 arrivant à Lille à 8 h 25, soit un parcours de 94 kilomètres en une heure trente-deux minutes.

Transports routiers (dispense d'installation du dispositif de contrôle des conditions de travail sur les véhicules à usage agricole).

16031. — 11 janvier 1975. — M. Ollivro expose à M. le secrétaire d'Etat aux transports que l'article 2 de l'arrêté du 30 décembre 1972 (Journal officiel du 6 janvier 1973), pris en application du décret n° 72-1269 du 30 décembre 1972 (Journal officiel du 6 janvier 1973), prévoit à la date du 1^{er} janvier 1975 l'obligation de l'installation d'un appareil, destiné à faciliter le contrôle des conditions de travail dans les transports routiers publics et privés, sur les véhicules affectés aux transports par route de marchandises d'un poids total autorisé en charge égal ou supérieur à 18,5 tonnes, de même que sur les camions-bennes d'un poids total autorisé en charge égal ou supérieur à 3,5 tonnes, immatriculés pour la première fois antérieurement au 1^{er} janvier 1973. Il appelle son attention sur le fait que cette obligation représente une lourde charge pour de nombreux agriculteurs possédant des véhicules anciens, utilisés au seul transport de leurs produits du lieu de la récolte au siège de leur exploitation, ou de celle-ci jusqu'à une coopérative ou marché voisin. Il lui demande s'il n'y aurait pas lieu de prévoir une dérogation à la réglementation pour ces véhicules appartenant à des agriculteurs qui n'exerceraient que des transports à courte distance. S'il est normal, en effet, que les véhicules neufs soient équipés de cet appareil, les véhicules anciens devraient en être dispensés comme cela a d'ailleurs été prévu pour d'autres équipements, telle la ceinture de sécurité. Dans la négative, il lui demande si le report à une échéance plus lointaine de la date d'application ne pourrait être envisagé.

Réponse. — L'arrêté interministériel du 30 décembre 1972 relatif à l'installation et à l'utilisation d'un appareil de contrôle à bord de certains véhicules est un texte de portée générale qui s'applique, sans dérogation possible, à tous les véhicules concernés effectuant des transports routiers, indépendamment de l'activité professionnelle exercée par leurs propriétaires et des distances parcourues. La raison de cette rigueur réside dans le fait que ledit appareil n'est pas seulement destiné à faciliter le contrôle des conditions de travail des membres des équipages mais également, sur le plan de la sécurité, celui de la vitesse des véhicules. Cependant, au vu des différentes requêtes présentées notamment par les agriculteurs, et compte tenu des difficultés d'ordre pratique qu'a fait apparaître la mise en œuvre de l'arrêté susvisé, il a été procédé à un réexamen d'ensemble de la situation et décidé, en conclusion, de maintenir intégralement l'obligation d'équiper avant le 1^{er} janvier 1975 les véhicules de 18,5 tonnes et plus de P.T.C.A. mais d'assouplir en revanche les dispositions concernant les camions-bennes immatriculés antérieurement au 1^{er} janvier 1973: d'une part, en reportant du 1^{er} janvier 1975 au 1^{er} juillet 1975 la date limite fixée pour la mise en place des appareils de contrôle; d'autre part, en relevant de 3,5 à 5,5 tonnes de P.T.C.A. le seuil minimal de tonnage à partir duquel ce type de véhicule doit être équipé. Le dernier paragraphe de l'alinéa 1^{er} de l'article 3 de l'arrêté susvisé du 30 décembre 1972 vient d'être modifié en conséquence par l'arrêté du 31 décembre 1974, publié au Journal officiel du 18 janvier 1975.

TRAVAIL

Assurance maladie (remboursement des déplacements en ambulance chez un spécialiste pour les malades soignés à domicile).

8735. — 23 février 1974. — M. Pierre Weber expose à M. le ministre du travail le cas d'une assurée sociale qui, soignée à son domicile pour une affection particulièrement grave, a dû être transportée en ambulance chez un spécialiste afin de subir un examen radiologique indispensable pour préciser le diagnostic et orienter la thérapeutique. Il lui souligne qu'en application de l'article 37 (2^e alinéa) du règlement intérieur des caisses de sécurité sociale l'intéressée s'est vu refuser le remboursement de ce déplacement. Il attire son attention sur le fait que le traitement à domicile a évité à la caisse de sécurité sociale le remboursement

des frais très élevés qu'aurait entraînés l'hospitalisation. Il lui demande s'il n'estime pas que, dans un esprit de justice, le texte précité devrait être modifié de manière à permettre aux assurés sociaux soignés à domicile la possibilité de la prise en charge de leurs frais de transport au cabinet du spécialiste sur le vu d'un certificat médical attestant la nécessité absolue d'un examen ne pouvant être effectué au domicile du malade et sous réserve de l'accord du contrôle médical.

Réponse. — La réglementation actuelle de la sécurité sociale ne prévoit pas que les frais exposés par les malades pour se rendre au domicile d'un praticien peuvent leur être remboursés. Cependant, les caisses ont été autorisées à admettre le remboursement des frais de transport exposés par les malades afin de leur permettre de recevoir auprès des praticiens et auxiliaires médicaux les soins nécessaires à leur état, quand, sur avis du contrôle médical, il est possible d'estimer que le déplacement de cure ambulatoire est de nature à éviter une hospitalisation nécessaire. La situation actuelle n'étant pas pour autant satisfaisante, des études se poursuivent actuellement en vue de l'élaboration de l'arrêté prévu à l'article 8 du décret n° 73-384 du 27 mars 1973 pris en application de la loi du 10 juillet 1970 afin, d'une part, d'aménager la tarification actuellement en vigueur et, d'autre part, de définir pour l'avenir les diverses modalités de règlement des transports sanitaires.

Ambulances (accélération du délai de règlement des frais de transport des malades aux ambulanciers par la sécurité sociale)

9808. — 23 mars 1974. — M. Boudet expose à M. le ministre du travail que beaucoup d'ambulanciers se plaignent d'attendre parfois des mois le règlement des frais de transport des malades pris en charge par les différentes caisses d'assurance maladie : caisse primaire d'assurance maladie, mutualité sociale agricole, Gamex. Ces ambulanciers sont pour la plupart de petits artisans qui ont bien souvent des traites mensuelles à régler pour l'achat de leur voiture et du matériel nécessaire, aussi éprouvent-ils de grandes difficultés à faire face à leurs échéances quand il leur faut attendre longtemps le règlement de sommes relativement importantes (souvent 7 000 à 10 000 francs). Ces difficultés se trouvent aggravées du fait de l'augmentation considérable du coût des transports qui les obligent à consentir des avances importantes. Il lui demande s'il peut donner des instructions en vue de faire activer la liquidation de ces dossiers et le règlement des sommes dues.

Réponse. — Pour certains cas, notamment le cas de personnes appartenant à une catégorie sociale défavorisée, les caisses de sécurité sociale avaient fréquemment admis un système de délégation permettant aux entreprises de transport par ambulance de percevoir directement des prestations de la part des organismes de prise en charge. Ce système se fondait sur les dispositions du décret du 29 décembre 1945 (art. 85, § 3). Mais il s'agissait en fait, d'une interprétation très libérale des dispositions de ce décret puisque la pratique de la délégation suppose, en règle générale, l'acquit préalable des frais engagés. Les difficultés, dont fait état l'honorable parlementaire, sont liées à des instructions données par la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés à la suite de nombreux abus constatés en matière de transport par ambulance et qui ont amené les caisses primaires à revenir à une application plus stricte du système de la délégation. La situation actuelle n'étant pas pour autant satisfaisante, des études se poursuivent actuellement en vue de l'élaboration de l'arrêté prévu à l'article 8 du décret n° 73-384 du 27 mars 1973, pris en application de la loi du 10 juillet 1970, afin, d'une part, d'aménager la tarification actuellement en vigueur et, d'autre part, de définir pour l'avenir les diverses modalités de règlement des transports par ambulances.

Assurance maladie (relèvement des tarifs de remboursement des dépenses d'optique.)

9821. — 23 mars 1974. — M. Marquet appelle l'attention de M. le ministre du travail sur la modicité du taux de remboursement des appareils d'optique et, par voie de conséquence et en raison de la hausse des prix, sur l'importance des frais qui sont laissés à la charge des assurés. Il lui signale à cette occasion le cas d'un ouvrier en chômage qui, ayant subi l'opération de la cataracte, a dû remplacer un des verres de ses lunettes. L'acquisition de ce verre s'est montée à 291 francs et il lui a été remboursé sur cet achat la somme de 38,60 francs. Il est à noter que ce remplacement est provisoire et que, dans un délai de deux mois, l'intéressé devra à nouveau procéder à l'échange de ce verre, ce qui entraînera une nouvelle dépense, vraisemblablement du même ordre. Il lui demande s'il n'estime pas opportun de prendre les mesures permettant de relever substantiellement les tarifs de remboursement des dépenses d'optique, lesquelles peuvent être considérées comme étant de toute nécessité.

Réponse. — De longue date, les services compétents du ministère du travail se sont préoccupés de l'écart existant, en matière d'articles d'optique médicale, entre les prix publics et les tarifs de responsabilité de l'assurance maladie. Une étude approfondie, menée conjointement par les diverses administrations intéressées et les caisses nationales, se poursuit en vue d'une refonte complète et d'une actualisation de la nomenclature des articles en cause sur le plan médical et technique. Dès que cette étude sera achevée, les articles nomenclaturés seront portés au niveau des prix actuels. En outre, des dispositions seront arrêtées afin d'assurer pour l'avenir le maintien de la coïncidence entre tarifs de responsabilité et prix, à laquelle il aura été possible de parvenir. A titre transitoire, en raison de la complexité de l'étude et des délais qu'elle exige, il a été décidé, par arrêté du 2 mai 1974 paru au *Journal officiel* du 5 mai 1974, de relever de 50 p. 100 les tarifs de responsabilité.

Allocations sociales (relèvement annuel des plafonds de ressources applicables).

9943. — M. Brun demande à M. le ministre du travail s'il ne lui paraît pas souhaitable que les différents plafonds applicables en matière d'allocation de logement, d'allocation de salaire unique, etc., soient relevés annuellement pour tenir compte de la hausse du coût de la vie et des rémunérations et pensions. Il lui demande également s'il envisage une revalorisation du montant du plafond des prêts destinés à l'amélioration des conditions de l'habitat, le maintien du plafond actuel ayant pour effet de réduire anormalement le nombre des bénéficiaires et par suite de restreindre le nombre des travaux.

Réponse. — Les décrets n° 74-377 et n° 74-378 du 3 mai 1974, ainsi que deux arrêtés de même date, parus au *Journal officiel* du 7 mai 1974, ont modifié le barème de calcul des allocations de logement pour tenir compte de l'évolution générale des revenus et des loyers et compenser, à titre forfaitaire et en fonction de la taille de la famille, les charges de chauffage. C'est ainsi que les plafonds de loyer sont augmentés : de 30 francs pour les allocataires occupant des locaux en location dont le loyer est fixé conformément aux dispositions de la loi de 1948 : de 40 francs pour les autres allocataires. Parallèlement, le montant du loyer forfaitaire auquel la dépense de loyer supportée par les personnes vivant en foyers est réputé être égal, a été porté respectivement à 190 francs pour les jeunes travailleurs et 240 francs pour les personnes âgées et pour les personnes atteintes d'une infirmité. En outre, compte tenu de l'évolution ci-dessus rappelée, les modalités de calcul du loyer minimum, que l'allocataire doit consentir à payer pour bénéficier de l'allocation de logement, ont été revues dans une sens favorable aux revenus les plus bas. Enfin, il est institué, au titre des dépenses de chauffage, une majoration forfaitaire mensuelle qui vient s'ajouter au loyer principal effectivement payé dans la limite des plafonds en vigueur et dont le montant est fixé à 30 francs pour une personne seule et pour un ménage, plus 10 francs par enfant ou personne à charge vivant au foyer de l'allocataire. Cette réforme est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1974. Elle comprend, en outre, un ensemble de mesures tendant à simplifier considérablement les conditions d'attribution et de service des allocations de logement. L'ensemble de ces dispositions doit conduire à une augmentation du nombre des bénéficiaires des allocations de logement, notamment parmi les personnes âgées, les infirmes, les jeunes travailleurs ainsi que parmi les jeunes ménages et les familles de ressources modestes. Les allocataires actuels verront également leurs prestations revalorisées dans des proportions importantes : ainsi pour la région parisienne, les prestations augmenteront de plus de 30 p. 100 en moyenne. Par ailleurs, le Président de la République a indiqué dans son programme social son intention de faire procéder à une révision annuelle des bases de calcul des allocations de logement pour tenir compte de l'évolution des revenus des prix à la construction, des loyers et des charges locatives. Des études sont poursuivies sur cette question par les départements ministériels intéressés. D'autre part, il convient de rappeler à l'honorable parlementaire qu'en application du décret n° 74-264 du 28 mars 1974, le montant maximum des prêts attribués par les régimes de prestations familiales en vue de l'amélioration de l'habitat ont été portés, à compter du 1^{er} avril 1974, de 3 500 francs à 7 000 francs compte tenu de la hausse des prix à la construction. Ledit décret prévoit également d'étaler à compter de la même date, le remboursement des prêts sur trente six mois et non plus sur trente mois. En ce qui concerne l'allocation de salaire unique, la réforme de 1972 a eu pour objet de créer une majoration substantielle au profit des ménages les plus défavorisés. Le plafond de ressources au-delà duquel la majoration n'est pas due varie chaque année en fonction du S.M.I.C. Pour l'exercice en cours, la majoration de l'allocation de salaire unique est accordée à un ménage ayant deux enfants si son revenu brut n'a pas dépassé 23 083 francs en 1973. En contrepartie, lors de la réforme de 1972, l'allocation

de salaire unique n'a été supprimée, conformément aux orientations du VI^e Plan, qu'à celles des familles pour lesquelles, compte tenu de leurs ressources, la prestation n'est plus significative. Dans l'exemple précité, ce plafond d'exclusion est de 48 000 francs pour l'année de référence 1973. Il n'est pas envisagé dans le cadre des recherches en vue d'une politique plus dynamique des prestations familiales, d'accroître le nombre des bénéficiaires de l'allocation de salaire unique non majorée dont la portée sociale est relativement faible.

Avantages sociaux (relèvement du plafond de ressources pris en considération pour leur attribution aux ménages).

10349. — 5 avril 1974. — **M. Besson** demande à **M. le ministre du travail** s'il n'estime pas opportun et légitime de fixer les « plafonds de ressources » applicables à un ménage, pour le calcul de divers avantages sociaux, à des montants égaux au double de ceux retenus pour une personne seule afin de préserver en particulier les droits des femmes mariées sans profession et de ne pas porter atteinte au principe général d'égalité de tous les citoyens en considérant qu'un couple équivaut à moins de deux personnes.

Réponse. — Le montant des plafonds de ressources fixés pour l'attribution des prestations familiales soumises à condition de ressources est fixé de manière à tenir compte de la taille de la famille. Ces chiffres varient en raison de la finalité propre à chaque prestation. Cette clause est particulière au régime de l'allocation-logement, des allocations de salaire unique ou de la mère au foyer et de l'allocation pour frais de garde. Il est exact que le plafond de ressources entraînant l'exclusion du droit à l'allocation de salaire unique ou de sa majoration, est, à nombre d'enfants égal, le même pour un ménage ou un allocataire isolé. De même, en ce qui concerne l'allocation de logement, le coefficient de prise en charge des dépenses de logement, déterminé en fonction des ressources du foyer et du nombre d'enfants à charge est le même, qu'il s'agisse d'un ménage ou d'une personne seule. La personne isolée doit, en effet, à taille de famille identique, assumer des frais communs de logement, d'entretien ou d'éducation, à peu près équivalents à ceux d'un ménage; et si le rapport du simple au double, en matière de plafonds de ressources souhaité par l'honorable parlementaire en faveur des ménages avait été retenu, il aurait eu pour conséquence de réduire le plafond de la personne seule et se révélerait de ce point de vue inéquitable. Ce traitement égalitaire dans la fixation des maxima de ressources, qui correspond à des considérations réalistes et de justice sociale, a dû toutefois subir un correctif en ce qui concerne l'allocation pour frais de garde, de façon à prendre en considération le fait que les deux époux doivent exercer l'un et l'autre une activité professionnelle pour pouvoir prétendre à la prestation. Le plafond est ainsi égal à 2 130 fois le taux horaire du S.M.I.C. majoré de 100 p. 100 pour tenir compte de l'activité professionnelle exercée par le conjoint et de 50 p. 100 par enfant à charge à partir du premier enfant. Pour bénéficier de l'allocation pour frais de garde, une personne seule disposant d'un seul revenu professionnel se voit appliquer un plafond de ressources égal à 2 130 fois le taux horaire du S.M.I.C. majoré de 50 p. 100 par enfant à charge à partir du premier. Ainsi, dans ce cas particulier, la proposition émise par l'honorable parlementaire se trouve satisfaite, étant observé que pour les autres prestations, si le montant du plafond de ressources applicable aux ménages n'est pas égal au double de celui applicable aux personnes seules, c'est surtout par mesure de bienveillante équité à l'égard de ces dernières.

Anciens combattants et prisonniers de guerre (retraite anticipée : généralisation et conditions d'obtention).

11130. — 25 mai 1974. — **M. André Beauguiffe** expose à **M. le ministre du travail** que la loi votée le 21 novembre 1973 par le Parlement accordait dès 1974 la retraite professionnelle à soixante ans aux anciens prisonniers de guerre et aux anciens combattants. En substituant à la durée des services une procédure échelonnée par tranches d'âge, la retraite à soixante ans ne sera accordée en fait qu'en 1977 et seuls sont concernés par cette mesure en 1974 les bénéficiaires de soixante-trois à soixante-quatre ans. Il lui demande la parution rapide des décrets non encore publiés concernant les ressortissants de l'agriculture, du commerce et de l'artisanat et la modification du décret du 24 janvier 1974 sur l'avancement de l'âge de la retraite pour les anciens prisonniers de guerre et les anciens combattants en ce qui concerne particulièrement l'échelonnement des catégories d'âge ouvrant droit à la retraite.

Réponse. — C'est en raison des incidences financières importantes de la loi du 21 novembre 1973 prévoyant l'attribution d'une pension de vieillesse anticipée aux anciens combattants et pri-

sonniers de guerre qu'un échelonnement avait été fixé par le décret n° 84-54 du 23 janvier 1974 pour la mise en œuvre des dispositions de cette loi. Après une nouvelle étude et selon les engagements qu'il avait pris devant le Parlement, le Gouvernement a décidé de mettre fin, à partir du 1^{er} janvier 1975, à la période transitoire initialement prévue; cette mesure a fait l'objet du décret n° 74-1194 du 31 décembre 1974 en ce qui concerne le régime général d'assurance vieillesse. A compter de cette date, les anciens combattants et anciens prisonniers de guerre, réunissant les conditions de durée de captivité ou de services militaires en temps de guerre requises par la loi du 21 novembre 1973, pourront donc obtenir dès l'âge de soixante ans, la liquidation de leurs droits à pension de vieillesse au taux prévu à l'âge de soixante-cinq ans. Ces dispositions ont été étendues, par les décrets n° 74-1196 et n° 74-1197 du 31 décembre 1974, aux travailleurs non salariés des professions libérales, artisanales, industrielles et commerciales.

Veuves (octroi d'une allocation temporaire).

11705. — 26 juin 1974. — **M. Gilbert Faure** demande à **M. le ministre du travail** quelles mesures il compte prendre afin que les veuves civiles puissent bénéficier d'une allocation temporaire substantielle leur permettant de vivre en attendant de trouver du travail ou d'obtenir la liquidation d'une pension de réversion.

Réponse. — La situation des veuves et l'attribution d'une aide à celles qui sont décidées et aptes à occuper un emploi salarié ou à accomplir une formation à cet effet reste au premier plan des préoccupations du Gouvernement. Des études sont actuellement menées pour leur permettre de bénéficier d'une indemnité d'attente conformément aux orientations prises par le conseil des ministres du 2 octobre 1974. Il est, en outre, rappelé, en ce qui concerne la liquidation des pensions de réversion, que les conditions d'ouverture des droits à ces pensions ont été assouplies, notamment par le décret n° 72-1098 du 11 décembre 1972 qui a fixé à cinquante-cinq ans (au lieu de soixante-cinq ans ou soixante ans en cas d'incapacité au travail) l'âge d'attribution de la pension de réversion du régime général des salariés.

Handicapés (remboursement par la sécurité sociale des fauteuils électriques utilisés par les myopathes).

11810. — 27 juin 1974. — **M. Pierre Weber** expose à **M. le ministre du travail** que l'achat des fauteuils roulants nécessaires aux déplacements de certains handicapés est remboursable par la sécurité sociale. Il lui précise que les malades atteints de myopathie ne peuvent utiliser que des fauteuils électriques qui ne sont pas actuellement homologués par la sécurité sociale et lui demande s'il ne lui paraîtrait pas désirable que ce dernier matériel puisse figurer dans la liste des appareils agréés.

Réponse. — Les fauteuils roulants électriques ne sont pas inscrits au tarif interministériel des prestations sanitaires. Leur remboursement ne peut donc être accordé au titre des prestations légales de l'assurance maladie. Cependant, dans certains cas particuliers, les caisses participent à l'achat de ce type de véhicule sur leur fonds d'action sanitaire et sociale. L'inscription des fauteuils roulants électriques au tarif avait jusqu'à présent été écartée par la commission interministérielle des prestations sanitaires, d'une part, pour des motifs d'ordre économique, ces véhicules étant d'un coût très élevé, et, d'autre part, pour des motifs tenant à la sécurité même des malades. Cependant, la commission interministérielle des prestations sanitaires a été à nouveau saisie de ce problème ainsi que la commission nationale consultative d'agrément qui doit établir pour ces véhicules un cahier des charges et une nomenclature fixant des normes techniques qui donnent toutes garanties de sécurité.

Assurance invalidité (cumul d'une pension d'invalidité du régime général et d'une pension d'un régime spécial de retraite).

12656. — 27 juillet 1974. — **M. Grussenmeyer** rappelle à **M. le ministre du travail** que l'article 4 (§ 1^{er}) du décret n° 55-1657 du 16 décembre 1955 prévoit que les salariés titulaires d'une pension d'un régime spécial de retraite, ce qui est le cas des retraités militaires, peuvent prétendre, si par la suite ils relèvent du régime général de sécurité sociale, au bénéfice de l'assurance invalidité de ce régime. Cependant, le montant des deux pensions ne peut excéder le salaire perçu par le travailleur valide dans la catégorie professionnelle à laquelle l'intéressé appartenait lorsqu'il a interrompu son travail pour cause d'invalidité. Si ce salaire est dépassé, la pension du régime général est réduite à concurrence de l'exécutif. La restriction ainsi rappelée apparaît comme anormale puisque le retraité devenu invalide a effectué, d'une part, le versement

qui lui a donné droit à sa retraite du régime spécial et a, d'autre part, supporté ainsi que son employeur la totalité des cotisations du régime général de sécurité sociale. Compte tenu des versements ainsi effectués, lesquels n'ont subi aucune réduction tenant compte de ces activités successives, il apparaît injuste que le décret de coordination du 16 décembre 1955 ne lui permette pas de bénéficier de la totalité de la pension d'invalidité du régime général. Il lui demande s'il entend modifier les dispositions applicables en ce domaine afin que la pension d'invalidité puisse être accordée sans restriction aux titulaires d'une pension d'un régime spécial de retraite.

Réponse. — L'honorable parlementaire est prié de se reporter à la réponse à la question écrite n° 12624 qu'il avait bien voulu poser. Cette réponse est parue au *Journal officiel* (Débats, Assemblée nationale, n° 104) du 18 décembre 1974.

Assurance vieillesse (cumul d'une retraite du régime général et d'une pension de réversion d'un régime différent).

13099. — 24 août 1974. — **M. Massot** expose à **M. le ministre du travail** que, suivant la réglementation actuellement en vigueur, il ne peut y avoir de cumul entre une retraite vieillesse servie au titre du régime général de la sécurité sociale et une pension de réversion due au titre du régime de sécurité sociale des commerçants et artisans. Une telle réglementation est préjudiciable aux veuves de commerçants et d'artisans qui sont ainsi obligées de se contenter d'une seule retraite souvent dérisoire. Il lui demande si la suppression de l'interdiction de cumul annoncée par M. Ponia-towski, à Aix-les-Bains, au congrès national de l'association des veuves civiles, ne sera pas étendue au cumul d'avantages vieillesse relevant du régime général de la sécurité sociale et d'un régime différent.

Réponse. — Le Gouvernement est particulièrement conscient des nombreuses difficultés auxquelles se heurtent les veuves qui, au décès de leur mari, doivent assumer seules les charges du ménage. C'est pourquoi, après la mise en place de plusieurs réformes récentes telles que la création d'une allocation d'orphelin, l'assouplissement des conditions d'ouverture des droits à pension de réversion qui ont apporté une amélioration importante de la situation d'un grand nombre de veuves, il a été décidé de poursuivre cette amélioration en mettant fin à l'interdiction de cumul entre la pension de réversion et les droits propres que le conjoint survivant tire de son activité personnelle en qualité de salarié. Cette suppression de l'interdiction de cumul, dont le coût sera élevé, se fera en deux étapes. Dans une première étape, le cumul est admis dans la limite de la moitié du total des droits propres à pension de vieillesse de la sécurité sociale des deux conjoints, le cumul intégral étant possible jusqu'à concurrence du montant de la pension de vieillesse minimum complétée par l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. Cette réforme importante est inscrite à l'article 1^{er} de la loi n° 75-3 du 3 janvier 1975 portant diverses améliorations et simplifications en matière de pensions ou allocations des conjoints survivants, des mères de famille et des personnes âgées, qui modifie l'article L. 351 du code de la sécurité sociale. Elle favorisera les veuves de condition modeste. Une seconde étape interviendra par la suite, compte tenu des possibilités financières des régimes. L'extension des dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 3 janvier 1975 précitée aux régimes d'assurance vieillesse des artisans, industriels et commerçants est envisagée. Elle permettra de faire bénéficier de mesures identiques, les conjoints survivants des ressortissants desdits régimes, sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'ouverture du droit à pension de réversion prévues dans le régime général de la sécurité sociale.

Allocation d'orphelin (prise en charge des enfants abandonnés dont la filiation n'est établie qu'à l'égard de la mère).

13628. — 21 septembre 1974. — **M. Mermaz** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur les dispositions de l'article L. 543-6 du code de la sécurité sociale relatives à l'allocation orphelin. Il lui fait observer que ce texte ne permet pas à certains enfants, orphelins de père ou de mère ou dont la filiation n'est établie qu'à l'égard de la mère, d'obtenir l'allocation précitée parce qu'ils ont été abandonnés volontairement ou involontairement dans le cas où les parents sont, par exemple, internés en hôpital psychiatrique. L'application de ce texte engendre donc des injustices et, dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelles mesures il compte prendre afin de proposer au Parlement les modifications nécessaires.

Réponse. — L'application de la loi n° 70-1218 du 23 décembre 1970 a, en effet, fait apparaître la difficulté de régler, dans le cadre strict de la législation en vigueur, des situations comparables à celles des bénéficiaires actuels, notamment lorsqu'il s'agit de per-

sonnes ayant recueilli des enfants orphelins de père ou de mère ou dont l'un des parents se désintéresse volontairement ou se trouve dans l'impossibilité d'assumer ses obligations familiales. Toutefois, la loi n° 75-6 du 3 janvier 1975 portant diverses mesures de protection sociale de la mère et de la famille, parue au *Journal officiel* du 4 janvier 1975, et les dispositions réglementaires qui seront prises prochainement pour son application doivent apporter une solution positive au problème signalé par l'honorable parlementaire.

Allocation d'orphelin (attribution à toute personne physique assumant la charge effective et permanente de l'enfant).

13977. — 5 octobre 1974. — **M. Macquet** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur les dispositions de la loi n° 70-1218 du 23 décembre 1970 instituant une allocation en faveur des orphelins et de certains enfants à la charge d'un parent isolé. Aux termes de ce texte, certains enfants orphelins de père ou de mère, ou dont la filiation n'est établie qu'à l'égard de la mère, se voient privés d'une allocation volée tout exprès pour eux et cela parce qu'ils ont été abandonnés volontairement ou involontairement. C'est notamment le cas des enfants dont le père ou la mère est interné dans un hôpital psychiatrique et qui sont à la charge de grands-parents, de frères ou sœurs ou même de tiers. Il lui demande s'il n'estime pas de la plus stricte équité que l'article L. 543-6 du code de la sécurité sociale soit aménagé de façon que le bénéfice de l'allocation d'orphelin soit attribué non seulement au père ou à la mère, mais aussi à la personne physique qui assume la charge effective et permanente de l'enfant.

Réponse. — L'application de la loi n° 70-1218 du 23 décembre 1970 a, en effet, fait apparaître la difficulté de régler, dans le cadre strict de la législation en vigueur, des situations comparables à celles des bénéficiaires actuels, notamment lorsqu'il s'agit de personnes ayant recueilli des enfants orphelins de père ou de mère ou dont l'un des parents se désintéresse volontairement ou se trouve dans l'impossibilité d'assumer ses obligations familiales. Toutefois, la loi n° 75-6 du 3 janvier 1975 portant diverses mesures de protection sociale de la mère et de la famille, parue au *Journal officiel* du 4 janvier 1975, et les dispositions réglementaires qui seront prises prochainement pour son application doivent apporter une solution positive au problème signalé par l'honorable parlementaire.

Projets de loi (présence de deux articles identiques dans deux projets de loi distincts : majoration de la durée d'assurance vieillesse pour les femmes).

14067. — 9 octobre 1974. — **M. Longequeue** interroge **M. le ministre du travail** sur les motifs de la présence dans deux projets de loi distincts, actuellement déposés sur le bureau du Parlement, de deux articles identiques, au numéro près. Le projet de loi (n° 776) portant diverses améliorations et simplifications en matière de pensions ou allocations des veuves, des mères de famille et des personnes âgées comporte, en effet (titre II, art. 3), les dispositions suivantes : l'article L. 342-1 du code de la sécurité sociale est modifié comme suit : « Art. L. 342-1. — Les femmes assurées ayant élevé un ou plusieurs enfants dans les conditions prévues à l'article L. 327, deuxième alinéa, bénéficient d'une majoration de leur durée d'assurance égale à deux années supplémentaires par enfant élevé dans lesdites conditions ». Les mêmes dispositions sont intégralement reprises dans un projet postérieur (n° 949) portant diverses mesures de protection sociale de la mère et de la famille (avril 1974, titre II, art. 4). L'exposé des motifs de ce dernier texte, dont les signataires sont les mêmes que ceux du projet n° 776, étant muet sur les raisons de ce « doublon », il est demandé au ministre du travail s'il peut expliquer ce qui paraît, à première vue, une anomalie.

Réponse. — Au cours des débats parlementaires qui ont précédé le vote de la loi n° 75-3 du 3 janvier 1975 portant diverses améliorations et simplifications en matière de pensions ou allocations des conjoints survivants, des mères de famille et des personnes âgées (ex-projet de loi n° 776), il a été rappelé que la disposition prévoyant le doublement de la majoration de durée d'assurance des mères de famille avait, en outre, été inscrite dans le projet de loi n° 949 relatif à la protection sociale de la mère et de la famille. Toutefois, afin que cette mesure prenne effet en même temps que les dispositions supprimant la condition de durée minimum d'assurance, incluses dans le projet de loi n° 776, le Parlement a, sur la demande du Gouvernement, adopté cette réforme de la majoration de durée d'assurance des mères de famille avec l'ensemble des dispositions de ce projet de loi, ce qui permettra aux mères de famille de bénéficier simultanément de ces deux catégories de dispositions, avec effet du 1^{er} juillet 1974.

Veuves de guerre (abrogation de la disposition réduisant l'allocation logement à proportion de l'augmentation des pensions).

14352. — 18 octobre 1974. **M. Planeix** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur les modalités d'attribution de l'allocation logement aux veuves de guerre. Il lui fait observer, en effet, que le réajustement du taux de la pension de veuve, afin de suivre l'évolution du coût de la vie, a entraîné la réduction du montant de l'allocation logement et ce malgré les hausses autorisées en ce qui concerne les loyers. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître : 1^{er} quelles sont les dispositions législatives ou réglementaires qui prévoient que le taux de l'allocation logement est réduit chaque fois qu'augmente une pension de veuve de guerre ; 2^o quelles mesures il compte prendre pour abroger cette disposition et mettre fin à cette injustice qui fait que l'Etat reprend d'un côté ce qu'il donne de l'autre.

Réponse. — Il convient d'indiquer à l'honorable parlementaire : 1^{er} qu'aux termes de l'article 4 du décret n° 72-533 du 29 juin 1972 modifié, en ce qui concerne l'allocation de logement à caractère familial, et de l'article 2 du décret n° 72-526 du 29 juin 1972 modifié, en ce qui concerne l'allocation de logement à caractère social, les ressources à prendre en considération pour le calcul de ces prestations s'entendent des ressources nettes imposables perçues, pendant l'année civile antérieure à l'exercice de paiement, par l'ensemble des personnes ayant vécu plus de six mois au foyer au cours de ladite année, à l'exception de celles qui au 31 décembre de cette même année avaient quitté le foyer ; 2^o qu'en application de l'article 81-4^o et 5^o du code général des impôts, les pensions servies en vertu des dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre reproduisant celles de la loi du 31 mars 1919, ainsi que les pensions servies aux victimes civiles de la guerre ou à leurs ayants droit en vertu des dispositions dudit code reproduisant celles de la loi du 24 juin 1919, sont affranchies de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. La pension de veuve de guerre n'est donc pas un revenu imposable. Dans ces conditions, elle ne peut être retenue dans le décompte des ressources servant au calcul des allocations de logement et son augmentation ne saurait avoir une incidence sur le montant de ces allocations. La question posée par l'honorable parlementaire paraissant toutefois se rapporter à un cas particulier, il serait souhaitable que tous les éléments d'identification nécessaires à un examen approfondi du cas de l'intéressé soient adressés au ministre du travail, sous le timbre de la direction de la sécurité sociale (bureau V. 31).

*Licenciements (Saint-Bonnet-Tronçais [Allier].
Entreprise d'ébénisterie pour postes de radio et télévision).*

14440. — 23 octobre 1974. — **M. Villon** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le cas d'une entreprise d'ébénisterie pour postes de radio et télévision, avec 450 ouvriers et ouvrières, pour la plupart rémunérés au S.M.I.C. pour quarante-trois heures de travail et ne bénéficiant d'aucune prime ou indemnité supplémentaire. La direction de cette entreprise a annoncé sa décision de licencier quarante salariés et de réduire les horaires hebdomadaires à quarante heures en réduisant les salaires en proportion. Elle a maintenu le chiffre des personnels à licencier bien qu'entre temps il y ait eu quinze départs volontaires. Or l'absence de tout stock de produits finis et le fait que la direction investit actuellement des sommes importantes dans le montage d'une nouvelle chaîne de fabrication semble indiquer que la direction de cette entreprise a pris ses décisions non pas en fonction d'un manque de commandes, mais avec le but d'aggraver les cadences, dont l'exploitation du personnel. Les mesures annoncées sont d'autant plus graves que cette usine, située dans la forêt de Tronçais près de Saint-Bonnet-Tronçais, ramasse ses salariés à 40 et même 60 kilomètres à la ronde dans l'Allier, le Cher et la Nièvre et qu'il n'y a pas d'autres débouchés pour ces personnels. La question est donc posée si **M. le ministre** prendra des mesures pour interdire tout licenciement sans reclassement préalable et pour imposer le paiement compensé des heures chômées afin qu'aucun salaire hebdomadaire ne descende en dessous du S.M.I.C.

Réponse. — La question de l'honorable parlementaire, faite de précision, ne permet pas au ministère du travail de procéder à l'examen des problèmes qui y sont évoqués.

*Assurance vieillesse (supplément pour personne à charge :
conjoint ancien commerçant pensionné).*

14486. — 24 octobre 1974. — **M. Gau** expose à **M. le ministre du travail** qu'un assuré social, bénéficiaire d'une pension vieillesse du régime général de la sécurité sociale, s'est vu attribuer automatiquement le supplément pour personne à charge du jour où son épouse a atteint l'âge de soixante-cinq ans. Cette dernière, ancienne

commerçante, ayant fait liquider la retraite à laquelle elle avait droit, il a ensuite été demandé à l'intéressé de rembourser la majoration qu'il avait perçue pendant quelques mois. Il lui demande : 1^o s'il n'estime pas qu'en pareil cas, la somme déjà versée devrait être acquise définitivement au bénéficiaire même si la retraite du conjoint, liquidée avec quelques mois de retard, prend effet au soixante-cinquième anniversaire de celui-ci. 2^o S'il ne considère pas que la suppression du versement pour personne à charge qui s'élève à l'époque considérée à 200 francs par mois sous prétexte que le conjoint du bénéficiaire a lui-même acquis par ses versements personnels effectués tout au long de sa carrière professionnelle le droit à une retraite de 350 francs par mois n'a pas pour conséquence de ramener à un solde dérisoire la contrepartie de la contribution personnelle de l'intéressé.

Réponse. — Conformément à la législation actuellement en vigueur, les pensions de vieillesse du régime général ne peuvent être éventuellement assorties d'une majoration pour conjoint à charge que si le conjoint du titulaire ne dispose pas de ressources personnelles supérieures à un chiffre-limite et n'est pas lui-même bénéficiaire d'un avantage au titre d'une législation de sécurité sociale ; lorsque le montant de cet avantage est inférieur à celui de la majoration pour conjoint à charge, il est servi un complément différentiel. Cette prestation qui n'existe pas dans de nombreux régimes de retraite, a, en effet, été créée dans le régime général des salariés pour tenir compte de la situation des conjointes qui, s'étant consacrées à leur foyer, n'ont pu s'ouvrir droit à une retraite personnelle au titre d'une activité professionnelle et ne disposent pas de ressources qui leur soient propres. Cette majoration pour conjoint à charge étant ainsi accordée sans considération des ressources du ménage, son attribution ne se justifierait donc pas dans le cas où le conjoint du pensionné a lui-même acquis des droits à un avantage de vieillesse d'un montant au moins égal à ladite majoration. Il apparaît d'ailleurs souhaitable, dans l'avenir, de ne plus considérer les mères de famille âgées comme des conjointes à charge, ce qui correspond à une conception périmée des droits de la femme, mais plutôt comme des titulaires de droits propres à une protection sociale et, en particulier, à une retraite. Cette orientation nouvelle a été marquée par les lois du 31 décembre 1971 et du 3 janvier 1972 qui ont institué des droits propres à l'assurance vieillesse, au profit de nombreuses mères de famille. La loi du 3 janvier 1975 a développé cette action notamment en portant à deux années supplémentaires, par enfant élevé, la majoration de durée d'assurance des mères de famille désormais accordée dès le premier enfant, en supprimant la condition de durée minimum d'assurance pour l'octroi d'une pension et en assouplissant les règles de non cumul entre droits propres et droits dérivés. Quant aux arrérages indûment perçus, au titre de la majoration pour conjoint à charge, par les pensionnés, pour la période écoulée entre la date d'effet de la retraite personnelle de leur conjoint et la date de liquidation effective de cette retraite, il ne paraît pas possible d'inviter les caisses à ne pas demander le remboursement de ces arrérages, car cela aboutirait à faire bénéficier ces pensionnés d'un avantage dont le montant varierait en fonction de la durée de la liquidation de la retraite de leur conjoint, ce qui serait injustifié. Il est d'ailleurs signalé que conformément aux dispositions de l'article L. 67 du code de la sécurité sociale et du décret n° 65-470 du 18 juin 1965, aucun remboursement de trop-perçu, en matière de prestations de retraite, ne peut être réclamé à un pensionné, de bonne foi, quand ses ressources durant la période afférente aux sommes réclamées n'ont pas dépassé le plafond fixé pour l'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, selon le cas, à une personne seule ou à un ménage.

Journalistes pigistes (participation du régime de retraite des cadres).

14504. — 25 octobre 1974. — **M. Cressard** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur l'application de la loi n° 74-630 du 4 juillet 1974 modifiant et complétant l'article L. 761-2 du code du travail afin de faire bénéficier les journalistes pigistes du statut des journalistes professionnels et lui demande où en est la mise en œuvre de ce texte par la caisse des cadres de la presse depuis sa promulgation.

Réponse. — La caisse nationale de prévoyance et de retraites des cadres de la Presse, consultée au sujet de la question posée par l'honorable parlementaire, fait connaître que l'application de la loi n° 74-630 du 4 juillet 1974 pose, du fait de l'extrême variabilité du travail des journalistes rémunérés à la pige, des problèmes très complexes en ce qui concerne la participation des intéressés au régime de retraite des cadres. S'agissant d'un régime privé, les dispositions à mettre en œuvre ne peuvent résulter que des décisions prises par les instances de ce régime qui, en liaison avec les partenaires sociaux de la profession de la presse, procèdent actuellement à l'étude des problèmes soulevés.

*Allocation de logement
(droit des cinquante-cinq ans pour les femmes seules).*

14614. — 31 octobre 1974. — **M. Delong** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur certaines imperfections du système de l'allocation de logement. En effet, beaucoup de femmes seules ou restées seules au-delà de cinquante-cinq ans éprouvent des difficultés à trouver ou à retrouver une situation convenable. La plupart vivent dans des conditions précaires et n'ont droit à aucune aide en matière de logement. Aussi, **M. Jacques Delong** demande à **M. le ministre du travail** et de la sécurité sociale si le droit à l'allocation de logement ne pourrait pas être ouvert pour les femmes seules à partir de cinquante-cinq ans comme l'est le droit à la pension de réversion.

Réponse. — L'attribution de l'allocation de logement instituée par la loi n° 71-582 du 16 juillet 1971, n'est pas liée, en ce qui concerne les personnes âgées, à une condition d'admission au bénéfice d'un avantage de vieillesse, mais à une condition d'âge. Pour obtenir cette prestation il faut, sous réserve des autres conditions d'attribution, avoir au moins soixante-cinq ans ou au moins soixante ans en cas d'incapacité au travail. En dessous de cet âge, le demandeur doit être atteint d'une infirmité congénitale ou acquise et être reconnu inapte au travail et à une rééducation professionnelle. Il n'est pas envisagé, actuellement, de modifier la législation pour étendre l'allocation de logement aux personnes admises au bénéfice de la retraite avant soixante ans car cette mesure serait de nature à compromettre l'équilibre financier du fonds national d'aide au logement, dont les charges importantes sont, en partie, supportées par le budget de l'Etat. Toutefois, le Gouvernement, conscient des difficultés auxquelles se heurtent les femmes seules, et en particulier les veuves, s'efforcera d'améliorer, par étapes, la situation des intéressés, compte tenu des possibilités financières.

Sécurité sociale minière (relèvement de la contribution de l'Etat à la branche maladie).

14905. — 15 novembre 1974. — **M. Legrand** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les conséquences financières pour la branche maladie du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines de l'annulation par le Conseil d'Etat de l'article 2, alinéa 3, du décret n° 72-971 du 27 octobre 1972 fixant à 3 p. 100 le taux de la cotisation à la charge de la caisse autonome nationale au titre de retraités, dans le cadre des opérations de compensation interprofessionnelles, de charges, de prestations en nature, de l'assurance maladie, instituées par l'article 73 de la loi de finances pour 1972. Il lui demande quelles mesures entend prendre le Gouvernement pour garantir le bon fonctionnement financier du régime minier. Comme il paraîtrait indiqué qu'à cet effet la cotisation d'assurance maladie prévue à l'article 53 du décret du 27 novembre 1946, dont le taux a été réduit avec effet du 1^{er} janvier 1972, soit rétabli à son niveau antérieur, le montant de la contribution de l'Etat au financement du régime minier devrait être relevé à due concurrence.

Réponse. — Le ministre du travail étudie très attentivement, en liaison avec les départements ministériels intéressés, les mesures à prendre à la suite de l'annulation par le Conseil d'Etat de l'article 2 (alinéa 3) du décret n° 72-971 du 27 octobre 1972, qui a fixé à 3 p. 100 le taux de la cotisation due, au titre des retraités, par la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines, dans le cadre de la compensation instituée par l'article 73 de la loi de finances pour 1972. Les nouvelles dispositions réglementaires à prendre à cet égard seront élaborées après consultation des représentants des régimes concernés et compte tenu de l'ensemble des éléments de leur équilibre financier.

Travailleurs non salariés non agricoles (mesures d'application de la loi du 3 juillet 1972 relatives aux pensions des conjoints.)

14906. — 15 novembre 1974. — **M. Legrand** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le retard apporté à l'application de la loi du 3 juillet 1972, prévoyant l'instauration d'un régime spécial pour les conjoints, pour les travailleurs non salariés non agricoles à compter du 1^{er} janvier 1973 (50 p. 100 de majoration de la retraite du vivant titulaire et 75 p. 100 après le décès). Le retard porte préjudice aux assujettis et va compliquer le travail administratif. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire de prendre rapidement les mesures d'application de cette disposition réglementaire.

Réponse. — Le projet de décret instituant un régime complémentaire d'assurance vieillesse en faveur des conjoints des travailleurs non salariés des professions industrielles et commerciales est actuellement en cours de signature et doit donc être prochainement publié.

Pensions de retraite civiles et militaires (retraités qui n'ont pas demandé immédiatement la liquidation de leur retraite).

15061. — 23 novembre 1974. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des personnes qui ne demandent pas, dès leur mise à la retraite, la pension à laquelle elles ont droit. Il lui expose le cas d'une femme qui, arrivée à l'âge de la retraite, a interrompu l'activité à temps partiel qu'elle exerçait dans une administration. Elle n'a pas jugé nécessaire à ce moment-là de demander sa pension, estimant que celle-ci devait être négligeable, et que son mari recevait alors un salaire suffisant pour couvrir les besoins du ménage. Aujourd'hui, son conjoint étant également en retraite, elle a été amenée à réclamer sa pension devant la difficulté de faire face aux dépenses du ménage avec une seule retraite. Elle a demandé le rappel des sommes qu'elle aurait pu toucher depuis le moment où elle avait cessé son travail, mais cela lui a été refusé car la réglementation en vigueur ne le permet pas. Il lui demande si cet exemple ne montre pas la nécessité de procéder systématiquement à l'information des personnes partant en retraite sur le montant de la somme à laquelle elles peuvent prétendre, voire de modifier la réglementation en vue de permettre l'octroi de rappels dans des cas déterminés.

Réponse. — En application de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 les créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics sont prescrites dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis. En matière de pensions de l'Etat, la prescription est quadriennale comme celle de droit commun. En application de l'article L. 53 du code des pensions civiles et militaires de retraite annexé à la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 le fonctionnaire qui, à partir de la date de l'entrée en jouissance normale de sa pension tarde à déposer sa demande de liquidation ou de révision de pension ou qui néglige d'en percevoir les arrérages, ne peut prétendre à percevoir que les arrérages de l'année au cours de laquelle la demande a été déposée et ceux des trois années antérieures. Le délai de prescription commence à courir non du jour de l'ouverture du droit, mais de celui du début de l'exercice au cours duquel le droit est né. Inversement, lorsque c'est l'administration qui demande le versement de l'Indu, l'article L. 93 du code actuel des pensions civiles et militaires de retraite prévoit également que, sauf le cas de fraude, omission, déclaration inexacte ou mauvaise foi de la part du bénéficiaire (cas où l'action en restitution peut s'exercer dans la limite de la prescription trentenaire), la restitution des sommes ne pourra être exigée que pour celles de ces sommes correspondant aux arrérages afférents à l'année au cours de laquelle le trop-perçu a été constaté et aux trois années antérieures. Les règles de prescription des créances sont donc les mêmes lorsqu'elles jouent au profit des fonctionnaires pensionnés ou au profit de l'Etat. L'économie de ce système ne paraît pas devoir être remise en question, puisque la législation en vigueur prévoit l'octroi de rappels d'arrérages de pension dans une limite importante de quatre années.

Assurance maladie (prise en charge des verres correcteurs incassables prescrits aux adultes).

15157. — 28 novembre 1974. — **M. Duillard** demande à **M. le ministre du travail** s'il est exact que la sécurité sociale ne rembourse les verres correcteurs incassables sur les ordonnances d'ophtalmologistes prescrivant des lunettes aux assurés sociaux que pour les enfants. Les adultes, par contre, ne pourraient se faire rembourser que des verres non incassables, dont le danger est manifeste. Les enfants, en raison de leurs activités scolaires, sportives de leurs jeux et tout simplement de la turbulence bien naturelle de leur âge, sont, sans doute dans ce domaine, particulièrement vulnérables, et le remboursement à leur profit de verres incassables s'impose de toute évidence. Cependant, pour être moindres, les risques courus à ce sujet par les adultes porteurs de lunettes sont très loin d'être négligeables. Si même un seul d'entre eux ou bien un très petit nombre devait perdre la vision d'un œil, ou pis encore des deux, par suite d'éclats de verres brisés volant dans le globe de l'œil, on serait en présence d'une véritable tragédie humaine qu'il eût été facile d'éviter en étendant aux adultes le remboursement des verres incassables. A l'heure où les assurés sociaux et salariés subissent la hausse du coût de la vie dans toute sa rigueur, il sont obligés trop souvent de comprimer leur budget familial par tous les moyens et ne commandent pas aux opticiens des verres incassables, faute de pouvoir payer la différence. Pour éviter de tels accidents, heureusement rares, mais entraînant des malheurs

humains sans aucune commune mesure avec le supplément de dépense pouvant résulter pour la sécurité sociale de la généralisation des verres incassables. M. Duillard demande à M. le ministre du travail s'il peut lui donner l'assurance que ce problème recevra très prochainement une solution humaine et de bon sens.

Réponse. — La tarif interministériel des prestations sanitaires ne prévoit le remboursement des verres incassables en matière organique qu'aux assurés opérés de la cataracte, aux forts hypermétropes et aux enfants âgés de moins de seize ans. Il est certain que les verres incassables présentent des avantages dans de nombreux cas. Le problème du remboursement des verres incassables aux adultes sera étudié à l'occasion de la refonte complète de la nomenclature d'optique lunetterie, menée conjointement par les diverses administrations intéressées et les organismes nationaux d'assurance maladie. Il est permis de penser que cette étude, qui doit apporter aux assurés sociaux toutes garanties tant sur le plan technique que sur le plan tarifaire, aboutira dans un délai limité.

Sécurité sociale (inconvénients du transfert d'un point et demi du taux des cotisations des allocations familiales au bénéfice du risque vieillesse).

15279. — 4 décembre 1974. — **M. Barberot** rappelant sa question n° 7896 du 24 janvier 1974 demandée à **M. le ministre du travail** si les dispositions du décret n° 73-1209 du 29 décembre 1973 portant transfert d'un point et demi du taux des cotisations des allocations familiales au bénéfice du risque vieillesse, ne vont pas à l'encontre des principes posés par les ordonnances de 1967 affirmant l'autonomie financière et administrative des trois branches de la sécurité sociale et ne risquent pas, en limitant les ressources des caisses d'allocations familiales, d'entraver une politique familiale de progrès que par ailleurs les pouvoirs publics entendent manifestement promouvoir.

Réponse. — Le principe posé par l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 de l'autonomie financière de l'assurance maladie, de l'assurance vieillesse et des allocations familiales n'est pas remis en cause par l'intervention du décret n° 73-1209 du 29 décembre 1973. Ce texte a seulement pour objet, en partant des évisions de dépenses des différentes branches d'assurance, d'assurer entre elles une répartition des ressources tirées des cotisations sociales, mieux adaptée à leurs besoins. Il a été tenu le plus grand compte des charges prévisibles des allocations familiales en considération des améliorations que le Gouvernement projetait d'apporter à cette catégorie de prestations. Les mesures prises, dans ce domaine, depuis le 1^{er} janvier 1974 montrent à l'évidence que l'intervention du décret précité n'a nullement entravé la politique familiale de progrès que le Gouvernement entend promouvoir. C'est ainsi qu'une revalorisation générale de 12,9 p. 100 des allocations est intervenue à compter du 1^{er} août 1974. Désireux de garantir le pouvoir d'achat des familles, le Gouvernement a d'ailleurs adopté, après consultation des représentants des familles, une technique nouvelle inspirée à la fois du souci de répercuter plus rapidement la hausse des prix dans la revalorisation des allocations familiales et de permettre une meilleure participation des familles à la croissance économique générale. D'autre part, le plafond des ressources exigé pour l'ouverture des droits à l'allocation pour frais de garde a été relevé à partir du 1^{er} juillet 1974, une augmentation de 23 p. 100 a été appliquée à la majoration de l'allocation de salaire unique ou de la mère au foyer et de l'allocation pour frais de garde et l'allocation de rentrée scolaire a été créée et servie, dès 1974, à 3 millions d'enfants. De nombreuses mesures tendant à simplifier les contrôles administratifs et assouplir les conditions d'ouverture des droits à diverses allocations sont actuellement à l'étude et doivent intervenir dans un avenir prochain. Enfin le système de protection sociale commun à tous les Français, qui doit être institué au 1^{er} janvier 1978 conformément à la loi n° 74-1094 du 24 décembre 1974, permettra l'accès au bénéfice des prestations familiales aux personnes qui en sont actuellement exclues.

Anciens combattants et prisonniers de guerre : retraite anticipée (parution des décrets modifiant les conditions d'application de la loi).

15291. — 4 décembre 1974. — **M. Denvers** demande à **M. le ministre du travail** de lui faire connaître les raisons qui s'opposent à la parution rapide des décrets portant modification de ceux des 23 janvier et 15 mai 1974, à prendre en application de la loi du 21 novembre 1973.

Réponse. — Il est signalé à l'honorable parlementaire que le décret n° 74-1194 du 31 décembre 1974 modifiant le décret du 23 janvier 1974 en vue de ramener au 1^{er} janvier 1975 (au lieu du 1^{er} janvier 1977) la date de mise en vigueur intégrale de la loi du 21 novembre 1973 prévoyant l'attribution d'une pension de vieillesse anticipée aux anciens combattants et prisonniers de guerre, a été publiée au *Journal officiel* du 5 janvier 1975 ainsi que le décret n° 74-1195 du 31 décembre 1974 modifiant en ce

sens le décret du 26 février 1974 relatif à la liquidation de la pension de vieillesse anticipée en faveur des anciens combattants et prisonniers de guerre relevant de l'ex-régime local des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Au même *Journal officiel* ont également été publiés les décrets n° 74-1196 et 74-1197 du 31 décembre 1974 modifiant les décrets du 15 mai 1974 qui avaient rendu applicables aux régimes d'assurance vieillesse des non-salariés les dispositions de la loi précitée.

Assurance vieillesse (majoration des pensions liquidées avant le 1^{er} janvier 1973 : calcul sur les dix meilleures années).

15396. — 11 décembre 1974. — **M. Odru** fait remarquer à **M. le ministre du travail** que, si le décret n° 72-1229 du 29 décembre 1972 a fixé le calcul des pensions de vieillesse sur les dix meilleures années de la carrière des assurés, ce qui représente une amélioration sensible de la situation antérieure, cette nouvelle disposition ne s'applique que depuis le 1^{er} janvier 1973, ce qui fait que les pensionnés qui ont procédé à la liquidation de leur pension avant cette date sont particulièrement lésés. Cette injustice a conduit le conseil d'administration de la caisse nationale de l'assurance vieillesse à se pencher sur cette question et, le 16 octobre 1974, il a émis à l'unanimité le vœu suivant : « Majoration forfaitaire des pensions aux retraités d'avant le 1^{er} janvier 1973 n'ayant donc pas bénéficié du calcul de celles-ci sur les dix meilleures années : les calculs font apparaître que le taux de majoration dont bénéficieraient les retraités dont la pension a été liquidée sur l'ancien mode de calcul serait d'environ 10,7 p. 100 ; il s'agit en l'occurrence d'une majoration forfaitaire qui a pour but de permettre un calcul rapide et de ne pas alourdir la gestion de l'organisme. » Il lui demande en conséquence quelles mesures rapides il compte prendre pour satisfaire une importante revendication des retraités et faire droit en même temps au vœu exprimé par la caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réponse. — Il est exact que les dispositions du décret du 29 décembre 1972, qui permettent de tenir compte des dix meilleures années d'assurance dans le calcul des pensions de vieillesse du régime général de la sécurité sociale, ne s'appliquent qu'aux pensions prenant effet postérieurement au 1^{er} janvier 1973. En effet, le principe de la non-rétroactivité des textes législatifs et réglementaires s'oppose à ce que les pensions déjà liquidées sous l'empire d'une ancienne réglementation fassent l'objet d'une nouvelle liquidation compte tenu des textes intervenus postérieurement. Par ailleurs, il convient de souligner que pour la réforme du mode de calcul du salaire annuel moyen, il n'a pas été possible de déterminer, puis d'appliquer un coefficient de revalorisation correspondant à une appréciation forfaitaire du caractère moins favorable de la réglementation antérieure. En effet, seule une nouvelle liquidation aurait permis d'identifier les pensionnés que la réforme aurait avantageusement touchés : les pensions de vieillesse liquidées dans le passé, pour lesquelles la réglementation antérieure a été favorable, soit par la prise en compte des salaires anciens fortement revalorisés, soit parce que les dix dernières années étaient les dix meilleures. En outre, la diversité des situations ne permet pas de déterminer un coefficient unique de rattrapage. Aucun texte n'est donc envisagé sur ce point et les efforts du Gouvernement portent davantage sur la qualité du service rendu aux retraités et sur la fréquence et le niveau des revalorisations. C'est ainsi que le décret n° 73-1212 du 29 décembre 1973 a prévu l'intervention de deux revalorisations chaque année au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet au lieu de la revalorisation unique prenant effet au 1^{er} avril. En application de ces dispositions, les pensions ont été revalorisées de 8,2 p. 100 au 1^{er} janvier 1974 et de 6,7 p. 100 au 1^{er} juillet de la même année ; la revalorisation applicable au 1^{er} janvier 1975 a été fixée à 6,3 p. 100. Ces efforts seront poursuivis dans le cadre d'une politique générale de la vieillesse, tendant notamment à simplifier et humaniser le système français de retraite et à développer les actions au profit des personnes âgées les plus défavorisées.

Assurance vieillesse (majoration des pensions liquidées avant le 1^{er} janvier 1975 : prise en compte de trente-sept ans et demi).

15397. — 11 décembre 1974. — **M. Odru** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le fait qu'au cours de sa séance du 15 octobre 1974, le conseil d'administration de la caisse nationale de l'assurance vieillesse a été conduit, notamment à la suite d'interventions des administrateurs salariés et plus particulièrement des représentants de la C.G.T., à discuter des injustices et des discriminations dont sont l'objet les prestataires, depuis le 1^{er} janvier 1974, du fait que les améliorations de législation vieillesse résultant de la loi n° 71-1132 du 31 décembre 1971 n'auront une pleine application que le 1^{er} janvier 1975, et pour ceux qui, à partir de cette date, toucheront leur pension. Il a donc décidé à l'unanimité l'adoption des propositions suivantes : extension aux pensions liquidées avant le 1^{er} janvier 1975 du bénéfice de la loi du 31 décembre 1971 par les dispositions ci-après : a) les pensions liquidées sur la base de 120 trimestres, dont les titulaires ont cotisé au-delà et qui ont eu 5 p. 100 de majoration début 1972, seraient augmentées forfaitairement

rement de 11,8 p. 100 ; b) les pensions liquidées en 15.^e sur la base d'au moins 128 trimestres seraient majorées de 10 p. 100 ; c) celles liquidées en 1973 sur la base d'au moins 136 trimestres de 5,3 p. 100 ; d) enfin celles liquidées en 1974 sur la base de 144 trimestres de 1,2 p. 100. Ces propositions au demeurant fort raisonnables et d'un coût modique permettraient de rétablir pour partie les droits des pensionnés de vieillesse, en même temps que de conserver aux pensions un relatif pouvoir d'achat que l'inflation et la hausse galopante du coût de la vie ont sérieusement compromis. Il lui demande en conséquence quelles dispositions il compte prendre pour l'application rapide des mesures rappelées ci-dessus.

Réponse. — C'est en effet depuis le 1^{er} janvier 1975 que les assurés relevant du régime général de la sécurité sociale peuvent obtenir en application de la loi du 31 décembre 1971 une pension de vieillesse calculée sur la base de trente-sept ans et demi de cotisations. Par ailleurs, les assurés dont la pension a pris effet depuis le 1^{er} janvier 1972, ont pu bénéficier d'un pourcentage croissant en fonction de la date d'entrée en jouissance de ces pensions. Celles-ci ont été liquidées compte tenu des durées d'assurance maximales suivantes : trente-deux ans en 1972, trente-quatre ans en 1973 et trente-six ans en 1974. Quant aux pensions liquidées sur la base de trente ans d'assurance avant le 1^{er} janvier 1972, le principe de non-rétroactivité des textes législatifs et réglementaires s'oppose à leur révision au titre des nouvelles dispositions de la loi précitée. Cependant ces pensions ont bénéficié d'une majoration forfaitaire de 5 p. 100. Le Gouvernement n'en demeure pas moins conscient des difficultés rencontrées par les pensionnés qui ne disposent pas de ressources suffisantes et les études se poursuivent, en liaison avec la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, afin de faire progresser, compte tenu des possibilités financières, la solution d'un problème dont l'intérêt et l'urgence ne lui ont pas échappé.

Elèves (protection sociale des lycéens âgés de plus de dix-huit ans).

15486. — 12 décembre 1974. — **M. Capdeville** expose à **M. le ministre du travail** la situation particulièrement difficile dans laquelle se trouvent les jeunes lycéens âgés de plus de dix-huit ans d'origine modeste, dont les parents ne peuvent pas payer « l'assurance volontaire » qui leur permettrait d'être assurés sociaux en cas de maladie ou d'intervention chirurgicale. Il lui demande s'ils ne pourraient pas bénéficier des avantages accordés aux jeunes étudiants qui poursuivent leurs études dans l'enseignement supérieur.

Réponse. — La loi du 5 juillet 1974 portant abaissement de l'âge de la majorité civile et électorale n'a pas entraîné de modification de l'article L. 285 du code de la sécurité sociale qui dispose, notamment, que les enfants de moins de vingt ans qui poursuivent leurs études sont ayants droit de leurs parents assurés sociaux. Le problème de l'harmonisation des dispositions de la législation de sécurité sociale et de celles de la loi du 5 juillet 1974 portant abaissement de l'âge de la majorité civile et électorale est actuellement étudié par le ministre du travail en liaison avec le ministre de l'éducation. Il peut être envisagé, soit de conférer aux intéressés la qualité d'ayants droit jusqu'à leur vingt et unième anniversaire, soit compte tenu de l'abaissement de l'âge de la majorité civile, de ramener, au contraire, à dix-huit ans l'âge auquel les enfants d'assurés sociaux perdent la qualité d'ayants droit. Dans ce dernier cas, les lycéens pourraient être affiliés au régime de sécurité sociale des étudiants. Cette dernière solution se heurterait cependant à d'importantes difficultés d'ordre financier, en raison de l'important accroissement du nombre des ressortissants du régime des étudiants qui en résulterait. Les difficultés d'ordre pratique seraient également importantes car cette mesure rendrait nécessaire la constitution de sections mutualistes au niveau de chaque établissement scolaire, constitution qui s'avérerait délicate en raison des difficultés de fonctionnement de la mutuelle nationale des étudiants de France. Il reste que le ministre du travail ne perd pas de vue le problème posé et qu'il espère y apporter une solution satisfaisante, d'ici à 1978, dans le cadre du projet de généralisation de la sécurité sociale. Il convient cependant de noter que les personnes affiliées à l'assurance volontaire maladie maternité et âgées de moins de vingt-deux ans bénéficient d'une cotisation réduite qui ne s'élève qu'à 242 francs par trimestre à compter du 1^{er} janvier 1975.

Anciens combattants (révision de l'assiette de pension d'une retraite liquidée le 1^{er} janvier 1971).

15634. — 18 décembre 1974. — **M. Sainte-Marie** indique à **M. le ministre du travail** qu'un ancien combattant ayant fait liquider sa pension de retraite le 1^{er} janvier 1971 a demandé à bénéficier des dispositions de la loi du 21 novembre 1973 relatives à la retraite anticipée des anciens combattants. La révision de sa pension a été refusée. Il lui demande si une telle décision lui paraît juste et, dans la négative, quelles mesures il compte prendre pour supprimer de telles iniquités.

Réponse. — La loi du 21 novembre 1973 permettant aux anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier, entre soixante et soixante-cinq ans, d'une pension de retraite cal-

culée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans ne s'applique qu'aux pensions de vieillesse prenant effet postérieurement au 31 décembre 1973. Le principe de non-rétroactivité des textes législatifs et le caractère définitif de la liquidation des pensions vieillesse s'opposent, en effet, à la révision, au titre de la loi précitée, des pensions de vieillesse des anciens combattants et anciens prisonniers de guerre qui ont obtenu la liquidation de leurs droits avec effet antérieur au 1^{er} janvier 1974, date de mise en vigueur des nouvelles dispositions susvisées. Le Gouvernement n'en demeure pas moins conscient des difficultés rencontrées par les pensionnés qui ne disposent que de faibles ressources et les études se poursuivent en liaison avec la caisse nationale d'assurance vieillesse en vue d'améliorer leur situation, compte tenu des possibilités financières.

Assurance vieillesse (validation des services accomplis comme salarié en Algérie par un assuré de nationalité espagnole).

15647. — 18 décembre 1974. — **M. Caro** expose à **M. le ministre du travail** le cas d'un particulier de nationalité espagnole, rapatrié d'Algérie en 1962 après avoir occupé un emploi salarié à Oran pendant plus de trente ans. L'intéressé n'étant plus en mesure de travailler a présenté une demande de liquidation de ses droits d'assurance vieillesse auprès de la caisse régionale (vieillesse) du Sud-Est en sollicitant la validation de la période de travail salarié effectuée en Algérie. D'après la réponse de la caisse, cette validation ne peut être admise que si le demandeur est de nationalité française ou si, étant de nationalité étrangère, il remplit certaines conditions spéciales. La loi n° 64-1330 du 26 décembre 1964 ne concerne, en effet, que les Français ayant exercé en Algérie une activité professionnelle et résidant en France, et titulaires de droits acquis ou en cours d'acquisition, ou éventuels, à des prestations de vieillesse dues par des institutions algériennes. Cependant, dans son article 9, dernier alinéa, il est prévu qu'un décret fixerait les conditions selon lesquelles les dispositions de cette loi seraient applicables à des personnes qui, n'étant pas de nationalité française, étaient domiciliées en Algérie antérieurement à leur établissement en France et ont dû être estimés devoir quitter l'Algérie par suite des événements politiques. Il lui demande si ce décret est paru et dans quelles conditions un assuré de nationalité espagnole peut obtenir la validation pour sa pension de vieillesse des années de travail salarié effectuées en Algérie avant son établissement en France.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que par la loi du 26 décembre 1964 portant prise en charge et revalorisation de droits et avantages sociaux consentis à des Français ayant résidé en Algérie, la France n'a pas entendu se substituer à l'Algérie dans les obligations de celle-ci en matière d'assurance vieillesse ; elle a seulement pris acte de la suspension par les caisses algériennes du versement des pensions qu'elles servaient et voulu assurer la sauvegarde des droits des ressortissants français ayant résidé en Algérie, en réalisant leur prise en charge par les caisses homologues métropolitaines. Cette loi n'est donc pas une loi de sécurité sociale dont pourraient se prévaloir les ressortissants d'Etats ayant conclu des accords avec la France, mais une loi de solidarité nationale, comme l'a d'ailleurs confirmé le département des affaires étrangères. Or, il est constant en droit international que les lois de solidarité nationale ne sont applicables qu'aux nationaux, sauf exceptions expressément prévues. Ainsi, l'article 25 du décret n° 65-742 du 2 septembre 1965, relatif à l'application de la loi précitée aux travailleurs salariés dispose que seuls peuvent bénéficier de ladite loi les étrangers rapatriés en France qui ont été admis au bénéfice d'une ou plusieurs prestations dans le cadre du décret n° 62-1049 du 4 septembre 1962. Il s'agit essentiellement des étrangers remplissant l'une des conditions suivantes : avoir accompli dans l'armée française le temps de service actif, avoir servi pendant cinq ans dans cette armée, être ancien combattant de cette armée, avoir un descendant, un ascendant ou son conjoint mort pour la France, ou enfin, avoir fait preuve de dévouement à l'égard de la France ou lui avoir rendu des services exceptionnels. Seuls les services préfectoraux sont compétents pour apprécier si les requérants peuvent être admis au bénéfice du décret du 4 septembre 1962 précité.

Assurance maladie (exonération de cotisations pour les commerçants retraités invalides de guerre ou victimes civiles de la guerre).

15734. — 20 décembre 1974. — **M. Neuwirth** rappelle à **M. le ministre du travail** que le régime d'assurance des non-salariés ne s'applique pas aux travailleurs indépendants qui ont la qualité d'invalidé de guerre ou de victime civile de la guerre dont le taux de pension est au moins égal à 85 p. 100. Les intéressés relèvent en effet du régime général de sécurité sociale. Il lui demande si au moment de sa mise à la retraite un commerçant non affilié au régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés pour la raison précédemment exposée continue lorsqu'il perçoit sa pension de retraite à rester affilié au régime général de sécurité sociale et bénéficie de ce fait de toute exonération des cotisations au titre d'un régime maladie sur sa pension de retraite.

Réponse. — Il résulte des dispositions combinées de l'article 3 (I, 2^o) de la loi n° 66-503 du 12 juillet 1966 modifiée et de l'article 577 du code de la sécurité sociale que les travailleurs non salariés non agricoles, pensionnés de guerre à un taux d'au moins 85 p. 100, sont et demeurent affiliés aux assurances sociales du régime général quels que soient leurs liens présents ou passés avec une activité indépendante. En conséquence, s'il est titulaire d'une pension militaire d'invalidité à un taux au moins égal à 85 p. 100, un commerçant continuera à bénéficier des prestations en nature d'assurance maladie dans le régime général de sécurité sociale lorsqu'il cessera toute activité, et ne paiera donc pas de cotisation sur sa retraite de commerçant.

Sécurité sociale (aménagement de l'assiette des charges sociales tenant compte de la situation des industries de main-d'œuvre).

15789. — 21 décembre 1974. — **M. Radius** rappelle à **M. le ministre du travail** que les mesures sociales prises en faveur des salariés se multiplient chaque année, ce qui est souhaitable, mais cette amélioration fait peser des charges de plus en plus lourdes sur les industries de main-d'œuvre et plus particulièrement sur le secteur de l'artisanat. Les industries en cause sont donc pénalisées par le mode de calcul actuel des cotisations sociales. Pour remédier à cette injustice, l'article 10 de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat préconise un aménagement de l'assiette des charges sociales tenant compte de l'ensemble des éléments d'exploitation de l'entreprise. L'article 2-1 (3^e alinéa) de la loi de finances pour 1974 prévoit le règlement de ce problème dans le cadre des réformes tendant à instaurer une compensation entre les régimes obligatoires de sécurité sociale. Afin de régler ce problème, il lui demande si l'aménagement de l'assiette des charges sociales ne sera pas réalisé dans les plus brefs délais, qu'il aboutisse à une meilleure répartition des charges entre les différentes entreprises et qu'il soit tenu compte tout particulièrement de la situation des industries de main-d'œuvre.

Réponse. — Le problème de la réforme de l'assiette des cotisations de sécurité sociale, notamment en ce qui concerne les industries de main-d'œuvre, constitue une des préoccupations du Gouvernement. Le Conseil économique et social a procédé à ce sujet à une étude approfondie qui a apporté des bases de travail intéressantes. Toutefois, il subsiste des éléments d'incertitude, notamment en ce qui concerne l'importance des disparités dont souffriraient les industries de main-d'œuvre. Un groupe de travail comportant des représentants de la Cour des comptes, des ministères de l'économie et des finances, du travail, de l'agriculture, du commerce et de l'artisanat, doit se réunir prochainement. Il est permis d'espérer qu'il aboutira à des conclusions satisfaisantes dans un délai rapproché. Il n'est pas perdu de vue, en effet, que l'article 3 de la loi n° 74-1094 du 24 décembre 1974, dispose qu'un aménagement de l'assiette des charges sociales assumées par les entreprises sera recherché pour tenir compte de l'ensemble des éléments d'exploitation et présenté au Parlement avant le 1^{er} juin 1975.

Élèves (bénéfice de la sécurité sociale du chef des parents pour les lycéens au-delà de vingt ans).

15827. — 21 décembre 1974. — **M. Waldeck L'Huilier** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des élèves lycéens qui, ayant atteint leur vingtième anniversaire avant la fin de la classe terminale, sont contraints de souscrire une assurance volontaire afin de préserver leurs droits (coût de l'assurance volontaire: 104 francs par trimestre). En effet, l'article L. 285 du code de la sécurité sociale prévoit que « ... l'enfant atteint l'âge de vingt ans au cours de l'année scolaire, les prestations sont supprimées à l'expiration du mois qui suit, de date à date, le vingtième anniversaire ». Or, nombreux sont les lycéens qui ont un ou deux ans de retard, retard dû, dans la plupart des cas, au manque de classes d'adaptation, aux classes surchargées ou aux malades, qui ne peuvent bénéficier du régime « étudiant », ni du régime général, puisqu'ils ne sont pas encore dans la vie active. Il lui demande s'il ne lui paraît pas utile de revoir le texte précité afin que le bénéfice des ayants droit soit accordé aux lycéens jusqu'à la fin de leurs études secondaires.

Réponse. — Le ministre du travail étudie actuellement, en liaison avec le ministre de l'éducation, l'éventualité d'une modification de la législation en vigueur concernant les enfants d'assurés sociaux qui poursuivent leurs études. Il peut être envisagé, soit de conférer aux intéressés la qualité d'ayants droit jusqu'à leur vingt et unième anniversaire, soit compte tenu de l'abaissement de l'âge de la majorité civile, de ramener, au contraire, à dix-huit ans l'âge auquel les enfants d'assurés sociaux perdent la qualité d'ayant droit. Dans ce dernier cas, les lycéens pourraient être affiliés au régime de sécurité sociale des étudiants. Cette dernière solution se heurterait cependant à d'importantes difficultés d'ordre financier, en raison de l'important accroissement du nombre des ressortissants du régime des étudiants qui en résulterait. Les difficultés d'ordre pratique

seraient également importantes car cette mesure rendrait nécessaire la constitution de sections mutualistes au niveau de chaque établissement scolaire, constitution qui s'avérerait délicate en raison des difficultés de fonctionnement de la mutuelle nationale des étudiants de France. Il reste que le ministre du travail ne perd pas de vue le problème posé et qu'il espère y apporter une solution satisfaisante d'ici à 1978 dans le cadre du projet de généralisation de la sécurité sociale.

Assurance vieillesse (retraite anticipée pour inaptitude au travail: suppression des conditions de ressources).

15859. — 28 décembre 1974. — **M. Raymond Boisdé** expose à **M. le ministre du travail** le problème suivant: après les déportés et internés, la loi du 21 novembre 1973 a ouvert largement aux anciens combattants et anciens prisonniers le bénéfice de la retraite de salarié ou de non-salarié à partir de soixante ans. Il est à relever que l'avantage de vieillesse ainsi liquidé par anticipation à ces bénéficiaires est servi quel que soit le montant des revenus professionnels des intéressés. En effet, les dispositions de l'article 76 a du décret du 29 décembre 1945 visées à l'article 2 du décret n° 73-1214 du 29 décembre 1973, relatives au contrôle des revenus professionnels des inaptes au travail ne sont pas applicables en l'espèce, puisque l'anticipation du bénéfice de la retraite n'est pas liée à la reconnaissance de l'inaptitude, mais à la seule situation militaire du requérant. Il en résulte que présentement un nombre considérable de requérants peuvent sur seule présentation de leurs états militaires, se présenter aux guichets des caisses pour bénéficier de la loi, alors que les inaptes au travail en faible nombre, représentés le plus souvent par des femmes, devront continuer à justifier tous les trois mois de leurs ressources, sous la menace permanente d'une suspension ou d'un arrêt des arrérages qui leur sont servis. Sur le plan social, n'y a-t-il pas là une situation qui est devenue, depuis novembre 1973, choquante? Aussi peut-on espérer à bref délai la modification de l'article L. 334 du code de la sécurité sociale.

Réponse. — L'article L. 334 du code de la sécurité sociale dispose que le service de la pension de vieillesse attribuée ou révisée au titre de l'inaptitude au travail peut être suspendu lorsque le titulaire, âgé de moins de soixante-cinq ans exerce une activité professionnelle lui procurant des revenus dépassant un chiffre déterminé par voie réglementaire. En application de ces dispositions, l'article 76 a du décret du 29 décembre 1945, modifié par le décret du 17 mai 1972, a fixé à 50 p. 100 du montant du S.M.I.C., calculé sur la base de 520 heures, le plafond que ne doivent pas dépasser les revenus professionnels trimestriels du titulaire d'une pension de vieillesse accordée au titre de l'inaptitude au travail. Il n'est pas envisagé de supprimer cette règle de limitation du cumul desdites pensions et des revenus professionnels, car il serait inéquitable qu'un assuré qui bénéficie, en raison de la reconnaissance de son inaptitude au travail, de l'avantage important que constitue l'octroi anticipé de la pension au taux normalement applicable à sixante-cinq ans, entraînant, de surcroît, l'attribution de la retraite complémentaire sans abatement, ait, en outre, la possibilité d'exercer une activité professionnelle autre qu'une activité réduite. Toutefois, l'article 76 a précité va être modifié par un décret, actuellement en cours de signature, afin que les revenus professionnels des titulaires des pensions de vieillesse susvisées soient désormais contrôlés annuellement et non plus trimestriellement.

Assurance vieillesse (liquidation de la retraite dès le premier mois qui suit le soixante-cinquième anniversaire).

15883. — 28 décembre 1974. — **M. Peyret** expose à **M. le ministre du travail** la situation dans laquelle se trouvent un certain nombre d'assurés candidats à la retraite qui se voient soustraire un mois de droit à la retraite du fait d'une réclamation tardive alors qu'ils remplissent les conditions maximales pour l'attribution de la pension au taux plein bien avant leur soixante-cinquième anniversaire. Il lui demande s'il peut prendre les dispositions nécessaires afin que les candidats à la retraite remplissant les conditions maximales de versements de cotisation soient liquidés leur retraite dès le premier jour du mois civil suivant leur soixante-cinquième anniversaire sans qu'un incident de procédure puisse faire obstacle.

Réponse. — Conformément aux principes généraux de l'assurance, c'est l'assuré qui choisit lui-même la date d'entrée en jouissance de sa pension de vieillesse, cette date ne pouvant toutefois être antérieure ni au dépôt de la demande ni au soixantième anniversaire de l'intéressé. Si cette date n'a pas été fixée par l'assuré, la pension prend effet au premier jour du mois suivant la date de réception de la demande. L'assuré peut ainsi ajourner la liquidation de ses droits aussi longtemps qu'il le désire en vue d'obtenir une pension calculée à un taux plus élevé. Il serait contraire aux principes rappelés ci-dessus de fixer la date d'entrée en jouissance des pensions de vieillesse au premier jour du mois suivant le soixante-cinquième anniversaire des assurés, sans demande expresse des intéressés.

*Cadres cotisations de sécurité sociale
des cadres employés à temps partiel.*

16006. — 11 janvier 1975. — M. Sallé rappelle à M. le ministre du travail que le décret n° 73-1209 du 29 décembre 1973 a fixé pour l'année 1974 à 27 840 francs le plafond annuel des cotisations de la sécurité sociale. Les cotisations sont calculées lors de chaque échéance de paie jusqu'à concurrence de sommes qui varient selon la périodicité des paies. Ces cotisations sont fixées à 33,50 francs si la rémunération est réglée par demi-journée de travail ne dépassant pas cinq heures. Il appelle son attention à cet égard sur la situation des cadres exerçant une activité à temps partiel. Généralement par un souci de simplification l'employeur des cadres travaillant un certain nombre de demi-journées par mois récapitule ces demi-journées de présence et règle ses collaborateurs en fin de mois par un chèque mensuel au lieu de leur remettre une série de bulletins journaliers. Il lui expose la situation d'un cadre ayant travaillé pendant quinze demi-journées dans un mois au salaire de 109 francs par demi-journée. L'intéressé recevra donc au total un traitement de 1 500 francs pour le mois. Si quinze bulletins de salaires étaient établis dans le mois, la cotisation de sécurité sociale serait calculée de la manière suivante :

1 500 F × 1 p. 100.....	15 F.
(33,50 × 15) = 802,5 × 2,5.....	20,06
(33,50 × 15) = 802,5 × 3 p. 100.....	24,07

59,13 F.

Au contraire, compte tenu de la remise d'un chèque mensuel récapitulatif, les cotisations de sécurité sociale sont ainsi calculées :

1 500 F × 1 p. 100.....	15 F.
1 500 × 2,5.....	37,50
1 500 × 3 p. 100.....	45

97,50 F.

Il est extrêmement regrettable que les cadres se trouvant dans cette situation, et qui sont d'ailleurs de plus en plus nombreux, soient pénalisés par une telle majoration de cotisation de sécurité sociale. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il envisage de prendre pour que ces salariés gardent leur qualification et les avantages résultant de leur position de cadre vis-à-vis des cotisations de la sécurité sociale tout en étant réglés mensuellement au même titre que leurs collègues cadres exerçant à temps complet.

Réponse. — A l'examen, la suggestion de l'honorable parlementaire, si elle était retenue, outre qu'elle serait de nature à donner un surcroît de travail aux entreprises et aux organismes de recouvrement, ne devrait pas apporter d'avantages véritables aux salariés. L'employeur doit en fin d'année procéder à la régularisation prévue par l'article 5 du décret n° 72-230 du 24 mars 1972 pour tenir compte de l'ensemble des rémunérations payées au cours de l'année. Dans l'exemple choisi, le total des cotisations dues par le salarié serait égal à 1 170 francs et l'employeur serait fondé à lui réclamer le versement de la différence existant entre cette somme et le total des précomptes effectués, soit 609,58 francs. Le salarié devrait donc verser en une seule fois la somme de 533,44 francs alors que dans le cas considéré ce paiement est actuellement réparti sur tous les mois de l'année.

Allocation pour frais de garde (prolongation du versement au-delà de l'âge de trois ans des enfants de milieu rural).

16009. — 11 janvier 1975. — M. Honnet attire l'attention de M. le ministre du travail sur le fait que les dispositions relatives à l'allocation de frais de garde limitent à l'âge de trois ans pour le ou les enfants vivant au foyer l'octroi de cette prestation. Si on peut effectivement considérer qu'à partir de cet âge certains enfants peuvent être accueillis à l'école maternelle — ce qui résout en grande partie les problèmes de garde — il y a lieu de ne pas oublier que tous les parents n'ont pas cette solution à leur disposition, et ceci est particulièrement vrai en milieu rural. Comprenant mal que les ruraux soient ainsi pénalisés, il lui demande dans ces conditions s'il ne lui paraît pas souhaitable et équitable, lorsqu'il est évident que les parents sont contraints de supporter des frais de garde en attendant la scolarisation normale de leurs enfants, de prolonger au-delà de l'âge de trois ans le versement de l'allocation précitée.

Réponse. — La réglementation en vigueur concernant l'allocation pour frais de garde a réservé le bénéfice de cette prestation aux familles ayant en charge un enfant de moins de trois ans, période pendant laquelle la garde et les soins posent des problèmes particulièrement délicats et difficiles. Après leur troisième anniversaire, les enfants peuvent être admis pour la plupart dans les jardins d'enfants et les écoles maternelles, là où la densité de population justifie pleinement l'existence de tels établissements. Il est de fait que le réseau d'accueil pourrait difficilement satisfaire toutes les demandes en milieu rural, où d'ailleurs le problème de la garde

des jeunes enfants se posent souvent en termes différents du fait d'un environnement plus favorable. La politique familiale est constituée d'un ensemble de mesures sociales qui, compte tenu de l'orientation du VI^e Plan, vise à permettre aux mères de famille de choisir dans de meilleures conditions entre la vie au foyer — pour se consacrer principalement à leurs enfants — et l'exercice d'une activité professionnelle. On ne peut donc étendre la portée des prestations destinées aux familles où la mère travaille, sans modifier également les prestations destinées aux familles où la mère reste au foyer. L'extension, sous certaines conditions, de l'allocation de frais de garde aux enfants âgés de plus de trois ans aurait donc des répercussions sur l'allocation de salaire unique et de la mère au foyer. Une telle mesure, qui ne saurait se limiter au milieu rural, impliquerait des charges financières très lourdes qui ne pourraient être supportées par le régime des prestations familiales sans compromettre d'autres réalisations sociales jugées prioritaires.

QUESTIONS ECRITES

pour lesquelles les ministres demandent un déloi supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse.

(Art. 139, alinéa 3, du règlement.)

*Imprimerie de labeur (encouragement à la création
d'une industrie nationale de matériels graphiques).*

16260. — 25 janvier 1975. — M. Cousté appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie et de la recherche sur la situation économique critique que connaît actuellement l'ensemble du secteur des arts graphiques et en particulier celui de l'imprimerie dite « de labeur ». Parmi les causes multiples qui sont à l'origine de cette crise, il semble qu'on puisse notamment signaler le fait que la profession soit intégralement tributaire de l'étranger pour l'achat de ses matériels de production, notamment presses et matériel de façonnage. Il en résulte une majoration très sensible, souvent de l'ordre de 50 p. 100, du coût de ces matériels, par rapport à ceux dont disposent nos concurrents étrangers. Il lui demande en conséquence par quels moyens les pouvoirs publics envisagent d'encourager la création d'une industrie nationale de matériels graphiques, de nature à répondre aux besoins de l'imprimerie de labeur.

*Emploi (garanties d'emploi pour les salariés
de l'entreprise Big-Chief à La Roche-sur-Yon (Vendée)).*

16265. — 25 janvier 1975. — M. Ballanger attire l'attention de M. le ministre de l'industrie et de la recherche sur la situation du personnel ouvriers et cadres de l'entreprise Big-Chief à La Roche-sur-Yon-La Caillière (Vendée) soit au total 830 personnes. Le personnel de cette entreprise se trouve sans travail à la date du 6 janvier. En conséquence il lui demande si le Gouvernement n'entend pas intervenir en vue de permettre à cette entreprise de reprendre rapidement son activité ; prendre toutes dispositions pour garantir le plein emploi de l'ensemble du personnel ; créer les conditions pour que ces familles perçoivent la totalité de leurs salaires et autres avantages.

*Exploitants agricoles (attribution de l'aide exceptionnelle aux
jeunes exploitants sans distinction de la provenance des prêts
contractés).*

16267. — 25 janvier 1975. — M. Naveau attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les dispositions du décret n° 74-702 du 7 août dernier insistant une aide exceptionnelle aux jeunes agriculteurs et éleveurs assujettis à l'assurance maladie des exploitants agricoles et qui ont contracté auprès des caisses de crédit agricole mutuel les emprunts suivants : 1° prêts à moyen terme spéciaux consentis aux jeunes agriculteurs ; 2° prêts à moyen terme spéciaux consentis aux éleveurs pour construire ou équiper des bâtiments d'élevage en complément des subventions spéciales délivrées par le ministère de l'agriculture ; 3° prêts spéciaux d'élevage consentis dans le cadre du décret n° 73-33 du 4 janvier 1973 (cf. circulaire n° 73-29 du 12 février 1973). Le montant de l'aide susvisée étant égal à la partie « Intérêts » des annuités échues ou à échoir, entre le 1^{er} juillet 1974 et le 30 juin 1975, sur les prêts en cours au 30 juin 1974, les règlements seront opérés en une seule fois par virement au crédit des comptes bénéficiaires, que les annuités soient échues ou non. Il lui signale que les emprunteurs, qui pour les prêts précités se sont adressés à une caisse privée telle que le crédit mutuel, sont privés du bénéfice de l'aide exceptionnelle en question et lui demande s'il ne juge pas opportun de rétablir l'équilibre entre tous ces exploitants, en accordant l'aide exceptionnelle, sans distinction de la caisse à laquelle ils se sont adressés.

Hydrocarbures (diminution de la consommation et précisions pour 1975 dans les pays de la C.E.E.).

16277. — 25 janvier 1975. — **M. Julien Schwartz** rappelle au ministre de l'industrie et de la recherche qu'à la suite d'une question écrite d'un membre du Parlement européen, la commission de la Communauté économique européenne a précisé que l'on assistait à une diminution de la consommation des produits pétroliers en Europe. Plus précisément, au cours du premier trimestre 1974, la consommation des principaux produits pétroliers (essence, gas oil, fuel léger et résiduel) a diminué dans les proportions suivantes par rapport à la même période de 1973 : Danemark : 25,7 p. 100 ; Pays-Bas : 22,8 p. 100 ; Belgique : 19,1 p. 100 ; Luxembourg : 16 p. 100 ; R.F.A. : 15,5 p. 100 ; Royaume-Uni : 9,9 p. 100 ; France : 6,1 p. 100 ; Italie : 4,1 p. 100 ; Irlande : 3,7 p. 100. D'après les renseignements reproduits dans la presse, la diminution de la consommation française en produits pétroliers, pour l'ensemble de l'année 1974, a été de l'ordre de 6 p. 100. Le ministre de l'industrie et de la recherche est-il à même d'expliquer les raisons des différences importantes notées dans les statistiques de la commission de la C.E.E. pour le premier trimestre 1974 entre la France d'une part, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, la République fédérale allemande et le Royaume-Uni, d'autre part. Est-il possible de connaître l'évolution comparée de cette diminution de la consommation pétrolière entre les différents pays du Marché commun pour l'ensemble de l'année 1974 ; d'expliquer, le cas échéant, les distorsions que l'on pourrait noter ; et enfin d'indiquer les prévisions faites par les différents gouvernements pour 1975.

Inspecteurs du permis de conduire. (Revendications en matière de statut.)

16286. — 25 janvier 1975. — **M. Gau** demande à **M. le ministre de l'équipement** quelles mesures il entend prendre pour qu'une solution satisfaisante soit apportée, dans le cadre de la définition d'un statut particulier, aux revendications exprimées par les inspecteurs et cadres administratifs du service national des examens du permis de conduire.

Logement. Détermination de la personne — propriétaire ou locataire — à qui incombe la charge des frais de ménage des parties communes d'un immeuble.

16323. — 25 janvier 1975. — **M. Bécam** demande à **M. le ministre de l'équipement** de lui préciser qui, du propriétaire ou des locataires, doit prendre la charge des frais de ménage afférents aux parties communes d'un immeuble. Il lui rappelle que la commission nationale pour l'étude des charges locatives et des rapports entre propriétaires, gestionnaires et usagers, avait porté à la charge des locataires les dépenses d'entretien courant, mais à celle des propriétaires les dépenses relatives à l'élimination des déchets et à l'entretien des parties communes et du gardiennage.

Personnel hospitalier (revendications du personnel de l'hôpital intercommunal de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne).)

16340. — 25 janvier 1975. — **M. Kalinsky** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur l'urgence des mesures indispensables pour satisfaire les revendications des travailleurs des services hospitaliers et pour donner aux hôpitaux les moyens de remplir pleinement leur rôle au service des malades et de la santé publique. L'insuffisance des rémunérations, la pénibilité des conditions de travail, l'organisation défectueuse des congés, l'absence de possibilités de logement, les difficultés des transports, l'inexistence ou l'insuffisance des crèches pour les enfants du personnel, la carence des moyens de formation se conjuguent pour décourager le personnel et empêcher les établissements de disposer des effectifs nécessaires pour leur fonctionnement optimal. Il en résulte une dégradation des services assurés aux malades, ainsi que l'impossibilité d'utiliser le service hospitalier à pleine capacité. C'est ainsi qu'à Villeneuve-Saint-Georges, il manque à l'effectif budgétaire, par rapport aux normes, 8 commuls, 13 secrétaires médicales, 8 sténodactylographes, 4 téléphonistes, 7 surveillants, 8 puéricultrices, 2 aides anesthésistes, 1 diététicienne, 45 infirmières. De plus, tous les postes prévus à l'effectif budgétaire ne sont pas pourvus. Ainsi il manque en outre 7 techniciens de laboratoire, 10 manipulateurs radios, 23 auxiliaires de puériculture, 21 aides-radios, 75 aides soignants, 1 contremaitre, 3 chefs d'équipe, 17 ouvriers professionnels, 3 aides ouvriers. Sur 1 295 agents, on compte 469 auxiliaires, 32 infirmières ont donné leur démission depuis le 1^{er} avril 1974. D'autres s'apprentent à le faire. Il en résulte une sous-utilisation du potentiel technique remarquable de cet établissement récent, la fermeture de certains lits à certaines périodes de l'année et, d'une manière générale, une aggravation des conditions de travail du personnel ainsi que la mise en cause de la qualité des services rendus aux malades. Malgré les promesses faites, il n'y a toujours pas de crèche pour les enfants du personnel. Au lieu de satisfaire les revendications du personnel, il est fait

appel à du personnel intérimaire dont le prix de revient est le double ou le triple de celui du personnel en place. Il s'établit en effet à 600 000 anciens francs par mois pour une infirmière, 1 400 000 francs par mois pour un manipulateur radio et à 1 600 000 F par mois pour un aide anesthésiste. Il lui demande quelles dispositions elle entend prendre pour assurer le recrutement du personnel indispensable à la bonne marche des services et donner satisfaction aux revendications du personnel de l'hôpital intercommunal de Villeneuve-Saint-Georges concernant notamment l'augmentation des rémunérations, la réduction de la durée du travail, l'amélioration des conditions de transports et des possibilités de logement, la mise en œuvre d'un véritable plan de formation du personnel qualifié, la création d'une crèche pour les enfants du personnel.

Construction.

(Réalisation de 4 000 logements sociaux à Paris en 1975.)

16344. — 25 janvier 1975. — **M. Fiszbjn** a pris note de la réponse de **M. le ministre de l'équipement** à sa question écrite n° 14936 du 15 novembre 1974, concernant l'affectation de crédits pour la construction de 4 000 logements sociaux à Paris en 1975. Dans cette réponse, **M. le ministre** précise que « cette décision de principe suppose que toutes les dispositions nécessaires à sa mise en œuvre seront prises ». Les débats sur le logement social, qui se sont déroulés récemment devant le conseil de Paris et plus particulièrement le manque de précision des réponses de l'administration, n'ont pas levé bon nombre d'incertitudes. Entre autres, on sait que les crédits qui avaient été alloués en 1974 n'ont pas été intégralement utilisés, alors que l'on connaît les besoins pressants en ce domaine et particulièrement à Paris et dans la région parisienne. Afin que pareille situation ne se reproduise en 1975, il lui demande de bien vouloir lui indiquer, si toutefois cela lui paraît possible : en quel consistent les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de cette décision et, en tout état de cause, quelles sont les mesures concrètes prévues afin d'écartier une telle éventualité.

Administration (limitation ouz mesures de concentration des services publics).

16345. — 25 janvier 1975. — **M. Villon** rappelle à **M. le Premier ministre** qu'au *Journal officiel* du 7 septembre il lui demandait par la question écrite n° 13291 ce qu'il comptait faire pour que la promesse faite par lui dans sa déclaration de politique générale du 4 juin 1974, de mettre « un terme aux procédures de fermeture ou de transfert excessif des services publics indispensables à la vie de nos bourgs et de nos villages » soit appliquée par un de ses ministres qui venait de procéder à un tel transfert et qui l'avait justifié en disant qu'il s'agissait de la poursuite de « mesures de regroupement... entreprises depuis plusieurs années ». Il lui fait part de son étonnement de trouver au *Journal officiel* du 11 janvier la même question mais modifiée dans son libellé du fait que la formule « attire l'attention de Monsieur le Premier ministre » a été remplacée par « attire l'attention de Monsieur le ministre de l'industrie et de la recherche » modification qui a pour résultat : 1° de rendre la question incompréhensible pour tout lecteur du *Journal officiel* puisque la déclaration de politique générale du 4 juin n'est pas celle de ce ministre mais celle faite au nom du Gouvernement par le Premier ministre et pulque la question « quelles mesures il compte prendre pour faire appliquer par ses ministres les intentions exprimées dans cette déclaration » perd tout son sens en étant posée à un ministre qui n'est pas le premier ; 2° de permettre au Premier ministre d'esquiver ses responsabilités concernant la non-application de la politique à laquelle il s'était engagé et de faire répondre à sa place par celui de ses ministres qui était précisément accusé de ne pas tenir compte des engagements pris par le Premier ministre. Il lui demande donc à nouveau comment il entend faire appliquer par ses ministres et notamment par celui de l'industrie la promesse faite le 4 juin 1974 de mettre un terme à une politique de concentration des services publics et des administrations, même si elle est « programmée depuis longtemps » et s'il n'estime pas devoir revenir sur certaines fermetures qui contribuent à « la dévitalisation de nos campagnes » et qui, pour des économies dérisoires au profit de l'administration concernée, imposent des frais supplémentaires et des pertes de temps aux usagers et aux administrés. Il lui demande également qu'à l'avenir il soit répondu par le Premier ministre aux questions qui lui sont adressées es qualités et qu'il ne soit pas procédé à des « transferts pour attribution » sans l'accord du parlementaire ayant posé la question.

Urbanisme.

(Aménagement de la zone B 1 de « La Défense » (Hauts-de-Seine).)

16353. — 25 janvier 1975. — **M. Barbet** rappelle à **M. le ministre de l'équipement** les termes de sa lettre du 29 octobre 1974 reprenant les questions qu'il lui avait posées lors de son audition par la commission de la production et des échanges du 24 octobre 1974,

relatives à l'aménagement de la zone B1 de La Défense et à l'interprétation qu'il faisait de l'affectation des 100 000 mètres carrés de bureaux prévus dans cette zone à des activités en rapport avec le caractère de centre urbain départemental de cette zone.

Entreprises (absorption d'une entreprise de Romilly [Aube] par un groupe étranger).

16355. — 25 janvier 1975. — M. Baillot demande à M. le ministre de l'industrie et de la recherche pour quelles raisons il n'a pas encore répondu à sa question écrite n° 13565 du 21 septembre 1974 par laquelle il lui faisait part de la situation d'une entreprise située à Romilly. Il lui demande de nouvelles mesures il compte prendre afin d'empêcher qu'un groupe étranger puisse mettre la main sur une industrie française prospère.

Médecins (équivalence des doctorats en médecine étrangers de médecins de nationalité française).

16357. — 25 janvier 1975. — M. Soustelle expose à Mme le ministre de la santé qu'en l'état actuel des textes réglementaires les citoyens français titulaires de doctorats en médecine étrangers se trouvent désavantagés par rapport aux médecins de nationalité étrangère. En effet, aux termes du décret n° 74-445 du 13 mai 1974 relatif aux modalités de nomination des attachés des établissements d'hospitalisation publics, un Français ayant obtenu à l'étranger un titre de doctorat en médecine ne peut être recruté comme attaché des hôpitaux ni à titre français — puisqu'il ne possède pas le diplôme d'Etat de docteur en médecine —, ni à titre étranger car cette possibilité est exclusivement réservée aux personnes de nationalité étrangère. M. Soustelle demande à Mme le ministre quelles dispositions elle envisage de prendre pour remédier à ce qui apparaît comme une anomalie choquante.

Sécurité routière (utilisation de la ceinture de sécurité sur les voitures vieilles de plus de cinq ans).

16389. — 25 janvier 1975. — M. Maujouan du Gasset demande à M. le ministre de l'équipement si l'utilisation de la ceinture de sécurité est obligatoire pour les voitures vieilles de plus de cinq ans.

Industrie du bâtiment

(libération à un rythme constant des crédits à la construction).

16390. — 25 janvier 1975. — M. Maujouan du Gasset demande à M. le ministre de l'équipement s'il envisagerait pas de libérer les crédits à la construction suivant un rythme constant, plutôt que de le faire par « gros paquets ». Il souligne les difficultés qu'entraîne pour les entreprises du bâtiment un « plan de charge » irrégulier.

Loyers (loyers révisés selon les variations de l'indice du coût de la construction : mise à l'étude d'une nouvelle formule).

16395. — 25 janvier 1975. — M. Labbé appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement sur les loyers des logements non soumis aux dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948, loyers qui sont souvent révisables en fonction de la variation de l'indice du coût de la construction publié par l'I.N.S.E.E. Cette indexation, qui a été reprise en juillet 1974, après plus de six mois de blocage des loyers, a entraîné une augmentation des loyers libres d'un montant variable, que certains propriétaires ont accepté de limiter à 6,80 p. 100, compte tenu des recommandations faites par le Gouvernement. Dans certains cas cependant, les augmentations ont été plus fortes, de l'ordre de 15 à 20 p. 100. Au début de l'année 1975 et en raison des variations de l'indice, une nouvelle augmentation des loyers interviendra, augmentation qui sera comprise, suivant les cas, entre 10 et 15 p. 100. En six mois, compte tenu de cette indexation, la plupart des loyers auront donc augmenté entre 15 et 20 p. 100. Sans doute, s'agit-il d'augmentations qui résultent de dispositions contractuelles acceptées par les locataires. Il n'en demeure pas moins qu'en période d'inflation, et compte tenu de l'importance de ces majorations de loyers, elles sont extrêmement regrettables. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de faire mettre à l'étude une formule de variation de loyers différente et qui prendrait en considération, par exemple, le vieillissement des immeubles. Il souhaiterait qu'en attendant les résultats de cette étude des mesures soient prises pour réduire, dans des limites raisonnables, les majorations auxquelles devrait donner naissance l'indexation en cause.

Permis de conduire. (Statut des inspecteurs et cadres administratifs du service national des examens du permis de conduire.)

16396. — 25 janvier 1975. — M. La Combe appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement sur le futur statut des inspecteurs et cadres administratifs du service national des examens du permis de conduire. D'après les intéressés leurs propositions à ce sujet

n'auraient pas été retenues en particulier en ce qui concerne : la dissociation de leur statut de celui du personnel administratif ; le déroulement de carrière ; l'aménagement de la grille indiciaire ; le travail partiel ; les régimes de retraites et de prévoyance ainsi que le règlement intérieur de leur service. Il lui ont également exposé que des dispositions seraient envisagées qui auraient pour effet de réduire de 13 p. 100 leur traitement. Il lui demande s'il peut lui donner des précisions et lui faire connaître ses intentions en ce qui concerne les divers problèmes ainsi évoqués.

Autoroute.

(Réalisation de l'autoroute A 26 dans la région du Nord.)

16397. — 25 janvier 1975. — M. Legendre rappelle à M. le ministre de l'équipement que lors de la discussion du budget de l'équipement à l'Assemblée nationale, le 16 novembre 1974, il avait lié la priorité accordée à l'autoroute A 26 à la réalisation du tunnel sous la Manche. Il s'inquiète donc d'un retard possible dans la réalisation d'une liaison transversale très importante pour la région du Nord. Il redoute également que les exploitants agricoles concernés par les éventuelles emprises ne soient laissés dans l'incertitude. Il lui demande donc quelle est maintenant sa position quant à la réalisation de l'autoroute A 26.

Coopératives agricoles (affectation des recettes provenant des taux d'intérêt consentis sur les dépôts bancaires bloqués des coopératives agricoles).

16399. — 25 janvier 1975. — M. Bérard expose à M. le ministre de l'agriculture qu'en raison des taux actuellement consentis sur les dépôts bancaires bloqués, les coopératives agricoles, en excellente situation financière, perçoivent ainsi des produits financiers importants. Il lui demande si ces recettes exceptionnelles figurant, en application du plan comptable, sous la rubrique : « Produits financiers », peuvent être considérées comme des produits résultant d'opérations normales et en ce cas être soit ristournées aux adhérents, soit servir au règlement de l'intérêt des parts sociales.

Institut national agronomique (financement des frais de scolarité des élèves).

16414. — 25 janvier 1975. — M. Pierre Joxe demande à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures et quels engagements financiers il compte prendre pour garantir le bon fonctionnement, durant cette année universitaire, de l'institut national agronomique dont les élèves sont actuellement en grève pour protester contre une décision gouvernementale qui veut multiplier par deux les frais de scolarité.

Instituteurs (maintien de l'indemnité représentative de logement aux instituteurs transférés à l'agriculture).

16423. — 25 janvier 1975. — M. Labarrère appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation des 155 instituteurs spécialisés agricoles qui vont être transférés de l'éducation à l'agriculture en vertu de la loi de finances pour 1975. Il lui fait observer que les intéressés bénéficient actuellement d'une indemnité représentative de logement mais que cet avantage ne semble pas devoir leur être maintenu. Il est bien évident que ces instituteurs vont être ainsi victimes d'une véritable injustice puisque leurs collègues de l'éducation continueront à recevoir normalement cet avantage. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que l'indemnité de logement continue à être versée aux intéressés.

Eau (contrôle des périmètres de protection pour le captage des eaux potables).

16426. — 25 janvier 1975. — M. Sénès expose à M. le ministre de l'agriculture que l'article L. 20 du code de la santé publique, appliqué par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967, prévoit trois périmètres de protection (périmètre de protection immédiate, périmètre de protection rapprochée et périmètre de protection éloignée) pour le captage des eaux potables des collectivités et lui demande : 1° s'il entre bien dans ses attributions de contrôler l'application des dispositions de cet article qui est effectuée par des arrêtés préfectoraux d'utilité publique ; 2° si ces périmètres de protection doivent s'appliquer, pour assurer la qualité des eaux potables, ainsi que le prescrit ledit décret, à tous les ouvrages de captage, tels que source et réservoir de distribution de l'eau.

Assurance-invalidité (relèvement du taux maximum des rentes servies par les sociétés mutualistes agricoles).

16400. — 1^{er} février 1975. — M. Radlus expose à M. le ministre de l'agriculture que, en application de l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant statut de la mutualité, une société mutualiste assurant la protection d'exploitants agricoles est habilitée à verser entre

autres à ses membres des prestations complémentaires en cas de maladie ainsi qu'un capital décès et une rente d'invalidité. En ce qui concerne plus précisément la couverture du risque invalidité, elle est assurée par la caisse autonome invalidité et décès — section invalidité — fonctionnant au sein de cette mutuelle selon les dispositions de l'article 47 de l'ordonnance susmentionnée. L'arrêté du 31 mars 1948 modifié prévoit par ailleurs dans ses articles 16 et 17 les limites minima et maxima des engagements que les caisses autonomes mutualistes peuvent contracter. Le taux maximum annuel autorisé fixé initialement à 35 000 anciens francs, porté par arrêté du 28 juillet 1959 à 48 000 anciens francs, n'a plus été modifié depuis cette date, alors que l'indice général des taux horaires de salaire publié par le ministère du travail est passé de 137 en 1960 à 530 en 1974, soit une augmentation de près de 400 p. 100. Cette augmentation représente en majeure partie la dégradation du pouvoir d'achat et le plafond actuel des rentes de 480 francs par an est devenu tout à fait dérisoire. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir envisager une adaptation à la situation actuelle du taux maximum autorisé pour maintenir au moins en partie le pouvoir d'achat des rentes d'invalidité.

Assurances (conditions de résiliation des contrats par suite de survenance de situation nouvelle).

16489. — 1^{er} février 1975. — M. Bégault expose à M. le ministre de la justice que l'article 2 de la loi n° 72-647 du 11 juillet 1972 a ajouté à la loi du 13 juillet 1930 relative aux contrats d'assurances un article 5 bis, en vertu duquel, en cas de survenance de certains événements, et notamment de changement de domicile, le contrat d'assurance peut être résilié par chacune des parties lorsqu'il a pour objet la garantie de risques en relation directe avec la situation antérieure et qui ne se retrouvent pas dans la situation nouvelle. Il lui cite le cas d'un particulier qui, ayant fait construire un pavillon pour l'occuper avec sa famille, a abandonné le logement qu'il occupait antérieurement comme locataire. Par suite de ce changement de domicile, il a demandé à l'une des sociétés d'assurances avec laquelle il avait passé un contrat de résilier ce contrat en application de l'article 5 bis susvisé. Il lui a été répondu que sa demande ne pouvait être prise en considération pour le motif que sa situation antérieure se retrouve dans sa situation nouvelle. Il semble cependant que le changement d'état de locataire à propriétaire doit être suffisant pour que l'on puisse considérer que la situation nouvelle n'a aucune relation avec la situation antérieure. Si le fait d'avoir transféré les meubles d'un lieu à un autre constitue la raison pour laquelle on doit estimer que la situation antérieure se retrouve dans la situation nouvelle, les dispositions de la loi, en ce qui concerne le changement de domicile, n'ont plus aucun objet. Il convient de noter d'ailleurs la position de la fédération française des sociétés d'assurances qui considère que le transfert du mobilier ne peut être un obstacle à l'application de la loi, étant donné que le contrat garantit non pas seulement le mobilier en lui-même mais ce mobilier en égard aux risques auquel il est exposé. Il lui demande de bien vouloir préciser l'interprétation qui doit être donnée aux dispositions légales rappelées ci-dessus.

Imprimerie

(sauvegarde des professions des industries et arts graphiques).

16508. — 1^{er} février 1975. — M. Mexandeau appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie et de la recherche sur la dégradation des professions des industries et des arts graphiques, faute de mesures efficaces de la part des pouvoirs publics qui se contentent d'atténuer les effets sans aborder les causes fondamentales. En effet, il s'inquiète des lourdes menaces qui pèsent sur une profession dont un quart des salariés est en péril de chômage et déplore la concurrence déloyale extérieure que subit l'imprimerie française qui n'assume qu'une partie de la diffusion à l'intérieur du pays, ainsi que la non-application des textes en vigueur sur l'interdiction des ventes à perte. Il lui demande quelles décisions rapides il envisage de prendre devant la gravité de cette situation.

Produits alimentaires (indication en clair des dates de fabrication des conserves et semi-conserves).

16519. — 1^{er} février 1975. — La législation concernant la répression des fraudes en ce qui concerne les conserves et semi-conserves alimentaires prévoit que la date de fabrication doit être indiquée sur les récipients qui les contiennent. Il semble malheureusement que l'application de cette législation qui semble claire donne des résultats quelque peu surprenants pour le consommateur, les dispositions prises permettant de s'interroger sur la volonté des pouvoirs publics de faire connaître clairement cette indication aux acheteurs. L'arrêté du 13 décembre 1974, paru au *Journal officiel* du 24 janvier 1975, en est la démonstration la plus éclatante. A la lecture du tableau qui y est annexé, on s'aperçoit en effet que l'année 1975 est indiquée conventionnellement par la lettre H pour les conserves et par la lettre C pour les semi-conserves. Les fabricants de conserves

sont en outre autorisés à remplacer le numéro du jour de fabrication par deux symboles caractérisant ce jour selon un code dont le moins qu'on puisse dire est qu'il est dépourvu de toute logique. M. Fanton demande à M. le ministre de l'agriculture de lui faire connaître : 1° les raisons de cette obscurité qui ne peut pas être involontaire ; 2° s'il ne lui semblerait pas plus simple de prévoir pour les fabricants de conserves ou semi-conserves l'obligation d'indiquer en chiffres la date de fabrication de leurs produits.

Finances locales (pénalisation de la commune de Saint-Vincent qui participe aux charges de fonctionnement de deux établissements scolaires).

16578. — 1^{er} février 1975. — M. Labarrère appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le problème qui se pose à la commune de Saint-Vincent (Pyrénées-Atlantiques) qui a été rattachée d'office au C. E. S. de Nay. Il y a quelques mois, il lui a été demandé de participer aux frais de fonctionnement du C. E. G. de Pontacq. Consultée, l'autorité administrative départementale a précisé qu'aux termes d'une circulaire ministérielle du 11 février 1972, il est fait obligation à toute commune qui envoie plus de cinq élèves dans un secteur scolaire, de participer aux frais de fonctionnement du collège de ce secteur. La participation demandée est basée non sur le nombre d'enfants qui fréquentent l'établissement mais sur le chiffre de la population et la valeur du centime. Ainsi la participation forcée de la commune de Saint-Vincent aux charges d'enseignement du C. E. G. de Pontacq, revient à augmenter largement sa contribution totale alors qu'elle dépend du secteur scolaire de Nay, et que les dérogations accordées aux familles, l'ont été directement par l'académie, ce qui revient en fait à faire participer la commune à des dépenses dont elle n'a pas eu à débattre. Or, la circulaire du 11 février 1972 prévoit la possibilité d'une participation des communes aux charges de fonctionnement de deux établissements dans le cas où l'établissement d'un secteur scolaire de la commune « n'offre pas certaines formes d'enseignement », ce qui n'est pas le cas ici. En conséquence il lui demande les mesures qui pourraient être prises pour que cesse la pénalisation injuste qui est faite à la commune de Saint-Vincent.

Radiodiffusion et télévision nationales (publication du décret sur le droit de réponse).

16606. — 1^{er} février 1975. — M. Robert-André Vivien rappelle à M. le Premier ministre (porte-parole) que le Gouvernement s'était engagé à publier le décret sur le droit de réponse à la radiodiffusion-télévision française avant la mise en place des nouveaux organismes de la R. T. F. Il souhaite connaître les raisons pour lesquelles ce texte n'a pas encore été arrêté et la date à laquelle il envisage sa publication au *Journal officiel*.

Hydrocarbures (régénération des huiles minérales usagées).

16634. — 8 février 1975. — M. André Beauglitte, se référant au rapport n° 1280 de la commission d'enquête parlementaire relatif aux sociétés pétrolières opérant en France, expose à M. le ministre de l'industrie et de la recherche que l'institut français du pétrole, placé sous sa tutelle, a trouvé un nouveau procédé de régénération des huiles minérales usagées. Dans la conjoncture présente, leur recyclage, sur une plus large échelle, permettrait de réduire sensiblement la consommation des huiles neuves issues du traitement dans les raffineries des pétroles bruts importés. En conséquence, il lui demande : 1° si le procédé en cause est actuellement commercialisé dans des pays étrangers autres que l'Italie citée à la page 142 du rapport ci-dessus visé ; 2° s'il est en mesure de préciser les raisons qui, jusqu'aujourd'hui, se seraient opposées à son emploi en France ; 3° si, pour porter à un niveau plus élevé la production française des huiles régénérées, il a l'intention, en conformité de l'article 3 de l'arrêté du 20 novembre 1956 pris par l'un de ses prédécesseurs dans le cadre de la loi du 13 septembre 1940, de mettre tout en œuvre pour que les huiles minérales de graissage usagées soient soumises à un ramassage plus poussé et intégralement régénérées dans les usines des entreprises agréées par la direction des carburants, à l'exclusion de tout autre emploi ; 4° si, en dernière analyse, il n'y aurait pas lieu de subordonner la fourniture d'huiles neuves à la remise d'huiles usagées et ce, suivant des modalités à déterminer.

Gaz de France (conditions de réalisation du transport de gaz d'Algérie vers l'Europe occidentale).

16641. — 8 février 1975. — M. Giovannini appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie et de la recherche sur la situation ci-après : selon des informations dignes de foi, le Gouvernement français négocierait avec ses partenaires étrangers les modalités de la création de sociétés dites Sociétés « S » chargées du transport du gaz d'Algérie et d'Ekofisk en Allemagne fédérale, en Belgique, en France, Pays-Bas et en Suisse. En ce qui concerne notre pays,

quatre sociétés de l'espèce seraient constituées avec pour mission respective, l'exploitation: du tronçon commun Fos—Langres, des trois branches reliant respectivement Langres aux frontières allemande, belge et suisse. Dans chaque cas, Gaz de France serait associé aux sociétés étrangères intéressées, séparément pour chaque branche; ensemble pour le tronçon commun. Sans mettre en cause l'opportunité de cette opération, on peut se demander si, compte tenu du silence qui l'entoure, elle ne risque pas de porter atteinte aux intérêts de la nation. Il lui demande en conséquence: 1° si les quatre sociétés « S » à créer en France seront de droit français; 2° si le terminal à installer à Fos sera réalisé par Gaz de France; 3° si la distribution du gaz, sur le territoire français, restera de la compétence exclusive de Gaz de France.

Industrie chimique (menace de fermeture d'un atelier de fil rayonne pour pneumatiques à Vaulx-en-Velin [Rhône]).

16731. — 8 février 1975. — M. Houël informe M. le ministre de l'Industrie et de la recherche de la décision que vient de prendre la direction de Rhône-Poulenc textile, annoncée au cours de la réunion du comité central d'entreprise, à savoir: la fermeture de l'atelier de fabrication de fil rayonne pour pneumatiques, installé à Vaulx-en-Velin (Rhône), plus communément connu sous le sigle C. T. A. Cette mesure concerne 800 personnes particulièrement inquiètes quant à leur avenir. Parmi elles, de nombreuses femmes. Il lui demande s'il n'envisage pas d'intervenir auprès du trust pour que la fermeture de cet atelier n'ait pas lieu car il s'agit d'une main-d'œuvre particulièrement qualifiée et qui, avec les possibilités d'amélioration de l'outil de travail, aurait la possibilité de produire un fil nouveau dont la commercialisation serait hautement rentable. Il lui demande également de bien vouloir lui faire connaître dans les délais les plus rapides ce qu'il compte faire pour résoudre ce nouveau problème de l'emploi qui se pose dans la région lyonnaise.

Industrie mécanique (menace sur l'emploi à la société Decauville de Corbeil-Essonnes [Essonne]).

16733. — 8 février 1975. — M. Combrisson attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie et de la recherche sur la situation de la société Decauville à Corbeil-Essonnes. En 1967 déjà, la poursuite des activités de cette société fut mise en cause, notamment à la suite des commandes de plus en plus réduites de matériel ferroviaire. Aujourd'hui une grave menace pèse à nouveau sur l'emploi. Des réductions d'horaire ont été annoncées au personnel qui ramèneraient l'horaire hebdomadaire à trente-deux heures à partir du 1^{er} février, en amputant d'un tiers le salaire des travailleurs. Cette situation est d'autant plus insupportable qu'il s'agit d'une société qui possède un équipement moderne dont la productivité a été considérablement augmentée en 1974, et dont la situation financière a été assainie. Faisant référence aux récentes déclarations de M. le Premier ministre, au terme de son voyage en Iran et en Irak, qui a fait état d'une certaine nombre de marchés conclus, en particulier la construction d'un métro avec fourniture de rames, il lui demande: 1° s'il n'estime pas devoir faire participer la société Decauville en lui assurant des commandes de matériel ferroviaire supplémentaires, fabrications pour lesquelles elle est parfaitement équipée; 2° plus généralement ce qu'il compte faire pour assurer en tout état de cause le plein emploi dans cette entreprise.

Professions commerciales et industrielles (inscription au registre du commerce: dispense de produire un extrait n° 2 du casier judiciaire).

16778. — 8 février 1975. — M. Julla rappelle à M. le ministre de l'Industrie et de la recherche que la loi n° 47-1635 du 30 août 1947 relative à l'assainissement des professions commerciales et industrielles interdit l'exercice d'une profession commerciale ou industrielle aux personnes qui ont subi une condamnation à des peines et pour des délits énumérés à l'article 1^{er} de la loi précitée. Pratiquement toute condamnation à plus de trois mois de prison ferme entraîne l'incapacité d'entreprendre une profession commerciale ou industrielle. Au vu de ce texte, les tribunaux de commerce pour l'inscription au registre du commerce exigent de tous candidats la production d'un extrait n° 2 du casier judiciaire. Il semble par contre qu'une circulaire récente du ministère de l'Industrie et de la recherche aurait précisé aux présidents des tribunaux de commerce qu'ils n'ont plus à exiger cette pièce lorsqu'il s'agit d'étrangers qui désirent exercer une profession commerciale ou industrielle. Il lui demande s'il existe bien cette discrimination tout à fait inexplicable entre les étrangers et les ressortissants français. Il lui fait d'ailleurs valoir, à la suite des déclarations faites par les hautes autorités de l'Etat dans le courant de l'été dernier, que l'existence d'un extrait du casier judiciaire pour l'exercice de telles professions apparaît comme préjudiciable à la réinsertion sociale des personnes condamnées pourtant à des peines relativement mineures. Il lui demande s'il peut envisager la suppression des dispositions de l'article 1^{er} du 30 août 1947.

Budget (tirages à part des discours prononcés par les ministres pour présenter au Parlement leur projet de budget).

16838. — 15 février 1975. — M. Longueue demande à M. le Premier ministre s'il peut lui faire connaître: 1° la liste des membres de son gouvernement ayant fait procéder à des tirages à part du discours qu'ils ont prononcé, lors de la dernière session parlementaire, pour présenter le projet de budget de leur département; 2° quel a été le coût de ces impressions, pour chaque ministre ou secrétaire d'Etat concerné, et globalement.

Budget (délégation générale à l'information: utilisation des crédits ouverts en mesures nouvelles conforme au vote du Parlement).

16983. — 15 février 1975. — M. Bouley rappelle à M. le Premier ministre qu'en vertu des indications fournies par le fascicule bleu du projet de budget des services généraux pour 1975, page 35, les crédits ouverts en mesures nouvelles au chapitre 37-02 (Délégation générale à l'information) ainsi qu'aux chapitres 34-01, 34-02 et 34-92 ont pour objet de financer la création de trente emplois et les dépenses entraînées par ces emplois en ce qui concerne les frais de déplacement, le matériel, l'achat et l'entretien des véhicules automobiles. Les crédits ouverts en services votés pour le chapitre 37-02, soit 5 420 793 francs, ayant été déclarés non conformes à la Constitution par une décision du Conseil constitutionnel en date du 30 décembre 1974, il lui demande s'il peut lui confirmer que les crédits restant actuellement à sa disposition pour le fonctionnement de la délégation générale à l'information au chapitre 37-02 sont bien utilisés conformément aux indications données à la page 35 précitée du « bleu » à l'appui de la mesure n° 01-11-12. A défaut, il lui demande s'il lui paraît conforme au droit budgétaire d'imputer sur les crédits des « mesures nouvelles » des dépenses autres que celles sur lesquelles le Parlement a été appelé à se prononcer et s'il n'estime pas qu'en contrevenant ainsi au droit budgétaire et à la décision rendue le 30 décembre 1974 par le Conseil constitutionnel ses services pourraient avoir à répondre de leur comportement devant la Cour des comptes et la Cour de discipline budgétaire et financière.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais réglementaires. (Art. 139, alinéas 2, 3 et 6 du règlement.)

Maisons familiales et instituts ruraux (signature et application de la convention élaborée avec le ministère de l'agriculture).

15788. — 21 décembre 1974. — M. Peyret appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation très grave dans laquelle se trouvent les maisons familiales et instituts ruraux. En effet, l'aide de l'Etat diminue d'année en année en valeur relative et ne représente plus que 30 p. 100 du coût de fonctionnement. Pourtant, la réussite indéniable de cette formule pédagogique n'est plus à démontrer tant auprès des jeunes qui ont quitté le milieu rural que de ceux qui sont restés et ils sont les plus nombreux. L'intérêt d'une formule qui associe les familles, les responsables professionnels et le milieu tout entier à la formation des jeunes et à son propre développement est compris de tous. Le système actuel du financement de l'Etat, basé sur la journée-élève passée dans l'établissement, pénalise lourdement les maisons familiales et instituts ruraux car il ne tient pas compte de l'organisation de l'alternance. Pour améliorer cette situation, un projet de convention avec le ministre de l'agriculture a été élaboré. Or, malgré les efforts des responsables de l'Union nationale et les promesses réitérées des ministres de l'agriculture successifs, cette convention n'est pas encore signée. Il lui demande si la signature et la mise en application intégrale de la convention élaborée entre le ministère de l'agriculture et l'Union nationale des maisons familiales et instituts ruraux interviendront rapidement.

Expropriations (accélération de la procédure relative à l'élargissement de la R. N. 198 Bastia—Bonifacio [Corse]).

15802. — 21 décembre 1974. — M. Marcus appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement sur la situation faite à plusieurs propriétaires sur le point d'être expropriés à l'occasion de l'élargissement de la R. N. 198 Bastia—Bonifacio, entre Solenzara et Porto-Vecchio. Par arrêté préfectoral du 9 décembre 1971 une enquête conjointe d'utilité publique et parcellaire sur le territoire des communes de Conca et de Sari-di-Porto-Vecchio a été ouverte pour les travaux d'élargissement de la R. N. 198. Par lettre du 7 juin 1974 et sans que l'utilité publique des travaux ait été déclarée et après prise de possession illégalement au mois de juin 1972 des terrains

destinés à être expropriés, l'administration a offert aux intéressés pour le préjudice subi, le versement d'une indemnité uniforme de 4,80 francs le mètre carré, offre refusée dans le délai légal, parce que contraire à la règle formelle contenue dans le deuxième paragraphe de l'article 11 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 d'après laquelle « les indemnités allouées doivent couvrir l'intégralité du préjudice direct, matériel et certain causé par l'expropriation ». L'administration semblant avoir maintenu sa position, il est évident qu'il appartient au juge de l'expropriation de rendre sa décision en l'espèce. Toutefois, cette juridiction ne peut, en l'état de la procédure, être saisie par les expropriés, étant donné qu'aucune ordonnance d'expropriation n'a été rendue (cf. ord. 23 octobre 1958, art. 13). Il n'en est pas de même de l'administration expropriante qui peut intervenir auprès du juge de l'expropriation à tout moment, avant l'ordonnance d'expropriation (cf. art. 22-1, D. 59-1335 du 20 novembre 1959). Il résulte de ce qui précède que depuis environ six mois les futurs expropriés sont paralysés dans leur action et ignorent encore la date à laquelle le juge de l'expropriation sera saisie par l'administration expropriante en vue de déterminer le quantum des indemnités à allouer aux intéressés. Il demande donc de lui faire connaître si l'administration compétente se propose d'agir incessamment auprès du juge de l'expropriation en vue de mettre fin à une situation anormale, d'abord, parce que la procédure régulière n'a pas été suivie et ensuite, parce que certaines propriétés continuent à subir des dommages importants (éboulements, dangers de camérolage, etc.) du fait que les travaux entrepris par le service des ponts et chaussées depuis le mois de juin 1972, c'est-à-dire depuis deux ans et demi, sont restés inachevés.

Urbanisme (abandon du projet de voie autoroutière à Toulouse (Haute-Garonne)).

15007. — 21 décembre 1974. — M. Andrieu attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur un projet d'une voie autoroutière qui doit emprunter les berges de la Garonne et dont une première tranche de travaux est en cours. Si un tel projet était poursuivi, il porterait une grave atteinte à l'un des plus beaux sites de Toulouse, qui lui vaut son appellation de « Ville rose » ; site d'ailleurs classé, chanté par les poètes et admiré par les touristes. Dans le domaine de l'environnement, il est évident que cette voie, porteuse de nombreuses nuisances pour les riverains, enlèvera aux flâneurs, aux retraités et surtout aux enfants des espaces verts indispensables à la qualité de la vie, sans apporter une solution aux problèmes de circulation qui se posent dans le centre urbain. Pour toutes ces raisons, il lui demande s'il n'estime pas devoir prendre les dispositions qui s'imposent en vue de l'abandon d'un tel projet.

Environnement (atteintes au site du bois de Montjean, commune de Wissous).

15018. — 21 décembre 1974. — M. Jaquin appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement sur le cas du bois de Montjean dans la commune de Wissous (Essonne). Ce bois a été situé en zone classée par le plan directeur d'urbanisme intercommunal intéressant l'ensemble de communes n° 12. Ledit plan stipule notamment « la protection particulière des espaces boisés qui recouvrent le bois de Montjean », et dispose : « la réglementation qui y sera appliquée y interdit toute construction, sauf pour les besoins de l'exploitation ». Or, depuis lors, une grande partie du bois de Montjean a été détruite par le déversement de plusieurs centaines de millions de mètres cubes de déblais provenant des travaux d'élargissement de l'autoroute A6 ; un ruisseau a été comblé ; les vues aériennes prises avant et après l'opération la font apparaître comme un véritable attentat contre la nature. Il lui demande : 1° dans quelles conditions et par quelles autorités un tel saccage a pu être décidé en violation des mesures de classement du site ; 2° quelles sanctions ont été prises ou quelles procédures sont engagées à l'encontre des auteurs de cette décision, quels qu'ils soient ; 3° quelles mesures il compte prendre pour restaurer dans les meilleurs délais la zone boisée de Montjean ; 4° quelles mesures il compte prendre pour éviter le renouvellement de fautes analogues à celles qui ont conduit à la destruction partielle du bois de Montjean.

Expropriations (relogement des locataires d'hôtels meublés du secteur de rénovation IX de Levallois (Hauts-de-Seine)).

15029. — 21 décembre 1974. — Les opérations de rénovation du secteur IX de Levallois se poursuivent actuellement. Les expropriations nécessitées par ces opérations touchent aussi bien des immeubles locatifs que des hôtels meublés. M. Jans soumet à l'attention de M. le ministre de l'équipement les extraits des deux lettres suivantes concernant plus spécialement le relogement des locataires d'hôtels : le 14 novembre dernier, M. le préfet des Hauts-de-Seine faisait savoir à la S.A. H.L.M. « Les Logements familiaux : « Je tiens à vous rappeler que cette dérogation est accordée au bénéfice exclusif des locataires des immeubles expropriés situés dans le périmètre de rénovation dit du secteur IX de Levallois-

Perret. Il vous appartient de vérifier si les candidats proposés ont bien droit au relogement (titre régulier à l'origine de leur occupation et preuve de l'expropriation), les locataires d'hôtel meublés ne pouvant bénéficier de cette dérogation... ». Or, en date du 12 novembre 1971, M. le directeur départemental de l'équipement nous adressait une photocopie de la circulaire ministérielle du 13 janvier 1965 qui stipulait : « ...l'article 340-2 permet de même au préfets d'imposer, s'il s'avère nécessaire, des conditions d'offre de relogement préalable des occupants des hôtels meublés avant leur démolition, indépendamment des droits qui peuvent être reconnus ou non à ces occupants par les tribunaux judiciaires en vertu d'autres textes législatifs ou contractuels. Pour imposer ces conditions, les préfets suivront les directives suivantes qui complètent désormais la circulaire du 27 juin 1962 par deux numéros ainsi conçus : (162 bis). Toutefois, mon attention a été appelée sur la situation particulièrement critique dans cette zone des personnes logées dans des hôtels meublés que les propriétaires désirent démolir. J'ai donc décidé que l'autorisation de démolir de tels locaux, même s'il a été mis fin à leur exploitation antérieurement au dépôt de la demande d'autorisation, ne doit pas être accordée que lorsqu'un relogement convenable des occupants réguliers de ces établissements aura pu leur être proposé. Par occupants réguliers, il faut entendre ceux qui, à la date de l'enquête sociale à laquelle il doit être procédé par vos soins avant la délivrance de l'autorisation, habitent les lieux depuis plus d'un an, sont munis d'un contrat de travail ou titulaires d'une pension d'invalidité ou d'une retraite ou âgés de plus de soixante-cinq ans, ainsi que les membres de leur famille vivant habituellement avec eux (conjoints, enfants, frères et sœurs mineurs). Il vous appartient d'apprécier les conditions de relogement offertes eu égard aux conditions existantes dans l'immeuble à démolir, à la situation de famille des occupants, à leurs ressources et au lieu de leur travail... ». Il ajoutait : « ...M. le préfet désire que cette prescription soit appliquée rigoureusement... ». La contradiction évidente existant entre ces deux textes ne permet pas à l'organisme rénovateur de prendre toutes ses responsabilités. Il demande à M. le ministre de bien vouloir lui indiquer à laquelle de ces deux directives préfectorales il doit se référer.

Liquidations de biens (réforme de la procédure de saisie immobilière).

16259. — 25 janvier 1975. — M. Bonhomme expose à M. le ministre de la justice que, sur proposition de M. Conquet, conseiller général, le conseil général de Tarn-et-Garonne a adopté à l'unanimité un vœu demandant que soit révisée la procédure de saisie immobilière qui permet de faire procéder par voie de vente aux enchères à la liquidation d'un bien d'une valeur parfois très supérieure à la créance du poursuivant et sans que soit véritablement organisée la défense des saisis dans le cadre d'une instance contradictoire, seule susceptible d'aboutir à un véritable contrôle par les juges, notamment sur l'opportunité des poursuites. On observe notamment que les saisies immobilières frappent principalement les familles et les agriculteurs alors que d'autres catégories de débiteurs parviennent par le biais des sociétés commerciales à y échapper. Il a été répondu à ce vœu qu'une commission était saisie de ce problème et chargée d'examiner la réforme de ces textes de procédure. Les événements qui viennent de se dérouler en Tarn-et-Garonne donnent une actualité tragique à la nécessité de procéder à une révision urgente de cette voie d'exécution. Il demande à M. le ministre de la justice de bien vouloir soumettre au Parlement un projet de loi réformant cette institution lourde, complexe et très onéreuse pour l'adapter aux conditions de vie actuelle et à l'état de notre société.

Imprimerie de labeur (réglementation de la concurrence de fait des administrations et entreprises non patentées).

16261. — 25 janvier 1975. — M. Cousté appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation économique critique que connaît actuellement l'ensemble du secteur des arts graphiques et en particulier celui de l'imprimerie dite « de labeur ». Parmi les causes multiples qui sont à l'origine de cette crise, il semble qu'on puisse notamment signaler la tendance à un développement anarchique et le plus souvent injustifié, sur la base de critères économiques objectifs, des ateliers d'impression, au sein tant des administrations publiques que des entreprises industrielles ou commerciales. Il lui demande en conséquence, compte tenu des graves problèmes d'emploi qui se posent pour les imprimeries traditionnelles, s'il ne lui paraît pas nécessaire de prévenir l'extension de cette concurrence anormale en étendant à l'ensemble des activités d'imprimerie les cotisations de formation et les charges spécifiques résultant des conventions collectives des industries graphiques et en interdisant de façon effective la commercialisation d'imprimés provenant d'établissements non patentés à cet effet.

Pensions de retraite civiles et militaires (alignement des pensions des anciens agents des territoires extra-métropolitains sur celles du régime métropolitain).

16262. — 25 janvier 1975. — **M. Cornut-Gentille** exprime à **M. le ministre de l'économie et des finances** son étonnement à la lecture de la réponse qu'il a reçue à sa question écrite n° 13809 (*Journal officiel* du 19 novembre 1974) relative à la situation, au regard de leurs pensions, des anciens agents des pays ou territoires extra-métropolitains. Il y est en effet indiqué que, conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat, les droits à pension de ces retraités ne peuvent être déterminés qu'en fonction des dispositions contenues dans les régimes locaux de retraite qui leur étaient applicables au moment de leur admission à la retraite et qu'il en va de même en ce qui concerne les retraités métropolitains, puisque les dispositions du code des pensions annexé à la loi du 26 décembre 1964 ne s'appliquent qu'aux retraités dont les droits à pension se sont ouverts postérieurement à la date d'application de la loi. Or, contrairement à ce qui est ainsi précisé, une dérogation a été apportée au principe de non-rétroactivité par l'article 4 de ladite loi qui a permis une nouvelle liquidation des pensions pour les intéressés y trouvant avantage, quelle que soit la date de leur admission à la retraite. Le décret du 9 septembre 1965 a en outre étendu cette possibilité aux personnes des collectivités locales ressortissant de la C. R. A. C. L. Compte tenu, d'une part, de cette dérogation et, d'autre part, du fait que les règlements des caisses locales de retraite de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc reproduisaient les dispositions de la législation métropolitaine en la matière, qui y étaient introduites par décisions des autorités administratives, le paiement des pensions incombant aux budgets locaux, il lui paraît que rien ne devrait empêcher les ressortissants de ces caisses de bénéficier des avantages que la loi du 26 décembre 1964 a accordés aux fonctionnaires métropolitains admis à la retraite avant le 1^{er} décembre 1964. Il lui demande en conséquence quelles initiatives il compte prendre en ce sens, qui auraient au surplus l'avantage de remettre les rapatriés dans les droits qui auraient été les leurs s'ils n'avaient jamais cessé d'appartenir à la collectivité métropolitaine.

Bois et forêts (rétablissement de l'indice mensuel des sciages de chêne servant de référence contractuelle à la S.N.C.F.).

16263. — 25 janvier 1975. — **M. Voilquin** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quelles dispositions il envisage de prendre pour pallier, dans les meilleurs délais, la suppression de l'indice Sciages de chêne 3^e choix, comme l'annonce le B. O. S. P. du 14 décembre 1974. Cet indice mensuel a été créé en octobre 1973 pour suivre les variations de prix des débits de chêne utilisés dans les fabrications de palettes de manutention, fonds de wagons et bois sous rails pour se substituer à l'ancien indice CH jugé inadapté par cette administration. Aussi est-il surprenant que cette mesure intervienne précisément au moment où se concluent les contrats annuels ou pluriannuels de livraison de traverses à la S.N.C.F. qui, obligatoirement, font référence à cet indice pour la fixation et la révision semestrielle des prix de ces fournitures. Cette décision prise sans aucun préavis et unilatéralement provoque de graves perturbations dans les relations contractuelles entre les fournisseurs et cette compagnie. Aussi convient-il de souligner les conséquences préjudiciables pour l'approvisionnement en traverses en bois de la S.N.C.F., qui portent sur une quantité de près de deux millions d'unités (35 p. 100 du marché de ces produits en France). Il ne faudrait pas non plus perdre de vue le fait que la S.N.C.F. ne manquerait pas, faute de conditions contractuelles nouvelles, de se tourner encore davantage vers des achats de traverses en produits du substitution dont la fabrication exige une part d'énergie incomparablement supérieure à celle qui entre dans la production des traverses en bois. Il semble donc qu'il faille, en conséquence, créer un indice mensuel des sciages chêne suffisamment représentatif pour servir de référence indispensable aux contrats de fournitures de traverses.

Papier et papeterie (récupération des emballages perdus en bois).

16264. — 25 janvier 1975. — **M. Franchère** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur l'intérêt qu'il y aurait à inclure dans les projets de développement des ressources papetières nationales, la récupération des emballages en bois qui sont actuellement détruits après usage. Selon certains experts, ces emballages représenteraient l'équivalent de cinq millions de stères de bois. Il lui demande s'il n'entend pas faire étudier cette suggestion par les services et, le cas échéant, prendre les mesures nécessaires pour l'inclure dans le plan « papier » en cours d'élaboration.

Action sanitaire et sociale (maintien de l'activité des magasins de vêtements).

16266. — 25 janvier 1975. — **M. Gaudin** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la circulaire n° 28 du 14 mai 1974 qui a entraîné la suppression des magasins de vêtements de l'action sanitaire et sociale. Ces magasins permettaient de fournir aux mineurs des milieux défavorisés les vêtements et les jouets dont ils avaient besoin. La fermeture de ces magasins met fin à une action sociale nécessaire et va entraîner la mise au chômage de près de 5 000 travailleurs. En conséquence, il lui demande les raisons pour lesquelles une telle décision a pu être prise et les mesures qu'elle compte prendre pour éviter la disparition d'un service important ainsi que le licenciement des travailleurs concernés.

Formation professionnelle (revendications des personnels des centres de F. P. A.).

16268. — 25 janvier 1975. — **M. Gravelle** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la grève effectuée le 19 novembre 1974 par les personnels du centre de F. P. A. de Romilly-sur-Seine pour informer les pouvoirs publics de leurs mauvaises conditions de travail. Ces travailleurs réclament : le droit à la retraite à taux plein à cinquante-cinq ans pour les femmes et soixante ans pour les hommes ; l'octroi de onze échelons pour l'ensemble du personnel ; la majoration des bas salaires ; la revalorisation du pouvoir d'achat ; l'amélioration des conditions de travail ; le respect de l'extension des droits syndicaux (réunion mensuelle d'une heure sur le temps de travail). En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour satisfaire à ces légitimes revendications et pour améliorer les conditions de travail des personnels du centre de Romilly-sur-Seine comme celles de l'ensemble des travailleurs des centres de F. P. A.

Service national (cumul abusif des délits d'insoumission et de refus d'obéissance).

16271. — 25 janvier 1975. — **M. Forni** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la situation des insoumis militaires au regard des inculpations dont ils sont l'objet. Il lui fait observer en effet que les intéressés sont inculpés à la fois d'insoumission (pour laquelle il est prévu une peine maximum d'un an de prison) et pour refus d'obéissance (pour lequel il est prévu un maximum de deux ans de prison). Or ce dernier délit ne peut s'appliquer qu'à des militaires déjà sous les drapeaux et ayant accepté le service militaire, tandis que le délit d'insoumission s'applique à ceux qui refusent le service obligatoire avant d'être incorporés. Dans ces conditions, et afin d'éviter à l'avenir les injustices qui frappent les insoumis, il lui demande quelles mesures il compte prendre ou proposer au Parlement afin de modifier les dispositions qui leur sont actuellement appliquées à tort.

Handicapés (revendications de la fédération nationale des mutilés du travail au sujet du projet de loi d'orientation).

16272. — 25 janvier 1975. — **M. Duvillard** expose à **Mme le ministre de la santé** que le projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapées soulève de sérieuses réserves de la part de la fédération nationale des mutilés du travail, ayant son siège social avenue Emile-Loubet, à 42029 Saint-Etienne - CEDEX. Cet organisme regrette d'ailleurs de n'avoir été consulté que très tardivement à ce sujet. En particulier, la fédération s'insurge contre les dispositions prévoyant que les « décisions de la commission technique d'orientation, qui doivent être motivées, s'imposent aux organismes de sécurité sociale et d'aide sociale » en ce qui concerne la prise en charge des frais de rééducation et de reclassement. Il lui apparaît indispensable que cette commission ne puisse donner qu'un avis, la décision étant laissée à la responsabilité des conseils d'administration des organismes de prise en charge. Elle n'admet pas également que les recours contre les décisions ci-dessus soient portés devant les juridictions du contentieux technique de la sécurité sociale où les intéressés sont privés de tout moyen efficace de défense. Le droit à la rééducation et au reclassement soulève des problèmes complexes qui méritent d'être appréciés par des magistrats de l'ordre judiciaire et pas seulement par des « techniciens ». En conséquence, la fédération nationale mènera une action vigoureuse pour obtenir que ces litiges soient portés devant les juridictions du contentieux général de la sécurité sociale. De même, elle considère qu'il existe un danger évident à instituer une garantie de ressources fixée par rapport au S.M.I.C. pour les handicapés travaillant dans le secteur ordinaire de production : celui de voir l'employeur appliquer systématiquement à ces travailleurs handicapés la garantie de ressources. Il serait certainement préférable de prévoir un abattement sur le salaire, sans préjudice des dispositions plus favorables contenues dans les conventions collectives. La fédération affirme que les dispositions de ce projet de loi auraient beaucoup plus d'efficacité si elles étaient complétées par les mesures suivantes : la représentation des tra-

vailleurs handicapés dans les commissions techniques d'orientation et de reclassement; la mise en œuvre rapide des mesures de réadaptation, de rééducation et de reclassement par l'organisation du rattrapage scolaire dès la période de réadaptation fonctionnelle, et par un effort de coordination entre les établissements hospitaliers, les centres de réadaptation et les centres de rééducation visant à permettre le passage du travailleur handicapé de l'une à l'autre sans transition; l'attribution aux handicapés effectuant un stage de rééducation professionnelle d'aides financières en tous points égales à celles accordées aux stagiaires de la formation professionnelle. La fédération estime enfin que, pour un ancien travailleur, le reclassement doit, toutes les fois où c'est possible, se traduire par une véritable promotion sociale. En conséquence, elle demande que le reclassement des travailleurs accidentés soit examiné avec le souci de leur permettre d'acquiescer, par des mesures appropriées de réadaptation ou de rééducation, une qualification professionnelle intéressante, dans leur ancienne ou dans une nouvelle profession. M. Duvillard demande à Mme le ministre de la santé s'il lui paraît possible de prendre en considération les vœux apparemment bien compréhensibles de la fédération nationale des mutilés du travail.

Allocations aux handicapés

(amélioration des allocations d'aide sociale aux infirmes civils).

16273. — 25 janvier 1975. — **M. Duvillard** rappelle à **Mme le ministre de la santé** la tragique insuffisance, en dépit d'amélioration réelle ces dernières années, des allocations d'aide sociale aux infirmes civils. Récemment encore, et seulement depuis le 1^{er} juillet 1974, le montant total des avantages versés à ces personnes particulièrement dignes d'intérêt s'élevait seulement à 17,26 francs par jour, y compris les prestations du fond national de solidarité, c'est-à-dire beaucoup moins que le S.M.I.C. La hausse du coût de la vie particulièrement sensible depuis le 1^{er} juillet 1974 n'a pas manqué d'aggraver la situation matérielle des infirmes civils. Il semblerait particulièrement nécessaire de porter au plus tôt les ressources garanties aux infirmes civils à 80 p. 100 au moins du S.M.I.C. Sans méconnaître les impératifs budgétaires de la lutte contre l'inflation, il lui demande ce qu'elle prévoit comme possible sous la forme, par exemple, d'un calendrier des prévisions des diverses étapes successives.

Accidents du travail

(amélioration du régime des indemnités journalières).

16274. — 25 janvier 1975. — **M. Duvillard** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur l'insuffisance manifeste du montant des indemnités journalières et des rentes versées aux victimes des accidents du travail. Il semblerait équitable que les indemnités journalières couvrent intégralement la perte du salaire pendant la période d'arrêt du travail au lieu de la moitié pendant les vingt-neuf premiers jours et les deux tiers ensuite. Le système de double revalorisation annuelle des rentes et des pensions institué par le décret du 29 décembre 1973 représente assurément une amélioration très réelle. Mais son application, en 1974, montre qu'il subsiste un décalage entre le taux global de la revalorisation et l'augmentation réelle des salaires. Ce décalage résulte de la référence faite, pour rechercher l'évolution moyenne des salaires, au montant moyen des indemnités journalières de maladie qui ne reflète que très imparfaitement l'évolution des salaires des assurés sociaux. Il lui demande donc s'il n'envisage pas d'engager une nouvelle procédure de concertation avec les organismes représentatifs, notamment la fédération nationale des mutilés du travail, ayant son siège social avenue Emile Leubet, 42029 Saint-Etienne CEDEX, en vue de combler au moins par étape les lacunes subsistant encore dans le régime de réparation dont doivent pouvoir bénéficier intégralement sur le plan pécuniaire des travailleurs et des travailleuses déjà cruellement éprouvés sur le plan humain et très souvent en pleine jeunesse.

Accidents du travail (amélioration des garanties juridiques offertes aux victimes pour faire valoir leur droit à réparation).

16275. — 25 janvier 1975. — **M. Duvillard** expose à **M. le ministre du travail** que, selon la fédération nationale des mutilés du travail, les textes régissant le contentieux de la sécurité sociale ne donnent pas aux victimes d'un accident du travail les moyens juridiques vraiment efficaces pour faire valoir leurs droits à réparation: refus de communication des documents médicaux, expertise médicale sans recours, impossibilité de se défendre devant les juridictions techniques où seul un médecin peut l'assister, ce qui est pratiquement irréalisable. En revanche, la loi du 25 octobre 1972 instituant l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail a prévu une véritable procédure de conciliation accompagnée d'une information complète de la victime. La fédération demande donc la réforme du contentieux de la sécurité sociale dans le sens du système institué dans le régime agricole. Cela suppose: a) la suppression de l'expertise technique du décret du 7 janvier 1959

et du contentieux technique (titre II du décret n° 58-1291 du 22 décembre 1958; b) le règlement de tous les litiges par les juridictions du contentieux général, cette mesure étant assortie des dispositions suivantes: enquête légale effectuée par le juge du tribunal d'instance; communication à la victime du texte intégral des rapports médicaux ayant servi à la fixation du taux d'incapacité; institution d'une véritable procédure de conciliation confiée au président de la commission de première instance; recours à l'expertise judiciaire pour trancher tous les litiges d'ordre médical. Il lui demande quelle suite il entend donner à ces revendications, apparemment justifiées.

Sociétés pétrolières (montant des tantièmes distribués aux administrateurs de la C. F. P. et de la C. F. R. en 1974).

16276. — 25 janvier 1975. — **M. Julien Schwartz** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, en juin 1973, les tantièmes distribués aux membres des conseils d'administration de la Compagnie française des pétroles et de la Compagnie française de raffinage se sont montés à 5 170 000 francs. Il rappelle également qu'en juin 1974, les tantièmes distribués aux administrateurs de la C. F. P. ont été maintenus au niveau de l'année précédente (3 millions de francs), tandis que les tantièmes distribués aux administrateurs de la C. F. R. ont été fixés à 2 323 026 francs, soit à un niveau supérieur de 7,1 p. 100 par rapport à ceux de l'année précédente. Le ministre de l'économie et des finances considère-t-il comme normale la distribution de sommes aussi importantes, par ailleurs en augmentation sur celles de l'année précédente, alors que les dirigeants tant de la Compagnie française des pétroles que de la Compagnie française de raffinage ont insisté, à plusieurs reprises pendant toute l'année 1974, sur l'extrême gravité de la situation dans laquelle se trouvaient, selon eux, les firmes qu'ils ont la responsabilité de gérer.

Finances locales (remboursement de la T. V. A. au budget des communes).

16278. — 25 janvier 1975. — **M. Duvillard** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, s'il peut lui faire le point de la question du remboursement au budget des communes de la taxe de la valeur ajoutée, conformément au vœu formulé depuis bien des années par l'association des maires de France. Un règlement équitable avant la fin de l'année 1975 de ce délicat problème paraît conditionner dans une large mesure les possibilités de travaux d'assainissement, eau potable, voirie, lotissement, etc. dont beaucoup de municipalités rurales, surtout, voudraient pouvoir s'occuper si seulement les moyens financiers leur en étaient enfin donnés.

Etablissements scolaires (nationalisation du C. E. G. d'Huriel [Allier]).

16279. — 25 janvier 1975. — **M. Brun** demande à **M. le ministre de l'éducation** de bien vouloir lui préciser quelles sont les perspectives de nationalisation du C. E. G. d'Huriel (Allier), établissement de 450 élèves, dont le coût de fonctionnement est une très lourde charge pour ce chef-lieu de canton et les communes rurales voisines.

Carte du combattant (conditions d'attribution aux combattants d'Afrique du Nord entre 1952 et 1962).

16280. — 25 janvier 1975. — **M. Brun** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** quelles dispositions il compte prendre pour que soit appliqué, dans les meilleures conditions possibles, l'article 2 de la loi portant attribution de la carte de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962. Il lui demande notamment si les critères retenus permettront l'attribution de cette carte à toute personne pouvant justifier avoir appartenu à une unité ayant connu le nombre exigé par la loi d'actions de feu et de combat, pendant le temps de présence dans l'unité où elle a servi.

Régions (action des pouvoirs publics en matière de structuration de l'Est de la France au détriment de l'Alsace).

16281. — 25 janvier 1975. — **M. Zeiler** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, ses inquiétudes quant à un ensemble de décisions tendant, sinon de manière prédéterminée, du moins de manière tacite, à la constitution d'une région de l'Est de la France dans laquelle certaines régions telle l'Alsace pourraient à terme risquer de disparaître. En effet, on assiste actuellement à un regroupement dans certains centres tels Nancy de nombreux services administratifs, publics ou parapublics ayant compétence simultanément sur l'Alsace, la Lorraine et la Champagne, dépourvus: certaines régions et villes dont Strasbourg, d'autant de centres de services et de décision. Ainsi par exemple, le secrétariat d'Etat au P. T. T. envisage de supprimer prochainement la délégation régionale des P. T. T. de Strasbourg pour la transférer à Nancy. Le secrétaire d'Etat aux universités vient d'annoncer son intention de regrouper les institutions universitaires en une grande région universitaire

de l'Est, dont tout donne à supposer que le centre serait également localisé en dehors de Strasbourg et de l'Alsace. La troisième chaîne de télévision FR 3 vient de décider de regrouper sur Nancy certaines fonctions et services auparavant implantés à Strasbourg. On pourrait rappeler, également, les problèmes posés par le choix de l'implantation de l'observatoire économique de l'I.N.S.E.E. Il lui demande de bien vouloir indiquer les intentions d'ensemble du Gouvernement en matière de regroupements interrégionaux dans l'Est de la France et le rôle qu'il entend faire tenir à Strasbourg dans ce domaine ; ce préciser s'il ne craint pas que la poursuite de tels regroupements en un lieu ne risque de vider de leur capacité d'action des régions telles que l'Alsace et ne soit en contradiction avec les objectifs de la régionalisation et s'il ne lui semble pas nécessaire d'organiser dans ce domaine, à la fois une véritable répartition des centres et services à compétence interrégionale et la consultation des instances régionales.

*Inspecteurs départementaux des services d'incendie et de secours
(prise en charge des charges annexes de logement).*

16282. — 25 janvier 1975. — **M. Delong** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur le problème du logement des inspecteurs départementaux des services d'incendie et de secours. Il semble que, en général, ces inspecteurs départementaux se voient attribuer soit un logement de fonction, soit le remboursement du loyer et des charges annexes, étant entendu que charges annexes signifient charges, eau, électricité. Il lui demande dans quelles conditions administratives peut s'effectuer cette prise en charge et si une délibération de la commission administrative des services d'incendie du département suffit.

Vignette automobile (exonération pour les anciens combattants de plus de soixante-quinze ans aux ressources modestes).

16283. — 25 janvier 1975. — **M. Delong** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les modalités de recouvrement de la vignette automobile. En particulier, il lui demande si pour les anciens combattants ayant dépassé soixante-quinze ans et par conséquent utilisant fort peu leur automobile, une exemption ne pourrait être accordée au moins pour ceux ne disposant que de ressources modestes. En effet, actuellement, certaines villes accordent la gratuité des transports aux personnes âgées. Or, ceci n'est pas possible à la campagne où le mode de transport ne peut être qu'individuel. En conséquence, une telle mesure, au demeurant peu coûteuse, apporterait une satisfaction et une aide aux anciens combattants et principalement à ceux habitant des communes rurales. Il lui demande s'il peut envisager une mesure de ce genre.

Bois et forêts (rétablissement de l'indice mensuel « sciage de chêne » servant de référence contractuelle à la Société nationale des chemins de fer français).

16284. — 25 janvier 1975. — **M. Beck** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quelles dispositions la direction générale de la concurrence et des prix envisage de prendre pour pallier d'urgence la suppression de l'indice sciages de chêne troisième choix, ainsi que l'annonce le *Bulletin officiel des services des prix* du 14 décembre 1974. Il tient à rappeler que cet indice mensuel a été créé en octobre 1973 pour suivre les variations de prix des débits de chêne utilisés dans les fabrications de palettes de manutention, fonds de wagons et bois sous rails et qu'il s'est substitué à l'ancien indice Cif jugé inadapté par cette administration. Il s'étonne que cette suspension intervienne précisément au moment où se concluent les contrats annuels ou pluriannuels de livraison de traverses à la S. N. C. F. qui, obligatoirement, font référence à cet indice pour la fixation et la révision semestrielle des prix de ces fournitures. Cette décision, prise sans aucun préavis, provoque de graves perturbations dans les relations contractuelles entre les fournisseurs et cette compagnie. Il souligne les conséquences préjudiciables pour l'approvisionnement en traverses en bois de la S. N. C. F., qui portent sur une quantité de près de deux millions d'unités, ce qui représente 55 p. 100 du marché de ces produits en France. Il tient, enfin, à attirer l'attention des pouvoirs publics sur le fait que la S. N. C. F. ne manquerait pas, faute de conditions contractuelles nouvelles, de se tourner encore davantage vers des achats de traverses en produits de substitution dont la fabrication exige une part d'énergie incomparablement supérieure à celle qui entre dans la production des traverses en bois. Il demande, en conséquence, la création d'un indice mensuel des sciages chêne suffisamment représentatif pour servir de référence indispensable aux contrats de fournitures de traverses.

*Inspecteurs départementaux de l'éducation
et de la jeunesse et des sports (projet de reclassement indiciaire).*

16285. — 25 janvier 1975. — **M. Mexandeau** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur le retard de publication du projet d'aménagement indiciaire provisoire des carrières des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale, des inspecteurs de l'enseignement technique et des inspecteurs départementaux de la jeunesse et des sports. Ce projet, qui constitue une première étape dans la voie d'un reclassement général, a été préparé par **M. le ministre de l'éducation nationale** en 1973 et a été considéré comme acceptable par les organisations syndicales. Mais depuis la fin de 1973 il serait bloqué par le secrétariat d'Etat à la fonction publique. Il lui demande s'il n'estime pas devoir intervenir afin que son arbitrage puisse enfin régler ce problème dans un sens favorable aux personnels intéressés.

Femmes (assouplissement des conditions d'âge limite pour l'entrée dans la fonction publique).

16287. — 25 janvier 1975. — **M. Gau** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Condition féminine)** sur le caractère contraignant des dispositions réglementaires fixant un âge limite au recrutement des agents de la fonction publique et des agents des collectivités locales. Il lui demande si elle n'estime pas que de nouveaux assouplissements devraient être apportés à ce règlement pour permettre à des mères de famille ayant élevé plusieurs enfants de pouvoir reprendre une activité professionnelle lorsque leurs enfants ont grandi.

Téléphone (application de l'ancien taux de taxe de raccordement aux demandes antérieures au 1^{er} janvier 1975).

16288. — 25 janvier 1975. — Se référant à diverses déclarations faites récemment par **M. le secrétaire d'Etat aux Postes et télécommunications, M. Gau** constate qu'il est envisagé de faire supporter la très importante majoration de la taxe de raccordement au réseau, qui entre en application le 1^{er} janvier 1975, aux personnes qui ont demandé depuis plusieurs années et attendent encore l'installation du téléphone. Il lui demande s'il n'estime pas devoir réexaminer sa position à ce sujet, la solution annoncée étant très manifestement inéquitable puisqu'elle revient à pénaliser une seconde fois les intéressés déjà victimes des carences de l'administration.

*Moniteurs-éducateurs de maisons d'enfants
(paiement de l'allocation mensuelle).*

16289. — 25 janvier 1975. — **M. Gau** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la situation des moniteurs-éducateurs de maisons d'enfants en formation, qui n'ont pas perçu à la date prévue l'allocation de formation mensuelle à laquelle ils ont droit, l'organisme payeur (association pour la gestion des fonds des institutions du secteur sanitaire et social) subordonnant ce règlement à des conditions qui paraissent inacceptables tant aux stagiaires qu'aux organisations syndicales qui les représentent. Il lui demande quelles organisations il peut lui donner à ce sujet et quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette situation anormale.

*Moniteurs-éducateurs de maisons d'enfants
(bénéfice de la sécurité sociale).*

16290. — 25 janvier 1975. — **M. Gau** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation particulièrement difficile des moniteurs-éducateurs de maisons d'enfants en formation qui, à la différence des éducateurs spécialisés en formation, ne bénéficient pas de la sécurité sociale. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour mettre fin à cette situation anormale.

Ports (mesures de relance de l'activité du port de commerce de Brest).

16291. — 25 janvier 1975. — **M. Le Pensec** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur les difficultés qui touchent l'activité du port de commerce de Brest et qui risquent de conduire à une aggravation du chômage des travailleurs du port. Il existe déjà, à l'heure actuelle, 4 500 chômeurs à Brest et la stagnation des activités portuaires inquiète à juste titre les travailleurs et leurs familles. En 1973, le Premier ministre avait promis la construction imminente de la troisième forme de radoub ainsi que la modernisation des équipements portuaires. Près de deux ans plus tard, aucune de ces promesses n'ayant été tenue, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour hâter les réalisations annoncées afin que soit relancée l'activité du port de commerce de Brest, vitale pour la région.

Crèches

(rétablissement de la subvention de fonctionnement allouée par l'Etat).

16292. — 25 janvier 1975. — **M. Pierre Weber** expose à **Mme le ministre de la santé** que la suppression, à compter du 1^{er} janvier 1974, de la subvention de 1,11 franc par jour et par enfant que l'Etat attribuait jusqu'alors pour le fonctionnement des crèches pose de graves problèmes aux dirigeants de ces établissements. Il lui demande si elle n'estime pas qu'il serait nécessaire soit de rapporter cette décision, soit de la compenser par une augmentation des prestations servies à leurs ayants droit par les caisses d'allocation familiales.

Plateau du Larzac

(solution de conciliation entre les agriculteurs résidents et l'armée).

16293. — 25 janvier 1975. — **M. Jean Briane** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur les conséquences sérieuses que risque d'avoir le conflit qui oppose l'armée aux agriculteurs résidents sur le plateau du Larzac si une négociation n'intervient pas, à brève échéance, dans le but de trouver une solution de conciliation qui devrait, de toute évidence, permettre la cohabitation des agriculteurs résidents et de l'armée sur ce vaste plateau. Il lui demande de bien vouloir indiquer les raisons qui peuvent aujourd'hui justifier le projet d'achat de 14 000 hectares de terres et l'expropriation des agriculteurs et quelles mesures il envisage de prendre pour mettre fin à ce regrettable conflit, éviter les affrontements inutiles et ramener le calme sur cette région du département de l'Aveyron.

Inspecteurs départementaux de l'éducation

et de la jeunesse et des sports (projet de reclassement indiciaire).

16294. — 25 janvier 1975. — **M. Jean Briane** expose à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** que, depuis la fin de l'année 1973, les membres des corps de l'inspection départementale (éducation nationale, enseignement technique, jeunesse et sports) attendent la publication du projet d'aménagement indiciaire provisoire de leurs carrières, qui a été préparé par **M. le ministre de l'éducation**. Ils attachent une extrême importance à la publication de ce projet qui doit constituer une première étape sur la voie d'un reclassement général. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de prendre rapidement une décision en faveur de la publication de ce projet et de son application, à compter du 1^{er} janvier 1974, ainsi qu'il était prévu.

Sociétés de construction (indexation des plafonds relatifs aux équipements mobiliers pour l'application du bénéfice des régimes fiscaux spéciaux).

16296. — 25 janvier 1975. — **M. Lafay** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'une instruction en date du 12 septembre 1974, publié au *Bulletin officiel* de la direction générale des impôts sous la référence 4H-6-74, prévoit en faveur des sociétés civiles ayant pour objet la construction d'immeubles en vue de la vente, ou des sociétés de copropriété immobilières dotées de la transparence fiscale, le maintien du bénéfice des régimes spéciaux respectivement définis aux articles 239 ter et 1655 ter du code général des impôts, lorsque ces sociétés livrent des locaux comportant certains équipements mobiliers. Cette disposition ne joue cependant que dans la mesure où les prestations mobilières dont il s'agit peuvent être considérées comme accessoires aux opérations de construction et où la fraction représentative du coût des équipements dans le prix global de la construction toutes taxes comprises reste inférieur à 4 p. 100 sans que la valeur obtenue puisse excéder 8 000 francs par appartement susceptible d'une utilisation distincte. Il lui demande de bien vouloir lui confirmer qu'il y a lieu de retenir, pour apprécier la compatibilité du coût des équipements mobiliers avec le pourcentage et le plafond susindiqués, le prix du marché passé avec les fournisseurs et que, en cas d'indexation de ce marché, les dépassements du prix révisé par rapport aux limites susmentionnées de 4 p. 100 et de 8 000 francs ne s'opposeraient pas à ce qu'il soit, en exécution de l'instruction du 12 septembre 1974, fait application à l'opération considérée des articles déjà cités du code général des impôts.

Assurance vieillesse (revendications de l'union nationale des associations de retraités et pensionnés C. F. T. C.).

16297. — 25 janvier 1975. — **M. Cornut-Gentille** fait connaître à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** qu'il vient d'être saisi par l'union nationale des associations de retraités et pensionnés C. F. T. C. des revendications qui préoccupent ses adhérents et qui ont trait aux questions suivantes : 1^o intégration progressive dans le traitement budgétaire de toutes les indemnités qui ne constituent qu'un complément de rémunération attaché à la fonction et établissement d'un plan d'intégration de l'indemnité de résidence portant sur deux points annuels ; 2^o accélération et développement de l'expérience du paiement mensuel des retraites ou, à défaut, paiement trimestriel

et d'avance des pensions, ainsi que le pratiquent certains services publics ; 3^o élévation du taux des pensions de réversion à 60 p. 100 comme en Italie et en Allemagne fédérale, puis au niveau des taux plus généreux appliqués dans les pays du Benelux ; 4^o exonération de l'impôt sur le revenu lorsque celui-ci n'excède pas le montant annuel du S. M. I. C. et réduction de 10 p. 100 pour « charges de vieillesse » dans le calcul de cet impôt, afin de compenser les charges particulières auxquelles les retraités ont à faire face ; 5^o octroi d'une allocation de départ à la retraite, compensant l'obligation souvent faite aux fonctionnaires de changer de résidence et palliant les délais souvent importants qui s'écoulent avant la perception des premiers arrérages de retraite ; 6^o institution d'un régime de retraite complémentaire obligatoire analogue à ceux organisés dans le secteur privé par la loi du 29 décembre 1972 ; 7^o assouplissement de la réglementation du cumul ; 8^o dégagement d'un crédit spécial destiné à la couverture complémentaire des frais de séjour des fonctionnaires retraités, admis en maison de retraite, et dont la pension est insuffisante ; 9^o extension aux agents non titulaires des dispositions de la loi du 21 novembre 1973 accordant une retraite anticipée sous certaines conditions ; 10^o création d'universités du troisième âge dans toutes les villes siège de facultés. Il lui demande en conséquence quelles initiatives il compte prendre dans le sens de ces mesures dont l'adoption permettrait de réduire graduellement la différence excessive existant entre les traitements d'activité, d'une part, et les pensions de retraite, d'autre part, et de mettre un terme à la ségrégation dont souffrent les retraités par rapport à la population active.

Assurance vieillesse (revendications de l'union nationale des associations de retraités et pensionnés C. F. T. C.).

16298. — 25 janvier 1975. — **M. Cornut-Gentille** fait connaître à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il vient d'être saisi par l'union nationale des associations de retraités et pensionnés C. F. T. C. des revendications qui préoccupent ses adhérents et qui ont trait aux questions suivantes : 1^o intégration progressive dans le traitement budgétaire de toutes les indemnités qui ne constituent qu'un complément de rémunération attaché à la fonction et établissement d'un plan d'intégration de l'indemnité de résidence portant sur deux points annuels ; 2^o accélération et développement de l'expérience du paiement mensuel des retraites ou, à défaut, paiement trimestriel et d'avance des pensions, ainsi que le pratiquent certains services publics ; 3^o élévation du taux des pensions de réversion à 60 p. 100 comme en Italie et en Allemagne fédérale, puis au niveau des taux plus généreux appliqués dans les pays du Benelux ; 4^o exonération de l'impôt sur le revenu lorsque celui-ci n'excède pas le montant annuel du S. M. I. C. et réduction de 10 p. 100 pour « charges de vieillesse » dans le calcul de cet impôt, afin de compenser les charges particulières auxquelles les retraités ont à faire face ; 5^o octroi d'une allocation de départ à la retraite, compensant l'obligation souvent faite aux fonctionnaires de changer de résidence et palliant les délais souvent importants qui s'écoulent avant la perception des premiers arrérages de retraite ; 6^o institution d'un régime de retraite complémentaire obligatoire analogue à ceux organisés dans le secteur privé par la loi du 29 décembre 1972 ; 7^o assouplissement de la réglementation du cumul ; 8^o dégagement d'un crédit spécial destiné à la couverture complémentaire des frais de séjour des fonctionnaires retraités, admis en maison de retraite, et dont la pension est insuffisante ; 9^o extension aux agents non titulaires des dispositions de la loi du 21 novembre 1973 accordant une retraite anticipée sous certaines conditions ; 10^o création d'universités du troisième âge dans toutes les villes siège de facultés. Il lui demande en conséquence quelles initiatives il compte prendre dans le sens de ces mesures dont l'adoption permettrait de réduire graduellement la différence excessive existant entre les traitements d'activité, d'une part, et les pensions de retraite, d'autre part, et de mettre un terme à la ségrégation dont souffrent les retraités par rapport à la population active.

Ingénieurs des travaux publics de l'Etat (aménagement de leur carrière).

16300. — 25 janvier 1975. — **M. Denvers** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour assurer aux ingénieurs des T. P. E. le déroulement d'une carrière, définie sur plusieurs niveaux comme les autres fonctionnaires de catégorie A. Il lui demande les raisons qui s'opposent à ce que les ingénieurs des T. P. E. puissent être assurés d'un ajustement de leurs traitements et d'un aménagement de leur carrière indiciaire.

Transports scolaires (dérogation à la règle des trois kilomètres minimum pour les zones de montagne).

16302. — 25 janvier 1975. — **M. Blanc** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les problèmes de transports scolaires dans les régions de montagne. En effet, de nombreuses communes à activités rurales ou touristiques ont regroupé leurs classes au chef-lieu et organisent des services de ramassage pour y conduire les

enfants des hameaux. D'autres ont vu simplement les classes de hameaux supprimées par suite d'effectifs jugés insuffisants pour y maintenir un instituteur. Parce que les écoles de chef-lieu ne sont pas conçues pour abriter des restaurants scolaires, les élèves doivent être reconduits chez eux pour le repas de midi, doublant ainsi le service de transport. D'autre part, ces services ne peuvent être financés par le département et l'Etat que lorsque la distance entre l'école et le lieu d'habitation est égale ou supérieure à trois kilomètres, la charge des transports incombe aux familles ou aux communes et constitue alors un volume difficilement acceptable. Dans les Jeux cas, il apparaît que cette charge est un handicap supplémentaire pour des populations habitant des régions déjà difficiles géographiquement. Aussi lui demande-t-il s'il envisage d'accepter de revenir sur la règle des trois kilomètres pour les régions de montagne, cette distance leur étant totalement inadaptée; par le fait du climat et du relief, toute distance nécessitant un transport devrait amener une prise en charge complète des dépenses par l'Etat.

Mineurs (maintien de l'indexation des pensions des retraités).

16303. — 25 janvier 1975. — **M. Delelis** expose à **M. le ministre du travail** l'émotion considérable ressentie par la population minière à l'annonce du projet de suppression de l'indexation des pensions des mineurs retraités par rapport aux salaires du personnel en activité des Houillères. Il lui demande si le Gouvernement peut donner l'assurance: 1° qu'il ne remettra pas en cause un principe de justice sociale et d'équité qui a été admis pour la plupart des régimes de retraites; 2° qu'il ne portera pas atteinte aux droits acquis par la vaillante corporation minière à laquelle le pays tout entier vient de rendre hommage à l'occasion de la catastrophe de la fosse n° 3 de Lens, à Liévin.

Taxis (limites de l'utilisation de ce terme comme dénomination ou raison sociale).

16304. — 25 janvier 1975. — **M. Boyer** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 (*Journal officiel* du 3 mars 1973) relatif à l'exploitation des taxis et voitures de remise précise dans son article 2: les taxis bénéficient d'une autorisation de stationnement sur la voie publique dans l'attente de la clientèle. L'appellation taxi leur est exclusivement réservée. Il lui demande si cette disposition a pour effet d'interdire l'utilisation comme dénomination ou raison sociale, indépendamment des activités de voitures de place, par des entreprises utilisant, antérieurement à la parution du texte précité ce sigle, par exemple taxis camionnettes, taxis shops ou taxis fourgonnettes.

Fiscalité immobilière (reversion de plus collectives locales d'une partie des taxes de aux valeurs foncières).

16305. — 25 janvier 1975. — **M. Boyer** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les plus values foncières sont souvent la conséquence des urbanisations décidées et réalisées par les collectivités locales. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable qu'une partie au moins des taxations frappant ces biens immobiliers soit reversée par l'Etat aux communes et aux districts qui sont à l'origine de ces impositions.

Saisies-arrêts sur salaires (augmentation de la portion saisissable).

16306. — 25 janvier 1975. — **M. Bolo** rappelle à **M. le ministre du travail** que les articles L. 145-1 et suivants du code du travail fixent les conditions des saisies-arrêts sur les salaires. En réponse à la question écrite n° 9428 (*Journal officiel*, débats Assemblée nationale, du 27 avril 1974) son prédécesseur disait que pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie et du S. M. I. C. Il avait préparé un projet de décret tendant à relever les tranches sur lesquelles portent les retenues opérées en application de l'article 61 du livre I du code du travail relatif à la limitation de la saisie-arrêt et de la cession des rémunérations, modifié en dernier lieu par le décret n° 70-861 du 11 décembre 1970 et devenu l'article R. 145-1 du nouveau code du travail. Il ajoutait que ce projet était soumis pour avis au garde des sceaux et au ministre de l'économie et des finances appelé à le contresigner. Il semble que le texte ainsi prévu n'ait pas été publié. Il lui demande si ce problème reste à l'étude et à quelle date il envisage de faire paraître le décret en cause.

Gendarmerie

(correction de l'échelonnement indiciaire des adjudants).

16307. — 25 janvier 1975. — **M. Bolo** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur les modalités d'augmentation des échelons indiciaires appliquées aux personnels sous-officiers de la gendarmerie. La répartition appliquée lèse manifestement, dans cette arme, les adjudants, lesquels ne bénéficient que d'une majoration de 6 points, portant leur indice au plafond à 358, alors que la majora-

tion est parallèlement de 14 points pour les adjudants-chefs, ce qui permet à ceux-ci d'atteindre en fin de carrière l'indice 380. Il lui demande s'il n'estime pas équitable de corriger l'échelon indiciaire des adjudants de gendarmerie en portant celui-ci à 366, réalisant de ce fait une parité d'augmentation avec les adjudants-chefs.

T. V. A. (remboursement des crédits aux ayants-droit des assujettis décédés).

16308. — 25 janvier 1975. — **M. Chasseguet** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'aux termes du décret n° 72-102 du 4 février 1972, la T. V. A. déductible dont l'imputation n'a pu être opérée peut faire l'objet de remboursement, sur la demande des assujettis. L'article 3 du décret précité a prévu que, pour les assujettis dont les déclarations du chiffre d'affaires ont fait apparaître des crédits de taxe déductible en 1971, ce remboursement est limité à la fraction du crédit excédant un crédit de référence. Il lui signale à ce propos que la veuve d'un commerçant qui sollicitait le remboursement du crédit dont disposait son mari en matière de T. V. A. à la date de son décès, le 16 septembre 1972, n'a pas obtenu satisfaction, vraisemblablement du fait qu'elle n'a pas continué à exploiter le commerce. Il lui demande si la décision prise est bien conforme à la réglementation à appliquer en la matière et, dans l'affirmative, s'il n'estime pas équitable d'apporter une modification permettant aux ayants-droit des assujettis de bénéficier du remboursement qui revenait à ces derniers.

Pensions alimentaires (création d'une caisse versant les pensions et recouvrant les dettes alimentaires).

16309. — 25 janvier 1975. — **M. Chaumont** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur le fait qu'un nombre très important de femmes divorcées ne peuvent percevoir les pensions alimentaires qui leur ont été allouées par les tribunaux, en dépit des mesures qui ont été récemment prises pour faciliter le versement desdites pensions. Cette situation se rencontre particulièrement lorsque le débiteur de la pension ne travaille pas, a des ressources insuffisantes ou est employé par des entreprises de travail temporaire également, lorsqu'il réside dans un lieu inconnu de sa femme. Il lui demande s'il n'envisage pas de créer un organisme relevant de son ministère qui verserait directement les pensions alimentaires à leurs bénéficiaires, le recouvrement de la dette alimentaire non versée étant fait par l'Etat.

Radiodiffusion et télévision nationales (poursuite de la mission des « observateurs du langage » dans les nouvelles structures).

16310. — 25 janvier 1975. — **M. Chaumont** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement)** sur le fait qu'à la date du 31 décembre 1974 l'O. R. T. F. a mis fin à la collaboration extérieure de l'ensemble des observateurs du langage dont le travail d'écoute et d'analyse du français parlé à l'antenne servait de base à la mission du secrétariat permanent du langage de l'Office. La publication du bulletin hebdomadaire de ce service, qui comportait des avis pratiques, des renseignements et des recommandations en matière de langue pour le personnel de l'Office a été suspendue sine die et la cellule responsable dispersée. Or l'article 1^{er} de la loi du 7 août 1974 prescrit aux nouvelles sociétés la mission de « veiller à la qualité et à l'illustration de la langue française », confirmant ainsi une vocation qui était déjà définie dans les statuts antérieurs de l'Office. Il lui demande quelles sont les mesures concrètes que l'établissement public et les sociétés nationales issues de l'O. R. T. F. comptent prendre pour remplir cette mission de service public, mettre en place une équipe à cet effet, et lui attribuer des moyens qui lui permettent de travailler.

Papier et papeterie (recyclage des emballages perdus en bois).

16311. — 25 janvier 1975. — **M. Glessinger** rappelle à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** que le plan qui a été établi pour trouver une solution aux problèmes que pose à l'industrie française l'approvisionnement en papier d'emballage doit avoir pour effet de remédier au déficit de 3 milliards de francs qui existe dans cette branche d'activité. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de compléter ce plan en envisageant un recyclage des emballages en bois qui sont actuellement perdus. Ces emballages représentent environ 5 millions de stères de bois, soit un million et demi de tonnes par an qui ne donnent lieu à aucune récupération et qui sont généralement détruits par le feu dans des décharges organisées ou clandestines. Si leur recyclage afin de fabriquer des pâtes à papier était entreprise on pourrait attendre de cette récupération une économie en devises qui serait de l'ordre de 2 milliards de francs par an. Il lui demande si ses services ont engagé des études à ce sujet et souhaiterait connaître sa position à l'égard de la suggestion qu'il vient de lui exposer.

Etablissements universitaires (financement de la deuxième tranche de construction de l'université de Metz).

16312. — 25 janvier 1975. — **M. Kédinger** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux universités** sur les difficultés rencontrées par l'université de Metz pour obtenir le financement de nouvelles constructions promis le 24 novembre 1971 par **M. le ministre de l'éducation nationale**. Les travaux envisagés devaient être exécutés en trois années, dont une première tranche en 1972. Cette première tranche a été achevée en octobre 1974 et a coûté la somme de 5 197 522 francs. Une deuxième tranche de travaux d'une surface utile de 3 243 mètres carrés a fait l'objet d'une approbation. Une autorisation de programme d'un montant de 4 061 000 francs était affectée au financement de l'opération. Ces décisions sont datées du 1^{er} avril 1974. Le coût de l'opération retenu est toutefois celui de l'avant-projet datant de 1972 et il est évident, qu'actuellement, le coût de la construction a subi une augmentation sensible. Le résultat des appels d'offres atteint désormais la somme de 5 230 531 francs, ce qui entraîne la nécessité de demander un complément de financement arrondi à 1 500 000 francs. Cette somme, demandée par le recteur en date du 10 juillet 1974, correspond d'ailleurs exactement à celle obtenue en appliquant les coefficients officiels d'actualisation entre les deux périodes. Malheureusement, depuis cette date, le contrôleur financier se refuse à viser cette dépense, ce qui entraîne le blocage de l'opération. L'opportunité de celle-ci est même mise en doute et un rapport fourni à ce sujet par le recteur en décembre 1974 n'a trouvé aucun écho favorable. Il demande à **M. le secrétaire d'Etat aux universités** que des instructions soient données afin que le financement nécessaire à la réalisation de cette deuxième tranche soit accordé dans les meilleurs délais, en lui rappelant l'absolue nécessité de ces travaux destinés à la construction d'un secteur banalisé bureaux et salles de cours et de travaux dirigés, de quelques laboratoires spécialisés et surtout des locaux devant abriter l'U. E. R. juridique qui intéresse 1 113 étudiants inscrits et qui fonctionne actuellement dans des baraquements inconfortables.

Taxe de publicité foncière (régime applicable au cas du retrait de copropriété prévu par la loi du 10 juillet 1965).

16313. — 25 janvier 1975. — **M. Krieg** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le cas d'une personne, propriétaire d'un bâtiment et de la jouissance privative d'un terrain (espace vert) y attenant; le tout constituant une fraction d'un ensemble immobilier soumis à la loi du 10 juillet 1965 sur la copropriété et identifié à l'état descriptif de division sous un seul numéro de loi. Ce copropriétaire envisage de demander à la copropriété le retrait prévu à l'article 28 de la loi précitée; de ce fait son bâtiment et le terrain y attenant sont détachés de la copropriété. Il lui demande en conséquence comment seront taxés les documents constatant ce retrait lors de l'accomplissement de la formalité de publicité foncière. Seront-ils assujettis à une taxe ou à un droit fixe ou au contraire à une taxe et à un droit proportionnels. Dans ce dernier cas, quels en seront le taux et la base d'imposition. Il est fait remarquer que les parties communes générales de l'ensemble immobilier qui se trouveront ainsi « partagées » consistent dans la totalité du sol de l'immeuble, lequel est lui-même grevé — dans une proportion très importante — de droits de jouissance privatifs attachés à des lots de copropriétés (maisons individuelles pour la plupart).

Ex-O. R. T. F. (caractère permanent des garanties d'emploi des résistants, déportés, anciens combattants et victimes de guerre).

16314. — 25 janvier 1975. — **M. Le Tac** rappelle à **M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement)** qu'en excluant les résistants, déportés, combattants volontaires, grands invalides de guerre et combattants titulaires de la Croix de guerre des dispositions de la loi du 7 août 1974 permettant le licenciement, la mutation ou la mise en position spéciale d'un certain nombre d'agents de l'O. R. T. F., le Parlement a voulu marquer clairement que ceux qui s'étaient acquis des droits indiscutables à la reconnaissance de la nation avaient aussi mérité celui d'être garantis dans leurs conditions matérielles d'existence, pour leurs dernières années de vie professionnelle, qui ne peuvent être au demeurant, que peu nombreuses pour des hommes et des femmes qui étaient en âge de se battre, il y a trente-cinq ans. Un grand nombre des 122 agents de l'ex-O. R. T. F. qui répondaient à l'une des conditions énumérées dans le dernier alinéa de l'article 31 de la loi ont été reclassés dans les nouvelles sociétés. Quelques-uns, non répartis, ont été informés, ainsi que la loi le prévoyait, qu'ils percevraient leur traitement jusqu'à l'âge de leur retraite. Il lui demande donc de lui confirmer que les dispositions voulues par le Parlement au bénéfice des résistants, déportés et combattants volontaires s'appliquent en permanence à tous les ayants droit, qu'ils soient ou non répartis dans les actuelles sociétés; que ces sociétés se substituent dans leurs obligations, à l'égard de ces agents, à l'ex-O. R. T. F.,

et que les ayants droit qui viendraient à être licenciés par ces sociétés, pour d'autres motifs que la faute professionnelle, retrouveraient, immédiatement et sans limitation aucune, la protection que le législateur a voulu leur accorder.

Emprunts (dispositions applicables aux porteurs de titres d'emprunt Pinay-Algérie).

16315. — 25 janvier 1974. — **M. Offroy** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que des titres d'emprunt Pinay dit emprunt Pinay-Algérie ont été émis en mai 1952 et en juin 1958 en même temps que les tranches émises en France. Ces titres comportaient les mêmes avantages que ceux des tranches françaises et avaient la même indexation. Leurs coupons étaient exonérés de la surtaxe progressive et leur mutation à titre gratuit était exonérée de droits. Il lui demande si des dispositions particulières ont été prises à l'égard des porteurs de titres de rente Pinay tranche algérienne, lors du remboursement des titres de même nature émis en France. Il appelle son attention sur le fait que ces valeurs ne sont plus cotées et qu'elles ne paraissent plus pouvoir être utilisées en paiement des droits de mutation pour leur valeur de reprise prévue au contrat d'émission. Il souhaite savoir en conclusion quel est l'avenir de ces titres.

Assurance maladie (commerçants et artisans; remboursement des frais de transport par ambulance).

16316. — 25 janvier 1975. — **M. Peyret** expose à **M. le ministre du travail** que la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat du 27 décembre 1973, et notamment son article 15, fait parfois l'objet d'une interprétation abusivement restrictive. C'est ainsi qu'une société mutualiste d'artisans et travailleurs indépendants a refusé de prendre en charge les frais de transport exposés à l'occasion d'une hospitalisation au motif que le malade a été hospitalisé huit jours après la rédaction du certificat d'hospitalisation, ce qui exclurait la notion d'urgence. Or, l'article 15 de la loi précitée indique que « les prestations de base comportent la couverture des frais de transport exposés... en vue d'une hospitalisation dont le caractère d'urgence est reconnu après avis du contrôle médical ». Il ne résulte nullement de ce texte que l'urgence doit être appréciée en tenant compte du délai qui sépare la rédaction du certificat d'hospitalisation et l'hospitalisation elle-même; l'urgence est au contraire fonction de la nécessité d'une hospitalisation immédiate pour intervention, nécessité qui peut n'apparaître qu'après un certain délai. Il lui demande donc si le refus de faire figurer des frais de transport par ambulance dans le cadre des prestations prévues par la loi précitée ne précède pas d'une interprétation inexacte de cette loi, aboutissant sur ce point précis à la vider de sa portée.

Traités et conventions statistiques sur les accords internationaux conclus par la France de 1970 à 1974).

16317. — 25 janvier 1975. — **M. Longueue** rappelle à **M. le ministre des affaires étrangères** que, dans un article publié dans l'annuaire français du droit international (1957), **M. Claude Chayet** avait estimé que la France, en comptant les jours ouvrables, conclut un accord international tous les deux jours. Il lui demande de lui faire connaître, en prenant comme référence les années 1970-1974, et à partir de chiffres précis, si ce rythme s'est accéléré ou ralenti.

Musique (affiliation à la C. N. R. A. C. L. des professeurs de musique des conservatoires municipaux).

16318. — 25 janvier 1975. — **M. Caillaud** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que de nombreuses communes de France et notamment les villes moyennes ont mis sur pied depuis longtemps des écoles de musique ou des conservatoires de musique, qui permettent dans les meilleures conditions possibles de dispenser un enseignement musical souvent de très grande qualité. Il lui précise que, jusqu'à présent, les postes d'enseignants étaient confiés à des agents à temps incomplet, auxiliaires rémunérés par le système de l'heure année. Ces professeurs assurent d'ailleurs, très souvent, cet enseignement à titre complémentaire d'une profession principale. Or, dans de nombreuses communes des difficultés sont rencontrées pour la recherche d'un personnel enseignant qui hésite à faire une carrière normale dans les emplois communaux en raison de l'absence de statut et ce au moment où les communes ont besoin de plus en plus de professeurs à temps complet, compte tenu du succès grandissant de l'enseignement musical. C'est pourquoi, certains conseils municipaux ont élaboré dans des conditions réglementaires et par référence au statut des professeurs des écoles nationales de musique, des échelles indiciaires particulières permettant aux enseignants de suivre une carrière de titulaire au même titre que les autres agents communaux. Ces délibérations ont fait l'objet de l'approbation de l'autorité de tutelle et leur mise en place n'a soulevé aucune difficulté jusqu'au moment où s'est posé le problème de l'affiliation de ces

agents à la caisse nationale de retraite des collectivités locales (C.N.R.A.C.L.). Cet organisme en effet refuse l'affiliation, au motif que ces agents font moins de trente-six heures de cours donc de travail effectif par semaine. Il lui souligne que si les statuts prévoient généralement un horaire hebdomadaire de vingt-deux, vingt-quatre ou vingt-six heures, ce qui paraît tout-à-fait normal pour des enseignants, l'horaire de travail doit en fait largement dépasser les trente-six heures si l'on tient compte du temps nécessaire à la préparation des cours et autres travaux qui touchent à des missions d'enseignants, et lui demande s'il n'estime pas indispensable que les agents titulaires de leur poste de professeur de musique dans les conservatoires municipaux puissent être affiliés à la C.N.R.A.C.L. bien que n'effectuant pas les trente-six heures hebdomadaires.

Traités et conventions (roisons de la ratification tardive de la convention pour la répression du faux monnayage).

16319. — 25 janvier 1975. — **M. Longuevue** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** de bien vouloir lui exposer pour quelles raisons la France n'a ratifié qu'en 1958 la convention de Genève du 24 avril 1929 pour répression du faux monnayage.

Cinéma (protection des intérêts et dérogations en matière de prix des places pour les exploitants indépendants de salles).

16320. — 25 janvier 1975. — **M. Cousté** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat à la culture** sur les difficultés financières des exploitants indépendants des salles de cinéma qui ont à faire face, d'une part, aux pressions des distributeurs et, d'autre part, à la concurrence des grands circuits de projection. Il lui demande s'il n'entend pas : 1° dans le cadre de sa compétence prendre les mesures réglementaires propres à modérer les exigences des firmes de distribution en les obligeant à traiter de la même manière tous les exploitants de salles de cinéma, quelles que soient leur capacité d'accueil ou leur implantation, ces mesures pouvant notamment consister à modérer le pourcentage des recettes que les distributeurs sont autorisés à réclamer dans le cadre des contrats de location de films ; 2° de suggérer à son collègue, le ministre de l'économie et des finances, d'accorder plus libéralement des dérogations en matière de fixation de prix des places afin de permettre aux petits exploitants de faire face aux obligations que les firmes de distribution leur imposent.

Testaments (régime défavorable en matière de droits d'enregistrement des testaments-partages en ligne directe).

16321. — 25 janvier 1975. — **M. Frédéric-Dupont** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que de multiples démarches ont été entreprises pour obtenir une modification de la réglementation concernant l'enregistrement des testaments (*Journal officiel*, débats Assemblée nationale, du 31 octobre 1974, page 5672). En effet, cette réglementation est extrêmement choquante. Un testament par lequel le père d'un seul enfant a partagé ses biens entre cet enfant unique et d'autres bénéficiaires (ascendants réservataires, conjoint, etc.) est considéré comme un testament ordinaire et est enregistré au droit fixe de 60 francs. Par contre, un testament par lequel le père de plusieurs enfants a effectué la même opération entre ces derniers est considéré comme un testament-partage et est enregistré au droit proportionnel beaucoup plus élevé. Les explications données pour tenter de justifier cette surprenante disparité de traitement sont contradictoires et sans valeur. Afin de ne pas pénaliser les familles françaises les plus dignes d'intérêt, la suppression d'une injustice flagrante maintes fois signalée est particulièrement souhaitable. Il lui demande si, après une nouvelle étude de cet important problème, une solution raisonnable peut être envisagée.

Automobiles (nombre de véhicules mis en fourrière chaque jour à Paris).

16322. — 25 janvier 1975. — **M. Maujouan du Gasset** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, combien de voitures automobiles font, à Paris, chaque jour, objet d'une mise en fourrière.

Service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité (augmentation des effectifs et des moyens d'action).

16324. — 25 janvier 1975. — **M. Jean Favre** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la modicité des moyens mis en œuvre pour la protection du consommateur, en particulier en ce qui concerne la qualité des produits qui lui sont proposés. En effet, alors que chacun, en général, et le Gouvernement, en particulier, se soucient de ce que l'on appelle communément la qualité de la vie, il est souhaitable de prévoir les moyens suffisants propres à assurer toute garantie au consommateur. Il importe donc que le corps de contrôle déjà existant ait réellement la possibilité

de faire face à la tâche qui lui est proposée et d'être réellement efficace. Le budget de 1974 du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité s'élève à 49 500 000 francs, dont 10 500 000 francs proviennent de fonds de concours. Cette somme s'applique aux dépenses de rémunérations et de déplacements du personnel, ainsi qu'à celles relatives aux frais de contrôle, d'analyses, d'investissements et de charges. La dépense, par Français, représente un timbre-poste, soit 0,80 franc. Il paraît donc souhaitable de prévoir, dans l'immédiat, le doublement des effectifs actuels : 621 titulaires et 196 contractuels, puis, dans un deuxième temps, le quadruplement, de prévoir, en outre, les mesures de nature à rendre la profession plus attrayante grâce à des actions sur les points suivants : statuts, rémunérations et primes des fonctionnaires et agents de ce service. Il ajoute que de tels moyens, s'ils étaient accordés, auraient pour résultat de montrer que les pouvoirs publics ne se contentent pas de quelques actions d'éclat dans des secteurs bien particuliers mais choisissent une actions soutenue et durable propre à la rendre crédible aux yeux du public.

Retraites complémentaires (déductibilité de l'impôt sur le revenu des cotisations des membres des professions libérales).

16325. — 25 janvier 1975. — **M. Cousté** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les insuffisances criantes des régimes de retraite et de prévoyance applicables aux professions libérales ainsi que sur l'injustice qui en résulte, insuffisances et injustice qui pourraient aisément être corrigées par des mesures fiscales appropriées. Il rappelle à cet égard que l'article 7 de la loi de finances pour 1971 ainsi que l'article 5 de la loi de finances pour 1972 posaient le principe de la mise sur pied d'un système uniforme de déductibilité des cotisations de retraite et de prévoyance pour les personnes exerçant une activité professionnelle génératrice de revenus rentrant dans la catégorie des bénéfices non commerciaux. Par ailleurs, suivant lettre du 22 novembre 1971 adressée au président de l'U. N. P. L. M. le ministre de l'économie et des finances précisait que l'étude de la mise en place d'un système uniforme de déductibilité des cotisations de retraite et de prévoyance avait été confiée au directeur général des impôts en liaison avec le directeur des assurances et le directeur du Trésor. En outre, le conseil des impôts, dans son rapport de 1972 (§ 163), exprimait le point de vue selon lequel, sous réserve d'un plafonnement des cotisations déductibles, il était favorable à l'adoption d'un régime destiné à favoriser ainsi la constitution de revenus différés. Enfin, **M. Valéry Giscard d'Estaing**, dans une lettre adressée notamment aux États de France quelques jours avant le second tour des élections présidentielles de mai 1974, exprimait lui aussi sa préoccupation devant un système nettement insuffisant et son souci d'œuvrer pour son amélioration dans un esprit de justice. A titre d'illustration et à ce jour, un avocat perçoit une retraite annuelle de 14 520 francs après avoir atteint l'âge de soixante-cinq ans et à condition d'avoir exercé son activité professionnelle pendant quarante ans. En attendant l'aboutissement des travaux confiés au directeur général des impôts, au directeur des assurances et au directeur du Trésor, il semblerait équitable dans un souci de pure justice d'autoriser les membres des professions libérales à déduire de leurs revenus imposables des cotisations volontaires à des régimes de retraite complémentaire dans les mêmes limites que celles dont peuvent bénéficier les salariés au sein des entreprises, c'est-à-dire à hauteur de 19 p. 100 du montant de leurs revenus professionnels plafonnés au double du plafond prévu pour le calcul des cotisations au régime de retraite des cadres salariés. Il demande en tout état de cause à **M. le ministre de l'économie et des finances** d'adopter d'urgence les mesures ci-dessus pour qu'elles puissent être mises en œuvre suffisamment tôt en 1975. Il demande également à **M. le ministre de l'économie et des finances** de bien vouloir lui faire connaître les lignes directrices du projet que ses services sont en train de mettre sur pied conformément aux instructions reçues par ces derniers il y a trois ans, en exécution des articles 7 et 5 des lois de finances pour 1971 et 1972 et des recommandations du conseil des impôts.

Anciens combattants et prisonniers de guerre (bénéfice des dispositions sur la retraite anticipée pour les assujettis ayant fait valoir leurs droits à la retraite avant le 1^{er} janvier 1974).

16326. — 25 janvier 1975. — **M. Le Foll** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les dispositions du décret n° 74-54 du 23 janvier 1974 qui permet aux anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier, entre soixante et soixante-cinq ans, d'une pension de retraite calculée sur le taux accordé à l'âge de soixante-cinq ans. Il paraît injuste que ces dispositions ne soient pas retenues pour les pensions de retraite ayant pris effet avant janvier 1974 — sans que l'effet financier puisse s'appliquer à la période antérieure. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager l'application de ce décret, à compter du 1^{er} janvier 1974, aux anciens combattants ayant fait valoir leur droit à la retraite, antérieurement au 1^{er} janvier 1974.

Impôts locaux (report d'un mois de la date limite de recouvrement des impôts afférents à 1974).

16327. — 25 janvier 1975. — **M. Dominati** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que de nombreux impôts locaux émis en 1974 doivent être acquittés au plus tard le 15 février 1975. Cette situation, qui résulte certes d'une stricte application des règles légales, entraîne une gêne considérable pour les contribuables qui doivent payer à la même date le premier tiers de l'impôt sur le revenu. Il demande s'il ne lui paraît pas opportun, dans ces conditions, de reporter d'un mois la date limite de paiement de ces impôts locaux.

Etudiants (nombre d'étudiants en sociologie et débouchés possibles).

16328. — 25 janvier 1975. — **M. François Bénard** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux universités** de lui préciser : 1° si possible par université, le nombre d'étudiants poursuivant au cours de l'année 1974-1975 des études de sociologie dans les différents cycles de l'enseignement supérieur ; 2° les débouchés auxquels préparent de telles études et le nombre approximatif d'emplois susceptibles d'être offerts annuellement dans la spécialité en cause auxdits étudiants.

Retraites complémentaires (bénéfice de la loi étendu aux élèves et employés de notaires).

16329. — 25 janvier 1975. — **M. Beraud** expose à **M. le ministre du travail** la situation dans laquelle se trouvent un certain nombre de personnes appartenant à la catégorie professionnelle des élèves et employés de notaires qui ne peuvent bénéficier de la retraite complémentaire prévue pour tous les autres salariés par la loi du 29 décembre 1972. Il lui demande de prendre les mesures nécessaires afin que cette catégorie de salariés n'échappe pas au bénéfice de la loi sur la généralisation de la retraite complémentaire à tous les salariés.

Anciens inspecteurs des contributions directes (bénéfice de la prime de fusion).

16330. — 25 janvier 1975. — **M. Bérard** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les anciens inspecteurs centraux territoriaux du service des contributions indirectes chargés plus spécialement du chiffre d'affaires et des contributions indirectes n'ont pu bénéficier de la prime de fusion dont ont par contre bénéficié les agents de constatation du même service chargés uniquement les opérations de contrôle sur le chiffre d'affaires. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il y a discrimination dans l'attribution des avantages matériels et, dans l'affirmative, quelle mesure il compte prendre pour y porter remède.

Sociétés coopératives d'habitations à loyer modéré (frais d'enregistrement et taxe de publicité foncière sur la transformation en contrats de vente des contrats de location-attribution).

16331. — 25 janvier 1975. — **M. Charles Bignon** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que depuis l'entrée en vigueur de l'article 4-1 de la loi n° 70-601 du 9 juillet 1970, les contrats de location-attribution consentis par les sociétés coopératives d'habitations à loyer modéré sont assimilés du point de vue fiscal à des ventes pures et simples. De plus, du point de vue civil, ces ventes sont réputées avoir une condition suspensive et doivent être soumises à la formalité de publicité foncière prévue par l'article 28 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955. Les contrats de l'espèce doivent supporter de ce fait la formalité unique d'enregistrement et de publicité foncière du bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble, aux termes de la loi n° 69-1168 du 26 décembre 1969. Les contrats doivent donc être établis en la forme authentique ou authentifiés par leur dépôt au rang des minutes d'un notaire. Les sociétés coopératives régularisent actuellement les contrats passés à l'origine sous seing privé et cela jusqu'au 1^{er} janvier 1968, soit plus de sept ans. La conséquence pratique est la réclamation aux propriétaires d'une nouvelle et lourde somme qui dépasse 1 000 francs nouveaux pour cet acte notarié, alors que ceux-ci habitent paisiblement depuis de nombreuses années. Il lui demande donc ce qu'il compte faire pour qu'une fois de plus la « forme » n'amène pas des frais inutiles pour des familles modestes.

Rentes viagères (réévaluation).

16332. — 25 janvier 1975. — **M. Bizet** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation des rentiers viagers dont le sort, toujours préoccupant et parfois dramatique, a été reconnu par **M. le Président de la République** lui-même, au cours de la campagne présidentielle, comme constituant un « problème de justice sociale capital ». Les majorations des rentes viagères intervenues depuis quelques années, et notamment à l'occa-

sion de la loi de finances pour 1975, apportent certes une amélioration partielle à cette situation. Toutefois elles ne sont manifestement pas suffisantes pour pallier l'érosion monétaire et la détérioration du pouvoir d'achat que subissent, plus que tout autre catégorie de Français, ceux qui ont fait confiance à cette forme d'épargne. Il lui demande en conséquence s'il n'estime pas de la plus stricte équité que des mesures soient prises d'urgence pour compléter les dispositions déjà prises dans ce domaine et parvenir à une juste détermination des rentes viagères, donnant ainsi à leurs bénéficiaires les conditions d'une vie décente.

Emploi (menace de licenciement collectif des salariés de l'entreprise Chapuzet d'Angoulême).

16333. — 25 janvier 1975. — **M. Boscher** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur la situation difficile dans laquelle se trouve l'entreprise Chapuzet d'Angoulême (chauffage, sanitaire, climatisation). Selon ses informations, la direction de cette entreprise serait amenée à déposer son bilan dans les prochaines semaines, ce qui entraînerait le licenciement collectif d'environ 2 500 personnes. Il lui demande donc s'il envisage des mesures immédiates pour éviter le démantèlement de l'entreprise et le licenciement du personnel.

Emploi (logissements et origine des renseignements d'officines spécialisées dans le placement des personnes à la recherche d'un emploi).

16334. — 25 janvier 1975. — **M. Boscher** expose à **M. le ministre du travail** que des personnes à la recherche d'un emploi, inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi, reçoivent des offres de service d'officines spécialisées qui leur suggèrent, moyennant un versement relativement élevé, de transmettre à des entreprises dont elles déclarent avoir le fichier, une demande d'emploi à rédiger par les intéressés. Pour que de telles officines puissent identifier des personnes à la recherche d'un emploi il paraît vraisemblable qu'elles ont accès aux fichiers des agences locales de l'A. N. P. E. Il lui demande s'il a connaissance de telles pratiques et s'il entend y mettre fin.

Sociétés commerciales (dispense de la contribution exceptionnelle pour les sociétés dissoutes de plein droit).

16335. — 25 janvier 1975. — **M. Pinte** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 499 de la loi n° 66-557 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales prévoit que les sociétés constituées antérieurement à la publication de cette loi seront tenues de mettre leurs statuts en harmonie avec les dispositions de celle-ci dans le délai de dix-huit mois à compter de l'entrée en vigueur des décrets d'application. L'article 500 de la même loi prévoit que les sociétés qui n'auront pas augmenté leur capital social au moins au montant minimal prévu devront, dans le délai précité, prononcer leur dissolution ou se transformer en sociétés d'une autre forme pour laquelle la loi du 24 juillet 1966 n'exige pas un capital minimal supérieur au capital existant. Le dernier alinéa du même article précise que les sociétés qui ne se seront pas conformées à ces dispositions seront dissoutes de plein droit à l'expiration du délai imparti. Il résulte des mesures ainsi rappelées que les sociétés commerciales qui n'ont pas augmenté leur capital jusqu'au montant minimal prévu sont actuellement dissoutes. Or, une société commerciale se trouvant dans ce cas vient de se voir imposer par l'administration fiscale à la contribution exceptionnelle résultant de l'article 1^{er} de la loi de finances rectificative pour 1974 du 16 juillet 1974, cette contribution exceptionnelle ayant été fixée au montant forfaitaire de 3 000 francs prévu au troisième alinéa dudit article. Il lui demande de bien vouloir lui préciser que dans une telle situation, la dissolution de la société étant intervenue de plein droit en fonction de l'article 500 précité, celle-ci ne saurait être assujettie à la contribution exceptionnelle ainsi fixée.

Impôt sur les sociétés (régime fiscal applicable à une société belge ayant deux succursales en France).

16339. — 25 janvier 1975. — **M. Robert-André Vivien** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'une société anonyme belge possède en France deux succursales qui n'ont pas de personnalité physique distincte. La société est assujettie en France à l'impôt sur les sociétés sous une cote unique, en raison de l'activité des deux succursales et sur des résultats déterminés comme pour une société française : a) l'une des succursales aliène un patrimoine immobilier et dégage des plus-values à long terme taxables à l'impôt sur les sociétés au taux réduit de 15 p. 100 avec constitution de la réserve spéciale. Mais l'autre succursale continue à fonctionner et une imposition à l'impôt sur les sociétés a été établie ; b) de plus, dans le temps, la société étrangère envisage de supprimer totalement son activité en France. Il est demandé de confirmer : 1° que, dans l'hypothèse a, le transfert effectif en Belgique des liquidités résultant de la vente d'éléments immobilisés n'entraîne pas la per-

ception d'un complément d'impôt sur les sociétés au taux de 50 p. 100. En effet, l'entité fiscale française demeure. La réserve spéciale continuera à figurer au passif du bilan français, au besoin par le débit d'un compte d'ordre; que ce transfert de fonds n'entraîne pas, par lui-même, l'exigibilité sur les sommes transférées de la retenue à la source; 2^o que dans l'hypothèse b la suppression totale de l'activité française et le rapatriement total des fonds en Belgique entraînent la disparition de l'entité fiscale, ce qui équivaut à la dissolution d'une société française. Dans ce cas encore aucune taxation à l'impôt sur les sociétés supplémentaire n'est exigible par application de l'article 209 quater, 2, du code général des impôts dès lors que la disparition de la réserve spéciale et sa répartition ont lieu dans le cadre d'une dissolution. De même le transfert total des fonds n'entraîne pas, en lui-même, la perception de la retenue à la source. Enfin la convention franco-belge prévoit qu'une société belge qui exerce une activité en France ne saurait acquitter en France des impôts supérieurs à ceux qu'acquitterait une société française. Or aussi bien dans l'hypothèse a que b une société française se liquidant et aliénant son patrimoine n'acquitterait l'impôt sur les sociétés qu'au taux de 15 p. 100 sur les plus-values à long terme; 3^o si dans le cas de liquidation totale des deux succursales en France le droit de partage serait exigible.

Industrie de la chaussure (licenciement des salariés des Etablissements Hublot de Tonneins [Lot-et-Garonne]).

16342. — 25 janvier 1975. — M. Ruffe expose à M. le ministre du travail qu'à la suite d'un dépôt de bilan, la coopérative des Anciens Etablissements Hublot de Tonneins (fabrication de chaussures) a été mise en liquidation de biens par le tribunal de commerce de Marmande (jugement effectif le 10 janvier 1975). De ce fait, 125 employés, ouvriers et ouvrières se trouvent licenciés et réduits au chômage. Les causes qui ont entraîné cette fermeture sont essentiellement d'ordre économique et de ce fait relèvent des décisions prises par le Gouvernement pour les petites et moyennes entreprises en difficulté en raison de la crise économique. En effet, ces causes sont: l'augmentation très sensible des matières premières, le resserrement du crédit, la réduction des exportations en Allemagne (leur meilleur client), les exigences des fournisseurs d'être payés comptant. Il tient à souligner qu'il existe des possibilités réelles de reprise d'activité immédiate de cette entreprise, un carnet de commandes permet d'employer une cinquantaine de personnes et un prêt de 50 millions d'anciens francs par le conseil général et la municipalité reste disponible. S'agissant d'un dépôt de bilan et non d'une liquidation judiciaire, le syndic désigné par le tribunal de commerce se devrait d'être beaucoup plus animé de la volonté d'un gestionnaire ayant en vue la reprise d'activité de l'entreprise que celle d'un liquidateur judiciaire. En conséquence, il lui demande de bien vouloir: 1^o faire en sorte que le comité départemental qui a été constitué à cet effet se saisisse de ce dossier afin que cette entreprise bénéficie des avantages prévus en la circonstance; 2^o s'informer que la notion de poursuivre la gestion de l'entreprise prévaut sur celle de la liquidation judiciaire; 3^o s'assurer qu'en attendant, le personnel au chômage bénéficie de l'allocation d'attente due aux salariés licenciés pour cause économique ainsi que tous autres avantages.

Collectivités locales (modalités de reclassement indiciaire des personnels retraités).

16343. — 25 janvier 1975. — M. Gilbert Schwartz rappelle à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, que depuis le vote de la loi n° 69-1137 du 20 décembre 1969, chaque fois qu'intervient un texte majorant les traitements des fonctionnaires de l'Etat, les personnels des collectivités locales employant des agents à temps complet, bénéficient automatiquement des mêmes mesures. Ce principe a été étendu aux pensions des anciens agents concernés. Or, lorsque, en dehors d'une augmentation générale des traitements, les émoluments correspondant à l'emploi ou au grade pris en considération pour la liquidation d'une pension viennent à être modifiés, par suite notamment d'un changement apporté à l'échelle indiciaire, il appartient à la collectivité d'adresser à la caisse des dépôts et consignations une modification du modèle L. 21 (cf. titre XV, chapitre IV de l'instruction générale CNRACL; confirmée par la circulaire n° 146 du 10 août 1974). En vue d'apporter un léger soulagement du poids administratif pesant sur les collectivités en cause, et afin d'éviter tout retard dans l'application des majorations de pensions consécutives aux changements apportés aux échelles indiciaires. Il lui demande s'il ne pourrait pas être envisagé la possibilité de donner tous pouvoirs à la C.N.R. A.C.L. aux fins de modifier automatiquement et sans attendre l'imprimé nécessaire délivré par les collectivités locales, qui n'ont d'ailleurs aucun avis à donner en la matière, l'indice afférent à la pension des anciens agents à temps complet, lorsque leur pension est basée sur les traitements d'emplois existant dans ces collectivités. Cela aurait pour conséquence l'obtention d'une certaine uniformité administrative en matière de majoration de pensions, et ne serait pas en contradiction avec la loi n° 69-1137 précitée qui

stipule (art. 2, alinéa 2): « tout titulaire d'un emploi communal doté d'une échelle indiciaire fixé par arrêté du ministre de l'intérieur, après avis du ministre de l'économie et des finances et de la commission nationale paritaire prévue à l'article 492, doit bénéficier de cette échelle ».

Centres de réforme

(relèvement de l'indemnité versée aux personnes convoquées).

16346. — 25 janvier 1975. — M. Villon signale à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que dans sa réponse faite à la question n° 9885 parue au Journal officiel du 31 mai 1974, qu'il faisait procéder à une étude attentive sur la possibilité d'une revalorisation de l'indemnité de repas versée aux personnes convoquées devant les centres de réforme, indemnité limitée à la somme de 1,50 franc. Depuis cette date, aucune revalorisation n'est intervenue. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas devoir prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à la situation scandaleuse actuelle.

Eau (redevances, subventions et prêts des agences de bassin).

16348. — 25 janvier 1975. — M. Kalinsky demande à M. le ministre de la qualité de la vie de bien vouloir lui indiquer pour chaque agence de bassin, le montant pour l'exercice 1973, ainsi que les éléments disponibles pour l'exercice 1974: 1^o des redevances de prélèvement et de pollution payées par les collectivités locales, d'une part, les industriels non raccordés, d'autre part, et par les industriels raccordés; 2^o Des subventions accordées pour aider les travaux entrepris par ces trois catégories de redevables; 3^o des prêts qui leur sont attribués, en précisant le taux d'intérêt et la durée.

Monuments historiques (classement et restauration de la ferme de Mandres-les-Roses [Val-de-Marne]).

16350. — 25 janvier 1975. — M. Kalinsky attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat à la culture sur les menaces qui pèsent sur la ferme de Mandres-les-Roses (94), dont le domaine a été acquis par une grande société immobilière qui doit y réaliser un ensemble de logements. Ces bâtiments constituent un exemple intéressant de l'architecture rurale de la région. On peut apprécier en particulier les proportions de la cour intérieure et l'élégance du pigeonnier. Or l'ensemble est menacé par un défaut général et prolongé d'entretien qui pourrait servir de prétexte à la destruction définitive de ce témoin du passé historique de Mandres-les-Roses. La conservation de ces bâtiments permettrait au contraire de les utiliser à des fins culturelles. Il lui demande, en conséquence: 1^o s'il n'entend pas classer l'ensemble à l'inventaire des sites et monuments historiques afin d'en garantir la sauvegarde; 2^o quels crédits pourraient être attribués par l'Etat pour financer les travaux indispensables de remise en état et d'aménagement; 3^o quels encouragements il entend donner à l'organisation d'activités culturelles dans ce cadre particulièrement favorable.

Pollution (risques provenant de la décharge d'ordures ménagères de La Queue-en-Brie [Val-de-Marne]).

16351. — 25 janvier 1975. — M. Kalinsky rappelle à M. le ministre de la qualité de la vie sa réponse en date du 31 août 1974 à la question écrite n° 11079 relative à la pollution du bois Notre-Dame par la décharge d'ordures ménagères de La Queue-en-Brie. Cette réponse faisait état d'études entreprises en vue de « confirmer éventuellement cette pollution ». Or dans un courrier du 28 octobre la direction départementale de l'équipement indique: 1^o « il est possible qu'à certaines périodes de l'année il y ait continuité hydraulique entre les eaux s'écoulant de la décharge et le Morbras, exutoire du ruisseau des Nageoires; 2^o il y aurait eu une tentative d'extraction de meulière, ce qui aurait nécessité le décapage localisé des marnes et argiles de surface. Ainsi il y a possibilité de l'existence d'une voie de contamination de la nappe des calcaires de Brie. » Ces faits sont extrêmement inquiétants, d'une part, en raison de l'importance du réseau de Morbras qui traverse Ormesson, Sucy-en-Brie et Bonneuil avant de se jeter dans la Marne et, d'autre part, compte tenu du rôle de la nappe des calcaires de Brie. Le devoir des pouvoirs publics est de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour éliminer tout risque d'accident. Il lui demande en conséquence: 1^o comment l'autorisation de créer une décharge a pu être donnée sachant qu'il existait un risque de contamination de la nappe phréatique; 2^o pourquoi après avoir toléré pendant des mois l'exploitation sans autorisation de la décharge, M. le préfet du Val-de-Marne n'a-t-il pas tenu compte des risques qui lui avaient été signalés du choix d'un tel site pour un établissement classé insalubre et dangereux; 3^o quelles dispositions sont prises pour mettre fin sans délai aux risques que fait peser sur les populations des communes environnantes la continuation de l'exploitation de la décharge.

Pollution (décrets d'application de la loi du 16 décembre 1964 sur les déversements de déchets industriels dans les cours d'eau).

16352. — 25 janvier 1975. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie** sur l'insuffisance de la protection contre les déversements industriels de produits polluants. La loi du 16 décembre 1964 prévoit notamment les conditions de délivrance d'autorisations aux entreprises pour procéder au déversement de rejets industriels dans les cours d'eau. Le décret d'application n° 73-218 du 23 février 1973 publié au *Journal officiel* du 2 mars 1973 reste inopérant en l'absence des arrêtés ministériels prévus par l'article 3. Neuf années ont été nécessaires pour que les ministères intéressés (finances, environnement, agriculture, etc.) prennent ce décret, dont l'entrée en vigueur reste suspendue par l'absence des arrêtés dont ces ministères ont également la responsabilité. Cette situation aboutit à ce que tous les déversements industriels soient tacitement autorisés. Ce n'est le plus souvent qu'à la suite de pollutions catastrophiques que des mesures de restriction sont prises. Cette liberté accordée aux industriels s'oppose aux efforts effectués pour la dépollution, par exemple par les communes dans la vallée du Rhône ou dans le cadre de l'opération « Orge vivante » dans l'Essonne. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures d'urgence il compte prendre pour que soient rédigés par les ministères intéressés les arrêtés nécessaires.

Cheminots (relèvement du taux de l'indemnité de résidence dans la haute vallée de l'Arve (Haute-Savoie)).

16354. — 25 janvier 1975. — **M. Maisonnat** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux transports** la profonde injustice que crée pour les cheminots de la région de la haute vallée de l'Arve l'abattement de zone pratiqué sur l'indemnité de résidence qui est partie intégrante du salaire. Au 1^{er} septembre 1974, cet abattement minorait annuellement dans la région et selon les gares le salaire d'un ouvrier qualifié niveau E 2, indice C de 445,63 francs à Chamonix à 701,76 francs à Magland. Cet abattement apparaît tout à fait injustifié dans la mesure où le coût de la vie est dans cette région un des plus élevés de France, pour des raisons tenant tant au climat qu'à l'importance du tourisme dans l'économie locale. A l'heure actuelle, les différentes résidences de la région sont classées dans la zone 20 p. 100 avec parfois des surclassements saisonniers à 22,5 p. 100 d'hiver et d'été selon certains cas. Il lui demande de mettre fin à cette situation de discrimination salariale injustifiée, en décidant le passage en zone 22,5 p. 100 toute l'année de la prime d'indemnité de résidence pour l'ensemble des cheminots de la haute vallée de l'Arve.

Impôt sur le revenu (abattement de 20 p. 100 au profit des travailleurs indépendants).

16356. — 25 janvier 1975. — **M. Cousté** avait précédemment attiré l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que l'abattement de 20 p. 100 sur l'élément imposable dont peut bénéficier la grande majorité des contribuables ne peut être appliquée d'une façon générale aux travailleurs indépendants. La raison donnée est que les ressources des intéressés sont mal connues. **M. le ministre de l'économie et des finances** a bien voulu répondre que, pour éviter des anomalies ou des injustices, les mesures ne peuvent être prises que pour des professions entières et dans la seule mesure où il est possible de se fonder sur des données précises, complètes et objectives (ce qui est le cas des agents généraux d'assurances et des auteurs compositeurs). Il fait observer qu'il n'est pas possible, pour les travailleurs indépendants des conditions qui n'ont nullement été posées pour les salariés. Il n'a jamais été question, apparemment, de supprimer l'abattement de 20 p. 100 pour des professions entières au motif que les revenus d'une partie fort importante de leurs membres dispose de revenus professionnels mal connus, par exemple : les employés des cafés, des hôtels, des restaurants, les employés des salons de coiffure, les employés des garages et stations-service, les livreurs, les femmes de ménage, les gardiens d'immeubles, les professeurs de langue et de mathématiques, etc., les chauffeurs de taxi, les facteurs, les télégraphistes, etc. Et il n'est même pas fait allusion ci-dessus à la pratique du « travail noir » en dehors des heures de travail salarié. Cette différence de traitement ne peut s'expliquer que par l'opinion trop communément répandue, mais tout à fait erronée, que tous les membres des professions libérales tirent des revenus élevés de l'exercice de leur profession. Il est cependant certain que nombre de travailleurs indépendants disposent de revenus professionnels inférieurs à ceux des garçons de café de certains grands établissements ou de coiffeuses salariées. **M. Cousté** demande donc à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il n'estime pas que cette situation est injuste et s'il ne conviendrait pas de mettre au point, dans un premier temps, un système qui n'est même pas exigé des salariés énumérés ci-dessus, mais aurait cependant le mérite d'être simple et efficace. Ce système pourrait consister, par exemple, à faire bénéficier de l'abattement de 20 p. 100 tous les travailleurs indépendants qui opteraient pour le régime de la déclaration contrôlée et rempliraient un engagement sur l'honneur de ne pas accepter d'hono-

raires autres que ceux réglés par chèque et faisant l'objet d'une déclaration par les tiers. Ainsi il serait possible de faire bénéficier de l'égalité fiscale tous ceux qui ne pourraient matériellement dissimuler une partie de leurs revenus.

Sécurité sociale (maintien de l'affiliation d'une salariée quittant son emploi pour soigner un enfant incurable).

16358. — 25 janvier 1975. — **M. Maujouen du Gasset** expose à **M. le ministre du travail** que Mme M. a un enfant atteint de maladie incurable dont elle va être obligée de s'occuper en permanence. Jusqu'à ces derniers temps, elle était salariée, et de ce fait affiliée à la sécurité sociale. L'état de santé de son fils va l'obliger à quitter son emploi, et donc perdre l'affiliation à la sécurité sociale. Il lui demande quelles dispositions seraient à prendre pour permettre à cette dame le maintien aux avantages de la sécurité sociale.

Impôt sur le revenu (évaluation des droits de timbre et d'enregistrement acquittés au moyen de titres d'emprunt avant déduction des B. I. C.).

16359. — 25 janvier 1975. — **M. Noal** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, pour la détermination du bénéfice net imposable en matière de bénéfices industriels et commerciaux, sont en principe admis en déduction du bénéfice brut, au titre des frais d'établissement, les droits de timbre et d'enregistrement. Il lui demande quelle somme peut être admise en déduction au titre des droits d'enregistrement lorsque ceux-ci ont été acquittés en totalité ou en partie au moyen de titres d'emprunt 4,5 p. 100 1973. Doit-on retenir le montant nominal des droits dus ou la somme réellement acquittée par le redevable.

Donations

(modalités de paiement des droits de mutation par le « donataire »).

16360. — 25 janvier 1975. — **M. Noal** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 1718 du code général des impôts dispose : « Sur la demande de tout légataire ou donataire ou de l'un quelconque des cohéritiers » solidaires, le montant des droits de mutation par décès peut être « acquitté en plusieurs versements égaux dans les conditions et sous des garanties qui sont fixées par décret... ». Il résulte de ce texte que le bénéfice du paiement fractionné des droits de mutation par décès est accordé, notamment, au « donataire », c'est-à-dire à la personne au profit de laquelle « le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée... » (art. 894 du code civil). Or, l'administration interprète le mot « donataire » comme étant la personne bénéficiaire d'une donation « à cause de mort » et refuse ainsi le paiement fractionné tant au « donataire » (tel qu'il est défini par l'article 894 du code civil qu'au bénéficiaire d'une donation-partage. Il lui demande ce qu'il convient d'entendre par « donation à cause de mort » et s'il envisage de donner les instructions nécessaires pour modifier l'interprétation très restrictive de l'administration et, semble-t-il, contraire à la lettre du texte de l'article 1718 du code général des impôts.

T. V. A. (vente occasionnelle de viande provenant d'animaux de son élevage par un agriculteur éleveur).

16361. — 25 janvier 1975. — **M. Durlieux**, rappelant à **M. le ministre de l'économie et des finances** les termes de la réponse faite dans le *Journal officiel* du 17 octobre 1974 à la question qu'il lui avait posée sous le numéro 11753, lui demande s'il peut lui préciser quel est le régime fiscal, vis-à-vis de la T. V. A., d'un agriculteur éleveur vendant occasionnellement et dans un local non agencé à cet effet de la viande provenant d'animaux de son élevage lorsque cet agriculteur a opté pour le régime du remboursement forfaitaire de la T. V. A.

Exportations (aide aux investissements nécessités par la commercialisation des produits exportés).

16362. — 25 janvier 1975. — **M. Lgot** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, dans le cadre de la politique de développement des exportations destinée à équilibrer la balance commerciale de la France face à la hausse des produits pétroliers, un crédit de 4 milliards de francs a été mis à la disposition des entreprises en vue de favoriser leurs investissements et leurs équipements pour accroître leur chiffre d'affaires à l'étranger. Estimant que, pour les petites et moyennes entreprises qui s'efforcent de développer leur marché vers l'extérieur, la difficulté réside moins dans l'insuffisance des capacités de production que dans l'absence d'un réseau commercial, il demande si les investissements nécessités par la commercialisation à l'étranger ne pourraient pas, sur le crédit prévu de 4 milliards de francs, être aidés au même titre que les autres investissements.

Radiologues (augmentation de la lettre-clé Z).

16363. — 25 janvier 1975. — **M. Frédéric Dupont** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le fait que, depuis deux ans, la lettre-clé Z qui régit l'exercice de la radiologie dans la nomenclature conventionnelle de la sécurité sociale, n'a augmenté que de 4 p. 100, en passant au dernier semestre de 1974 de 4,80 francs à 4,90 francs le 1^{er} juillet puis à 5 francs le 1^{er} septembre. Pour les deux ans qui viennent, les caisses de sécurité sociale se refusent à augmenter cette lettre-clé de plus de 20 centimes en l'amenant au chiffre de 5,20 francs. Or, si cette éventualité se réalisait, ce serait une hausse de 8 p. 100 étalée sur 4 ans qui serait imposée aux électroradiologues. Cela équivaudrait à une hausse des honoraires qui ne dépasserait pas 2 p. 100 par an durant quatre ans, c'est pourquoi la confédération des syndicats médicaux a demandé une hausse récente de 10 p. 100 qui porterait le Z de 5 francs à 5,50 francs afin de ne pas aboutir à la suppression de l'exercice libéral de la radiologie. Il lui demande quand cette augmentation vitale, devenue absolument indispensable aux radiologues pour faire face aux dépenses qui se sont accrues dans tous les domaines (films radiographiques augmentés de 20 p. 100 depuis deux ans, matériel radiologique de 25 à 30 p. 100), sera réalisée.

Relations financières internationales

(transfert en France de fonds bloqués en Afrique du Nord).

16365. — 25 janvier 1975. — **M. Lafay** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur le fait que certains de nos compatriotes sont possesseurs en Afrique du Nord de fonds dont ils ne peuvent obtenir le transfert en métropole en raison des dispositions restrictives des réglementations des changes des Etats dans lesquels ces avoirs sont déposés. Il n'ignore pas que les pouvoirs publics français se sont déjà préoccupés de ce problème. Les efforts déployés à cet effet ont, du reste, été suivis de quelques assouplissements. C'est ainsi que des mesures prises en accord avec les autorités tunisiennes ont permis, en particulier lors de l'attribution à ce pays de l'aide économique et financière de la France, de racheter un certain nombre de comptes bloqués. Ces résultats ne sont assurément pas négligeables, mais ils ne doivent pas faire perdre de vue que bien des dossiers restent aujourd'hui encore sans solution. Il n'en est pour preuve que la situation, de nos ressortissants qui, ayant vendu des actions qu'ils possédaient dans des sociétés constituées en Tunisie, ne peuvent rapatrier le montant de ces sommes qui restent bloquées en compte capital dans des établissements bancaires tunisiens. La seule possibilité d'emploi de ces fonds, qui soit actuellement offerte, consiste à faire acquérir les dépôts en cause par des industriels français qui en investissent le montant dans la création d'entreprises en Tunisie. Cette procédure, outre qu'elle comporte un caractère aléatoire, ne saurait constituer un palliatif valable car elle ne permet aux intéressés de récupérer, en tout état de cause, qu'un capital déprécié et amoindri. L'action déjà engagée au plan des relations financières internationales devrait donc être intensifiée pour que soient réglées les situations qui, à l'instar de celle qui vient d'être décrite, demeurent en suspens. Il lui demande s'il compte mettre à profit l'encourageante évolution qui semble marquer dans ce domaine les rapports que la France entretient avec l'Algérie, susceptible — selon certaines informations — d'autoriser prochainement le transfert des fonds bloqués sur son territoire et appartenant à des nationaux français, pour obtenir que la Tunisie adopte vis-à-vis de ce problème une position analogue.

Société de capitaux (droit à déduction de la T. V. A. et à la dispense de la taxe sur les salaires).

16367. — 25 janvier 1975. — **M. Bourgeois** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il peut exposer les règles fiscales applicables au regard du droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée et au regard de la dispense de la taxe sur les salaires, dans les deux hypothèses suivantes : 1^o entreprise dont la moitié du chiffre d'affaires est grevée de la T. V. A. et dont l'autre moitié échappe à cet impôt comme étant matérialisée par des opérations réalisées hors de France (cf. article 258 C. G. I.); 2^o entreprise dont l'intégralité du chiffre d'affaires échappe à la T. V. A. en vertu du principe de territorialité de cet impôt, étant supposé que l'entreprise susvisée revêt la forme d'une société de capitaux de nationalité française, ayant son siège social et ses installations en France, soumise à la loi française.

Impôt sur le revenu (imposition de la plus-value dégagée lors de l'apport d'actions d'une société anonyme à une société civile de gestion de valeurs mobilières).

16368. — 25 janvier 1975. — **M. Bourgeois** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 160 du code général des impôts permet, sous certaines conditions, de soumettre à

l'impôt sur le revenu au taux de 15 p. 100 les plus-values réalisées lors de la cession de leurs droits sociaux par les associés d'une personne morale passible de l'impôt sur les sociétés. Ceci exposé, il lui demande : a) si l'apport pur et simple d'actions d'une société anonyme à une société civile (gestion de valeurs mobilières, et objet purement civil, non soumise à l'impôt sur les sociétés, et constituée exclusivement entre ascendants et descendants, doit être considéré comme une « cession » au sens de l'article 160; b) comment est déterminée la plus-value imposable lorsque le contribuable a reçu les droits sociaux cédés par voie de don manuel.

Etablissements scolaires (suppression des classes de première et de seconde au lycée de Modane).

16369. — 25 janvier 1975. — **M. Jean-Pierre Cot** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les graves inconvénients qu'entraînerait, si elle devenait officielle, la suppression des classes de première et de seconde au lycée de Modane (Savoie), comme l'a envisagée la commission de la carte scolaire. Il se permet de lui rappeler que onze conseils municipaux, le syndicat intercommunal, les entreprises, les syndicats et diverses associations de parents d'élèves sont opposés à cette suppression qui obligerait les enfants à fréquenter des établissements éloignés en qualité d'internes, entraînant une surcharge pour ces établissements et des frais importants pour les familles. Il lui demande quelles informations il peut lui donner à cet égard.

Education, jeunesse et sports (aménagement indiciaire de la carrière des inspecteurs départementaux).

16370. — 25 janvier 1975. — **M. Capdeville** attire l'attention de **M. le Premier ministre (fonction publique)** sur le blocage, exercé au niveau du secrétariat d'Etat à la fonction publique, du projet d'aménagement indiciaire provisoire de la carrière des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale, de l'enseignement technique, de la jeunesse, des sports et des loisirs. Celui-ci, établi au nom de **M. le ministre de l'éducation** par **M. Blanchard**, directeur chargé de la direction des affaires budgétaires et financières serait une première étape sur la voie d'un reclassement général. Il lui demande s'il ne pense pas devoir l'appliquer à compter du 1^{er} janvier 1974, comme cela avait été envisagé.

Travailleurs étrangers (restrictions mises à l'entrée en France de leur famille).

16371. — 25 janvier 1975. — **M. Bouloche** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le cas des nombreux travailleurs immigrés qui, arrivés en France dans le cadre de dispositions leur permettant d'espérer faire venir leur famille, se voient maintenant interdire cette possibilité. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour apporter rapidement une solution aux difficiles problèmes humains qui se posent de ce fait.

Musique (inscription au tableau des emplois communaux d'un poste de professeur et directeur d'école municipale de musique non contrôlée par l'Etat).

16372. — 25 janvier 1975. — **M. Lacroisergues** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur la situation faite aux professeurs d'écoles municipales de musique qui doivent, pour obtenir leur titularisation après le stage d'un an, remplir les conditions d'affiliation à la caisse nationale de retraite des collectivités locales. Ceci a, jusqu'à ce jour, été interprété par les municipalités et n'a jamais soulevé d'objection de sa part. Cette possibilité vient d'être annulée par une décision de **M. le ministre des finances** qui oblige la caisse des retraites à rejeter toutes demandes de titularisation de professeurs si ceux-ci ne sont pas rémunérés dans les mêmes conditions que ceux des écoles nationales. Pour résoudre cette situation regrettable, il lui demande s'il n'estime pas devoir inscrire au tableau des emplois communaux un poste de professeur et directeur d'école municipale de musique non contrôlée par l'Etat, tout en maintenant dans l'attente de cette décision le statu quo.

Assurance vieillesse (rachat de cotisations : période durant laquelle les résidents travaillant en France ne peuvent exercer une activité salariée).

16373. — 25 janvier 1975. — **M. Sainte-Marie** rappelle à **M. le ministre du travail** que la loi n° 62-789 du 13 juillet 1962 a accordé à certaines catégories de travailleurs la faculté d'opérer des versements de rachat au titre de l'assurance vieillesse. Cette loi a été précisée et complétée par la loi n° 65-555 du 10 juillet 1965, par les décrets des 13 juillet 1963, 11 et 17 décembre 1970 et 22 mai 1974 ainsi que par les arrêtés des 13 mai 1966 et 11 décembre 1970. Il lui demande s'il lui paraît possible de prendre un arrêté afin d'assimiler à des périodes d'activité salariée les périodes durant lesquelles les

résidents travaillant actuellement en France se sont trouvés empêchés d'exercer une activité salariée, cet arrêté donnant en outre la faculté d'opérer des versements de rachat au titre de l'assurance vieillesse.

Impôts locaux (situation difficile de communes de la Gironde).

16374. — 25 janvier 1975. — **M. Madrelle** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation difficile dans laquelle se trouvent plongées plus de 50 communes du département de la Gironde en ce qui concerne les impositions directes locales perçues à leur profit au titre de l'exercice 1974. Il lui fait observer que, conformément aux dispositions de la loi du 31 décembre 1973, les conseils municipaux de ces communes ont voté, en 1974, le montant global des sommes à recouvrer au titre des contributions directes locales, laissant le soin à l'administration fiscale de fixer les taux d'imposition et de répartir les sommes à réclamer à chaque impôt et laissant également le soin aux services fiscaux et à la trésorerie générale d'émettre et de recouvrer les rôles d'imposition. Toutefois, une circulaire interministérielle, parue en janvier 1974, avait prévu que les sommes afférentes aux exonérations de patente accordées en vertu de l'article 1473 bis du code général des impôts devaient être portées, dans les budgets communaux, en dépenses, les recettes à provenir de la fiscalité directe locale étant majorées à due-concurrence. Or, cette circulaire n'a pas été transmise par la préfecture de la Gironde de sorte que les budgets, en dépenses et recettes, n'ont pas été établis conformément aux prescriptions administratives, tandis que les sommes versées aux collectivités se sont trouvées très notablement inférieures à ce qui était attendu par les assemblées locales. Les budgets de 1974 seront donc clos avec un important déficit des recettes, tandis que les 12^{es} provisoires de l'année 1975 seront calculés à partir des recettes minorées de l'exercice 1974. Il est évident qu'une telle situation pose de graves problèmes aux collectivités intéressées. Il est évident aussi qu'elles ne sauraient être victimes de l'erreur administrative imputable à l'autorité de tutelle qui n'a pas transmis la circulaire précitée et qui n'a pas non plus, comme elle aurait dû le faire, rectifié les budgets communaux en inscrivant les dépenses de nature obligatoires correspondant aux exonérations de patente. Mais il est non moins évident qu'une circulaire interministérielle n'a pas valeur réglementaire — et encore moins législative — et que seules comptent les dispositions de l'article 11 de la loi du 31 décembre 1973 selon lesquelles les sommes votées doivent être intégralement versées. Dans ces conditions, il lui demande : 1^o quelles mesures il compte prendre pour que soient émis, de toute urgence, les « rôles supplémentaires » d'imposition nécessaires pour verser aux collectivités concernées les sommes que leurs assemblées locales ont effectivement entendu réclamer aux contribuables locaux ; 2^o à défaut de rôles supplémentaires, quelles mesures il compte prendre pour que ces collectivités perçoivent les sommes qui leur reviennent en vertu de la loi, le cas échéant par prélèvement sur le fonds dit « de non-valeur » ; 3^o à défaut de rôles supplémentaires et de prélèvement sur le fonds dit « de non-valeurs », quelles mesures il compte prendre afin que toutes les communes concernées perçoivent une subvention d'équilibre prélevée sur les crédits mis à sa disposition ou à la disposition du ministère de l'intérieur au titre des subventions d'équilibre versées aux collectivités locales ou au titre des « frais de justice et réparations civiles » ; 4^o quelles mesures il compte prendre pour que les douzièmes provisoires de l'année 1975 soient calculés par référence aux budgets votés de 1974 et non aux recouvrements erronés effectués au titre de ladite année ; 5^o enfin quelles mesures il compte prendre afin que ces collectivités ne soient pas pénalisées en ce qui concerne le calcul de la part qui doit leur revenir au titre des attributions effectuées sur la masse du V. R. T. S. et calculées au prorata de l'effort fiscal.

Chômage (conditions de pointage des techniciens, travailleurs et acteurs du spectacle en chômage).

16376. — 25 janvier 1975. — **M. Lebon** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les conditions de pointage des techniciens, travailleurs et acteurs du spectacle en chômage pendant les périodes difficiles de leur carrière. L'expérience d'un pointage par correspondance a commencé par trois arrondissements parisiens et deux communes des Hauts-de-Seine, celle de Boulogne, et du Val-de-Marne, Joinville-le-Pont. Elle a été ensuite étendue à toute la ville de Paris. Il lui demande s'il entend étendre aux départements limitrophes de Paris cette mesure, compte tenu des difficultés que rencontrent les techniciens, travailleurs et acteurs pour rechercher et obtenir du travail, créant ainsi une contrainte physique auxdits salariés.

Sociétés pétrolières (fiscalité : cumul du bénéfice de la provision pour reconstitution de gisements et des règles concernant l'amortissement).

16377. — 25 janvier 1975. — **M. Aumont** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le système de la provision pour reconstitution de gisements donne la possibilité à une compagnie

effectuant des recherches de matières premières, et notamment aux compagnies pétrolières, de constituer des provisions pour investissements destinés à la recherche. Cet avantage se cumule, lors de la réintégration dans les comptes de l'entreprise des sommes correspondant à cette provision, avec les règles concernant les amortissements. Le P. R. G. permet donc une première déduction lorsque la province est déduite des bénéfices imposables à l'occasion de l'exercice au cours duquel elle est constituée et, une deuxième déduction, au fur et à mesure des amortissements calculés sur la durée d'utilité des biens. Si l'on peut comprendre que les pouvoirs publics estiment nécessaire d'inciter à la recherche et donc acceptent la possibilité d'approvisionner en franchise d'impôt une acquisition d'actifs, il est plus difficile d'admettre que les entreprises bénéficiant de cette disposition disposent d'une privilège fiscal absolu puisqu'elles peuvent déduire des bénéfices imposables les amortissements d'actifs qui ont déjà été approvisionnés en franchise d'impôt. Il lui demande s'il envisage de mettre fin à ce procédé d'évasion fiscale.

Sociétés pétrolières (provision pour fluctuation de cours et détermination du prix du pétrole brut).

16378. — 25 janvier 1975. — **M. Aumont** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la provision pour fluctuation de cours s'applique à toutes une série d'entreprises dont l'activité consiste à réaliser la première transformation de produits de base dont les prix sur les marchés internationaux subissent des variations de grande amplitude. Le pétrole figure sur la liste de ces produits. Il lui demande comment est déterminé le prix de marché du pétrole brut et quelles sont les composantes retenues dans le calcul de ce prix.

Sociétés pétrolières (établissement des prix intérieurs et mise en jeu de la provision pour fluctuation de cours).

16379. — 25 janvier 1975. — **M. Aumont** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la loi du 30 mars 1928 a instauré à la charge des compagnies pétrolières une obligation de stockage (trois mois de consommation intérieure) en contrepartie d'un avantage concédé aux compagnies, à savoir l'attribution, par le biais d'autorisations d'importation d'une part indicative du marché intérieur français. La provision pour fluctuation de cours peut être calculée par les compagnies pétrolières sur la totalité de leur stock. Dès lors, on peut dire que la loi de 1928 permet aux compagnies pétrolières de calculer des montants de provisions de fluctuations de cours à un niveau d'autant plus élevé qu'il leur est fait obligation de détenir trois mois de stock. Cette mesure pourrait être considérée comme normale compte tenu des immobilisations qu'implique le volume de ce stock, mais il est clair qu'en période de variations importantes des cours la constitution de provisions pour fluctuations de cours peut aboutir à réduire considérablement l'imposition des sociétés au titre des bénéfices industriels et commerciaux. Par ailleurs, la direction générale des prix tient compte du coût de financement de ce supplément de stock lors de l'établissement des prix des produits pétroliers. Si la réglementation des prix intérieurs est ainsi établie et si la loi fiscale permet en fait à la compagnie de bénéficier d'avantages l'autorisant à faire échapper l'augmentation de la valeur de ce stock à l'impôt sur les bénéfices, il est évident que la contrepartie instaurée par la loi de 1928 devient inexistante. Il lui demande s'il ne conviendrait pas, dans ces conditions, d'une part, de ne plus tenir compte dans l'établissement des prix intérieurs que des fruits de gestion du stock outill, d'autre part, de ne permettre la mise en jeu de la provision pour fluctuation de cours que sur les variations de la valeur de ce même stock outill.

Sociétés pétrolières (provision pour fluctuations de cours : incorporation dans le prix affiché de certains pétroles proches des centres de consommation du gain réalisé sur le fret).

16380. — 25 janvier 1975. — **M. Aumont** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la conférence de Téhéran I, qui a vu les compagnies internationales négocier avec les Etats producteurs de pétrole les hausses fiscales que ceux-ci désiraient voir appliquer, a été le théâtre d'un vaste marchandage au terme duquel les compagnies pétrolières ont obtenu que soit incorporée, dans le prix affiché de certains pétroles proches des grands centres de consommation, une somme correspondant à l'évaluation du gain réalisé par les compagnies sur le fret. Il lui demande si cette somme est incluse au calcul du prix de marché du pétrole brut retenu pour l'établissement de la provision pour fluctuation de cours ou, au contraire, si elle en est déduite ? Par ailleurs, le montant supplémentaire d'impôt, dit « impôt sur les bénéfices », payé au pays producteur en raison de la hausse du prix affiché résultant de cette mesure, est-il inclus dans le

montant des crédits d'impôt dont bénéficient, aux termes de l'actuelle interprétation des dispositions sur le bénéfice mondial, les compagnies pétrolières imposées selon ces règles ou, au contraire, en est-il défalqué.

Sociétés pétrolières (impôts payés aux pays producteurs considérés fiscalement à la fois comme « charge » et comme « crédit d'impôt »).

16381. — 25 janvier 1975. — **M. Aumont** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les sociétés pétrolières a clairement démontré que les impôts dits « impôts sur les bénéfices » payés aux pays producteurs de pétrole étaient, en fait, des impôts indirects. Or, le ministère de l'économie et des finances a toujours permis aux compagnies pétrolières de considérer tout à la fois le montant de ces impôts comme une charge, réduisant ainsi l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, tout en faisant supporter par le consommateur le poids de la fiscalité des pays producteurs, et comme des crédits d'impôt, réduisant ainsi jusqu'à l'annuler le montant de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Il lui demande si cette situation est normale et, à la lumière du rapport de la commission d'enquête parlementaire, s'il compte demander, comme la loi le lui permet, aux compagnies pétrolières des rappels d'impôts.

Sociétés pétrolières (loi sur le bénéfice mondial : conditions de son application à Elf-Erap et à la C. F. P.).

16382. — 25 janvier 1975. — **M. Aumont** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, depuis le 1^{er} janvier 1973, les deux compagnies pétrolières françaises disposent, comme les autres grandes compagnies pétrolières, de deux sources d'approvisionnement : le pétrole de concession et le pétrole de participation. Ce dernier est acheté par les compagnies pétrolières à l'Etat producteur. Il s'agit donc d'une transaction commerciale et, en bonne logique, le pétrole de participation ne devrait pas être générateur de crédit d'impôt. Il lui demande s'il en a bien été ainsi, et s'il pourrait donner toutes indications sur l'application à Elf-Erap et à la C. F. P. des dispositions de la loi sur le bénéfice mondial pour les exercices 1973 et 1974.

Sociétés pétrolières (prix de transaction auquel la C. F. P. achète le pétrole à l'Irak : exclusion de l'application des dispositions sur le crédit d'impôt).

16383. — 25 janvier 1975. — **M. Aumont** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'Irak a nationalisé l'essentiel de la production de son pétrole. Mais la C. F. P., qui n'a plus de concession en Irak, peut enlever un certain tonnage de pétrole irakien à un prix qui est calculé comme si cette concession existait toujours, le calcul de ce prix étant en quelque sorte le résultat d'une reconstitution de l'ancien raisonnement : prix affiché, royalties, coût d'extraction, impôt dit « impôt sur les bénéfices ». En toute logique, ce calcul abstrait ne fait que déterminer un prix de transaction entre le Gouvernement irakien et la C. F. P. et ne devrait donc pas engendrer le crédit d'impôt, dans le cadre de l'application que fait habituellement le ministère des finances des dispositions de la loi sur le bénéfice mondial. Il lui demande s'il peut lui indiquer ce qu'il en a été et ce qu'il en est en réalité.

Sociétés pétrolières (possibilité de bénéficier de l'article 39 octies A II du code général des impôts sur la provision susceptible d'être constituée en franchise d'impôt pour des dépenses d'étude et de prospection à l'étranger).

16384. — 25 janvier 1975. — **M. Aumont** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 2 de la loi de finances pour 1974 stipule qu'à compter du 1^{er} janvier 1975 le montant maximum de la provision susceptible d'être constituée en franchise d'impôt en vertu des dispositions de l'article 39 octies A II du code général des impôts est porté à la moitié des sommes investies en capital au cours des cinq premières années d'exploitation. Par ailleurs, la liste, fixée par voie réglementaire, des pays ouvrant droit à ce régime particulier doit être ou a été complétée, les extensions concernant les pays producteurs de pétrole : le Koweït, l'Arabie Saoudite, le Venezuela, les émirats du golfe Persique. A l'occasion de l'examen de ce texte en première lecture par l'Assemblée nationale, **M. Julien Schwartz** lui a demandé si cette provision pouvait être constituée grâce aux investissements pétroliers de toute nature, raffinage compris. **M. le ministre** a répondu positivement à cette question. A la suite de cette affirmation, un amendement était voté au Sénat restreignant la portée de la disposition en cause mais la commission mixte paritaire revenait finalement au texte initial, des assurances ayant été données par les services du ministère des finances selon lesquelles les investissements pétroliers n'étaient pas concernés par la disposition de l'article 39 oc-

ties A II du code général des impôts. Il lui demande ce qu'il en est exactement et si sa déclaration à l'Assemblée nationale est bien l'expression de la réalité et s'il considère que la situation financière et fiscale des compagnies pétrolières rend bien cette mesure indispensable.

Impôt sur le revenu (déduction du montant de l'impôt sur les B. I. C. des droits de sortie sur les exportations hors de la Nouvelle-Calédonie).

16385. — 25 janvier 1975. — **M. Aumont** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si les sociétés dont le siège est situé en France et qui ont des activités en Nouvelle-Calédonie ont le droit de déduire du montant de leur impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux les droits de sortie frappant leurs exportations hors du territoire de la Nouvelle-Calédonie.

Sociétés pétrolières (situation fiscale de la S. N. P. A. à la suite de sa prise de participation dans la société Le Nickel).

16386. — 25 janvier 1975. — **M. Aumont** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** l'accord passé entre la S. N. P. A. et la société Le Nickel aux termes duquel la S. N. P. A. prend une participation à la hauteur de 50 p. 100 dans la société Imetal et lui demande, compte tenu des pertes d'exploitation enregistrées par la société Le Nickel en 1972 et 1973, et peut-être en 1974, quelles incidences cet accord aura sur la situation fiscale de la S. N. P. A. et si, en particulier, cette société a le droit de déduire tout ou partie de ses pertes du montant de ses impôts.

Nouvelle-Calédonie (non-perception des droits de sortie sur les exportations de la société Le Nickel).

16387. — 25 janvier 1975. — **M. Aumont** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer** à combien il chiffre les subventions accordées en 1974 et prévues pour 1975 au budget du territoire de la Nouvelle-Calédonie pour « rumpenser » la non-perception des droits de sortie frappant les exportations hors du territoire de la société Le Nickel. Il lui demande en outre où en sont les projets d'institution d'un impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux en Nouvelle-Calédonie et, en particulier, si cette réforme implique de nouveaux transferts durables cette fois du budget métropolitain vers le budget du territoire ; il demande enfin quel impact aurait une telle réforme sur le montant des impôts dus au titre des bénéfices industriels et commerciaux par la compagnie Imetal et par ses principaux actionnaires.

Etat civil (laxisme dans l'établissement de fiches familiales d'état civil).

16391. — 25 janvier 1975. — **M. Julia** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que le décret du 26 septembre 1953 portant simplification des formalités administratives prévoit que des fiches familiales d'état civil peuvent être délivrées sur présentation du livret de famille ou d'extraits d'acte de naissance. Au vu de ces pièces, l'agent inscrit immédiatement les renseignements nécessaires sur une fiche du modèle fixé par l'administration. Le demandeur signe cette fiche et certifie sur l'honneur la véracité, à la date de l'établissement de la fiche, des mentions qui s'y trouvent portées. Certains travailleurs étrangers qui doivent pour des raisons administratives présenter des fiches familiales d'état civil ne sont pas à même de produire un livret de famille, parfois parce que celui-ci n'existe pas dans le pays dont ils sont originaires. Dans ce cas et en application des dispositions de l'inscription sur l'état civil du 26 avril 1974, l'agent d'état civil peut établir la fiche familiale d'état civil sur la seule vue de la carte d'identité du demandeur, lequel déclare alors les membres qui appartiennent à sa famille. Une telle procédure est génératrice d'abus caractérisés. Elle présente en outre des difficultés particulières lorsque la pièce d'identité est rédigée dans une langue étrangère et parfois avec des caractères non latins. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable d'établir un meilleur contrôle par des procédures différentes afin d'éviter l'établissement de fiches familiales d'état civil qui en raison du laxisme des instructions en vigueur sont parfois des documents qui ne correspondent pas à la réalité.

Travailleurs étrangers (imposition de leurs salaires à l'impôt sur le revenu).

16392. — 25 janvier 1975. — **M. Julia** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** dans quelles conditions les travailleurs étrangers exerçant en France une activité salariée sont soumis à l'impôt sur le revenu. Il souhaiterait en particulier savoir si les intéressés sont soumis aux mêmes impositions que les travailleurs

français pour des revenus identiques. Il lui demande également si le recouvrement de l'impôt frappant ces salariés étrangers en France pose des problèmes et, dans l'affirmative, quelle est la part de ces impôts acquittés par les redevables.

Attentats (indemnisation des victimes d'attentats comme celui d'Orly).

16393. — 25 janvier 1975. — **M. Krieg** demande à **M. le ministre de la justice** dans le cadre de quelle législation ou réglementation et par quels organismes est assurée l'indemnisation des victimes d'attentats tel que celui qui s'est déroulé le 19 janvier à Orly (soins médicaux ou chirurgicaux, hospitalisation, incapacité temporaire totale et incapacité permanente partielle, *pretium doloris*, etc.) ainsi que de leurs éventuels ayants droit.

Rapatrés (affectation de l'indemnité au remboursement des prêts de réinstallation).

16394. — 25 janvier 1975. — **M. Labbé** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si les dispositions de l'article 46 de la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970 relative à l'indemnisation des rapatriés sont actuellement applicables et si, de ce fait, l'indemnité revenant aux bénéficiaires doit être affectée au remboursement des prêts qui leur ont été consentis par les organismes de crédit. Il souhaite savoir si, comme semblent le laisser entendre certains organismes de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer, le remboursement du capital emprunté comme celui des intérêts échus et non payés serait différé, à la réception de l'indemnisation en cause, jusqu'à la promulgation d'un nouveau texte législatif dans ce domaine. Il lui demande également si le problème posé doit ou non s'interpréter différemment selon que le prêt de réinstallation a été consenti pour un reclassement dans le commerce ou dans l'agriculture.

Energie (prix de la tonne-vapeur de la chaleur fournie par la T. I. R. U. société d'incinération des ordures ménagères).

16398. — 25 janvier 1975. — **M. Peretti** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la société la T. I. R. U., dont la responsabilité majoritaire appartient à la ville de Paris, procède à l'incinération des ordures ménagères de 56 communes représentant 5 millions d'habitants. Il lui demande comment il explique le fait que la T. I. R. U. qui fournit la chaleur à 200 000 habitants de la capitale n'a perçu par tonne de vapeur que la somme de 9,90 francs en 1973 contre 9,10 francs en 1966, soit une augmentation de moins de 9 p. 100 en sept ans. Ce qui laisse pour le moins rêveur quand on considère l'augmentation du coût de la vie. Ce prix a d'ailleurs été bloqué par une lettre du 4 février 1974 adressée au préfet de Paris par ses services mais il constate que le même blocage n'a pas été décidé pour les charges des communes desservies. Il convient d'ajouter par ailleurs, sans mettre en cause les administrateurs de la ville de Paris qui ont le souci des intérêts de leurs administrés, qu'ils sont à la fois juge et partie. Il lui demande, en conséquence, puisqu'il a déjà agi de réparer ce qui semble être une injustice flagrante et « d'autoriser » le conseil municipal de la capitale à fixer à 25 francs hors taxes le prix de la tonne vapeur, prix qui correspond à la valeur réelle librement débattue. Il ne lui échappera pas que faute de prise de position dans ce sens, les communes indiscutablement lésées prendront certainement la décision de se retirer de la T. I. R. U., ce qui ne manquera pas d'entraîner des difficultés. La situation actuelle encourage en fait, à terme, la mise en décharge et le démantèlement d'un service public et elle est, enfin, contraire à une bonne politique énergétique et à une saine gestion financière.

Coopératives agricoles (retrait d'un associé à la fin de la période d'engagement).

16400. — 25 janvier 1975. — **M. J. Bérard** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'un associé de coopérative agricole se retirant de celle-ci à l'expiration de la période d'engagement en cours reste tenu, le cas échéant, par les engagements solidaires contractés auprès de la caisse nationale de crédit agricole ou des caisses de crédit agricole. Il lui demande si cet engagement ne concerne bien que les emprunts de cet ordre existant au moment de la sortie de l'adhérent démissionnaire et que lors du remboursement de la dernière annuité la coopérative sera tenue au remboursement de ses parts sociales. Il lui demande également si au cours de cette période la coopérative peut considérer que le sociétaire démissionnaire est toujours lié par les obligations antérieures et donc exiger notamment qu'il continue à participer aux frais de gestion et de ce fait soit convoqué aux assemblées générales.

Personnel de police (décalage indiciaire entre les grades d'officier de paix principal et de commandant).

16402. — 25 janvier 1975. — **M. Authier** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il existe entre le 2^e échelon d'officier de paix principal et le 1^{er} échelon de commandant un décalage indiciaire qui résulte de l'application aux grades d'officier de paix et d'officier de paix principal des récentes mesures prévues en faveur des fonctionnaires de la catégorie B. Ce problème a été signalé par le ministère de l'intérieur au ministère de l'économie et des finances et au secrétariat d'Etat à la fonction publique, le ministère de l'intérieur constatant que les indices afférents au grade de commandant étaient assimilés à ceux de la catégorie A et qu'il n'était pas possible dans l'immédiat et en l'absence d'aménagements indiciaires au niveau de cette catégorie d'accorder satisfaction aux fonctionnaires qui subissent le préjudice qu'il vient de lui exposer. Le ministère de l'intérieur considère que cette question reste en instance et doit trouver une solution. Il lui demande si le problème en cause fait l'objet d'une étude entre les services du ministère de l'intérieur, le secrétariat à la fonction publique et les services et si cette étude est susceptible d'aboutir rapidement à un règlement satisfaisant pour les personnels concernés.

Chômeurs (menus travaux rétribués chez des particuliers).

16403. — 25 janvier 1975. — **M. Alain Bonnet** demande à **M. le ministre du travail** si une personne qui perçoit les allocations de chômage traditionnelles peut effectuer de menus travaux rétribués chez des particuliers (ménage, jardinage, entretien du chauffage, etc.). Dans l'affirmative, il lui demande de préciser les limites dans lesquelles peut s'exercer cette petite activité. Il lui demande également d'examiner une situation analogue dans le cas où la personne en chômage bénéficierait des nouveaux accords sur les licenciements pour raisons économiques.

Tunnel sous la Manche (financement et exploitation par des sociétés privées).

16405. — 25 janvier 1975. — **M. Charles Bignon** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux transports** sur la regrettable situation créée à la suite de la décision unilatérale du Gouvernement britannique d'abandonner la construction du tunnel sous la Manche. Il pense en particulier au travail perdu pour les salariés des travaux publics et aux conséquences négatives pour le Nord et la Picardie. Il lui demande donc, étant donné la rentabilité escomptée du futur ouvrage, si celui-ci en accord avec le Gouvernement britannique ne pourrait pas être confié à des sociétés privées qui se chargeraient du financement et de l'exploitation de l'ouvrage. Il lui semble en effet qu'il existe suffisamment de capitaux flottants dans le monde et de dollars « euro ou pétro » pour qu'une telle réalisation puisse à la fois les intéresser et les fixer dans une liaison internationale de premier intérêt.

Inspecteurs départementaux de l'éducation et de la jeunesse et sports (reclassement indiciaire).

16406. — 25 janvier 1975. — **M. Bison** expose à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** qu'à la fin de l'année 1973 un projet d'aménagement indiciaire provisoire des carrières des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale, des inspecteurs de l'enseignement technique et des inspecteurs départementaux de la jeunesse et des sports avait été préparé par le ministre de l'éducation nationale et soumis à ses collègues, **M. le ministre de l'économie et des finances** et **M. le ministre de la fonction publique**. Il semble que ce dernier n'ait pas donné son accord à ce projet qui devait constituer une première étape dans la voie d'un reclassement général et qu'un arbitrage serait envisagé à l'échelon de **M. le Premier ministre**. Il lui demande si ce problème lui a été soumis et souhaiterait un arbitrage en faveur d'un texte dont l'application, comme il a été envisagé, devrait pouvoir intervenir à compter du 1^{er} janvier 1974.

Exploitants agricoles (remboursement de crédit de T. V. A. à un agriculteur installé depuis 1971).

16407. — 25 janvier 1975. — **M. Julia** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la situation d'un jeune agriculteur qui a commencé son activité d'exploitant agricole en 1971 (axée principalement sur la production des betteraves sucrières et des céréales). A cette époque, il a dû réaliser des investissements importants et se trouve détenteur d'un crédit de T. V. A. dont il ne peut obtenir le remboursement que dans la proportion de un huitième en application des dispositions de la loi n° 74-881 du 24 octobre 1974. A partir de ce cas particulier, il lui expose la situation du père de cet exploitant, installé bien avant son fils, ayant le même type d'activité qui, à la même époque, a investi une somme comparable aux investissements de son fils. L'intéressé a pu obtenir la récupé-

ration totale de son crédit de T. V. A. Il lui demande en vertu de quels textes une telle anomalie est possible et souhaiterait que les mesures législatives nécessaires soient proposées au Parlement afin de remédier à des dispositions qui pénalisent les jeunes agriculteurs par rapport à leurs aînés.

Accident de trajet (assimilation à un accident du travail pour un salarié assurant le transport de collègues).

16408. — 25 janvier 1975. — **M. Sprouer** expose à **M. le ministre du travail** le problème de transport qui se pose au personnel d'un établissement hospitalier de son département. Une partie de ce personnel est domiciliée dans des communes assez éloignées de l'hôpital en cause. Ces agents se groupent à plusieurs habitants d'une même commune ou habitants sur le même trajet afin de gagner leur lieu de travail en utilisant le véhicule de l'un d'entre eux et ceci à tour de rôle. Ce mode de transport est évidemment souhaitable puisqu'il est générateur d'économie de carburant. Dans le cas particulier qu'il vient de lui soumettre, il y a lieu de lui exposer également que les liaisons ferroviaires et les transports routiers sont très mal assurés avec l'hôpital considéré. La gare de chemin de fer se trouve à 3 km de l'établissement et les liaisons par autobus sont insuffisantes et mal commodes. La question se pose quant à la situation de ces agents en cas d'accident. Celui-ci sera en principe considéré comme un accident du travail puisqu'il se produisant sur le trajet entre le domicile et le lieu de travail. La législation applicable en ce domaine en matière de sécurité sociale paraît cependant restrictive car le propriétaire du véhicule risque d'être considéré comme ne se rendant pas directement à son travail car il utilise un trajet légèrement différent afin de pouvoir transporter ses collègues. Il lui demande s'il ne serait pas souhaitable de préciser la réglementation applicable en cette matière de telle sorte que les organismes de sécurité sociale placés en face d'un tel problème puissent le résoudre en considérant qu'un accident survenu dans de telles conditions est bien un accident du travail.

Logements sociaux (détaxation du fuel domestique).

16409. — 25 janvier 1975. — **M. Vauclair** s'étonne auprès de **M. le ministre de l'économie et des finances** de n'avoir pas reçu de réponse à sa question écrite n° 12218 (*Journal officiel*, Débats A. N., n° 42, du 10 juillet 1974, page 3443) malgré plusieurs rappels. Comme il tient à connaître sa position en ce qui concerne le problème évoqué, il lui renouvelle les termes de cette question et appelle à nouveau son attention sur la situation des offices d'H. L. M. pour lesquels les hausses de prix intervenues au cours de ces derniers mois augmentent les charges dans une proportion telle que les offices devront inévitablement les répercuter sur les locataires, ajoutant ainsi à leurs difficultés. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de prendre, en conséquence, des mesures de détaxation pour le fuel domestique destiné au chauffage des logements sociaux.

Impôt sur le revenu et taxe sur le chiffre d'affaires (régime du forfait).

16410. — 25 janvier 1975. — **M. Vauclair** s'étonne auprès de **M. le ministre de l'économie et des finances** de n'avoir pas reçu de réponse à sa question écrite n° 12859 (*Journal officiel*, Débats A. N., n° 51, du 3 août 1974) malgré plusieurs rappels. Comme il tient à connaître sa position au sujet du problème évoqué, il lui renouvelle les termes de cette question et lui rappelle que l'article 302 bis du code général des impôts fixe depuis de nombreuses années le plafond du forfait chiffre d'affaires et B. I. C. à 500 000 francs lorsqu'il s'agit d'entreprises « dont le commerce principal est de vendre des marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter, etc. » et, plus récemment, à 150 000 francs pour les autres entreprises (prestations de services). Le dernier alinéa dudit article ajoute que, pour la détermination du chiffre d'affaires annuel, les ventes d'essence, de super-carburant et de gas-oil sont retenues à concurrence de 50 p. 100 de leur montant. Or, il est bien évident qu'à la suite des hausses importantes des prix de vente à la pompe intervenues en 1973 et 1974, un grand nombre de petits commerçants et artisans de l'automobile et de détaillants en carburants qui ne sont nullement préparés à appliquer le régime du réel ou même du réel simplifié vont dépasser le plafond des 500 000 francs sans avoir, bien au contraire, accru leur litrage. Il lui demande en conséquence de bien vouloir, à l'occasion du vote de la loi de finances pour 1975, prévoir une modification de l'article 302 bis du code général, soit en réduisant sensiblement le pourcentage de 50 p. 100 figurant à son dernier alinéa, soit, de préférence, en relevant les plafonds respectifs de 500 000 francs et de 150 000 F.

Médecine du travail (autorité du médecin du travail en matière d'avis d'incapacité ou de réserve à l'aptitude).

16411. — 25 janvier 1975. — **M. Carpentier** expose à **M. le ministre du travail** que parfois un avis circonstancié d'incapacité ou de réserve à l'aptitude émis par le médecin du travail n'est pas pris en considération par suite d'une collusion entre l'employeur et l'employé. Si les responsabilités semblaient revenir à l'employeur, en cas d'incidents ou d'accidents, il n'en reste pas moins vrai que l'action préventive du médecin du travail est ainsi réduite à néant. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer les recours dont dispose le médecin du travail dans une telle éventualité, pour qu'il soit tenu compte de son avis et si les pouvoirs publics compétents envisagent de renforcer « l'autorité » des médecins du travail au sein de leurs entreprises.

Femmes (revendications de la fédération des femmes chefs de famille).

16415. — 25 janvier 1975. — **M. Alain Vivien** indique à **M. le Premier ministre (Condition féminine)** qu'il a été saisi de la motion adoptée les 16 et 17 novembre 1974 par la fédération des femmes chefs de famille. Il lui fait observer que les intéressées demandent notamment: 1° que le montant du capital « décès » actuellement calculé sur quatre-vingt-dix jours de salaire journalier (ou trois mois de salaire) soit porté à trois mois de salaire plafonné sécurité sociale, ou encore cent quatre-vingts jours de salaire journalier; 2° le versement dès le décès, de la pension ou de la rente de réversion, ce qui aurait pour effet de maintenir le droit à l'assurance maladie; 3° la simplification et l'accélération des modalités administratives pour la constitution des dossiers; 4° l'extension du droit à pension de réversion aux veuves exerçant une activité professionnelle; 5° le droit au cumul de sa propre pension avec la réversion du conjoint conformément aux engagements du Gouvernement; 6° que les bonifications d'annuités actuellement d'un an soient portées à deux ans, conformément aux engagements du Gouvernement; 7° que l'avancement de l'âge de la retraite soit accordé en priorité aux femmes chefs de famille; 8° l'extension similaire à la femme divorcée devenue veuve, au prorata des années de mariage; 9° que toutes les liquidations de réversion effectuées après le 28 février 1971 soient calculées sur la base des dix meilleures années d'activité du conjoint; 10° que le droit aux allocations d'aide publique et spéciale Assedic soit ouvert sans condition de travail préalable pour les femmes chefs de famille en recherche d'emploi, par assimilation du décès du mari à une rupture involontaire du contrat de travail; 11° dans le but de faciliter cette réinsertion, la création de centres F. P. A. dont l'implantation, les horaires, les programmes soient adaptés aux contraintes de la vie familiale et offrent de véritables débouchés sur le marché du travail. Il lui demande quelle suite il pense pouvoir réserver à ces revendications parfaitement justifiées.

Assurance vieillesse (augmentation parallèle des pensions et des salaires).

16416. — 25 janvier 1975. — **M. Alain Vivien** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'on assiste à une distorsion de plus en plus grande entre l'évolution des salaires et les pensions de retraite. Cette distorsion ressort de la comparaison des chiffres fournis par des organismes dont la légitimité ne peut guère être mise en doute: I. N. S. E. E., Organic, caisse des cadres, caisse des vieux travailleurs et caisse complémentaire I. R. P. S. I. M. M. E. C. Il semble que le retard accumulé devienne tel que le rattrapage risque d'être très difficile et très long. Il lui demande en conséquence de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour que les retraites augmentent parallèlement aux salaires, pour des périodes identiques, ou d'indexer la valeur des points retraites sur le S. M. I. C.

Impôt sur le revenu (déduction fiscale des intérêts des emprunts contractés pour la construction ou l'acquisition d'un logement).

16417. — 25 janvier 1975. — **M. Arthur Cozette** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation suivante: déduction fiscale au titre des intérêts des emprunts contractés pour la construction ou l'acquisition d'un logement. En effet, l'article 156 du code général des impôts, paragraphe 1^{er}, précise que cette déduction est limitée à 5 000 francs. Cette somme étant augmentée de 500 francs par personne à la charge du contribuable au sens de l'article 196. Or, la majorité des organismes de crédit perturbe ce fonctionnement et limite la décote globale. En effet, le remboursement des intérêts s'effectue dans les premières années ainsi que les sommes déductibles dépassent celles autorisées. Les acquéreurs de logement supportent les conséquences de cette incom-

patibilité entre le code des impôts et les pratiques des organismes de crédit. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer quelles mesures il compte prendre pour modifier cette situation.

D. O. M. (tarif de dépotage en vigueur dans la zone extra-portuaire de Jarry (Guadeloupe)).

16420. — 25 janvier 1975. — M. Alain Vivien attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer sur le fait que le tarif de dépotage est actuellement de 60 francs le mètre cube au centre de dégroupage de la zone extra-portuaire de Jarry (Guadeloupe). Ce tarif, certainement l'un des plus élevés du monde, contribue pour une part non négligeable à l'inflation des prix qui sévit dans ce département d'outre-mer. Il lui demande : 1° quelles sont les causes d'un tarif aussi élevé ; 2° s'il ne lui paraît pas urgent de prendre toutes mesures utiles pour réduire ce tarif.

*Etablissements scolaires
(nationalisation du C. E. S. de Montigny-en-Ostrevent (Nord)).*

16421. — 25 janvier 1975. — M. André Laurent appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation du C. E. S. de Montigny-en-Ostrevent (Nord). En effet, cette commune, aux ressources très modestes, a construit, sous maîtrise de l'Etat, un C. E. S. 600 avec une demi-pension prévue pour 430 rationnaires et utilisée par une trentaine d'élèves de ce C. E. S. De plus, un C. E. T. bâtiment de 432 élèves, est également programmé et il est probable que cet établissement ne sera fréquenté que par une vingtaine d'élèves de Montigny-en-Ostrevent. Une économie importante sera cependant réalisée par la demi-pension commune aux deux établissements. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre : 1° pour que le C. E. S. de Montigny-en-Ostrevent, créé le 19 novembre 1971 par transformation du C. E. G. de cette commune, soit nationalisé le plus rapidement possible ; 2° pour que soit proposé un texte prévoyant la répartition à la proportionnelle par élève des dépenses de construction et d'entretien des C. E. T. En effet, il n'est pas possible de demander aux seuls contribuables de Montigny de payer l'aménagement d'une école dont les élèves seront recrutés dans les communes environnantes. D'autant que cette commune, dont le parc immobilier est constitué de 75 p. 100 de cités minières, va bientôt avoir à supporter une charge particulièrement écrasante du fait du désengagement des houillères (perte de redevance, reprise des V. R. D., etc.).

Sécurité sociale (assiette de cotisations de l'assurance volontaire).

16422. — 25 janvier 1975. — M. André Laurent indique à M. le ministre du travail que l'orsqu'un salarié cesse son activité pour adhérer à l'assurance volontaire, la base de calcul retenue pour les cotisations est établie sur le salaire de la dernière année active, soit par exemple aux conditions de 1973, dans la classe 1, une base de calcul de 11,75 p. 100 sur 24 480 francs correspondant à une cotisation trimestrielle de 717 francs. Or, dans la réalité, si l'on prend l'exemple d'un revenu effectif, celui-ci se trouvera en tout état de cause, dès la première année de pré-retraite, inférieur à 12 240 francs, ce qui correspond à une cotisation de 360 francs dans la classe 3, et par conséquent une cotisation inférieure de moitié à la précédente. Il est évident que le système retenu actuellement engendre des injustices. Et dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître : 1° si la cotisation d'assurance volontaire pourrait être désormais calculée sur le revenu effectif de l'année considérée en remplacement du revenu de l'année précédente ; 2° dans le cas de l'assurance volontaire, catégorie « maladie maternité », s'il paraît possible de dissocier la garantie « maladie » de la garantie « maternité ».

Presse et publications (aide aux entreprises de presse par abonnement mises en difficulté par la grève des P. et T.).

16424. — 25 janvier 1975. — M. Pierre Lagorce expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'arrêt de la distribution postale pendant six semaines a mis en difficulté tous les journaux et publications diffusés exclusivement par abonnement, et tout particulièrement la presse agricole. Face à la situation difficile dans laquelle se trouvent placés un certain nombre d'éditeurs, le syndicat national de la presse agricole et du monde rural réclame du Gouvernement des mesures exceptionnelles pouvant permettre aux entreprises concernées de franchir ce cap difficile. Ces mesures sont de deux ordres : 1° le report sur l'année 1975, avec versement échelonné sur l'année, des impôts et charges sociales afférentes aux mois de novembre et décembre 1974 ; 2° des crédits hors quota et à taux préférentiel, remboursables sur deux ans. Le montant de ces crédits représenterait 25 p. 100 du chiffre d'affaires total de l'année 1973. Les mesures ainsi demandées sont uniquement destinées à faciliter la trésorerie des entreprises, qui sont dans l'impossibilité de faire face à leurs obligations concernant les salaires

de décembre 1974. Etant donné l'intérêt indéniabie et le rôle important que la presse agricole joue dans l'évolution du monde rural, il lui demande s'il n'estime pas devoir réserver un accueil favorable aux mesures ainsi proposées.

Presse et publications (aide aux entreprises de presse par abonnement mises en difficulté par la grève des P. et T.).

16425. — 25 janvier 1975. — M. Pierre Lagorce expose à M. le ministre du travail que l'arrêt de la distribution postale pendant six semaines a mis en difficulté tous les journaux et publications diffusés exclusivement par abonnement, et tout particulièrement la presse agricole. Face à la situation difficile dans laquelle se trouvent placés un certain nombre d'éditeurs, le syndicat national de la presse agricole et du monde rural réclame du Gouvernement des mesures exceptionnelles pouvant permettre aux entreprises concernées de franchir ce cap difficile. Ces mesures sont de deux ordres : 1° le report sur l'année 1975, avec versement échelonné sur l'année, des impôts et charges sociales afférentes aux mois de novembre et décembre 1974 ; 2° des crédits hors quota et à taux préférentiel, remboursables sur deux ans. Le montant de ces crédits représenterait 25 p. 100 du chiffre d'affaires total de l'année 1973. Les mesures ainsi demandées sont uniquement destinées à faciliter la trésorerie des entreprises, qui sont dans l'impossibilité de faire face à leurs obligations concernant les salaires de décembre 1974. Etant donné l'intérêt indéniabie et le rôle important que la presse agricole joue dans l'évolution du monde rural, il lui demande s'il n'estime pas devoir réserver un accueil favorable aux mesures ainsi proposées.

*Médecine du travail
(organisation et fonctionnement de la formation continue).*

16427. — 25 janvier 1975. — M. Carpentier appelle l'attention de M. le ministre du travail sur les graves dangers qu'il y aurait à confier la formation continue, en médecine du travail, à des organismes strictement patronaux. Il en résulterait une menace supplémentaire sur l'évolution de la médecine du travail dont la gestion et la direction sont déjà presque toujours patronales alors que la législation recommande une gestion paritaire. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer : 1° si une réglementation est à l'étude concernant l'organisation, puis le fonctionnement de la formation continue en médecine du travail ; 2° si les pouvoirs publics prévoient et dans l'affirmative, à quels niveaux, la création d'un organisme paritaire qui devrait être quadripartite, comprenant des universitaires (faculté de médecine en particulier), des employeurs, des employés, des médecins du travail.

Etablissements universitaires (conditions de scrutin imposées pour les élections au conseil de l'université Toulouse-le-Mirail).

16428. — 25 janvier 1975. — M. Andrieu attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux universités sur la situation créée à l'université « Toulouse-Le Mirail » du fait des conditions de scrutin imposées pour procéder aux élections du conseil. Les mesures prises aux termes de l'article 18 de la loi d'orientation vont à l'encontre de la volonté du législateur d'affirmer l'autorité des universités ; elles ne peuvent trouver leur justification dans un caractère d'urgence qui a permis de passer outre l'avis de la section permanente du C. N. E. S. E. R. En effet, les administrateurs provisoires eux-mêmes admettaient qu'une telle consultation pouvait intervenir courant janvier. L'abandon du vote par U. E. R. prévu par les statuts de cette université au profit du vote toutes U. E. R. confondues entraînera l'élimination au conseil de la représentation de plusieurs U. E. R., les rejetant ainsi en marge de la vie et de la gestion universitaire. En outre, la distinction entre le scrutin proportionnel et le scrutin majoritaire appliquée aux différents collèges obligera en fait le conseil de cette université à limiter son choix à une fraction d'enseignants de rang magistral. De plus, la volonté manifestée par le secrétaire d'Etat dans une interview publiée dans le journal *Sud-Ouest* le 19 décembre 1974 de tenter une expérience susceptible de généralisation, présume d'une réforme fondamentale des organes des universités qui, au demeurant, ne peut être réalisée que par la voie législative. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas devoir prendre toutes mesures pour procéder à une consultation du C. N. E. S. E. R. et pour abroger les dispositions prévues qui suscitent le plus grand trouble dans ce milieu universitaire.

Comités d'entreprise (réforme de la fiscalité en leur faveur).

16429. — 25 janvier 1975. — M. Dugoujon rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que les comités d'entreprise disposent de certains crédits destinés à alimenter les activités sociales qu'ils gèrent au profit des travailleurs. Lorsque leur fonds de roulement est suffisant, une certaine partie des sommes qui leur sont attribuées à cet effet sont placées en banque et mises en « compte bloqué ». Ils sont, alors assujettis, sur le montant de ces fonds, au paiement de l'impôt sur les sociétés au taux de 24 p. 100. Par ailleurs, pour les investissements divers réalisés par leur soin : colonies

de vacances, centres familiaux de vacances, aménagements divers, ils sont obligés de supporter le paiement de la T. V. A. sur le montant de ces investissements. Ces impositions grèvent lourdement le budget des comités d'entreprise et entravent le développement des œuvres de loisirs et de culture créées au profit des travailleurs. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager certaines mesures d'allègement concernant ces charges fiscales.

Epargne logement (vente d'une maison acquise avec un emprunt fait dans ce cadre imposé par la recherche de travail).

16431. — 25 janvier 1975 — **M. Huygues des Etages** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** ce qui suit : dans le cadre de l'emprunt fait au titre du plan d'épargne logement, le propriétaire d'une maison ainsi construite, qui est contraint de quitter sa maison pour rechercher du travail, sous la poussée de causes économiques graves, comme par exemple les grandes mutations résultant de la régionalisation des régions (Lorraine, Fos, etc.), peut être contraint de vendre sa maison pour subvenir à ses besoins nouveaux. Il tombe alors sous le coup des restrictions de la loi qui ont été prévues en principe dans le but d'éviter les spéculations. D'autre part, il ne peut transférer son emprunt sur un autre achat. Il ne pourra donc pas bénéficier de la continuité de son plan initial. Repartant à zéro, les délais pour un nouveau plan d'épargne logement seront trop longs. Il lui demande quels aménagements il compte édicter dans ces cas précis.

Travailleurs étrangers

(restrictions mises à l'entrée en France de leur famille).

16432. — 25 janvier 1975. — **M. Huyghues des Etages** expose à **M. le ministre du travail** le cas d'un étranger, résidant en France depuis des années, établi comme artisan, ayant construit sa maison dans la Nièvre, qui se marie avec une compatriote au cours d'un voyage dans son pays. Or, les mesures prises sur l'immigration ne permettent pas à son épouse d'entrer définitivement en France. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet égard.

Travailleurs étrangers (octroi d'un permis de séjour de longue durée à la femme d'un travailleur portugais).

16433. — 25 janvier 1975. — **M. Huyghues des Etages** expose à **M. le ministre du travail** le cas d'une femme portugaise, âgée, qui vient en France avec un permis de séjour temporaire chez son mari et ses enfants, résidant en France où ils travaillent depuis plusieurs années. Cette personne ne peut espérer travailler en France, vu son âge et sa méconnaissance de notre langue. Il lui demande si elle peut espérer obtenir quand même un permis de séjour de longue durée lui permettant de vivre en famille.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Art. 139, alinéas 4 et 6 du règlement.)

Industrie du meuble

(maintien en activité d'une fabrique de meubles à Châtenois [Vosges]).

14969. — 17 novembre 1974. — **M. Chevenement** expose à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** les graves conséquences qu'aurait pour l'emploi de 630 travailleurs la disparition dans une zone rurale, à Châtenois (Vosges), de la fabrique de meubles Manu-Est qui vient de faire l'objet d'une décision de liquidation judiciaire à la suite d'erreurs de gestion manifestes. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour maintenir cette entreprise en activité.

Guyane (extension à ce département d'outre-mer des dispositions législatives relatives aux aides aux jeunes agriculteurs désirant s'installer).

14982. — 19 novembre 1974. — **M. Rivièrez** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que si le décret n° 74-714 du 31 juillet 1974 a étendu aux quatre départements d'outre-mer les dispositions de l'article 26 et, après adaptations, celles de l'article 27 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole, concernant le fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles, par contre, le décret n° 74-715 du 31 juillet 1974, portant application de l'article 27 de la même loi, adapté aux départements d'outre-mer et relatif aux aides accordées à certaines catégories d'exploitants agricoles, en cas d'installation ou d'agrandissement de leur exploitation ainsi qu'en cas de cessation d'activité, ne concerne que

les exploitants des départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion. Qu'il s'ensuit que ce texte ne s'applique pas dans le département de la Guyane. Il lui demande les raisons de cette grave omission qui ne peut trouver sa justification dans l'absence de S. A. F. E. R. dans le département de la Guyane, dès lors que les lois n° 60-808 du 5 août 1960 d'orientation agricole et n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation permettaient expressément au Gouvernement dans leurs articles respectifs 42 et 30 de procéder à toutes adaptations nécessitées par la situation des départements d'outre-mer. Rien, donc, n'empêchait, par les adaptations nécessaires, d'accorder aux exploitants agricoles de la Guyane les aides prévues dans le décret n° 74-715 du 31 juillet 1974 et notamment ceux intéressants les jeunes agriculteurs locaux désirant s'installer. Il lui demande dans ces conditions de proposer au Gouvernement le texte d'un décret contenant les adaptations propres à la Guyane qui permette de faire bénéficier les exploitants agricoles de ce département des aides susrappelées instituées par l'article 27 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962.

Hydrocarbures (étude des procédés qui permettent de réduire la teneur en oxyde de carbone des gaz d'échappement des voitures).

15041. — 22 novembre 1974. — **M. Lafay** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur l'existence de procédés qui permettent actuellement de réduire la teneur en oxyde de carbone des gaz d'échappement des voitures et les évaporations d'essence qui se produisent, notamment par temps chaud, au niveau du réservoir, ce qui occasionne un gaspillage de carburant et contribue à accroître la pollution atmosphérique. Bien que ces dispositifs soient dûment brevetés, aucun d'entre eux n'a encore pu, jusqu'à ce jour, faire l'objet d'une homologation dans les conditions fixées par les articles R. 106 à R. 109-2 du code de la route. La réserve à laquelle s'en est constamment tenue, en la matière, l'administration tient au fait que les équipements en cause n'auraient pas un rendement optimal. Si, comme l'affirment les pouvoirs publics, la solution du problème posé par la pollution atmosphérique due aux véhicules automobiles passe certainement par le développement d'innovations technologiques profondes sur les moteurs, les actions de recherche menées en ce sens ne doivent cependant pas conduire à méconnaître les initiatives plus ponctuelles, mais néanmoins très efficaces, que concrétisent les procédés ci-dessus évoqués. Ceux-ci, dont les qualités ont été dûment testées, sont assurément perfectibles, mais cette constatation ne saurait constituer une raison valable pour en différer l'homologation. En effet, une telle position de principe stériliserait tout progrès de la technique et, pour ne citer qu'un exemple, les transports aériens ne seraient jamais devenus ce qu'ils sont si la délivrance des premiers certificats de navigabilité à des appareils avait été subordonnée à la condition que les avions soient en état de voler à une vitesse supersonique. Il lui demande, en conséquence, s'il ne juge pas opportun d'inviter ses services à se pencher avec soin sur les dossiers de ces dispositifs, d'autant que la crise de l'énergie commande de ne négliger aucun moyen qui s'offre pour économiser le carburant et que certaines des techniques proposées pour éviter les évaporations d'essence présentent un intérêt affirmé au plan de la sécurité, car ils rendent simultanément le réservoir résistant aux chocs, éliminant ainsi un risque d'incendie, redoutable lorsque, à la suite d'une collision, une fuite de carburant se produit.

Produits alimentaires

(pénurie d'huiles de régime dans le commerce de détail).

15628. — 18 décembre 1974. — **M. Saint-Paul** expose à **Mme le ministre de l'industrie** que de nombreux malades astreints à une diététique particulière ne peuvent consommer que des huiles de régime (généralement à base de maïs). Or, depuis quelque temps, ces huiles sont introuvables en pharmacie ou dans le commerce. Il lui demande quelles sont les causes de cette pénurie, et les mesures qu'elle compte prendre pour y remédier.

Hôpitaux psychiatriques (frais de séjour des malades originaires des anciens départements d'Algérie).

15629. — 18 décembre 1974. — **M. Saint-Paul** rappelle à **Mme le ministre de la santé** que le Gouvernement algérien reste redevable de sommes considérables représentant les frais de séjour, dans les hôpitaux psychiatriques français, de malades originaires des anciens départements d'Algérie. L'état de ces malades nécessitant toujours des soins, ils restent néanmoins hospitalisés. Malgré d'innombrables démarches effectuées depuis plusieurs années, les hôpitaux psychiatriques ne peuvent obtenir le règlement de ces dettes, ce qui leur occasionne de graves difficultés de trésorerie. Par questions écrites n° 3062, 3063 et 3064 du 30 juin 1973, **M. Saint-Paul** avait attiré l'attention de **MM. les ministres de l'intérieur, des finances et des affaires étrangères** sur ce problème. Les réponses ministérielles furent évasives et, en tout cas, n'apportèrent aucune solution. A l'issue de son récent voyage en Algérie, **M. le ministre d'Etat,**

ministre de l'intérieur, a déclaré (émission télévisée du jeudi soir 5 décembre et communiqué de presse du lendemain) que « désormais il n'y a plus de contentieux entre la France et l'Algérie ». Il lui demande de bien vouloir préciser si cette déclaration s'applique également au règlement des dettes visées ci-dessus.

Finances locales (remboursement par les compagnies d'assurances des frais de secours aux blessés assurés par les services municipaux).

15631. — 18 décembre 1974. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur la part croissante des secours aux blessés par accidents du travail ou accidents de la route dans le coût de fonctionnement des services de secours et d'incendie. Comme il s'agit d'une lourde charge pour les collectivités locales, il lui demande dans quelles conditions, à l'instar de ce qui se fait pour les ambulances privées, les divers régimes de protection sociale et les compagnies ou mutuelles d'assurances pourraient rembourser aux collectivités locales ce type de dépenses.

Etablissements scolaires

(maintien et création de classes au lycée-C. E. S. de Modane [Savoie]).

15633. — 18 décembre 1974. — **M. Jean-Pierre Cot** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la très vive inquiétude qui règne parmi les parents d'élèves, syndicats, conseils municipaux de onze communes; inquiétude due au fait que la demande de maintien des classes de 1^{re} et seconde et création d'une section AB au lycée-C. E. S. de Modane soit restée sans réponse bien que datant de 1973. Il lui demande de bien vouloir préciser la situation de ces classes.

Impôt sur le revenu

(déductibilité des pensions payées après divorce entre ex-conjoints).

15640. — 18 décembre 1974. — **M. Lefay** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il résulte de la réponse apportée le 6 mars 1971 à la question écrite n° 15117 posée le 24 novembre 1970 par **M. Mazeaud**, député, que la pension versée en exécution d'une décision de justice par un époux divorcé, pour l'entretien des enfants mineurs confiés à la garde de son ex-conjoint, et revalorisée à l'initiative de son débiteur sans intervention d'un tribunal, constitue une charge déductible du revenu imposable, dès lors qu'elle est calculée, conformément aux conditions fixées par les articles 205 à 211 du code civil, en proportion des besoins de celui qui la doit. Prenant en considération cette réponse, les services fiscaux se refusent à appliquer le principe qu'elle consacre à la pension payée après divorce et spontanément revalorisée pour l'entretien de l'ex-conjoint, motif pris que ces arrérages s'analyseraient en une indemnité et n'auraient donc pas le caractère alimentaire que revêtent les pensions servies pour l'entretien des enfants. Cette manière de voir s'avère contestable car elle va à l'encontre de la jurisprudence qu'ont fait naître les dispositions relatives aux pensions versées après divorce entre ex-conjoints, en vertu de l'article 301 du code civil. Les pensions dont il s'agit, ainsi que l'a affirmé notamment un arrêt de la Cour de cassation (chambre civile, 2^e section) rendu le 30 avril 1953, sont en effet soumises à toutes les règles prescrites en matière d'aliments et peuvent, par conséquent, être revisées par la suite, compte tenu, d'une part, des besoins nouveaux créés à leurs bénéficiaires par l'élévation du coût de la vie et, d'autre part, de l'augmentation des ressources de leurs débiteurs. Du fait de la stricte similitude que présentent ainsi les pensions considérées avec celles accordées pour l'entretien des enfants, rien ne saurait justifier que la solution fiscale retenue pour ces dernières par la réponse ministérielle susvisée ne soit pas valable en cas de revalorisation extrajudiciaire de pensions allouées entre d'anciens conjoints, dès lors que cette majoration est fonction de l'augmentation des revenus du débiteur et de l'accroissement des besoins du créancier. Il lui demande s'il ne serait pas opportun que fussent rapidement données aux services intéressés des instructions qui, dans le sens des observations qui précèdent, mettraient un terme au rigorisme et aux difficultés qui résultent de l'interprétation restrictive actuelle de la réponse ministérielle déjà citée du 6 mars 1971 et qui sont préjudiciables aux contribuables revalorisant de leur propre chef des pensions versées pour l'entretien de leur ex-conjoint.

Sapeurs-pompiers (qualité de « victimes de l'Etat » pour les accidentés et de pupilles de la nation pour leurs orphelins).

15645. — 18 décembre 1974. — **M. André Besuguitt** propose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que les veuves de sapeurs-pompiers ou les sapeurs-pompiers blessés, invalides permanents à la suite d'accidents survenus en service commandé, soient déclarés victimes civiles; que leur revenu garanti établi en fonction de leur situation antérieure, époque au cours de laquelle le service rendu n'était ni calculé, ni dédommagé « à sa juste valeur »; que les orphelins de sapeurs-pompiers décédés en service commandé ne

soient plus pupilles d'une association privée comme la fédération des sapeurs-pompiers français et, qu'à ce titre, ils obtiennent droits et avantages habituels. Juste et simple reconnaissance de la collectivité envers eux qui ont donné à la nation jusqu'à la vie du chef de famille. Il lui demande, en conséquence, que les veuves ou sapeurs-pompiers blessés soient déclarés « victimes de l'Etat », que leur revenu soit garanti en fonction du prix de la vie et que les orphelins de sapeurs-pompiers soient déclarés « pupilles de la nation ».

Assurance vieillesse (alignement sur les dispositions du code métropolitain des pensions des ex-agents des territoires extra-métropolitains).

15646. — 18 décembre 1974. — **M. Médecin** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation en matière de pensions des anciens agents et fonctionnaires français des pays d'outre-mer, titulaires de pensions garanties des caisses marocaines de retraites, de la société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens, de la caisse générale des retraités d'Algérie ou de la France d'outre-mer. Avant l'accession de ces pays à l'indépendance, les fonctionnaires français servant outre-mer bénéficiaient d'un régime de pension inspiré en tous points des dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite applicable en métropole. Les pensions étaient concédées et liquidées selon les normes métropolitaines de la loi du 20 septembre 1948 dont les dispositions ont été appliquées: 1° à la C. G. R. A. par la loi du 9 août 1950, complétée par un décret du 19 juillet 1952, habilitant le gouverneur général de l'Algérie à introduire dans le régime de la C. G. R. A. les modifications intervenues dans le code métropolitain; 2° par le décret du 21 avril 1950 pour la C. R. F. O. M.; 3° pour la Tunisie et pour le Maroc par un décret du Bey et un dahir du Sultan se référant explicitement à la loi du 20 septembre 1948 promulgués pour mise à exécution par les résidents généraux. Il convient de noter que les intéressés étaient soumis, soit au statut des fonctionnaires, soit à celui des collectivités locales ou de la santé publique. A la suite de l'indépendance de ces pays, la garantie donnée par l'Etat aux pensions des ex-caisses locales a consisté simplement à assurer à ces pensions une évolution correspondant à celle du traitement de base afférent à l'indice 100. Malgré l'arrêt du Conseil d'Etat en date du 31 mai 1968 prescrivant impérativement l'alignement des pensions garanties sur les pensions métropolitaines, le Gouvernement a inséré dans la loi de finances pour 1969 une disposition art. 73) en vertu de laquelle les titulaires de pensions garanties ont bénéficié d'une révision de leur pension permettant d'appliquer à celle-ci les mesures de péréquation concécutes aux modifications de structure et indiciaires et qui n'a pas concerné les modifications prises en application du code des pensions civiles et militaires de retraite. Cela signifie que les titulaires de pensions garanties n'ont pas bénéficié de la suppression de l'abattement du sixième prévue par l'article 4 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964. Il lui demande s'il n'estime pas conforme à la plus stricte équité de prendre toutes dispositions utiles afin que les titulaires de pensions garanties bénéficient de l'alignement de leurs pensions sur les dispositions du code métropolitain des retraités de la fonction publique et puissent prétendre aux avantages qui pourraient en découler à l'avenir.

Assurance vieillesse (nouveaux délais de rachat pour les assurés ayant relevé de plusieurs régimes de retraite).

15649. — 18 décembre 1974. — **M. Schnobelen** expose à **M. le ministre du travail** le cas d'un assujéti au régime vieillesse des salariés du régime général qui, après avoir cotisé pendant douze ans à la caisse autonome des ouvriers mineurs et après avoir été occupé pendant deux ans comme employé agricole non salarié dans l'exploitation familiale de ses parents, cotise depuis l'année 1962 à la caisse de retraite vieillesse pour les départements d'Alsace et de Moselle. Il lui précise que l'intéressé ne peut aujourd'hui racheter les cotisations d'assurance vieillesse car il est frappé par la forclusion. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait désirable que de nouveaux délais de rachat soient ouverts lorsque les intéressés ont successivement été assujéti à différents régimes de retraite.

Assurance maladie (perte de droits acquis auprès du régime général de sécurité sociale d'un ancien militaire de carrière).

15656. — 19 décembre 1974. — **M. Kédinger** expose à **M. le ministre du travail** la situation d'un ancien militaire de carrière qui a été affilié pendant vingt-cinq ans à la sécurité sociale militaire. Après sa mise à la retraite il a exercé une profession civile dans une entreprise pendant vingt et un ans. Durant cette période, il a été affilié au régime général de la sécurité sociale. Ayant pris sa retraite définitive le 31 décembre 1973, il a obtenu la liquidation de ses droits à une pension de vieillesse du régime général avec suppression des prestations en nature en cas de maladie. Il relève, en effet, désormais au point de vue maladie de la sécurité sociale

militaire, motif pris qu'il a été affilié pendant 301 mois au régime spécial des militaires de carrière et pendant 277 mois seulement au régime général. Cette décision lèse l'intéressé puisque l'assurance maladie du régime local lui donnait droit aux prestations en nature calculées à raison de 90 p. 100 des frais médicaux engagés alors que la caisse nationale de sécurité sociale militaire ne le rembourse qu'à raison de 70 ou 20 p. 100 des frais engagés. L'intéressé perd donc le bénéfice d'un droit acquis, ce qui est tout à fait anormal. Il lui demande de bien vouloir envisager une modification de la réglementation applicable en ce domaine de telle sorte que disparaissent de telles anomalies.

Exploitants agricoles (revision des pensions de vieillesse pour les anciens déportés ou internés politiques).

15658. — 19 décembre 1974. — **M. Jacques Legendre** s'étonne auprès de **M. le ministre de l'Agriculture** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 12746 (publiée au *Journal officiel*, débats A. N., n° 49 du 28 juillet 1974). Comme il tient à connaître sa position à l'égard de ce problème, il lui en renouvelle les termes, en lui demandant une réponse rapide. Il lui expose qu'en matière d'assurance vieillesse agricole des non-salariés, il n'est prévu aucune révision ni augmentation de pension pour les anciens déportés ou internés politiques. En effet, la loi du 31 juillet 1968, article 20, qui prévoit une mesure de révision en faveur des anciens déportés, s'applique aux bénéficiaires d'une pension de sécurité sociale en tant que salariés du régime général et aux bénéficiaires d'une pension des assurances sociales agricoles comme salariés agricoles, mais pas aux titulaires d'une pension de vieillesse agricole en tant que non-salariés. Aussi demande-t-il s'il n'est pas envisagé d'étendre les avantages réservés par la loi du 31 juillet 1968 aux déportés non salariés titulaires d'une pension de vieillesse de sécurité sociale ou du régime agricole et de faire disparaître ainsi une inégalité choquante.

Exploitants agricoles (octroi d'un contingent de fuel-oil détaxé ou exonération partielle de T. V. A.).

15660. — 19 décembre 1974. — **M. Jacques Legendre** s'étonne auprès de **M. le ministre de l'économie et des finances** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 7794 (publiée au *Journal officiel*, débats A. N. n° 4, du 23 janvier 1974). Comme il tient à connaître sa position sur le problème exposé, il lui renouvelle les termes en appelant son attention sur l'accroissement de charges qu'imposent aux exploitants agricoles les récentes augmentations du fuel-oil domestique. Il lui demande s'il n'envisage pas de permettre aux intéressés la récupération de tout ou partie de la T. V. A. sur ce carburant ou encore l'attribution d'un contingent de fuel-oil domestique détaxé aux agriculteurs comme cela se pratique pour l'essence.

Sécurité sociale (revalorisation réévaluée des pensions et rentes).

15662. — 19 décembre 1974. — **M. Radius** rappelle à **M. le ministre du travail** que la hausse des prix telle qu'elle résulte des statistiques de l'I. N. S. E. E. sera pour l'année 1974 d'environ 15 p. 100 (12,6 p. 100 entre le 1^{er} janvier et le 31 octobre). S'agissant des pensions et rentes de la sécurité sociale, leur revalorisation a été fixée à 6,7 p. 100 à compter du 1^{er} juillet 1974 et doit être de 6,3 p. 100 à dater du 1^{er} janvier 1975. Cette revalorisation pour l'année 1974 sera donc de 13 p. 100, c'est-à-dire inférieure à la hausse des prix. Il lui demande de bien vouloir envisager une modification des dispositions de l'arrêté du 15 juillet 1974 afin que la revalorisation qui doit intervenir au 1^{er} janvier prochain soit supérieure à 6,3 p. 100. Il serait souhaitable qu'elle soit de l'ordre de 9,5 p. 100.

Assurance invalidité (assiette défavorable des pensions liquidées avant le 1^{er} novembre 1974).

15671. — 19 décembre 1974. — **M. Dutard** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les faits suivants : en fonction du décret n° 74-820 du 25 septembre 1974, toute pension d'invalidité, dont l'entrée en jouissance est fixée postérieurement au 31 octobre 1974, doit désormais être calculée sur les dix années civiles d'assurance les plus avantageuses pour l'assuré social. Toutefois, comme pour les pensions vieillesse, les dix meilleures années sont, sauf cas particuliers, les années d'assurance situées après 1947. Lorsque la durée d'assurance est inférieure à dix ans, la pension est calculée au prorata du nombre d'années d'assurance accomplies depuis l'immatriculation. Ce texte n'ayant aucun effet rétroactif, les assurés sociaux dont la pension a été attribuée avant le 1^{er} novembre 1974 ne peuvent pas réclamer la révision du montant de leur pension d'invalidité. Il s'agit là, comme en matière de retraite, d'une discrimination entre les assurés sociaux. En conséquence, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin de mettre un terme à cette situation.

Santé scolaire (affectation urgente d'un médecin de l'hygiène scolaire dans le canton de Vic-sur-Cère (Cantal)).

15672. — 19 décembre 1974. — **M. Pranchère** expose à **Mme le ministre de la santé** que pour la deuxième année consécutive, aucun médecin de l'hygiène scolaire n'est affecté au canton de Vic-sur-Cère (Cantal). Les visites médicales n'auront donc lieu, ni dans les classes primaires et maternelles, ni au C. E. G. de cette ville. Il attire son attention sur les conséquences de cette situation : les surdités précoces, les défauts de vision, les caries dentaires, les scolioïdes ne sont pas décelées, ce qui nuit définitivement, non seulement à la santé des enfants, mais aussi à leurs études ; les contre-indications à la pratique de l'éducation physique ne sont connues ni des parents, ni des professeurs, ce qui entraînera inévitablement des accidents graves (dans le cas de rhumatisme articulaire aigu par exemple) ; le dépistage de la tuberculose n'est pas assuré, d'où le risque de contagions catastrophiques d'une ou plusieurs classes, comme cela s'est produit dernièrement dans un établissement secondaire d'Aurillac. Il lui souligne la grave responsabilité prise ainsi par le ministère de la santé, les parents et les maîtres étant fondés à l'attaquer devant les tribunaux en cas d'accident. Il lui demande la conséquence s'il n'entend pas affecter dans les meilleurs délais un médecin de l'hygiène scolaire au canton de Vic-sur-Cère.

Droits syndicaux (détenion de militants syndicaux guyonnais excédant la durée légale de garde à vue).

15674. — 19 décembre 1974. — **M. Claude Weber** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux départements d'outre-mer** quelles sont les raisons qui ont motivé, dans le département de la Guyane, la détention dans les locaux de la police de treize militants syndicaux, et ce durant un temps excédant largement la durée légale de garde à vue de quarante-huit heures. Il voudrait connaître quels sont les textes qui permettent l'application d'une telle juridiction d'exception dans un département d'outre-mer, et quelles mesures il compte prendre pour que le libre exercice des droits syndicaux et des libertés démocratiques soit assuré dans le département de la Guyane.

Pollution (expulsion d'une entreprise de Morsang-sur-Orge (Essonne)).

15676. — 19 décembre 1974. — **M. Juquin** signale à **M. le ministre de la qualité de la vie** la présente à Morsang-sur-Orge (Essonne) d'une entreprise particulièrement polluante. La dégradation de l'environnement est telle que les propriétaires des jardins voisins ont dû arracher une partie de leur arbres et que les légumes sont presque immangeables. On signale des cas d'allergie, dont il n'est pas impossible qu'ils se rapportent à la pollution atmosphérique causée par ladite entreprise. Attendu que cette entreprise occupe, en ce lieu, un nombre infime d'ouvriers et peut s'installer en d'autres endroits beaucoup plus éloignés des habitations et des cultures horticoles, il lui demande, en accord avec le maire de Morsang-sur-Orge, d'agir pour son expulsion immédiate.

Electricité de France (entreprises grosses consommatrices et tarifs qui leur sont appliqués).

15678. — 19 décembre 1974. — **M. Juquin** signale à **M. le ministre de l'économie et des finances** des informations selon lesquelles la Société Michelin aurait obtenu la fourniture de courant par Electricité de France à un prix inférieur de 3,35 centimes au coût réel du kilowatt. Il lui demande de lui procurer la liste des cent entreprises qui, en France, viennent en tête pour la consommation de courant électrique, en indiquant pour chacune d'elles : la quantité de courant consommé en 1973 et le tarif effectivement pratiqué par E. D. F.

Industrie mécanique (bruit et émanations toxiques d'une entreprise de chaudronnerie de Morsang-sur-Orge).

15682. — 19 décembre 1974. — **M. Juquin** signale à **M. le ministre de la qualité de la vie** que les voisins de l'entreprise de chaudronnerie Gallier, à Morsang-sur-Orge (Essonne), se plaignent de nombreuses nuisances : bruit des machines, émanations de peinture. Cette entreprise mérite, par ailleurs, d'être soutenue dans son activité qu'hypothèque la politique pétrolière. Elle réalise actuellement une transformation de ses installations visant, selon le directeur de la société, à mettre en œuvre des procédés modernes, à améliorer les conditions de travail et à protéger le voisinage. Il lui demande quelles mesures immédiates il compte prendre pour s'assurer, au cours même de cette transformation, que seront garanties l'insonorisation de l'usine et l'élimination de toutes émanations toxiques ou désagréables.

Constructions scolaires (C. E. S. à Morsang-sur-Orge).

15683. — 19 décembre 1974. — **M. Juquin** appelle une nouvelle fois l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la nécessité de construire un deuxième C. E. S. à Morsang-sur-Orge (Essonne).

Cet établissement figure dans le programme prévisionnel 1975-1977 des constructions dont la réalisation a été proposée au ministère par M. le préfet de la région parisienne. Or, l'extrême rigueur des restrictions budgétaires imposées par le Gouvernement à la région aboutit à ce que soit financée, en 1975, la construction d'un seul et unique C. E. S. dans le département de l'Essonne. L'établissement retenu dans la distribution de la pénurie n'étant pas celui de Morsang-sur-Orge, l'engorgement du premier C. E. S. de cette ville est de plus en plus grave. Il lui demande s'il entend dégager des crédits supplémentaires pour construire, en 1975, plusieurs C. E. S. dans l'Essonne, parmi lesquels celui dont a besoin la ville de Morsang-sur-Orge.

Autoroutes (nuisances causées par l'autoroute A6 aux habitants de la cité Grandvaux à Savigny-sur-Orge).

15684. — 19 décembre 1974. — M. Joquin évoque les nombreuses démarches qu'il a effectuées au sujet des nuisances causées par l'autoroute A6 aux habitants de la cité de Grandvaux, à Savigny-sur-Orge (Essonne), et expose à M. le ministre de la qualité de la vie que les arguments de pure forme produits par les membres du Gouvernement ne l'ont pas convaincu. En effet, un fait majeur demeure : le bruit du trafic sur l'autoroute A6 perturbe profondément la vie et la santé de plusieurs centaines de personnes dans la commune citée. Il importe donc de trouver une solution à la fois technique (mur antibruit ou couverture) et financière (financement par l'Etat ou par le promoteur) pour remédier à cette détérioration grave du cadre de vie. Il lui demande quelles démarches il compte accomplir auprès des départements ministériels intéressés (équipement, logement, intérieur) pour mettre au point une telle solution en faveur des riverains de l'autoroute A6, à Grandvaux.

Commerçants (commerçants gérants majoritaires de S. A. R. L. : aide spéciale compensatrice).

15685. — 19 décembre 1974. — M. Joquin appelle l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur l'insuffisance de la réglementation d'attribution de l'aide spéciale compensatrice servie aux commerçants gérants majoritaires des S. A. R. L. Il lui expose le cas d'un commerçant âgé de quatre-vingt-huit ans qui a abandonné l'épicerie dont il était propriétaire depuis 1947. Ce commerçant exerçait son activité sous la forme d'une S. A. R. L. dont il était gérant majoritaire. Il a demandé à la caisse de retraite et de prévoyance des commerces de l'alimentation le bénéfice de l'aide spéciale compensatrice. Cette caisse ne peut répondre favorablement en l'absence des instructions ministérielles nécessaires à l'application de la loi du 13 juillet 1972. A l'exemple cité s'ajoutent les cas de nombreux commerçants qui cessent leurs activités professionnelles dans les mêmes conditions. Il lui demande quelles nouvelles instructions ministérielles elle compte prendre pour préciser la situation des commerçants gérants majoritaires de S. A. R. L., de telle sorte qu'ils puissent bénéficier de l'aide spéciale compensatrice au même titre que les autres commerçants.

Industrie textile (annonce de licenciements dans une entreprise de Roubaix)

15688. — 19 décembre 1974. — M. Ansart expose à M. le ministre du travail qu'une entreprise textile de Roubaix envisage le licenciement de 172 de ses salariés. Cette décision intervient alors que plusieurs milliers de travailleurs du textile de la région de Roubaix-Tourcoing connaissent le chômage et que certaines grosses entreprises envisagent la fermeture de leurs usines pour deux semaines en fin d'année. Il apparaît, en fait, que le grand patronat textile cherche à mettre à profit le ralentissement de la production pour faciliter de nouvelles restructurations ou concentrations de l'industrie textile dans les grands centres du Nord, les travailleurs et leurs familles étant une fois de plus les victimes. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il envisage de prendre afin qu'aucun licenciement ne soit autorisé sans reclassement préalable.

Loyers (violation des recommandations gouvernementales en matière de limitation des hausses de loyers).

15690. — 19 décembre 1974. — M. Joquin signale à M. le ministre de l'économie et des finances un cas de violation des promesses gouvernementales dans le domaine des loyers. Le « programme de lutte contre l'inflation » adopté par le conseil des ministres du 12 juin 1974 comportait notamment une disposition d'après laquelle il était recommandé aux propriétaires de limiter à 6,8 p. 100 au maximum les hausses de loyer qui interviendraient au cours du second semestre de cette année. Cette décision mettait fin aux mesures de suspension des hausses de loyers que le groupe communiste à l'Assemblée nationale proposait, lui, de prolonger jusqu'au 31 décembre 1974. Or, le 22 juillet 1974, une société dépendant d'un

puissant groupe financier faisait savoir à ses locataires qu'elle appliquait, à compter du 1^{er} août 1974, une augmentation de 11,07 p. 100 du loyer principal, portant ainsi, par exemple, à la somme excessive de 840 francs, le loyer mensuel principal d'un appartement F. 4. En même temps elle augmentait proportionnellement le dépôt de garantie et exigeait le versement d'un complément de dépôt. Ce refus d'observer les « recommandations » gouvernementales retient d'autant plus l'attention que cette société fonctionne sur la base de la loi du 15 mars 1963, sous la tutelle de deux ministres et avec la présence d'un commissaire du Gouvernement au sein de son conseil d'administration. Le secrétaire de l'association des locataires d'un ensemble d'habitations qui gère cette société et situé à Massy Essonne ayant fait appel auprès de M. le Premier ministre n'a reçu qu'une réponse d'attente en date du 19 août 1974, et l'augmentation continue à être appliquée. Il lui demande : 1^o pour quelles raisons M. le ministre de l'économie et des finances et M. le ministre de l'équipement n'ont pas fait respecter par cette société la promesse gouvernementale, pourtant rappelée par eux dans une circulaire aux préfets en date du 27 juin 1974 ; 2^o s'il ne juge pas indispensable d'obtenir de ladite société l'application des recommandations officielles avec effet rétroactif au 1^{er} août 1974, c'est-à-dire avec remboursement du trop perçu aux locataires ; 3^o s'il ne considère pas qu'il eût mieux valu, pour lutter contre l'inflation, appliquer la proposition de blocage prolongé des loyers.

Industrie mécanique (garantie d'activité et de plein emploi d'une entreprise de chaudronnerie de Morsang-sur-Orge).

15691. — 19 décembre 1974. — M. Juquin appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie et de la recherche sur la situation de l'entreprise de chaudronnerie Gallier, à Morsang-sur-Orge (Essonne). Une grande partie de l'activité de cette P. M. E., organisée en société familiale, est consacrée à la construction de réservoirs pour les sociétés pétrolières. Afin de mettre en œuvre des techniques nouvelles, d'améliorer les conditions de travail et de protéger le voisinage par une insonorisation correcte, la société Gallier a dû emprunter à deux banques 125 millions de francs remboursables sur sept ans, au taux élevé de 15 p. 100. Elle se trouve donc à la fois hypothéquée et endettée au moment où la politique des sociétés pétrolières réduit à rien le carnet de commandes et ne permet qu'un travail au jour le jour, compensé en partie seulement par le maintien d'une bonne activité dans un autre secteur de chaudronnerie. Déjà, quelques réductions d'horaires ont été opérées, la possibilité de licenciements a été évoquée. Le découvert de la société sera de plusieurs dizaines de millions lors des prochaines échéances mensuelles. La société Gallier considérée comme « chaudronnerie pilote », a été contrainte par les pouvoirs publics de bloquer ses prix au niveau de novembre 1973 jusqu'en novembre 1975. Tout au plus l'autorise-t-on à répercuter sur les prix les hausses des matières premières, sous réserve de pièces justificatives. Par contre, aucune augmentation ne lui est tolérée en fonction des prix de l'énergie. Fait encore plus grave : une véritable police des salaires est imposée à cette entreprise, pour laquelle l'inspection des prix ne tolère qu'une hausse de 2,2 p. 100 de la masse salariale. Ainsi, d'un côté, les clients de la société Gallier, représentants du grand capital international comme BP, Antar, Esso, Fina, Elf tiennent à leur merci cette P. M. E. tout en continuant à accroître considérablement leurs profits avec la bienveillance de l'Etat. D'un autre côté, ladite P. M. E. déjà grevée par les conditions de crédit des banques, subit de la part de l'Etat des règles draconiennes qui peuvent la mettre en péril et briment ses salariés, tout en favorisant les groupes pétroliers acheteurs de réservoirs. Il lui demande : 1^o quelles mesures il compte prendre pour garantir l'activité de l'entreprise Gallier et le plein emploi de tous ses salariés ; 2^o s'il s'engage à abroger les mesures de police des salaires dans le domaine de la chaudronnerie ; 3^o s'il n'estime pas que des faits comme ceux qui sont ici rapportés démontrent la nécessité d'un débat au Parlement sur le rapport relatif aux sociétés pétrolières.

Travaux publics (règlement rapide des sommes dues par les collectivités publiques aux entrepreneurs de travaux publics).

15698. — 19 décembre 1974. — M. Mathieu expose à M. le ministre de l'économie et des finances que selon des déclarations faites récemment par un membre du Gouvernement, l'Etat aurait l'intention de régler dans un délai de quarante-cinq jours les sommes dues par lui à certains fournisseurs ou entrepreneurs de travaux publics. Il lui demande s'il n'estime pas que, dans ces conditions, il serait souhaitable de donner toutes instructions utiles pour que pareilles mesures soient étendues à l'ensemble des collectivités publiques ce qui, dans la conjoncture actuelle, épargnerait à bien des entreprises les graves difficultés financières qu'elles connaissent.

Instituteurs (obligation pour l'instituteur non gréviste d'accueillir tous les élèves de l'école).

15706. — 19 décembre 1974. — **M. de Kerveguen** demande à **M. le ministre de l'éducation** l'abrogation du règlement stipulant que les instituteurs non grévistes doivent accueillir tous les élèves qui se présentent à l'école lors d'une grève, et pas seulement leurs propres élèves. Ce règlement fait que le personnel non gréviste se trouve submergé par un nombre d'élèves excessif qu'il lui est impossible de surveiller et préfère en général s'absenter plutôt que de se trouver dans une situation d'autant plus grave que la responsabilité pénale du ou des instituteurs présents est pleine et entière en cas d'accident survenu dans l'école.

Pollution (déchets en plastique provenant d'Espagne échoués sur les plages du bassin d'Arcachon).

15708. — 19 décembre 1974. — **M. Durand** attire l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie** sur les fâcheux inconvénients résultant pour les plages du bassin d'Arcachon de l'accumulation de déchets en plastique en provenance du nord de l'Espagne et qui risquent s'ils venaient à se renouveler de compromettre gravement la qualité de l'accueil réservé aux touristes lors des périodes de vacances. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour aider les collectivités locales à faire face à une telle situation.

Etudiants (prise en charge par l'Etat des prestations d'aide sociale attribuées à des résidents étrangers des cités universitaires).

15710. — 19 décembre 1974. — **M. Longueue** expose à **M. le ministre de l'éducation** que de nombreux étudiants de nationalités étrangères résidant dans des cités universitaires sont admis au bénéfice de l'aide sociale. Il en résulte pour les finances locales des villes universitaires un surcroît de dépenses qui n'apparaît pas fondé, les intéressés n'étant pas à proprement parler des habitants de la ville mais de simples résidents temporaires. Il lui demande si les charges afférentes à ces catégories de bénéficiaires d'aide sociale ne pourraient être prises en charge par l'Etat.

Prestations familiales (modification de la législation dans un sens plus favorable aux derniers enfants des familles nombreuses).

15711. — 19 décembre 1974. — **M. Durieux** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, dans les foyers modestes, le dernier enfant d'une famille nombreuse se trouve injustement désavantagé par rapport à ses aînés, car lorsque ceux-ci ont dépassé l'âge de vingt ans, les allocations familiales sont supprimées de sorte que l'intéressé est en règle générale contraint d'abandonner des études que ses frères ont eu la possibilité de poursuivre. Il lui demande s'il n'estime pas que la législation actuelle en la matière devrait être modifiée de manière à ne pas pénaliser les derniers nés de ces familles.

Impôt sur les sociétés (régime des reports déficitaires en cas de fusion de sociétés de capitaux).

15712. — 19 décembre 1974. — **M. Bourgeois** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de bien vouloir exposer le régime des reports déficitaires en cas de fusion de sociétés de capitaux, en établissant la distinction suivante : 1° déficit soumis à la limitation de cinq ans ; 2° déficits enregistrés sous forme d'amortissements réputés fiscalement différés en période déficitaire et reportables de façon illimitée, tant pour la société absorbante que pour la société absorbée. En particulier il est demandé si, sous réserve d'un agrément ministériel, les amortissements réputés fiscalement différés de la société absorbante continuent d'être reportables sans limitation de durée, nonobstant l'opération de fusion. Il est demandé également si les plus-values dégagées par la société absorbante qu'elle détient en portefeuille sont exonérées de l'impôt sur les sociétés dans l'hypothèse où la fusion n'est pas placée chez la société absorbée sous le régime de faveur de la loi du 12 juillet 1963, mais sous le régime de droit commun des cessions et cessations d'entreprises.

Société anonyme (régime fiscal applicable aux intérêts des sommes empruntées par son président pour être mises à la disposition de la société).

15713. — 19 décembre 1974. — **M. Bourgeois** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il est fréquent qu'un président de société anonyme soit conduit à emprunter personnellement auprès d'un établissement bancaire des sommes qu'il met immédiatement et spécialement à la disposition de sa société, sous forme de compte courant ouvert à son nom dans les écritures sociales, non productif d'intérêts. Ceci exposé, il est demandé si, dans une telle situation : 1° la société anonyme est en droit :

a) de régler directement les intérêts dus à l'établissement bancaire ; b) de passer ces intérêts parmi ses frais financiers déductibles pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, quel que soit le montant de la somme prêtée comparativement au montant de son capital social ; 2° le président directeur général est en droit de ne pas faire état de cette opération pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques dont il est redevable. En effet, le revenu net de l'intéressé ne se trouve pas influencé.

Tribunaux de commerce (fonctionnement du tribunal de commerce de Corbeil).

15717. — 19 décembre 1974. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les informations de presse relatives au fonctionnement du tribunal de commerce de Corbeil (Essonne) et sur l'émotion soulevée par les péripéties judiciaires de l'affaire S.I.B., dont il lui a fait adresser par ailleurs directement la relation détaillée. Il lui demande : 1° si certaines autorités et, dans ce cas, lesquelles, ne tentent pas d'étouffer l'affaire du tribunal de commerce de Corbeil et s'il est exact, en particulier, que d'étonnantes transactions auraient été proposées à l'un des avocats ; 2° si les syndics, aujourd'hui démissionnaires, impliqués dans l'affaire de la S.I.B. n'auraient pas été mêlés à d'autres affaires d'une nature comparable ; 3° s'il est exact qu'un certain nombre de sociétés sont venues déposer leur bilan à Corbeil, alors qu'elles avaient leur siège social à Paris, ce qui donnerait à penser que des combinaisons et des manipulations auraient déjà eu lieu dans lesquelles les mêmes professionnels des faillites se retrouveraient fréquemment ; 4° s'il n'estime pas urgente une réforme des tribunaux de commerce favorable aux artisans, commerçants, petits et moyens entrepreneurs.

Accidents du travail (amélioration de leur réparation : indemnités journalières et rentes).

15719. — 19 décembre 1974. — **M. Pierre Weber** expose à **M. le ministre du travail** que la réparation des accidents du travail est demeurée forfaitaire alors que, ce risque, d'abord simplement considéré comme professionnel, prend aujourd'hui le caractère d'un risque social. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable que toutes dispositions utiles soient prises à son initiative pour que : 1° les indemnités journalières allouées soient égales à la perte du salaire ; 2° les rentes servies aux intéressés soient revalorisées en fonction des salaires des assurés sociaux ; 3° les arrêtés ministériels, qui permettent la révision des indemnités journalières dues aux salariés des petites et moyennes entreprises non couverts par des conventions collectives ou des accords de salaires, soient fixés un fois l'an avec effet du 1^{er} janvier 1975.

Environnement (équipement de terrains et hangars destinés à recevoir les vieux matériels inutilisables).

15721. — 20 décembre 1974. — **M. Serge Mathieu** expose à **M. le ministre de la qualité de la vie** que les services de nettoyage urbains refusent ordinairement d'enlever les objets volumineux, encombrants et hors d'usage, tels que : meubles cassés, matelas crevés, sommiers éventrés et frigidaires irrécupérables, de sorte que les propriétaires de ceux-ci ont trop souvent tendance à s'en débarrasser en les abandonnant en pleine nature. Il lui demande s'il n'estime pas que toutes mesures utiles devraient être prises à son initiative pour que les municipalités urbaines installent à la sortie des villes et sur les grands axes de circulation des terrains et hangars destinés à recevoir, contre le paiement d'un faible droit, les vieux matériels inutilisables ce qui, d'une part, permettrait la récupération facile de vieilles ferrailles et, d'autre part, supprimerait les amoncellements de détritus non rapidement dégradables qui enlaidissent trop souvent certains coins de campagne française.

Pollution (dversement dans le Rhône et la Saône de produits de rinçage des citernes de péniches pétrolières).

15723. — 20 décembre 1974. — **M. Serge Mathieu** expose à **M. le ministre de la qualité de la vie** que le Rhône et la Saône sont pollués par le déversement dans leurs eaux de produits de rinçage provenant des citernes de péniches transportant des hydrocarbures. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser au plus tôt une pollution dont les effets sont à tout point de vue éminemment préjudiciables.

Impôts locaux (forte augmentation en 1974).

15724. — 20 décembre 1974. — **M. d'Harcourt** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les hausses exorbitantes supportées par les contribuables au titre des impôts locaux 1974. C'est ainsi que des foyers modestes ont vu leurs contributions, au titre de la taxe d'habitation, majorées de plus de 300 p. 100. Ceci résulterait en particulier de la révision de la valeur locative des immeubles nouvellement intervenus. On constate que

les revenus les plus faibles sont les plus fortement touchés par cette augmentation. Ces fortes augmentations des impôts locaux ne peuvent être en effet attribuées aux simples augmentations de la valeur des centimes additionnels ainsi qu'au paiement nouveau de la taxe régionale puisque les impôts locaux connaissent une progression qui suit sensiblement le taux de l'inflation. Ces augmentations sont d'autant plus lourdes à supporter par de nombreux contribuables qu'elles interviennent dans une période déjà difficile sur le plan économique. Dans ces conditions, il lui demande donc quelles mesures il compte prendre rapidement pour remédier à une telle situation.

Assurance vieillesse (fixation du minimum vieillesse des infirmes civils à 80 p. 100 du S.M.I.C. et relèvement du plafond de ressources).

15725. — 20 décembre 1974. — **M. Pierre Weber** expose à **Mme le ministre de la santé** que le montant total des avantages auxquels peuvent prétendre les infirmes civils ressortissant de l'aide sociale se situe, y compris le fonds national de solidarité, à 17,26 francs par jour, depuis le 1^{er} juillet 1974 et demeure largement inférieur à la moitié du S.M.I.C. Il lui demande s'il n'estime pas que le minimum vieillesse applicable aux intéressés devrait être porté à 80 p. 100 du S.M.I.C. et le plafond de ressources relevé dans la même proportion que le minimum lui-même.

Impôt sur le revenu (relèvement du plafond du régime du forfait applicable aux bénéficiaires des gérants libres de stations-service).

15729. — 20 décembre 1974. — **M. Burckel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur un aspect particulier de la comptabilité forfaitaire des gérants libres de stations-service. En vertu de l'article 15 de la loi de finances pour 1970, la limite du chiffre d'affaires à retenir pour apprécier si l'exploitant d'une station-service reste soumis au régime d'imposition du forfait, en matière de B.I.C. et de T.V.A., est de 500 000 francs toutes taxes comprises, les ventes d'essence, de super-carburant et de gas-oil n'étant retenues qu'à concurrence de 50 p. 100 de leur montant. Or, à la suite de la majoration des prix de vente des produits pétroliers, les recettes dans cette branche d'activité ont augmenté de plus de 70 p. 100 depuis un an, bien que leur marge brute soit restée la même (entre 0,955 et 0,068 franc au litre). Il lui demande de bien vouloir lui faire savoir s'il est dans ses intentions d'actualiser les dispositions de l'article 15 énoncé ci-dessus, pour permettre aux exploitants concernés, s'ils le désirent, de rester sous le régime d'imposition du forfait en matière de B.I.C. et de T.V.A.

Anciens combattants et prisonniers de guerre (retraite anticipée, au taux plein pour les salariés grands invalides de guerre).

15730. — 20 décembre 1974. — **M. Chasseguet** rappelle à **M. le ministre du travail** que la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973, en complétant l'article L. 332 du code de la sécurité sociale permettant de faire bénéficier les anciens combattants et les anciens prisonniers de guerre d'une retraite anticipée au taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans, stipule que les « anciens prisonniers évadés, au-delà d'une captivité de cinq mois et les anciens prisonniers rapatriés pour maladie, peuvent choisir le régime le plus favorable », c'est-à-dire la retraite au taux plein dès l'âge de soixante ans. Il lui fait observer que les salariés, grands invalides de guerre, ne bénéficient pas des mêmes dispositions, alors que dans les régimes vieillesse des non-salariés, les grands invalides de guerre au titre des articles L. 36 et L. 37 du code des pensions militaires peuvent prétendre, sans conditions particulières, à une retraite anticipée dès l'âge de soixante ans. Il s'étonne donc doublement de la discrimination faite dans le régime général de la sécurité sociale à l'égard des salariés grands invalides de guerre et il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour mettre fin à cette anomalie.

Français à l'étranger (majoration du montant de l'indemnité de séjour pour les militaires et fonctionnaires en Allemagne).

15732. — 20 décembre 1974. — **M. Gissinger** rappelle à **M. le ministre de la défense** que les militaires et les fonctionnaires en Allemagne, à l'exception du personnel des finances, continuent à relever de leur ministère d'origine et ne sont pas détachés aux affaires étrangères dont ils n'ont pas le statut. En plus de leur salaire de métropole, les militaires et fonctionnaires aux F.F.A. bénéficient d'une indemnité de séjour égale à 10 p. 100 du traitement de base. Ce taux, fixé en 1956, est devenu très insuffisant par suite des hausses de prix en Allemagne et du taux de change qui est passé de 1,234 à 1,89 ce jour. Pour faire face à leurs dépenses dans le secteur allemand, les militaires et fonctionnaires doivent donc dépenser des sommes en deutschemarks qui, convertis en francs, représentent des montants en croissance beaucoup plus rapide que leurs traitements. Les deutschemarks perçus avec la solde sont retranchés pour leur contre-valeur en francs sur le

montant de celle-ci. Depuis 1956, la contre-valeur en francs de la même somme en deutschemarks a beaucoup augmenté. Il lui demande, pour les raisons qu'il vient de lui exposer, de bien vouloir envisager une majoration du montant de cette indemnité de séjour.

Cabinets dentaires mutualistes (réduction de la minoration des tarifs dans la région Rhône-Alpes).

15733. — 20 décembre 1974. — **M. Herzog** expose à **M. le ministre du travail** qu'il a, par la voie d'une question écrite, demandé à son prédécesseur d'envisager de réduire à 10 p. 100 la minoration fixée actuellement à 20 p. 100 pour les tarifs pratiqués par les cabinets dentaires mutualistes installés par les soins de l'union des travailleurs de la région Rhône-Alpes. La réponse qui lui a été faite (n° 750, *Journal officiel*, Débats A. N., du 21 juillet 1973) indiquait que, pour répondre au vœu émis par le conseil supérieur de la mutualité, estimant que les modalités relatives à la détermination des tarifs pratiqués par des dispensaires mutualistes devaient être réexaminées dans un sens favorable à ces établissements, une étude était menée sur les différents aspects que présente cette question. En lui signalant que la minoration est toujours fixée à 20 p. 100 pour les cabinets dentaires mutualistes de la région Rhône-Alpes, alors que certains établissements similaires ont vu leur abattement ramené récemment à 10 p. 100 et voire 5 p. 100, il lui demande si les études envisagées ont abouti et la conclusion qui est susceptible d'être dégagée à l'égard des établissements intéressés de la région Rhône-Alpes.

Assurance maladie (remboursement de la vaccination antigrippale).

15736. — 20 décembre 1974. — **M. Rolland** rappelle à **M. le ministre du travail** que, par question écrite n° 7053 parue au *Journal officiel* n° 110 du 20 décembre 1973, il avait appelé l'attention de son prédécesseur sur l'intérêt d'envisager le remboursement de la vaccination antigrippale par la sécurité sociale. Cette question n'ayant pas reçu de réponse, il lui demande de lui faire connaître la suite susceptible d'être apportée à la suggestion faite, en insistant sur la diminution des charges que cette mesure préventive représenterait pour la sécurité sociale, sur le plan des dépenses de soins comme sur celui des indemnités entraînées par les arrêts de travail.

Assurance vieillesse (amélioration du régime des travailleurs indépendants du commerce et de l'industrie).

15737. — 20 décembre 1974. — **M. Laborde** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur un certain nombre de dispositions attendues par les travailleurs indépendants du commerce et de l'industrie pour compléter leur régime de retraite. Il souhaiterait savoir si ceux-ci pourront bientôt bénéficier d'un régime complémentaire facultatif, d'un régime d'invalidité-décès, du régime spécial conjoints qui leur a été promis, ainsi que d'une modification de la cotisation des retraités en activité.

Finances locales (budget d'Hérouville-Saint-Clair : maintien des subventions aux associations prévues par le conseil municipal).

15741. — 20 décembre 1974. — **M. Mexandeau** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** la question écrite qu'il lui a posée en date du 16 juillet 1974 et dans laquelle il lui exposait la situation difficile d'Hérouville-Saint-Clair, commune en pleine expansion à l'égard de laquelle l'Etat ne respecte pas les engagements qu'il a pris. Cette question s'inscrivait dans le contexte du budget primitif qui fut finalement imposé au conseil municipal alors qu'à deux reprises celui-ci l'avait jugé inacceptable et refusé. Il est permis de s'étonner du fait que cinq mois se soient écoulés sans que le ministre de l'économie et des finances n'ait fourni la moindre réponse ni apporté de solution aux problèmes cruciaux que connaît la troisième ville du département. Dans cette question il lui demandait : 1° le réexamen de la position prise par la commission budgétaire afin que les augmentations des impôts locaux se situent dans des limites raisonnables ; 2° la définition d'une aide pluri-annuelle dispensant la commune du contrôle systématique de son budget ; 3° l'adoption de dispositions permettant l'implantation rapide des activités tertiaires qui font toujours défaut dans le centre ville. Aujourd'hui, outre son silence, les habitants constatent, au vu de leur feuille d'impôts, qu'ils doivent supporter un nouvel effort fiscal injuste puisque, avec la réforme de l'impôt, il pèse plus lourd sur les logements modestes (tels que les H.L.M., en grand nombre à Hérouville-Saint-Clair). Ils constatent également que les implantations tertiaires, publiques ou privées, continuent à être autorisées de façon incohérente en dehors du périmètre de la Z.U.P. C'est le cas des 1 800 mètres carrés de bureaux de la sécurité sociale qui seront édifiés sur la zone industrielle du mont Coco avec la bienveillance de **M. le préfet**. Tout ceci est révélateur d'un laxisme coupable qui n'a que trop duré. Dans le budget d'Hérouville-Saint-Clair,

le chapitre des subventions mérite un examen particulier car il conditionne le sort des associations qui, en l'absence de tout centre vivant, constituent la seule possibilité d'animation diversifiée offerte à 23 000 personnes. De ce fait, elles se voient attribuer chaque année un pourcentage fixe du budget égal à 4 p. 100 des dépenses réelles de fonctionnement. Ainsi, en 1973, elles ont reçu 272 000 francs et, pour 1974, le conseil municipal, conscient de leur importance, avait inscrit 297 000 francs. La commission spéciale a ramené ce chiffre à 129 000 francs, condamnant ainsi la quasi totalité d'entre elles à réduire leurs activités ou à disparaître par « asphyxie financière ». Il convient de signaler que cette subvention est une recette essentielle, presque vitale. Avec le retard qu'implique la tutelle budgétaire, les associations sont amenées à fonctionner pendant des mois sur leurs fonds propres. Une première avance de trésorerie, votée par le conseil municipal en avril, a été refusée par la préfecture. Dans le budget supplémentaire qui, lui aussi, fait l'objet d'un contrôle particulier, le conseil municipal a décidé de ramener les subventions à leur taux initial (soit un complément de 169 000 francs). Ce réajustement, qui intervient en fin d'année, néglige même la hausse du coût de la vie. Son refus compromettrait l'existence des associations d'Hérouville annuées essentiellement par des personnes bénévoles mais aussi par des permanents dont la conjoncture actuelle ne faciliterait pas la reclassement. Tant qu'Hérouville-Saint-Clair ne sera pas une ville suffisamment équipée et vivante, ce type d'animation original doit y être préservé. En conséquence, il lui demande s'il compte : approuver, dans le cadre du budget supplémentaire 1974, le versement aux associations du complément nécessaire à la poursuite d'une activité méritante ; veiller à ce qu'aucune restriction ne frappe désormais les associations qui, au contraire, devraient être favorisées dans leur développement par une aide financière en constante progression.

Foyers des jeunes travailleurs (difficultés financières).

15742. — 20 décembre 1974. — **M. Mexandeau** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur les difficultés que connaissent aujourd'hui un certain nombre de foyers de jeunes travailleurs. Il lui paraît, à cet effet, important de mettre l'accent sur trois points : 1° la nécessité d'une participation des pouvoirs publics au financement des charges de fonctionnement des foyers ; 2° les conséquences catastrophiques de l'absence d'une politique claire de construction sur les foyers construits dans un passé récent ; 3° le besoin urgent d'une politique nettement définie en matière de financement des nouvelles constructions. 1. S'il est, en effet, normal que les charges hôtelières et de restauration soient supportées par les résidents, en revanche, la part socio-éducative du budget de fonctionnement des foyers doit relever des pouvoirs publics. Le financement d'un tiers de cette charge est assuré par la caisse nationale d'allocations familiales. Le ministère de la santé avait pour objectif de financer, au cours des années à venir, 1 100 postes. Or seul un cinquième des postes a été réellement pourvu. Aucun poste nouveau n'a été créé en 1974, aucun n'a été prévu pour 1975. 2. Un certain nombre de foyers doivent faire face à une situation dramatique puisqu'ils envisagent, à terme, de fermer. Comme les villes ne pourront pas indéfiniment assurer le financement des déficits et que les offices d'H.L.M. ne supporteront pas longtemps de rester impayés, il est indispensable de créer un fonds d'intervention pour couvrir en partie les déficits des foyers prêts à déposer leur bilan. 3. Enfin, il faut qu'une politique clairement définie et réellement pratiquée assure le financement convenable des constructions. Le foyer des jeunes travailleurs doit être à même d'assurer aux jeunes un accueil qui est socialement utile et économiquement nécessaire. Encore faut-il que ceux qui assurent la gestion de cette institution puissent poursuivre leur mission. Il lui demande quelles mesures urgentes il compte prendre en faveur de ces établissements et de leur financement.

Assurance maladie (examens de santé préventifs sans limite d'âge).

15743. — 20 décembre 1974. — **M. Cousté** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur les difficultés que causent aux personnes âgées les dispositions de l'arrêté du 19 juillet 1946 qui a prévu l'organisation d'examens de santé périodiques des assurés entre six mois et soixante ans. Si, en effet, certaines caisses procèdent au remboursement de ces examens sur leur fonds d'action sanitaire et sociale aux assurés âgés de plus de soixante ans et même de soixante-cinq ans, d'autres s'en tiennent aux textes en vigueur, et les caisses qui remboursent ces examens aux assurés peuvent, par ailleurs, y renoncer réglementairement, ce qui ne manque pas de poser de graves problèmes aux assurés âgés de plus de soixante ans dont les difficultés financières sont souvent importantes. Il lui demande s'il envisage pas de réformer cette réglementation afin de supprimer les disparités qui existent

actuellement entre les régions dans la pratique des examens de santé concernant le troisième âge en donnant aux caisses régionales les moyens nécessaires à la prévention sans limitation d'âge.

Enseignement technique (extension de la bourse de premier équipement à tous les élèves des sections industrielles).

15747. — 20 décembre 1974. — **M. Laurissergues** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les circulaires du 24 mai 1973 et 13 septembre 1973 qui ont défini les conditions d'attribution de la bourse de premier équipement accordée aux « élèves boursiers de première année des sections industrielles » des établissements publics et privés de même structure et de même niveau, classées dans un des groupes d'activités professionnelles figurant dans l'annexe 2 de la circulaire du 24 mai 1973. Cette annexe n'a retenu que neuf groupes professionnels sur les vingt-neuf que comporte la nomenclature officielle. Or, il apparaît que dans les vingt groupes restants, certains et notamment la coiffure réclament des mises de fonds souvent importantes pour les parents des élèves de C. E. T. De plus, compte tenu du fait que les neuf groupes retenus par les textes correspondent quant aux spécialités à près de 80 p. 100 des C. A. P et à 90 p. 100 des B. E. P. délivrés chaque année dans les sections industrielles ; quelles dispositions compte prendre **M. le ministre de l'éducation** pour que soit étendu aux élèves des autres sections, le bénéfice de la prime de premier équipement de 200 francs. Le relatif petit nombre des ayants droit éventuels permettant de résorber aisément cette fâcheuse disparité des conditions matérielles d'accès aux études professionnelles.

Patente (majorations massives pour 1974).

15748. — 20 décembre 1974. — **M. Gilbert Faure** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'un certain nombre d'entreprises de son département ont subi, pour 1974, des majorations de patente massives, allant jusqu'à 600 p. 100, alors même que leur équipement, leurs effectifs et leur activité sont restés stationnaires, voire en diminution. Il n'est guère besoin de souligner que ces majorations inexplicables, survenant dans les difficultés de la conjoncture actuelle, risquent de contraindre certaines de ces entreprises, déjà affaiblies au dépôt de leur bilan et au licenciement du personnel. Il lui demande en conséquence : 1° si une enquête peut être immédiatement réalisée sur tous les cas de majoration exceptionnelle constatés cette année dans ce département au titre de la patente ; 2° si, dans l'attente des résultats de cette enquête, il peut être sursis au recouvrement des sommes en cause ; 3° quelles mesures il envisage de prendre d'urgence pour éviter que ces anomalies aboutissent pour les entreprises à des conséquences irrémédiables.

Assurance maladie (retraite du régime agricole conjointe d'un assuré du régime général : dispense de cotisation à l'A. M. E. X. A.).

15751. — 20 décembre 1974. — **M. Chabrol** expose à **M. le ministre du travail** le cas d'une personne qui, en qualité d'épouse d'un fonctionnaire maintenant à la retraite, a bénéficié pendant plusieurs années des prestations d'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale, à titre d'ayant droit de son conjoint, assuré obligatoire. De ce fait, elle n'a jamais eu dans le passé à verser de cotisations personnelles à l'assurance maladie. Depuis novembre 1966, l'intéressée bénéficie d'une pension du régime d'assurance vieillesse agricole. C'est seulement cette année, en 1974, que la caisse d'assurance maladie de l'Allier a, sans explication préalable, transféré d'office le dossier de cette personne à la caisse de mutualité sociale agricole du département. En raison de ce transfert, et du fait que l'intéressée relève désormais du régime d'assurance maladie agricole, elle est obligée de verser des cotisations. Il lui demande s'il n'estime pas que l'application rigoureuse de cette réglementation aboutit à une situation anormale, puisque l'on impose à cette personne un versement de cotisations pour bénéficier de prestations qui lui ont toujours été accordées dans le passé, sans être astreinte au paiement d'aucune cotisation, et si, dans un cas de cette espèce, il ne conviendrait pas de permettre à l'intéressée de continuer à percevoir les prestations d'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale au titre d'ayant droit de son conjoint.

Protection des siles (butte de Champlan [Essonne]).

15743. — 20 décembre 1974. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur la butte de Champlan (Essonne). La destruction de cette colline par une entreprise d'extraction de sable est déjà très avancée et se poursuit à un rythme intense, malgré les avertissements et les protestations de la population. Le problème est aujourd'hui posé du devenir de ce site. Un seul projet

est connu à l'heure actuelle : élaboré par l'entreprise elle-même, qui exploite la carrière, il vise à la création d'une piste de ski artificielle du type de celle qui a été réalisée à Sayama (Japon). Un hôtel de standing élevé (avec insonorisation du fait des survols aériens) pourrait accompagner ce projet. On ne nie pas l'intérêt éventuel d'une telle installation sportive dans la région parisienne. Toutefois elle n'apportera que peu d'avantages aux habitants de Champlan et des communes environnantes, ne serait-ce qu'en raison des tarifs d'utilisation probablement élevés tandis que son exploitation entraînerait de multiples inconvénients tels que : trafic routier encore accru (voitures particulières, cars et camions chargés de glace), installation de parkings, etc. En même temps, de nombreux habitants se demandent s'il ne vaudrait pas mieux, dans cette commune traumatisée par un véritable regroupement des nuisances, au sein d'une région très urbanisée, aménager la colline de Champlan en parc paysager original, boisé, permettant la détente, la promenade, le sport, le jeu, les pique-nique et toutes distractions accessibles sans frais à l'ensemble de la population. Des avant-projets ont été étudiés bénévolement en ce sens par d'éminents urbanistes et paysagistes. D'aucuns ajoutent qu'il serait peu moral de voir l'entreprise qui a fait du profit en détruisant un site naturel réaliser un nouveau profit en le réaménageant. Une réunion ayant eu lieu sur ces questions à la sous-préfecture, la responsabilité des pouvoirs publics est engagée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour faire en sorte qu'aucune décision ne soit prise sur l'avenir de la butte de Champlan sans consultation réelle de la population et de tous les élus intéressés ; 2° pour préserver la liberté de choix des Champlanois en stoppant tous travaux de remblaiement de la carrière qui empêcheraient de la transformer ensuite en parc paysager ; 3° pour faire en sorte que l'intérêt général et le bien des êtres humains priment en tout état de cause sur l'affairisme.

Exploitants agricoles (prorogation de la date limite pour les demandes de remboursement de crédit d'impôt)

15771. — 20 décembre 1974. — **M. Lemolne** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le retard avec lequel la circulaire ministérielle du 29 octobre a été portée à la connaissance des agriculteurs intéressés. Cette circulaire précise les modalités d'application de la loi du 24 octobre 1974 relative au remboursement pour les agriculteurs assujettis du huitième du crédit d'impôt qu'il détenait à la fin de 1971. Les demandes devant être présentées au plus tard le 31 décembre 1974, bien des agriculteurs risquent d'être pris de court pour les établir. En conséquence il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de prolonger ce délai jusqu'au 31 janvier 1975 afin que tous les ayants droit puissent en bénéficier.

Emploi (menace de licenciements aux Etablissements Cocorico, à Bédarrides [Vaucluse]).

15773. — 20 décembre 1974. — **M. François Billoux** expose à **M. le ministre du travail** que, dans le département du Vaucluse, qui compte déjà 4 000 chômeurs, les travailleurs sont de plus en plus préoccupés pour la garantie de leur emploi. La menace de 20 licenciements non justifiés pèse sur les travailleurs des Etablissements Cocorico, à Bédarrides. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour empêcher ces licenciements.

Emploi (menaces de licenciements aux chantiers G. T. M. à Caderousse [Vaucluse]).

15774. — 20 décembre 1974. — **M. François Billoux** expose à **M. le ministre du travail** que dans le département du Vaucluse l'emploi est devenu la préoccupation essentielle des travailleurs de ce département qui compte déjà 4 000 chômeurs. Une nouvelle menace pèse sur les salariés du chantier G. T. M. à Caderousse, 139 lettres de licenciements ayant été adressées par la direction de ce chantier qui s'ajoutent aux 80 suppressions d'emploi d'intérimaires, ce qui porte à 219 le total des suppressions de poste sur ce chantier pour le mois de décembre. Il lui demande étant donné qu'aucune garantie de reclassement n'est proposée pour ces travailleurs les mesures qu'il compte prendre pour empêcher ces licenciements.

Emploi (maintien en activité de la Société Polybat à Valleroy [Meurthe-et-Moselle]).

15775. — 21 décembre 1974. — **M. Gilbert Schwartz** expose à **M. le ministre de l'équipement** que la commune de Valleroy (Meurthe-et-Moselle) a vu son exploitation minière arrêtée le 31 décembre 1967 lors de la crise des mines de fer. Quelque temps après la Société Polybat qui a des agences à Paris, Tours et Lyon s'installait sur le carreau de la mine et laissait croître à de nouveaux beaux jours pour la localité ; que l'usine de Valleroy emploie 54 ouvriers, cadres et Etam, que parmi ces ouvriers certains en sont à leur troisième, voire quatrième reconversion ; que le 17 décembre la direction de Polybat a annoncé le licenciement de 49 personnes de la société, dont 34 pour la seule succursale

de Valleroy, c'est-à-dire plus de la moitié du personnel. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour maintenir cette société en activité et empêcher que Valleroy soit rayée définitivement de la carte de la région.

Constructions scolaires (réalisation nécessaire de onze établissements secondaires dans l'agglomération lyonnaise).

15777. — 21 décembre 1974. — **M. Houël** fait savoir à **M. le ministre de l'éducation** que dans l'est de l'agglomération lyonnaise regroupant les villes et communes de Brou, Décines, Meyzieu, Feyzin, Saint-Fons, Saint-Priest, Saint-Symphorien, Vaulx-en-Velin et toutes les communes rurales englobées dans la onzième circonscription du Rhône, les effectifs scolaires de l'année en cours ont augmenté d'environ 10 p. 100 en moyenne par rapport à 1973-1974 et augmenteront dans des proportions comparables en 1975-1976, comme des statistiques détaillées qui lui ont été adressées le montrent. Il attire donc son attention sur la nécessité de donner au rythme de construction des établissements une impulsion du même ordre, ce qui devrait, si une telle mesure était appliquée, satisfaire les besoins au plus juste puisque la carte scolaire peut être considérée de la façon suivante :

	1971-1972	1974-1975	1977-1978
C. E. S.	16 000	20 500	26 000
C. E. T.	350	1 500	6 700
Lycée	650	2 000	6 000

Or la comparaison entre les prévisions de l'Académie pour les constructions scolaires et la réalité est édifiante :

Pour 1974-1975.

	PRÉVU	RÉALISÉ
C. E. S.	20 500	18 900
C. E. T.	1 500	850
Lycée	2 000	650

Il lui rappelle que début 1972 l'académie du Rhône a mis au point une carte scolaire intitulée « Horizons 78 » qui établissait en fonction de prévisions démographiques la carte scolaire du département. Il est certes opposé avec nombre de conseils de parents d'élèves et une immense majorité d'enseignants à l'aspect politique de cette carte scolaire — ségrégation au niveau des structures des C. E. S. (3 voies) — volonté de diminuer le pourcentage d'élèves pouvant trouver une place en seconde — austérité par le découpage et le calcul de la population scolarisable — privatisation dans la part importante laissée à l'enseignement privé. Reprenant les propres notes de l'Académie, il lui fait remarquer que le retard peut être chiffré pour ce secteur à trois C. E. S., deux C. E. T. et trois lycées. Il lui rappelle par ailleurs que cette situation n'avait pas échappé à la fédération des conseils de parents d'élèves (Le Cornec) qui, dès la fin de 1973, avait déjà alerté le ministre de l'éducation nationale de l'époque et réclamé les constructions scolaires nécessaires dont il lui a envoyé la liste. Or, en dépit de l'impérieuse nécessité de construire ces divers établissements dans les communes de ce secteur, rien n'a été réalisé entièrement au cours de l'année 1974 car sont en cours de construction actuellement : un C. E. S. à Vaulx-en-Velin Poudrette, un C. E. S. à Vénissieux, route de Corbas, devant se substituer à un C. E. G. dont les effectifs sont complets. Malgré ce qui semble être prévu pour la campagne 1975, il subsistera donc un retard par rapport aux besoins évoqués ci-dessus de deux C. E. S., cinq C. E. T. et quatre lycées, cependant indispensables pour la rentrée 1975. Dans ces conditions, il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour que financièrement soit assurée la construction d'ici la rentrée scolaire de ces onze établissements nécessaires pour couvrir les besoins du secteur est de l'agglomération lyonnaise.

Etablissements scolaires (conception et fonctionnement du C. E. S. Delalande d'Athis-Mons [Essonne]).

15778. — 21 décembre 1974. — **M. Juquin** signale à **M. le ministre de l'éducation** un cas de gaspillage et de mauvaise utilisation des deniers publics dont son ministère porte la responsabilité. Il s'agit du C. E. S. Delalande à Athis-Mons (Essonne). Cet établissement a été réalisé sur un terrain inadéquat, alors qu'un autre emplacement, beaucoup plus convenable avait été envisagé. Tout s'est passé comme si le service public avait accepté de localiser cette réalisation sur le seul terrain dont ne voulait aucun des promoteurs particulièrement actifs dans cette région et comme s'il profitait de la circonstance pour confier à l'architecte qui conçut l'installation du Parc des Princes la construction d'un bâtiment de prestige qualifié d'expérimental. De ce choix sont résultés des frais de mise en constructibilité équivalente à la construction complète d'un C. E. S. 600. Si

la conception expérimentale présente certains aspects positifs, elle engendre, par contre, une insécurité telle qu'un grave accident vient de se produire. De plus, la structure de l'établissement nécessiterait un personnel de surveillance au moins deux à trois fois plus nombreux que l'effectif habituellement prévu. Les dépenses de chauffage sont 2,5 fois plus élevées que celles de la plupart des autres C. E. S. Plusieurs aspects du C. E. S. sont contraires aux nécessités pédagogiques qui devraient passer en priorité dans toute conception expérimentale. C'est ainsi que le C. E. S. ne comporte aucune installation permettant la pratique de l'éducation physique. L'infirmerie et le bureau médical sont des locaux primitifs et inadaptés. Une salle de sciences naturelles a été conçue selon un plan intéressant, mais pour 24 élèves alors que les classes qui l'utilisent en comptent 35. L'un des « points forts » de « l'expérience » est le développement des locaux réservés à la documentation. Mais ces locaux sont très mal valorisés parce que la documentation se réduit à la faible dotation traditionnelle, aux résidus des écoles primaires de la ville et aux achats effectués aux frais des familles. Le C. E. S. Delalande a été, et on ne peut que s'en réjouir, nationalisé dès son ouverture. Mais, cette nationalisation semble avoir été accordée principalement pour favoriser un candidat de la majorité gouvernementale. Elle a constitué, jusqu'à ce jour, plutôt une déclaration d'intention qu'une réalité matérielle. La ville d'Athis-Mons, qui a dépensé en 1973-1974 72 millions d'anciens francs pour le fonctionnement du C. E. S., n'a encore rien perçu des 60 p. 100 qui doivent lui être versés par l'Etat. La municipalité a confié la distribution des repas pour le personnel et les demi-pensionnaires à une société privée. Elle a procédé de même pour le nettoyage. Cette méthode s'avère coûteuse, peu efficace et même dangereuse dans le domaine de l'alimentation. Il lui demande en conséquence quelles mesures li compte prendre : 1° pour éviter le renouvellement d'un tel gaspillage des fonds publics et assurer le contrôle rigoureux des expériences architecturales en liaison étroite avec les pédagogues et les parents d'élèves, en écartant toute considération électorale ; 2° pour renforcer les mesures de sécurité déjà prises par les services académiques, en faisant en sorte que les nécessités élémentaires pour la vie des enfants l'emportent sur certaines vues personnelles ; 3° pour autoriser l'inspection d'académie à accroître considérablement les effectifs des personnels chargés de la surveillance ; 4° pour assurer la mise en place de la gestion de l'établissement sur crédits de l'Etat, notamment en nommant les secrétaires d'intendance indispensables ; 5° pour faire assurer par le seul service public la demi-pension et le nettoyage ; 6° pour allouer au C. E. S. Delalande une enveloppe de crédits supplémentaires, permettant de couvrir l'ensemble des frais de chauffage et des autres dépenses ; 7° enfin s'il envisage de demander au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports de créer les installations d'éducation physique et sportive indispensables, d'ailleurs prévues dans le plan initial du C. E. S.

Médecins (augmentation de l'indemnité horokilométrique des médecins ruraux).

15780. — 21 décembre 1974. — **M. Fourneyron** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation difficile à laquelle se trouvent confrontés les médecins ruraux, en raison des hausses successives du prix de l'essence et de l'entretien des véhicules au cours de l'année 1974. Il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable, dans le cadre des pourparlers actuellement engagés sur les tarifs conventionnels, d'accorder une augmentation sensible de l'indemnité horokilométrique qui permettrait aux médecins ruraux de faire face à l'accroissement de leurs charges.

Sapeurs-pompiers (statistiques sur les effectifs et la population desservie par corps).

15781. — 21 décembre 1974. — **M. Mehaugier** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur** de bien vouloir lui préciser, pour chacun des corps de sapeurs-pompiers professionnels de la métropole, le nombre d'hommes et d'officiers le composant, ainsi que le chiffre de la population qu'il dessert.

Commerçants et artisans

(décrets d'application réglementant les conditions de paiement).

15784. — 21 décembre 1974. — **M. Bizet** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** si les décrets d'application de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat, réglementant les conditions de paiement, paraîtront prochainement. Il insiste sur l'urgence qu'il y a de faire paraître ces décrets car les transactions portant sur le détail sont de moins en moins l'objet d'un règlement comptant, ce qui est très préjudiciable aux producteurs.

Handicapés (prise en charge par la sécurité sociale des prothèses nécessaires à la pratique du sport).

15785. — 21 décembre 1974. — **M. Cressard** rappelle à **M. le ministre du travail** qu'un certain nombre de handicapés physiques pratiquent un sport et sont souvent licenciés de fédérations spor-

tives. Il est évidemment souhaitable que cette pratique soit encouragée au maximum. Il convient cependant d'observer que très souvent pour pratiquer ces sports, les intéressés ont besoin d'un appareillage spécial, l'appareillage normal ne présentant pas toutes les caractéristiques techniques permettant la pratique de ces sports. Or, si les handicapés peuvent se faire rembourser par la sécurité sociale leur prothèse et une prothèse de secours, rien n'est fait à cet égard en ce qui concerne la prothèse leur permettant de pratiquer leur sport. Il lui demande de bien vouloir envisager le remboursement de cet appareillage ; cette mesure pourrait dans un premier temps être accordée aux seuls handicapés licenciés de fédérations sportives.

Impôt sur le revenu (bénéfice réalisé sur la diffusion et la publicité d'un ouvrage technique).

15786. — 21 décembre 1974. — **M. Gressard** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la situation suivante : un contribuable a écrit et édité un ouvrage technique constituant un véritable cours d'enseignement. Pour assurer sa diffusion il a eu recours à la publicité. Les personnes auxquelles est vendu cet ouvrage font généralement appel à son concours : 1° pour la fourniture de prospectus sur lesquels il réalise un bénéfice ; 2° pour assurer leur publicité, moyennant une somme forfaitaire, laissant également une marge bénéficiaire. Il lui demande si le profit retiré par l'édition de l'ouvrage technique doit être considéré comme un bénéfice non commercial ou, au contraire, comme un bénéfice commercial. Il faut noter que le contribuable dispose seulement d'une secrétaire.

Artisanat (assemblage des réglementations des prix et du crédit ; report des échéances fiscales et sociales).

15790. — 21 décembre 1974. — **M. Radius** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'effet cumulatif des mesures prises pour le refroidissement de la conjoncture économique, de la hausse sans précédent du coût des produits énergétiques et des matières premières sans précédent du coût des produits énergétiques et des matières premières importées, de celle de l'ensemble des coûts de production et en dernier lieu des répercussions de la grève des services postaux. Les entreprises artisanales sont particulièrement vulnérables à ces divers facteurs. Or, les dispositions adoptées en vue de freiner l'inflation ont un caractère non sélectif et frappent avec la même rigueur tous les secteurs sans distinction de leurs possibilités propres d'adaptation. En raison de la situation préoccupante dans laquelle se trouvent actuellement un grand nombre d'entreprises artisanales, il lui demande s'il peut envisager en leur faveur un plan d'action pour soutenir ces entreprises. Il serait nécessaire que soient prises à cet égard des mesures d'assouplissement très larges de l'encadrement du crédit ; une baisse sensible du coût de ce crédit ; une relance des secteurs dont l'activité est étroitement dépendante du volume des crédits. Il lui demande également s'il peut envisager un assouplissement et l'adaptation de la réglementation des prix et le report uniforme et général des échéances fiscales et sociales.

Entreprises (réglementation

de l'accès aux fonctions de responsables d'entreprises).

15792. — 21 décembre 1974. — **M. Radius** expose à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** que seules des entreprises dirigées par des responsables compétents sur le plan technique et avertis des problèmes de gestion peuvent garantir : 1° à la clientèle, la qualité des services ; 2° aux salariés, la sécurité de l'emploi ; 3° au pays, une base économique solide. En France, sauf de rares exceptions, aucune condition de qualification n'est exigée pour s'établir à son propre compte. Depuis de nombreuses années, les organisations professionnelles ne cessent de réclamer une réglementation du droit d'installation à son compte qui constituerait une incitation efficace à la qualification. Une réglementation de l'accès aux fonctions de responsables d'entreprises ne serait pas contraire au principe de la liberté d'entreprendre, dans la mesure où elle se limiterait à la justification d'un niveau minimum de compétence technique et de connaissances en matière de gestion. Enfin, lors de l'élaboration de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat, le Gouvernement, conscient de l'importance du problème, s'est engagé à consulter à ce propos le Conseil économique et social et à saisir le Parlement de la question. Pour les raisons qui précèdent, il lui demande instamment s'il compte prendre des mesures : 1° pour que des dispositions soient prises tendant à réglementer l'accès aux fonctions de responsable d'entreprise ; 2° pour que la direction des entreprises artisanales soit réservée aux personnes répondant aux conditions fixées par cette réglementation, compte tenu de la situation propre à ces entreprises ; 3° pour que les chambres de métiers soient associées le plus étroitement possible à la mise au point de cette réglementation.

Anciens combattants et prisonniers de guerre de 1914-1918 : avantages en matière de retraite.

15796. — 21 décembre 1974. — **M. Palewski** expose à **M. le ministre du travail** la situation d'injustice créée par l'application restrictive de la loi sur la retraite professionnelle qui ne s'applique pas aux retraités anciens combattants de 1914-1918. Le principe de non-rétroactivité est difficilement opposable à cette catégorie de citoyens qui mérite certains égards. Il lui demande s'il peut prendre les mesures nécessaires afin que les quelques anciens combattants de 1914-1918 qui demeurent encore en vie profitent des avantages accordés aux plus jeunes d'entre eux seulement candidats à la retraite.

Cinéma (conditions d'exécution du cahier des charges qui a assorti la cession de l'Union générale cinématographique à des intérêts privés).

15797. — 21 décembre 1974. — **M. Josselin** rappelle à **M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement)** que l'Etat a décidé, il y a plusieurs années, de céder l'Union générale cinématographique à des intérêts privés. Il lui demande dans quelles conditions ont été exécutés le cahier des charges et l'échéancier assortis à cette cession, quelle est actuellement la situation financière de l'U.G.C. à l'égard de l'Etat et quelles mesures le Gouvernement prendrait au cas où les clauses du contrat n'auraient pas été exécutées. Il souhaite aussi savoir quels seront les rapports entre l'U.G.C. et la société de production issue de l'O.R.T.F., en raison de la nomination à la tête de cette dernière société du président directeur général de l'U.G.C.

Impôt sur le revenu (exonération du montant des indemnités journalières servies aux fonctionnaires en cas de maladie de longue durée).

15798. — 21 décembre 1974. — **M. Coulais**, se référant à la réponse faite à sa question écrite n° 11974 parue au *Journal officiel* (Débats Assemblée nationale du 10 octobre 1974), souligne à **M. le ministre de l'économie et des finances** l'inégalité de traitement en matière fiscale qui existe, en cas de maladie de longue durée, entre les salariés du secteur privé et ceux du secteur public. En effet, les indemnités journalières versées à un assuré social ne sont pas imposables à l'impôt sur le revenu, alors que ces mêmes indemnités versées à un fonctionnaire de l'Etat sont passibles dudit impôt. Il lui souligne le caractère choquant d'une telle disposition et lui demande s'il n'estime pas qu'il serait opportun qu'il modifiât l'actuelle réglementation en la matière afin que, dans un souci d'équité fiscale, ne soit soumise à l'impôt sur le revenu que la fraction du traitement, perçu par le fonctionnaire, qui dépasse le montant des indemnités journalières servies.

Mères chefs de famille (maintien des prestations familiales afférentes aux enfants de plus de dix-huit ans en apprentissage).

15799. — 21 décembre 1974. — **M. Montagne** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le cas des mères chefs de famille dont les ressources, généralement modestes, ne permettent pas de faire poursuivre des études à leurs enfants. Dans ce cas, les mères sont fréquemment obligées de placer leurs enfants en apprentissage avec un contrat stipulant à la charge de l'employeur le versement d'un « salaire » allant de 10 p. 100 du S. M. I. C. au début du contrat pour atteindre 75 p. 100 au bout de dix-huit mois. Sur ce maigre salaire, l'apprenti doit payer, non seulement ses cotisations sociales, ses transports, mais encore ses outils et ses vêtements de travail (achat et entretien). Bien entendu, il ne touche aucune prime de panier, de salissure, etc. Or, à partir du moment où cet apprenti atteint l'âge de dix-huit ans, la mère voit ses allocations familiales supprimées du fait de cet enfant. Par exemple, dans le cas d'une veuve, mère de trois enfants dont l'aîné âgé de plus de dix-huit ans est apprenti au salaire mensuel brut de 240 francs, les allocations familiales, qui étaient les suivantes avant l'entrée en apprentissage :

A. F.	314	francs.
M 10	44,10	
M 15	156,80	
S. U.	57,25	
A. O.	220,50	
Soit	832,65	francs.

se voient réduites à :

A. F.	131,47	francs.
M 10	42,77	
S. U.	77,90	
A. O.	165,95	francs.
Soit	424,95	francs.

Cette situation semble anormale et injuste alors qu'il est bien évident que le faible salaire touché par l'apprenti ne compense en rien la perte subie par la mère sur les prestations familiales (dans le cas cité plus de 400 francs par mois). Il demande à **M. le ministre du travail** si de nouvelles dispositions ne pourraient être prises en faveur de ces mères chefs de famille.

Légion d'honneur (extension des titres de guerre pris en considération pour les nominations ou promotions des militaires de carrière).

15800. — 21 décembre 1974. — **M. Vollquin** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur le fait qu'il semble établi, dans son ministère, que seules, les citations et blessures de guerre, constituaient les seuls titres de guerre pris en considération pour l'établissement d'un mémoire de proposition dans la Légion d'honneur en faveur des militaires de l'armée active. Il lui demande s'il ne convient pas en tenant compte des autres titres de guerre acquis par ces personnels dans la résistance (médaille de la résistance, médaille des évadés, croix du combattant volontaire, etc.) de leur permettre d'accéder à une nomination ou promotion dans notre premier ordre national. Cette mesure, si elle était prise, reconstruirait normalement les égards de la nation envers ceux qui, à une période troublée de la vie de la France, n'ont pas hésité à s'engager dans le combat pour la libération du sol national. Elle pourrait ainsi s'ajouter à l'action actuelle du Gouvernement pour améliorer la condition des militaires d'active et aurait sur leur moral un effet psychologique non négligeable.

Environnement (aménagement des dispositions du code forestier relatives aux plantations mitoyennes).

15803. — 21 décembre 1974. — **M. Mexandeau** appelle l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie** sur l'application de l'article 619 du code forestier qui précise que les arbres d'une propriété doivent être plantés à une distance d'au moins deux mètres des propriétés voisines. Aux termes de cet article, il est possible d'exiger l'arrachage des arbres qui ne satisfont pas à cette disposition, à moins qu'il n'y ait titre, destination du père de famille ou prescription trentenaire. L'application restrictive de cette loi autorise un abattage des arbres. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin d'aménager cette clause qui compromet la sauvegarde de l'environnement.

Urbanisme (abandon du projet de voie autoroutière à Toulouse (Haute-Garonne)).

15806. — 21 décembre 1974. — **M. Andrieu** attire l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie** sur un projet d'une voie autoroutière qui doit emprunter les berges de la Garonne et dont une première tranche de travaux est en cours. Si un tel projet était poursuivi, il porterait une grave atteinte à l'un des plus beaux sites de Toulouse, qui lui vaut son appellation de « Ville rose », site d'ailleurs classé, chanté par les poètes et admiré par les touristes. Dans le domaine de l'environnement, il est évident que cette voie, porteuse de nombreuses nuisances pour les riverains, enlèvera aux flâneurs, aux retraités et surtout aux enfants des espaces verts indispensables à la qualité de la vie sans apporter une solution aux problèmes de circulation qui se posent dans le centre urbain. Pour toutes ces raisons, il lui demande s'il n'estime pas devoir prendre les dispositions qui s'imposent en vue de l'abandon d'un tel projet.

Garages (établissements scolaires nationalisés)

15808. — 21 décembre 1974. — **M. Naveau** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** la question écrite n° 13956 qu'il lui a posée le 4 octobre 1974, dont ci-dessous le texte : « **M. Naveau** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, dans un extrait du Bulletin officiel de l'éducation nationale, n° 1, du 7 janvier 1971 (circulaire n° 70-495 du 28 octobre 1970) ayant pour objet les concessions de logement dans les établissements relevant de la direction chargée des établissements d'enseignement élémentaire et secondaire (Questions diverses), il est précisé au chapitre 2-5 (Les garages) : Lorsque l'établissement comporte des garages à l'intention des fonctionnaires logés, leur attribution est effectuée dans le même ordre de priorité et dans les mêmes conditions que les logements de fonction. Les fonctionnaires attributaires d'une concession par nécessité absolue de service bénéficient de la prestation gratuite du garage. Il lui demande si une municipalité qui a fait construire des garages dans l'enceinte d'un établissement nationalisé peut accorder la gratuité d'occupation, fait qui est contesté par certains services administratifs. » Il lui signale qu'il a transmis cette question au ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, dont il a effectivement reçu une réponse, mais cette réponse ne lui donne pas les renseignements qu'il espérait. Il le sollicite à nouveau pour avoir l'avis de son département.

Pétrole (amélioration de la situation des négociants en fuel).

15810. — 21 décembre 1974. — **M. Pierre Lagorce** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la situation souvent dramatique dans laquelle se trouvent actuellement les négociants en fuel. Cette situation est due notamment aux causes suivantes : 1^o l'augmentation de plus de 20 p. 100 des frais généraux ; la baisse de 20 p. 100 des activités de la profession du fait du rationnement (soit un amortissement des frais généraux sur un volume d'affaires diminué), les charges financières accrues du fait de la réduction des conditions de paiement, de l'avance obligatoire à certains clients doublée par le prix du fuel, de celle faite à l'Etat sur la T. V. A. accrue dans les mêmes proportions ; 2^o les charges administratives créées par l'arrêté ministériel (tenue du fichier, perte de temps pour expliquer aux clients le rationnement et ce à quoi ils ont droit, dossier à établir pour les nouveaux clients, etc.) ; 3^o le risque de voir certaines entreprises, pliant sous le poids des charges et des tracasseries administratives, fermer leurs portes, ce qui entraînerait des difficultés de livraisons pour une partie de la clientèle, surtout de condition modeste, achetant par petites quantités et particulièrement dans les zones urbaines à forte population. C'est pourquoi les négociants en fuel demandent : 1^o une structuration des prix qui comporte un prix d'achat par le négociant, basé sur un prix de départ raffinerie ou dépôt ; 2^o l'accès du négociant à tous les paliers de livraisons existant à l'heure actuelle ; 3^o une augmentation décente des marges des négociants en fuel travaillant actuellement avec une marge moyenne brute de distribution de l'ordre de 8 à 9 p. 100 (H. T. V. A.) qui pourrait se trouver momentanément dans une réduction du taux de T. V. A. sans augmentation de prix pour le consommateur. Il lui demande dans quelle mesure il compte satisfaire les légitimes revendications de cette catégorie de commerçants particulièrement affectés par la crise actuelle.

Représentants du personnel (obligation de remplir des « bons de délégation » pour tous leurs déplacements).

15813. — 21 décembre 1974. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les modalités d'application des dispositions relatives au crédit d'heures affecté aux représentants du personnel par la loi du 27 décembre 1968 et s'il est compréhensible que les employeurs fassent remplir aux intéressés des « bons de délégation » lorsqu'ils ont à sortir de l'entreprise, il lui demande s'il estime admissible que de tels « bons » soient exigés pour des déplacements limités à l'intérieur de l'entreprise alors même que ces formalités sont des pertes de temps et des tracasseries peu justifiées et mal supportées par les représentants du personnel.

Médecins (augmentation de l'indemnité horo-kilométrique des médecins ruraux).

15814. — 21 décembre 1974. — **M. Ollivro** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation difficile à laquelle se trouvent confrontés les médecins ruraux, en raison des hausses successives du prix de l'essence et de l'entretien des véhicules au cours de l'année 1974. Il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable, dans le cadre des pourparlers actuellement engagés sur les tarifs conventionnels, d'accorder une augmentation sensible de l'indemnité horo-kilométrique qui permettrait aux médecins ruraux de faire face à l'accroissement de leurs charges.

Environnement (atteintes au cadre de vie des habitants de Wissous).

15815. — 21 décembre 1974. — **M. Juquin** appelle une nouvelle fois l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie** sur la commune de Wissous (Essonne). Ainsi qu'il a été exposé dans un mémoire en date du 24 juin 1974, le cadre de vie des habitants de cette commune subit des atteintes graves. Il lui demande : 1^o quelles mesures il compte demander au Gouvernement pour réduire les nuisances causées par le décollage et l'atterrissage des avions d'Orly ; 2^o quelles mesures il compte prendre pour réparer le sacage du bois de Montjean, site classé détruit par un remblaiement dont la décision semble avoir été prise illégalement ; 3^o quelles mesures il compte prendre pour aider la ville de Wissous à organiser l'occupation des sols de telle sorte que le cachet de la commune soit préservé et que soient nettement isolées et limitées les pollutions industrielles.

Environnement (atteintes au site du bois de Montjean commune de Wissous).

15816. — 21 décembre 1974. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie** sur le cas du bois de Montjean dans la commune de Wissous (Essonne). Ce bois a été situé en zone classée par le plan directeur d'urbanisme intercommunal intéressant l'ensemble de communes n^o 12. Ledit plan stipule notamment « la production particulière des espaces boisés qui recouvrent le bois de Montjean », et dispose : « la réglementation qui y sera appliquée y interdit toute construction, sauf pour les besoins du

l'exploitation ». Or, depuis lors, une grande partie du bois de Montjean a été détruite par le déversement de plusieurs centaines de millions de mètres cubes de déblais provenant des travaux d'élargissement de l'autoroute A6 ; un ruisseau a été comblé ; les vues aériennes prises avant et après l'opération la font apparaître comme un véritable atterrat contre la nature. Il lui demande : 1^o dans quelles conditions et par quelles autorités un tel sacage a pu être décidé en violation des mesures de classement du site ; 2^o quelles sanctions ont été prises ou quelles procédures sont engagées à l'encontre des auteurs de cette décision, quels qu'ils soient ; 3^o quelles mesures il compte prendre pour restaurer dans les meilleurs délais la zone boisée de Montjean ; 4^o quelles mesures il compte prendre pour éviter le renouvellement de fautes analogues à celles qui ont conduit à la destruction partielle du bois de Montjean.

Environnement (aménagement de Saulx-les-Chartreux).

15817. — 21 décembre 1974. — **M. Juquin** appelle une nouvelle fois l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie** sur le projet d'aménagement de la commune de Saulx-les-Chartreux (Essonne). Exposé en détail dans un mémoire en date du 8 juillet 1974, ce projet comprend quatre points essentiels : 1^o conservation du bourg et aménagement d'une zone limitée d'habitation et d'équipement ; 2^o protection et mise en valeur du bois du Rocher-de-Saulx ; 3^o protection et aménagement de la zone horticole ; 4^o réalisation d'un plan d'eau. Il faut beaucoup de courage à la municipalité de Saulx-les-Chartreux pour résister, dans cette région surpeuplée de l'Essonne, aux pressions des promoteurs, soutenus de fait par les pouvoirs publics. Il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1^o pour enrayer le processus de destruction de l'environnement en classant l'ensemble des sites de Saulx-les-Chartreux et en réprimant sévèrement les pollueurs qui implantent des dépôts de véhicules-épaves et dégradent les bois ; 2^o pour obtenir toutes les autorisations et subventions nécessaires à la réalisation du projet étudié par la commune de Saulx-les-Chartreux ; 3^o pour accorder une subvention particulière du ministère de la qualité de la vie ; 4^o pour agir auprès des autres ministères intéressés en vue de réduire au maximum les nuisances dues au survol de Saulx-les-Chartreux par les avions qui décollent d'Orly et atterrissent sur cet aéroport.

Cours d'eau (financement de l'opération « Orge vivante »).

15820. — 21 décembre 1974. — **M. Juquin** appelle une nouvelle fois l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie** sur le projet « Orge vivante ». Ce projet a été exposé en détail dans un mémoire en date du 6 juillet 1974. Cette opération-pilote a été conçue par le syndicat intercommunal de la vallée de l'Orge qui regroupe 33 communes et concerne environ 400 000 habitants. L'étude technique a été établie par la direction départementale de l'équipement. Dans son état actuel, l'Orge, affluent de la Seine long d'environ 51 kilomètres, n'est, pour le tronçon aval, qu'un égout à ciel ouvert. Le projet retenu par le syndicat intercommunal présente l'originalité exemplaire de ne pas se résigner à la mort de la rivière, tuée par la pollution, mais d'agir, au contraire, sur la rivière elle-même pour qu'elle reprenne vie. D'où quatre actions principales : doublement du collecteur d'eaux usées dans toute la zone urbanisée, construction de bassins de retenue contre les inondations ; construction de lacs de retenue contre la pollution des eaux de ruissellement ; réoxygénation des eaux et réaménagement du lit de la rivière. En même temps, un plan d'entretien de la rivière est mis au point. Le mémoire du 6 juillet 1974 était accompagné d'une évaluation précise des dépenses à engager et d'une énumération des sources de financement possibles. Il démontrait qu'une subvention de deux fois 5 millions de francs fournie par le ministère de la qualité de la vie permettrait de rendre vivante l'Orge en 1976. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour dégager dès cette année les subventions nécessaires à la réalisation du projet « Orge vivante ».

*Qualité de la vie**(actions du ministère dans le département de l'Essonne).*

15821. — 21 décembre 1974. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie** sur les lettres et les mémoires qu'il lui a fait tenir à propos de plusieurs problèmes de son ressort, posés dans le département de l'Essonne. Il s'agit notamment : d'un mémoire demandant le financement de l'opération-pilote « Orge vivante » décidée par le syndicat intercommunal de la vallée de l'Orge et étudiée par la direction départementale de l'équipement ; d'un mémoire relatif à la protection de la nature et de l'environnement dans la commune de Wissous ; d'une proposition concernant la réalisation d'un vaste projet dans la commune de Saulx-les-Chartreux ; d'une série de lettres relatives au bruit traumatisant causé par l'autoroute A6 aux habitants du grand ensemble de Grandvaux à Savigny-sur-Orge ; de démarches concernant un regroupement de nuisances graves sur le territoire de

Champlan; d'une lettre relative à la construction d'une nouvelle piste sur l'aéroport d'Orly. Il s'étonne du mutisme ministériel sur tous ces sujets, pour lesquels des analyses et des propositions précises ont été fournies. Il lui demande : 1° si le ministère de la qualité de la vie est quasi-uniquement chargé de faire ou de soutenir des campagnes publicitaires du type « Essonne propre », ou bien d'intervenir pour résoudre effectivement les problèmes avec tous les moyens nécessaires; 2° quelle suite il compte donner à la concertation qu'il lui a proposée dans chacune des lettres ci-dessus mentionnées.

Aéroports (suppression du projet de piste n° 6 du plan masse de l'aéroport d'Orly).

15822. — 21 décembre 1974. — M. Juquin appelle une nouvelle fois l'attention de M. le ministre de la qualité de la vie sur les conséquences très graves qu'aurait pour les dizaines de milliers d'habitants du Val-de-Marne et de l'Essonne la construction de la piste n° 6 sur l'aéroport d'Orly. Il constate que le tracé de cette piste continue à figurer au plan masse de l'aéroport et que, dans une réponse à une question sur les transports, le Gouvernement évoque encore la perspective d'une extension des installations et d'une intensification du trafic. De nouveaux encombrements routiers en résulteraient. La conséquence principale serait d'évidence un accroissement insupportable du bruit et de la pollution. La probabilité de catastrophe aérienne, qui n'est jamais nulle ainsi que l'ont démontré deux accidents successifs en deux ans, serait notablement augmentée. Il lui demande s'il s'engage à ce que le Gouvernement renonce définitivement à la piste n° 6 et en fasse disparaître le tracé du plan masse de l'aéroport d'Orly.

Environnement (nuisances diverses à Champlan [Essonne]).

15824. — 21 décembre 1974. — M. Juquin appelle l'attention de M. le ministre de la qualité de la vie sur la commune de Champlan (Essonne). Cette localité est traumatisée par le regroupement des nuisances auquel procèdent diverses administrations. Le survol des avions à proximité d'Orly est aggravé par certaines altérations de cap et par l'absence de subventions pour insonoriser les bâtiments publics tels que les écoles. Plusieurs voies routières à grande circulation tronçonnent la commune; une bretelle d'autoroute frôle un ensemble de pavillons. Une entreprise privée, dont le propriétaire est d'ailleurs le maire d'une commune voisine, ancien député et ancien conseiller général, détruit une belle colline pour prélever du sable dans des conditions très contestables. L'Électricité de France a entrepris la réalisation d'un couloir de lignes à haute tension extrêmement puissant, dont le développement prévu jusqu'en l'an 2000 suscite l'angoisse et la réprobation des Champlanais. Il lui demande quelles mesures il compte prendre: 1° pour réduire au maximum les nuisances dues au survol des avions qui décollent d'Orly et atterrissent sur cet aéroport; 2° pour réaliser d'urgence le mur antibruit que le ministère de l'équipement s'est engagé à construire le long de la R. N. 188; 3° pour communiquer aux Champlanais et à leurs élus les résultats de l'étude d'une déviation routière contournant leur commune par la vallée Sud; 4° pour assurer le réaménagement de la colline de Champlan selon un programme soumis à l'approbation des habitants de la commune; 5° pour stopper la construction des lignes E.D.F. aériennes et réaliser le passage souterrain des lignes à haute tension.

Education spécialisée (octroi de l'indemnité de sujétion spéciale aux maîtres mariés avec des institutrices).

15828. — 21 décembre 1974. — M. Bordu attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des maîtres exerçant dans les écoles nationales de perfectionnement. Ceux-ci sont victimes d'une grave injustice du fait qu'ils ne peuvent percevoir l'indemnité de sujétion spéciale s'ils sont mariés à une institutrice qui occupe un logement de fonction. Si, au lieu d'exercer dans une E.N.P. ils enseignaient dans une S.E.S. (section d'éducation spécialisée) ils percevraient l'indemnité. Or, les conditions d'exercice des maîtres enseignant dans les E.N.P. sont les mêmes que pour ceux des S.E.S. Par ailleurs, si le maître enseignant dans les E.N.P. était marié à une enseignante du premier cycle, percevant l'indemnité (exemple une institutrice exerçant dans les classes terminales pratiques) il pourrait percevoir l'indemnité. Il s'agit là d'une situation tout à fait anormale, qui pourrait se régler en abrogeant l'article 2 du décret du 20 juillet 1966 modifié 1970 et 1971. Il lui demande de bien vouloir demander l'abrogation de cet article ou de lui faire savoir quelles autres mesures il compte prendre pour réparer ce préjudice qui frappe des enseignants qui exercent de surcroît des fonctions particulièrement difficiles et qui ne méritent pas d'être victimes d'une telle injustice.

Langues étrangères (diversification effective de l'enseignement des langues vivantes dans le secondaire).

15833. — 21 décembre 1974. — M. Longequeue rappelle à M. le ministre de l'éducation sa réponse insérée au Journal officiel du 23 octobre 1974 (Débats parlementaires, Assemblée nationale) à la question écrite n° 11548 qu'il lui avait posée au sujet de la réduction en 1974 du nombre de postes d'élève professeur d'espagnol mis au concours. Dans cette réponse, il est indiqué notamment, en ce qui concerne les enseignants qualifiés, que « c'est la demande venant des élèves qui détermine dans chaque cas l'importance du flux des recrutements à opérer ». Cela implique que soit donné aux familles et aux élèves l'information objective la plus large quant aux possibilités de choix entre les différentes langues vivantes et que le plus grand soin soit apporté à ce que les élèves ayant choisi l'espagnol ne se retrouvent pas, par une orientation systématique, dans des groupes faibles ou des sections de cycle court. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en vue d'améliorer cette information, l'accueil des élèves et l'aménagement des horaires afin d'encourager une diversification effective des langues vivantes étudiées dans les établissements d'enseignement secondaire.

Impôts fonciers (déduction des impôts fonciers de 1974 des revenus imposables en 1975).

15835. — 21 décembre 1974. — M. Alain Bonnet attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le fait que, dans de très nombreux départements, si ce n'est sur l'ensemble du territoire, les impôts fonciers de l'année 1974 n'ont pas été mis en recouvrement en raison des changements en cours pour le calcul des bases d'imposition. Il lui demande donc quelles dispositions il compte prendre pour que les contribuables intéressés puissent déduire ces impôts de leur revenu foncier dans les deux cas qui peuvent se présenter, à savoir: 1° réception de l'avertissement de l'impôt foncier début 1975 avant la date à laquelle ils doivent établir leur déclaration générale pour l'impôt sur le revenu (fin février habituellement); 2° réception de ce même document après cette date.

Rectificatifs.

I. — Au Journal officiel du 15 février 1975.

(Débats, Assemblée nationale.)

A. — QUESTIONS ÉCRITES

Page 510, 1^{re} colonne, n° 16944 de M. Gagnaire à M. le Premier ministre (Condition féminine):

- a) Supprimer la quatrième ligne;
b) 2^e ligne, au lieu de: « ... prévues par les statuts particuliers des corps de l'administration... », lire: « ... prévues par les statuts particuliers. Les statuts particuliers des corps de l'administration... ».

B. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

1^o Question écrite n° 14091 de M. Chambaz à M. le secrétaire d'Etat aux Universités, page 566, 1^{re} colonne, 34^e ligne de la réponse, au lieu de: « ... par un arrêté du 2 septembre 1959... », lire: « ... par un arrêté du 2 septembre 1969... ».

2^o Page 566, 2^e colonne, dernière ligne de la réponse à la question n° 15177 de M. Hunault à M. le secrétaire d'Etat aux Universités, au lieu de: « un dossier de demande d'équivalence d'études spéciales », lire: « un dossier de demande d'équivalence du certificat d'études spéciales... ».

II. — Au Journal officiel du 22 février 1975.

A. — QUESTIONS ÉCRITES

(Débats parlementaires, Assemblée nationale.)

Page 618, 2^e colonne, question n° 17039 de M. Labbé à M. le ministre du travail, aux 2^e et 8^e lignes, remplacer le mot: « chlorure de vinyle », par « ... de solvants chlorés et adjuvants ».

B. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 663, 1^{re} colonne:

1^o Question de M. Odru à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, au lieu de: « 16466 », lire: « 16446 ».

2^o Question de Mme Chonavel, à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, au lieu de: « 15560 », lire: « 16566 ».